

UNIVERSITE DE BORDEAUX
UNIVERSITÉ MONTESQUIEU – BORDEAUX IV / SCIENCES PO BORDEAUX
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE DE BORDEAUX - E.D. 208

Centre Emile Durkheim – Science politique et sociologie comparatives (UMR 5116 du CNRS)

L'AZERBAÏDJAN, LES HYDROCARBURES ET LES PIPELINES. RÉSEAUX SOCIOTECHNIQUES ET RÉGIONALISATION

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Daniel COMPAGNON

Présentée et soutenue publiquement par

Samuel LUSSAC

Le 14 novembre 2011

Membres du jury :

M. Daniel BACH, Directeur de recherche CNRS-Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux

M. Daniel COMPAGNON, Professeur des universités, Sciences Po Bordeaux ; directeur de thèse

M. Philippe HOCHART, Vice-président Global Gaz et LNG, GDF Suez

M. Helge HVEEM, Professeur émérite, Université d'Oslo ; *rapporteur*

Mme Silvia SERRANO, Maître de conférences, Université d'Auvergne ; *rapporteur*

« Oil is Money, but Gas is Politics »

(Formule attribuée à Heydar Aliyev, président de l'Azerbaïdjan de 1993 à 2003)

Sommaire

SOMMAIRE	3
REMERCIEMENTS.....	9
RESUME ET MOTS CLES	13
INTRODUCTION.....	15
LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE AU CAUCASE DU SUD	17
<i>Les conflits ethno-politiques sud-caucasiens</i>	<i>17</i>
Le cas de l'Abkhazie	18
Le cas de l'Ossétie du Sud	20
La guerre du Haut-Karabagh.....	21
<i>Le maintien de régimes autoritaires ou semi-autoritaires dans les Etats sud-</i>	
<i>caucasiens.....</i>	<i>23</i>
L'Arménie	23
L'Azerbaïdjan.....	25
La Géorgie.....	27
<i>Le rôle du Caucase du Sud sur les marchés mondiaux des hydrocarbures</i>	<i>29</i>
A la poursuite de l'Eldorado pétrolier azerbaïdjanais	29
Entre contraintes des marchés et espoirs déçus	32
Surmonter l'enclavement : le Corridor énergétique Est-Ouest.....	34
APPREHENDER LA REGION A L'HEURE DE LA GLOBALISATION	40
<i>La littérature sur la coopération et l'intégration régionales.....</i>	<i>41</i>
Les approches classiques	41
Le développement d'approches alternatives	42
Les limites du « Nouveau Régionalisme »	43
<i>Sociologies de la construction régionale</i>	<i>45</i>
Penser la région au Caucase du Sud	46
Saisir les interactions au sein de l'espace social régional en construction .	48
Comprendre la montée en puissance dans la régionalisation.....	53
HYPOTHESES, QUESTION ET METHODES.....	57
<i>Hypothèses et question de recherche</i>	<i>57</i>

<i>Méthodologie</i>	59
Les conditions de recherche	59
Les entretiens	62
LA REGULATION DE L'EXPORTATION DES HYDROCARBURES	
AZERBAÏDJANAIS	66
1. LA CONSTITUTION D'UN SYSTEME COMPLEXE SUD-CAUCASIEN DE TRANSPORT DES HYDROCARBURES AZERBAÏDJANAIS	66
1.1. <i>La construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole</i> azerbaïdjanais	67
1.1.1. Les cadrages du réseau	67
1.1.2. La double traduction du réseau	71
1.1.3. La division du réseau	76
1.2. <i>La construction du réseau sociotechnique de transport du gaz</i> azerbaïdjanais	81
1.2.1. Un réseau par défaut	81
1.2.2. Un réseau à traductions multiples	85
1.2.3. Un réseau en constante mutation	90
2. LA REGULATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION DES HYDROCARBURES AZERBAÏDJANAIS	94
2.1. <i>Le développement d'une régulation privée</i>	94
2.1.1. Le consortium comme moyen préférentiel de régulation	95
2.1.2. Une régulation soumise aux dynamiques profondes de l'industrie pétrolière	100
2.1.3. La régulation par la domination	103
2.2. <i>L'établissement de nouveaux cadres réglementaires pour enrôler les</i> agents locaux	106
2.2.1. Les limites des cadres réglementaires existants	107
2.2.2. Enrôler les communautés locales pour les rallier à la cause BTC	111
2.2.3. L'environnement comme enjeu de débordement	115
2.3. <i>L'enrôlement des IFI comme vecteurs de régulation</i>	118
2.3.1. Les IFI, entre gestion du risque politique et financements	119
2.3.2. Encadrer les protestations de la société civile mondiale	124

3. L'ETABLISSEMENT DE PARTENARIATS POLITIQUES PUBLIC-PRIVE COMME INSTRUMENTS DE REGULATION	131
3.1. <i>L'échec du partenariat entre BP et la Turquie</i>	132
3.1.1. Des inscriptions contradictoires.....	133
3.1.2. L'ébauche d'une régulation turque par la contrainte	137
3.1.3. Imposer des normes, substitut à un partenariat en échec	140
3.2. <i>Le développement d'un partenariat politique public-privé entre BP et l'Azerbaïdjan</i>	146
3.2.1. L'Azerbaïdjan : un choix (presque) par défaut pour BP	146
3.2.2. Etablir des liens privilégiés avec le pouvoir azerbaïdjanais	149
3.2.3. L'internationalisation du partenariat.....	154
3.3. <i>Le développement d'un partenariat politique public-privé entre BP et les Etats-Unis</i>	158
3.3.1. Les limites d'une politique de la confrontation avec BP	159
3.3.2. L'interdépendance entre BP et les Etats-Unis	163
L'EVOLUTION DE LA CONFIGURATION SUD-CAUCASIENNE	170
4. UNE CATASTROPHE FONDATRICE : LE DELITEMENT DU CENTRE ORGANISATEUR RUSSE	170
4.1. <i>L'illusion de la puissance comme moyen d'influence</i>	171
4.1.1. La désorganisation de la politique énergétique russe	171
4.1.2. L'illusion de la puissance russe chez les acteurs locaux.....	176
4.1.3. La réticence des acteurs extérieurs à se confronter à la Russie....	180
4.2. <i>La redéfinition de l'engagement russe au sein de la configuration sud-caucasienne</i>	184
4.2.1. La perte d'intérêt du Caucase du Sud aux yeux de Moscou.....	184
4.2.2. La guerre russo-géorgienne d'août 2008 : un baroud d'honneur..	190
4.2.3. Après la démonstration de puissance. Que faire ?	194
5. CONVERGENCE DES ELITES ET EMERGENCE DE NOUVELLES SOLIDARITES	200
5.1. <i>Le développement d'une cottage industry au Caucase du Sud</i>	201
5.1.1. La formation d'une communauté d'élites.....	202
5.1.2. La construction d'un sentiment d'appartenance	206
5.1.3. Le rôle des expériences traumatiques	212

5.2. <i>La survivance et la réinvention des solidarités soviétiques</i>	216
5.2.1. La formation d'une élite soviétique aux solidarités locales	217
5.2.2. Le partage d'expériences communes	220
5.2.3. L'adaptation de l'élite soviétique à l'ère post-soviétique	224
5.3. <i>Le développement de nouvelles solidarités de copinage</i>	227
5.3.1. La refondation des solidarités entre Azerbaïdjan et Géorgie	228
5.3.2. La relation complexe entre élites azerbaïdjanaises et turques.....	232
6. LE DEBORDEMENT DES RESEAUX SOCIOTECHNIQUES : LE DEVELOPPEMENT DE LA REGIONALISATION AGT	237
6.1. <i>Promouvoir la régionalisation pour assurer le transport des hydrocarbures azerbaïdjanais : la stratégie de BP</i>	238
6.1.1. Coopérer pour convaincre : AGT face à BP	238
6.1.2. La coopération régionale comme vecteur de sûreté et de sécurité	242
6.1.3. Créer de l'interdépendance pour assurer sa traduction	247
6.2. <i>Coopérer pour se rapprocher des puissances internationales dominantes : la stratégie de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie</i>	250
6.2.1. L'énergie : un instrument de séduction politique	251
6.2.2. Se soumettre aux demandes du courtisé	255
6.2.3. La Turquie comme porte d'entrée sur l'Occident.....	259
6.3. <i>Encourager la régionalisation pour réorganiser la configuration sud- caucasienne : les stratégies des Etats-Unis et de l'UE</i>	263
6.3.1. L'UE au sein de la configuration sud-caucasienne.....	263
6.3.2. Les Etats-Unis au sein de la configuration sud-caucasienne.....	267

L'EMERGENCE REGIONALE DE L'ETAT-ENTREPRISE

AZERBAÏDJANAIS 274

7. LA FORMATION DE L'ETAT-ENTREPRISE : PRIVATISATION ET CAPTURE DE LA GOUVERNANCE	275
7.1. <i>Gouverner l'Azerbaïdjan : la reproduction des pratiques soviétiques de Heydar Aliyev</i>	276
7.1.1. Hériter du pouvoir en Azerbaïdjan : culte de la personnalité et transition pacifique	276
7.1.2. La gestion clanique de l'Etat sous Heydar Aliyev.....	281

7.1.3. L'héritage de Heydar Aliyev dans le domaine de l'énergie	286
7.2. <i>La privatisation de l'Etat azerbaïdjanais</i>	290
7.2.1. Le maintien de liens claniques d'apparence	290
7.2.2. La privatisation du phénomène clanique	295
7.2.3. SOCAR au service de l'Etat	299
7.3. <i>La capture de l'Etat azerbaïdjanais</i>	304
7.3.1. La cogestion de l'Etat	305
7.3.2. Coopter plutôt que remplacer : la gestion des institutions en question	311
8. LA FORCE DES LIENS FAIBLES : L'AFFIRMATION REGIONALE DE L'AZERBAÏDJAN	317
8.1. <i>La régionalisation commerciale de SOCAR</i>	318
8.1.1. La construction d'une NOC intégrée	318
8.1.2. La contestation de la traduction de BP	322
8.1.3. La constitution d'un réseau d'affaires	326
8.1.4. La diversification de SOCAR	331
8.2. <i>Tirer parti d'une configuration difficile : les liens faibles comme remède aux limites de la puissance</i>	335
8.2.1. Les liens forts et faibles de l'Azerbaïdjan	336
8.2.2. La formation d'un Etat emblématique au sein de la configuration sud-caucasienne	344
9. LE NON-HUMAIN AU SERVICE DE L'ETAT ? LE GAZ COMME VECTEUR DE POUVOIR	352
9.1. <i>La mutation non humaine de la Caspienne : de la prédominance du pétrole à celle du gaz</i>	353
9.1.1. L'âge d'or du gaz	354
9.1.2. La ruée vers le gaz de la Caspienne	357
9.1.3. L'ambition turque d'accaparement des ressources gazières de la Caspienne	361
9.2. <i>L'élargissement du réseau sociotechnique de gaz azerbaïdjanais : l'affirmation de l'Azerbaïdjan comme centre de traduction</i>	365
9.2.1. La nouvelle domination du gaz au sein du système complexe	365

9.2.2. L'UE comme nouveau centre de traduction ? L'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais.....	369
9.2.3. Un élargissement au bénéfice de l'Azerbaïdjan	376
9.3. <i>Le gaz comme vecteur de pouvoir de l'Azerbaïdjan</i>	379
9.3.1. Lier Azerbaïdjan et Géorgie : le rôle du gaz social	380
9.3.2. Le rapprochement turco-arménien et les dépendances européennes et turques	384
CONCLUSION	393
REGULATION, NON-HUMAIN ET REGIONALISATION	394
<i>La régulation dans un environnement faiblement institutionnalisé</i>	394
<i>Les agents non-humains et la fabrication de l'espace social</i>	395
<i>Une approche sociotechnique de la régionalisation</i>	396
PETRO-ETAT, PRIVATISATION ET ECONOMISATION DU SOCIAL.....	398
<i>La politique étrangère du pétro-Etat</i>	<i>398</i>
<i>La privatisation de la gouvernance étatique</i>	<i>399</i>
<i>La transformation de l'Azerbaïdjan en Etat-entreprise</i>	<i>400</i>
UNE HISTOIRE SANS FIN ?	402
GLOSSAIRE	404
BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE	409
LISTE DES ILLUSTRATIONS	443
TABLE DES ANNEXES.....	444

Remerciements

Toute recherche est un travail collectif. C'est bien sûr le cas d'une thèse, dont la réussite dépend largement de la contribution du directeur de thèse. Je tiens ainsi à remercier chaleureusement Daniel Compagnon, qui m'a accompagné et soutenu durant ces quatre années, aussi bien dans les périodes de doute, sans financement, que par la suite.

L'argent étant, qu'on le veuille ou non, le nerf de la guerre, ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien de la Délégation Générale de l'Armement du ministère de la Défense. Je tiens à remercier particulièrement Maud Cordray, Christine Couesnon et Jean-Loup Samaan pour leur aide. Je suis également reconnaissant aux soutiens constants que m'ont adressé le Centre Emile Durkheim, et notamment son directeur Antoine Roger, et l'Ecole Doctorale de Science Politique de Bordeaux, particulièrement Maryse Ducournau. Enfin, mes multiples terrains de recherche n'auraient pas été possibles sans les soutiens de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, du Centre d'Etudes Européennes de Sciences Po, du réseau universitaire européen GARNET, de l'Université d'Oslo, de la Maison Française d'Oxford, de l'Université Kadir Has à Istanbul et de GDF Suez. Au sein de ces institutions, je tiens à remercier tout particulièrement Chloé de Perry, Jean-Pascal Daloz, Emre Iseri et Philippe Hochart pour m'avoir fait confiance et m'avoir encouragé tout au long de ce travail.

J'ai eu la chance et le plaisir de voyager intensément durant ces quatre années. Ces terrains de recherche ont été rendus possibles par une multitude d'agents humains et non-humains, que je ne peux malheureusement tous remercier nommément. Il me semble néanmoins essentiel de mentionner ceux qui, en m'offrant un toit, en me faisant l'honneur d'une discussion, ont contribué à la réalisation de cette recherche. Je suis tout d'abord reconnaissant à toutes les personnes interrogées pour m'avoir accordé une partie de leur temps, souvent précieux.

Je remercie également ceux qui m'ont ouvert leur carnet d'adresses pour me permettre de rencontrer les bonnes personnes. Je pense notamment à Zaur Ahmadov, Troy Etulain et Thea Maisuradze, Rosemarie Forsythe, Damien Helly, Fariz

Ismailzade, Zaur Jabrail, Saban Kardas, Roland Kobia, Steve LeVine, Romain Sadet, Richard Scarborough et David Skeels. Je me dois de mentionner tout particulièrement Hale Corbaci et Veronica Zhuvaghena qui, en me permettant d'assister aux conférences pétrolières d'ITE en 2008 et après, m'ont ouvert les portes des sociétés pétrolières au Caucase du Sud et en Turquie. J'adresse enfin toute ma gratitude au Dr. Cenk Pala, qui m'a fait comprendre les arcanes du système énergétique turc, et à Terry Adams, qui m'a ouvert les archives de l'AIOC.

La recherche se nourrit de commentaires, d'échecs, qui sont parfois durs à accepter mais qui sont toujours d'une grande utilité. Cette thèse a grandement bénéficié d'un séjour de recherche de quatre mois au sein du Département de Science Politique de l'Université d'Oslo. Je suis tombé en admiration devant un pays, un mode de vie, une organisation, et même une théorie. J'adresse ma gratitude à Daniel Bach pour m'avoir convaincu d'aller en plein hiver en Norvège, moi qui n'ai qu'un amour très modéré du froid. Je sais également gré à Helge Hveem et à Dag Harald Claes qui, grâce à leur accueil, leur gentillesse et leurs commentaires avisés, ont profondément influencé ma thèse et ma manière de faire de la recherche. Je remercie enfin Carl Henrik Knutsen de m'avoir accueilli si chaleureusement.

Ma recherche s'est également nourrie des remarques qui m'ont été adressées pendant ces quatre années de thèse. Je remercie tout d'abord Silvia Serrano, dont la connaissance inégalée de la Géorgie m'a été grandement utile et qui me fait l'honneur de faire partie de mon jury de thèse. Je sais ensuite gré à ceux qui ont relu tout ou partie de cette thèse : Papa Amadou Ba, Andrew Barry, Tina Flegel, Richard Pomfret, Gaël Raballand, Laurent Vinatier, et Julien Zarifian.

Ma reconnaissance va enfin envers ceux qui ont commenté mes articles et m'ont permis de progresser dans ma réflexion. Je pense tout particulièrement à Isabelle Facon, qui m'a appris à écrire et à mieux structurer mes analyses. J'ai également une pensée pour James DJ Brown, Michel Callon, Laure Delcour, Sabine Freizer, Michel Gélénine, Thomas Goltz, Daniel Heradstveit, Tabib Huseynov, Heidi Kjaernet, Neil MacFarlane, Kerem Oktem, Christophe-Alexandre Paillard, Oscar Pardo Sierra et Slawomir Raszewski.

Je remercie également ceux, croisés au cours de mes pérégrinations et que j'ai le plaisir d'appeler aujourd'hui « amis » : Emil Alkhasli et Bakhtiyar Aslanbayli pour

m'avoir fait découvrir la fascinante complexité, aussi bien culturelle que politique, de l'Azerbaïdjan ; Doug Colkin pour m'avoir initié à la géologie ; Didier Chaudet et Florent Parmentier pour m'avoir fait rêver avec leurs récits de recherche ; Régis Genté, Thornike Gordadze et Irma Inaridze pour m'avoir initié aux merveilles de la Géorgie ; Marlène Iucksch pour m'avoir éclairé sur la psychologie ; Maximilian Kuhn pour m'avoir abreuvé en littérature grise ; Lioubov Stoupnikova pour avoir refait avec moi la Caspienne et l'espace post-soviétique des journées et des soirées entières ; et Hélène Thiollet pour m'avoir toujours conseillé à bon escient sur ma thèse.

Enfin, les amis et la famille ont été des soutiens essentiels pendant ces quatre années, toujours excitantes mais parfois difficiles. Je ne serais jamais entré à Sciences Po Bordeaux, je n'aurais jamais fait une thèse sans le soutien de mes amis de toujours : Thomas Méné, Eric Pryka, Benjamin Simone et Florian Villemonteix. J'ai toujours essayé de représenter, quelle que soit la distance qui ait pu nous séparer, et j'espère l'avoir bien fait.

Ahmet Battal, Andrea Bonzanni, Nils Olve Gillund, Cécile Hyafil et Jérémie Guillerme, Tamta Khalvashi, Camille Martinez et Stéphanie Trouillard ont été des colocataires et des hôtes exceptionnels. Ils ont été présents dans les moments creux comme dans les moments plus fastes, m'encourageant, me soutenant constamment. En outre, l'écriture de cette thèse n'aurait pu être possible sans Amélie et Pierre Van Eechaute qui, mariage oblige, m'ont fait le plaisir de m'accompagner tout au long de cet été 2011 studieux.

Mes comparses de l'aventure *Dynamiques Internationales* (Papa Amadou Ba, Nicolas Bouchet, Salim Chena) ont aussi été d'un grand soutien. Nos échanges sur le monde universitaire français, sur la discipline des Relations Internationales ou sur des sujets plus triviaux sont un plaisir, qui fait relativiser le constat traditionnellement pessimiste porté sur la recherche française.

Je dois enfin beaucoup à ma famille. J'ai eu la chance d'être entouré, soutenu dans les choix que j'ai pu faire, dans les épreuves que j'ai pu traverser. J'ai la chance d'avoir une sœur, Margerie Deborde, qui a guidé mes pas, toujours à bon escient, dès le plus jeune âge. J'ai la chance d'avoir des parents, qui m'ont donné le goût de l'inconnu, du voyage. Ma mère, Marie-Jo Martinez, n'a pas seulement fourni un travail de titan en traquant la moindre faute d'orthographe dans cette thèse, elle

m'a surtout donné les moyens d'analyser et de comprendre le monde et tous ceux qui l'habitent. Mon père, Jacques Lussac, m'a appris à faire face à l'imprévu, à savoir suivre le chemin que je pensais être le bon. Leur amour indéfectible est un bien inestimable.

Pour conclure, cette thèse n'aurait pas été possible sans l'amour et le soutien de celle qui partage mon existence, Adèle Mortier. Elle a accepté mes absences régulières, mes atermoiements, mon ambition. Ses remarques, parfois piquantes, toujours pertinentes, ont considérablement amélioré mon travail. Cette thèse n'aurait pu voir le jour sans elle et c'est tout naturellement qu'elle lui est dédiée.

Résumé et mots clés

Résumé :

Cette recherche s'intéresse aux impacts sociopolitiques des gazoducs et des oléoducs mis en œuvre depuis 1991 au Caucase du Sud. S'appuyant sur un cadre théorique mêlant principalement sociologie de l'Acteur-Réseau, sociologie éliásienne et approches managériales, elle postule que la construction d'un système complexe de transport de pétrole et de gaz azerbaïdjanais est révélatrice de l'évolution de la configuration sud-caucasienne. Cette thèse étudie tout d'abord les interactions qui se nouent autour de la mise en œuvre des voies d'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais. Elle met en lumière l'émergence de nouvelles formes de régulation, dont la plupart profite à la compagnie pétrolière BP. Elle démontre ensuite comment les réseaux sociotechniques construits autour de ces nouvelles voies participent d'une évolution de la configuration sud-caucasienne. Ces réseaux débordent du cadre purement économique pour aboutir au développement de la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Cette recherche souligne enfin les gains que retire l'Etat-entreprise azerbaïdjanais de cette régionalisation fondée sur les hydrocarbures. Bakou se sert de ces derniers pour étendre son influence économique et politique au sein de la configuration sud-caucasienne. La sociologie de l'Acteur-Réseau nous permet donc de souligner le rôle non seulement économique mais également politique des hydrocarbures dans la montée en puissance de l'Azerbaïdjan qui, d'Etat en faillite, est devenu puissance régionale.

Summary:

This dissertation looks at the socio-political impacts of the pipelines that have been implemented in the South Caucasus since 1991. It is based on a theoretical framework mixing Actor-Network Theory, Norbert Elias's sociology and management approaches. It assumes that the construction of an Azerbaijani hydrocarbons transportation complex system sheds light into the evolution of the South Caucasian configuration. First, this research studies interactions that emerge

around the implementation of export routes for Azerbaijani oil and gas resources. It highlights the development of new forms of governance, which mostly benefit to the oil company BP. Second, this dissertation demonstrates that the sociotechnical networks built around these new export routes contribute to the evolution of the South Caucasian configuration. These networks overflow the economic sphere to foster regionalization between Azerbaijan, Georgia and Turkey. Third, this research underlines the benefits the Azerbaijani 'state-company' retrieves from this hydrocarbons-based regionalization. Baku takes advantage of oil and gas resources to increase its economic and political influence within the South Caucasian configuration. Therefore, the Actor-Network Theory helps to shed light into the economic and political role of hydrocarbons in the rise of Azerbaijan. From a failed state, this country has now established itself as a regional power.

Mots clés :

Azerbaïdjan – Caucase – Configuration – Gaz – Géorgie – Liens – Pétrole – Pipelines – Privatisation – Régionalisation – Réseau – Sociologie de l'Acteur-Réseau – Sociotechnique – Traduction – Turquie.

Keywords:

Actor-Network Theory – Azerbaijan – Caucasus – Configuration – Gas – Georgia – Links – Network – Oil – Pipelines – Privatization – Regionalization – Sociotechnical – Translation – Turkey.

Introduction

Situé aux confins de l'Europe et de l'Asie, le Caucase du Sud est en proie à de nombreux tourments. Depuis l'éclatement de l'Union soviétique en 1991, les trois pays qui en font partie – l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie – sont soumis à de multiples changements de gouvernements, à des conflits ethno-politiques, voire à des guerres interétatiques. Si la situation semble s'être stabilisée depuis le milieu des années 2000, l'absence de règlements des conflits ethno-politiques – l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud en Géorgie, le Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan – continue de menacer la stabilité de cet espace.

Ce contexte particulier a conduit bon nombre de chercheurs, français et étrangers, à aborder le Caucase du Sud à partir d'un angle sécuritaire. Ainsi, deux types de littérature se sont longtemps fait face pour expliquer les évolutions politiques de cet espace. En premier lieu, les années 1990 ont vu se développer une littérature sur un prétendu Nouveau Grand Jeu¹ dans l'espace postsoviétique, et particulièrement dans le Caucase du Sud, opposant Etats-Unis et Russie (Brzezinski, 1997 ; Kleveman, 2003 ; O'Hara, 2004 ; Hoesli, 2006 ; Labban, 2009). Dans cette littérature, les Etats sud-caucasiens deviennent des pions que jouent Moscou et Washington pour prendre le contrôle du Caucase du Sud et de la Caspienne. Ce *corpus* ne tenant pas compte du rôle des acteurs locaux, certains auteurs (Karagiannis, 2002) l'ont adapté en mettant l'accent sur les pays de la région et sur leurs relations aux puissances étatsuniennes et russes. Face à cette domination de la géopolitique pour expliquer les enjeux sud-caucasiens, des auteurs (Cheterian, 1997 ; Coppieters, Darchiashvili et Akaba, 1999 ; Herzig, 1999) ont proposé des analyses ethno-politiques du Caucase du Sud. Si cette approche prend parfaitement en compte les dynamiques locales, elle souffre néanmoins d'une approche majoritairement sécuritaire, découlant des tensions ethno-politiques qui parcourent cet espace. Par conséquent, ces deux grands types

¹ Le terme de Grand Jeu fait allusion à la lutte au XIX^{ème} siècle entre la Grande-Bretagne et la Russie tsariste pour l'accès aux « mers chaudes » de la Méditerranée et aux potentialités économiques et politiques qu'elles incarnaient. Le concept de nouveau Grand Jeu désigne donc la nouvelle forme de compétitions entre les différents acteurs, qu'ils soient étatiques ou non, pour le contrôle de l'exploitation et de l'exportation des ressources de la Caspienne. Ce parallèle n'est cependant pas viable, eu égard aux différences de contexte et d'acteurs entre le jeu à la fin du XIX^{ème} siècle et celui à la fin du XX^{ème} siècle.

d'analyses se heurtent à un double problème. Premièrement, elles abordent le Caucase du Sud principalement sous l'angle sécuritaire, prenant peu ou prou en compte les facteurs de coopération entre acteurs. Deuxièmement, à l'exception de Karagiannis (2002), elles n'observent que de loin les enjeux énergétiques, les considérant uniquement comme facteur de conflit et de rivalité entre les acteurs présents dans cette région. Le Caucase du Sud se retrouve ainsi enfermé dans un carcan sécuritaire dont il ne peut sortir. Si, plus récemment, des auteurs comme Silvia Serrano (2007) ou Nicolas Beroutchachvili et Jean Radvanyi (2010) se sont intéressés à la question de la coopération régionale, ils l'ont cependant rapidement écartée, considérant que la poursuite de conflits dans la région constituait une barrière majeure à toute collaboration poussée entre les Etats sud-caucasiens.

La prédominance de cette vision sécuritaire empêche de se demander véritablement ce qu'est le Caucase du Sud. Cette question est généralement réglée à grands traits par les spécialistes de la région : il s'agit de la somme des trois Etats sud-caucasiens indépendants depuis 1991, soit l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Par ailleurs, une guerre, bien que gelée², opposant toujours les deux premiers pays – le conflit du Haut-Karabagh –, il n'y a pas lieu de parler de coopération régionale dans le Caucase du Sud, à moins que la collaboration de deux pays (l'Azerbaïdjan et la Géorgie ou la Géorgie et l'Arménie) ne soit considérée comme étant celle d'une région. Par ailleurs, le Caucase du Sud est parfois présenté comme une sous-région du Caucase (Avioutskaa, 2005 ; Beroutchachvili et Radvanyi, 2010), postulant alors l'existence d'un espace régional comprenant l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Russie. Une telle approche ne fait cependant pas sens tant d'un point de vue géographique³ que politique⁴. Enfin, Eldar Ismailov et Vladimir Papava (2006) ont proposé une définition ethno-politique du Caucase du Sud. Celui-ci serait alors constitué des trois Etats indépendants ainsi que des *ils* du nord-est de la Turquie (Agri, Ardahan, Artvin,

² Le concept de conflit gelé fait référence, en priorité, aux conflits non résolus dans l'espace post-soviétique (principalement dans le Caucase du Sud et en Moldavie). Ces derniers sont dits gelés car, n'étant plus le théâtre de combats quotidiens, ils restent marqués par une violence latente et leur résolution se trouve dans l'impasse.

³ Le Caucase du Nord et le Caucase du Sud sont séparés par la chaîne de montagne du Grand Caucase. Celle-ci est très difficile à franchir et, pour aller d'un espace à l'autre, il faut soit emprunter les rivages de la mer Caspienne et de la mer Noire, soit passer par le tunnel de Roki reliant l'Ossétie du Sud à l'Ossétie du Nord.

⁴ Il existe d'importantes différences administratives et politiques entre les républiques russes du Caucase du Nord et les Etats indépendants du Caucase du Sud.

Igdyr, Kars et Van) et des *ostanha* de l'Azerbaïdjan iranien. Mais, d'un point de vue politique, comment considérer des morceaux d'Etats dans une région ? Il semble donc y avoir une impossibilité académique à penser le Caucase du Sud comme région. Du côté des principaux décisionnaires politiques extérieurs à cet espace, si on parle de région pour désigner le Caucase du Sud, c'est souvent pour le fondre dans des ensembles régionaux plus grands : l'Eurasie à Washington⁵, la région de la Mer Noire élargie à Bruxelles⁶.

Nous nous heurtons donc à une difficulté à penser le Caucase du Sud comme région à part entière. Aussi, il paraît important de mettre en lumière les dynamiques communes des Etats sud-caucasiens ainsi que l'importance de la question énergétique dans ces axes potentiels de coopération régionale.

Le contexte économique et politique au Caucase du Sud

Le Caucase du Sud se caractérise par deux grandes tendances : l'existence de conflits locaux ethno-politiques et le maintien de régimes politiques autoritaires ou semi-autoritaires.

Les conflits ethno-politiques sud-caucasiens

L'espace sud-caucasien est en proie à trois conflits ethno-politiques, c'est-à-dire opposant un ou plusieurs groupes ethniques à un Etat afin que le groupe demandeur obtienne l'indépendance du territoire qu'il occupe ou que son autonomie soit reconnue par l'Etat tutélaire, *a priori* dans la Constitution de ce

⁵ Par exemple, depuis 2005, le diplomate suivant le Caucase du Sud pour la diplomatie étatsunienne est officiellement chargé des « affaires eurasiatiques ». De 2001 à 2005, il existait un service Europe et Eurasie au sein du Conseil National de Sécurité (NSC). Puis, en 2005, un poste de sous-Secrétaire d'Etat adjoint en charge des Affaires eurasiatiques a été créé. Enfin, en 2009, l'administration Obama a créé le bureau de l'Envoyé spécial pour l'énergie eurasiatique.

⁶ Ce terme découle de l'initiative de la Synergie de la Mer Noire lancé en avril 2007. Il met en lumière la difficulté de l'Union européenne à penser son voisinage. Nous reviendrons plus tard sur cette question.

dernier⁷. Il existe trois conflits ethno-politiques majeurs dans le Caucase du Sud : celui de l'Abkhazie, celui de l'Ossétie du Sud et celui du Haut-Karabagh.

Le cas de l'Abkhazie

Confortée par la politique soviétique des nationalités⁸, qui avait entre autres conféré à l'Abkhazie le statut de République autonome au sein de la République Socialiste Soviétique de Géorgie, la Communauté abkhaze se battait depuis des décennies pour asseoir son identité ethnique, développée en un véritable nationalisme à partir des années 1930. Aussi, lorsqu'en août 1992, Vladislav Ardzinba, président du Soviet Suprême Abkhaze, annonce sa volonté de rejoindre la Communauté des États Indépendants (CEI), proclamant *de facto* l'indépendance de l'Abkhazie, cela est interprété comme une nouvelle étape vers l'affirmation de l'identité abkhaze dans le Caucase. Paradoxalement, cette déclaration intervient alors que le président géorgien, le nationaliste Zviad Gamsakhourdia, qui avait traité Ardzinba de « traître », a été renversé le 6 janvier 1992 par Tengiz Kitovani, Djaba Iosselani et Tengouiz Sigua (Karagiannis, 2002). Pour répondre à cette initiative, la Garde Nationale géorgienne, commandée par un proche d'Edouard Chevardnadzé, intervient en Abkhazie, au prétexte de libérer des otages géorgiens prétendument détenus dans la région de Gali par les zviadistes⁹ et de sécuriser la ligne de chemin de fer. Elle prend en fait le contrôle du territoire de la République autonome et les combattants abkhazes ne sont alors pas en mesure de résister à l'offensive. Mais l'armée géorgienne souffre de divisions entre les partisans de Chevardnadzé et ceux de Zviad Gamsakhourdia. Le président Chevardnadzé s'avère également dans l'incapacité d'obtenir le soutien des grandes puissances telles que les États-Unis ou la Communauté Economique Européenne (CEE).

Dès lors, les forces abkhazes, bénéficiant de l'assistance militaire russe et aidées par les combattants « volontaires » venus du Caucase du Nord (Coppieters, 2004), vont peu à peu reprendre le contrôle de ce qu'ils considèrent comme leur territoire national. À

⁷ Cette définition est de l'auteur. Il est important de noter qu'il n'existe pas de définition commune et reconnue du terme « ethno-politique ». Il est généralement lié à la question de la politisation de l'ethnicité, définie par Bruno Coppieters (2001) comme « la distribution discriminatoire de privilèges politiques à des groupes ethniques impliquant que chaque nationalité [a] droit à des degrés variables d'auto-détermination interne » (p. 79). Ce sujet a une dimension contextuelle forte, puisqu'il est considéré que les tensions ethno-politiques dans le Caucase du Sud, et plus largement dans l'espace post-soviétique, découlent de la politique des nationalités menée par l'Union soviétique (Coppieters, 2001).

⁸ La politique soviétique des nationalités consistait à associer systématiquement l'ethnicité au territoire, ajoutant ainsi une dimension territoriale aux conflits ethniques.

⁹ Ce terme désigne les partisans de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia.

l'automne 1993, les troupes géorgiennes sont contraintes de se retirer d'Abkhazie et, le 14 mai 1994, un cessez-le-feu est finalement signé sous l'égide de la Russie. Des forces de paix russes, sous mandat de la CEI et dirigées par les Nations Unies, prennent alors position en Abkhazie. En définitive, cette guerre aura considérablement modifié le paysage ethnique de cette région : la population y est passée de 537 000 personnes à un nombre allant de 157 000 à 190 000 individus (ICG, 2006). Et alors que ce territoire était peuplé avant la guerre de 45,7 % de Géorgiens et de 17,8 % d'Abkhazes, ces chiffres se seraient inversés puisque l'Abkhazie compterait désormais 44,1 % d'Abkhazes et 19 % de Géorgiens¹⁰ (ibidem).

Depuis 1994, les acteurs internationaux (Groupe d'Amis du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Géorgie, Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Russie) ont été incapables d'obtenir un règlement définitif de ce conflit. La tension est souvent montée, donnant lieu à de violents combats en 1998 et en 2001 par exemple. La Géorgie reprend le contrôle des gorges de Kodori en juillet 2006. Cette tension culmine durant l'été 2008, où chaque camp, russe inclus, a accusé l'autre de masser des troupes à la limite administrative abkhazo-géorgienne en prévision d'une attaque (Cornell, Popjanevski et Nilsson, 2008). Cette insécurité permanente a finalement abouti à la fermeture de la frontière entre l'Abkhazie et la Géorgie le 1^{er} juillet 2008, quelques semaines avant le déclenchement de la guerre dans l'autre région séparatiste géorgienne, l'Ossétie du Sud. Le 9 août 2008, alors que les armées géorgiennes et russes s'affrontaient, un deuxième front est ouvert en Abkhazie. Les troupes géorgiennes fuient rapidement face à l'avancée des séparatistes abkhazes et surtout de l'armée russe. Elles abandonnent ainsi les positions conquises en 2006. Ce conflit s'est finalement achevé fin août 2008 avec la reconnaissance par Moscou de l'indépendance de l'Abkhazie, proclamée unilatéralement par les séparatistes en 1999. Avec cette débâcle, Tbilissi a perdu, probablement à long terme, tout espoir de voir l'Abkhazie revenir dans son giron constitutionnel.

¹⁰ Ces chiffres sont néanmoins à considérer avec prudence car ils sont issus d'un recensement mené en 2003 par les autorités abkhazes, le jour du « vieux Nouvel An » russe où beaucoup de personnes ne sont pas à leur domicile principal. Les statistiques ethniques sont porteuses d'enjeux importants en ex-Urss en termes de légitimité du pouvoir du groupe ethnique éponyme et pour les « minorités » présentes sur un territoire donné.

Le cas de l'Ossétie du Sud

À l'instar de celles de l'Abkhazie, les tensions ethno-politiques en Ossétie du Sud ont véritablement éclaté à la fin des années 1980. L'Oblast (région autonome) d'Ossétie du Sud, cherche alors à tirer profit de l'effondrement du pouvoir soviétique pour acquérir une plus grande autonomie. Cette initiative provoque l'ire des Géorgiens qui marchent sur Tskhinvali, la « capitale » d'Ossétie du Sud, en novembre 1989. Les premiers combats ont alors lieu entre Géorgiens et Sud-Ossètes. La situation empire ensuite avec l'élection de Gamsakhourdia qui abolit en décembre 1990 l'autonomie de l'Ossétie du Sud. La guerre commence peu après, en janvier 1991, et des troupes géorgiennes prennent alors possession de Tskhinvali. Les affrontements, plutôt désordonnés en raison de l'état des forces géorgiennes et sud-ossètes, durent plus d'un an et les combattants sud-ossètes bénéficient parfois du soutien de l'armée russe (ICG, 2004a). Un accord de cessez-le-feu est finalement signé à Sotchi (Russie) le 24 juin 1992 entre le président russe de l'époque, Boris Eltsine, et son homologue géorgien Chevardnadzé. En définitive, le conflit a fait plus de 1 000 morts et a jeté entre 50 000 et 100 000 personnes sur les routes de Géorgie ou d'Ossétie du Nord, côté russe. La population totale de l'Ossétie du Sud aurait également fortement baissé, passant de 99 700 habitants à environ 65 000 (ibid.).

Après la signature de l'accord de cessez-le-feu, et en dépit de l'absence de résolution du conflit, le calme règne plus ou moins jusqu'en 2004. Mais l'élection de Saakachvili à la présidence géorgienne, et son vœu de restaurer coûte que coûte l'intégrité territoriale de la Géorgie, suscite l'inquiétude en Ossétie du Sud. L'opération militaire menée par les forces du ministère de l'Intérieur géorgien, officiellement pour lutter contre la contrebande et le trafic à la limite administrative entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud, met le feu aux poudres. Mais un nouveau cessez-le-feu entre en vigueur en août 2004. Depuis, les incidents n'ont cessé. La tension s'est peu à peu accrue : la Russie a lancé la construction en juillet 2006 d'une base militaire dans le district de Java, au nord de Tskhinvali ; un missile russe est curieusement tombé sans exploser en Géorgie, à la limite de l'Ossétie du Sud ; l'administrateur, soutenu par Tbilissi, des zones géorgiennes de l'Ossétie du Sud, Dimitri Sanakoïev, est attaqué par des miliciens d'Ossétie du Sud en août 2007, etc. Des

échauffourées ont eu lieu entre forces géorgiennes et milices sud-ossètes tout au long du mois de juillet 2008, ce qui a mené à la guerre qui a finalement éclaté dans la nuit du 7 au 8 août 2008. L'armée géorgienne mène alors une offensive en Ossétie du Sud pour, selon Tbilissi, contrer une attaque, voire une invasion, russe. Après avoir brièvement pris position dans certains quartiers de Tskhinvali, les forces géorgiennes battent en retraite, surprises par l'avancée de l'armée russe *via* le tunnel de Roki (reliant l'Ossétie du Nord à l'Ossétie du Sud). Le 12 août 2008, le président Saakachvili accepte sur le principe, sans le signer, le cessez-le-feu que lui propose le président en exercice de l'Union européenne (UE) Nicolas Sarkozy, officialisant ainsi la défaite de l'armée géorgienne devant la puissance de feu russe. Le 26 août 2008, la Russie, suivie quelques jours après par le Nicaragua, reconnaît l'indépendance de l'Ossétie du Sud, autoproclamée en novembre 2006.

La guerre du Haut-Karabagh¹¹

En janvier 2008, rien ne laisse augurer une quelconque évolution dans le conflit du Haut-Karabagh. Les élections présidentielles en Arménie et en Azerbaïdjan respectivement au printemps et à l'automne 2008 doivent constituer un frein sérieux à toute initiative de résolution de cet autre conflit gelé. Mais la guerre russo-géorgienne d'août 2008 pousse les parties opposées (Arménie et Azerbaïdjan) à faire la preuve de leur engagement à trouver une solution pacifique afin de ne pas connaître la mésaventure géorgienne en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Outre les massacres au début du vingtième siècle¹², les premières tensions importantes entre populations arméniennes et azerbaïdjanaises au Haut-Karabagh remontent à la fin des années 1980. Des heurts opposent alors Arméniens et Azéris au sujet du rattachement de ce territoire à l'Arménie. Moscou tente en vain d'apaiser la situation, laquelle est alors dans une impasse et les députés arméniens du Haut-Karabagh proclament l'indépendance de leur territoire le 2 septembre 1991. Le 10 décembre suivant, un référendum y est organisé, au terme duquel 90 % des votants se prononcent

¹¹ Le terme « Haut-Karabagh » est l'acception française. Cette région est aussi connue sous le nom de Nagorno-Karabakh qui signifie en russe le Karabakh montagneux. En Azerbaïdjan, elle porte seulement le nom de Qarabagh alors qu'en Arménie, elle est connue sous l'appellation d'Artsakh. Pour un récit objectif et exhaustif de cette guerre, voir de Waal (1998).

¹² En 1905, 10 000 Azéris sont massacrés par la Fédération Arménienne Révolutionnaire en Arménie, en Azerbaïdjan, au Haut-Karabagh et au Nakhitchevan. En 1920, autour de 20 000 Arméniens sont tués par l'armée azerbaïdjanaise à Shusha (connu sous le nom de Chouchi en arménien) au Haut-Karabagh.

en faveur de l'indépendance du Haut-Karabagh. Ce nouvel État autoproclamé n'est cependant reconnu ni par la communauté internationale, ni par l'Azerbaïdjan, ni même par l'Arménie. Pendant plus de deux ans, la guerre continue entre troupes gouvernementales azerbaïdjanaises et combattants séparatistes arméniens, lesquels bénéficient de l'assistance militaire russe. Un cessez-le-feu est signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le 12 mai 1994, sous l'égide de la Russie. En parallèle, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) mandate le Groupe de Minsk¹³ pour résoudre le conflit. En fin de compte, la guerre entre 1988 et 1994 a fait 23 000 morts et a généré autour d'un million et demi de réfugiés, azerbaïdjanais pour la plupart. Depuis seize ans, la résolution du conflit est bloquée, en dépit du lancement d'un nouveau processus de paix, celui de Prague, en avril 2004¹⁴. Après 2008, année marquée par l'indépendance du Kosovo en février et la guerre russo-géorgienne en août, des espoirs ont fleuri quant à un règlement rapide du conflit (ICG, 2009 ; Lussac, 2010a). Il semblait alors que l'Arménie avait pris conscience de la nécessité de faire davantage de compromis tandis que l'Azerbaïdjan avait mesuré à quel point le recours à la force militaire pouvait être dangereux en l'absence d'une armée ancienne et solide¹⁵. La déclaration de Moscou, signée par Bakou et Erevan dans la capitale russe le 2 novembre 2008, reflète cette nouvelle réalité : dans ce document, les deux principaux protagonistes du conflit du Haut-Karabagh s'engagent à trouver une solution pacifique à cette guerre. Des négociations sont depuis en cours mais rien ne semble évoluer pour le moment¹⁶. Pire, les tensions ont repris depuis que les autorités de la République du Haut-Karabagh ont annoncé leur volonté de déclarer leur indépendance, encouragées en ce sens par la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par la Cour Internationale de Justice le 22 juillet 2010. Les déclarations belliqueuses se sont multipliées, laissant craindre un nouvel embrasement du conflit.

¹³ Le Groupe de Minsk a été créé dans le cadre de l'OSCE et porte le nom de la ville où doit se tenir la conférence résolvant pacifiquement le conflit du Haut-Karabagh. Il est composé de l'Allemagne, du Belarus, des États-Unis, de la France, de la Hongrie, de l'Italie, de la Russie, de la Suède et de la Turquie.

¹⁴ Ce processus de paix vise à adopter une approche incrémentale dans la résolution du conflit du Haut-Karabagh, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de trouver une solution globale à ce conflit mais plutôt de régler chaque enjeu empêchant sa résolution l'un après l'autre.

¹⁵ Avant l'été 2008, fort d'un budget de la défense qui est passé de 135 millions de dollars à 1,85 milliard de dollars entre 2003 et 2008, le pouvoir azerbaïdjanais annonçait régulièrement sa volonté de reprendre le Haut-Karabagh par la force.

¹⁶ Les dernières négociations tripartites entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie qui ont eu lieu le 24 juin 2011 à Kazan avaient soulevé beaucoup d'espoir. Elles ont finalement échoué à cause de l'Azerbaïdjan, Bakou proposant dix amendements au dernier texte adopté le jour même de la réunion (de Waal, 2011a).

Le maintien de régimes autoritaires ou semi-autoritaires dans les Etats sud-caucasiens

L'effritement progressif du pouvoir soviétique dans la deuxième moitié des années 1980, puis la disparition de l'Urss le 22 décembre 1991 ont eu des effets très importants pour les États sud-caucasiens¹⁷. L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont connu des débuts particulièrement chaotiques en tant qu'États indépendants, puis se sont progressivement stabilisés à la fin des années 1990 et dans les années 2000. S'ils apparaissent plus stables désormais, leur situation reste fragile et leur démocratisation limitée, voire illusoire.

L'Arménie

L'Arménie devient indépendante le 23 septembre 1991. Comme toutes les anciennes républiques soviétiques, elle ressent très durement la disparition de l'Union soviétique et voit son produit intérieur brut (PIB) chuter de 52 % en 1992 (Herzig, 1999). Pour faire face à l'effondrement de son économie, elle s'engage, sous la présidence de Levon Ter-Petrossian, élu en octobre 1991, dans un vaste programme de privatisations. En 1997, 87 % des terres agricoles arméniennes sont ainsi passées dans le secteur privé (Herzig, 1999). Et en 2003, ce dernier représentait 70 % du PIB arménien (Banque mondiale, 2010). Grâce à ces privatisations, à la fin de la crise énergétique en 1993, et à l'arrêt des combats au Haut-Karabagh, l'Arménie s'est peu à peu redressée, avec un taux de croissance moyen par an de 5,4 % entre 1994 et 2000 (Lussac, 2010a). À partir des années 2000, des réformes importantes sont menées afin d'améliorer le climat des affaires, provoquant une forte croissance du PIB. Ainsi, en 2007, celle-ci était à 13,7 %, permettant une diminution de la pauvreté dans ce pays (Banque mondiale, 2009). Cette forte croissance est également poussée par les investissements russes en Arménie et par l'importance du soutien américain. Erevan reçoit ainsi l'aide de Washington la plus importante avec Israël et la Géorgie¹⁸. Cependant, cette croissance élevée n'empêche pas le pays de se dépeupler au cours des années 1990 et au début des années 2000.

¹⁷ Nous reviendrons dans la deuxième partie sur les impacts de l'effondrement de l'Union soviétique sur le Caucase du Sud.

¹⁸ Cette question est cependant sujette à controverses en raison de la diversité des aides délivrées par les États-Unis. En 2003, il était estimé que Washington attribuait en moyenne 42 dollars par an à chaque Arménien (Helly, 2003a).

Alors qu'Erevan avance le chiffre de 3,5 millions d'habitants en Arménie, la réalité serait plus proche de 2,5 millions d'habitants. D'ailleurs, en 2009, le taux net de migration¹⁹ était de -4,16 migrants pour 1 000 habitants (CIA World Factbook, 2010).

Au niveau politique, l'Arménie était présentée comme plutôt stable jusqu'aux élections présidentielles de février 2008. Après la première élection présidentielle de la période post-soviétique en 1991, L. Ter-Petrossian est resté au pouvoir cinq ans et a même été réélu. Mais il a dû démissionner en janvier 1998 devant les protestations de masse contre son action au Haut-Karabagh. Il a alors été remplacé par Robert Kotcharian, ancien président *de facto* du Haut-Karabagh. Après deux mandats, ce dernier a laissé sa place en février 2008 à Serge Sarkissian. L'élection de celui-ci au premier tour a provoqué nombre de contestations, notamment de la part de son opposant L. Ter-Petrossian. Pour mettre fin aux mouvements de protestations, la présidence a déclaré l'état d'urgence et a réprimé dans le sang des manifestations de l'opposition²⁰.

Sur le plan de la politique étrangère, l'Arménie souffre des relations limitées avec ses voisins azerbaïdjanais et turcs²¹. De ce fait, elle s'est rapprochée économiquement de la Géorgie. Dans le même temps, elle entretient de bonnes relations avec la Russie, au point d'être parfois présentée comme « l'avant-poste russe » (Minassian, 2008) dans le Caucase du Sud. Il faut dire que l'essentiel de son approvisionnement énergétique vient de la Russie. Pour répondre au blocus turco-azerbaïdjanais²², Erevan cherche à développer ses liens avec l'Iran. Après avoir mis en œuvre un gazoduc allant de Tabriz en Iran à Sardarian en Arménie, ces deux États prévoient de construire un oléoduc entre Tabriz et Esrakh à partir de fin 2010²³. Ses relations avec l'Iran et la Russie n'empêchent pas Erevan d'entretenir des liens approfondis avec les Etats-Unis et l'UE. Elle fait ainsi partie

¹⁹ Le taux net de migration est la différence entre le nombre d'émigrants et d'immigrants dans une zone donnée, en l'occurrence l'Arménie, pour une période donnée.

²⁰ Au final, ces événements auraient fait dix morts et plus d'une centaine de blessés.

²¹ Nous reviendrons dans la section 9.3.2 sur le rapprochement turco-arménien initié en septembre 2008.

²² En avril 1993, la Turquie a décidé de fermer sa frontière avec l'Arménie en soutien à l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabagh. Si sa réouverture est évoquée depuis le lancement du rapprochement turco-arménien, rien n'a abouti jusqu'à présent.

²³ La construction de cet oléoduc a été plusieurs fois reportée en raison d'un manque de liquidités, aussi bien en Arménie qu'en Iran.

du Partenariat pour la Paix de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et nourrit une forte relation diplomatique avec Washington, notamment grâce à l'efficacité du *lobby* arménien au sein du Congrès américain²⁴. L'Arménie entretient en revanche des relations plus complexes avec l'UE. Si elle fait partie des programmes de la Commission européenne à destination du Caucase du Sud, elle y joue traditionnellement un rôle de « sabotage » selon les termes de plusieurs agents de la Commission européenne rencontrés. Elle refuse ainsi tout projet visant à accroître la coopération dans la région. L'Arménie semble donc faire le choix d'une politique plutôt favorable à l'Iran et à la Russie, tout en maintenant des relations privilégiées avec Washington grâce à sa diaspora. Une telle politique est aux antipodes des choix opérés par l'Azerbaïdjan et, surtout, par la Géorgie.

L'Azerbaïdjan²⁵

Le 30 août 1991, l'Azerbaïdjan devient indépendant et, un mois plus tard, Ayaz Moutalibov, l'ancien Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste azerbaïdjanais, est élu président. Cependant, en raison notamment du conflit au Haut-Karabagh, l'Azerbaïdjan souffre d'un terrible manque de stabilité politique. Ainsi, la Cour Suprême azerbaïdjanaise force à la démission Moutalibov, cinq mois seulement après son arrivée au pouvoir. Il lui est reproché de mener une politique pro-russe, et ce alors que l'armée soviétique a tué une centaine d'Azerbaïdjanais²⁶ manifestant pour l'indépendance de leur pays en janvier 1990. Son renversement résulte également de son incapacité, ou plutôt de son refus, à mettre en place une armée azerbaïdjanaise qui, craint-il, affaiblirait son pouvoir (Cornell, 1999). Enfin, au début de l'année 1992, l'Azerbaïdjan a connu d'importants revers militaires au Haut-Karabagh, avec notamment le massacre de Khodjali au cours duquel entre 200 et 1 000 Azerbaïdjanais ont été tués (ibid.). Le sommet de l'État azerbaïdjanais semble se stabiliser avec

²⁴ Ce *lobby* est notamment constitué de l'ARMENPAC, du Comité National Arménien d'Amérique et de l'Assemblée Arménienne d'Amérique. Ce lobby s'appuie sur la forte diaspora arménienne présente aux États-Unis et estimée entre 1 et 1,5 million de personnes. Sur ce sujet, voir notamment Grjébine (2008).

²⁵ L'Azerbaïdjan étant l'un des objets d'étude principaux de cette recherche, il ne fait ici l'objet que d'une présentation succincte. Il sera traité plus largement dans la troisième partie.

²⁶ Le terme « Azerbaïdjanais » désigne les habitants de la République d'Azerbaïdjan alors que celui « d'Azéri » s'emploie pour les membres de ce groupe ethnique.

l'élection en juin 1992 d'Aboulfaz Eltchibey²⁷. Celui-là adopte alors une politique étrangère nationaliste pro-turque (Vinatier, 2008). Il promet également de « vider » le Haut-Karabagh de sa population arménienne (Cheterian, 1997). Mais, comme son prédécesseur, sa légitimité est mise à mal par les revers militaires successifs au Haut-Karabagh. Le 13 juin 1993, Eltchibey est renversé par un coup d'État mené par le chef paramilitaire Surat Husseynov, aboutissant au retour au pouvoir de Heydar Aliyev²⁸. Le président Aliyev assoit alors son autorité sur l'armée, ce qui lui permet d'éviter de voir sa légitimité contestée, et ce en dépit de la défaite militaire au Haut-Karabagh.

Une fois le cessez-le-feu mis en œuvre, le président H. Aliyev peut se consacrer à la stabilisation de l'Azerbaïdjan. Le 20 septembre 1994 est signé le « Contrat du siècle »²⁹ avec dix firmes pétrolières transnationales. Ce contrat octroie à la Compagnie Internationale Opérante en Azerbaïdjan (AIOC, *Azerbaijan International Operating Company*), un consortium composé de dix compagnies pétrolières, l'exploitation, pour trente ans et contre un investissement d'au moins huit milliards de dollars, des gisements pétroliers azerbaïdjanais d'Azéri-Chirag-Gouneshli³⁰ (ACG). Grâce à cette manne énergétique et à la stabilisation du pays, H. Aliyev peut se lancer dans la modernisation économique de l'Azerbaïdjan, qui a souffert de l'effort de guerre au Haut-Karabagh. Il essaie de développer une économie plus performante, mieux gérée, avec une meilleure organisation du secteur public, et de renforcer la gouvernance au sein du secteur bancaire. La création du Fonds National du Pétrole d'Azerbaïdjan (SOFAZ), afin d'améliorer la gestion de la manne énergétique, ne cache guère la forte corruption et le manque de transparence, notamment dans le domaine de l'énergie, qui règne dans le pays. Dans le rapport mondial sur la corruption de l'ONG Transparency International (2010), l'Azerbaïdjan se classe d'ailleurs à la 134^{ème} place sur 180 pays.

Au niveau politique, Ilham Aliyev, arrivé au pouvoir en octobre 2003 en remplacement de son père gravement malade, a poursuivi la politique menée par Heydar, mêlant

²⁷ Le vrai nom d'Eltchibey est « Aliyev », « Eltchibey » signifiant « l'émissaire » (Goltz, 1998). Cependant, le patronyme d'Eltchibey étant rentré dans l'Histoire, nous choisissons de l'utiliser.

²⁸ Pour un récit détaillé de ces événements troubles dans l'histoire de l'Azerbaïdjan moderne, lire l'excellent livre de l'ancien journaliste Thomas Goltz (1998).

²⁹ Cette formule, utilisée à l'origine par les négociateurs azerbaïdjanais et repris ensuite par la presse internationale, visait à mettre en avant les ressources en pétrole, alors dites monumentales, de l'Azerbaïdjan.

³⁰ Le gisement de Gouneshli a été découvert en 1979, à 82 kilomètres à l'est de Bakou et ceux de Chirag et d'Azéri, respectivement à 94 kilomètres et à 113 kilomètres de la capitale azerbaïdjanaise, ont été trouvés en 1988. Les investissements pour développer ces trois gisements sont maintenant estimés à plus de 24 milliards de dollars (Javanshir, 2011).

autoritarisme, népotisme et semblant de démocratisation. Les élections présidentielles d'octobre 2003 (Sodergren, 2004), celles d'octobre 2008 ou encore le scrutin législatif de novembre 2010 ont tous été critiqués par les observateurs étrangers et internationaux pour leur manque de transparence. Sur le plan de la politique étrangère, H. Aliyev a conservé l'inclinaison pro-occidentale de son prédécesseur Eltchibey, en essayant en revanche d'entretenir de bonnes relations avec Moscou et Téhéran. Le président I. Aliyev perpétue cette tendance en continuant à mener une politique d'indépendance vis-à-vis du voisin russe. Il entretient ainsi de fortes relations avec les États-Unis, notamment au niveau énergétique, et avec l'UE.

La Géorgie

Le 9 avril 1991, la Géorgie est le premier État sud-caucasien à proclamer son indépendance. Le 26 mai 1991, Zviad Gamsakhourdia, ancien Premier secrétaire du Soviet suprême géorgien, est élu président de la République géorgienne. Il s'engage alors dans une politique à la fois très antirusse et, du moins en Ossétie du Sud, ultranationaliste, à base ethnocentrique, ce qui amène au déclenchement de la guerre dans cette région ainsi qu'en Abkhazie (Serrano, 2007). En outre, le président Gamsakhourdia n'arrive pas à réduire la dépendance de la Géorgie vis-à-vis de la Russie, ni à rapprocher son pays des États-Unis et de la CEE (Herzig, 1999). Ces divers échecs conduisent à son renversement par la Garde nationale géorgienne en janvier 1992. Les putschistes rappellent alors E. Chevardnadzé, ministre des Affaires étrangères de l'URSS de 1985 à 1990, lequel est finalement élu président en 1992. Le nouveau chef de l'État arrive à stabiliser le pays au milieu des années 1990 et se lance dans une série de réformes économiques, avec notamment une réduction drastique des personnels dans l'administration publique (d'environ de 40 % entre 1995 et 1996) (Herzig, 1999). À partir de 1995, la Géorgie connaît un taux de croissance positif, de 11 % en 1996 et 1997 (Herzig, 1999). Mais la dette énergétique plombe peu à peu la croissance géorgienne et pèse sur le budget. Aux automnes 2000 et 2001, Tbilissi connaît plusieurs jours sans électricité car l'administration géorgienne n'est pas capable de payer les 42 millions de dollars de dette qu'elle doit à la compagnie publique russe RAO EES (Serrano, 2007).

Cette crise économique, la corruption du régime Chevardnadzé et la volonté d'en finir avec l'héritage soviétique aboutissent à la Révolution des Roses en novembre 2003. Celle-ci sonne le glas de la période soviétique de la Géorgie puisqu'elle est menée par une génération de personnalités politiques ayant commencé leurs carrières sous l'ère Gorbatchev, voire après l'indépendance (Jones, 2006). La foule descend en masse dans les rues de Tbilissi et obtient, le 23 novembre, la démission de E. Chevardnadzé. Un mois et demi plus tard, Mikhaïl Saakachvili est élu président de la Géorgie. Celui-ci s'engage alors dans un vaste programme de démocratisation et de modernisation économique du pays. Il revient également sur la doctrine en politique étrangère de la Géorgie. Sous E. Chevardnadzé, Tbilissi poursuivait une politique extérieure de « neutralité active », cherchant à ménager les susceptibilités de la Russie et à gagner le soutien des États occidentaux, particulièrement des États-Unis (Serrano, 2007). Avec l'arrivée au pouvoir de M. Saakachvili, la politique étrangère géorgienne change radicalement, l'objectif étant désormais d'intégrer à tout prix l'OTAN et de « réintégrer la maison natale » européenne³¹. Ce renversement permet dès lors à la Géorgie de bénéficier d'un soutien encore plus actif de la part de Bruxelles et de Washington : en 2006, la Géorgie bénéficiait ainsi de l'aide américaine la plus importante dans tout le Caucase du Sud (environ 86 millions de dollars sur 215 pour toute cette région) (Nichol, 2007).

Mais cet appui sans faille est mis à mal, sans être remis en question en tant que tel, par la répression brutale des manifestations contre le gouvernement de M. Saakachvili en novembre 2007³² et surtout par la part de responsabilités de Tbilissi dans le déclenchement de la guerre avec la Russie en août 2008 (Tagliavani, 2009)³³. Si le pays demeure soutenu par les États-Unis et l'UE, le président Saakachvili et sa politique de confrontation avec Moscou, en revanche, prêtent davantage à caution malgré de remarquables succès dans les domaines de la construction de l'État (réforme de la police, de la collecte de l'impôt etc.) et en matière économique. En outre, les élections présidentielles de janvier 2008 et les parlementaires de mai 2008 ont été considérées comme « imparfaites » et manquant de transparence. La Géorgie a d'ailleurs été

³¹ Selon les termes employés par le président géorgien à l'occasion d'une intervention par vidéoconférence lors d'une conférence de presse organisée par l'Association géorgienne en France à Paris le 9 avril 2008.

³² La répression des manifestations de novembre 2007 a fait environ 500 blessés, dont aucun grave. Elle s'est surtout traduite par l'instauration de l'état d'urgence durant 15 jours et par la suspension, pendant plus d'un mois, de la chaîne de télévision proche de l'opposition Imedi.

³³ Nous reviendrons plus longuement sur la guerre russo-géorgienne d'août 2008 dans la deuxième partie.

récemment retirée de la liste des démocraties électorales dans le rapport 2009 sur la liberté dans le monde de l'ONG Freedom House. L'instabilité due à la guerre de 2008 et les crises politiques internes à répétition inquiètent les partenaires américains et européens de la Géorgie, qui lui ont demandé de tout faire pour calmer les diverses tensions. En dépit de ces inquiétudes sur l'état de la démocratie en Géorgie, la position stratégique de ce pays au sein du Caucase du Sud lui permet cependant de conserver un réel soutien.

Les Etats sud-caucasiens n'ont donc pas grand-chose en commun, si ce n'est la présence de conflits ethno-politiques et des régimes politiques à tendance autoritaire. Si l'Arménie apparaît clairement comme un cas à part, ne serait-ce qu'en raison de ses orientations en matière de politique étrangère, des lignes de convergence semblent exister entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Ces points de convergence, notamment en matière de politique étrangère, sont renforcés par la mise en œuvre de voies de transport des hydrocarbures de la Caspienne dans le Caucase du Sud.

Le rôle du Caucase du Sud sur les marchés mondiaux des hydrocarbures

L'effritement progressif de l'Union soviétique ouvre l'accès des ressources en hydrocarbures de la Caspienne aux compagnies pétrolières internationales dès la fin des années 1980. S'en suit une ruée vers l'or noir azerbaïdjanais, que va calmer la réalité du marché du pétrole à la fin des années 1990. Malgré ce retour de flamme, des voies d'exportation sont tout de même mises en œuvre pour évacuer le pétrole et le gaz naturel azerbaïdjanais vers les marchés mondiaux de l'énergie.

A la poursuite de l'Eldorado pétrolier azerbaïdjanais

Le premier forage de pétrole de l'histoire est réalisé en Azerbaïdjan en 1848 à Bibi-Heybat, proche de Bakou (Bagirov, 2008). Il ouvre la voie au premier *boom* pétrolier en Azerbaïdjan. A la fin du 19^{ème} siècle, le pétrole azerbaïdjanais représente environ 30% du commerce total d'or noir dans le monde (Forsythe, 1999). Le secteur pétrolier azerbaïdjanais est alors partagé entre trois grands groupes : la Compagnie de Production

de Pétrole des Frères Nobel (*Nobel Brothers' Petroleum Production Company*), la Société de Commerce et d'Industrie de Pétrole de la Caspienne et de la mer Noire (*Caspian and Black Sea Oil Industry and Trade Society*) fondée par les Rothschild, et la Royal Dutch Shell (Hemming, 1998 ; Forsythe, 1999 ; Kauzlarich, 2001)³⁴. Il est rapidement florissant et ces industriels rivalisent d'innovations pour développer l'exploitation du pétrole en Azerbaïdjan : en 1878, les frères Nobel font construire le premier *tanker* pétrolier ; en 1883, la voie ferrée Bakou-Batoumi, destinée à évacuer le pétrole azerbaïdjanais, est achevée ; entre 1897 et 1907, les Rothschild financent la construction d'un oléoduc entre Bakou et Batoumi. Bakou devient l'une des capitales mondiales du pétrole, produisant 11,5 millions de tonnes de pétrole par an entre 1899 et 1901 (Mir-Babayev, 2002). Mais cette dernière décline progressivement à partir du début du 20^{ème} siècle. Si l'armée britannique, déployée à Bakou pour défendre les intérêts commerciaux du Royaume-Uni, résiste à la pression allemande, puis ottomane, elle cède finalement face à l'offensive de l'Armée rouge. Le 28 avril 1920, les Bolchéviques prennent Bakou, poussant les barons du pétrole à fuir la capitale azerbaïdjanaise (ibid.). L'industrie pétrolière azerbaïdjanaise passe sous contrôle soviétique, qui la laisse peu à peu décliner (LeVine, 2007).

Lorsque s'entrouvre la perspective d'investir dans le secteur pétrolier en Azerbaïdjan à la fin des années 1980, les dirigeants des compagnies pétrolières internationales ont en tête la riche histoire pétrolière de Bakou. Le pays est rapidement présenté comme un nouvel Eldorado, un nouveau « Golfe Arabo-Persique » (Hoesli, 2006). L'Institut Américain du Pétrole (*American Petroleum Institute*) va même jusqu'à parler de réserves équivalentes à 659 milliards de barils de pétrole³⁵ en décembre 1995³⁶ (Meissner, 2010). Dans cette perspective, l'Accord de partage de la production (PSA) pour les gisements ACG ne doit être que la première étape d'une ruée vers l'or noir azerbaïdjanais. Ce processus s'avère cependant plus compliqué : alors que les négociations ont commencé en 1991, elles ne s'achèvent qu'en 1994, après trois changements d'équipe azerbaïdjanaise de négociations dus aux bouleversement

³⁴ Sur l'histoire des magnats du pétrole en Azerbaïdjan, voir Tolf, 1976.

³⁵ Un baril contient 159 litres de pétrole. Bien évidemment, le pétrole n'est plus transporté par baril aujourd'hui. Mais ce critère est resté la mesure emblématique pour calculer les volumes d'or noir.

³⁶ Ce type d'évaluations n'est cependant pas neutre politiquement. En surévaluant les réserves pétrolières de la Caspienne, les Etats-Unis entendent attirer les investisseurs occidentaux, et notamment américains, pour contrebalancer l'influence russe qui perdure dans cette région (Adams, 2000).

politiques internes à l'Azerbaïdjan. L'exploitation du pétrole d'ACG est finalement réparti entre 11 entreprises : l'Azerbaïdjanaise SOCAR, BP et Ramco (domiciliées en Grande-Bretagne), Amoco, McDermott, Pennzoil et Unocal (basées aux Etats-Unis), Lukoil (domiciliée à Moscou), la Norvégienne Statoil, la Turque TPAO et la Saoudienne Delta-Nimir (voir le tableau ci-dessous). Suivant ce PSA, 11 autres portant sur de potentiels gisements pétroliers *offshore* sont signés entre 1997 et 2000³⁷. Cinq PSA portant sur de possibles gisements *onshore* sont également conclus durant cette période³⁸. A ces multiples PSA s'ajoute un dernier portant sur un gisement, soit pétrolier, soit gazier, prometteur : Shah Deniz. Signé le 4 juin 1996, ce PSA attribue à un consortium composé de six compagnies – BP, Statoil, Lukoil, l'Iranienne NICO, SOCAR, Elf (domiciliée en France) et TPAO – l'exploration et, éventuellement, la mise en production de cette nouvelle source d'hydrocarbures (voir le tableau ci-dessous). Ces signatures successives laissent alors espérer un avenir radieux pour le secteur des hydrocarbures azerbaïdjanais.

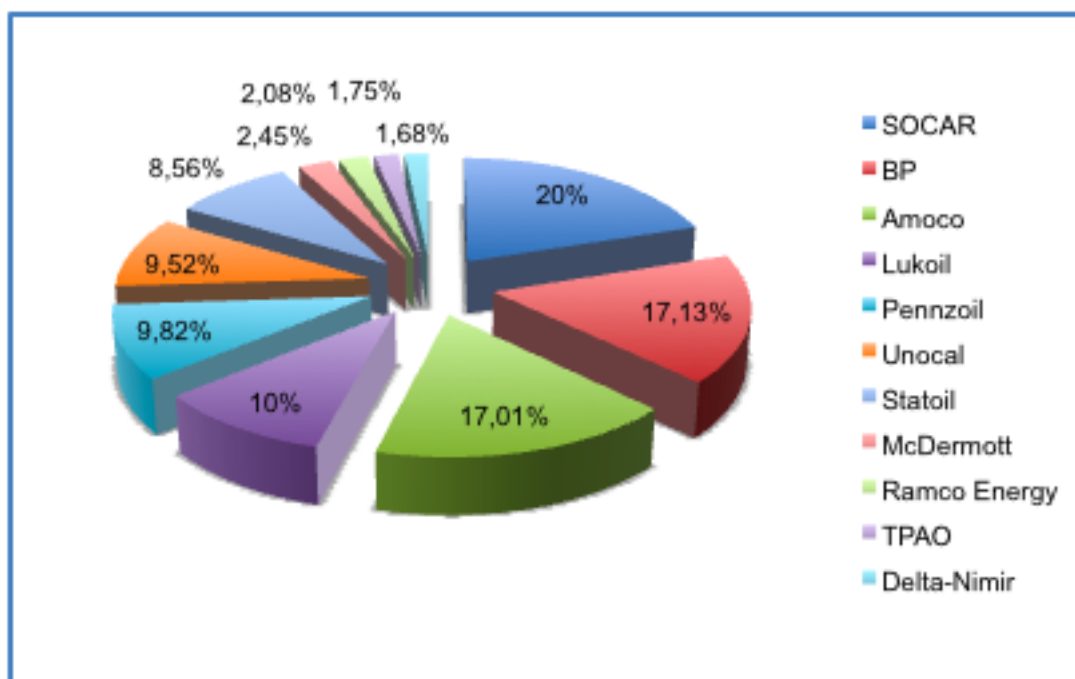


Tableau 1. L'AIOC en septembre 1994

³⁷ Ces PSA portent sur les projets de Lenkoran-Talysh, Yalama, Oguz, Nakhitchevan, Absheron, Kurdashi, Inam, Araz-Alov-Sharg, Ateshgah, Lerik et Zafar-Mashal.

³⁸ Ces PSA portent sur les projets de Gobustan sud-ouest, Kursangi-Garabagli, Muradkhanli, Padar-Kharami, Kamaladdin-Mishovdagh et Zykh-Govsany.

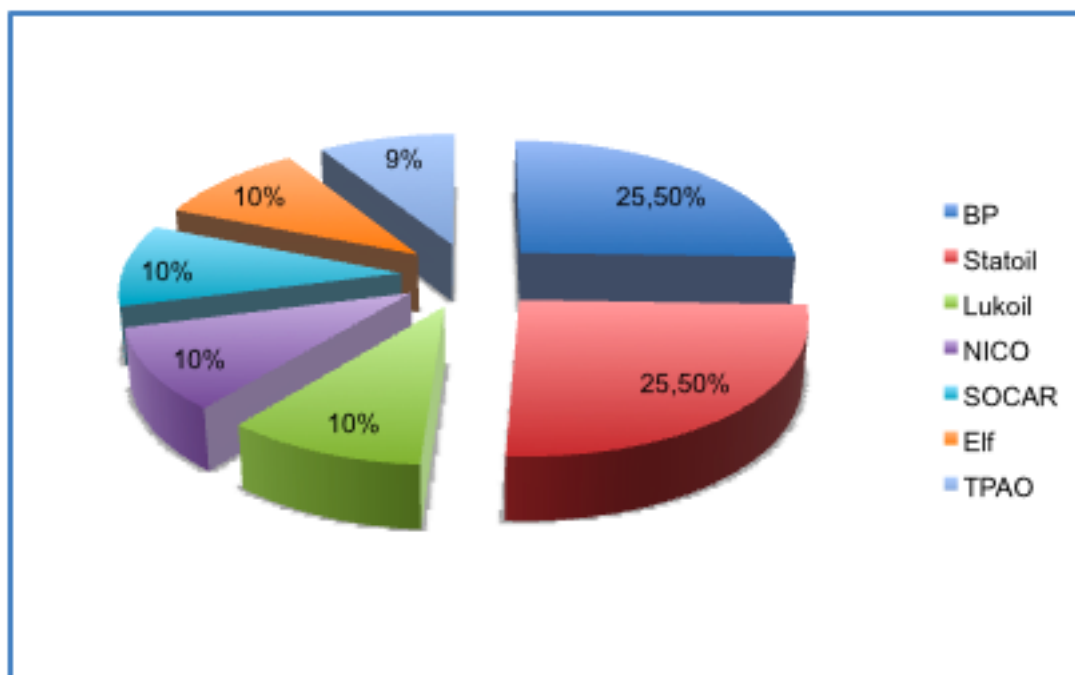


Tableau 2. Le consortium Shah Deniz en juin 1996

Entre contraintes des marchés et espoirs déçus

Alors que les signatures de PSA se multiplient en Azerbaïdjan, les marchés mondiaux du pétrole connaissent d'importants bouleversements. Bakou, et la Caspienne dans son ensemble, est en effet directement concernée par l'effondrement des prix mondiaux du pétrole fin 1997, début 1998. Le 17 mars 1998, le prix du baril de Brent descend ainsi à 11,29 dollars tandis que le WTI (*West Texas Intermediate*) s'échange à seulement 12,98 dollars le baril (Mabro, 1998)³⁹. Cette chute des prix intervient alors que de premiers doutes sont émis sur la réalité des réserves azerbaïdjanaises de pétrole, après des premiers résultats estimés décevants (Myers Jaffe et Manning, 1998 ; Jofi, 1999). Partant de là, certaines compagnies pétrolières transnationales (TNOC⁴⁰) présentes à Bakou estiment qu'un oléoduc à forte capacité, c'est-à-dire pouvant transporter un million

³⁹ Etant donné la variété de pétrole sur les marchés mondiaux, deux indices sont traditionnellement utilisés : le WTI s'échange aux Etats-Unis sur le NYMEX (*New York Mercantile Exchange*) alors que le Brent est vendu à Londres sur l'ICE (*Intercontinental Exchange*, anciennement connu sous le nom d'*International Petroleum Exchange*).

⁴⁰ Pour des facilités de balisage, nous utilisons ici l'acronyme anglo-saxon TNOC (pour *Transnational Oil Corporation*) qui est plus évocateur que son équivalent français de FPTN. Pour définir ce qu'est une entreprise transnationale, nous reprenons ici les propos de Peter Dicken (2002, p. 306) : une entreprise transnationale est « une firme qui a le pouvoir de contrôler et de coordonner des opérations dans plus d'un pays, et ce même si ces opérations ne dépendent pas d'elle directement ». Cette traduction, comme toutes celles qui suivront, sont de l'auteur, sauf mention contraire.

de barils par jour (bpj), n'est pas rentable si le prix du baril est en dessous de 14-15 dollars (Adams, 2000). Du fait de l'enclavement de la région dans laquelle il se trouve, le pétrole caspien perd alors de son attractivité, d'autant plus que la situation des compagnies pétrolières internationales est à cette période difficile.

L'effondrement des prix du pétrole affecte également la Russie, qui sombre dans une crise financière en 1998. La balance commerciale russe passe ainsi d'une moyenne de 10-11 milliards de dollars pour les premiers semestres de 1994-1997 à 2,4 milliards de dollars au premier semestre 1998 (Desai, 2000). Cette baisse frappe durement les IOC : leurs revenus diminuent, les mettant en difficulté. Déjà soumises à la concurrence nouvelle des entreprises pétrolières étatiques du Moyen-Orient (Herrmann, Dunpy et Copus, 2010), les TNOC ont recours massivement aux réductions de coûts, principalement en diminuant les investissements et en licenciant le personnel considéré comme non essentiel (Alhajji, 2001). Ces restructurations ne suffisent pourtant pas à relancer certaines d'entre elles et on assiste alors à un remodelage massif du paysage pétrolier mondial. BP ouvre la voie en 1998 en fusionnant avec Amoco, puis en prenant le contrôle d'*Atlantic Richfield Company* (ARCO) en 2000. Total acquiert également Fina en 1998 et Elf en 1999. Cette même année, Exxon et Mobil s'unissent, suivies par Chevron et Texaco en 2000. Enfin, en 2001, Conoco et Phillips fusionnent. Toutes ces fusions-acquisitions ont le même objectif : créer des synergies pour faire face sur des marchés mondiaux du pétrole de plus en plus concurrentiels. Elles conduisent à l'émergence de six *majors* de l'industrie : BP, Chevron, ConocoPhillips, Exxon, Royal Dutch Shell⁴¹ et Total. Ce remodelage n'est pas sans effet pour l'Azerbaïdjan : la part de BP dans le consortium ACG passe ainsi de 17,13% à 34,14%. En devenant le principal investisseur étranger dans ce pays, BP accroît son influence auprès de ses homologues et, surtout, dispose de nouveaux leviers auprès des acteurs politiques, aussi bien locaux qu'internationaux.

Enfin, au début des années 2000, les doutes s'accroissent sur la réalité des réserves pétrolières de l'Azerbaïdjan. En juin 2001, Agip et Total annoncent des résultats décevants sur les champs de Kurdashi (pour Agip) et de Lenkoran-Talysh (pour

⁴¹ Royal Dutch Shell est la seule *major* à ne pas avoir participé au mouvement de fusions-acquisitions de la fin des années 1990.

Total). Le mois suivant, Exxon abandonne le champ d'Oguz, considéré comme inintéressant. De leur côté, Chevron et Total déclarent qu'il n'y a pas de réserves pétrolières suffisantes pour exploiter le gisement d'Absheron. En 2002, Exxon préfère payer 18 millions de dollars à SOCAR à titre compensatoire plutôt que de forer un deuxième puits dans le gisement de Nakhitchevan, qu'elle considère comme vide (Neff, 2009). Enfin, en octobre 2004, Exxon publie des résultats négatifs pour le champ de Zafar-Mashal. Ne disposant pas de ressources illimitées en raison de la crise de 1998, bon nombre de TNOC préfèrent ne pas prendre de risques supplémentaires et se retirer d'Azerbaïdjan. C'est notamment le cas d'Exxon Azerbaijan qui réduit peu à peu ses effectifs à partir de 2004⁴². Cette succession de déceptions pour les TNOC vient mettre à mal les promesses et espoirs formulés au cours des années 1990. Dans un contexte de tensions des marchés mondiaux du pétrole, elle crée le doute sur la viabilité et l'opportunité à considérer l'Azerbaïdjan comme un producteur crucial de pétrole.

Surmonter l'enclavement : le Corridor énergétique Est-Ouest⁴³

Néanmoins, ces déceptions et échecs ne se traduisent pas par un désintérêt généralisé pour l'Azerbaïdjan. Au contraire, ils aident à préciser le statut énergétique de ce pays, qui, de « nouveau golfe Arabo-persique », est « reclassé » en « nouvelle mer du Nord⁴⁴ » (Cornell, 1999, p. 102). Cela signifie que, même si la Caspienne n'a pas pour vocation à être une alternative au Moyen-Orient, elle constitue néanmoins une source importante de diversification. Elle permet en effet aux consommateurs, notamment européens et nord-américains, de « s'autonomiser » vis-à-vis de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)⁴⁵. Ainsi, au niveau de la sécurité énergétique, la Caspienne apparaît comme un levier face à la principale région de production de pétrole et de gaz

⁴² En 2004, Exxon Azerbaijan comptait huit employés. En 2010, il n'en restait plus qu'un, la filiale étant finalement gérée depuis le bureau Europe à Londres.

⁴³ Ce Corridor désigne les trois infrastructures de transport d'hydrocarbures construites après la chute de l'Union soviétique et contournant la Russie, à savoir les oléoducs Bakou-Tbilissi-Ceyhan et Bakou-Soupsa et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum.

⁴⁴ La formule est attribuée à Terry Adams, président fondateur de l'AIOC.

⁴⁵ L'OPEP a montré, depuis la guerre du Kippour et le choc pétrolier qui en a découlé en 1973, qu'elle disposait d'un véritable pouvoir de contrainte sur les pays importateurs de pétrole (Hansen, 2003).

qu'est le Moyen-Orient. Outre ses ressources significatives⁴⁶, la Caspienne dispose de deux avantages importants : l'exploitation de ses hydrocarbures nécessite le recours aux entreprises étrangères pour des raisons financières et techniques⁴⁷ et la consommation domestique y est faible, ouvrant ainsi la voie des exportations massives (Najman, Pomfret, Raballand et Sourdin, 2007).

Pour ce faire, il faut néanmoins briser l'enclavement de la Caspienne en établissant des voies d'évacuation des hydrocarbures. En effet, la mer Caspienne est la plus grande étendue d'eau salée enclavée du monde et une querelle entre experts et États riverains subsiste sur la question de savoir s'il s'agit d'une mer ou d'un lac. Dans le premier cas, elle serait alors régie par la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer de Montego Bay de 1982. Dans la seconde option, son statut juridique reste alors à définir, de préférence par un accord multilatéral impliquant tous les États concernés. Jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, la Caspienne était considérée comme une mer « russo-iranienne » puis « irano-soviétique » (Hansen, 2003, p. 31) au sens où elle n'était exploitée que par ces deux pays. Son statut légal était alors fixé par le Traité d'amitié entre la Russie et la Perse de 1921 et par l'Accord sur le commerce et la navigation entre l'Urss et l'Iran de 1940. Selon ces deux textes, l'Iran et l'Union soviétique pouvaient naviguer à loisir dans la Caspienne sous leurs propres pavillons. En revanche, la pêche était limitée à une zone de dix milles nautiques au large des côtes de chaque État.

La fin de l'Urss a logiquement mis un terme à ces accords et les nouveaux États indépendants côtiers (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Russie, Turkménistan) ont revendiqué chacun une part de la mer Caspienne. Face à ces revendications, Iran et Russie ont d'abord proposé une utilisation conjointe de la mer, sur la base des traités existants, et régulée par une organisation des États côtiers qui prendrait en charge les activités de pêche, d'exploration gazière et pétrolière, de transport, et de prévention de la pollution. Cette proposition a été rejetée *de facto* puisque les trois nouveaux États indépendants se sont appropriés des secteurs nationaux au sein desquels ils ont commencé à négocier

⁴⁶ Fin 2009, BP (2010) estimait que la Caspienne (hors Iran et Russie, dont les réserves sont principalement situées en Sibérie et dans le Golfe Arabo-Persique) détenait 49,4 milliards de barils de pétrole (soit plus de 3,5% des réserves mondiales prouvées) et 11 230 milliards de mètres cubes de gaz (soit 6% des réserves mondiales prouvées). Les estimations de BP dans sa revue statistique annuelle sont traditionnellement considérées comme frileuses.

⁴⁷ Le sous-sol caspien est notamment recouvert de volcans de boue qui mettent en péril les infrastructures de forage (Huseynov et Guliyev, 2004).

l'exploitation des ressources énergétiques avec des firmes étrangères. La situation s'est compliquée lorsque Bakou a annoncé la signature du « Contrat du siècle » en 1994, la Russie menaçant de « prendre les mesures appropriées » contre les États côtiers qui exploreraient unilatéralement les fonds marins (Forsythe, 1996, p. 30).

À partir de 1998, la Russie a proposé le compromis suivant : sur la base de l'accord bilatéral signé entre elle et le Kazakhstan concernant la partie nord de la mer, la Russie propose la division des fonds de la Caspienne en cinq parts relatives à la taille du littoral de chaque État et l'utilisation conjointe de la surface de la mer. Si la plupart des États côtiers se sont ralliés à cette proposition, l'Iran s'y oppose, revendiquant un partage égal des fonds marins⁴⁸ (Granmayeh, 2006). Face à cette impasse, les États concernés ont opté pour des accords bi ou trilatéraux, le dernier ayant été signé en mai 2003 entre la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. La situation a néanmoins récemment légèrement évolué avec la signature en mai 2007 par les cinq États côtiers de la Convention-cadre pour la protection du milieu marin de la mer Caspienne. Par ce traité, les gouvernements des cinq pays qui entourent la mer Caspienne s'engagent à empêcher et à réduire la pollution, à restaurer l'environnement, à utiliser les ressources naturelles d'une manière durable et raisonnable et à coopérer les uns avec les autres, ainsi qu'avec les organisations internationales. Néanmoins, le statut n'est toujours pas tranché et Iran et Turkménistan refusent encore de reconnaître l'accord trilatéral signé par leurs voisins.

A ce problème s'ajoute l'enjeu du franchissement des détroits turcs⁴⁹. La libre circulation dans le Bosphore et les Dardanelles a officiellement été demandée à la fin de la Première Guerre mondiale par le Président étasunien Wilson dans ses « Quatorze Points »⁵⁰. Entre 1918 et 1936, cette question a été soulevée par le Traité de Sèvres de 1920 (qui prévoyait la libre circulation des bateaux de commerce comme de guerre dans les détroits), puis par la Convention de Lausanne (qui autorisait la libre circulation des bateaux de commerce et de guerre, sauf pour ces derniers en temps de guerre s'ils n'étaient pas neutres). En 1936, la Convention réglementant le régime des détroits du

⁴⁸ L'Iran possédant le littoral caspien le plus petit, il serait bien évidemment pénalisé par la proposition russe. Afin de défendre ses intérêts, il propose que chaque État côtier jouisse de 20 % des fonds marins.

⁴⁹ L'expression « détroits turcs » est la terminologie turque pour désigner la mer de Marmara et les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Les autres terminologies sont « détroits du Bosphore et des Dardanelles » (utilisée par la Grèce) et « détroits de la mer Noire » (utilisée par la Russie) (Bilener, 2007).

⁵⁰ Dans le 12^{ème} point, le Président Wilson recommande que les détroits turcs soient « ouverts en permanence afin de permettre le libre passage aux vaisseaux et au commerce de toutes les nations, sous garantie internationale ».

Bosphore et des Dardanelles, dite de Montreux, octroie la souveraineté des détroits à la Turquie. Ainsi, tout navire de guerre passant par ceux-ci doit demander au préalable l'autorisation au gouvernement turc par voie diplomatique. Par ailleurs, si elle autorise le libre passage des bateaux de commerce, la Convention de Montreux limite le tonnage global des forces militaires d'États non riverains passant par les détroits⁵¹. L'OTAN a d'ailleurs plusieurs fois appelé à amender cette Convention pour pouvoir mener des opérations militaires dans la mer Noire (Baran, 2008). Ces demandes ont néanmoins été refusées par Ankara qui ne veut pas ouvrir la « boîte de Pandore » qu'est la Convention de Montreux. En effet, amender ce document risquerait de raviver les tensions avec la Grèce et la Russie sur la circulation dans ce passage d'une largeur oscillant entre 600 mètres et 3 kilomètres.

Néanmoins, quand la Convention de Montreux a affirmé la liberté de passage et de circulation dans les détroits turcs, le trafic était alors nettement inférieur à ce qu'il est aujourd'hui. En 1934, si 4 500 navires passaient annuellement par ces détroits, ils étaient 49 304 en 1998 (Karaosmanoglu, 2001) et ils seraient désormais autour de 54 000 (Baran, 2008). Pour faire face à cette congestion, et à l'augmentation des risques d'accident, la Turquie a adopté des mesures de régulation du trafic dans les détroits en 1994. Celles-ci ont été contestées par la Russie et la Turquie les a alors adaptées pour les promulguer officiellement en 1998. La vitesse est limitée à dix nœuds (environ 18 kilomètres par heure) au passage dans les détroits, les navires transportant des cargaisons dangereuses doivent prévenir à l'avance les autorités portuaires de leur arrivée et celles-ci se réservent le droit de fermer les détroits en cas d'incidents. Enfin, les superpétroliers de plus de 150 000 tonnes ne sont pas autorisés à passer par les détroits turcs. Mais ces mesures n'empêchent pas l'engorgement de ces derniers. La Turquie est alors démunie puisqu'elle n'a pas le droit, en vertu de la Convention de Montreux, d'interdire leur traversée. La mer Noire devient donc une porte d'accès difficile vers la mer Méditerranée.

Le problème de l'enclavement de la Caspienne s'est posé dès le 19^{ème} siècle et les entreprises exploitantes ont alors eu recours au transport ferroviaire et à un

⁵¹ Cette limite est fixée à 45 000 tonnes.

oléoduc⁵². Au début des années 1990, lorsque la question de l'évacuation des huiles azerbaïdjanaises se pose à nouveau, l'hypothèse de construire ou de réhabiliter un oléoduc est rapidement évoquée. L'article X.4 du PSA pour les champs ACG stipule d'ailleurs que les parties prenantes disposent de 18 mois pour étudier la mise en œuvre d'un oléoduc principal pour exporter les huiles de ces gisements⁵³. Si les délais n'ont pas été nécessairement tenus, le Caucase du Sud est néanmoins traversé aujourd'hui par sept voies d'exportation d'hydrocarbures. Les voici présentées succinctement⁵⁴ :

⁵² A l'époque de son inauguration en 1907, l'oléoduc Bakou-Batoumi (qui transportait au départ du kérosène et non pas du pétrole brut) était le plus long du monde.

⁵³ Ce délai de 18 mois a été contesté après la signature du PSA par les TNOC, et notamment par BP. Le Programme de Travail Obligatoire Minimum, dont faisait partie le sujet de l'exportation, a en effet été calqué sur ceux appliqués en mer du Nord, région où le pétrole est plus facile techniquement à exploiter que dans la Caspienne.

⁵⁴ Nous reviendrons tout au long de cette thèse sur les conditions de mise en œuvre de ces infrastructures de transport.

Infrastructures	Type	Marchandise	Longueur (kms)	Capacité actuelle de transport	Date de mise en service
Bakou-Batoumi / Poti (Azerbaïdjan-Géorgie)	Voie fermée	Pétrole et produits pétroliers	863 ⁵⁵	200 000 bpj ⁵⁶	1883
Bakou-Novorossisk, aussi connu sous le nom de <i>Northern Route Export Pipeline</i> (NREP) (Azerbaïdjan-Russie)	Oléoduc	Pétrole		100 000 bpj	Octobre 1997
Bakou-Soupsa, aussi connu sous le nom de <i>Western Route Export Pipeline</i> (WREP) (Azerbaïdjan- Géorgie)	Oléoduc	Pétrole	827	145 000 bpj	Avril 1999
Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) (Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie)	Oléoduc	Pétrole	1 768	1,2 millions de bpj	Mai 2005
Kazi Magomed-Mozdok (Azerbaïdjan-Russie) ⁵⁷	Gazoduc	Gaz	240 ⁵⁸	5 milliards de mètres cubes (bcm) par an ⁵⁹	1983
Kazi Magomed-Astara (Azerbaïdjan-Iran) ⁶⁰	Gazoduc	Gaz		1,8 bcm par an	1971
Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) ⁶¹ (Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie)	Gazoduc	Gaz	894	8,8 bcm par an	Décembre 2006

Tableau 3. Les voies d'exportation d'hydrocarbures dans le Caucase du Sud⁶²

⁵⁵ Source : Ziyadov (2007).

⁵⁶ Source : Neff (2009). Le ministère de l'Energie de la Géorgie (2009) parle officiellement d'une capacité de transport de 380 000 bpj mais ce chiffre paraît largement surévalué.

⁵⁷ Ce gazoduc, construit initialement pour approvisionner l'Azerbaïdjan en gaz soviétique, a été réhabilité suite à un accord de livraison de gaz signé en juin 2009 entre SOCAR et l'entreprise russe Gazprom. A partir du 1^{er} janvier 2010, Bakou devait livrer 0,55 bcm par an de gaz à la Russie pour approvisionner le Caucase du Nord.

⁵⁸ Ce chiffre ne concerne que la partie azerbaïdjanaise de ce gazoduc.

⁵⁹ Source : BMI (2010a).

⁶⁰ Source : ibid. Ce gazoduc sert principalement à approvisionner l'exclave du Nakhitchevan *via* un système de *swap* (échanges) gazier. L'Azerbaïdjan livre 402,5 millions de mètres cubes par an à l'Iran, qui en envoie ensuite 350 millions de mètres cubes au Nakhitchevan (Lussac, 2010a). En novembre 2009, SOCAR et la compagnie gazière iranienne NIGEC ont par ailleurs signé un accord de livraison d'au moins 0,5 bcm de gaz azerbaïdjanais par an, hors *swap*. Cependant, ces livraisons n'auraient toujours pas commencé (Hardin, Manovski et Benali, 2010).

⁶¹ Ce gazoduc est aussi connu sous le nom de *South Caucasus gas Pipeline* et de *Shah Deniz Pipeline*, du nom de son unique (pour le moment) champ d'approvisionnement.

⁶² Pour un aperçu du tracé de ces voies d'exportation, voir les cartes en annexe.

Ces voies d'exportation ont pour mission d'évacuer les 7 milliards de barils de pétrole et les 1 300 milliards de mètres cubes de gaz de réserves prouvées en Azerbaïdjan (BP, 2011a). En 2009, elles ont transporté 995 000 bpj et 7,1 bcm de gaz (BMI, 2011)⁶³. Mais les principales infrastructures – les oléoducs BTC, NREP et WREP et le gazoduc BTE – ont surtout posé des liens d'acier entre les trois Etats majeurs de transit : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. La gestion du flux d'hydrocarbures pose ainsi les bases d'une coopération régionale entre ces trois Etats, coopération qui semblait condamnée dès le départ par les tensions ethno-politiques qui parcourent le Caucase du Sud.

Appréhender la région à l'heure de la globalisation

Définir ce qu'est la région est devenu un défi à l'époque de la globalisation⁶⁴ (Hettne, 1999). Ce terme désigne « Un processus (ou en ensemble de processus) qui transforme l'organisation spatiale des relations sociales et des transactions – leur extension, leur intensité, leur rapidité et leur impact – et qui génère des flux et des réseaux transcontinentaux et interrégionaux d'activités, d'interactions et d'exercice du pouvoir » (Held, McGrew, Goldblatt et Perraton, 2003, p. 68). Quatre types d'évolution caractérisent ce processus :

- L'étirement des activités économiques, politiques et sociales ;
- L'accélération des flux de toutes natures ;
- L'intensification des flux de toutes natures ;
- Et l'interpénétration croissante des marchés et des pratiques sociales (ibid.).

⁶³ En l'absence de données officielles sur les exportations totales d'hydrocarbures de l'Azerbaïdjan (seules les exportations de SOCAR sont publiées), nous faisons confiance aux chiffres publiés par le cabinet d'expertise Business Monitor International (BMI).

⁶⁴ Le terme de « globalisation » est ici préféré à celui de « mondialisation », le premier étant utilisé dans la science politique alors que le second est communément employé en histoire et en géographie.

Ces quatre caractéristiques marquent la nouveauté de la globalisation actuelle, différente des processus d'internationalisation et de mondialisation précédents⁶⁵. Dans un tel contexte, il apparaît extrêmement difficile de penser la région à l'aune des paradigmes dominants en Relations Internationales. Il convient donc de mobiliser des approches alternatives et d'en appeler à la sociologie, notamment de l'Acteur-Réseau, pour saisir le rôle des acteurs non étatiques dans la construction d'une région.

La littérature sur la coopération et l'intégration régionales

Les études sur la coopération et l'intégration régionales ont été influencées par deux variables : le développement des Relations Internationales⁶⁶ et la construction européenne (Lähteenmaki et Käkönen, 1999 ; Hurrell, 2005 ; Battistella, 2006 ; Bach, 2009). Ces deux tendances expliquent les deux caractéristiques majeures des théories classiques de l'intégration : le statocentrisme et l'eurocentrisme.

Les approches classiques

Les travaux d'Ernst Haas (1964) sont emblématiques de ces deux traits. Ce dernier a cherché à montrer le rôle des acteurs sociétaux dans la construction européenne. Il met notamment en lumière que la naissance d'une communauté politique unifiée est le fruit de la convergence des intérêts d'acteurs sociétaux issus de différents Etats. Le néo-fonctionnalisme est en ce sens très influencé par le paradigme libéral en Relations Internationales, qui postule que la conduite de l'Etat est le reflet des intérêts des acteurs sociétaux les plus puissants (Keohane et Nye, 2001). Et, en tant que tel, il se heurte au même écueil que le paradigme libéral, à savoir le postulat que l'Etat est l'acteur central des relations internationales. Ainsi, bien que prenant en compte les acteurs non étatiques, E. Haas propose tout de même un modèle d'analyse fondé sur l'Etat comme acteur fondamental de l'intégration régionale. Cette prépondérance de l'Etat dans l'analyse de la coopération régionale est par la suite confortée par l'approche intergouvernementaliste de Stanley Hoffmann

⁶⁵ Pour un historique des différentes phases de la globalisation, voir Scholte (2005).

⁶⁶ Nous reprenons ici la distinction opérée par Dario Battistella (2006) entre les Relations Internationales, entendues comme discipline des sciences sociales, et les relations internationales, définies comme objet.

(1995). S'inspirant du paradigme réaliste en Relations Internationales, S. Hoffmann affirme que les Etats coopèrent dans des domaines particuliers, qui ne mettent pas en péril leurs intérêts nationaux respectifs. Et, une fois encore, cette analyse est développée à l'aune de l'intégration européenne.

Andrew Moravcsik (1993) a ensuite cherché à dépasser l'opposition fondamentale entre le néo-fonctionnalisme de E. Haas et l'intergouvernementalisme de Hoffmann en les synthétisant. Il a ainsi mis en lumière le rôle conjoint joué par les Etats et leurs sociétés civiles internes respectives dans l'intégration régionale. Mais cette approche se heurte à deux obstacles. Premièrement, elle est largement influencée par le paradigme néo-libéral des Relations Internationales d'une part, incarné par l'emprunt au jeu à deux niveaux de Putnam (1988), et par celui néo-réaliste d'autre part, représenté par le recours au rôle des perceptions dans la politique internationale développée par Jervis (1976). Ainsi, bien que s'intéressant aux acteurs non étatiques, l'intergouvernementalisme libéral de Moravcsik reste fondamentalement statocentré. Deuxièmement, Moravcsik reste focalisé sur l'intégration européenne, qui n'est qu'un modèle parmi d'autres de coopération et d'intégration régionales de par le monde. En fin de compte, en cherchant à dépasser l'opposition entre E. Haas et Hoffmann, Moravcsik ne parvient pas malgré tout à éviter les deux principaux écueils dont souffrent ces approches⁶⁷.

Le développement d'approches alternatives

Alors que les processus d'intégration régionale se sont multipliés hors de l'Europe, la recherche est restée fondamentalement centrée sur le cas particulier de la construction européenne (Axline, 1977). Cette impossibilité à comprendre les développements dans le Tiers-Monde, puis dans les pays du Sud (après la fin de la Guerre froide), a abouti au développement d'approches en rupture avec les modèles d'analyse précédemment cités (Bach, 2003). Cette rupture s'est opérée à deux niveaux, d'abord à celui des méthodes, puis à celui des objets.

En premier lieu, les études sur la coopération et l'intégration régionales ont mobilisé des méthodologies diverses, s'inspirant aussi bien des approches sur la

⁶⁷ Pour une revue plus détaillée de ces trois approches, voir par exemple Caporaso (1998).

gouvernance que du constructivisme ou de l'économie politique. Les deux dernières se sont cependant taillé la part du gâteau (Marchand, Bøås et Shaw, 1999 ; Jachtenfuchs, 2002) et ont été largement appliquées à l'analyse de la CEE, puis de l'UE. S'est ainsi développée une littérature sur la socialisation des individus au sein des institutions (Checkel, 1999) ou sur le rôle des identités dans la construction européenne (Egeberg, 1999 ; Slocum et Van Langenhove, 2005). Les acteurs sub-étatiques ont également reçu une attention accrue, à travers la mobilisation des approches sur la gouvernance (Pitschel et Bauer, 2009). Enfin, les défis posés par l'accroissement des échanges économiques au sein et entre les espaces politiques régionaux ont attiré l'attention (Kobrin, 2005 ; Padoan, 2007).

Dans le même temps, les études sur la coopération et l'intégration régionales sont sorties du ghetto européen, et plus largement occidental, dans lequel elles s'étaient enfermées. Le recours aux méthodes comparatives a d'abord mis en lumière la diversité des processus à l'œuvre (Hveem, 1999; Schulz, Söderbaum et Öjendal, 2001). Ceci a notamment permis de démontrer l'inadéquation des approches classiques pour saisir les dynamiques de l'intégration et de la coopération hors Europe (Mittelman, 1996 ; Jachtenfuchs, 2002). Ce recours a en ce sens renforcé la légitimité des approches marginales appliquées au départ à l'intégration européenne. Puis, les chercheurs se sont intéressés spécifiquement aux processus de coopération et d'intégration régionales hors Europe. Se sont ainsi multipliées les études sur l'Afrique (Bach, 2003, 2009), sur l'Amérique latine (Sunkel et Mortimore, 2001), sur l'Asie (Bohr, 2004 ; Hao, 2009 ; Qoraboyev, 2010), ou encore sur l'Europe de l'Est (Obydenkova, 2006). La mise en lumière de la diversité des coopérations et intégrations régionales, jumelée à l'utilisation de méthodes innovantes, a permis l'avancée considérable des études de ces processus.

Les limites du « Nouveau Régionalisme »

Ces approches alternatives, réunies pour la plupart sous la bannière du « Nouveau Régionalisme » (Mittelman, 1996 ; Bøås, Marchand et Shaw, 1999), se heurtent néanmoins aux problèmes des analyses classiques. Elles rompent ainsi difficilement avec le statocentrisme de ces dernières. Bien que refusant de considérer la région comme une simple agrégation d'Etats (ibid.), elles distinguent

néanmoins deux types d'intégration régionale : l'intégration interétatique traditionnelle et la « régionalisation par le bas »⁶⁸ (Schulz, Söderbaum et Öjendal, 2001, p. 238). Cette distinction est largement influencée par l'Economie Politique Internationale⁶⁹ : la régionalisation par le bas est le produit des actions des marchés, des individus, des ONG et des mouvements sociaux qui vont constituer un espace régional transnational. Mais une hiérarchie est induite par cette distinction : il y aurait une « grande intégration » qui ne concerne que les Etats et est le produit de « Programme[s] et [de] stratégie[s] formels » (idem), et une « sous-intégration »⁷⁰ qui est menée exclusivement par les acteurs non étatiques. Ainsi, alors que les acteurs non étatiques et sub-étatiques font une véritable apparition dans les études sur la coopération et l'intégration régionales, leur prise en compte s'avère malgré tout limitée, considérant qu'ils ne peuvent pas être les acteurs centraux d'une intégration régionale interétatique.

Prenant ces distances avec le Nouveau Régionalisme, Bach (2003, 2009) dépasse ce blocage conceptuel en analysant les dynamiques de l'intégration régionale en Afrique. En reprenant et en approfondissant la différenciation du régionalisme et de la régionalisation opérée par Hveem (1999) et Schulz, Söderbaum et Öjendal (2001), il met en lumière la difficulté à distinguer véritablement l'intégration opérée par les Etats et celle menée par les acteurs non étatiques et sub-étatiques. Pour Schulz, Söderbaum et Öjendal, le régionalisme est une « Idéologie et [un] programme » (2001, p. 238) et la régionalisation le « Phénomène empirique » (ibid. p. 239) qui en découle. Bach (2009) refuse ce couplage et préfère distinguer ces deux concepts pour mettre en avant leur différence de mise en œuvre. Ainsi, le régionalisme renvoie à « L'idée, l'idéologie, aux programmes, politiques et objectifs visant à promouvoir la transformation d'une aire géographique en un espace social régional » (Bach, 2009, p. 460). Il fait ensuite le lien avec l'approche de Schulz, Söderbaum et Öjendal (2001) en postulant que ce processus s'accompagne de la construction d'une identité et découle, « au mieux » (Bach,

⁶⁸ Le terme anglais est « *Regionalization from below* ».

⁶⁹ On retrouve ici une nouvelle fois l'influence des Relations Internationales sur les études de la coopération et de l'intégration régionales puisque l'Economie Politique Internationale a connu un essor important au sein de cette discipline au début des années 1990, notamment sous l'influence de Susan Strange (1994, 2007).

⁷⁰ Nous effectuons cette hiérarchisation.

2009, p. 460), de la mise en œuvre d'un programme, de la définition d'une stratégie de construction de processus institutionnels. En ce sens, le régionalisme résulte principalement de l'action des Etats.

La régionalisation est définie par contraste vis-à-vis de ce dernier. Si la régionalisation peut être le fait des Etats, elle peut également se développer hors de leur contrôle, voire de leurs intérêts. Elle procède ainsi « D'effets d'agrégation, liés aux comportements d'agents économiques qui ne sont pas spécifiquement mus par l'idéal de l'intégration régionale, ni nécessairement soutenus par les Etats dont ils sont originaires [...] ; [elle] se développe par delà la froideur des frontières et des échanges interétatiques ; elle contribue à une intensification des échanges transfrontaliers indépendamment de la persistance de fortes contraintes frontalières » (Bach, 2009, p. 460). Ainsi, la régionalisation telle qu'entendue par Bach est principalement, mais pas uniquement, le fruit des acteurs longtemps oubliés des Relations Internationales : les ONG, les individus, les entreprises,...

Bach construit donc un cadre d'analyse qui permet de prendre en compte la multiplicité des acteurs et des dynamiques de la coopération et de l'intégration régionales. Ces dernières n'aboutissent plus nécessairement à la construction d'organisations internationales, présentées comme incarnation de la réalité de la coopération (Kobrin, 2005). Il pallie ainsi les limites des études précédentes de ces processus et ouvre la voie à une meilleure compréhension de la coopération régionale à l'heure de la globalisation.

Sociologies de la construction régionale

L'application de ces travaux au Caucase du Sud apparaît au premier abord limitée. Comme nous l'avons vu précédemment, les fortes disparités entre les trois Etats de cet espace préviennent *a priori* toute possibilité de créer de la région. Le Nouveau Régionalisme et ses critiques nous invitent cependant à contester ce postulat. En effet, ce courant ne conçoit pas la région comme un espace figé mais plutôt comme un espace « socialement construit » (Schulz, Söderbaum et Öjendal, 2001, p. 234). Dès lors, penser la région signifie sortir des cadres géographiques traditionnels et de l'inaltérabilité des frontières qu'ils revendiquent. La coopération régionale au

Caucase du Sud ne doit pas seulement être entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, elle peut également être *avec* et *entre* les pays du pourtour. Dans cette perspective, il convient de s'intéresser aux effets politiques induits par la mise en œuvre d'infrastructures de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais reliant l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

Penser la région au Caucase du Sud

Pour mesurer les effets politiques de la construction du Corridor énergétique Est-Ouest, il faut tout d'abord délimiter l'espace social que l'on considère. Pour ce faire, cette recherche entend mobiliser une variété d'approches lui permettant de saisir les dynamiques de rapprochement entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. En premier lieu, nous postulons qu'il n'y a pas de région naturelle mais au contraire des espaces socialement construits, déconstruits et reconstruits (Schulz, Söderbaum et Öjendal, 2001). Ce postulat s'appuie sur le constructivisme appliqué par Alexander Wendt (1999) aux Relations Internationales. Il sous-tend qu'en l'absence de régions prédéfinies, il n'existe pas d'intérêts prédéterminés à construire de la région. Au contraire, ces intérêts résultent des interactions entre les acteurs de ce processus de construction et de l'évolution des comportements de ces acteurs. Nous rejoignons ainsi Wendt (1992, p. 395) qui affirme que « La structure n'a pas d'existence ou de puissance causale hors du processus » qui s'opère en son sein.

Nous nous inscrivons ensuite dans une « sociologie de la vie globale » (Hewson et Sinclair, 1999, p. 6)⁷¹ en considérant que les Etats ne sont plus les acteurs prépondérants de la politique mondiale mais seulement des acteurs importants parmi d'autres. Cela implique que la gouvernance sur la scène politique mondiale n'est plus le seul apanage de l'Etat. D'autres acteurs à la nature différente tels que des ONG ou des entreprises transnationales peuvent également produire de la gouvernance dans le monde globalisé. Appliqué au cas de la coopération régionale, cela signifie que les promoteurs de tels processus ne sont pas nécessairement et exclusivement les Etats. Ce constat nous ramène à la distinction opérée par Daniel

⁷¹ Ce terme fait référence à la théorie de la gouvernance globale que James Rosenau et d'autres ont essayé d'élaborer. Sur cette tentative de théorisation, voir notamment Rosenau (1999, 2000).

Bach (2009) entre régionalisme et régionalisation. Dans le cas de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie, la coopération régionale résulte principalement de la mise en œuvre d'infrastructures de transport de pétrole et de gaz azerbaïdjanais. Celle-ci implique une diversité d'acteurs importante, allant des TNOC aux ONG en passant par les Etats ou les institutions financières internationales (IFI). En outre, la dimension fortement économique de ces enjeux donne aux acteurs privés⁷² un rôle déterminant dans la construction de ces voies d'exportation. Par conséquent, l'Etat n'apparaît pas comme le seul acteur à être impliqué dans le processus de coopération régionale entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Nous considérons ainsi qu'un processus de régionalisation, au sens de Bach (2003, 2009), s'opère dans le Caucase du Sud entre ces trois pays.

Enfin, nous faisons le lien dans cette recherche entre l'espace social régional et la configuration⁷³, entendue au sens de Norbert Elias (1978). Dans sa préface à *La société de cour*, Roger Chartier définit la configuration comme « Une formation sociale dont la taille peut être fort variable [...] où les individus sont liés les uns aux autres par un mode spécifique de dépendances réciproques et dont la reproduction suppose un équilibre mobile de tensions » (Elias, 2008, p. X)⁷⁴. Le recours à ce concept est nécessaire pour deux raisons. Il permet de mettre l'accent sur la dimension perpétuellement évolutive de la région. La construction régionale est en effet le résultat de deux moments : la catastrophe fondatrice⁷⁵ qui l'initie et l'évolution continue qui la caractérise ensuite (Cornu, 1998). La région n'est jamais figée, elle évolue constamment. Cette évolution – et c'est le deuxième apport de la sociologie d'Elias – se fait au rythme des interactions, des interdépendances et des conflits entre les acteurs qui composent cette configuration (Elias, 1978). A l'aune de notre cas d'étude, la régionalisation est ainsi produite

⁷² Par acteur privé, nous entendons « Les individus et les organisations non étatiques dont les actions sont guidées par la réalisation de profits et qui sont particulièrement liés à des organisations à but lucratif » (Bull et McNeill, 2007, p. 6).

⁷³ Le terme original allemand est « figuration ». Nous reprenons ici la traduction faite dans la version française de *Qu'est-ce que la sociologie ?* d'Elias.

⁷⁴ Elias illustre quant à lui la configuration par l'image du jeu : « Quatre hommes assis autour d'une table pour jouer aux cartes forment une configuration. Leurs actes sont interdépendants [...] Ce qu'il faut comprendre par configuration, c'est la figure globale toujours changeante que forment les joueurs ; elle inclut non seulement leur intellect mais toute leur personne, les actions et les relations réciproques [...]. L'interdépendance des joueurs, condition nécessaire à l'existence d'une configuration spécifique, est une interdépendance d'alliés mais aussi d'adversaires » (Elias, 1978, p. 130). La traduction est de Roger Chartier et Kristina Schulz (2000).

⁷⁵ Norbert Elias parle plutôt de « grandes explosions » (1990, p. 230). Mais, empruntant à la théorie des catastrophes élaborée par René Thom (voir notamment Thom, Giorello et Morini, 1983), Cornu choisit d'employer le terme de « catastrophe fondatrice ». Celui-ci nous paraît également plus adapté car il met en lumière la double-dimension de l'événement : la rupture avec l'ordre social précédent, et le changement que celle-ci induit.

par la chute de l'Urss – la catastrophe fondatrice – et par les interactions, les interdépendances et les conflits perpétuels qu'entretiennent les acteurs, voulus ou non voulus, autour de la mise en œuvre du Corridor énergétique Est-Ouest. L'espace social régional en construction est donc compris ici comme faisant partie d'une configuration, caractérisée par une évolution continue et par des interactions multiples entre les acteurs, voulus ou non, de la régionalisation.

Saisir les interactions au sein de l'espace social régional en construction

Saisir les dynamiques de la régionalisation suppose d'analyser les acteurs qui interagissent et le type de relations qu'ils entretiennent. Au sein du *corpus* théorique évoqué plus haut, deux approches se sont particulièrement intéressées à ces questions. Les théories de la gouvernance ont fait la part belle à la question des interactions. Rosenau (2000) a notamment élaboré le concept de sphère d'autorité au sein de laquelle celles-ci s'opéreraient. Rhodes (1996) en a également fait la pierre angulaire de son approche, considérant que les interactions étaient les piliers de la régulation à l'heure de la globalisation. Mais ces différentes approches n'ont pas été en mesure de penser les interactions autres que formalisées. En ce sens, les interactions dont elles parlent ne sont pas si différentes de négociations, en ce qu'elles sont fondées sur des interdépendances conscientes entre acteurs et formalisées dans des cadres prédéterminés⁷⁶. Mais ces approches ont néanmoins ouvert une brèche en considérant les interactions comme des phénomènes sociaux, dignes d'intérêt (Kooiman, 2000).

Elles se sont probablement inspirées de Norbert Elias, qui a essayé de comprendre la nature des liens qui unissent les individus et les sociétés, estimant que « La sociologie manquait d'une conception claire des traits communs à ce type de regroupement solidaire aux différents niveaux de développement social » (1978, p. 138). Il a néanmoins choisi de se focaliser sur un seul type d'interactions : l'interdépendance. Cette notion, à laquelle il adjoint l'adjectif « fonctionnelle », se situe au cœur de la configuration (Elias, 1987 ; Cornu, 1998). Et, à travers la

⁷⁶ Pour une conceptualisation de la négociation, voir notamment Allain (2004).

notion d'interdépendance fonctionnelle, Elias distingue en réalité deux types d'interdépendances : les interrelations et les interpénétrations. Les premières sont voulues, sont exprimées directement ou indirectement et se manifestent principalement par le biais de liens affectifs (Elias, 1978 ; Cornu, 1998). Les secondes ne sont au contraire pas nécessairement voulues et mettent plutôt l'accent sur le rôle des projets et des actes des agents dans la production de résultats non attendus. Pour Elias, ces interdépendances fonctionnelles sont le moteur du développement social, qui détermine l'évolution d'une configuration (Elias, 1978). Cette approche a pour grand mérite de soulever la question des effets non voulus des interactions. Mais elle se heurte tout de même à deux obstacles. Premièrement, Elias ne s'intéresse pas à l'asymétrie de l'interdépendance, c'est-à-dire à l'expression du pouvoir au sein des interactions⁷⁷. Pour lui, ce n'est pas un acteur qui contraint l'autre à faire quelque chose mais bel et bien l'interdépendance en tant que telle (ibid.). Le pouvoir⁷⁸ n'est donc pas défini en terme d'acteur mais en terme de relations. Deuxièmement, la sociologie éliásienne ne prête que peu d'attention aux interactions entre individus et choses. Pour Elias, ces interactions sont uniquement aperçues à l'aune d'un effet miroir : les choses n'ont de sens qu'en fonction des émotions qui leur sont projetées dessus (ibid.).

Ce dernier point est d'importance car nous postulons ici que la forme du processus de régionalisation au Caucase du Sud est largement influencée par la nature des échanges entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, c'est-à-dire la qualité, au sens premier, des biens transportés entre ces trois pays. Afin de saisir cette dimension, nous construisons notre recherche autour de la sociologie de l'Acteur-Réseau (SAR)⁷⁹. Cette approche constructiviste⁸⁰, inspirée par Gabriel Tarde,

⁷⁷ Selon Elias, la recherche systématique d'un détenteur du pouvoir et/ou de la puissance dans les interdépendances résulte d'une « Mythologie dictée par les usages linguistiques » (1978, p. 94).

⁷⁸ Nous utilisons ici indistinctement les termes de puissance et pouvoir, qui sont exprimés en anglais par le même mot « *power* ». Dans la perspective de la SAR, nous considérons que la distinction entre le pouvoir, compris comme le rapport entre deux entités aux ressources différentes, et la puissance, entendue comme l'accumulation de capacités fixes, n'est pas pertinente. En effet, comme nous le verrons dans la section suivante, le pouvoir n'existe pas en tant que tel, il apparaît dans un cadre, un contexte particulier. Comme l'ont écrit Callon et Ferrary (2006, p. 38) : « Le pouvoir n'existe qu'en étant exercé, mis à l'épreuve ».

⁷⁹ La SAR a la particularité d'avoir été diffusée en anglais, bien qu'élaborée par les Français Michel Callon et Bruno Latour. Cela a donné lieu à des problèmes de traduction, le plus emblématique étant la transcription en français du terme *Actor-Network Theory*. Dans l'ouvrage d'Akrich, Callon et Latour (2006), il est à la fois traduit par « sociologie de la traduction » et par « sociologie de l'acteur-réseau ». Nous reprenons néanmoins ici celle faite par Michel Callon (2006), c'est-à-dire sociologie de l'acteur-réseau. Par ailleurs, il est parfois écrit « Sociologie de l'Acteur Réseau » et « Sociologie de l'Acteur-Réseau », sans distinction apparente. Nous utilisons ici le tiret, considérant qu'une telle

Michel Foucault et Michel Serres (Latour, 2005 ; Callon et Ferrary, 2006), part de deux postulats. Tout d'abord, l'agence est co-constitutive de la structure puisque ce sont les liens entre les agents qui déterminent la structure et la structure qui affecte les liens entre les agents⁸¹ (Callon, 2001). Ensuite, il n'existe pas de microstructures et de macrostructures, au sens de deux espaces clos, imperméables. Les agents sont constamment en circulation et interagissent aussi bien « localement » que « globalement » (Callon, 2001 ; Latour, 2009). A partir de ces deux postulats, la SAR s'articule autour de cinq fondamentaux, qui enrichissent notre recherche.

Premièrement, la SAR est une sociologie du détail⁸² qui se concentre sur ce qui assemble et associe les agents. Elle cherche à « Rendre le monde social aussi plat que possible afin de garantir que l'apparition de tout nouveau lien soit clairement visible » (Latour, 2005, p. 16)⁸³. Cette sociologie se focalise donc sur les liens qui unissent les entités sociales. Car, pour la SAR, chaque entité est en mesure d'interagir. Ces interactions⁸⁴ ne sont pas déterminées par la nature de ces entités mais par les aptitudes dont elles disposent et qu'elles peuvent appliquer à un domaine donné (Callon, 2001 ; Latour, 2005). En vertu de ce postulat, un phénomène social tel que la coopération régionale ne saurait être attribué à un seul type d'acteurs.

Deuxièmement, ces interactions s'opèrent au sein de réseaux, dits sociotechniques. Ils sont construits par le chercheur pour suivre les associations et les connexions entre les agents (Latour, 2005). Ces réseaux sont de nature hybride : ils réunissent aussi bien les agents humains (individus et organisations) travaillant sur un

orthographe exprime mieux la définition du réseau comme un agent à part entière (Callon, 2001). Pour un bref aperçu de l'histoire du terme SAR, voir Latour (2005, p. 9). Pour une introduction à cette approche en français, voir Callon (2006).

⁸⁰ Et revendiquée comme telle par l'un de ses pères : Michel Callon (2001, p. 62).

⁸¹ Pour un rappel du débat agent-structure en Relations Internationales, voir le chapitre 9 de Battistella (2006).

⁸² Elle est en ce sens influencée par Gabriel Tarde qui écrit « La même erreur [en sociologie] revient toujours en lumière, c'est-à-dire, l'erreur de croire que, afin de voir la naissance progressive de régularité, d'ordre et de logique dans les phénomènes sociaux, nous devons aller hors des détails, qui sont fondamentalement irréguliers, et prendre suffisamment de hauteur pour avoir une vue panoramique sur l'effet général. [...] Je défends le contraire, d'une certaine manière » (Tarde *in* Latour, 2005, p. 14).

⁸³ Latour (2005, p. 8) écrit d'ailleurs que la SAR entend « réassembler le social ».

⁸⁴ Suivant l'exemple de Callon (1998b), nous continuons ici à parler d'interactions. Latour, quant à lui, préfère employer le terme d'associations. Il sous-entend en effet que les interactions sont nécessairement en face-à-face. Or, ces interactions ne peuvent pas être, selon ses mots, « isotopiques » (ce qui se passe à un moment donné est forcément le produit d'autres moments, d'autres matériaux, d'autres agents), « synchroniques » (le produit A à l'instant T est fait de produits B, C et D générés respectivement aux instants T-1, T-2, T-3,...), « synoptiques » (un agent n'est pas seul à agir à un instant T, d'autres le sont également), « homogènes » et « isobariques » (les agents exercent différentes pressions sur la formulation des interactions), définissant par opposition ce qu'est une association (Latour, 2005, pp. 200-202).

domaine que les discussions sur ce domaine ou les composants non-humains de ce domaine (Callon, 2001). Un réseau sociotechnique de l'industrie pétrolière sera par exemple composé des compagnies pétrolières, nationales et transnationales, des Etats, des IFI, des ONG, de représentants de la communauté académique, mais aussi du pétrole, des oléoducs et des tankers,... qui interagissent entre eux. L'importance donnée aux agents non-humains, qui ne sont pas réduits au seul rôle de porteurs de projections symboliques (Latour, 2005), est ce qui distingue les réseaux sociotechniques des réseaux sociaux définis par Granovetter (Callon, 1998a)⁸⁵.

Troisièmement, les réseaux sociotechniques sont articulés autour d'inscriptions en circulation. Celles-ci sont des informations au sein du réseau⁸⁶ auxquelles des agents donnent un sens. Ce dernier peut ensuite être repris par d'autres agents au sein du réseau sociotechnique et influencer de ce fait le développement de ce réseau. Ces donneurs de sens sont appelés centres de traduction⁸⁷ ou actants (Callon, 2001). Ils « Réussissent à occuper des positions clés, dessinent les frontières de la compétition, éliminent les compétiteurs, sélectionnent les technologies et ainsi capturent la demande » (Callon, 1998a, p. 44). Ces actants, situés à un endroit donné, sont en mesure « D'accéder à d'autres endroits et d'agir *sur* ces endroits » (Callon, 2001, p. 65, l'emphase est de nous). Ces positions privilégiées leur permettent ainsi d'influer tant sur les inscriptions au sein des réseaux sociotechniques que sur la forme et la composition de ces réseaux (Callon, 1998a ; Hernes, 2008).

Quatrièmement, sous l'effet conjugué de la circulation des inscriptions et des actions des centres de traduction, les réseaux sociotechniques sont en constante évolution (Hernes, 2008). Cette évolution se traduit par des processus de cadrage. Toute interaction s'opère nécessairement au sein d'un agencement⁸⁸ cadré (Callon, 2001).

⁸⁵ La SAR s'inscrit dans une littérature plus vaste sur les réseaux dont Callon, Granovetter et Latour ne sont que quelques-uns des plus éminents représentants. Pour une critique de cette littérature, voir notamment Bourgoin (2009). Pour une approche quantitative des réseaux, voir particulièrement Newman (2003). Et, pour une approche idéationnelle des réseaux, voir notamment Kisby (2007).

⁸⁶ Pour des raisons de syntaxe, nous utilisons parfois seulement le terme de réseau au lieu de l'appellation tout à fait correcte de réseau sociotechnique.

⁸⁷ Le concept de « traduction » est entendu différemment par Callon et Latour (voir Hernes, 2008, p. 152). Nous reprenons cependant ici la définition donnée par Callon, Courtial, Turner et Bauin : « La traduction désigne tous les mécanismes et stratégies au travers desquels un agent – quel qu'il soit – identifie d'autres agents ou éléments et les met en relation les uns avec les autres (1983, p. 193).

⁸⁸ Par agencement, Callon entend « les arrangements, faits de discours, d'éléments techniques, de corps humains, de règles, qui mettent en forme l'action » (Callon et Ferrary, 2006, p. 44). Ce concept d'agencement est une reprise de celui

Ce cadrage « Etablit une limite au sein de laquelle les interactions – dont le contenu et la signification vont de soi pour les protagonistes – ont lieu plus ou moins indépendamment du contexte qui les entoure » (Callon, 1998b, p. 249). Mais l'interaction et les agents qui y participent ne sont pas pour autant fixes au sein de cet agencement. Ils évoluent en permanence, affectés par leurs identités, leurs intérêts et leurs objectifs respectifs (Callon, 1998a)⁸⁹. Par exemple, la rencontre entre deux chefs d'Etat pour parler de la coopération entre leurs pays ne serait pas possible sans l'existence de ces deux Etats, sans des protocoles déterminant la nature de leurs échanges, sans le maintien de leurs frontières, et ainsi de suite. Cet ensemble constitue donc un agencement qui permet de donner un sens aux interactions qui ont lieu⁹⁰. Mais cet agencement est susceptible d'évoluer en fonction des changements de protocoles, d'agents, d'évolutions des intérêts, etc.

Cinquièmement, cette évolution structurelle de l'agencement produit des effets de débordement. Ces débordements⁹¹ « Peuvent affecter – indépendamment ou simultanément – des biens, des agents, ou des systèmes de relations établis entre les agents et les biens » (Callon et Rabeharisoa, 2008, p. 248). Par exemple, nous pouvons qualifier de débordement le fait que la construction d'infrastructures de transport d'hydrocarbures développe un processus de régionalisation entre des pays de transit. Dans un tel cas, la régionalisation s'apparente alors à un débordement des réseaux sociotechniques de transport des hydrocarbures.

La SAR permet ainsi de se concentrer sur les interactions qu'entretiennent les différentes entités engagées dans le processus de régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie⁹². Cependant, nous estimons que ce dernier n'est pas le fait d'un seul agencement sociotechnique mais bien de plusieurs agencements. Aussi, pour saisir la multitude des réseaux, et des effets qu'ils

de « dispositifs » élaboré par Foucault et est à relier à l'agencement, tel qu'entendu par Gilles Deleuze et Félix Guattari (Barry, 2006a ; Shafiee, 2010).

⁸⁹ Ce point est central dans la SAR : comme l'écrit Callon, « L'agent n'est pas immergé par le réseau ou encadré par lui ; en d'autres termes, le réseau ne sert pas de contexte. L'agent et le réseau sont, d'une certaine manière, les deux faces d'une même pièce » (1998a, p. 8).

⁹⁰ Dans cette perspective, Callon écrit « cadrer, c'est aussi connecter » (2001, p. 65).

⁹¹ Le terme de débordement est similaire à celui d'externalité, employé par les économistes. La SAR, et notamment Michel Callon, préfère cependant employer la première notion, qui apparaît plus facilement applicable à des domaines autres que les marchés (Callon et Rabeharisoa, 2008).

⁹² La SAR a été appliquée à une multitude d'objets de recherche (voir par exemple les articles de la revue représentative de cette approche, *Economy and Society*), et notamment au régionalisme (Duina, 2004).

induisent, nous empruntons à la théorie du réseau complexe le concept de « système complexe ». Cette approche, principalement quantitative, cherche à mettre en lumière la multiplicité, la diversité et la non-linéarité des interactions entre acteurs (Newman, 2003 ; Barabasi, Newman et Watts, 2006). Un système complexe⁹³ y est défini comme « Un système constitué de réseaux d'agents hétérogènes, complémentaires et interdépendants » (Ferrary et Granovetter, 2008, p. 329). Les réseaux sociotechniques qui parcourent le Caucase du Sud sont ainsi rassemblés au sein d'un tel système complexe. Or, ce dernier n'existe pas en rupture avec les agents qui le composent, et donc avec les territoires au sein desquels séjournent ces agents. Au contraire, le système complexe peut ainsi suivre les frontières tracées par les Etats-nations appartenant à une configuration⁹⁴. Même s'il réunit une multitude d'agents qui ne séjournent pas nécessairement au sein de ce processus, les acteurs non-humains qui l'agencent, en premier lieu les *pipelines*, deviennent les colonnes vertébrales d'un espace social régional en construction. Ces acteurs non humains deviennent ainsi les agents de la transposition du système complexe au niveau de l'espace social régional en construction. Cette transposition donne l'occasion d'observer l'évolution du pouvoir au sein du système complexe.

Comprendre la montée en puissance dans la régionalisation

Afin de saisir complètement le processus de régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, il convient enfin de comprendre comment s'y exprime le pouvoir, en d'autres termes à qui profite ce processus. Seul problème : la SAR est très réticente à manier ce concept. Latour affirme d'ailleurs que le slogan⁹⁵ de cette approche a toujours été « Soyez sobre avec le pouvoir » (2005, p. 260) dans le sens où l'ordre social est fondamentalement le produit d'équilibre des pouvoirs. Pour la SAR, le pouvoir est avant tout relatif et variable. Elle est ainsi exprimée par Callon grâce au concept de traduction (2001).

⁹³ Ce concept a été élaboré à partir de celui « d'unité complexe » de Whitehead (Hernes, 2008).

⁹⁴ Andrew Barry (2006a) a dressé un constat similaire dans son article sur les zones technologiques. Nous choisissons cependant de parler ici de système complexe car ce concept nous offre l'opportunité de mettre l'accent sur les réseaux sociotechniques qui articulent un tel système, ce que la notion de zone technologique ne permet pas.

⁹⁵ Le terme est de Latour (2005, p. 260).

Cette réticence à manier la notion n'a tout de même pas empêché Latour d'en donner une définition lorsqu'il élaborait la SAR. Selon lui, « Le pouvoir sur quelque chose ou sur quelqu'un est une *composition* faite par plusieurs personnes [...] et *attribuée* à l'une d'entre elles [...]. Le montant de pouvoir exercé ne varie [donc] pas en fonction du pouvoir que quelqu'un a, mais du nombre d'autres personnes qui font partie de cette composition. [...] Si la notion de pouvoir peut être utilisée de manière utile pour *résumer* la conséquence d'une action collective, elle ne peut pas aussi expliquer ce qui maintient l'action collective en l'état » (Latour, 1986, p. 265, les emphases sont de l'auteur). La SAR définit donc uniquement le pouvoir en termes relationnels. Partant de ce constat, il convient d'appréhender le pouvoir non seulement en terme de relation mais également en terme d'agent pour comprendre comment son expression débouche sur la promotion, directe ou indirecte, de la régionalisation.

En premier lieu, certains chercheurs ont essayé de confronter de manière plus poussée la SAR, ou au moins ces postulats, au concept de pouvoir (voir notamment O'Lear, 2004, sur la Caspienne). Bouzarovski (2010) a ainsi démontré que cette dernière repose dans les liens, matériels et immatériels, qui unissent les agents. Il parle ainsi de topologies de pouvoir qui articulent les relations entre les membres d'agencements sociotechniques. Ces topologies peuvent être, selon lui, des *pipelines* : ils représentent la nature des liens qui unissent un producteur de pétrole ou de gaz et un consommateur. A partir de cette idée, nous pouvons postuler que le pouvoir peut s'exprimer dans le cadre de la mise en œuvre de voies d'exportation d'hydrocarbures.

La théorie du réseau complexe a par ailleurs quantifié le pouvoir grâce au concept de robustesse (Newman, 2003 ; Thompson, 2004 ; Karrer, Levina et Newman, 2008 ; Ferrary et Granovetter, 2009). Ce terme caractérise « La capacité d'un système à maintenir certaines caractéristiques en dépit de perturbations internes ou externes » (Ferrary et Granovetter, 2009, p. 332). Cette robustesse dépend de trois facteurs : la densité des réseaux, la qualité des interactions entre les agents, qui doivent être le plus hétérogènes possible, au sein de ces réseaux, et les ressources que possèdent les agents et la manière dont ils les échangent et les transforment (ibid.). Ainsi, le pouvoir au sein du système complexe dépendra de la centralité de l'agent, de la

multiplicité et de la diversité de ces interactions. Ce concept de robustesse permet donc d'approfondir la dimension relationnelle du pouvoir.

Il est largement inspiré de la fameuse théorie de la force des liens faibles de Granovetter (1973). Le postulat de cette approche est assez simple. Chaque individu a des accointances (liens faibles) et des amis proches (liens forts⁹⁶). Les premières font partie d'un réseau de faible densité, car peu de liens entre elles, tandis que les seconds appartiennent à un réseau de forte densité, car de nombreuses connexions entre eux. Or, un individu avec de nombreuses accointances va avoir accès à une plus grande diversité d'informations circulant au sein du système social qu'un individu avec une prépondérance d'amis proches, parmi lesquels les informations tendent à circuler en vase clos⁹⁷. Considérant ainsi que les liens forts ne sont pas des « ponts » (Granovetter, 1973, p. 1364), Granovetter (1983, p. 201) estime que « Les systèmes sociaux qui ne disposent pas de suffisamment de liens faibles seront fragmentés et incohérents ». En prenant en compte les individus, cette approche a le grand mérite d'introduire, plus que la SAR, la notion d'agence. Elle ouvre en effet la voie à une réflexion sur le pouvoir en terme de relations et d'agent.

Ainsi, elle invite à penser la force d'une institution faible, et notamment d'un Etat. La faiblesse de l'Etat est ici comprise à travers sa privatisation, telle qu'entendue par Béatrice Hibou. La privatisation de l'Etat désigne ainsi des processus de gouvernance parallèles qui se traduisent par « Le recours massif à des intermédiaires privés pour un nombre croissant de fonctions qui étaient antérieurement dévolues à l'Etat, [et] le redéploiement de ce dernier » (Hibou, 2004, p. 3). Ces processus parallèles sont le résultat de deux tendances : des réformes économiques qui ont des effets collatéraux tels que la fragmentation des processus de prise de décision, et des acteurs économiques et politiques, qui ayant pris part ou non aux réformes citées précédemment, réduisent la marge de manœuvre de l'Etat et influent sur ses méthodes de gouvernance (ibid.). Le

⁹⁶ Selon Granovetter (1973, p. 1361), « La force d'un lien est la combinaison (le plus souvent linéaire) de la quantité de temps, de l'intensité émotionnelle, du degré d'intimité (confidences mutuelles) et de la réciprocité des services rendus ».

⁹⁷ Granovetter (1974) illustre ce constat par la circulation d'offres d'emplois parmi des cercles d'individus.

pouvoir repose dès lors sur la faiblesse de l'Etat ainsi que sur la multiplicité et la robustesse de ses liens faibles.

Le pouvoir de l'agent peut également s'incarner dans sa capacité à formater le réseau sociotechnique, voire le système complexe, auquel il appartient. Cela se traduit notamment par son aptitude à enrôler ou exclure des membres de ce réseau (Ruming, 2009). Cet argument, central au sein de la SAR, n'est pas éloigné de la notion de puissance structurelle élaborée par Susan Strange. Celle-ci est définie comme « Le pouvoir de structurer les cadres au sein desquels les Etats sont reliés les uns aux autres, reliés aux individus, ou reliés aux entreprises privées » (Strange, 1994, pp. 24-25). A la lecture des travaux suivants de Strange (2007 principalement), nous considérons que cette puissance structurelle n'est pas l'apanage de l'Etat et peut également être détenue par une entreprise multinationale. En ce sens, la puissance structurelle pensée par Strange est assez proche de la traduction considérée par Callon.

Une fois mis en lumière les deux versants – relations et agence – du pouvoir, il convient de s'intéresser enfin à son expression au sein d'un espace social régional en construction. Nous considérons ici que cette prise de puissance par l'Etat au sein de la régionalisation peut se traduire par le recours à des stratégies de firme, telles qu'analysées par les théories managériales. Nous reprenons ici deux concepts majeurs. Premièrement, Alan Rugman et Joseph D'Cruz (2000) ont élaboré le concept de firme emblématique pour expliquer l'expansion régionale d'une entreprise. Cette expansion se traduit par la capacité à « Prendre la direction stratégique d'un réseau d'affaires composé de quatre autres partenaires : des fournisseurs clés, des clients clés, des compétiteurs choisis, et l'infrastructure non reliée aux affaires » (1997, p. 403).

Deuxièmement, dans les environnements faiblement institutionnalisés, les entreprises, souvent sous contrôle direct ou indirect des élites au pouvoir, bénéficient d'économies de connexité, qui leur permettent de s'étendre plus aisément au niveau régional (Dieleman et Sachs, 2008). Ces économies de connexité, qui s'ajoutent aux économies d'échelle et aux économies d'envergure, sont « les bénéfices que reçoit une firme à partir des relations personnelles de sa haute direction » (ibid. p. 273). Ainsi, pour affirmer son pouvoir au sein du

processus de régionalisation, un Etat faible doit pouvoir contrôler les vecteurs de construction de l'espace social régional, influencer sur les parties prenantes, directes ou indirectes, à ce processus, encadrer les contestataires de ce processus et bénéficier des économies de connexité des intermédiaires privés qui l'incarnent. Nous qualifions un tel agent d'Etat-entreprise⁹⁸ pour sa propension à utiliser des méthodes propres aux acteurs privés pour poursuivre ses intérêts nationaux sur la scène mondiale.

Pour conclure, le pouvoir est donc entendu ici à la fois en terme d'agence et en terme de relations. Bien que changeant, il se mesure à travers la robustesse des liens d'un agent au sein d'un réseau sociotechnique et par la capacité de cet agent à traduire, diffuser et cadrer les inscriptions en circulation au sein de ce réseau. Un tel rôle n'est possible que si l'agent dominant entretient une multitude de liens faibles ou forts avec une grande diversité d'autres agents présents au sein du réseau sociotechnique. Ce pouvoir se concrétise par la prise de contrôle, directe ou indirecte, du réseau, c'est-à-dire par la capacité à influencer sur les actions et comportements des agents humains et non-humains en faveur de ses intérêts.

Hypothèses, question et méthodes

Hypothèses et question de recherche

Ce cadre théorique, fondé sur une ontologie positiviste et une épistémologie post-positiviste, nous permet de formuler les trois hypothèses de recherche suivantes.

Premièrement, nous considérons que des réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz de la Caspienne se forment sous l'effet conjugué des interactions des acteurs publics et privés, nationaux et transnationaux, et permettent la régulation des enjeux de transport des hydrocarbures caspiens dans le Caucase du Sud.

Deuxièmement, nous estimons que le débordement de ces réseaux sociotechniques se traduit par l'évolution de la configuration sud-caucasienne, configuration fondée

⁹⁸ Ce terme a été utilisé de manière normative par le philosophe canadien Gilbert Boss (2001). Il n'a cependant pas développé la portée conceptuelle de cette notion.

par la chute de l'Urss et qui se caractérise par l'engagement croissant dans cette configuration d'acteurs extérieurs à l'espace social régional, à la fois étatiques et non-étatiques.

Troisièmement, nous postulons que ce débordement conduit à la montée en puissance de l'Azerbaïdjan en tant que centre de traduction dans le système complexe de transport des hydrocarbures de la Caspienne, centre au sein duquel la distinction public-privé est abolie et qui use de la force de ces liens faibles et des économies de connexité pour s'imposer comme un *leader* régional au sein de la configuration sud-caucasienne.

Afin de clarifier la recherche, ces trois hypothèses de recherche ont été divisées en neuf sous-hypothèses.

Primo, l'enjeu de l'évacuation du pétrole et du gaz azerbaïdjanais produit des réseaux sociotechniques, qui s'intègrent dans la constitution d'un système complexe du transport des hydrocarbures de la Caspienne dans le Caucase du sud.

Secundo, les interpénétrations entre acteurs publics et privés, nationaux et transnationaux au sein de ces réseaux sociotechniques permettent de cadrer ces derniers, contribuant ainsi à réguler les enjeux de transport des hydrocarbures.

Tertio, ce processus de cadrage et de régulation contribue au développement d'interdépendances entre acteurs publics et privés, nationaux et transnationaux, permettant l'établissement de partenariats politiques public-privé entre certains de ces acteurs.

Quatro, la disparition de l'Urss en 1991 a contribué à la formation d'une nouvelle configuration dans le Caucase du Sud où le centre organisateur russe s'est délité sous l'effet de l'engagement dans la région d'acteurs publics et privés, nationaux et transnationaux, qui y sont extérieurs.

Quinto, l'évolution de cette configuration au détriment de l'ancien centre organisateur est facilitée par le développement de convergences d'élites et de solidarités au sein des réseaux sociotechniques de transport du gaz et du pétrole azerbaïdjanais.

Sexto, ces convergences entre agents conduisent au débordement de ces réseaux sociotechniques, qui ouvre la voie à un nouveau changement de la configuration

sud-caucasienne et se traduit par l'accroissement de la coopération régionale entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

Septimo, l'Azerbaïdjan est un Etat-entreprise où s'opère une privatisation du fonctionnement de l'Etat, au sein duquel dimension commerciale et dimension politique sont de plus en plus entremêlées, et où les réseaux néopatrimoniaux tiennent une place croissante au détriment des agences traditionnelles de gouvernance, conduisant à une capture de la gouvernance de l'Etat.

Octavo, en tirant parti de la force de ses liens faibles au sein du système complexe de transport des hydrocarbures de la Caspienne, l'Azerbaïdjan s'impose comme un Etat emblématique et participe de la reconfiguration géopolitique du Caucase du Sud.

Nono, le passage d'une prédominance du pétrole à une prédominance du gaz au sein du système complexe de transport des hydrocarbures de la Caspienne permet à l'Azerbaïdjan d'accroître son influence politique et économique régionale au sein de la configuration sud-caucasienne.

Ces sous-hypothèses de recherche ont été formulées *a priori*, c'est-à-dire avant la réalisation du terrain de recherche, ou *a posteriori*, c'est-à-dire à la suite de ce terrain⁹⁹. Ainsi, les sous-hypothèses 2, 3, 4, 5 et 8 ont été construites *a priori* alors celles 1, 6, 7 et 9 ont été élaborées *a posteriori*.

Pour valider, ou non, ces questions de recherche, il convient de comprendre en quoi la construction d'un système complexe de transport de pétrole et de gaz azerbaïdjanais est révélatrice de l'évolution d'une configuration dans le Caucase du Sud, évolution qui se traduit par l'affirmation politique et économique de l'Azerbaïdjan sur la scène géopolitique régionale.

Méthodologie

Les conditions de recherche

Cette recherche a débuté en octobre 2007, après la réalisation d'un mémoire de fin d'études sur le partenariat entre BP et les Etats-Unis autour de la mise en œuvre de

⁹⁹ Nous ne parlons ici que des sous-hypothèses de recherche car les « grandes » hypothèses sont le résultat de la formulation d'hypothèses *a priori* et d'autres *a posteriori*.

l'oléoduc BTC. Cette infrastructure de transport reçoit une attention particulière pour trois raisons. Premièrement, il s'agit du premier oléoduc construit dans l'espace post-soviétique et contournant la Russie. Pour cette raison, il a parfois été décrit comme le « projet du siècle » (Hoesli, 2006, p. 589), suivant le « Contrat du siècle » de 1994. Deuxièmement, en raison de cette originalité, cet oléoduc a été au centre de discussions sur le Caucase du Sud aussi bien dans les milieux diplomatiques que d'affaires, aussi bien dans la société civile qu'au sein des gouvernements locaux. Enfin, la construction de cet oléoduc a été l'occasion de la mise en œuvre d'un certain nombre de projets de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). Ces projets ont conduit à la participation d'IFI, d'ONG, d'entreprises dans la construction de cet oléoduc, sans commune mesure avec les précédentes réalisations d'infrastructures pétrolières (Leader, 2006)¹⁰⁰.

Cependant, en dépit de l'attention portée à l'oléoduc BTC, cette recherche met l'accent sur trois temporalités distinctes dans le développement de la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Le premier moment a trait à l'affirmation des indépendances et à la mise en œuvre des premières voies d'exportation du pétrole azerbaïdjanais. Le second moment concerne la construction de l'oléoduc BTC. Et, le troisième moment désigne la mise en œuvre, toujours en cours, du Corridor Sud¹⁰¹ pour approvisionner l'Europe en gaz de la Caspienne. Ainsi, les interactions étudiées dans cette recherche s'inscrivent toutes dans l'une, ou dans plusieurs, de ces trois temporalités.

Afin d'étudier ces moments, nous avons opté pour une approche qualitative, à base de revues de la littérature existante et de réalisation d'entretiens semi-directifs. Cette méthode duale s'explique par les spécificités du Caucase du Sud. Tout d'abord, la littérature universitaire ou d'investigation consacrée aux questions énergétiques dans la Caspienne s'intéresse principalement aux années 1990. LeVine (2006) ou Sen (2009) ont probablement écrit les récits les plus poussés sur les débuts de l'exportation du pétrole azerbaïdjanais après la chute de l'Urss. La

¹⁰⁰ Le seul oléoduc pouvant être comparé à ce niveau au BTC est le pipeline Tchad-Cameroun. Voir Leader (2006) sur cette comparaison.

¹⁰¹ Le terme de Corridor Sud recouvre quatre projets différents de gazoducs : l'Interconnexion Turquie-Grèce-Italie (ITGI), le gazoduc Trans-Adriatique (TAP), Nabucco et le projet quasiment avorté White Stream. Voir Lussac (2010a) pour une présentation de ces projets.

littérature scientifique sur l'oléoduc BTC est en revanche moins importante. Des articles comme ceux de Barry (2006b) et O'Lear (2004) font certes exception mais il y a un manque de publications sur ce sujet. Cet état de fait est paradoxal dans la mesure où il existe une littérature « grise » surabondante consacrée au BTC, financée souvent directement ou indirectement par BP ou les ONG protestataires. Le Corridor Sud a en revanche reçu une attention croissante, probablement en raison de ses liens avec l'UE. Que ce soit dans la presse ou dans les revues scientifiques, les articles se multiplient sur ce sujet (voir notamment Aras et Iseri, 2009 ; Lussac, 2010c ; ou Pardo Sierra, 2010).

En outre, étant donnée la faible qualité des universités en Azerbaïdjan et en Géorgie, l'utilisation de la recherche locale est fortement limitée. L'effondrement du système soviétique a en effet eu d'importantes retombées sur le monde universitaire et nombre de chercheurs se sont expatriés. Le manque de fonds disponibles et leur contrôle par les pouvoirs politiques locaux ont également porté atteinte à la qualité de la production scientifique. La littérature scientifique est souvent l'occasion d'éloges des autorités locales et de leurs politiques, étrangère ou énergétique¹⁰². De tels éloges s'expliquent aussi bien par la volonté de grimper dans la hiérarchie que par la peur de perdre son emploi. Ce biais récurrent empêche l'utilisation de tels travaux dans une thèse de doctorat qui se veut de qualité. Il faut tout de même noter que la Turquie échappe à ce problème, même si la plus grande part de la production scientifique s'intéresse exclusivement à la Turquie en relation avec ses voisins.

Enfin, les littératures scientifiques américaines et européennes souffrent elles aussi de deux biais. Premièrement, elles sont souvent orientées politiquement. Des centres de recherche tels que le *Central Asia Caucasus Institute* à l'Université américaine John Hopkins ou le centre *Caspian Studies*¹⁰³ à l'université de Harvard sont en effet financés par les compagnies pétrolières et les gouvernements de la Caspienne. Les recherches qu'elles publient sont en faveur des Etats de la région,

¹⁰² La thèse, publiée par les éditions de L'Harmattan, de Gurbanov (2007) est probablement l'ouvrage francophone le plus symptomatique de ce biais.

¹⁰³ Ce centre de recherche a même été créé par la Chambre de Commerce Etats-Unis-Azerbaïdjan (USACC).

vantant leur ouverture démocratique¹⁰⁴, même en période de répression, et la qualité de leurs politiques énergétiques. Ce biais est d'ailleurs revendiqué par les chercheurs, qui considèrent qu'il faut soutenir les régimes, même autoritaires, dans l'espace post-soviétique afin de contrecarrer les influences iraniennes et russes¹⁰⁵. L'autre biais, plus répandu en Europe, est moral. En effet, de nombreux chercheurs considèrent qu'il est de leur devoir de ne pas frayer avec les tenants de régimes autoritaires. Leurs articles sont alors uniquement basés sur des entretiens avec des membres de l'opposition et souffrent d'un manque d'objectivité¹⁰⁶. Ce positionnement politique se traduit ensuite par une incapacité à accéder aux preneurs de décision des régimes autoritaires dans les recherches suivantes afin de mettre en perspective le discours des oppositions.

Les entretiens

Ces limites de la littérature existante nous ont conduit à réaliser des entretiens de recherche. Dans le premier temps de la thèse, nous avons listé les institutions qui jouent un rôle dans la mise en œuvre d'infrastructures de transport d'hydrocarbures, avec pour but de nous entretenir avec leurs hauts responsables. Cette liste a été élaborée à l'aune des lectures et à l'occasion de deux courts voyages de recherche en Azerbaïdjan et en Géorgie en mars et juin 2008. Elle a ensuite été agrémentée au fur et à mesure des entretiens réalisés, en contactant les personnes auxquelles faisaient référence ces premiers interlocuteurs. Tous ces entretiens ont été réalisés, si possible, en tête à tête. L'objectif était de créer un climat de confiance suffisant pour que les personnes puissent se livrer. Une telle atmosphère est essentielle dans une région où de nombreux chercheurs sont accusés de travailler en réalité pour des gouvernements ou des entreprises.

Ces missions dans onze pays ont pu être effectuées grâce à une allocation de recherche de trois ans de la Délégation Générale à l'Armement au ministère français de la défense, aux soutiens de l'Ecole Doctorale de Science Politique de

¹⁰⁴ La couverture académique des réélections présidentielles successives de Nursultan Nazarbayev au Kazakhstan depuis 1991 est emblématique de cette dérive.

¹⁰⁵ Entretiens avec des chercheurs en Azerbaïdjan et aux Etats-Unis.

¹⁰⁶ Des chercheurs allemands et norvégiens travaillant sur l'Azerbaïdjan dépendent des mêmes sources et publient ainsi des articles qui ne sont que le reflet de la vision de ces membres de l'opposition. Voir par exemple Gojayev (2010) et Meissner (2010).

l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et du Centre Emile Durkheim, au programme de soutien aux jeunes chercheurs de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, au Centre d'Etudes Européennes de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (dans le cadre d'un projet de recherche sur les projets de gazoducs Nabucco et South Stream), et à un financement de GDF Suez pour un séjour en Turquie de quatre mois. Néanmoins, nous n'avons pu parfois nous rendre dans les pays ou régions de résidence des personnes à interroger, notamment au Moyen-Orient. Dans de tels cas, les entretiens ont été réalisés par téléphone, sans pour autant que le questionnaire ne soit remis au préalable.

Ainsi, quel que soit le cadre de la rencontre, tous les entretiens ont été réalisés dans des contextes similaires, et toujours sous couvert de l'anonymat. Ils ont été menés de manière semi-directive, en fixant des cadres de discussions mais en laissant l'opportunité à la personne interrogée d'aborder les sujets qui lui tenaient à cœur. Le questionnaire élaboré au préalable a été systématiquement couvert durant l'entretien¹⁰⁷. Ce dernier s'est généralement déroulé en deux étapes : une session de questions le jour même, puis un suivi à plus ou moins long terme par courriels ou par téléphone pour confronter la personne interrogée aux nouvelles informations obtenues¹⁰⁸. Cette méthode a permis de croiser au maximum les informations recueillies.

Cette technique peut surprendre mais elle se justifie par les spécificités du terrain de recherche. Nous avons été en effet confronté aux trois problèmes suivants. Tout d'abord, étant donné le caractère emblématique de l'oléoduc BTC, un nombre important de personnes veulent apparaître comme « le père » du projet. Ce désir tend à les conduire à s'approprier des décisions prises par d'autres ou à recontextualiser leurs décisions *a posteriori*. Nous avons donc tenu à croiser les informations récoltées autant que possible pour éviter l'écueil d'une personnalisation excessive. Néanmoins, quand le flou est demeuré, nous avons choisi de retenir la version racontée par le plus grand nombre.

¹⁰⁷ Nous n'avons pas jugé utile de retranscrire les questionnaires dans les textes des entretiens. Cette démarche peut surprendre, mais dans la mesure où notre usage des entretiens repose plus sur l'apport factuel que sur les nuances de l'interaction pendant l'entretien lui-même, elle nous semble fondée.

¹⁰⁸ Certaines personnes ont ainsi pu être interrogées une dizaine de fois. Néanmoins, ces discussions ne compte que pour un entretien. Voir l'annexe n° 2.

Par ailleurs, nous avons dû faire face aux techniques de communication maîtrisées par les représentants de l'industrie pétrolière. Ces techniques, pouvant être qualifiées de « langue de bois », se traduisent par un même discours tenu par des personnes aux emplois et à des moments différents. Cette pratique a été le plus souvent utilisée par des employés toujours en poste, que ce soit au sein de l'entreprise ciblée ou d'une autre. Pour éviter ces discours convenus, nous avons essayé de collecter au préalable suffisamment d'informations pour que l'interlocuteur croie, à tort ou à raison, que nous étions au courant des secrets qu'il était réticent à livrer.

Il est cependant arrivé que des personnes refusent de s'entretenir avec nous. Nous distinguons ici trois types de refus : ceux qui refusent de parler car ne voulant pas risquer leur emploi ; ceux qui ne veulent pas se retrouver confrontés à la violence caucasienne ; et enfin ceux qui n'ont manifesté aucun intérêt pour cette recherche¹⁰⁹. En fin de compte, 206 entretiens sur une liste de 245 noms ont été réalisés entre avril 2008 et juillet 2011¹¹⁰. Ces entretiens désignent exclusivement les discussions formelles, au cours desquelles nous avons pu aborder tout ou partie de notre questionnaire, et non les multiples rencontres au détour d'un repas ou d'une conférence. Bien que ces discussions aient pu être utiles pour apporter des réponses à nos questions de recherche, nous considérons leur scientificité insuffisante pour les considérer comme de véritables entretiens de recherche¹¹¹. Afin de respecter au maximum l'anonymat des personnes interrogées, nous ne mentionnons ici que l'emploi de la personne interrogée et la date de la première entrevue. Tous les entretiens sont numérotés afin de permettre un lien avec la liste d'entretiens en annexe¹¹².

Pour conclure, les limites mentionnées ci-dessus nous amènent à considérer que, même si l'approche qualitative est la plus adaptée à notre objet de recherche, elle

¹⁰⁹ Ce dernier type de refus s'est traduit, soit par une absence de réponses à des tentatives de prise de contacts répétées, soit à un report systématique, parfois sur deux ans, de l'entretien prévu.

¹¹⁰ Nous avons décidé de ne mentionner en annexe que les entretiens qui ont été réalisés.

¹¹¹ De telles discussions se heurtent en fait à deux problèmes majeurs. Tout d'abord, les personnes interrogées sont rarement ouvertes car elles ne savent pas si l'entretien est sous couvert de l'anonymat, et donc si elles n'ont pas affaire à un journaliste. Ensuite, de telles discussions sont l'occasion de propager des rumeurs, qui sont par la suite très difficilement vérifiables.

¹¹² Cette pratique peut surprendre, voire paraître un peu floue, mais elle est selon nous nécessaire pour garantir au maximum l'anonymat des personnes qui ont accepté de nous rencontrer.

n'a pas pour vocation de délivrer la vérité sur la mise en œuvre du Corridor énergétique Est-Ouest. Les récits racontés ici n'ont pas de valeur exhaustive, ils se veulent avant tout la retranscription des narratifs des acteurs qui ont fait ce corridor énergétique. Ce sont néanmoins ces perceptions et récits qui ont conduit à la régionalisation en cours entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

La régulation de l'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais

Produire, réguler et exporter les hydrocarbures azerbaïdjanais. Voilà les trois défis auxquels se sont retrouvées confrontées les TNOC débarquant en Azerbaïdjan à la fin des années 1980. Afin d'y répondre, elles ont noué des relations avec les autres acteurs présents dans le Caucase du Sud, aussi bien les gouvernements que les ONG ou les autres compagnies pétrolières. Ces multiples interactions ont abouti à la production d'un système complexe de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais. Les interpénétrations entre agents au sein de ce système complexe ont ensuite permis la régulation de la production et du transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais. Cette régulation apparaît enfin bénéficier largement à BP qui, en multipliant les partenariats, notamment avec l'Azerbaïdjan et les Etats-Unis, a renforcé sa position de centre de traduction.

1. La constitution d'un système complexe sud-caucasien de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais

Le système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais est composé de deux réseaux sociotechniques : celui de transport du pétrole azerbaïdjanais et celui de transport du gaz azerbaïdjanais. Ces deux réseaux permettent de suivre les interactions entre les agents ayant des intérêts dans la production et l'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais. Le réseau sociotechnique de transport gazier est un produit par défaut de celui de transport pétrolier, qui a commencé à émerger dès le début des années 1990. Les deux se distinguent l'un de l'autre par la diversité de leurs inscriptions et la multiplicité de leurs traductions.

1.1. La construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais

Le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais s'est construit au début des années 1990. Les rôles de l'Azerbaïdjan et de BP dans sa formation ont mené à une double-traduction de ce réseau. Cette double-traduction se répercute sur les inscriptions qui l'articulent, conduisant à la division du réseau en deux sous-réseaux distincts.

1.1.1. Les cadrages du réseau

Le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais s'est ouvert avec le début des négociations pétrolières en Azerbaïdjan. En mai 1989, la compagnie pétrolière écossaise Ramco Energy, représentée par son président Steve Remp, est la première entreprise occidentale à arriver dans la République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan (LeVine, 2007). La venue de Remp démontre aux autres TNOC que le marché pétrolier azerbaïdjanais est désormais ouvert¹¹³. A la lueur de leurs premières discussions, les autorités azerbaïdjanaises prennent rapidement conscience de la principale interrogation des TNOC : comment évacuer le pétrole de la Caspienne ?

Cette inquiétude a ouvert la voie à la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Son cadrage s'est déroulé en trois étapes. La première a consisté à délimiter le cadre géographique de ce réseau. En 1991, le président azerbaïdjanais Ayaz Moutalibov a engagé l'entreprise écossaise de construction de *pipelines*, JP Kenny, pour étudier les voies potentielles d'exportation du pétrole azerbaïdjanais¹¹⁴. Sur une trentaine d'options évoquées au départ, seules quelques-unes sont mentionnées dans l'étude finale de faisabilité : un système d'échanges pétroliers entre l'Azerbaïdjan et l'Iran, un oléoduc allant de Bakou au port turc de Ceyhan¹¹⁵, et la remise en service des anciens oléoducs

¹¹³ Entretien n° 1 avec un ancien directeur d'unité d'une NOC, 2009, et entretien n° 2 avec un ancien diplomate américain, 2010.

¹¹⁴ Entretien n° 3 avec un ancien président d'une compagnie pétrolière nationale (NOC), 2009.

¹¹⁵ Trois routes étaient alors proposées : une passant par l'Iran, une autre par l'Arménie, et une dernière par la Géorgie.

soviétiques reliant Bakou à la Géorgie et à la Russie¹¹⁶. Ce rapport délimita une première fois le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et le réduisit, d'un point de vue géographique, à six pays : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Iran, la Russie et la Turquie. Parmi ces Etats, certains cherchèrent d'ailleurs tout de suite à traduire le réseau à leur avantage. Dès 1992, la Géorgie a entamé des discussions avec l'Azerbaïdjan sur la réhabilitation de l'ancien oléoduc soviétique entre Bakou et Soupsa¹¹⁷. A la même période, la société turque BOTAS a réalisé une étude de faisabilité sur les oléoducs possibles entre Bakou et la mer Méditerranée¹¹⁸. Néanmoins, ces deux tentatives se sont heurtées à la volonté de l'Azerbaïdjan de rester maître de son avenir pétrolier.

Ce cadrage géographique s'est accompagné d'un autre de composition. La typologie du réseau a été déterminée par les gisements offerts à l'appétit des TNOC. Les gisements ACG était alors divisé en trois champs pétroliers distincts : celui d'Azéri, celui de Chirag et celui de Gouneshli en eaux profondes (*deepwater* ou *shallow Guneshli*)¹¹⁹. Dans un premier temps, les TNOC ont ciblé les gisements qui les intéressaient le plus et ont cherché à démontrer leur savoir-faire. Par exemple, Pennzoil, petite compagnie pétrolière basée aux Etats-Unis, a tout de suite pointé Gouneshli comme digne d'intérêt. Ce choix était dicté par des contraintes : Pennzoil voulait investir en Azerbaïdjan¹²⁰ mais ne souhaitait surtout pas entrer en concurrence avec les *majors* telles qu'Amoco, BP ou Shell. Gouneshli, dont peu d'entreprises voulaient¹²¹, est alors apparu comme le choix le plus logique. Puis, Pennzoil s'est lancée dans une opération de séduction des autorités azerbaïdjanaises. La ville de Bakou manquait alors désespérément de gaz. Aussi, Pennzoil, en association avec Ramco, a montré comment produire le gaz sur la plateforme d'*Oily Rocks*, gaz que SOCAR torchait auparavant¹²². Cette dernière

¹¹⁶ Entretien n° 3.

¹¹⁷ Entretien n° 4 avec un ancien président d'une NOC, 2009.

¹¹⁸ Entretien n° 5 avec un ancien diplomate turc, 2009.

¹¹⁹ Sur l'histoire de l'attribution des noms de ces trois gisements, voir LeVine (2007).

¹²⁰ Son président d'alors était l'ancien directeur de BP pour l'exploration et la production dans la Caspienne et disposait donc de nombreux contacts dans ce pays. Entretien n° 6 avec un ancien président d'une TNOC, 2010.

¹²¹ L'interrogé n° 6 nous a ainsi déclaré « Les *majors* n'étaient pas prêtes à faire les toilettes, alors que [Pennzoil], si » (« *The majors weren't ready to do toilets and [Pennzoil] was* »).

¹²² Le torchage (*flaring* en anglais) fait référence au fait de brûler, par des torchères, le gaz qui s'échappe au cours de la production de pétrole ou de gaz.

a ainsi pu produire entre 6 et 8 millions de mètres cubes supplémentaires par an et Pennzoil s'est attiré les bonnes grâces des autorités locales¹²³ (Kauzlarich, 2001).

Ce type de stratégies, employées par toutes les TNOC présentes en Azerbaïdjan¹²⁴, a permis de nouer des relations de confiance avec les autorités azerbaïdjanaises, ce qui a dissuadé ces dernières de lancer des appels d'offres pour l'attribution des gisements. Ainsi, en juin 1991, Amoco a obtenu du président Moutalibov le droit exclusif de négocier pour la production du gisement d'Azéri¹²⁵. Puis, en février 1992, Pennzoil et Ramco se sont vu octroyer la négociation exclusive pour le gisement en eaux profondes de Gouneshli. Enfin, en septembre 1992, l'alliance BP / Statoil¹²⁶ a été choisie pour négocier de manière exclusive l'exploitation du gisement de Chirag (Lussac, 2010b). Une fois ce processus d'attribution terminé, le gouvernement azerbaïdjanais et ces cinq TNOC ont signé cinq protocoles de compréhension relatifs au partage des infrastructures de transport du pétrole azerbaïdjanais (Bagirov, 1996). Cette répartition des gisements a ainsi permis de déterminer une première fois la composition du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

Cependant, ce cadrage a été remis en question par la décision de Bakou d'unifier les gisements d'Azéri, Chirag et Gouneshli. Il y avait toujours eu des suspicions sur les interconnexions entre ces trois gisements mais les géologues d'Amoco, BP et Pennzoil n'ont pu en être sûrs qu'en 1992¹²⁷. Ces trois TNOC se sont alors adressées, séparément, au gouvernement azerbaïdjanais pour le convaincre de mutualiser les négociations pour l'exploitation du pétrole de ces gisements¹²⁸. Ces parties signèrent finalement en mai 1993 un nouveau protocole de compréhension relatif à la mise en commun des programmes d'exploitation des gisements ACG (ibid.).

Cette unification des trois gisements a conduit à un nouveau cadrage du réseau sociotechnique. En effet, elle a ouvert la porte à une redistribution des rôles entre les

¹²³ Ce projet a tout de même coûté environ 500 millions de dollars. Entretien n° 6.

¹²⁴ BP a par exemple fait construire en Azerbaïdjan, par des ouvriers locaux, le pilier d'une plateforme destinée au gisement d'Andrew en mer du Nord. Entretien n° 7 avec un ancien vice-président d'une TNOC, 2010.

¹²⁵ Pour ce faire, Amoco aurait proposé à l'Azerbaïdjan de lui donner 85% des profits générés par la vente du pétrole. Entretien n° 1.

¹²⁶ Nous reviendrons dans la section 1.2.2 sur l'alliance conclue entre BP et Statoil en 1990 pour négocier des contrats pétroliers.

¹²⁷ Entretien n° 1.

¹²⁸ Entretien n° 8 avec un ancien directeur général adjoint d'une TNOC, 2010.

TNOC. Ainsi, la compagnie Unocal, basée aux Etats-Unis, a essayé d'évincer Pennzoil des négociations à son profit¹²⁹. Mais il a finalement été décidé de réattribuer à chaque entreprise un pourcentage plus ou moins égal à celui qu'il détenait précédemment dans les gisements¹³⁰. Cette unification a en outre obligé les TNOC à former un consortium pour négocier le PSA pour les trois gisements réunis¹³¹. Amoco et BP sont sorties grands vainqueurs de ce nouveau format de discussions, puisqu'elles ont été chargées de mener les négociations avec le gouvernement azerbaïdjanais au nom de toutes les autres TNOC. Cette décision a été assez dure à accepter pour les plus petites d'entre elles, qui étaient sur le point de signer un PSA et se sont soudainement vues marginalisées. Pennzoil, qui menait les discussions avec Bakou, a par exemple dû se contenter d'un strapontin à la table des négociations, effacée par les négociateurs plus expérimentés d'Amoco et de BP¹³².

L'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev en juin 1993 a affiné ce cadrage. Il a d'abord tenu à geler les négociations, qu'il considérait comme peu avantageuse pour l'Azerbaïdjan. Cette décision déçut largement les TNOC, qui espéraient signer un PSA pour les gisements ACG fin juin 1993 à Londres¹³³. Puis, Heydar Aliyev décida de remplacer la cellule de négociations de SOCAR, menée par son président Sabit Bagirov, ancien conseiller énergétique du président Eltchibey¹³⁴, par une nouvelle, plus internationale, et dirigée par un de ses fidèles : Marat Manafov¹³⁵. Ce changement s'explique autant par la volonté d'Aliyev de s'appuyer sur des personnes loyales que de montrer aux TNOC le rôle que doit jouer l'Azerbaïdjan au sein du réseau sociotechnique. En ce sens, cette décision a encore affiné le cadrage de ce réseau en mettant en lumière la place centrale de Bakou, aux côtés d'Amoco et de BP. La cellule de négociations de Manafov a cependant été un échec et, en novembre 1993, elle a été remplacée à son tour par une nouvelle équipe de SOCAR. Les négociations ont finalement abouti à la fin de

¹²⁹ Entretien n° 6.

¹³⁰ Cette décision aurait cependant été obtenue sous la pression, Pennzoil menaçant par exemple d'arrêter le projet d'Oily Rocks si elle était évincée au profit d'Unocal. Entretien n° 6.

¹³¹ Entretien n° 7.

¹³² Entretiens n° 7, 9 et 10 avec trois anciens vice-présidents de TNOC, 2010.

¹³³ Entretien n° 1.

¹³⁴ Entretiens n° 1 et n° 3.

¹³⁵ Marat Manafov aurait été un ancien major du KGB et aurait connu Heydar Aliyev lorsque celui-ci était secrétaire général du Comité central du Parti communiste azerbaïdjanais. Entretiens n° 1 et 8.

l'été 1994 et le PSA a été signé à Bakou le 20 septembre 1994. Cette signature a établi un nouveau cadre en posant sur papier les onze premiers membres – l'Azerbaïdjan, Amoco, BP, Delta-Nimir, Lukoil, McDermott, Pennzoil, Ramco Energy, TPAO, Statoil et Unocal – du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

En signant ce PSA, les TNOC ont accepté un Programme de Travail Obligatoire Minimum, d'une durée de 36 mois, prévoyant la mise en production de la plateforme Chirag 1, l'exportation du pétrole produit par cette plateforme et l'étude de faisabilité d'un oléoduc principal d'exportation¹³⁶. La production de Chirag 1, qualifiée d'*early oil*, devait être portée de 1 000 à 100 000 bpj, qu'il fallait donc évacuer¹³⁷ (Forsythe, 1999 ; Adams, 2009). Le choix de voies duales d'exportation – la NREP et la WREP – a cadré encore plus le réseau de transport pétrolier. La voie iranienne, bien que plus intéressante financièrement¹³⁸, fut écartée d'emblée sous la pression des Etats-Unis. Cette option était pourtant soutenue par BP¹³⁹ mais l'ambassadeur des Etats-Unis en Azerbaïdjan menaça les autorités azerbaïdjanaises de forcer les TNOC basées aux Etats-Unis à quitter l'AIOC si Téhéran bénéficiait de la manne pétrolière, que ce soit par le transport ou la prise d'intérêts dans le consortium¹⁴⁰. La mise en œuvre de l'exploitation du pétrole azerbaïdjanais a donc permis de poser les premières bases du réseau sociotechnique de transport. Elle a affiné son cadre géographique – l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Russie et la Turquie – ainsi que sa composition. Elle a surtout posé les bases de sa future traduction, l'Azerbaïdjan et BP y obtenant une place centrale.

1.1.2. La double traduction du réseau

Le processus de négociations du PSA pour les gisements ACG a permis à BP de se mettre en position de force au sein du réseau sociotechnique en construction. Son

¹³⁶ Entretien n° 11 avec un ancien directeur général pour la Caspienne d'une TNOC, 2009, et entretien n° 12 avec un ancien vice-président d'une TNOC, 2010.

¹³⁷ Entretien n° 11.

¹³⁸ Selon Adams (2000), le transport d'un baril de pétrole entre Bakou et le sud de l'Iran, *via* un système d'échanges (*swap*), aurait coûté 4,9 dollars alors que le transport du même baril entre Bakou et Batoumi en Géorgie coûtait 6,5 dollars.

¹³⁹ Entretien n° 13 avec un ancien diplomate britannique, 2010.

¹⁴⁰ Heydar Aliyev avait promis 5% des parts de SOCAR dans les gisements ACG à la compagnie pétrolière iranienne NIOC. Mais, face à la pression des entreprises basées aux Etats-Unis de quitter l'AIOC, Aliyev a dû renoncer. Entretien n° 2 et entretien n° 14 avec un ancien vice-président d'une TNOC.

statut de *major* de l'industrie, le fait qu'elle ait obtenu le droit de négocier pour le gisement le « plus propre »¹⁴¹ des trois et son rôle dans la co-rédaction du PSA ont fait de BP un choix logique pour devenir co-opérateur, avec Amoco, des principales ressources pétrolières azerbaïdjanaises¹⁴². Ce statut, qui s'accompagnait de l'attribution de 17,13% des gisements ACG, était on ne peut plus stratégique pour l'avenir de BP au sein de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise. Premièrement, la co-rédaction du PSA pour les gisements ACG lui a permis de poser le cadre de référence de tous les accords juridiques encadrant la production des hydrocarbures azerbaïdjanais¹⁴³. Bakou insistait par exemple pour que le PSA soit régi par le droit azerbaïdjanais alors que BP souhaitait qu'il le soit par le droit anglais. Sur les sujets sur lesquels ni l'une, ni l'autre ne voulait lâcher, il a finalement été décidé que le droit d'Alberta (Canada), établi dans un contexte d'exploitation pétrolière, s'appliquerait. Or, ce droit est très proche du droit anglais. Le PSA pose donc un cadre qui, à défaut d'être favorable à la compagnie anglo-saxonne, lui est au moins familier¹⁴⁴. Deuxièmement, la coopération des gisements ACG s'est traduite dans les faits par l'obtention de la présidence de l'AIOC¹⁴⁵. Cette place centrale au sein de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise balbutiante a naturellement débouché sur un pouvoir de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

Cette capacité s'est d'abord fait jour au moment du débat sur les voies d'exportation de l'*early oil*. En février 1995, lors d'une réunion secrète organisée par Heydar Aliyev et rassemblant le président de SOCAR, Natig Aliyev¹⁴⁶, le vice-président de SOCAR (et fils de Heydar), Ilham Aliyev, et le directeur de la division Investissements extérieurs de SOCAR, Valeh Alasgarov¹⁴⁷, Terry Adams

¹⁴¹ « *Azeri was the cleanest of the group* ». Entretien n° 6.

¹⁴² Entretiens n° 1 et 11.

¹⁴³ Entretien n° 15 avec le directeur pour la zone Caspienne d'une TNOC, 2009.

¹⁴⁴ Entretien n° 16 avec un directeur d'une firme juridique, 2011. Ce chevauchement de trois droits différents rendrait le PSA très difficile à interpréter devant une cour d'arbitrage. Ceci explique probablement que, jusqu'à présent, tous les litiges aient été résolus par la négociation.

¹⁴⁵ Cette présidence était au départ tournante entre Amoco et BP. La première avait obtenu la présidence du Comité conjoint de direction de l'AIOC (où siège SOCAR en tant que représentante du gouvernement azerbaïdjanais) tandis que la seconde a choisi la présidence de l'AIOC (où ne sont présentes que les TNOC). Au bout de cinq ans, Amoco et BP devaient échanger les rôles. Cet accord a néanmoins pris fin avant toute rotation, les deux entreprises ayant fusionné en 1999. Entretien n° 17 avec un ancien président de TNOC, 2010.

¹⁴⁶ Aucun lien de parenté avec Heydar Aliyev.

¹⁴⁷ Nous reprenons ici la retranscription de l'écriture azérie en alphabet latin utilisée par le Parlement azerbaïdjanais (*Milli Maclis*), dont V. Alasgarov est aujourd'hui le porte-parole adjoint et le président du comité Energie. Son nom est

était le seul représentant d'une TNOC présent (Adams, 2009). Il participait certes à cette conférence en tant que président de l'AIOC mais, étant toujours officiellement employé de BP, il pouvait informer en avance BP des positions des autorités azerbaïdjanaises. Les décisions qu'il a prises à la tête de l'AIOC n'ont d'ailleurs jamais été au détriment de la firme anglo-saxonne¹⁴⁸. Cette centralité de BP lui permettait ainsi de disposer en premier des informations qui circulaient au sein du réseau sociotechnique en formation.

Sa capacité de traduction s'est ensuite affirmée durant la mise en œuvre de l'oléoduc BTC. BP a ainsi été chargée, en tant qu'opératrice unique des gisements ACG, de former un groupe de compagnies souhaitant prendre des parts dans le futur oléoduc principal d'exportation des ressources azerbaïdjanaises¹⁴⁹. Ces entreprises ont été ensuite réunies au sein d'un consortium – BTC Co (pour *BTC Pipeline Company*)¹⁵⁰ – ayant pour mission de négocier avec les parties prenantes (les Etats de transit mais également les ONG et les IFI) la mise en œuvre du BTC. BP a pris la tête de BTC Co et a notamment rédigé les accords de pays hôte (HGA). Ce type d'accords détermine les responsabilités des Etats de transit et des investisseurs dans la gestion d'une infrastructure de transport énergétique. Il y en a un pour chaque Etat de transit, trois en l'occurrence.

BP a rédigé la première mouture de ces HGA. Pour ce faire, elle a engagé un jeune consultant juriste chez Baker Botts, Thomas Dimitroff, et a recruté un ancien représentant de Pennzoil au sein de l'AIOC¹⁵¹. Les deux ont rapidement rejoint le groupe de travail sur le BTC au sein de BP Azerbaïdjan. Ils ont dessiné trois HGA très similaires pour les trois Etats de transit considérés (Boyd-Carpenter et Labadi, 2004). Ces HGA formalisent principalement l'autorisation donnée par les Etats de transit à BTC Co pour construire et opérer l'oléoduc BTC sur leurs territoires. Ils sont constitués autour de neuf thèmes principaux. Le premier autorise officiellement

parfois également écrit « Valekh Aleskerov ». Nous procéderons de la sorte pour tous les noms propres azéris au cours de cette recherche.

¹⁴⁸ « Terry Adams n'était pas un électron libre, il mettait toujours en œuvre les politiques de BP » (« *Terry Adams was not a maverick. He always implemented BP policies* ») Entretiens n° 17 et 18 avec un ancien directeur Azerbaïdjan d'une TNOC, 2009.

¹⁴⁹ Entretien n° 19 avec le directeur du service Infrastructures pétrolières et gazières d'une IFI, 2010.

¹⁵⁰ BTC Co est composé de BP (30,1%), d'AzBTC (filiale de SOCAR et du ministère azerbaïdjanais du Développement économique, 25%), Chevron (8,9%), Statoil (8,71%), TPAO (6,53%), ENI (5%), Total (5%), Itochu (3,4%), INPEX (2,5%), ConocoPhillips (2,5%) et Hess (2,36%).

¹⁵¹ Entretiens n° 8 et n° 20 avec un ancien haut responsable d'une organisation internationale, 2010.

la construction de l'oléoduc et garantit que l'Etat de transit n'interrompra pas le flux de pétrole. Le second définit les actions qu'entreprend l'Etat de transit pour favoriser la construction et l'opération de l'oléoduc. Le troisième protège les investisseurs de tout changement de loi par l'établissement de clauses de stabilisation¹⁵². Le quatrième détermine le régime de taxes auquel sont soumis les investisseurs. Le cinquième fixe le cadre au sein duquel l'Etat de transit doit compenser les investisseurs pour toute perte financière. Le sixième détaille la responsabilité de BTC Co en cas de rupture unilatérale des accords avec les Etats de transit et les parties tierces. Le septième explique les normes environnementales, de santé et de sécurité qui doivent être mises en œuvre au cours de la construction de l'infrastructure de transport. Le huitième encadre le processus d'acquisition et de compensation des terres pour poser l'oléoduc. Enfin, le neuvième définit le statut du HGA vis-à-vis du droit local. Ce type d'accords a été très critiqué, aussi bien par les Etats de transit que par les ONG (Amnesty International, 2003 ; Hildyard et Muttit, 2006 ; Shemberg, 2008). L'ancien consultant juridique d'un Etat de transit nous a ainsi affirmé que les HGA relevaient du « colonialisme juridique » et constituaient une « violation de la démocratie »¹⁵³.

Malgré ces critiques, BP n'a pas voulu remettre en cause ce cadre juridique car sa volonté principale était de protéger les investisseurs du climat géopolitique sensible au Caucase du Sud¹⁵⁴. Officiellement, ces HGA étaient ouverts à négociations avec les Etats de transit. Ces négociations ont cependant été très limitées et ont essentiellement porté sur des points sectoriels, comme les normes environnementales ou les acquisitions de terre¹⁵⁵. Les points les plus sensibles, comme les clauses de stabilisation ou le rapport des HGA au droit local, n'ont pu être contestés. Tous les HGA ont tout de même été ratifiés par les Parlements azerbaïdjanais, géorgien et turc à l'automne 2000 et BP a obtenu ce qu'elle voulait : un régime juridique d'exception pour l'oléoduc BTC et ses investisseurs. Le réseau sociotechnique de

¹⁵² « Une clause de stabilisation assure que la loi en vigueur dans un Etat à une date donnée – habituellement, au moment où le contrat prend effet – est la loi qui s'appliquera pour déterminer les termes du contrat quels que soient les futurs législations, décrets ou régulations mis en œuvre par le gouvernement. [...] En d'autres termes, en acceptant une clause de stabilisation, un Etat renonce à son droit de changer unilatéralement le régime et les droits auxquels l'investisseur est soumis, et dont il profite » (Comeaux et Kinsella *in* Leader, 2006, p. 672).

¹⁵³ « *HGAs are violations of democracy and create dictator states! They simply are legal colonialism* ». Entretien n° 21 avec un ancien consultant d'une NOC, 2010.

¹⁵⁴ Entretien n° 22 avec un ancien représentant d'une TNOC en Azerbaïdjan, 2010.

¹⁵⁵ Entretien n° 23 avec un ancien juriste d'une NOC, 2009.

transport du pétrole azerbaïdjanais est ainsi un espace juridique à part, où les seules lois qui comptent, à l'exception des Constitutions nationales, sont celles fixées par les HGA. Les normes créées par ces derniers sont au-dessus du droit local et ne peuvent souffrir d'aucune contestation juridique¹⁵⁶. En établissant les règles qui déterminent les relations entre les agents au sein du réseau de transport du pétrole azerbaïdjanais, BP a donc affirmé sa capacité de traduction et s'est imposé comme un actant. Cependant, elle doit partager ce statut à part avec l'Azerbaïdjan, qui dispose d'une force de traduction dans le cadrage du réseau.

Bakou s'est d'abord imposée comme un centre de traduction au cours des négociations du PSA pour les gisements ACG. En effet, la reprise à zéro de ces discussions a posé la question de l'attribution des parts dans ces gisements. Les TNOC étaient favorables à un partage équitable sur les bases des parts détenues dans chaque gisement individuel. Elles reconnaissaient également que les deux *majors* représentées depuis 1990 dans la Caspienne méritaient, en raison de leurs compétences techniques, de détenir les parts les plus importantes. Cependant, pour l'Azerbaïdjan, le partage des parts dans les gisements ACG ne devait pas être une affaire exclusivement commerciale et technique. Aussi, malgré les demandes des TNOC, Heydar Aliyev a insisté pour que les parts dans les gisements ACG reflètent également les intérêts géopolitiques de l'Azerbaïdjan (Hemming, 1998). Pennzoil n'obtint ainsi que 10% des parts alors qu'elle souhaitait obtenir 20% et Lukoil se vit octroyer 10% sans avoir jamais pris part aux négociations du PSA¹⁵⁷. Quant à BP, Bakou lui attribua la co-opération des gisements ACG pour contrebalancer l'influence des TNOC basées aux Etats-Unis au sein de l'AIOC¹⁵⁸. L'Azerbaïdjan manifesta de cette manière sa volonté de ne pas voir la production et l'exportation de ses hydrocarbures lui échapper¹⁵⁹.

Cette motivation se confirma dans les mois suivants par la signature du « Contrat du Siècle ». En effet, en vertu du PSA, l'Azerbaïdjan dispose de 50% des droits de vote au sein du Comité de pilotage (*steering committee*) des gisements ACG. Ce comité

¹⁵⁶ Entretien n° 24 avec un responsable d'une TNOC en Azerbaïdjan, 2009.

¹⁵⁷ Entretiens n° 7 et 22.

¹⁵⁸ Entretien n° 11.

¹⁵⁹ A l'exception de Pennzoil, qui fut perdante dans cette redistribution, les autres TNOC ont soutenu cette attribution politique des parts dans les gisements ACG, étant soucieuses de ne pas alimenter les antagonismes géopolitiques dans le Caucase du Sud. Entretiens n° 2 et 6.

de pilotage réunit le gouvernement azerbaïdjanais, représenté notamment par SOCAR, et l'AIOC, représenté par BP. Son rôle est de valider les décisions prises par le Comité conjoint de direction¹⁶⁰ (*joint management committee*) de l'AIOC, qui ne réunit que les TNOC, dans le développement des gisements ACG. Une fois validées, les dépenses effectuées à la suite de ces décisions sont remboursées aux investisseurs dans le cadre du programme de recouvrement des coûts établi par le PSA¹⁶¹. Une telle organisation est stratégique car elle signifie que l'AIOC ne peut mettre en œuvre de programme de travail sans l'approbation au préalable du comité de pilotage, du moins si elle veut se voir rembourser les investissements consentis¹⁶². Aussi, lorsque durant la réunion secrète de février 1995, Heydar Aliyev informa Terry Adams qu'il souhaitait voir mis en œuvre des voies duales d'exportation pour l'*early oil*, il apparut clair que l'AIOC n'avait d'autre choix que de suivre les demandes du président azerbaïdjanais (Adams, 2009). Le président de l'AIOC a eu beau insister pour que seule la NREP soit mise en œuvre, il a dû s'incliner devant le président de la République azerbaïdjanaise¹⁶³. Toutes les décisions étant prises au sein du comité de pilotage à l'unanimité, un autre choix que celui voulu par le gouvernement azerbaïdjanais aurait été rejeté et les TNOC auraient eu à assumer seules les coûts de construction et de réhabilitation des oléoducs choisis. L'Azerbaïdjan joua donc un rôle majeur dans le cadrage du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Elle choisit en amont les agents non humains qui allaient structurer celui-ci. En influant sur la composition et le cadre de ce réseau, elle y démontra sa capacité de traduction.

1.1.3. La division du réseau

Cependant, au moins dans les années 1990, l'Azerbaïdjan s'avéra être un centre de traduction faible. En dépit de sa capacité à peser sur la composition et la forme du réseau, elle ne put s'opposer à la force de traduction de BP. Par exemple, comme

¹⁶⁰ Après la fusion d'Amoco et de BP, ce comité est devenu le Comité conjoint des contractants. Pour des raisons de compréhension, nous conservons tout au long de cette recherche le terme de « comité conjoint de direction ».

¹⁶¹ Entretien n° 11.

¹⁶² Nous reviendrons dans la section 8.1.2 sur le partage des revenus de la vente du pétrole entre l'AIOC et l'Azerbaïdjan. Néanmoins, ce partage est calculé de manière à ce que, au cours de la première phase d'exploitation, les investisseurs se voient remboursés la majeure partie de leurs investissements.

¹⁶³ Entretiens n° 11 et 25 avec un ancien haut responsable d'une NOC, 2011.

les autres Etats de transit, elle se fit imposer le HGA rédigé par BP¹⁶⁴. Surtout, tout au long des années 1990, la guerre du Haut-Karabagh pesa lourdement sur les finances publiques. Afin de financer son effort de guerre, qui s'ajoutait à la crise économique causée par l'effondrement de l'Urss, l'Azerbaïdjan dut renoncer à une partie de ses parts dans l'AIOC. En effet, lors de la signature du PSA en 1994, SOCAR obtint 20% des gisements ACG. Mais il apparut rapidement que Bakou ne pouvait assumer leur achat. Aussi, elle fut contrainte de vendre la moitié de ses parts à des tierces parties. Ces 10% furent partagés, à moitié égale, entre Exxon et la Turquie TPAO. Elles acceptèrent de payer un prix supérieur à celui du marché, soit 173,2 millions de dollars, et fournirent des garanties bancaires pour permettre à SOCAR de financer l'achat des 10% restants¹⁶⁵ (Bagirov, 1996). En dépit de sa capacité à influencer la composition et le cadre du réseau de transport de pétrole azerbaïdjanais, sa situation économique faisait de l'Azerbaïdjan un centre de traduction relativement faible.

Cette faiblesse s'est ressentie dans les inscriptions qu'a apposées Bakou sur ce réseau. En effet, une nouvelle fois, Heydar Aliyev souhaita donner une connotation politique à ce dernier. Le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais devait permettre à l'Azerbaïdjan de recevoir un soutien politique et financier de la part des Etats-Unis, de l'Union européenne et des IFI. La Société Financière Internationale (SFI) et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) ont par exemple été contactées en 1997 pour participer au financement post-projet de la WREP¹⁶⁶. Elles devaient aider à compenser financièrement les personnes dont les terres avaient été saisies pour la réhabilitation de cet ancien oléoduc soviétique en piteux état. Leur engagement venait ainsi compenser l'incapacité de l'Etat à indemniser ses propres citoyens. En facilitant le transport de son pétrole vers l'Europe et en contournant partiellement la Russie, l'Azerbaïdjan espérait également s'attirer les bonnes grâces de l'Europe. Elle considérait que la manifestation de son bon vouloir pétrolier contribuerait à

¹⁶⁴ Entretien n° 20.

¹⁶⁵ Un tel procédé, dénommé *carry*, est assez courant dans l'industrie pétrolière. Il a pour but de s'assurer de la participation de NOC dans un consortium composé majoritairement de TNOC. Ces dernières espèrent ainsi limiter les risques entre elles et les autorités locales. Entretiens n° 14 et 25.

¹⁶⁶ Entretiens n° 12 et n° 26 avec un ancien directeur commercial de TNOC, 2010.

limiter l'influence de la diaspora arménienne aux Etats-Unis et en Europe, notamment en France, dans la résolution du conflit du Haut-Karabagh¹⁶⁷.

Cette vision politique du réseau sociotechnique s'est heurtée à celle commerciale des TNOC, et particulièrement de BP (LeVine, 2007). Dans une logique commerciale, ces dernières souhaitaient que la voie d'exportation choisie soit la moins chère et la plus rentable. Dans cette perspective, la voie iranienne, évoquée plus haut, apparaissait comme la plus intéressante. Mais, étant tout de suite écartée, la NREP se démarqua alors. Elle avait le mérite d'offrir un coût de capital, c'est-à-dire de mise en œuvre, très bas, et ce bien que le tarif de transit (pris par la société russe Transneft) soit ensuite élevé (15,67 dollars par tonne de pétrole) (Radon, 2009). Certes, le transit par la WREP avait un coût très faible (0,18 dollar par baril) mais son coût de capital était élevé, en raison du piteux état de cet oléoduc (Billmeier, Dunn et van Selm, 2004). Il fallait rénover tout le tube¹⁶⁸ mais également construire un terminal pétrolier sur la côte géorgienne de la mer Noire. Cette accumulation de frais menaçait la rentabilité du baril azerbaïdjanais à Rotterdam, où il est en concurrence avec l'or noir du Moyen-Orient¹⁶⁹. Aussi, la NREP était soutenue par BP, qui voyait là l'opportunité d'évacuer rapidement et à coût relativement faible le pétrole azerbaïdjanais¹⁷⁰. En dépit de six mois de négociations intenses et d'un *lobbying* actif de BP, *via* notamment le président de l'AIOC, Heydar Aliyev ne céda pas et maintint son avis de départ favorable à la WREP (LeVine, 2007). Les deux options furent finalement choisies, laissant penser la fusion des inscriptions politiques et commerciales de l'Azerbaïdjan et de certaines TNOC¹⁷¹.

La coexistence pacifique de ces deux inscriptions ne signifie pas pour autant l'absence de toute autre inscription. Au contraire, la faiblesse de l'Azerbaïdjan en tant que centre de traduction a ouvert la voie à une troisième inscription au sein du réseau sociotechnique. Dans les années 1990, Bakou devait faire face à deux problèmes majeurs : l'instabilité politique et la crise économique. Pour y répondre,

¹⁶⁷ Entretien n° 27 avec un diplomate azerbaïdjanais, 2011.

¹⁶⁸ Seulement entre 30 et 40 kms de l'ancien oléoduc ont pu être conservés, sur une longueur totale de 827 kms, celui-ci étant criblé de trous. Entretien n° 18.

¹⁶⁹ Entretien n° 11.

¹⁷⁰ Entretien n° 12.

¹⁷¹ Nous reviendrons dans les sections 2.1.2 et 3.3.1 et sur les positionnements politiques de Pennzoil et de TPAO.

l'Azerbaïdjan a gravé une inscription supplémentaire dans le réseau de transport pétrolier. En effet, l'inscription géopolitique ne suffisait pas à régler les problèmes intérieurs du pays, dans la mesure où le rôle de Bakou était limité par la force de traduction de BP. Les autorités locales devaient donc trouver un moyen pour acheter la paix sociale et permettre l'enrichissement des élites azerbaïdjanaises. Elles ont alors enrôlé de nouveaux agents au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. En 1996, Heydar Aliyev a attribué au groupe d'affaires¹⁷² Azersun Holding la gestion pour 25 ans du terminal pétrolier de Dyubendi et le droit d'utiliser l'oléoduc Dyubendi-Ali-Bayramli, relié ensuite à la voie ferrée Bakou-Batoumi (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2009). Cette manœuvre était destinée à satisfaire l'appétit financier des anciens alliés de Heydar Aliyev, à l'époque où il vivait en exil au Nakhitchévan. Elle a permis à Azersun Holding d'obtenir le monopole de la gestion de la voie ferrée Bakou-Batoumi dans le transport de pétrole et de produits pétroliers pendant douze ans¹⁷³. Depuis 2009, un nouveau groupe d'affaires – AzPetrol International Holding¹⁷⁴ – est venu concurrencer, avec succès, Azersun Holding dans ce secteur.

Cette partie du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais est dominée par un système capitalistique de copinage¹⁷⁵. La concurrence y est faussée par les plus hautes sphères de l'Etat azerbaïdjanais, les tentatives de corruption y sont monnaie courante et les attributions des marchés semblent toujours plus floues¹⁷⁶ (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2009 ; Lussac, 2010b). Toutes les entreprises impliquées, à l'exception d'ExxonMobil, sont domiciliées en Azerbaïdjan, en Géorgie ou dans la zone libre de commerce de Jebel Ali à Dubaï. Un tel environnement tend à dissuader les TNOC de prendre part à cette partie du réseau. Au-delà de l'aspect

¹⁷² Un groupe d'affaires (*business group*) est une « Collection de firmes liées ensemble de manière formelle et/ou informelle » (Granovetter, 1995, p. 95). Azersun Holding est composée notamment d'AzTransRail, de Middle East Petroleum Farm (MEPF), de PetroTrans et de QavqazTransServis. Ces cinq firmes sont reliées entre elles par un propriétaire commun : « Monsieur Azersun ».

¹⁷³ Entretien n° 28 avec un *trader* dans la Caspienne, 2011.

¹⁷⁴ AzPetrol est notamment composée de deux filiales : AzerTrans et Baghlan Trading. Elle est contrôlée par un membre de la présidence de la République azerbaïdjanaise : « Monsieur Sécurité ».

¹⁷⁵ Par capitalisme de copinage (*crony capitalism* en anglais), nous entendons un système au sein duquel « Les hommes d'affaires appartenant au secteur privé bénéficient énormément de leurs relations proches avec des officiels de premier plan et des politiciens, obtenant non seulement la protection de toute compétition étrangère, mais aussi des concessions, des licences, des droits monopolistiques, et des subsides gouvernementales » (White, 2004, p. 389).

¹⁷⁶ Entretiens n° 29 avec un ancien représentant d'une TNOC en Azerbaïdjan, 2009, et 30 avec un directeur d'une ONG au Caucase du Sud, 2011.

sécuritaire inhérent au transport pétrolier par fret¹⁷⁷, ces entreprises craignent de se faire entraîner dans des affaires de corruption. Elles pourraient alors se retrouver sous le coup de la Loi américaine sur les Pratiques de Corruption à l'Etranger (*Foreign Corrupt Practices Act*, FCPA)¹⁷⁸. Cette crainte incite les TNOC à se tenir à l'écart de ce mode de transport et la plupart des représentants de TNOC à Bakou ne savent d'ailleurs pas comment il est organisé. Seule ExxonMobil y prend part, forcée par son absence au sein du consortium BTC Co.

La coexistence de ces trois inscriptions parallèles a des retombées importantes sur la structure du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Elles induisent une division de ce dernier en deux sous-réseaux, incarnée à travers les agents non humains. Ainsi, le premier est agencé autour des oléoducs BTC et WREP et se caractérise par la circulation des inscriptions commerciales des TNOC et géopolitiques de l'Azerbaïdjan. Les TNOC disposent d'un environnement commercial stable et sûr, créé par eux, pour bénéficier de la vente du pétrole azerbaïdjanais. Bakou profite de ce havre aux normes de l'industrie pétrolière internationale pour attirer des soutiens politiques et financiers. Le deuxième sous-réseau est composé majoritairement de moyennes entreprises ; il est traduit par la présidence azerbaïdjanaise et est régi par un système capitalistique de copinage. Il a pour but de contribuer à l'enrichissement des élites azerbaïdjanais et, ainsi, de maintenir la stabilité politique du pays (Lussac, 2010b). Cette division du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais met ainsi en lumière les forces de traduction qui y règnent et les diverses inscriptions que les agents y gravent. Elle permet de saisir les interactions complexes qui structurent l'exploitation et le transport du pétrole azerbaïdjanais.

¹⁷⁷ Par exemple, un convoi ferroviaire peut en effet facilement être attaqué ou avoir un accident, qui engendrerait des fuites importantes d'hydrocarbures dans l'environnement local. Entretien n° 31 avec le directeur des relations extérieures d'une TNOC en Géorgie, 2011.

¹⁷⁸ Depuis 1998, cette loi punit notamment les entreprises américaines et les entreprises étrangères listées sur une bourse américaine d'une amende pouvant aller jusqu'à deux millions de dollars et de pénalités jusqu'à 10 000 dollars par violation. Elle s'accompagne également d'une mise sous surveillance étroite de toute entreprise reconnue coupable.

1.2. La construction du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais

Le réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais s'est construit par défaut vis-à-vis de son homologue pétrolier. Il a progressivement émergé à une époque où le gaz était une marchandise mineure comparée au pétrole. Il a néanmoins donné lieu à des traductions multiples reflétant les intérêts des différents agents en son sein. Il est aujourd'hui en plein élargissement alors que le gaz naturel apparaît comme la source d'énergie permettant de maintenir un niveau de production d'énergie élevé tout en réduisant les émissions de gaz carbonique (Lussac, 2010d).

1.2.1. Un réseau par défaut

Au début des années 1990, le gaz intéresse peu en Azerbaïdjan. Il n'existe aucun moyen de le transporter (les anciens gazoducs soviétiques sont en mauvais état) et le seul marché disponible – l'Europe – n'est pas accessible¹⁷⁹. Pourtant, au cours des négociations pour les champs ACG, il apparaît rapidement que le gisement de Gouneshli contient, outre du pétrole, du gaz associé¹⁸⁰. Néanmoins, les TNOC ne s'y intéressent pas et il est décidé que, à défaut de le torcher, il sera donné gratuitement à SOCAR. Pour les TNOC, cela permettait d'externaliser les coûts de gestion de ce gaz. Quant à SOCAR, elle pouvait s'en servir pour combler les besoins en gaz en Azerbaïdjan. Ce partage est d'ailleurs formalisé dans le PSA pour les gisements ACG, dans l'article XV (SOCAR et al. 1994).

Le gaz est donc un enjeu mineur en Azerbaïdjan et, si Shah Deniz reçoit dès 1992 une attention particulière de la part de BP, c'est parce que la firme anglo-saxonne est alors convaincue qu'il s'agit d'un gisement pétrolier¹⁸¹. Aussi, lorsqu'elle obtient de la part d'A. Eltchibey le droit exclusif de négocier non seulement pour Chirag mais également pour Shah Deniz, elle pense avoir réalisé une très bonne opération (LeVine, 2007). Cet enthousiasme retombe cependant devant l'insistance des géologues azerbaïdjanais à décrire ce dernier champ comme un gisement

¹⁷⁹ Entretien n° 1.

¹⁸⁰ Le gaz associé est le gaz présent au sein de réservoirs de pétrole.

¹⁸¹ Entretien n° 18.

gazier¹⁸². Dès lors, BP s'en désintéresse et laisse Statoil, avec qui elle est alors alliée, se chargeait des négociations¹⁸³. Ce partage des rôles augure des rapports de pouvoir au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais.

Cependant, l'intérêt pour le gaz de Shah Deniz n'est pas partagé à tous les niveaux de Statoil. Les hauts dirigeants de la compagnie norvégienne, comme de BP d'ailleurs, ne veulent pas entendre parler d'un gisement gazier. Shah Deniz s'annonce extrêmement difficile à exploiter, le gaz a alors une faible valeur et il n'y a pas de marché proche disponible pour vendre cette marchandise. Pourtant, les négociateurs de BP et, surtout, de Statoil sur la Caspienne perçoivent l'intérêt potentiel de ce gisement. Pour la compagnie norvégienne, Shah Deniz est considéré comme une opportunité unique pour occuper une place importante en Azerbaïdjan¹⁸⁴. Ces négociateurs décident alors de le « vendre » à leurs hiérarchies respectives comme un champ de pétrole¹⁸⁵. Ils s'appuient sur les rapports de certains géologues de BP et de Statoil qui considèrent que Shah Deniz pourrait contenir principalement du condensat lourd¹⁸⁶. Cette stratégie porte ses fruits et un PSA est signé pour ce gisement en juin 1996.

Shah Deniz est officiellement reconnu comme un gisement gazier en juillet 1999. Ce n'est une surprise pour personne, tant il est apparu depuis 1996 qu'il y avait peu de chances qu'il contienne du pétrole en grande quantité¹⁸⁷. Cependant, comme tous les Etats post-soviétiques, l'Azerbaïdjan a alors une consommation intérieure de gaz très importante (Neff, 2009). Certes, la crise économique a engendré une chute de 60% de celle-ci entre 1992 et 1998 mais l'Azerbaïdjan continue à concevoir le gaz essentiellement comme un bien de consommation et non d'exportation (ibid.). Ainsi, en 1999, l'intégralité de la production azerbaïdjanaise de gaz, soit 5,6 bcm, est consommée à l'intérieur du pays (BMI, 2007). Mais, pour les membres du consortium Shah Deniz, il faut dédier la production de ce champ à l'exportation car, le marché azerbaïdjanais étant subventionné, il ne serait pas

¹⁸² Entretien n° 18.

¹⁸³ Entretiens n° 8 et 18.

¹⁸⁴ Entretiens n° 1 et 32 avec un ancien directeur d'une NOC, 2010.

¹⁸⁵ Entretiens n° 1, 8, 18 et 33 avec un ancien président d'une TNOC, 2010.

¹⁸⁶ Le condensat est un type de pétrole gazeux qui, comme son nom l'indique, se condense à l'air libre.

¹⁸⁷ Il y a néanmoins un peu de condensat, à hauteur de 240 millions de tonnes de réserve (Global Data, 2010a).

possible de vendre le gaz aux prix des marchés internationaux¹⁸⁸. Les TNOC entreprennent alors de changer le mode de conception du gaz des autorités azerbaïdjanaises. Fin 1995, Statoil, en partenariat avec le consulat de Norvège en Azerbaïdjan, lance un programme de rationalisation de la consommation intérieure de gaz¹⁸⁹. L'objectif est d'inciter Bakou à concevoir le gaz en terme d'exportation et non plus en terme de consommation. Il est relativement atteint : la consommation intérieure de gaz continue d'augmenter, passant de 5,2 bcm en 1998 à 8 bcm en 2003 (BMI, 2007). Le principal est néanmoins réussi : le gaz de Shah Deniz est dédié à l'exportation.

Cette décision, prise par l'Azerbaïdjan mais influencée par Statoil, pose les bases du futur réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Il faut ensuite trouver un marché d'exportation. Quatre sont alors disponibles : la Géorgie, l'Iran, l'est de la Russie et la Turquie¹⁹⁰. Les deux premiers sont écartés d'emblée car ce sont tous deux des marchés subventionnés, dont l'offre d'achat n'est pas en mesure de rentabiliser les investissements réalisés pour Shah Deniz. Le troisième apparaît être un marché intéressant mais trop petit et peu fiable commercialement. Même s'il est alors saturé, le marché turc apparaît finalement comme le plus intéressant¹⁹¹. Mais le gaz azerbaïdjanais s'y trouve en concurrence avec celui en provenance de Russie et d'Iran, voire du Turkménistan. Un contrat de vente est donc négocié à la va-vite et est signé le 12 mars 2001¹⁹². Ce contrat détermine la structure du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais : il regroupe trois pays – l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie – et réunit six entreprises pétro-gazières – BP, Statoil, Lukoil, NICO, SOCAR, Total et TPAO.

Mais ce réseau apparaît comme un réseau par défaut par rapport à celui du transport de pétrole azerbaïdjanais. Outre le fait que les agents non humains traversent les mêmes pays, le premier a surtout bénéficié du cadre juridique posé par le second¹⁹³. En effet, les HGA signés entre les membres du consortium Shah

¹⁸⁸ Entretien n° 1.

¹⁸⁹ Entretiens n° 18 et 34 avec un ancien diplomate norvégien, 2009.

¹⁹⁰ Entretiens n° 1 et 34.

¹⁹¹ Entretiens n° 1 et 18.

¹⁹² Entretiens n° 15 et 35 avec le directeur adjoint d'une NOC, 2009.

¹⁹³ Entretien n° 36 avec un ancien directeur d'une TNOC en Géorgie, 2009.

Deniz et l'Azerbaïdjan et la Géorgie à l'automne 2001 sont basés sur ceux rédigés par BP et entérinés pour l'oléoduc BTC. En outre, les processus d'acquisition des terres et d'Etudes d'Impacts Sociaux et Environnementaux (ESIA) ont été similaires¹⁹⁴. Cependant, le gazoduc BTE devait voir le jour avant l'oléoduc BTC. Deux raisons majeures expliquaient une telle avance : une plus grande facilité de mise en œuvre en raison du coût moins élevé du projet et de la moindre importance des risques environnementaux et la nécessité d'atteindre le plus tôt possible le marché gazier turc¹⁹⁵.

Mais le projet a pris du retard en raison de l'incapacité de la Géorgie à acheter du gaz azerbaïdjanais. A la fin des années 1990, Tbilissi avait des besoins importants en gaz, notamment pour alimenter ses centrales électriques. En théorie, elle recevait 10% du gaz passant par le gazoduc Nord-Sud entre la Russie et l'Arménie en guise de taxe de transit. Cependant, à cause de sabotages récurrents, elle n'obtenait qu'environ 7% de ce gaz¹⁹⁶. La Géorgie était donc à la recherche de sources alternatives. La décision des membres du consortium Shah Deniz d'atteindre le marché turc est venue à point nommé pour Tbilissi, qui a voulu récupérer une partie des volumes du gaz azerbaïdjanais circulant vers Erzurum¹⁹⁷. Cependant, les négociations sur le prix d'achat et le volume de gaz que Tbilissi allait recevoir se sont avérées plus compliquées que prévu, principalement en raison du manque de liquidité financière de la Géorgie. Le projet de construction du gazoduc BTE n'a finalement été entériné qu'en février 2003, huit mois avant la signature d'un accord d'achat et de vente de gaz entre les membres du consortium Shah Deniz et la Géorgie.

La construction du gazoduc a ainsi suivi celle de l'oléoduc. Le BTC a d'abord été posé par les équipes de construction de BTC Co jusqu'à la frontière turco-géorgienne (les équipes de BOTAS ont ensuite pris le relais pour la partie turque). Puis, ces mêmes équipes ont fait demi-tour et ont construit le gazoduc en partant de la frontière turco-géorgienne jusqu'au terminal pétrolier et gazier de Sangachal

¹⁹⁴ Entretiens n° 15 et 36.

¹⁹⁵ Entretien n° 35.

¹⁹⁶ Entretien n° 31.

¹⁹⁷ Entretien n° 4.

en Azerbaïdjan¹⁹⁸. Le réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais apparaît donc comme le miroir de celui de transport du pétrole azerbaïdjanais. Il a été au départ marginalisé et a ensuite pris corps grâce à la mise en œuvre au préalable de l'oléoduc BTC. Et si sa composition diffère, notamment en raison de la présence d'entreprises iranienne et russe, les agents centraux demeurent les mêmes : l'Azerbaïdjan, BP et Statoil. Cependant, les rapports de pouvoir entre ces trois acteurs ne sont pas identiques à ceux qui existent au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

1.2.2. Un réseau à traductions multiples

BP et Statoil ont historiquement joué un rôle important dans la production de gaz en Azerbaïdjan. Ce partenariat remonte à 1990 (Gordon et Stenvoll, 2007). Statoil était alors perçue comme une compagnie pétrolière locale, seulement active sur le marché norvégien. Or, elle voulait obtenir des contrats en dehors de la Norvège et entrer sur les marchés internationaux¹⁹⁹. Quant à BP, elle était dans une situation financière de plus en plus difficile et elle cherchait à s'allier à une NOC pour mieux négocier avec les pays producteurs²⁰⁰. L'Alliance entre BP et Statoil est née de ces besoins réciproques et de la bonne entente entre le Royaume-Uni et la Norvège²⁰¹. Elle a permis aux deux entreprises d'obtenir de nouvelles opérations en Angola, en Azerbaïdjan et au Vietnam (ibid.). L'apogée de cette Alliance est néanmoins incarné par l'Azerbaïdjan. En 1993, l'équipe ex-Urss²⁰² était composée de 80 personnes, basées à Bakou et à Londres²⁰³. Cette relation privilégiée entre les deux entreprises a permis à Statoil de négocier une part dans les gisements ACG. Son fort intérêt pour le champ de Shah Deniz lui a donné l'opportunité d'y obtenir une part égale – 25,5% – à celle de BP. Cette alliance a ainsi posé les bases d'un partenariat fort entre les deux entreprises, qui perdure encore aujourd'hui dans la gestion et l'exportation des

¹⁹⁸ Entretien n° 33.

¹⁹⁹ Entretien n° 34.

²⁰⁰ Entretiens n° 11, 34 et 37 avec un ancien directeur des affaires extérieures en Azerbaïdjan d'une NOC, 2010.

²⁰¹ Entretien n° 34. A la même époque, Statoil a négocié une alliance similaire avec Shell. Entretien n° 36.

²⁰² BP et Statoil possèdent également une part commune dans le gisement kazakhstanaï de Kashagan.

²⁰³ Entretien n° 18.

ressources gazières de Shah Deniz²⁰⁴. Elle a laissé augurer une traduction duale du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais.

Cette traduction duale s'est traduite par le partage des responsabilités au sein de Shah Deniz. En 1996, BP a obtenu l'opération technique du gisement en raison de sa complexité. Puis, début 2003, Statoil a obtenu l'opération commerciale de Shah Deniz. Elle a alors créé la Compagnie de Fourniture de Gaz d'Azerbaïdjan (AGSC, *Azerbaijan Gas Supply Company*) qui est composée de tous les exploitants de Shah Deniz mais n'emploie que des employés de Statoil²⁰⁵. Cette société est chargée de négocier les contrats de vente de gaz pour la première phase de production de Shah Deniz et du premier marketing pour la deuxième phase²⁰⁶. Elle a par exemple négocié, certes sur la fin, puis signé le contrat d'achat et de vente avec la Géorgie au nom de tous les autres membres du consortium Shah Deniz. La traduction duale du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais a donc pris la forme d'une division du travail : BP assume l'amont, la production du gaz de Shah Deniz, tandis que Statoil gère le *midstream*, c'est-à-dire la vente sur les marchés géorgien et turc de la production de ce gisement.

Cette traduction duale est cependant le résultat de tensions, qui reflètent les rapports de pouvoir au sein du réseau. La fin de l'Alliance en 1999 a révélé les tensions au sein de ce partenariat. BP a pris l'initiative de la rupture de l'Alliance, ce qui a déçu Statoil dans un premier temps²⁰⁷. L'entreprise norvégienne craint de perdre sa situation privilégiée en Azerbaïdjan. Mais il n'en est rien et Statoil entreprend alors de réclamer avec plus de force un rôle accru dans la gestion de Shah Deniz. Dès la signature du PSA pour Shah Deniz en 1996, Statoil avait demandé l'opération de ce gisement. Cette requête avait cependant été ignorée par BP. Aussi, lorsque BP annonce unilatéralement la fin de l'Alliance en 1999, Statoil réitère sa demande. Devant le nouveau refus de la compagnie anglo-saxonne, l'entreprise norvégienne opte alors pour une approche plus radicale.

²⁰⁴ Entretiens n° 38 avec un ancien vice-président d'une TNOC, 2009, et 39 avec un directeur commercial d'une NOC, 2011.

²⁰⁵ Entretien n° 40 avec un ancien vice-président d'une NOC, 2009.

²⁰⁶ Alors que Statoil était pressentie pour négocier la vente du gaz de la phase 2 de Shah Deniz, elle a perdu ce rôle au profit de SOCAR. Nous reviendrons dans la section 9.2.3 sur cette question.

²⁰⁷ Entretien n° 34.

Fin 2001, elle met en doute que BP doive naturellement obtenir l'opération commerciale de Shah Deniz. Elle joue sur deux tableaux. Auprès de Bakou, elle argue que BP est devenue trop dominante en Azerbaïdjan. Elle soutient ainsi que la domination de la compagnie anglo-saxonne au sein de l'industrie pétro-gazière azerbaïdjanaise porte préjudice au développement de SOCAR et ne rentabilise pas au maximum la production d'hydrocarbures en Azerbaïdjan. Auprès des autres partenaires dans Shah Deniz, Statoil avance que BP donne plus la priorité au développement des gisements ACG qu'à celui du champ gazier. S'ouvre alors une compétition au sein du consortium Shah Deniz entre BP et Statoil pour convaincre les autres partenaires que chacune est la mieux placée pour commercialiser le gaz azerbaïdjanais. Si le discours de Statoil est bien reçu chez SOCAR et Total, aucun partenaire ne veut néanmoins se prononcer ouvertement pour BP ou pour Statoil²⁰⁸. Ils demandent donc à ces deux entreprises de conclure un compromis. Celui-ci prend la forme d'un partage de l'opération de Shah Deniz : celle technique pour BP, celle commerciale pour Statoil. Mais l'essentiel est ailleurs : face à la suprématie de BP au sein de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise, Statoil a démontré sa capacité à être un centre de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Cette force de traduction se traduit ainsi par la capacité de Statoil à y enrôler de nouveaux agents (GIOG par exemple) et à le cadrer (en le délimitant à la Géorgie).

Il n'existe cependant pas de traduction forte au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais, comme cela peut être le cas au sein de celui de transport pétrolier. Certes, BP et Statoil y occupent une place centrale mais celles-ci sont constamment contestées, particulièrement pour la compagnie norvégienne. Statoil a en effet perdu beaucoup de crédibilité en rejoignant en février 2008 le projet de gazoduc Trans-Adriatique TAP (*Trans-Adriatic Pipeline*)²⁰⁹. Ses partenaires au sein de Shah Deniz lui ont alors reproché de briser la règle tacite d'objectivité du consortium quant aux voies d'exportation de la production de la deuxième phase de Shah Deniz. Ce reproche est d'autant plus fort que Statoil occupe une place particulière en tant qu'opérateur commercial du gisement. Pour

²⁰⁸ Entretiens n° 32 et 37.

²⁰⁹ Entretiens n° 41 avec un vice-président d'une TNOC, 2010, et 42 avec un diplomate norvégien, 2011.

les rassurer, Statoil a strictement séparé l'unité Marketing, en charge de la vente du gaz de Shah Deniz, et celle Développement du Gaz International, en charge du projet TAP²¹⁰. Officiellement, il n'y a aucune communication entre ces deux départements afin d'éviter les suspicions de conflits d'intérêt. Cette stratégie ne semble néanmoins pas convaincre les membres du consortium Shah Deniz, qui ont marginalisé le rôle de Statoil dans le processus de vente du gaz de la phase 2 de Shah Deniz²¹¹. L'entreprise norvégienne a perdu de sa centralité au sein du réseau sociotechnique, et ainsi de sa force de traduction.

Cette faiblesse a ouvert la voie à des tentatives de traduction d'agents autres que BP et Statoil. L'Azerbaïdjan a été la première à essayer de s'imposer au sein de ce réseau sociotechnique. Au moment des négociations pour le PSA de Shah Deniz, elle a ainsi insisté pour enrôler l'Iranienne NICO et la Russe Lukoil. Comme pour les gisements ACG, l'enrôlement de la firme russe a surtout servi à assurer le mutisme politique de la Russie sur l'exploitation des ressources *offshore* de la Caspienne (Hemming, 1998 ; Kauzlarich, 2001). Heydar Aliyev a d'ailleurs insisté dès le départ pour qu'une entreprise russe soit présente, quelle qu'elle fût (Bagirov, 1996). Lukoil avait néanmoins manifesté un véritable intérêt commercial pour ce gisement et, lorsqu'elle a restructuré sa présence dans la Caspienne, elle n'a pas abandonné sa part dans Shah Deniz (Blum, 2003).

Quant à NICO, la présidence azerbaïdjanaise avait aussi demandé à ce que l'Iran soit représentée. Cela faisait suite à l'échec de Bakou pour enrôler Téhéran au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. L'enrôlement d'une entreprise iranienne fut plus simple dans le cas de Shah Deniz en raison du désintérêt des firmes basées aux Etats-Unis pour ce champ. Une part dans Shah Deniz fut donc attribuée à la compagnie iranienne *Naftiran Intertrade Company* (NICO, filiale de la Compagnie Pétrolière Iranienne Nationale, NIOC), et ce malgré l'absence de cette entreprise, comme de Lukoil d'ailleurs, dans les négociations pour le PSA (Bagirov, 1996)²¹². Bakou a donc joué un rôle de traduction lors de la construction du réseau sociotechnique du transport du gaz azerbaïdjanais. Si son

²¹⁰ Entretiens n° 39, 40 et 43 avec un négociateur d'une NOC, 2009.

²¹¹ Entretien n° 43.

²¹² Entretien n° 11.

influence a par la suite décru, l'Azerbaïdjan a pu à nouveau faire preuve de son pouvoir au moment de la contestation de Statoil, en obtenant la direction des négociations de vente pour la deuxième phase de production de Shah Deniz²¹³.

L'UE a également essayé de jouer un rôle de traduction au sein de ce réseau. A travers le programme INOGATE (Transport interétatique de pétrole et de gaz vers l'Europe, *Interstate Oil and Gas Transportation to Europe*), elle a essayé d'influer sur le tracé du gazoduc BTE. Elle a en effet commandé aux sociétés ILF Consulting Engineers et Sofregaz une pré-étude de faisabilité sur le transport de gaz d'Asie centrale vers l'Europe centrale (Sofregaz, 1997 ; ILF, 2001). Munie de ces études, elle a ensuite démarché BP pour lui conseiller de construire un gazoduc selon le tracé recommandé par Sofregaz et ILF. Mais Bruxelles n'a pu convaincre BP de suivre ces études. En raison du retard pris dans la mise en œuvre du projet, la compagnie anglo-saxonne a en effet préféré poser le gazoduc en parallèle de l'oléoduc BTC²¹⁴.

Le réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais apparaît ainsi moins structuré que son homologue pétrolier. Il n'existe pas de centre de traduction dominant, qui influencerait sur la structure même du réseau. Au contraire, ce réseau est en constante évolution et les forces de traduction alternent au fur et à mesure des changements qui l'affectent. L'Azerbaïdjan semble néanmoins y occuper une place de plus en plus centrale tandis que BP maintient son statut de centre de traduction en raison de son importance au sein de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise. Néanmoins, à l'inverse du réseau de transport pétrolier, il n'existe pas de chocs des inscriptions au sein de ce réseau. Bien au contraire, quelle que soit la nature du centre de traduction, une inscription commerciale semble principalement structurer le réseau. Cette homogénéité des inscriptions s'explique par la moindre importance du gaz vis-à-vis du pétrole. Toutefois, la mutation constante de ce réseau est susceptible de faire évoluer la structure des relations entre agents.

²¹³ Entretiens n° 38, 39, 43 et 44 avec un directeur d'une TNOC en Azerbaïdjan, 2009.

²¹⁴ Entretien n° 36.

1.2.3. Un réseau en constante mutation

Alors que le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais est un réseau stable dans ses composants non-humains, celui de transport gazier est en revanche en constante évolution. Cette mouvance structurelle résulte directement de la construction du réseau au début des années 2000. La Turquie était alors le seul marché solvable susceptible d'accueillir le gaz azerbaïdjanais²¹⁵. Il fallait cependant y accéder avant les nouveaux volumes de gaz russe, qui devaient arriver par le gazoduc Blue Stream, alors en construction, et le gaz turkmène, à même d'être transporté par un *pipeline* Transcaspien²¹⁶. En outre, le contrat d'achat et de vente du gaz de Shah Deniz devait être signé avant l'entrée en vigueur de la loi turque sur le Marché du gaz naturel en mai 2001. Cette loi devait diviser la société turque gazière BOTAS en différentes entités, lui interdire de signer de nouveaux contrats d'importations et réduire sa part sur le marché gazier turc à moins de 20% (Lussac, 2011a)²¹⁷. Ces deux facteurs ont incité BP, qui menait les négociations au nom du consortium Shah Deniz, à discuter le contrat à la va-vite et à le « bâcler »²¹⁸. Deux contrats d'achat et de vente ont été signés le 12 mars 2001 et ratifiés en mai 2001. Le premier prévoit la livraison de 2 bcm en 2004, 3 bcm en 2005 et 5 bcm en 2006. Le second détermine la livraison de 6,6 bcm par an entre 2007 et 2018²¹⁹ (Wood Mackenzie, 2008).

Ces contrats reflètent l'état du marché gazier de l'époque. Premièrement, la Turquie a obtenu un prix relativement faible – 123 dollars par mille mètres cubes en moyenne – car Ankara exigeait que le prix d'achat soit inférieur à celui du gaz russe. Néanmoins, ce prix est indexé sur le taux d'inflation en Turquie et les prix mondiaux du pétrole, impliquant une renégociation du prix si celui-ci chute sur quatre trimestres d'affilée²²⁰. Deuxièmement, le consortium Shah Deniz estimait, qu'étant donné l'absence d'alternatives au marché turc, il pouvait se permettre

²¹⁵ Entretien n° 15.

²¹⁶ Entretiens n° 1, 15, 18, 32, 33 et 37.

²¹⁷ Entretien n° 15.

²¹⁸ Entretiens n° 15, 33 et 35.

²¹⁹ La construction du gazoduc BTE ayant pris du retard, les livraisons ont commencé en avril 2007.

²²⁰ Entretien n° 33.

d'accepter un prix de vente du gaz bas. L'objectif était de compenser ce prix par la vente du condensat, dont le prix était indexé sur celui, élevé, de l'*Azeri light* produit par les gisements ACG²²¹. Il a néanmoins été décidé que ce prix d'achat serait renégocié un an après la première livraison de gaz azerbaïdjanais à la Turquie (Lussac, 2010a). L'objectif était de pouvoir alors réindexer le contrat sur les tarifs de l'époque. Cela laissait surtout la porte ouverte à une recomposition du réseau sociotechnique.

La première recomposition aurait pu s'opérer dès la mise en œuvre de ce réseau. A la fin des années 1990, les gaz azerbaïdjanais et turkmènes étaient en concurrence pour approvisionner la Turquie dans un premier temps, puis éventuellement l'Europe. L'UE finançait d'ailleurs, *via* le programme INOGATE, des études de faisabilité de gazoducs dans cette perspective. Le projet de gazoduc Transcaspien a émergé dans ce contexte. D'une capacité théorique de 30 bcm par an, il devait être approvisionné en gaz azerbaïdjanais et turkmène pour approvisionner le marché turc à hauteur de 16 bcm par an et ceux européens à hauteur de 14 bcm par an (Lussac, 2010a). Le Turkménistan a lancé un appel d'offres en 1999 pour mettre en œuvre le projet. Le consortium *Pipelines Solutions Group* (PSG), composé de Bechtel Entreprises, General Electric et Shell, a remporté cet appel et a alors commencé à travailler sur le projet (ibid.). Mais le projet Transcaspien s'est rapidement heurté à deux problèmes. Premièrement, la question du statut de la Caspienne, et notamment de la délimitation territoriale entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, n'était pas réglée. Cela empêchait la construction d'un gazoduc sous-marin. Malgré les pressions d'Ankara, Bakou a refusé de conclure un accord, souhaitant livrer son gaz à la Turquie avant que le gaz turkmène n'atteigne ce marché²²².

Deuxièmement, Achgabat demandait une avance de 1,2 milliards de dollars sur la vente future de son gaz à l'Europe. Cette demande faisait suite à l'arrêt d'achat de gaz turkmène par la Russie en 1996, qui avait plombé l'économie turkmène. Elle était d'ailleurs inscrite noir sur blanc dans l'appel d'offres²²³, que PSG a remporté

²²¹ Ibid.

²²² Entretien n° 45 avec un ancien diplomate turc, 2010.

²²³ Craignant de possibles représailles russes, telle que l'arrêt d'achat de gaz turkmène, le président Niyazov espérait ainsi maintenir la stabilité de l'économie du Turkménistan. Entretien n° 46 avec un diplomate américain, 2010.

en promettant de « faire tout son possible »²²⁴ pour qu'Achgabat reçoive 1,2 milliards de dollars. Mais PSG n'a rassemblé qu'entre 300 et 400 millions de dollars, provoquant la colère de Niyazov qui n'avait pas vu la nuance entre « promettre » et « faire » dans le contrat²²⁵. Malgré l'insistance de la Turquie, qui voulait ainsi s'imposer comme un centre de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais, le projet Transcaspien a échoué dès sa mise en route en 1999.

Ankara a pu néanmoins orchestrer l'élargissement de ce réseau, s'imposant comme un autre centre de traduction potentiel au sein de ce dernier. BOTAS a insisté pour que le contrat d'achat et de vente du gaz de Shah Deniz ne comporte pas de clause de destination. Le gaz azerbaïdjanais n'est pas destiné par contrat à s'arrêter en Turquie. Ankara espérait ainsi pouvoir le revendre si son marché était trop approvisionné²²⁶. L'absence de clause de destination du gaz azerbaïdjanais a ouvert la voie à un premier élargissement du réseau sociotechnique. Dès la découverte du gisement de Shah Deniz, la Turquie a étudié des options pour transporter ce gaz futur vers l'Europe. Puis, un responsable de Shell a évoqué lors d'une rencontre en 1999 avec les ministères turcs des Affaires étrangères et de l'Energie de construire une interconnexion gazière entre la Turquie et la Grèce. Cette idée a alors été étudiée par ces deux ministères²²⁷.

A la même période, lors d'une conférence en juin 1999 à Athènes sur les menaces pesant sur l'environnement dans la mer Noire et la mer Méditerranée, un haut fonctionnaire de l'UE a approché BOTAS et l'entreprise nationale grecque DEPA pour leur proposer de relier leurs réseaux de transport gazier²²⁸. Afin de donner suite à cette proposition, la Turquie a rejoint INOGATE le 7 juillet 2000. Enfin, les discussions sur ce projet d'interconnexion se sont inscrites dans le cadre d'un processus de rapprochement entre Ankara et Athènes. L'éventualité d'un gazoduc entre les deux pays est alors apparu comme le meilleur symbole de ces relations

²²⁴ « *PSG promises to make best efforts* » (lecture de l'appel d'offres lors de l'entretien n° 46).

²²⁵ Entretien n° 46.

²²⁶ Entretien n° 40.

²²⁷ Entretiens n° 45 et 47 avec un haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie, 2010.

²²⁸ Entretiens n° 48 avec un ancien directeur d'une NOC, 2009, et 49 avec un ancien président d'une NOC, 2010.

apaisées²²⁹. L'Interconnexion Turquie-Grèce est finalement entrée en service le 18 novembre 2007. D'une longueur de 280 kilomètres pour un coût estimé à 250 millions de dollars, elle peut transporter 3,5 bcm de gaz par an (Lussac, 2010a). Le gaz azerbaïdjanais y passe très probablement, approvisionnant, à petites doses, le marché grec²³⁰. L'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais s'est donc opéré sous l'égide de la Turquie. Cette dernière a joué un rôle éphémère dans la construction de ce réseau en collaborant à son élargissement et en ajoutant une inscription politique à l'inscription commerciale propagée par l'Azerbaïdjan, BP et Statoil. Cet élargissement a ainsi mis en lumière l'évolution constante de ce réseau, où aucun centre de traduction ne domine véritablement et au sein duquel aucune inscription particulière ne se détache.

Deux réseaux sociotechniques de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais ont donc émergé dans les années 1990 sous l'effet des interactions entre les agents intéressés par l'exportation de ces ressources. Ces deux réseaux diffèrent, aussi bien au niveau des agents non humains qui les composent qu'au niveau des inscriptions qui y sont inscrites. Alors que le réseau de transport pétrolier voit coexister trois inscriptions – géopolitique, commerciale et capitaliste de copinage – sensiblement différentes, celui de transport gazier se distingue par une certaine homogénéité avec la domination d'une inscription commerciale. En outre, alors que la composition du réseau pétrolier se révèle stable (à défaut d'être fixe), celle du réseau gazier est en constante mutation, sous l'effet de l'élargissement du réseau à l'Europe. En dépit de leurs différences, ces deux réseaux sociotechniques, regroupés au sein d'un système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, encadrent les interactions des agents qui font l'industrie pétrolière en Azerbaïdjan et, plus largement, dans le Caucase du Sud. Ils posent les bases d'une régulation de cette industrie, régulation qui se développe sous l'effet des interpénétrations entre agents de ce système complexe.

²²⁹ Entretiens n° 45 et 50 avec un haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie, 2009.

²³⁰ Du gaz en provenance d'Azerbaïdjan, d'Iran et de Russie étant mélangé dans le réseau de transport turc, il est impossible de savoir lequel atteint le marché grec.

2. La régulation de la production et de l'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais

Par régulation, nous entendons ici la somme de processus formels et informels de construction d'un ordre social (Reynaud, 1988, 1991 ; Allain, 2004). De par la position de traduction qu'elle occupe au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, BP joue un rôle particulier dans la régulation de l'industrie pétrolière en Azerbaïdjan. La régulation privée qu'elle met en œuvre, basée sur la domination²³¹ des autres TNOC, est cependant contestée par les acteurs locaux. Devant cette mise en cause, BP se retrouve à interagir avec ces derniers, sans nécessairement s'être préparée à ce type d'interactions. Ces interpénétrations contribuent néanmoins à réguler l'exportation des ressources azerbaïdjanaises. De la même manière, la compagnie anglo-saxonne va développer un dialogue poussé avec les IFI, aussi bien pour assurer le financement des voies d'exportation que pour encadrer les protestations des représentants de la société civile mondiale.

2.1. Le développement d'une régulation privée

L'exploitation pétrolière en Azerbaïdjan est le fait d'un nombre élevé de TNOC – dix seulement pour les champs ACG. Cette multiplicité découle de la nature même de ces derniers. En effet, pensant négocier la mise en production de trois gisements différents, les TNOC sont venues en nombre s'installer à Bakou. Aussi, lorsque le gouvernement d'Eltchibey a décidé l'unification des gisements ACG, elles se sont retrouvées à coopérer. Cette coopération s'est traduite par la mise en œuvre d'un consortium, instrument de régulation préférentielle au sein de l'industrie pétrolière internationale (Lax, 1988). Cependant, ce mode de régulation s'est rapidement heurté aux dynamiques profondes de cette industrie, fondée sur la concurrence. La domination d'une IOC sur les autres est alors apparue comme la solution aux limites de la régulation collaborative de l'exploitation des hydrocarbures azerbaïdjanais.

²³¹ La domination est ici entendue au sens wébérien, c'est-à-dire « la chance de trouver des personnes [ici des agents] déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé » (Weber, 1995, p. 95).

2.1.1. Le consortium comme moyen préférentiel de régulation

La coopération de dix à douze IOC (selon les époques) pour exploiter le pétrole azerbaïdjanais n'est pas « naturelle ». Elle est le résultat de l'interconnexion des gisements Azéri, Chirag et Gouneshli et de la volonté politique azerbaïdjanaise d'unifier les négociations pour ces gisements²³². La création de l'AIOC est également le produit de l'histoire de l'industrie pétrolière au Moyen-Orient. En 1951, l'Iran a nationalisé son industrie pétrolière, jusque-là dominée par l'*Anglo-Iranian Oil Company* (aujourd'hui BP). Cette nationalisation subite a provoqué l'ire des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui ont alors mis en œuvre un embargo sur les ventes de pétrole iranien. Dans le même temps, Washington a cherché un moyen d'accéder pacifiquement aux ressources iraniennes. Elle a alors chargé le consultant américain Walter Levy de réfléchir à une solution. Cette dernière a pris la forme d'un arrangement technico-commercial qui impliquerait l'Etat producteur tout en permettant aux TNOC de maîtriser toute la chaîne d'exploitation du pétrole (Shafiee, 2010). Cet arrangement s'est traduit par la mise en œuvre d'un consortium – le Consortium pour l'Iran – sous l'œil bienveillant de Téhéran. Le succès de cette initiative a par la suite marqué l'industrie pétrolière mondiale. Les consortiums sont en effet apparus aux yeux des TNOC comme un moyen efficace de partager les risques entre elles, de réduire le risque politique en impliquant les NOC et de garder la main sur la chaîne d'exploitation pétrolière.

En Azerbaïdjan, tous les contrats ont la même caractéristique de base : toute entreprise signataire d'un PSA s'engage à un programme minimum d'exploration. L'entreprise doit conduire une analyse sismologique et s'engage à forer un certain nombre de puits d'une profondeur définie dans un délai précis²³³, sous peine de payer une taxe égale au coût total de ces explorations. Ainsi, toute entreprise qui signe un PSA en Azerbaïdjan doit irréversiblement prendre une décision

²³² Entretien n° 14.

²³³ Le nombre de puits à explorer varie selon les PSA. Dans les PSA signés dans les années 1990, il est traditionnellement mentionné entre trois et cinq puits (Semikolenova, 2006). Mais, dans celui pour Absheron ou pour Shah Deniz, par exemple, il n'est mentionné que deux puits.

d'investissement ; elle ne peut forer et décider ensuite (Semikolenova, 2006)²³⁴. Aussi, la création d'un consortium permet d'éviter des pertes trop importantes.

L'AIOC s'inscrit directement dans cette perspective. Premièrement, elle désigne « les investisseurs privés qui se sont regroupés pour un projet précis » (Leader, 2006, p. 704). Un consortium tend souvent à écarter les NOC car, ne disposant pas de technologies ou d'aptitudes particulières, elles n'apportent pas grand-chose aux TNOC (Pomfret, 2011). L'AIOC ne réunit ainsi que les TNOC qui ont investi dans l'exploitation du pétrole azerbaïdjanais. Deuxièmement, à la différence d'une *joint-venture*, arrangement communément utilisé dans l'industrie pétrolière (Lax, 1988), l'AIOC est un consortium, qui ne dispose pas de fonds propre (c'est une « entreprise sans profit, ni perte »²³⁵) et dont les coûts sont partagés entre les membres sur la base de leur quote-part²³⁶. Troisièmement, la création d'un consortium a essentiellement pour but de partager les risques entre les différents membres. Elle permet ainsi de constituer un groupe *a priori* uni face à des NOC le plus souvent très politisées (Pomfret, 2011). C'est dans cette perspective que BP a fait la promotion de l'AIOC auprès du gouvernement azerbaïdjanais en 1993²³⁷. Cet arrangement est en effet un bouclier contre des traductions, que les TNOC trouveraient abusives, diffusées par l'Azerbaïdjan. La création d'un consortium telle que l'AIOC apparaît donc comme un agencement au sein du réseau sociotechnique de nature à protéger les investisseurs des traductions contraires et à même de mettre en œuvre une régulation qui leur est favorable.

La construction de BTC Co pour opérer l'oléoduc du même nom poursuit cette tendance. L'objectif de ce consortium est de partager les risques dans la mise en œuvre de cette voie d'exportation²³⁸. Ainsi, bien que tout le travail de préparation à la pose du tube (acquisition des terres, compensations pour les expropriations,...) ait été mené par BP, le logo de la compagnie anglo-saxonne n'est jamais apparu, à

²³⁴ ExxonMobil aurait par exemple perdu 30 millions de dollars en Azerbaïdjan, ayant dû assumer seule l'échec des explorations conduites. Entretien n° 51 avec un directeur de TNOC en Azerbaïdjan, 2009.

²³⁵ « *AIOC was formed by its foreign shareholders as an independent "no profit/no loss" joint oil operating company* ». Entretien n° 11.

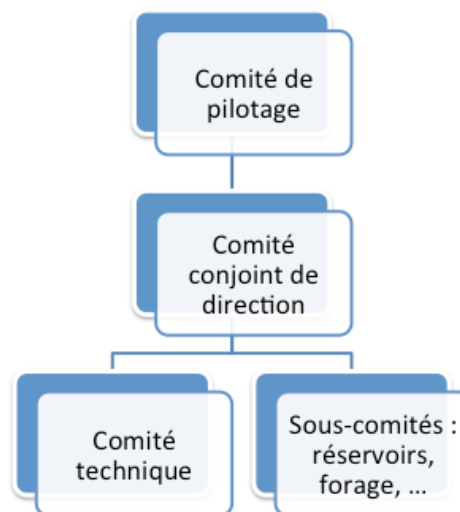
²³⁶ Entretien n° 12.

²³⁷ Entretien n° 8.

²³⁸ Entretien n° 26.

la différence de celui de BTC Co²³⁹. Cet arrangement, qui peut s'apparenter à du camouflage, permet aux TNOC de se protéger en cas de plaintes contre elles. Par exemple, toutes les contestations des communautés locales contre la construction de l'oléoduc BTC ont été faites contre BTC Co, jamais contre BP, qui était pourtant l'ingénierie du projet²⁴⁰.

L'agencement d'un consortium est cependant un processus complexe et souvent laborieux. Celui de l'AIOC est calqué sur l'*Abu Dhabi National Operating Company* (ADNOC)²⁴¹. L'agencement de l'AIOC a en effet été opéré par Terry Adams, qui avait auparavant formé l'ADNOC. Il doit refléter la coopération non seulement entre les investisseurs et l'Etat producteur mais également entre les investisseurs eux-mêmes. Cette coopération est reflétée par la structure de l'AIOC (voir tableau ci-dessous) :



Graphique 1. Le mode de fonctionnement de l'AIOC²⁴²

Pour assurer la coopération et la coordination entre l'Etat producteur et les TNOC, deux comités ont été créés : le comité de pilotage, réunissant le président de l'AIOC et l'Azerbaïdjan, et le comité conjoint de direction, rassemblant tous les

²³⁹ Entretiens n° 22 et 52 avec un directeur des affaires extérieures d'une TNOC, 2009.

²⁴⁰ Dans la suite de cette recherche, nous faisons d'ailleurs l'amalgame entre BTC Co et BP.

²⁴¹ Entretiens n° 8, 9, 10, 11 et 21.

²⁴² Ce schéma a été élaboré à partir des entretiens n° 11, 51 et 53 avec un directeur de TNOC en Azerbaïdjan, 2009.

membres de l'AIOC. Le premier se réunit environ deux fois par an, vote le budget et évalue la performance de l'AIOC. Il rassemble le président de l'AIOC et les représentants de l'Azerbaïdjan, soit SOCAR, SOFAZ, le ministère des Finances et l'Administration des impôts²⁴³. Le second assure en revanche la gestion opérationnelle de la production pétrolière. Il se réunit au moins 4 fois par an et ne réunit que les investisseurs. Ce comité conjoint de direction a pour objectif d'assurer la production pétrolière mais également de faciliter la coopération entre les TNOC. Ainsi, en octobre 1994, ces dernières se sont partagé la présidence de l'AIOC et les vice-présidences des comités. Celles-ci ont été réparties entre les six plus grandes entreprises du consortium : BP a obtenu la présidence de l'AIOC tandis que les cinq vice-présidences des comités étaient partagées entre Amoco, Lukoil, Pennzoil, Statoil et Unocal²⁴⁴. Dans le même temps, Amoco a obtenu la présidence du comité conjoint de direction. La formation de l'AIOC a donc répondu à un besoin de développer la coopération aussi bien entre l'AIOC et l'Azerbaïdjan qu'entre les membres de l'AIOC.

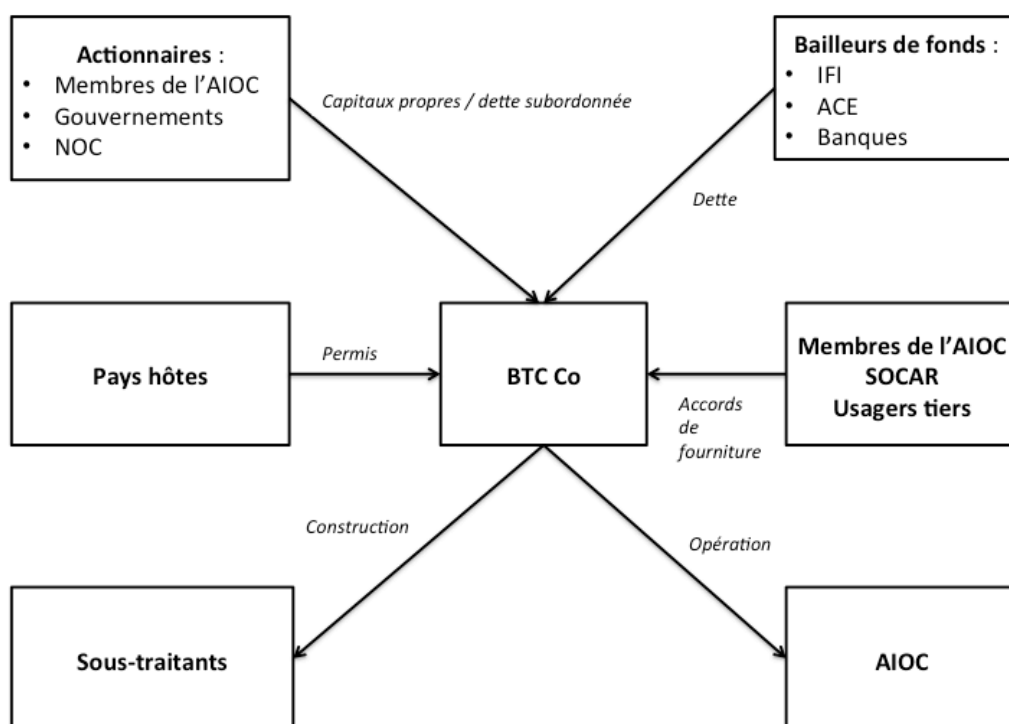
L'agencement du consortium BTC Co, même s'il relève également d'un besoin de partage des risques, s'inscrit dans une logique quelque peu différente. En effet, il répond à deux nécessités : assurer la viabilité commerciale de l'oléoduc BTC et réguler les interactions entre agents autour de ce projet. Les promoteurs du BTC au sein de l'AIOC se sont heurtés à un problème important au début des années 2000 : le refus d'ExxonMobil et de Lukoil, pour des raisons différentes, de prendre part à la mise en œuvre de l'oléoduc BTC. L'absence de ces deux entreprises a créé un vide, qu'il fallait combler pour assurer la viabilité commerciale. Début 2002, seulement 85% des parts dans BTC Co étaient attribués et il fallait trouver les 15% restants. Lors de la conférence internationale pétro-gazière TURKIOG à Istanbul au printemps 2002, BP a approché la compagnie pétrolière italienne ENI pour lui proposer de se joindre à BTC Co. Détenant des parts dans le gisement pétrolier kazakhstanaï de Kashagan, BP espérait qu'ENI rechercherait une voie d'exportation pour évacuer son pétrole de Kashagan. Ce calcul était juste et ENI a accepté presque sur le champ de rejoindre ce consortium. Quelques jours plus tard,

²⁴³ Entretiens n° 53 et 54 avec un haut fonctionnaire azerbaïdjanais, 2009.

²⁴⁴ Entretien n° 11.

Total, détenant également des parts dans Kashagan, a fait à son tour part de son intérêt, permettant à BP de finaliser la composition de BTC Co²⁴⁵.

Il a alors fallu s'atteler à l'agencement du consortium. A la différence d'un consortium de production, la principale difficulté dans la constitution d'un consortium de transport repose non pas dans la détermination du fonctionnement interne mais dans l'agencement des relations extérieures. En effet, le consortium doit permettre de réguler les relations entre la multitude d'agents responsables de la mise en œuvre et de l'opération de la voie d'exportation pétrolière. Il doit pouvoir encadrer les enjeux de financements (avec les actionnaires et les bailleurs), ceux de permis (avec les pays hôtes), ceux de construction (avec les sous-traitants), ceux d'opération (avec l'AIOC) et ceux de fourniture (avec les TNOC, les NOC et les tierces parties). Pour répondre à ces défis, BP s'est appuyée sur l'étude de faisabilité rédigée par l'AIOC en 1997 sur la mise en œuvre d'un oléoduc principal d'exportation pour les gisements ACG. Cette étude a conduit à la formation de BTC Co, qui s'agence ainsi :



Graphique 2. L'agencement du consortium BTC²⁴⁶

²⁴⁵ Entretiens n° 22 et 26.

Cet agencement détermine les sphères d'interaction de chacun des agents. Il pose ainsi les cadres de la coopération entre la multitude d'agents impliqués au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Ainsi, que ce soit dans le cas de l'AIOC ou dans celui de BTC Co, la formation de consortiums a permis de réguler les interactions entre les agents de l'exploitation pétrolière en Azerbaïdjan. Cependant, l'industrie pétrolière est structurellement fondée sur la compétition, ce qui tend à mettre à mal ces velléités de coopération entre les TNOC.

2.1.2. Une régulation soumise aux dynamiques profondes de l'industrie pétrolière

L'industrie pétrolière est un secteur hautement concurrentiel, où des TNOC luttent en permanence entre elles pour obtenir l'exploitation des gisements les plus intéressants. Cette concurrence est encore plus forte dans des environnements faiblement institutionnalisés où ces TNOC cherchent à obtenir la faveur des autorités locales. La formation de consortiums n'efface pas cette tradition de concurrence, voire de rivalité, qui se répercute sur le fonctionnement de ces organisations. Ainsi, malgré sa structure représentative, l'AIOC reflète les rapports de force au sein de l'industrie pétrolière.

En premier lieu, le fonctionnement de l'AIOC reflète la domination d'Amoco et de BP au sein de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise. Ces deux entreprises ont en effet obtenu l'opération duale des gisements ACG et, pour ce faire, se sont partagé les postes à responsabilité au sein de l'AIOC. Lors d'une rencontre fortuite à Vienne au printemps 1994, au retour de Bakou, le négociateur d'Amoco pour l'Azerbaïdjan a informé son homologue de BP que sa société était prête à confier la présidence de l'AIOC à la compagnie anglo-saxonne si elle obtenait en échange celle du comité conjoint de direction²⁴⁷. Une fois ce cadre accepté, il a été décidé que ces deux présidences seraient partagées systématiquement entre Amoco et BP,

²⁴⁶ Ce schéma a été construit à partir de l'étude de faisabilité réalisée en 1997 par l'AIOC sur la mise en œuvre d'un oléoduc principal d'exportation pour le pétrole des gisements ACG. Cette étude, confidentielle, a été consultée durant les entretiens n° 11 et 14.

²⁴⁷ Entretiens n° 8 et 10.

sur la base d'une rotation tous les cinq ans. Ce partage des tâches au bénéfice de ces deux entreprises a posé les bases de leur opération duale des gisements ACG. L'acronyme AIOC reflète en outre la prédominance d'Amoco et de BP au sein de l'AIOC. Même s'il respecte le format « traditionnel » de nom de ces consortiums, il a une résonnance particulière pour Amoco et BP. Pour la première, il fait écho à son ancien nom d'*American International Oil Company*. Pour la seconde, il rappelle l'âge d'or persan, où BP était connue sous le nom d'*Anglo-Iranian Oil Company* (Browne, 2010)²⁴⁸.

Deuxièmement, les interactions entre les membres d'un consortium sont soumises à leurs différences de stratégie et d'appréhension des enjeux. Celles-ci peuvent être de trois sortes : les différences structurelles entre TNOC et NOC, les rapports des TNOC à leur Etat d'origine, et les désaccords stratégiques entre TNOC. La première sorte de différence a été mise en lumière lors des débats sur l'exportation de l'*early oil* azerbaïdjanais et sur la construction de l'oléoduc BTC. Dans les deux cas, les TNOC soupçonnait la Turquie TPAO, contrôlée à 100% par l'Etat, de diffuser des informations confidentielles à Ankara²⁴⁹. Ces soupçons étaient d'ailleurs justifiés car les ministères turcs en charge de la mise en œuvre de l'oléoduc BTC (Affaires étrangères, Energie et Trésor) nous ont confirmé que TPAO leur transmettait systématiquement avant les rencontres avec BTC Co les positions respectives des membres de ce consortium²⁵⁰. La coopération au sein du consortium était donc limitée par la suspicion qu'entretenaient entre elles TNOC et NOC.

Les « petites » TNOC tendent également à se rapprocher de leur gouvernement d'origine, particulièrement dans les environnements faiblement institutionnalisés comme l'Azerbaïdjan. Cette tendance s'est particulièrement vérifiée dans le cas de Pennzoil. Lorsqu'elle s'est retrouvée marginalisée au bénéfice d'Amoco et de BP, cette dernière s'est rapprochée du gouvernement américain²⁵¹ pour contrebalancer l'influence des deux *majors* au sein de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise²⁵². Cette

²⁴⁸ Entretiens n° 7 et 11.

²⁴⁹ Entretien n° 8.

²⁵⁰ Entretien n° 55 avec un ancien haut fonctionnaire turc, 2009. TPAO n'était cependant pas la seule à communiquer les positions des membres de BTC Co au gouvernement turc. Il semblerait en effet qu'ExxonMobil, qui était opposé à ce projet, se soit régulièrement entretenu avec les autorités turques. Entretien n° 47.

²⁵¹ Un responsable de Pennzoil avait par exemple pour unique mission d'être le « point de contact » avec la présidence Clinton, et notamment le Conseil national de sécurité.

²⁵² Entretiens n° 2, 6, 11 et 14.

coopération a été source de tensions au sein de l'AIOC : Terry Adams a ainsi menacé Pennzoil de poursuites en justice pour violation des accords de confidentialité²⁵³.

Enfin, la coopération au sein du consortium souffre des désaccords stratégiques entre les TNOC. Le partage de l'opération des gisements ACG n'était par exemple pas un succès en raison des tensions entre Amoco et BP. La première reprochait ainsi à Terry Adams, et à BP de manière générale, d'être trop proche des autorités azerbaïdjanaises²⁵⁴. De son côté, BP a plusieurs fois accusé Amoco de ne pas prendre suffisamment garde aux locaux qu'elle engageait, les suspectant de travailler en secret pour les autorités locales²⁵⁵. Ce type de différences perdure encore malgré l'opération unique obtenue par BP. Ainsi, Chevron ou ExxonMobil font régulièrement part de leurs désaccords sur la manière dont est produit le pétrole des gisements ACG, considérant qu'elles feraient mieux en dépensant moins²⁵⁶. Les différences d'approches et de stratégies tendent donc à torpiller les efforts de coopération établis par la mise en œuvre de consortiums.

Troisièmement, ces échecs résultent de la nature même de l'industrie pétrolière, qui est hautement concurrentielle. Il y a tout d'abord une course pour apparaître comme le meilleur élève auprès de l'Etat producteur. Cette course a notamment conduit BP à s'octroyer les bénéfices des programmes RSE en Azerbaïdjan, pourtant menés et financés de pair par l'AIOC, BTC Co, le consortium Shah Deniz et la SCP Company (équivalent de BTC Co pour le BTC)²⁵⁷. Ainsi, pendant longtemps, la firme anglo-saxonne n'a apposé sur les fascicules de présentation de ces programmes que son logo²⁵⁸. La méfiance règne également chez chaque TNOC importante, qui craint de se voir supplanter par une autre TNOC. La concurrence est ainsi féroce entre BP, Total et Statoil qui, pour les deux dernières, veulent contester l'hégémonie de la première. Les firmes basées à Paris et Stavanger accusent ainsi leur homologue anglo-saxonne d'avoir repoussé de trois ans la mise en production de la deuxième phase de Shah Deniz pour les empêcher de monter

²⁵³ Entretien n° 14.

²⁵⁴ Entretien n° 11.

²⁵⁵ Ibid. L'ironie veut que l'un de ces employés suspects d'Amoco soit aujourd'hui un haut responsable de BP Azerbaïdjan.

²⁵⁶ Entretiens n° 29 et 53.

²⁵⁷ Entretien n° 56 avec un ancien directeur des affaires extérieures d'une TNOC en Azerbaïdjan, 2009.

²⁵⁸ Entretiens n° 43, 56, 57 avec un ancien responsable RSE d'une TNOC, 2009, et 58 avec un ancien responsable RSE d'une TNOC, 2010,

en puissance²⁵⁹. Les dynamiques profondes de l'industrie pétrolière tendent donc à réduire les perspectives de coopération entre les agents des différents consortiums. Cette limite conduit les centres de traduction à faire preuve de domination auprès des autres agents pour mener à bien leurs projets.

2.1.3. La régulation par la domination

Bien que centre de traduction au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, BP n'était pas satisfaite avec l'avancée des projets Shah Deniz et, surtout, ACG, se plaignant des difficultés de prise de décision au sein des consortiums. L'inadéquation de ce format avec les dynamiques structurelles de l'industrie pétrolière ralentissait la mise en production des gisements ACG et l'exportation de ses ressources²⁶⁰. BP avait d'abord été échaudée par la lente prise de décision au sein de l'AIOC sur l'exportation de l'*early oil* azerbaïdjanais. Les représentants de Pennzoil et TPAO se sont en effet opposés frontalement au président de l'AIOC au cours des sessions de travail sur cette question au long de l'année 1995. Ils en ont même référé aux gouvernements américain et turc qui ont par la suite fait respectivement pression sur Unocal et sur BP (LeVine, 2007)²⁶¹. Si un compromis a finalement été trouvé en octobre 1995, cette opposition a laissé des traces au sein de l'AIOC.

Cette difficulté à prendre des décisions a empiré avec le débat sur la construction d'un oléoduc principal d'exportation du pétrole des gisements ACG. Une équipe MEP (*Main Export Pipeline*) avait été créée au sein de l'AIOC. Elle était dirigée par Amoco et réunissait des représentants de tous les membres de l'AIOC. BP n'était cependant pas satisfaite du travail de cette équipe, regrettant notamment les mauvaises relations de son directeur avec SOCAR²⁶². Aussi, elle a décidé de créer en parallèle sa propre équipe MEP, baptisée *Caspian Exports*, et a nommé à sa tête un ancien négociateur du PSA pour les gisements ACG. Cette seconde équipe, chargée en premier lieu de défendre les intérêts de BP et Statoil (alors encore

²⁵⁹ Entretiens n° 43 et 44.

²⁶⁰ Entretien n° 33.

²⁶¹ Entretiens n° 14, 18 et 59 avec un ancien directeur d'une NOC, 2009.

²⁶² Entretiens n° 8, 17 et 33.

alliées), a peu à peu marginalisé l'équipe MEP de l'AIOC²⁶³. Elle l'a même totalement remplacée en mai 1999 après l'obtention par BP de l'opération unique des gisements ACG²⁶⁴.

En effet, BP a tiré parti de sa fusion avec Amoco en 1998 pour proposer à ses partenaires au sein de l'AIOC de lui confier l'opération unique des gisements ACG. Elle a cherché à leur démontrer le gain de temps et d'argent que produirait un tel changement organisationnel²⁶⁵. Cette proposition a enthousiasmé ExxonMobil, qui était pourtant alors la deuxième TNOC la plus importante en Azerbaïdjan. A ses yeux, seule la domination d'une TNOC sur les autres était de nature à garantir l'exploitation optimale des ressources azerbaïdjanaises²⁶⁶. Confier l'opération unique à BP a ouvert la voie à une domination totale de BP sur le système complexe : tous les employés détachés auprès de l'AIOC sont devenus des employés de BP Azerbaïdjan et le consortium s'est confondu avec la firme anglo-saxonne à Bakou²⁶⁷.

La domination de BP sur ses partenaires au sein du système complexe s'est traduite par une gestion individuelle des enjeux de production et d'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais. Cette domination a pu être exercée en accord ou en désaccord avec les autres membres de l'AIOC. Dans les deux cas, les partenaires de BP ont dû se soumettre à ses décisions. La domination acceptée de BP s'est notamment exprimée à deux occasions. Elle a mis en lumière le souhait des autres membres de l'AIOC de bénéficier de l'expertise de BP et de réduire les coûts de fonctionnement. Le 17 septembre 2008, l'AIOC a dû fermer la plateforme *offshore* d'Azéri central en raison d'une fuite de gaz (Ibrahimov, 2008). BP a pris seule les commandes de la gestion de cette crise : elle a engagé des consultants techniques extérieurs et s'est contentée d'organiser des réunions d'informations avec les autres membres de l'AIOC. Il y a bien eu quelques désaccords techniques sur les manœuvres

²⁶³ Nous reviendrons dans la section 5.1.1 sur ce sujet.

²⁶⁴ Entretiens n° 8 et 33.

²⁶⁵ Entretien n° 8.

²⁶⁶ Entretiens n° 8 et 33.

²⁶⁷ Les membres de l'AIOC ont néanmoins la possibilité de détacher un ou plusieurs employés auprès de BP Azerbaïdjan. Cependant, la plupart des TNOC ont toute confiance en BP et ont retiré leurs employés de l'AIOC, gardant seulement un directeur de filiale en Azerbaïdjan. Entretien n° 33.

à suivre mais BP a toujours eu le dernier mot²⁶⁸. De la même manière, l'explosion de l'oléoduc BTC dans le district d'Erzincan (Turquie) le 5 août 2008 a été gérée seule par BP. Elle a été la première à envoyer des experts environnementaux et techniques, aussi bien pour comprendre les raisons de cette explosion que pour prévenir des dommages trop importants pour l'écosystème local²⁶⁹. Elle a assumé seule cette crise, se contentant d'informer ses partenaires à Bakou.

Mais la domination de BP au sein du système complexe a parfois été également source de protestations de la part des autres TNOC. Le concept de domination a alors pris tout son sens, BP obligeant le consortium à s'orienter dans une direction que la plupart de ses membres rejetaient. Cette pratique fut flagrante au moment de la prise de décision sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC. Sous sa direction exécutive, John Browne a entendu faire de BP le chef de file en matière de RSE. Il voulait changer l'industrie pétrolière et donnait à la firme anglo-saxonne un avantage compétitif dans ce domaine (Gulbrandsen et Moe, 2005)²⁷⁰. Il entendait donner une image positive de cette industrie, notamment en montrant qu'elle était sensible aux dangers environnementaux et aux questions sociales (Jones Luong et Weinthal, 2010).

En vertu de ces considérations, BP, qui s'était longtemps opposée à la mise en œuvre de l'oléoduc BTC, renonça à l'agrandissement de la WREP, pourtant une meilleure option économiquement. Elle fut notamment sensible aux arguments de la Turquie, qui mettait en avant l'accident d'un tanker roumain dans les détroits turcs en 1994²⁷¹. Aussi, considérant que le risque de réputation pour BP était trop grand si les volumes de pétrole azerbaïdjanais passant par les détroits turcs augmentaient, John Browne informa le gouvernement américain du soutien de l'AIOC à l'oléoduc BTC, sans consulter les membres de l'AIOC au préalable²⁷². Cette décision unilatérale provoqua la colère d'ExxonMobil. Cette dernière défendait une approche séquentielle de l'exportation du pétrole azerbaïdjanais. Comme BP au départ, elle soutenait qu'il fallait dans un premier temps agrandir la

²⁶⁸ Entretiens n° 35 et 53.

²⁶⁹ Entretiens n° 52, 60 avec un directeur des relations publiques d'une NOC, 2009, et 61 avec un expert environnemental, 2009.

²⁷⁰ Entretien n° 58.

²⁷¹ Entretiens n° 50 et 62 avec un ancien diplomate américain, 2010.

²⁷² Entretiens n° 1, 8, 17 et 33.

capacité de transport de la WREP, puis, une fois que les gisements ACG produiraient environ un million bpj, construire dans un second temps un oléoduc allant de Soupsa à Ceyhan²⁷³. Cette approche était exclusivement fondée sur des critères économiques et négligeait les défis environnementaux posés par une circulation accrue au milieu des détroits turcs²⁷⁴. Pourtant, ExxonMobil ne fut jamais en mesure d'empêcher BP de s'engager au nom de l'AIOC toute entière. Elle aurait protesté en interne, dépensé 16 millions de dollars en *lobbying* à Washington et essayé d'empêcher Pennzoil de rejoindre BTC Co, sans aucun résultat²⁷⁵. A cette occasion, BP a ainsi montré sa place stratégique dans la régulation privée de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise qu'elle a établie. Elle a mis en œuvre une régulation privée qui se veut collaborative en théorie et hiérarchique en pratique. Elle peut ainsi exercer une domination sans partage sur les autres TNOG qui la soutiennent car elle est garante de stabilité et ne peut être contestée.

2.2. L'établissement de nouveaux cadres réglementaires pour enrôler les agents locaux

Un modèle similaire à cette régulation privée ne peut cependant être reproduit avec les acteurs de la société civile locale. En effet, BP ne peut exercer une domination directe sur eux, sous peine de s'engager dans des conflits qui mettraient en danger le fonctionnement du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanaïs. Certes, ce danger existe surtout en Géorgie et en Turquie puisque l'autoritarisme du régime politique azerbaïdjanaïs ne laisse que peu de place aux ONG indépendantes²⁷⁶. Néanmoins, BP a dû impliquer ces acteurs locaux pour cadrer leurs protestations et les enrôler au sein du système complexe. Pour ce faire, elle a d'abord cherché à pallier les limites des cadres existants. Elle a ensuite encadré leurs inquiétudes pour les rallier à la cause BTC. Néanmoins, ce cadrage n'a pas empêché un débordement des protestations,

²⁷³ Entretiens n° 8 et 11.

²⁷⁴ Entretien n° 8. ExxonMobil a même proposé d'arrêter le trafic inter-rives à Istanbul au profit des tankers pétroliers. Entretien n° 62.

²⁷⁵ Entretiens n° 8, 47 et 48.

²⁷⁶ L'essentiel des protestations des ONG locales contre l'oléoduc BTC s'est en effet cristallisé en Géorgie et en Turquie. Entretien n° 63 avec un responsable d'ONG britannique, 2010.

qui se traduit par l'utilisation de l'enjeu environnemental comme facteur de mobilisation hors cadre.

2.2.1. Les limites des cadres réglementaires existants

La société civile joue généralement un rôle minime dans les phases de négociations et de production d'hydrocarbures. Elle est en revanche beaucoup plus active dans celle d'exportation puisqu'elle est directement concernée. La mise en œuvre d'oléoducs et de gazoducs nécessite l'acquisition de terres, l'expropriation de centaines, voire de milliers, de personnes, la gestion de défis liés à la protection de l'environnement et aux droits de l'homme, etc. (Leader, 2006 ; Radon, 2009 ; Wilson, 2010). Ces problématiques touchent directement les populations locales qui cherchent donc à s'informer et à influencer en leur faveur les TNOC. Au Caucase du Sud, BP, en tant que centre de traduction au sein du système complexe, s'est heurtée à deux problèmes pour cadrer les demandes des acteurs locaux avec les moyens existants : la corruption endémique et la faiblesse de juridictions locales.

La corruption dans le Caucase du Sud, définie comme « L'abus d'une position publique à des fins personnelles » (Vincente, 2010, p. 29), est traditionnellement regardée comme un héritage direct du système soviétique (Andvig, 2002 ; Kostanyan, 2003 ; Franke, Gawrich et Alakbarov, 2009)²⁷⁷. Elle découle de la répartition de l'allocation des ressources au sein d'un régime totalitaire en période de manques constants de biens et de services (Cheloukhine et King, 2007). Cette corruption soviétique concernait particulièrement le secteur des infrastructures (ibid.) et il n'est donc pas étonnant qu'elle ait refait surface lors de la mise en œuvre de voies d'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais. Il existe cependant deux types de corruption : la « petite » qui s'applique aux pots-de-vin que le citoyen lambda doit verser tous les jours et la « grande » qui concerne les élites et se traduit généralement par le détournement de financements dans des grands projets publics ou privés (Kostanyan, 2003). BP, comme la plupart des TNOC, n'a été que peu confrontée au second type de corruption, évoluant essentiellement dans

²⁷⁷ Par exemple, l'Azerbaïdjan avait déjà le taux de corruption le plus élevé du temps de l'Union soviétique (Franke, Gawrich et Alakbarov, 2009).

le système complexe agencé autour des *pipelines* et dédié à la politique extérieure des pouvoirs locaux (Andvig, 1999 ; Lussac, 2010b).

Néanmoins, si les TNOC n'ont pas été confrontées directement à la corruption, elles ont vu les sous-traitants qu'elles engageaient devoir s'y soumettre. BP cherchait ainsi à s'appuyer sur des contenus locaux, y voyant un moyen d'impliquer les acteurs locaux tout en promouvant la bonne gouvernance. Dans cette perspective, elle a créé au nom des consortiums AIOC et BTC Co l'*Enterprise Centre* en 2002 (Gulbrandsen et Moe, 2007 ; Lussac, 2010a). Ce programme devait créer un cadre de transparence pour toutes les entreprises locales qui travaillaient avec l'AIOC et BTC Co, principalement au niveau de la fourniture de matériaux et du financement de projets (BTC Project, 2003)²⁷⁸. Malgré ces efforts, les TNOC se sont tout de même retrouvées confrontées à un problème de corruption. Toute entreprise de petite taille créée dans le cadre de l'*Enterprise Centre* n'attire pas l'attention dans un premier temps. Mais, une fois que son activité dépasse un certain seuil, « Elle entre dans le champ du radar d'un ministère (construction...) et doit payer des pots-de-vin à ce ministère »²⁷⁹. « Elle reçoit alors de nombreuses visites de sociétés de sécurité, de percepteurs... »²⁸⁰. On lui demande également de s'approvisionner auprès de sociétés liées de près ou de loin à la famille du ministre ou des hauts responsables du ministère²⁸¹.

Ainsi, si elles bénéficient d'une protection contre la corruption, les TNOC y sont néanmoins indirectement confrontées, *via* les sous-traitants qu'elles essaient de former et d'engager. Ce problème s'est répété en Géorgie. Les maires des villages longeant le Corridor énergétique Est-Ouest ont par exemple approché BP pour proposer de recruter en son nom les ouvriers sur le chantier de construction. Or, ces maires auraient demandé 50 dollars à chaque employé potentiel pour soumettre son nom à l'entreprise anglo-saxonne. Cette dernière a ensuite été confrontée à des plaintes de personnes qui avaient versé de l'argent aux maires mais n'avaient pas

²⁷⁸ Entretiens n° 58 et 64 avec un ancien responsable RSE d'une TNOC, 2010.

²⁷⁹ « *Once a company becomes big, it is on the radar screen of its ministry (construction, etc.) and it has to pay bribes* ». Entretien n° 64. Le même système a été décrit au cours de l'entretien n° 58.

²⁸⁰ « *At a certain point, it receives lots of visits from security people, tax receivers,...* ». Entretien n° 58.

²⁸¹ Entretien n° 64.

été embauchées sur le chantier de construction de l'oléoduc BTC²⁸². La corruption endémique frappant le Caucase du Sud a donc limité la capacité de BP à utiliser les ressources locales, sous peine de mettre à mal sa réputation.

Par ailleurs, BP s'est heurtée à la faiblesse des juridictions locales.

Premièrement, les droits de propriété des terres, hérités de l'époque soviétique, étaient peu clairs. Le cadastre avait été constitué à la va-vite à la chute de l'Union soviétique et, dans de nombreux endroits en Azerbaïdjan et en Géorgie, était encore en vigueur la propriété communale des terres²⁸³. Quant à la Turquie, il est arrivé que la même parcelle de terrain, transmise de génération en génération, appartienne à une centaine de personnes²⁸⁴. Dans ce cas, il fallait rétribuer ceux qui possédaient la terre et ceux qui la travaillaient²⁸⁵. Ce flou a obligé BP à constituer de nouveaux cadastres pour pouvoir attribuer les compensations pour l'expropriation des terres lors de la construction de l'oléoduc BTC. De la même manière, la compagnie anglo-saxonne s'est heurtée en Turquie à l'inapplicabilité des lois, notamment en matière d'environnement. Les lois environnementales turques sont par exemple plus contraignantes que leurs équivalentes européennes. Mais le différentiel entre la théorie juridique et la réalité turque est tel que ces lois sont inapplicables²⁸⁶. Il a fallu dans ces conditions établir de nouveaux cadres juridiques, le plus souvent retranscrit dans les HGA.

Deuxièmement, la question des compensations a créé une manne financière, qui a suscité des envieux. Les autorités locales se sont ainsi spontanément proposées pour reconstituer les cadastres et gérer la répartition des compensations²⁸⁷. Elles ont souvent essayé, parfois avec succès, de détourner l'argent que BP versait aux personnes qui possédaient vraiment les terres²⁸⁸. Les autorités locales ont également proposé aux personnes recevant les compensations de gérer l'argent à leur place, ce qui s'est une nouvelle fois traduit par des détournements²⁸⁹. Cette

²⁸² Entretien n° 58.

²⁸³ Entretien n° 65 avec un responsable environnemental d'une IFI, 2010.

²⁸⁴ Entretiens n° 65 et 66 avec un ancien consultant environnemental, 2009.

²⁸⁵ Entretien n° 65.

²⁸⁶ Entretiens n° 19 et 67 avec un ancien consultant auprès d'une ONG britannique, 2010.

²⁸⁷ Entretiens n° 66 et 68 avec un ancien responsable RSE d'une TNOC, 2010.

²⁸⁸ Entretien n° 69 avec un directeur d'ONG sud-caucasienne, 2009.

²⁸⁹ Entretiens n° 36, 66 et 70 avec un ancien consultant, 2009.

pratique a notamment eu lieu en Azerbaïdjan, où la nature autoritaire du régime a souvent empêché BP et les autres TNOc d'être au fait de ces manœuvres lorsqu'elles se produisaient²⁹⁰.

Pour pallier ces faiblesses structurelles et influencer les velléités réglementaires de BP, la Géorgie a essayé de créer ses propres cadres de régulation²⁹¹. Elle a pour cela eu recours à des ressources extérieures. Ces ressources, recrutées grâce aux IFI ou à l'entregent des hauts fonctionnaires géorgiens, devaient aider Tbilissi dans trois domaines : le processus d'acquisition et de compensation des terres, la négociation des taxes de transit et la rédaction du permis environnemental²⁹². Pour les deux premiers enjeux, Tbilissi a fait appel à l'aide de la Banque mondiale et de la BERD. Ces dernières ont lancé des appels d'offres pour recruter des consultants²⁹³. Les sociétés qui les ont emportés ont ensuite détaché des employés en Géorgie. Ils étaient rémunérés directement par GIOC et le gouvernement géorgien, qui recevaient eux-mêmes des soutiens financiers de la part des IFI²⁹⁴. Le recours à ces ressources extérieures pour proposer un cadre réglementaire alternatif à celui de BTC Co a été limité, pour des raisons différentes toutefois. Tout d'abord, les consultants recommandés par les IFI se sont avérés inexpérimentés. Ne pouvant offrir de salaire élevé, Tbilissi a souvent dû se contenter de consultants de second rang, peu entraînés pour faire face à l'armada mobilisée par BP²⁹⁵. En outre, ces consultants n'ont pas semblé être en permanence dévoués à leur mission. BP a en effet mis sous pression les Etats-Unis et les IFI, en soutenant que la mise à disposition de consultants auprès de la Géorgie entravait la bonne marche du projet BTC²⁹⁶. Enfin, les désaccords au sein du gouvernement géorgien sur l'apport de ces ressources extérieures ont réduit la capacité de ces dernières à proposer une véritable alternative aux cadres réglementaires développées par BTC Co. Ainsi, les tentatives des Etats de transit, et notamment sud-caucasiens, de pallier eux-mêmes

²⁹⁰ Entretien n° 66.

²⁹¹ L'Azerbaïdjan a essayé de faire de même, grâce au soutien de l'Agence américaine pour le Développement et le Commerce (USTDA). Cette tentative n'a cependant produit aucun résultat en raison du manque de soutien politique azerbaïdjanais. Entretien n° 71 avec un directeur d'une institution financière pour le développement, 2010.

²⁹² Entretiens n° 4, 23 et 70.

²⁹³ Entretien n° 72 avec un ancien directeur d'une NOC, 2009.

²⁹⁴ Entretien n° 21.

²⁹⁵ BP aurait par exemple déboursé 200 millions de dollars en consultation sur l'oléoduc BTC. Entretiens n° 12 et 21.

²⁹⁶ Entretiens n° 21 et 71.

la faiblesse de leurs juridictions, ont été un échec. Elles ont alors dû se contenter d'avaliser les cadres réglementaires mis en œuvre par BTC Co.

2.2.2. Enrôler les communautés locales pour les rallier à la cause BTC

Pour éviter de dépendre de juridictions locales corrompues, BP a dû créer de nouvelles autorités locales, qui lui étaient loyales et auxquelles elle pouvait faire confiance. Elle a ainsi dû créer des interdépendances avec des agents locaux, qu'elle ne pensait pas devoir enrôler au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais au départ. Son défi a donc été de créer suffisamment d'interpénétrations entre elle et ces agents pour établir des cadres réglementaires qui satisfassent les deux parties. Dans des environnements faiblement institutionnalisés tels qu'au Caucase du Sud, les communautés locales n'ont *a priori* que peu d'intérêt à collaborer avec les TNOC. En effet, les compensations versées pour l'expropriation des terres sont systématiquement détournées par les juridictions locales²⁹⁷. En outre, ces communautés ont souvent plus à gagner à saboter l'oléoduc (pour y récupérer du pétrole brut) plutôt qu'à le laisser transporter son or noir. Dans ces conditions, les communautés locales sont traditionnellement gardées à l'écart du réseau sociotechnique, ne faisant qu'assister de loin à son agencement progressif et à son fonctionnement.

Pour rompre avec cette pratique, BP devait établir des interpénétrations avec les communautés locales, en manifestant son engagement à long terme dans les Etats concernés et en gérant les inquiétudes émanant de la société civile locale. Dans cette perspective, elle a mis en place le Programme d'Investissement pour les Communautés (CIP). Ce programme, lancé en 2002 et disposant dans un premier temps d'un budget de 20 millions de dollars (BTC Project, 2003) finance des projets développés par les communautés vivant le long du Corridor énergétique Est-Ouest. Le CIP distingue deux types de projets à développer : les « projets à impact rapide » (*Quick Impact Projects*) destinés à « Bâtir de la confiance

²⁹⁷ Entretien n° 68.

[*confidence*] [entre BTC Co et les communautés locales] et à gagner l'assurance [*trust*] » de ces communautés locales dans la bonne foi de BTC Co, et les projets de « développement durable à long terme » (*Long-Term Sustainable Development Projects*) mis en œuvre directement par ces communautés (BTC Project, 2003, p. 11).

Le CIP vient briser l'exclusion systématique des agents locaux des réseaux sociotechniques de transport de pétrole. En mettant en œuvre des projets de développement durable à long terme, il implique les communautés locales dans le réseau sociotechnique et crée des interpénétrations. Ainsi, dans le cadre de ces projets, les communautés locales approchent BTC Co, lui soumettent un projet dédié à satisfaire un besoin (la construction d'écoles par exemple) et, s'il est retenu, le mettent ensuite en œuvre avec un financement de BTC Co. Le projet est ensuite régulièrement évalué : tant qu'il est considéré comme satisfaisant, il est poursuivi. Mais s'il est considéré comme mauvais, il est alors annulé et la communauté qui a « échoué » reçoit les conseils de communautés qui ont « réussi »²⁹⁸. Dans tous les cas, le projet qui est mis en œuvre n'est pas un projet dont les TNOC pensent que les communautés locales ont besoin ; c'est au contraire un projet dont les secondes ont besoin et qu'elles pensent pouvoir être financé par les premières²⁹⁹. La nuance est importante : en donnant une vraie responsabilité à ces communautés, BP, *via* BTC Co, les enrôle au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Un tel enrôlement est essentiel pour assurer la sûreté et la sécurité des infrastructures du réseau.

Cet enrôlement participe en outre à l'établissement de cadres réglementaires, qui se substituent aux cadres existants. Grâce à la mise en œuvre de ces cadres, le CIP protège, dans une certaine mesure bien sûr, les communautés locales des pratiques prédatrices (corruption, détournement des compensations) des juridictions locales. En Azerbaïdjan, BP a engagé des officiers de liaison avec les communautés, chargés d'être les intermédiaires entre BP et les autorités locales. Ces officiers, au nombre de six, étaient des hommes mûrs (entre 40 et 50 ans), disposant d'une aura locale et

²⁹⁸ « Les communautés qui ont réussi sont utilisées comme exemples pour les communautés qui ont échoué » (« *The successful communities are used as examples for other communities which have failed* »). Entretien n° 68.

²⁹⁹ Ibid.

connaissant les régions dont ils étaient en charge. Malgré quelques ratés³⁰⁰, cette stratégie s'est dans l'ensemble révélée être un succès en Azerbaïdjan. Ces officiers ont remplacé les autorités locales et ont permis à BTC Co d'être en lien direct avec les communautés vivant le long de l'oléoduc. BP a eu recours à la même stratégie en Géorgie, avec moins de réussite toutefois. Elle a engagé l'Association Géorgienne des Jeunes Avocats (*Georgian Young Lawyers Association*, GYLA) pour redessiner le cadastre et attribuer justement les compensations des terres³⁰¹. Or, ces jeunes diplômés, souvent originaires de Tbilissi, n'avaient généralement aucune connaissance des régions où passe l'oléoduc BTC et manquaient de crédibilité auprès des personnes devant recevoir leur compensation³⁰². Celles-ci ont néanmoins pu être versées et le cadastre a pu être redéfini, une nouvelle fois en marge des pratiques réglementaires traditionnelles de l'Etat.

L'établissement de ces cadres réglementaires nouveaux et le versement des compensations ne sont pas des gestes de générosité pure de la part de BP et de ses partenaires au sein de BTC Co. En accueillant les communautés locales au sein du sous-réseau sociotechnique régi par les normes internationales de l'industrie pétrolière, BP fait bénéficier ces agents du parapluie dont elle jouit contre les pratiques prédatrices des autorités locales. Elle s'assure ainsi la confiance et la loyauté de ces communautés. Etant « protégé » au sein du système complexe, BTC Co ne subit pas l'ire du pouvoir central pour cette rupture avec les pratiques locales traditionnelles³⁰³. Il peut au contraire mettre en avant le fait que cette politique contribue au développement du capital humain local. Et cette régulation parallèle permet dans le même temps d'assurer la sûreté et la sécurité des infrastructures de transport des hydrocarbures. Cette régulation permet ainsi de diminuer les risques non-techniques posés contre ces dernières³⁰⁴.

Grâce au CIP, les communautés locales bénéficient directement de l'oléoduc et ne sont donc pas incitées à lui porter atteinte. Il est ainsi intéressant de noter que

³⁰⁰ Des officiers de liaison auraient parfois été corrompus par les autorités locales pour s'accaparer les compensations financières (Kochladze, 2006). Cela est cependant très difficile à démontrer en raison du manque de transparence et de la difficulté d'opération des ONG en Azerbaïdjan. Entretiens n° 66 et 73 avec un ancien président d'ONG sud-caucasienne, 2011.

³⁰¹ Entretiens n° 36 et 66.

³⁰² Entretiens n° 58, 65 et 68.

³⁰³ Le fondateur du CIP dans le Caucase du Sud considère cependant qu'il n'y a jamais eu de compétition entre ce programme et les autorités locales. Il reconnaît néanmoins que ces dernières ont protesté de se voir ainsi marginalisées.

³⁰⁴ Entretien n° 76 avec un officier RSE d'une TNOC, 2009.

l'oléoduc BTC n'a pas souffert des siphonages multiples (environ 40 fois par an) qu'a subi la WREP en Géorgie. Cette différence de condition s'explique bien sûr par la sécurité accrue sur l'oléoduc BTC mais également par les avantages octroyés par le CIP. Contrairement au cas de la WREP, les communautés vivant le long de l'oléoduc BTC ont bénéficié de la mise en œuvre de ce dernier. Elles n'ont donc plus intérêt à coopérer avec la mafia locale qui organisait le siphonage de la WREP³⁰⁵.

De la même manière, BP a pu circonscrire assez facilement les tensions raciales autour de la construction de l'oléoduc BTC et du gazoduc BTE en Géorgie. Cette dernière nécessite une main d'œuvre spécialisée, notamment en ce qui concerne la soudure des tubes entre eux. Les soudeurs de *pipelines*, qui constituent un corps d'élite au sein de l'industrie pétrolière et se déplacent de chantier en chantier à travers le monde, sont souvent des Moyen-Orientaux, des Sud-Américains et des Indiens³⁰⁶. Or, la zone autour de la frontière turco-géorgienne était un *no man's land* du temps de la Guerre froide. Les populations locales ont généralement vécu isolées et n'ont ainsi jamais croisé de personnes de couleur. Cette rencontre a ainsi suscité des tensions entre les Géorgiens et les ouvriers spécialisés, les premiers acceptant difficilement que ceux qu'ils considéraient comme des « sous-hommes » fassent des métiers plus qualifiés qu'eux³⁰⁷. Extrêmement vigilante vis-à-vis de ce problème, assez classique dans l'industrie pétrolière, BP s'est appuyée sur le CIP pour mettre l'accent sur les bienfaits des *pipelines* et l'utilité de ces ouvriers spécialisés qui bâtissaient des infrastructures dont les communautés locales bénéficieraient par la suite³⁰⁸.

L'établissement de nouveaux cadres réglementaires par BP a donc eu des effets inattendus. Il a conduit à l'enrôlement des communautés locales au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et à la création d'interpénétrations entre la TNOC et les communautés locales. Cela a permis à BTC Co de réduire les risques non-techniques pesant sur les infrastructures de transport tout en circonscrivant *ex ante* les protestations contre ces dernières.

³⁰⁵ Entretien n° 8.

³⁰⁶ Entretien n° 66.

³⁰⁷ Les Indiens étaient par exemple constamment arrêtés par la police géorgienne, qui s'interrogeait sur les chiques de tabac qu'ils mâchaient.

³⁰⁸ Entretiens 36 et 66.

Cependant, ce cadrage a logiquement produit un débordement, qui s'est traduit par l'utilisation de l'enjeu environnemental comme instrument de rejet de la régulation selon BP.

2.2.3. L'environnement comme enjeu de débordement

L'enrôlement des communautés locales au sein du réseau sociotechnique apparaît comme un processus *ad hoc*, mais dont l'opportunité permet de résoudre un problème à un moment donné. Cependant, ce caractère opportuniste met justement en lumière les limites du cadrage du réseau opéré par BP en tant que centre de traduction. En effet, tout cadrage produit des débordements. En l'occurrence, l'enrôlement des communautés locales se traduit par une politisation d'un enjeu – l'environnement – pour contester le cadre réglementaire établi par BP et par remettre en cause l'existence même du réseau sociotechnique.

Contrairement aux attentes de BP, les agents marginalisés n'ont pas cherché à faire face à la compagnie anglo-saxonne dans le cadre de contestation établi par cette dernière. Celle-ci attendait de ces agents qu'ils protestent contre le BTC sur des questions comme les compensations pour l'expropriation des terres, pour lesquelles BP avait établi des mécanismes de protestation. Certes, les ONG locales, contestant la régulation opérée par BP, l'ont fait dans une certaine mesure³⁰⁹. Mais la plus grande part de la protestation contre l'oléoduc BTC s'est focalisée sur un domaine que BP n'avait pas prévu et pour lequel elle n'avait pas de cadre préétabli³¹⁰. L'enjeu environnemental est ainsi devenu l'argument principal de protestation contre la régulation mise en œuvre par BP. Il a incarné le débordement du cadre de régulation établi par cette dernière.

L'argument environnemental s'est principalement exprimé à travers le débat sur le tracé de l'oléoduc BTC en Géorgie³¹¹. Trois routes étaient au départ considérées : le corridor Nord, passant dans les gorges de Borjomi (Tskhratskaro-Bakuriani-

³⁰⁹ Des ONG locales ont ainsi approché les personnes vivant le long de l'oléoduc BTC pour qu'elles demandent le versement de compensations à BTC Co, même si leur propriété n'était pas concernée. Entretiens n° 65, 66 et 69.

³¹⁰ Entretiens n° 33 et 75 avec un ancien haut fonctionnaire géorgien, 2009.

³¹¹ L'argument environnemental a été uniquement utilisé contre l'oléoduc BTC car le pétrole était considéré, à raison, comme plus dangereux que le gaz pour l'environnement. Entretien n° 69.

Tsalka), le corridor central, traversant le district d'Akhalkalaki, et le corridor Sud, passant par Karakaia et le district d'Akhalkalaki³¹² (Kochladzé, 2006)³¹³. Dans une étude de faisabilité réalisée en 1998, la Banque mondiale recommandait l'une des deux dernières voies car plus courte de 60 kilomètres et plus sûre d'un point de vue environnemental (ibid.)³¹⁴. Un parc naturel se trouve en effet dans les gorges de Borjomi et c'est également là qu'est produite l'eau minérale du même nom, consommée dans tout l'espace post-soviétique (Lussac, 2010a). Mais les tracés des corridors Central et Sud ont été rejetés car ils ne prodiguaient pas suffisamment de garantie de sécurité³¹⁵. Cette décision a cristallisé les protestations des ONG contre BP, accusée de mettre en péril l'environnement géorgien (Barry, 2006b ; Kochladzé, 2006 ; Lussac, 2010a).

Ce débat sur le tracé de l'oléoduc BTC en Géorgie a largement dépassé le domaine technique. Il est devenu un enjeu politique à signification plurielle selon les acteurs considérés. Pour les ONG locales exclues du CIP, il s'est apparenté à un instrument de contestation du cadre de régulation déterminé par BP. La ministre géorgienne de l'Environnement de l'époque³¹⁶ a ainsi contacté, sans en référer au Premier ministre et au Président, le ministère néerlandais de l'Environnement. Ce dernier a alors détaché auprès de son homologue géorgienne la Commission néerlandaise d'Etude des Impacts Environnementaux (NCEA)³¹⁷. Cette commission a aidé le ministère géorgien de l'Environnement dans la rédaction du permis environnemental pour l'oléoduc BTC. Elle lui a donné l'opportunité de contester le cadre établi par BP, notamment en incorporant dans le permis environnemental le besoin d'étudier le tracé du corridor Sud (par Karakaia) pour l'oléoduc BTC (section 9.b.ii, Ministère de l'Environnement de la Géorgie,

³¹² Voir la carte de la Géorgie dans l'annexe n° 1.

³¹³ Ces trois tracés sont mentionnés dans la première version du permis environnemental pour l'oléoduc BTC signé le 30 novembre 2002.

³¹⁴ Entretien n° 75.

³¹⁵ Le district d'Akhalkalaki, situé dans la région de Djavakhétie, est majoritairement peuplé d'Arméniens. Craignant pour la sécurité de l'oléoduc, Bakou et Tbilissi ont demandé à ce que le BTC ne traverse pas cette zone (Lussac, 2010a). Nous reviendrons dans la section 4.1.2 sur ce sujet.

³¹⁶ Nous rangeons dans la catégorie des ONG locales la ministre géorgienne de l'Environnement en raison de son histoire professionnelle. Avant, puis après avoir été ministre de l'Environnement, elle a été directrice du *Greens Movement*, branche géorgienne d'Amis de la Terre International. De plus, son mari est l'officier politique du WWF Caucase du Sud.

³¹⁷ Entretien n° 76. Les rapports de la NCEA sont consultables à cette adresse : http://www.eia.nl/detail_en.aspx?id=25575.

2002)³¹⁸. Même si cette action n'a produit que peu d'effet³¹⁹, elle a permis aux ONG locales exclues du CIP de déborder le cadre établi par BP et d'essayer de le mettre en cause.

Pour BP, l'argument environnemental a été perçu comme une tentative des acteurs locaux de lui extorquer de l'argent. Le ministère géorgien de l'Environnement a par exemple demandé que soit étudiée la construction d'un tunnel dans les gorges de Borjomi (BERD, 2003). Or, BP suspectait le directeur général de GIOC de détenir des parts dans une société géorgienne de construction de tunnel³²⁰. Elle accusait également la ministre géorgienne de l'Environnement d'avoir des intérêts dans l'entreprise *Borjomi Mineral Water*, qui exploite l'eau minérale de Borjomi³²¹. C'est d'ailleurs dans l'espoir d'annihiler le débordement des ONG géorgiennes que BTC Co a conclu un accord avec cette société en 2004. BP a mené les négociations et a facilement accepté les demandes de *Borjomi Mineral Water* : une compensation financière – entre 26 et une centaine de millions de dollars – et le transfert de la responsabilité des assurances en cas d'accident sur BTC Co³²². La conclusion rapide d'un accord avec cette entreprise devait permettre à BP de stopper tout débordement des agents marginalisés autour des questions environnementales.

Il a cependant fallu attendre l'arrêt de la construction de l'oléoduc BTC à Borjomi en juillet 2004 pour assister à la fin de ces débordements (Kochladzé, 2006). Officiellement, BTC Co n'avait pas rempli la condition 9 du permis environnemental, portant sur la réalisation d'études écologiques et socio-économiques avant de poser l'oléoduc dans la zone de Borjomi (ministère de l'Environnement de la Géorgie, 2002 ; BP, 2006 ; Kochladzé, 2006). Le nouveau gouvernement géorgien de Saakachvili exigeait donc que BTC Co réalise de nouvelles études sur les impacts environnementaux. Mais BP a refusé, arguant que

³¹⁸ Entretiens n° 75 et 76 avec un responsable d'une ONG sud-caucasienne, 2009.

³¹⁹ Dans un ultime effort de résistance, la ministre géorgienne a annoté le permis environnemental le soir du 30 novembre 2002, date butoir fixée par BP pour la livraison du permis. Néanmoins, la ministre a été convoquée une nouvelle fois le 2 décembre 2002 et a alors dû signer une version non annotée (Lussac, 2010a). Entretiens n° 67, 70 et 75.

³²⁰ Entretien n° 36. Cette information n'a pas été vérifiée par la suite.

³²¹ Cette croyance n'était basée que sur le fait que des responsables de BP avaient croisé les dirigeants de *Borjomi Mineral Water* au ministère géorgien de l'Environnement. Entretiens n° 33 et 36.

³²² Le montant de la compensation varie selon les sources. Entretiens n° 33 et 77 avec un ancien dirigeant d'une entreprise géorgienne, 2011.

cela relevait de la tentative d'extorsion de fonds³²³. Elle a alors mobilisé ses réseaux politiques. Le Conseiller spécial américain pour la diplomatie énergétique dans le bassin caspien Steven Mann et la Secrétaire d'Etat adjointe américaine pour les affaires européennes et eurasiatiques se sont rendu en Géorgie et ont survolé en hélicoptère Borjomi pour vérifier la sécurité de l'oléoduc. Considérant qu'il n'y avait aucun risque, ils ont fait pression sur le gouvernement géorgien pour qu'il autorise la reprise du chantier (Kochladzé, 2006)³²⁴. Après deux semaines d'arrêt, la construction de l'oléoduc BTC a repris. Un accord a été trouvé entre BTC Co et le gouvernement géorgien sous la forme du versement de 40-49 millions de dollars par BTC Co à travers un programme de bourse. Tbilissi s'est surtout engagée à ne plus soulever les problématiques environnementales autour de l'oléoduc BTC en Géorgie³²⁵. Cet accord met donc en lumière l'échec du débordement des cadres réglementaires établis par BP. Il met en avant la réussite de la compagnie anglo-saxonne à enrôler les communautés locales au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et à ainsi circonscrire les tentatives de régulation parallèle opérées par la société civile locale.

2.3. L'enrôlement des IFI comme vecteurs de régulation

De la même manière qu'elle a enrôlé les communautés locales au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, BP a cherché à engager les IFI, notamment la BERD et la SFI, au sein du système complexe. En créant des interpénétrations avec ces deux agents, la firme anglo-saxonne avait deux objectifs : assurer le financement de l'oléoduc BTC³²⁶ et garantir le risque politique existant au Caucase du Sud. Mais l'enrôlement des IFI a attiré les protestations de la société civile mondiale. BP a alors dû développer des interdépendances avec les ONG mondiales, conduisant à une régulation inattendue du système complexe.

³²³ Dans ce cadre, BP a lancé une campagne accusant de corruption le directeur général de GIOG. Entretiens n° 21 et 33.

³²⁴ Entretiens n° 8, 78 et 79 avec deux anciens diplomates américains, 2010, et 80 avec un diplomate américain, 2010.

³²⁵ Le montant varie selon les sources. Entretiens n° 24, 69 et 81 avec un consultant pour une NOC, 2009.

³²⁶ Le gazoduc BTE n'a été financé qu'avec des capitaux propres.

2.3.1. Les IFI, entre gestion du risque politique et financements

Le rôle premier des IFI est d'apporter des financements à des projets d'importance. L'oléoduc BTC est rapidement entré dans ce cadre : traversant trois pays, il devait être le premier *pipeline* contournant la Russie construit dans l'espace post-soviétique. Son coût de construction devait en outre être élevé, estimé en 1997 à 2,7 milliards de dollars (Verrastro, 2009).

	Azerbaïdjan / Géorgie	Turquie	Total
Ingénierie de base	9	12	21
Ingénierie détaillée	28	42	70
Préparation et acquisition des terres	70	99	169
Construction	854	1 253	2 107
Sous-total	961	1 406	2 367
Mobilisation et coûts des propriétaires			205
Provision non allouée (pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie)			153
Total			2 725

Tableau 4. Coûts de construction de l'oléoduc BTC selon l'étude de faisabilité de l'AIOC en 1997 (en millions de dollars US)

Aussi, l'AIOC a rapidement considéré que l'aide des IFI serait souhaitable pour financer ce projet. Les premières discussions sur le BTC à la SFI remontent ainsi à 1997, alors que cette IFI était consultée sur la construction de la WREP³²⁷. Mais les négociations ont véritablement commencé après 2000, une fois que BP, puis l'AIOC, aient exprimé leur soutien à la mise en œuvre de l'oléoduc BTC³²⁸. La firme anglo-saxonne a alors cherché à enrôler plus en avant les deux IFI qui avaient travaillé sur la WREP – la BERD et la SFI – dans le réseau sociotechnique

³²⁷ Entretiens n° 26 et 82 avec un économiste d'une IFI, 2010.

³²⁸ Entretien n° 19.

de transport du pétrole azerbaïdjanais. Le financement de l'oléoduc BTC, dont le coût total est estimé entre 3,9 et 4,5 milliards de dollars (Verrastro, 2009), est organisé tel qu'il suit :

Source de financement	Contribution financière (en milliards de dollars US)
Capitaux propres	1,4 ³²⁹
Prêts des banques commerciales aux actionnaires ³³⁰	0,9
IFI	0,5
Dette assurée par les agences de crédit à l'exportation (ACE) et prêts des ACE	1,1
Total	4,1

Tableau 5. La répartition du financement de l'oléoduc BTC³³¹

L'enrôlement des IFI suit trois logiques : le financement de l'infrastructure, l'enrôlement d'autres financeurs *via* les IFI, et la gestion du risque politique. En ce qui concerne le financement direct de l'oléoduc BTC, le rôle des IFI a été assez limité. Alors que BTC Co les avait approchées pour qu'elles lui octroient 2,5 milliards de dollars, la BERD et la SFI n'ont pu fournir que 500 millions de dollars au projet – 250 millions chacune – (Muttit et Marriott, 2006)³³². Elles ont même compliqué le processus de construction puisqu'elles ont exigé que le projet soit réalisé selon leurs normes³³³. La BERD et la SFI ont en effet demandé la mise en œuvre d'ESIA, d'un plan de gestion de l'environnement et d'un plan d'action de reclassement avant de financer le projet. BTC Co a alors dû développer deux mécanismes de suivi indépendant pour assurer qu'il se conformait bien aux demandes des IFI.

³²⁹ Ce chiffre varie selon les sources : l'entretien n° 26 parle de 1,2 milliards de dollars, les entretiens n° 8 et 33 de 1,4 milliards et l'entretien n° 83 de 1,8 milliards. Nous avons décidé de tenir compte du chiffre médian.

³³⁰ Les banques commerciales à avoir accordé un prêt syndiqué à BTC Co ont été au nombre de 15 : ABN AMRO, Citibank, Mizuho et la Société Générale comme coordinateurs, Banca Intesa, Crédit Agricole Indosuez, Dexia, HypoVereinsbank, ING, KBC, Natexis Banques Populaires, San Paolo IMI, West LB et Royal Bank of Scotland (Chrysostomidis et Zakkour, 2008).

³³¹ Entretiens n° 8, 26, 33 et 82. Ces données demeurent confidentielles et il est extrêmement difficile d'avoir une estimation exacte.

³³² Entretiens n° 26, 82 et 83 avec un spécialiste environnemental d'une IFI, 2009.

³³³ Entretien n° 26.

Pour le suivi social, il a constitué un panel de consultants indépendants – le Plan d'action social et de reclassement (SRAP)³³⁴. Pour le suivi environnemental, il a mis en œuvre le Consortium indépendant pour l'environnement avec un appel d'offres à la clé. Mott McDonald a remporté le premier, puis, une fois que le financement de l'oléoduc BTC a été assuré, elle a été remplacée par D'Appolonia, qui avait remporté le nouvel appel d'offres³³⁵. Le SRAP et le consortium environnemental se sont alors rendu sur le terrain respectivement tous les six et trois mois. Ils ont rencontré les communautés locales, les ONG, les gouvernements pour recueillir leurs griefs contre la construction de l'oléoduc BTC et les transmettre à BP pour qu'elle y réponde³³⁶. En parallèle, BP a dû gérer les deux visites de la BERD (en Azerbaïdjan et en Géorgie³³⁷) et de la SFI (en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie), d'une durée de trois semaines chaque fois³³⁸. La lourdeur de ce processus a conduit le responsable de BTC Co en charge des IFI à s'écrier que les IFI « ont rendu le financement tellement difficile »³³⁹. L'enrôlement des IFI a donc alourdi le travail de BTC Co et complexifié l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

Au niveau du financement, le principal apport des IFI concerne l'enrôlement indirect des ACE dans le réseau sociotechnique. Les ACE sont traditionnellement des preneurs de risques, dont les normes sociales et environnementales ne sont pas draconiennes et qui subissent les pressions politiques de leurs gouvernements pour financer les projets des entreprises nationales³⁴⁰. Pourtant, le projet BTC les inquiétait : le Caucase du Sud leur apparaissait comme un marché exotique et elles craignaient que l'oléoduc ne soit pas viable commercialement, doutant du montant des réserves pétrolières en amont³⁴¹. Les IFI ont donc contribué à rassurer ces financeurs potentiels. Quand elles ont été contactées en août 2002, les ACE ont d'abord été rassérénées par l'exemple de la WREP, où l'AIOC avait démontré sa capacité à mettre en œuvre un projet aux normes

³³⁴ Entretien n° 66.

³³⁵ Mott McDonald aurait dû conserver le contrat d'audit environnemental tout au long de la construction mais elle a été remplacée car le dossier de D'Appolonia paraissait plus adapté. Entretien n° 84 avec le conseiller d'une ACE, 2010.

³³⁶ Tous ces rapports sont disponibles à cette adresse : <http://www.bp.com/subsection.do?categoryId=9006625&contentId=7013426>.

³³⁷ La Turquie n'étant pas membre de la BERD, cette IFI ne pouvait pas s'y rendre.

³³⁸ Entretien n° 82.

³³⁹ « *They [IFIs] made the financing so complicated!* ». Entretien n° 26.

³⁴⁰ Entretien n° 82.

³⁴¹ Entretien n° 19.

de la BERD³⁴². Elles ont alors été convaincues de la capacité de BTC Co à mettre en œuvre un projet aux normes des IFI et qui soit viable commercialement³⁴³. En outre, leur travail de suivi social et environnemental a été facilité par les processus mis en œuvre au préalable à la demande des IFI. Ces mêmes IFI ont d'ailleurs organisé des visites communes sur le terrain, avec les ACE et les consultants externes, en juin 2003³⁴⁴. Ce travail de facilitateur des IFI a été important dans le financement de l'oléoduc BTC. Il a contribué à l'enrôlement des ACE au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, qui a permis d'apporter 1,1 milliards de dollars supplémentaires au projet BTC³⁴⁵.

Les IFI ont enfin pris en charge les risques politiques pesant sur l'oléoduc BTC. Une telle prise en charge était essentielle aux yeux de BP, qui était bien consciente de l'image d'instabilité politique dont est porteur le Caucase du Sud³⁴⁶. Ici aussi, les IFI ont joué un rôle de facilitateur pour enrôler de nouveaux agents au sein du réseau sociotechnique. Elles ont convaincu les ACE et les banques commerciales de la viabilité du projet et de la confiance à accorder à BP dans la mise en œuvre de l'oléoduc BTC³⁴⁷. Mais le plus grand apport des IFI, et notamment de la SFI, concerne la construction du *pipeline* en Turquie. A la différence de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, le tube n'a pas été posé dans ce pays par BTC Co mais par l'entreprise nationale BOTAS. Or, cette firme entendait construire l'oléoduc BTC, comme elle avait construit son réseau interne de *pipelines*, en y appliquant les mêmes normes. Or, ces normes étaient inférieures aux demandes de la SFI. La capacité de BOTAS à construire l'oléoduc BTC était donc une source d'inquiétude chez cette IFI aussi bien qu'au sein des ONG ou même de BP³⁴⁸. Cette dernière s'est donc servi de la SFI comme d'un levier auprès de BOTAS. Elle a laissé les consultants engagés par l'IFI se rendre tous les trois mois sur le chantier turc du BTC et se déplacer à leur guise³⁴⁹. Malgré les protestations de BOTAS, cette

³⁴² Entretien n° 84.

³⁴³ Une ACE ne finance pas directement, elle garantit le financement d'un projet. Par exemple, elle garantit auprès d'une banque l'achat par BTC Co de tuyaux en acier au Royaume-Uni. Voir le schéma sur le mode de financement d'une ACE en annexe n° 3.

³⁴⁴ Entretiens n° 82 et 84.

³⁴⁵ Entretiens n° 26 et 82.

³⁴⁶ Entretien n° 26.

³⁴⁷ Entretiens n° 71 et 84.

³⁴⁸ Entretiens n° 33 et 85 avec un ancien consultant pour une ONG transnationale, 2010.

³⁴⁹ Entretiens n° 47, 61 et 66.

stratégie a été efficace et la compagnie turque a construit l'oléoduc BTC aux normes de la SFI³⁵⁰. Les IFI ont donc permis à BP de réguler les comportements des agents au sein du réseau sociotechnique. Elles ont été utilisées comme levier auprès d'agents qui contestaient au préalable la régulation opérée par BP.

Ce rôle politique des IFI s'est encore accentué avec les protestations des ONG. Les IFI ont en effet cristallisé les contestations de ces dernières et ont permis à BP de mieux y répondre³⁵¹. En effet, les ONG n'ont commencé à être sensibles au projet BTC qu'à partir du moment où un financement des IFI a été évoqué fin 2000, début 2001. Ce projet s'est alors inscrit dans les listes des financements soi-disant sales qu'effectueraient les IFI³⁵². Les ONG se sont alors constituées en réseau, en créant la Campagne Bakou-Ceyhan (*Baku-Ceyhan Campaign*). Rassemblant plus de onze ONG, dont Amis de la Terre International, le CEE Bankwatch ou le *Kurdish Human Rights Project* (KHRP)³⁵³, cette campagne s'est focalisée sur la participation des IFI, et par là des ACE, dans la mise en œuvre de l'oléoduc BTC³⁵⁴. Par exemple, des militants de *Rising Tide*, associés à la Campagne Bakou-Ceyhan, ont occupé le siège du Département britannique de Garantie de Crédits à l'Exportation (ECGD) à Londres le 28 août 2003 (*Rising Tide*, 2003)³⁵⁵. En ce sens, les IFI ont servi de parapluie à BP pour empêcher l'immixtion dans le réseau sociotechnique d'agents considérés comme menaçants sa structure. L'enrôlement des IFI au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais par BP a donc dépassé le simple enjeu du financement de l'oléoduc BTC. Il a surtout servi de facilitateur pour enrôler d'autres financeurs et de parapluie contre les risques politiques posés par les ONG ou les Etats de transit.

³⁵⁰ Entretien n° 86 avec un directeur d'une NOC, 2010.

³⁵¹ Entretien n° 82.

³⁵² Entretiens n° 69 et 87 avec un ancien directeur d'une ONG transnationale, 2010.

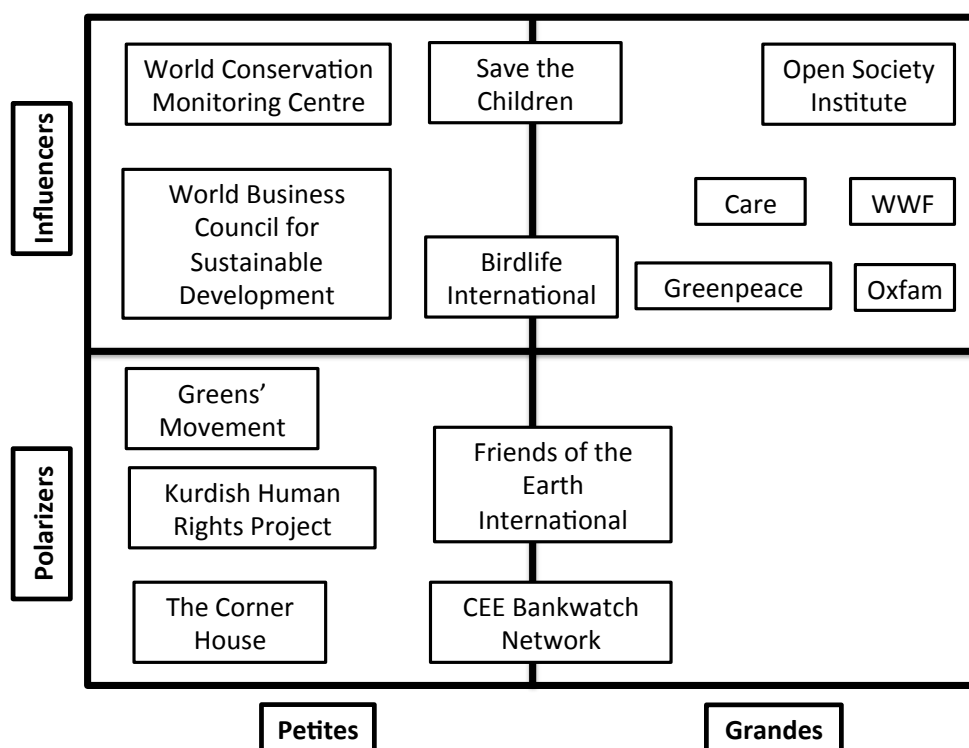
³⁵³ Le noyau dur de cette campagne était constitué des ONG britanniques *Corner House* et KHRP et de l'ONG transnationale Amis de la Terre International. Au cours de leur campagne contre la construction du barrage Ilisu dans le sud-est de la Turquie, construction financée par la SFI, ces trois ONG ont entendu parler de l'oléoduc BTC. Elles ont alors décidé de s'y intéresser de plus près et ont cherché des partenaires. La Campagne Bakou-Ceyhan était née. Entretiens n° 63, 88 avec un directeur RSE d'une TNOC, 2009, et 89 avec un directeur d'une ONG britannique, 2010.

³⁵⁴ Pour un résumé exhaustif des actions menées par cette campagne contre l'oléoduc BTC, voir Kochladze (2006) et Muttitt et Marriott (2006) et le site Internet <http://www.bakuceyhan.org.uk/>.

³⁵⁵ Entretien n° 61.

2.3.2. Encadrer les protestations de la société civile mondiale

Si les IFI ont servi de parapluie vis-à-vis des protestations des ONG sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC, elles n'ont pour autant pas diminué ces contestations. BP s'est retrouvée face à un mouvement global, où les ONG sud-caucasiennes, britanniques et mondiales se sont rassemblées pour mettre en cause son rôle dans l'élaboration du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Afin de répondre à cette mise en cause de son pouvoir de traduction, la firme anglo-saxonne a élaboré une stratégie, relevant du « diviser pour mieux régner », pour appréhender ces acteurs de la société civile.



Graphique 3. La stratégie de BP vis-à-vis des ONG³⁵⁶

Le tableau ci-dessus distingue quatre types d'ONG : les petites ONG, les grandes ONG, les ONG qui cherchent à influencer (*Influencers*), et les ONG qui cherchent

³⁵⁶ Ce tableau a été élaboré à partir d'une présentation interne effectuée par BP en 2003 sur la gestion des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'oléoduc BTC transmise durant l'entretien n° 89.

à s'opposer (*Polarizers*). BP a placé dans cette dernière catégorie toutes les ONG qui ont fait partie de la Campagne Bakou-Ceyhan. En revanche, dans la catégorie des ONG d'influence, on retrouve notamment celles qui ont refusé de participer à cette campagne, jugée trop radicale. Par exemple, le WWF, bien que contestataire de l'oléoduc BTC, n'y a pas pris part car le KHRP était considéré comme trop engagé politiquement et trop critique vis-à-vis du gouvernement turc³⁵⁷. En fonction de ces distinctions, BP a élaboré sa stratégie vis-à-vis des ONG transnationales. Elle a ainsi jugé potentiellement légitimateur le travail effectué par les grandes ONG d'influence et a cherché à s'en rapprocher. En revanche, elle a décidé de mener une politique de contestation systématique des déclarations et rapports des ONG d'opposition.

BP considérait en outre que l'enrôlement des IFI et de consultants extérieurs permettait de mettre en échec toute tentative de contestation des agents situés à l'extérieur du réseau sociotechnique. Le directeur exécutif de BP d'alors, John Browne, a ainsi eu l'idée de créer le Groupe de conseils sur le développement de la Caspienne (*Caspian Development Advisory Panel*, CDAP) (Wilson, 2010)³⁵⁸. Ce groupe, composé de personnalités de haut niveau et référant directement à J. Browne, devait donner des conseils objectifs sur les impacts économiques, environnementaux et sociaux de l'oléoduc BTC en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie (Elkind, 2005 ; Kyte, 2006)³⁵⁹. En raison de son statut particulier, le CDAP pouvait donner des consignes directement aux équipes de BP sur le terrain³⁶⁰. Il prenait également contact directement avec les ONG, pour entendre leurs griefs et les transmettre au sommet de la compagnie anglo-saxonne³⁶¹. Ainsi, le CDAP apparaissait comme un outil de régulation indépendant aux mains de BP pour anticiper les contestations sur les traductions de la société basée à Londres³⁶².

³⁵⁷ Entretiens n° 85 et 87.

³⁵⁸ Entretiens n° 22 et 65.

³⁵⁹ Entretien n° 58.

³⁶⁰ Certaines équipes de BP considéraient ainsi le CDAP comme « un châtimeut auto-infligé » (« *CDAP was a self-inflicted punishment* »). Entretien n° 22.

³⁶¹ Entretiens n° 69 et 85.

³⁶² Le CDAP a également servi de médiateur entre BP et GIOC lors de l'arrêt de la construction de l'oléoduc BTC à Borjomi à l'été 2004. Entretien n° 36.

En parallèle à ce procédé de régulation, BP a cherché à enrôler une grande ONG environnementale au sein du réseau sociotechnique pour contrecarrer à l'avance les protestations sur les dangers environnementaux posés par l'oléoduc. Dans cette perspective, elle a proposé au WWF International de nouer un partenariat en 2001. Mais l'ONG transnationale a refusé, estimant que cela posait un problème de crédibilité vis-à-vis de ses membres³⁶³. Elle s'est alors contenté d'ONG plus petites comme *Birdlife International* ou l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (*International Institute for Environment and Development*, IIED) pour remplir ce rôle³⁶⁴. Cette appréciation de la nature des protestations sur l'oléoduc BTC a cependant été mise en cause au printemps 2003, avec la publication d'un rapport critique d'Amnesty International sur les risques posés par les accords sur le respect des droits de l'homme dans les Etats de transit (Amnesty International, 2003). Cette étude a eu une résonnance importante, notamment auprès de la BERD et de la SFI³⁶⁵. Or, à cette période, au printemps 2003, BP peinait justement à s'assurer du financement de la SFI, malgré la longue amitié entre John Browne et John Wolfensohn, alors président du Groupe Banque Mondiale (Browne, 2010). Le WWF International menait en effet une campagne au plus haut niveau de la Banque mondiale pour qu'elle se retire du projet BTC³⁶⁶. Ainsi, en dépit de la stratégie élaborée, BP s'est retrouvée au même moment confrontée à une mise en cause de son pouvoir de traduction et à une tentative de recadrage du réseau sociotechnique opérée par des agents à l'extérieur de ce réseau.

Cette période de latence a mis en lumière les divisions au sein de BP sur les procédés de régulation mis en œuvre au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. L'Unité Business de l'entreprise a ainsi appelé à ne pas prendre ces tentatives au sérieux et à faire du *business as usual*. L'Unité Affaires extérieures s'est opposé à cette approche et a prôné la prise en compte du rapport d'Amnesty International. La deuxième stratégie a finalement été retenue et le cabinet de consultance juridique Foley Hoag a ainsi été enrôlé pour émettre un avis

³⁶³ Entretien n° 85. Le WWF Nouvelle-Zélande collabore cependant avec la TNOC Shell en Nouvelle-Zélande.

³⁶⁴ Entretien n° 90 avec un directeur d'une ONG transnationale, 2010.

³⁶⁵ Entretiens n° 19 et 82.

³⁶⁶ Entretien n° 87. Cette campagne n'a cependant marché qu'un temps. Si le WWF International a obtenu le report du vote du conseil d'administration de la Banque mondiale sur le financement de l'oléoduc BTC fin novembre 2003, elle n'a pu empêcher l'engagement de la SFI en faveur de ce projet en février 2004 (Kyte, 2006).

sur ce rapport³⁶⁷. Suite au conseil de ce cabinet, recommandant d'engager un dialogue avec Amnesty International, BP a pris langue avec l'ONG transnationale. Celle-ci a tout d'abord refusé, considérant qu'elle ne devait pas se compromettre dans un partenariat avec une compagnie pétrolière, partenariat que la SFI appelait de surcroît à être public³⁶⁸. Mais elle a finalement accepté, à condition que cette collaboration ne soit pas publiquement mentionnée et que l'auteur du rapport d'Amnesty International, un professeur dans une grande université britannique, fasse l'interface entre elle et BP³⁶⁹. Une fois ces conditions posées et acceptées, l'ONG et la TNOC se sont lancées dans un dialogue sur les menaces posées sur les droits de l'homme par les accords juridiques relatifs à l'oléoduc BTC.

Ce dialogue a été attentivement suivi par la BERD et la SFI et s'est achevé en septembre 2003 avec l'adoption d'Accord sur les droits de l'homme autour du BTC (*BTC Human Rights Undertaking*)³⁷⁰. Ce texte juridique a été ajouté aux accords de pays hôte sur l'oléoduc BTC en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie³⁷¹. Il rétablit la primauté des lois nationales sur le HGA pour ce qui concerne les droits de l'homme. Par exemple, avant l'adoption de cet accord, il n'était pas autorisé de manifester le long de l'oléoduc BTC, ce qui est contraire au droit turc. Après l'adoption de cet accord, la liberté de manifestation a été intégrée dans le HGA. Cet accord autorise également les tierces parties à poursuivre BTC Co au niveau local pour tout ce qui a trait au non-respect des droits de l'homme³⁷². Ainsi, l'établissement d'un dialogue informel sous la pression des IFI entre Amnesty International et BP a conduit à l'amendement des accords juridiques sur l'oléoduc BTC et à l'amélioration de la prise en compte de la question des droits de l'homme par BTC Co. Les interpénétrations entre ces deux agents ont donc produit une régulation non voulue à l'origine mais qui régit néanmoins le fonctionnement du réseau sociotechnique.

³⁶⁷ Entretiens n° 12 et 91 avec un directeur d'une ONG transnationale, 2009.

³⁶⁸ Entretiens n° 82 et 91.

³⁶⁹ Entretiens n° 67 et 91.

³⁷⁰ Entretiens n° 19, 65 et 82.

³⁷¹ Il est très difficile d'amender un HGA car cela requiert l'accord de toutes les parties signataires de l'accord. Aussi, il a été décidé que l'Accord sur les droits de l'homme pour le BTC serait placé sous la loi britannique. Il s'agit d'un accord entre les membres de BTC Co qui a été ajouté à celui conclu avec une tierce partie, en l'occurrence les trois Etats de transit. Cet accord ajouté peut cependant être utilisé par les tierces parties. Entretien n° 67.

³⁷² Entretien n° 67.

Cependant, une nouvelle fois, ce cadrage, pourtant fruit des interpénétrations entre BP et la société civile mondiale, a produit des débordements. L' enrôlement de certaines ONG, locales et transnationales, n'a pas suffi à encadrer les inscriptions que la société civile entendait diffuser au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Car ces inscriptions n'étaient pas toutes liées uniquement à la cause BTC. En effet, certaines visaient à promouvoir les intérêts de certaines ONG non pas dans le Caucase du Sud ou en Turquie mais au Royaume-Uni. C'est notamment le cas de certaines ONG qui dirigeaient la Campagne Bakou-Ceyhan³⁷³. *The Corner House* et le KHRP ont ainsi tiré partie de cette campagne pour améliorer la prise en compte des Principes directeurs pour les entreprises multinationales de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) au Royaume-Uni. Ces principes directeurs visent à inciter les entreprises multinationales à promouvoir des développements sociaux en parallèle à leurs investissements dans un pays (Leader, 2006). Ils sont intégrés à la Déclaration de l'OCDE et aux Décisions sur l'investissement international et les entreprises multinationales de l'OCDE. Lors du réexamen de ces principes en 2000³⁷⁴, un pouvoir accru a été confié aux points de contact nationaux. Ils ont en effet été chargés de suivre l'application des Principes directeurs par les entreprises multinationales basées dans leur pays (OCDE, 1999). Ce changement a ouvert une nouvelle voie pour les ONG contestant les pratiques des entreprises multinationales à l'étranger. Et le cas de BP durant la mise en œuvre de l'oléoduc BTC a été le premier à pouvoir entrer dans ce cadre³⁷⁵.

Tirant parti de ce changement, les ONG de la Campagne Bakou-Ceyhan ont mis en lumière des contradictions entre le comportement de BP au Caucase du Sud et en Turquie et deux principes directeurs : les entreprises doivent « Encourager le renforcement de capacités au niveau local en coopérant étroitement avec la communauté locale » (principe 3) et elles doivent « S'abstenir de rechercher ou d'accepter des exceptions non prévues dans le dispositif législatif ou réglementaire concernant les droits de l'homme, l'environnement, la santé, la sécurité, le travail,

³⁷³ Cette conflictualité des inscriptions a par exemple incité le WWF International à ne pas rejoindre cette campagne. Entretien n° 85.

³⁷⁴ Une nouvelle révision a depuis été effectuée en 2011 (OCDE, 2011).

³⁷⁵ Entretien n° 89.

la fiscalité, les incitations financières ou d'autres domaines » (principe 5) (OCDE, 2011, p. 18). Pour les ONG, l'enjeu était de démontrer les mauvaises pratiques de BP durant la mise en œuvre de l'oléoduc BTC mais aussi de voir quel rôle pouvait jouer le point de contact national pour les Principes directeurs dans leurs combats. Les ONG de la Campagne Bakou-Ceyhan ont donc déposé une plainte en avril 2003 auprès du point de contact britannique pour les Principes directeurs de l'OCDE, affirmant que les HGA signés pour l'oléoduc BTC étaient en contradiction avec les principes 3 et 5 (Dufey, 2009)³⁷⁶. Chaque ONG de la Campagne espérait faire valoir sa cause auprès du point de contact britannique : le KHRP défendait les droits des populations kurdes vivant près du chantier de construction de l'oléoduc BTC à Ardahan (nord-est de la Turquie), *The Corner House* s'intéressait au financement du projet par l'ECGD et Amis de la Terre s'inquiétait des impacts environnementaux de l'oléoduc³⁷⁷.

Cette tentative de régulation a été un échec³⁷⁸. Le décalage de l'inscription britannique avec les inscriptions en circulation a diminué la capacité d'action des ONG de la Campagne Bakou-Ceyhan au sein du réseau sociotechnique. Premièrement, l'outil des Principes directeurs s'est avéré inadapté au cas de l'oléoduc BTC. En effet, ces principes ont été conçus pour gérer des enjeux spécifiques et circonscrits, qui ne correspondaient pas aux demandes des ONG. La totalité de la plainte n'a ainsi pu être traitée que difficilement par le Point de contact britannique³⁷⁹. Deuxièmement, les ONG enrôlées par BP, telle Amnesty International, au sein de ce dernier ont rejeté cette inscription, dénonçant son inadéquation avec l'enjeu de la construction de l'oléoduc BTC³⁸⁰. Troisièmement, BP a facilement contrecarré la tentative d'enrôlement autonome des ONG au sein du réseau sociotechnique. Elle a d'abord pris seule en charge la visite du Point de contact britannique en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie. Les officiels de BP ont facilement créé un biais chez le Point de contact en faveur de communautés

³⁷⁶ La plainte originelle a été déposée par Amis de la Terre Royaume-Uni. Cependant, l'ONG transnationale a ensuite pris ses distances avec cette procédure. Entretien n° 89.

³⁷⁷ Entretiens n° 63, 89 et 92 avec un ancien point de contact national pour les Principes directeurs, 2009.

³⁷⁸ Cet échec a été cependant atténué par le fait que le Point de contact britannique déclare en 2011 que BP n'avait pas suffisamment suivi les intimidations opérées par la police turque contre des militants anti-BTC kurdes (UK National Contact Point, 2011). Il faut néanmoins noter que la plainte n'est toujours pas close, huit ans après son dépôt.

³⁷⁹ Entretien n° 92.

³⁸⁰ Entretien n° 91.

locales satisfaites par l'oléoduc BTC. Celui-ci s'est en effet ému du poulet et de la vodka qu'on lui a offert en Azerbaïdjan, a été choqué des habitations des populations locales vivant en Géorgie à Atskhuri³⁸¹ et s'est déclaré ravi de sa balade en hélicoptère au dessus de Borjomi. BP a ensuite opposé aux cadres britanniques des ONG de jeunes diplômés turcs, la plupart issus de l'Université technique du Moyen Orient (METÜ)³⁸², originaires des régions traversées par l'oléoduc BTC³⁸³. Cette stratégie délibérée a totalement décrédibilisé les arguments des ONG britanniques. Ainsi, en développant les interpénétrations avec les IFI et certaines ONG, BP a réussi à réguler le transport du pétrole, et accessoirement du gaz azerbaïdjanais, tout en renforçant sa capacité de traduction au sein du système complexe. Si ces interpénétrations ont parfois produit des cadres réglementaires non voulus, elles n'ont cependant à aucun moment mis en cause le statut de BP en tant que force de régulation au sein de ce système.

La régulation des enjeux de production et de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais s'est donc opérée à trois niveaux. Au niveau des partenaires privés de BP, elle s'est traduite par une collaboration de façade et l'exercice d'une domination pour assurer le bon fonctionnement des consortiums. Au niveau des communautés locales, elle s'est incarnée dans l'enrôlement de ces communautés au sein des réseaux sociotechniques, notamment en remplaçant les pratiques prédatrices de régulation par de nouveaux cadres considérés comme protecteurs. Au niveau des IFI et des ONG transnationales, elle s'est exprimée par la multiplication des interpénétrations afin d'atténuer les mises en cause des réseaux, quitte à produire des cadres réglementaires non désirés au premier abord.

Cette régulation à multiples facettes est le fruit de processus constants de cadrages-débordements, qui démontrent la vitalité des réseaux sociotechniques, et particulièrement de celui de transport du pétrole azerbaïdjanais. Malgré les multiples tentatives de contestation, BP est demeurée en permanence le centre de

³⁸¹ Durant notre discussion, l'entretien n° 92 a qualifié ces populations de « familles Pierrafeu » (« *They are Flintstones families* »), du nom du fameux dessin animé des années 1960 produit par Hanna-Barbera.

³⁸² L'entretien n° 61 parlait ainsi d'une « *METÜ mafia* » pour désigner ces jeunes diplômés engagés par BP à leur sortie de l'université pour travailler sur l'oléoduc BTC.

³⁸³ Entretiens n° 64 et 88.

traduction au sein de ces réseaux, maintenant sa capacité de régulation par le biais de dominations et d'interpénétrations. Ce maintien est cependant dû aussi à l'incapacité des agents – IFI, ONG, TNOC – à s'imposer comme centre de traduction alternatif au sein du système complexe. Dès lors, la force de la régulation selon BP ne repose pas seulement sur ces pratiques de dominations et d'interpénétrations constantes. Elle découle également du succès de BP à nouer des partenariats renforcés avec les agents qui, de par leur statut sur la scène mondiale ou au sein du système complexe, auraient pu s'imposer comme centres rivaux de traduction.

3. L'établissement de partenariats politiques public-privé comme instruments de régulation

Au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, BP doit faire face à des tentatives de traduction adverses. Certains agents cherchent en effet à la remplacer en tant que centre de traduction pour diffuser leurs inscriptions au sein de ce système complexe. Pour contrecarrer ces initiatives, BP a cherché à nouer avec ses rivaux potentiels des partenariats. Le terme de partenariat a fait l'objet d'un traitement poussé au sein de la discipline des Relations Internationales ces dix dernières années³⁸⁴, sans que cela aboutisse à une compréhension claire et précise de ce concept (Risse, 2007). Aussi, au terme souvent employé de partenariat public-privé transnational³⁸⁵, nous préférons ici celui, plus clair, de partenariat politique public-privé, que nous définissons comme la « Formation de relations coopératives entre le gouvernement, les firmes qui font du profit et les organisations privées non financières afin de remplir une fonction politique » (Linder et Vaillancourt Rosenau, 2000, p. 5). Trois traits essentiels caractérisent

³⁸⁴ Voir notamment Vaillancourt Rosenau, 2003 ; Compagnon, 2008 ; ou Hendricks, 2008. Pour une critique, voir Börzel et Risse, 2005.

³⁸⁵ Il fait référence à la forme hybride de gouvernance, de plus en plus étudiée en Relations Internationales, grâce à laquelle « Les acteurs non étatiques, tels que les firmes transnationales ou les organisations non gouvernementales, co-gouvernent en parallèle avec les acteurs étatiques et adoptent des fonctions de gouvernance qui relevaient auparavant de la seule autorité des Etats souverains » (Schäferhoff, Campe et Kaan, 2007).

de tels partenariats : l'informalité des relations entre les partenaires, qui ne sont encadrées par aucun contrat ou traité, l'existence de relations horizontales et non-hiérarchiques³⁸⁶ entre eux et le partage de la traduction du réseau sociotechnique considéré entre ces partenaires.

Les partenariats politiques public-privé permettent à un centre de traduction de contrecarrer les traductions rivales diffusées en nouant des relations privilégiées avec ces rivaux au sein d'un système complexe. Aussi, ils contribuent à la performance d'une régulation au bénéfice des deux agents concernés et au détriment de ceux qui s'opposent frontalement à cette régulation. Un tel partenariat a d'abord été envisagé entre BP et la Turquie mais il n'a pas vu le jour en raison des intérêts opposés de ces deux agents. En revanche, cette forme de partenariat a existé aussi bien entre BP et l'Azerbaïdjan qu'entre BP et les Etats-Unis. Dans le premier cas, il a permis la stabilisation du système complexe au bénéfice de ces deux agents. Dans le second cas, il a conduit à l'accomplissement de l'objectif premier de Washington dans le Caucase du Sud dans les années 1990 : la réalisation de l'oléoduc BTC.

3.1. L'échec du partenariat entre BP et la Turquie

Un partenariat entre BP et la Turquie au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais aurait dû faire sens au premier abord. Il a cependant échoué à cause de logiques contradictoires de part et d'autre. La Turquie a dans un premier temps cherché à s'imposer comme un centre de traduction unique. Elle a ensuite proposé un modèle de régulation par la contrainte qui s'est avéré partiellement efficace, aussi bien vis-à-vis de l'Azerbaïdjan que de BP. En fin de compte, le partenariat annoncé s'est transformé en relation hiérarchique, où l'imposition de normes a émergé comme barrière à toute interdépendance.

³⁸⁶ La théorie des réseaux complexes, dont est extrait le concept de « système complexe », postule qu'il n'existe pas de relations hiérarchiques au sein d'un système complexe (Ferrary et Granovetter, 2008). Cependant, cette approche postule que le réseau est agencé uniquement autour des interactions. De la SAR, elle ne retient que la dimension associative et écarte le concept de traduction. Elle ne prend donc pas en compte les relations de domination, voire de pouvoir, qui peuvent exister au sein d'un tel réseau. C'est pourquoi nous parlons ici néanmoins de hiérarchie et de verticalité des relations.

3.1.1. Des inscriptions contradictoires

Un partenariat politique public-privé implique deux dimensions cruciales : une co-gouvernance fondée sur la coopération, et le partage d'intérêts communs (Linder et Vaillancourt Rosenau, 2000). Ces deux conditions auraient pu être réunies dans la relation qu'ont entretenue BP et la Turquie. En effet, ces deux agents avaient au départ les mêmes intérêts : l'évacuation du pétrole azerbaïdjanais et la volonté d'établir un environnement commercial et politique stable en Azerbaïdjan et en Géorgie. La tentative de la Turquie d'ouvrir le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais en 1992 aurait pu être le prélude à un tel partenariat. Elle a au contraire annoncé l'échec à venir de la coopération entre Ankara et BP. Cherchant à jumeler dimension commerciale et intérêt politique, la Turquie a mis l'accent dans l'étude de faisabilité élaborée par BOTAS sur l'opportunité de construire un oléoduc entre Bakou et Ceyhan passant par l'Arménie³⁸⁷. Cette volonté de lier dimensions politiques et économiques a ensuite caractérisé l'intégralité de la politique énergétique turque dans la région de la Caspienne. Cette inscription est entrée directement en contradiction avec celle de BP, réduisant à néant toute possibilité de partenariat au sein du système complexe.

Les tensions sont apparues au moment du débat sur les voies d'exportation pour l'*early oil* azerbaïdjanais. Alors que la question avait été *de facto* réglée par Heydar Aliyev en février 1995, BP continuait de promouvoir sa vision – l'utilisation unique de la NREP – et Ankara militait pour celle, unique aussi, de la WREP. Cette dernière était alors perçue comme une condition *sine qua non* pour mettre en œuvre un oléoduc Bakou-Ceyhan³⁸⁸. La compagnie turque TPAO, membre de l'AIOC, a été chargée d'appliquer cette politique. Son représentant au sein du comité conjoint de direction a rejoint une équipe composée d'un membre du Trésor et d'un autre du Ministère des Affaires étrangères, le tout sous la direction d'un Coordinateur en chef pour les *pipelines*, disposant du titre d'ambassadeur et placé sous la responsabilité directe du Premier Ministre turc Tansu Ciller³⁸⁹. Grâce à TPAO, cette équipe réduite

³⁸⁷ Entretiens n° 5 et 35.

³⁸⁸ Entretiens n° 5 et 59.

³⁸⁹ Entretiens n° 59 et 93 avec un ancien diplomate turc, 2010.

devait convaincre ses partenaires de soutenir la réhabilitation de la WREP au dépens de l'utilisation de la NREP³⁹⁰.

Pour ce faire, Ankara a développé deux stratégies, propres à un centre de traduction. Elle a d'abord cherché à enrôler un nouvel agent au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Elle a ainsi voulu rallier à sa cause les Etats-Unis pour faire conjointement pression sur BP. Le coordinateur turc, basé alors à Washington, informait régulièrement ses homologues du NSC américain de l'avancée des discussions au sein de l'AIOC. Le NSC faisait alors pression sur les TNOC basées aux Etats-Unis Pennzoil et Unocal pour qu'elles soutiennent la démarche de TPAO³⁹¹. De la même manière, la Turquie a proposé à la société russe Transneft de réhabiliter la WREP, espérant ainsi obtenir le soutien de Lukoil³⁹². Elle a également voulu influencer sur les inscriptions en circulation au sein du réseau sociotechnique. Le représentant de TPAO a ainsi communiqué les positions des TNOC basées aux Etats-Unis sur l'exportation de l'*early oil* au quotidien américain *The Washington Post*. Celui-ci a alors publié un article affirmant que ces TNOC soutenaient l'utilisation d'un oléoduc passant par la Russie : la NREP (LeVine, 2007). En diffusant de fausses informations sur ces TNOC, TPAO espérait les mettre au pilori et les conduire à changer leur position vis-à-vis de la WREP. Bien sûr, ces stratégies se sont avérées des succès en fin de compte. Mais elles étaient gagnées d'avance dans la mesure où l'Azerbaïdjan a toujours soutenu la mise en œuvre d'une exportation duale du pétrole de Chirag 1. Toutefois, cette compétition de la traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais a conduit à une perte de confiance totale entre BP et la Turquie, rivaux plus que partenaires en raison d'inscriptions opposées.

Cette confrontation a atteint son paroxysme lorsqu'Ankara a voulu s'imposer de fait comme un centre de traduction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Dans cette perspective, la Turquie a proposé de construire entièrement l'oléoduc BTC. Elle a d'abord essayé de diffuser des inscriptions contestant celles de BP au sein du réseau. En 1995, BOTAS a obtenu 5 millions de

³⁹⁰ Entretiens n° 5, 59 et 93.

³⁹¹ Entretiens n° 5 et 59.

³⁹² Entretiens n° 59 et 93.

dollars de la Banque mondiale pour réaliser une étude de faisabilité sur un oléoduc Bakou-Ceyhan. L'entreprise turque a confié ce contrat à la firme allemande *Pipeline Engineering GmbH* (PLE) qui, en 1997, a évalué à 3,6 milliards de dollars la construction d'un oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. BOTAS a alors fait pression sur PLE pour qu'elle ramène ce coût total de construction à 2,4 milliards de dollars³⁹³. L'objectif était de faire circuler une inscription au sein du réseau en totale opposition avec celle de l'AIOC. Cette circulation contradictoire a cependant conduit à une confrontation directe. Au printemps 1999, Ankara a officiellement proposé à l'équipe MEP de l'AIOC de construire le tube entre Bakou et Ceyhan pour 2,4 milliards de dollars³⁹⁴, et ce alors que celle-ci estimait les coûts du capital à 4 milliards (Browne, 2010)³⁹⁵. L'AIOC a alors mis BOTAS au défi d'expliquer son étude de faisabilité, exigeant notamment que la compagnie turque assume l'intégralité des risques de construction (frais de pénalité en cas de retard par exemple) dans les trois Etats de transit³⁹⁶. Devant le refus de BOTAS, consciente de la difficulté à opérer en Géorgie, cette proposition a été finalement écartée³⁹⁷. Paradoxalement, ce pari de la Turquie a scellé son sort quant à un éventuel partenariat entre les deux centres de traduction potentiels. Il a conduit BP à tirer deux conclusions : le manque de fiabilité d'Ankara pour construire le réseau en Azerbaïdjan et en Géorgie, et la capacité de la Turquie à évaluer le mieux possible les coûts de construction de l'oléoduc sur son territoire³⁹⁸.

Comment expliquer que cette proposition turque ait exactement eu l'effet inverse de celui espéré ? Pour Ankara, elle devait poser la base d'un partenariat entre elle et la TNOC ; elle a produit le contraire. Cette incompréhension est en grande partie due à la formulation de la politique énergétique en Turquie. Celle-ci était élaborée majoritairement par des bureaucrates³⁹⁹. Ces derniers occupaient des postes-clés aux ministères des Affaires étrangères et de l'Energie et ont pris le pas sur les

³⁹³ Entretien n° 49.

³⁹⁴ Ce coût total ne prenait cependant pas en compte la construction du terminal pétrolier de Sangachal en Azerbaïdjan. Entretien n° 49.

³⁹⁵ Entretiens n° 8, 26, 38 et 49.

³⁹⁶ Entretiens n° 49 et 55.

³⁹⁷ Entretien n° 49.

³⁹⁸ Entretiens n° 8 et 26.

³⁹⁹ Le terme de « bureaucrate » est entendu au sens premier et n'est en rien péjoratif. Il désigne les hauts fonctionnaires turcs qui arrivent à conserver leur poste malgré les changements d'administrations politiques. Il faut noter que le terme de « bureaucrate » est employé en turc et qu'il sert justement à désigner ces hauts fonctionnaires.

personnalités politiques comme sur les représentants des entreprises. Ils se voulaient les garants de la politique énergétique turque, trop précieuse pour être laissée aux mains des entreprises ou des politiciens⁴⁰⁰. Les premières avaient une vision de moyen terme et se focalisaient sur les coûts de construction ; les seconds étaient « prêts à accepter de petits succès » à des fins électoralistes⁴⁰¹. Cette perception commune chez les hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères et de l'Energie a donné lieu à une confiscation de la politique énergétique turque à leur profit. Elle a d'ailleurs donné lieu à une coopération très fructueuse entre ces deux ministères, comme cela n'était jamais arrivé avant et comme cela ne s'est plus répété par la suite⁴⁰².

Cette monopolisation de la politique énergétique résulte de l'effondrement du cadre établi par Ankara au milieu des années 1990. Pour négocier l'exportation de l'*early oil* azerbaidjanais, le Premier Ministre turc avait établi une petite structure de négociations autour de sa personne. Or, cette structure a été totalement démantelée par le Premier Ministre suivant, Mesut Yilmaz, au prétexte que le soutien à la WREP avait annihilé toute chance de construire l'oléoduc BTC⁴⁰³. Le transfert de la gestion de la politique énergétique du Premier Ministre au Président a ouvert la voie à une reformulation de celle-ci. L'énergie a alors quitté la sphère politique interne pour devenir un enjeu de politique internationale, que le Président de la République Demirel, pourtant détenteur d'un rôle principalement honorifique selon la Constitution turque de 1982, s'est accaparé (Baran, 2005). Les bureaucrates des ministères des Affaires étrangères et de l'Energie ont ensuite eu libre cours pour mener les négociations, définir les intérêts de la Turquie et promouvoir le rôle de cette dernière au sein du réseau sociotechnique. Cette prise de contrôle a réduit à néant toute possibilité d'entente, ou même de coopération, entre Ankara et BP. Elle a en effet ouvert la voie à la circulation d'une inscription politique en totale contradiction avec celle commerciale que BP entendait diffuser. Alors que BP était prête à enrôler BOTAS au sein du réseau sociotechnique, la compagnie turque a été écartée des négociations avec l'équipe MEP de l'AIOC par

⁴⁰⁰ Entretiens n° 45, 47 et 55.

⁴⁰¹ « *Politicians are ready to accept small successes because of elections* ». Entretien n° 47.

⁴⁰² Entretiens n° 45, 47 et 55.

⁴⁰³ Entretiens n° 5, 48, 59 et 93.

ses collègues turcs⁴⁰⁴. Aux yeux d'Ankara, l'oléoduc BTC est alors devenu un projet uniquement politique, qui ne devait pas être géré par des entreprises aux inscriptions opposées.

3.1.2. L'ébauche d'une régulation turque par la contrainte

Cette opposition des inscriptions en circulation a conduit la Turquie à vouloir s'imposer comme centre de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais au détriment de BP. Elle a cru pour ce faire pouvoir s'appuyer sur son « frère » azerbaïdjanais. En effet, Ankara a été active en Azerbaïdjan dès la déclaration d'indépendance en décembre 1991 (Goltz, 1998). Elle y a ouvert sa première ambassade dans l'espace post-soviétique, elle y a établi un conseil d'affaires turco-azerbaïdjanais, espérant que la langue et la culture communes seraient le ciment d'une relation prospère et durable (Robbins, 1992). L'oléoduc Bakou-Ceyhan devait d'ailleurs être l'incarnation de cette nouvelle entente (ibid.). Le renversement d'A. Eltchibey, très pro-turc, par H. Aliyev, partisan d'une politique étrangère plus équilibrée, a d'abord douché cet enthousiasme (Lussac, 2010a). Pourtant, Ankara a entendu tirer parti de ses liens privilégiés avec Bakou pour annihiler la force de traduction de BP au sein du réseau sociotechnique. Par exemple, en 1995, l'ambassadeur turc en Azerbaïdjan a demandé au Président Aliyev de forcer le président de l'AIOC Terry Adams à la démission⁴⁰⁵. Celui-ci s'opposait directement à la stratégie turque de promotion de la WREP et était perçu comme un obstacle majeur à la politique énergétique turque⁴⁰⁶. Le président azerbaïdjanais a cependant refusé, estimant que récuser le président de l'AIOC mettrait en péril la mise en production du pétrole azerbaïdjanais. Ce refus a fait prendre conscience à Ankara du choix opéré par Bakou au sein du réseau sociotechnique. Il est alors apparu qu'elle était seule et, qu'en tant que telle, elle ne pouvait compter sur personne pour faire valoir ses intérêts et s'imposer comme centre de traduction unique.

⁴⁰⁴ Entretien n° 55.

⁴⁰⁵ Entretien n° 11.

⁴⁰⁶ Entretien n° 93.

Ankara a alors développé une politique de confrontation directe avec BP. Après le règlement de l'évacuation de l'*early oil* azerbaïdjanais, Ankara a d'abord choisi de ne pas négocier avec l'AIOC. Ainsi, à la fin de 1997 et au début de 1998, tous les appels et demandes de réunion de l'AIOC aux bureaucrates turcs sont restés lettre morte⁴⁰⁷. Certes, ce silence est également dû à la désorganisation d'alors de la politique énergétique turque. Mais il s'inscrit néanmoins dans une politique dure élaborée vis-à-vis de BP, et plus généralement vis-à-vis de l'AIOC et de l'Azerbaïdjan⁴⁰⁸. Celle-ci s'est organisée autour de trois axes : l'intention de prendre en charge la construction de l'oléoduc, la problématique du franchissement des détroits turcs, et la mise en lumière des intérêts de BP en Turquie. Ankara est ensuite graduellement passée d'un axe à l'autre, démontrant ainsi sa capacité de confrontation avec BP au sein du réseau sociotechnique.

Tout d'abord, convaincue de l'opposition de BP au projet BTC, Ankara a cherché à promouvoir un autre centre de traduction au sein du réseau sociotechnique. En février 1998, le Premier Ministre Yilmaz a soutenu dans un premier temps la proposition de Shell de construire l'oléoduc BTC. La TNOC a en effet démarché Ankara pour mettre en œuvre ce tube et en demandant seulement les permis nécessaires. Puis, deux mois plus tard, elle a assuré le gouvernement turc qu'au moins 400 000 barils de pétrole atteindraient chaque jour le terminal de Ceyhan grâce à cet oléoduc⁴⁰⁹. Cependant, les bureaucrates des ministères turcs des Affaires étrangères et de l'Energie, qui espéraient encore que la Turquie puisse construire seule l'oléoduc BTC, ont réussi à faire changer d'avis le Premier Ministre turc à la dernière minute. La confrontation, pourtant enclenchée entre Ankara et BP, n'est donc alors pas allée à son terme.

Mais Ankara a ensuite compris que BP défendrait en premier lieu un élargissement de la WREP au détriment de l'oléoduc BTC. Elle a dès lors usé de l'argument sur les détroits turcs⁴¹⁰. Elle a mis en avant le risque environnemental qui pèserait sur Istanbul si le trafic s'accroissait dans le Bosphore⁴¹¹. Puis, elle a sous-entendu qu'elle

⁴⁰⁷ Entretiens n° 55 et 79.

⁴⁰⁸ Entretien n° 55.

⁴⁰⁹ Entretiens n° 14 et 47.

⁴¹⁰ Entretien n° 45.

⁴¹¹ Entretien n° 13.

ralentirait le passage des tankers par les détroits⁴¹². BP s'est alors vu proposer de construire des contournements des détroits. Deux projets ont été retenus dans un premier temps : l'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis et l'oléoduc Samsun-Ceyhan.

Capacité de transport de l'oléoduc	500 000 bpj	1 million bpj	1,2 millions bpj
WREP	3,73	2,64	2,64
BTC	6,21	3,96	4,03
NREP	4,45	3,17	3,22
Bourgas-Alexandroupolis	1,06	1,06	1,06

Tableau 6. Le coût total de transport d'un baril au sein d'un oléoduc principal d'exportation (en dollars US)⁴¹³

A première vue, l'argument turc avait peu de chances de porter, le coût de transport par la WREP et l'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis étant tout de même inférieur au coût de transport par le BTC. Mais ce calcul ne prend pas en compte les coûts du capital de l'élargissement de la WREP et de la construction de l'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis, qui étaient de 3,6 milliards de dollars, ni le coût de transport maritime d'Alexandroupolis vers Rotterdam, estimé alors à 0,7 dollar par baril (Verrastro, 2009). En fin de compte, la WREP perdait son avantage comparatif sur l'oléoduc BTC : une bien plus grande rentabilité commerciale. La différence de coûts entre l'option WREP et contournement et l'option BTC était donc réduite.

Pour faire définitivement pencher la balance en sa faveur, la Turquie a franchi une étape dans sa confrontation avec BP. Début novembre 1998, elle a affirmé dans les médias que la compagnie anglo-saxonne allait contre l'intérêt national de la Turquie. S'en est suivie une campagne de presse appelant à boycotter BP à travers le pays⁴¹⁴. Les journaux turcs, notamment le quotidien *Hürriyet*, ont d'abord appelé les entreprises turques à éviter d'acheter à BP du pétrole brut. Puis, le ministère turc de l'Energie a demandé à la société turque TUPRAS de ne pas livrer les 100 000 tonnes

⁴¹² Entretiens n° 1, 8 et 45.

⁴¹³ Ce tableau est inspiré de l'étude de faisabilité de l'AIOC de 1997.

⁴¹⁴ Entretien n° 8.

de gasoline que la raffinerie d'ATAS, une *joint-venture* entre BP et Mobil, avait commandé à Izmir⁴¹⁵. BP a alors pris conscience de ses intérêts en Turquie⁴¹⁶. Fin janvier 1999, les mesures contre la firme anglo-saxonne ont été annulées et, huit mois plus tard, cette dernière s'est prononcée en faveur de l'oléoduc BTC.

En dépit de la réussite turque à convaincre BP sur l'intérêt de l'oléoduc BTC, cette stratégie de la confrontation relève de l'échec. Si elle a obtenu la prise en compte de ses intérêts, Ankara a de la sorte établi une relation de méfiance entre elle et BP. Elle a réduit à néant toute opportunité de partenariat au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Cette méfiance généralisée s'est fait sentir avant la construction de l'oléoduc BTC, par exemple lorsque la Turquie a accusé l'entreprise anglo-saxonne de ne pas considérer le passage par la Djavakhétie pour mettre en échec le projet BTC⁴¹⁷. Elle a empiré pendant la construction de l'oléoduc, BP exerçant une pression constante sur BOTAS pour qu'elle respecte les normes environnementales et sociales requises par les IFI. Elle continue encore aujourd'hui alors que BOTAS remet en cause le régime légal autour de l'oléoduc BTC. Ainsi, la relation entre BP et la Turquie met en lumière ce que n'est pas un partenariat politique public-privé au sein d'un système complexe. Elle éclaire au contraire ce qui se passe lorsqu'un tel partenariat échoue : l'imposition de normes devient alors le seul palliatif, remplaçant une relation horizontale de coopération par un schéma hiérarchique et vertical.

3.1.3. Imposer des normes, substitut à un partenariat en échec

La méfiance régnant entre BP et la Turquie a incité la première à strictement encadrer la seconde. Bien sûr, la compagnie anglo-saxonne s'est satisfaite que BOTAS construise et opère l'oléoduc BTC en Turquie. Cela a permis des économies de coût – le prix a été défini au préalable – et de temps – il n'a pas fallu

⁴¹⁵ TUPRAS est une entreprise privée et elle aurait pu ne pas se conformer aux demandes du ministère turc de l'Énergie. Mais il faut noter que le représentant pour l'oléoduc BTC du ministère turc des Affaires étrangères était l'ancien directeur général adjoint de TUPRAS. Entretien n° 55.

⁴¹⁶ Entretiens n° 17, 47 et 79.

⁴¹⁷ Entretien n° 33.

constituer un consortium tel que BTC Co⁴¹⁸. La marge de manœuvre de la Turquie a cependant été réduite à néant. Son rôle a en effet été encadré au sein du réseau sociotechnique par le biais d'un accord « clés en main » de mise en œuvre (*Lump Sum Turnkey Agreement*). Cet accord est un contrat entre BTC Co et BOTAS sur la construction et l'opération de l'oléoduc BTC, ajouté en annexe du HGA entre BTC Co et la Turquie⁴¹⁹. Il fixe des conditions drastiques à la mise en œuvre de ce dernier. A l'opposé d'un partenariat politique public-privé, il formalise dans les moindres détails les relations entre l'Etat et la TNOC.

Premièrement, BOTAS s'engage à construire le tube pour 1,307 milliards de dollars (article 5.1 de l'accord). A ce montant s'ajoute l'octroi par BTC Co de 74,25 millions de dollars pour l'acquisition des terres (article 5.1.3). BOTAS a seulement réussi à négocier un excédent de 300 millions de dollars à verser par BTC Co en cas de dépassement des coûts de construction (article 10.4.4) (Baran, 2005). Ce montant a été âprement négocié entre BOTAS et BTC Co. Alors qu'Ankara souhaitait que le consortium couvre tous les dépassements de coût, elle n'a obtenu en définitive qu'un excédent possible de 300 millions de dollars⁴²⁰. Or, ce montant de 1,4 milliards de dollars est établi sur la base de l'étude de faisabilité réalisée pour BOTAS par PLE en 1997⁴²¹. Les conditions de mise en œuvre de l'oléoduc BTC qui y sont détaillées sont sensiblement différentes de celles demandées dans l'accord clés en main signé entre BOTAS et BTC Co. Certes, l'ingénierie de base du projet a été revue par BOTAS début 2000 mais celle-ci n'avait pas alors pris conscience de la somme des exigences demandées par BTC Co⁴²². Aussi, en fixant *ex ante* les coûts de construction de l'oléoduc BTC selon des prévisions dépassées, BTC Co a condamné dès le départ Ankara à prendre en charge une part importante des coûts du capital en Turquie. L'imposition de

⁴¹⁸ Entretien n° 47.

⁴¹⁹ Voir la hiérarchie des accords autour de l'oléoduc BTC en annexe n° 4.

⁴²⁰ Entretiens n° 33 et 47.

⁴²¹ BP n'avait que peu d'idées du coût de construction d'un oléoduc allant de la frontière turco-géorgienne à la fin des années 1990. Aussi, lorsque BOTAS a proposé de construire l'oléoduc BTC de Bakou jusqu'à Ceyhan, elle a volontairement demandé à l'entreprise turque de dévoiler ses estimations des coûts pour chaque Etat de transit. Elle a ainsi pu avoir une idée plus précise du coût en Turquie, estimé par BOTAS. Dès lors, elle s'en est servi comme scénario de base pour calculer le coût total de l'oléoduc BTC. Entretiens n° 38 et 86.

⁴²² Entretien n° 49.

normes a dans cette perspective constitué une revanche de BP vis-à-vis de la politique de confrontation de la Turquie.

Deuxièmement, en vertu de l'accord clés en main, BOTAS s'engage à mettre en œuvre toutes les requêtes formulées dans les ESIA. Or, ces requêtes sont extrêmement strictes et sont en rupture totale avec les normes auxquelles BOTAS se plie traditionnellement⁴²³. C'est d'ailleurs là toute la différence avec l'étude de faisabilité réalisée par PLE. BTC Co demandait notamment que BOTAS respecte les certifications ISO alors que la plupart du personnel de l'entreprise turque n'avait jamais entendu parler de ces certifications⁴²⁴. Le processus des ESIA était totalement étranger à BOTAS : un directeur adjoint nous a ainsi déclaré qu'il n'avait d'abord pas compris pourquoi il fallait « dépenser un million de dollars pour des poulets »⁴²⁵. Pour s'assurer que BOTAS se conformait aux ESIA, BP a placé la compagnie turque sous étroite surveillance. Elle a détaché une équipe environnementale et sociale dont la mission était de s'assurer que BOTAS respectait bien les termes de l'accord clés en main⁴²⁶. Cette équipe cherchait systématiquement les normes sociales et environnementales les plus élevées parmi celles élaborées par le droit turc, la SFI ou l'UE. Elle exigeait ensuite que BOTAS s'y conforme, quel qu'en soit le coût⁴²⁷. Elle avait en outre toute latitude pour s'adresser directement aux sous-traitants employés par BOTAS, mettant ainsi à mal l'autorité déployée par cette dernière⁴²⁸. BP a donc encadré la marge de manœuvre de BOTAS au sein du réseau sociotechnique. Elle a en outre adjoint à cette dernière un agent-surveillant dont l'objectif était de ne laisser aucune chance à un débordement contraire aux intérêts de BP et de BTC Co.

Troisièmement, l'accord clés en main nécessite la création d'une branche spéciale de BOTAS consacrée uniquement à la construction de l'oléoduc BTC. C'est dans ce cadre qu'a été mis en place le Directoire du Projet BTC le 5 janvier 2000 (*BTC*

⁴²³ Entretien n° 61.

⁴²⁴ Entretien n° 49.

⁴²⁵ « *The whole environmental concept was very strange for Turkey. Why did we have to spend one million dollars for some chickens?* ». Entretien n° 49. La personne interrogée fait ici référence au débat qu'il y a eu entre la SFI, BTC Co et BOTAS sur l'impact de la construction de l'oléoduc BTC sur les populations de grues caucasiennes noires dans le nord-est de la Turquie. Après discussions, BTC Co a obtenu que le tracé de l'oléoduc soit modifié pour qu'il ne passe pas au cœur de l'habitat de ces oiseaux. Entretiens n° 61 et 82.

⁴²⁶ Entretiens n° 47, 61 et 64.

⁴²⁷ Entretien n° 61.

⁴²⁸ Ibid.

Project Directorate)⁴²⁹. Il fonctionne « comme une entreprise étrangère »⁴³⁰ et suit ses propres procédures, aux normes ISO (Organisation Internationale de Normalisation)⁴³¹. Il est en outre relativement autonome vis-à-vis de BOTAS. Il est par exemple autorisé à dépenser jusqu'à 10 millions de dollars en une fois sans solliciter l'autorisation de sa société-mère⁴³². Un tel fonctionnement est gage de flexibilité et d'autonomie vis-à-vis de BOTAS et, ainsi, du gouvernement turc. Le Directoire a ainsi pris ses distances avec BOTAS pour se rapprocher d'entreprises internationales d'ingénierie de *pipelines* comme ILF ou PLE⁴³³. Cela lui a permis de ne pas se conformer aux pratiques de corruption qui ont habituellement lieu sur ce genre de projets en Turquie⁴³⁴. En effet, le Directoire a divisé le projet BTC en Turquie en trois sections géographiques. Elle a lancé deux appels d'offre pour chaque section géographique⁴³⁵, pour des contrats d'une valeur totale d'un milliard de dollars⁴³⁶. S'il y a eu des problèmes ensuite entre le Directoire et ses sous-traitants, cela concernait des dépassements de coûts de construction et non des affaires de corruption⁴³⁷. Le Directoire a ainsi pris du champ avec la force potentielle de traduction du gouvernement turc pour s'apparenter à un agent autonome au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. BP a contribué à la création et à l'enrôlement d'un agent, distinct du gouvernement turc et parfois en rupture directe avec les pratiques locales. Cette transnationalisation d'une partie de BOTAS a permis d'affaiblir définitivement la force de traduction d'Ankara, tout en garantissant la hiérarchisation de l'agencement du réseau sociotechnique en Turquie au profit de BP et au détriment de BOTAS.

⁴²⁹ Entretiens n° 49, 86 et 94 avec le directeur d'une NOC, 2009.

⁴³⁰ « *The BTC Project Directorate worked like a foreign company* ». Entretien n° 86.

⁴³¹ Le Directoire du Projet BTC a notamment obtenu la certification ISO 9001 en matière de gestion de la qualité, la certification ISO 14001 en matière de gestion environnementale, et la certification OHSAS 18001 en matière de gestion de la santé et de la sécurité au travail (BTC Project Directorate, 2011).

⁴³² Entretien n° 86.

⁴³³ Entretien n° 49.

⁴³⁴ Entretiens n° 5, 48 et 59.

⁴³⁵ Il y a un appel d'offre par station de pompage (cinq au total) et un appel d'offre pour la construction du terminal de Ceyhan. Entretien n° 61.

⁴³⁶ Entretien n° 49.

⁴³⁷ En 2003, la presse turque (voir Zeyrek, 2003 notamment) a relayé des accusations de corruption dans l'attribution des contrats de construction de l'oléoduc BTC en Turquie. Ces accusations n'ont donné lieu à aucune poursuite. Il est fort probable que celles-ci aient été faites pour écarter de BOTAS l'ancienne direction après l'arrivée au pouvoir en Turquie du Parti pour la Justice et le Développement (AKP). La direction de BOTAS à l'époque du BTC n'a en effet jamais caché sa sympathie pour le Parti Républicain du Peuple (CHP).

La verticalité de la relation entre BOTAS et BP au sein du réseau n'a cependant pas mis fin aux confrontations entre ces deux agents. Elle s'est même cristallisée autour de la question des taxes de transit et d'opération de l'oléoduc BTC en Turquie. Pour convaincre BP de soutenir le projet BTC, Ankara a accepté des taxes assez faibles. Pendant les 16 premières années d'opération de l'oléoduc, elle reçoit 0,55 dollar par baril. Puis, pendant les 24 années restantes⁴³⁸, elle reçoit 0,43 dollar par baril (article 2.4 du HGA entre BTC Co et la Turquie). En vertu de ces calculs, la Turquie doit recevoir entre 140 et 200 millions de dollars par an pour l'opération et le transit du pétrole au sein de l'oléoduc BTC les 16 premières années. Cette fourchette varie ensuite entre 204 et 292 millions de dollars (Baran, 2005)⁴³⁹. Aux yeux de la Turquie, ces montants posent problème à deux niveaux. Tout d'abord, ils ont été établis à une époque où Ankara devait faire des sacrifices financiers pour convaincre BP de la viabilité du projet BTC (Lussac, 2010a). Des taxes aussi faibles apparaissaient comme le seul moyen de rendre rentable le projet (Lussac, 2011a). Ankara conteste cependant la faiblesse de ces taxes aujourd'hui, d'autant plus que la taxe d'opération ne couvre pas l'intégralité des dépenses faites par la filiale de BOTAS – *BOTAS International Limited* (BIL) – en charge de l'opération de l'oléoduc en Turquie. Ensuite, toujours pour rendre le projet rentable, Ankara a accepté lors des négociations des taxes d'opération et de transit fixes. Celles-ci ne sont ainsi indexées ni sur l'inflation, ni, surtout, sur le prix du baril de pétrole. Ce sujet est devenu particulièrement sensible au printemps 2008 lorsque ce dernier a dépassé les 140 dollars. Au même moment, Ankara continuait de recevoir autour de 160 millions de dollars pour l'année. Cette différence importante entre les cours mondiaux du pétrole et le montant des taxes payables à la Turquie incite Ankara à vouloir renégocier le volet financier du HGA⁴⁴⁰.

Après avoir demandé par la voix de l'ancien ministre turc de l'Energie et des Ressources Naturelles Hilmi Güler à renégocier ces taxes, Ankara est entrée dans une nouvelle confrontation directe avec BTC Co après que celle-ci lui a adressé une

⁴³⁸ Après 40 ans d'opération, l'oléoduc BTC deviendra la propriété unique de la Turquie.

⁴³⁹ Selon BP (2003), entre 2005 et 2024, la Turquie devrait toucher de 1,2 à 1,8 milliards de dollars pour le transit, auxquels s'ajoute 70 millions de dollars par an pour l'opération de l'oléoduc BTC. Le bénéfice financier de la Turquie pour 19 ans de transit et d'opération de l'oléoduc BTC serait donc compris entre 2,5 et 3,1 milliards de dollars.

⁴⁴⁰ Entretiens n° 38 et 55.

fin de non-retour⁴⁴¹. En mai 2009, elle a initié une procédure d'arbitrage devant la Cour européenne d'arbitrage à Bruxelles⁴⁴². Elle a certes laissé la porte ouverte à un arrangement à l'amiable en continuant les négociations bilatérales. La tension a toutefois grandi entre Ankara et BP. Cette dernière accuse en effet BIL de ne pas optimiser ses dépenses. Selon elle, plus de 500 personnes travailleraient pour BIL alors que 45 seraient suffisantes⁴⁴³. Malgré les appels à trouver un compromis, par exemple une augmentation de la taxe d'opération et une restructuration de BIL, les deux parties ont préféré aller à la confrontation. Elles ont toutes deux mobilisé leurs anciens employés, qui ont été engagés comme consultants et chargés de se remémorer toute faille possible dans les négociations de ces taxes en 1999-2000⁴⁴⁴. Au-delà de l'aspect financier, l'enjeu est de taille pour Ankara. Il s'agit de rééquilibrer la relation avec BP au sein du réseau sociotechnique en contestant la verticalité des échanges qui dominaient jusqu'à présent.

Après l'échec du partenariat politique public-privé et l'instauration d'un rapport hiérarchique, la Turquie cherche de nouveau à contester la régulation opérée par BP. L'enjeu est toutefois différent aujourd'hui. L'objectif d'Ankara n'est plus d'obtenir un rôle de centre unique de traduction *a priori* au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Il s'agit au contraire de tirer parti d'un enjeu spécifique – l'iniquité financière supposée du HGA – pour initier un réagencement du réseau. Ankara veut mettre en lumière l'évolutivité de la régulation mise en œuvre par BP, pourtant proclamée comme inviolable grâce aux clauses de stabilisation. En fin de compte, l'échec du partenariat politique public-privé entre BP et la Turquie détermine l'ensemble de leurs relations depuis. La contradiction des inscriptions qu'elles ont diffusées au sein du réseau sociotechnique a conduit à une méfiance accrue entre elles. Cette méfiance a donné lieu à une stratégie de la confrontation, qui a abouti à l'instauration d'une relation hiérarchique et verticale, exactement à l'opposé de ce qu'est censé être un partenariat. Néanmoins, l'évolution constante du réseau offre à Ankara la

⁴⁴¹ Ibid.

⁴⁴² Entretien n° 52.

⁴⁴³ Ces chiffres sont basés sur une visite de l'entretien n° 38 au terminal pétrolier de Ceyhan en 2009. Il aurait notamment compté 45 jardiniers... Pour information, d'autres sources (entretien n° 48) parlent de 2 000 employés chez BIL.

⁴⁴⁴ Entretiens n° 8, 45 et 55.

possibilité, au moins, de contester l'agencement opéré jusqu'à présent par BP. Mais cette opportunité semble devoir rester du domaine du possible, étant donné la force du partenariat de BP avec le producteur azerbaïdjanais.

3.2. Le développement d'un partenariat politique public-privé entre BP et l'Azerbaïdjan

BP et l'Azerbaïdjan occupent une place particulière au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Respectivement en tant qu'opérateur des plus grands gisements pétroliers et gaziers et en tant que détenteur des ressources, ils disposent d'une force de traduction au sein de ce système. Cette capacité est accrue par les associations qu'ils ont développées avec les autres agents des réseaux sociotechniques. Cette force de traduction partagée aurait pu pousser ces deux centres de traduction à la confrontation, voire au conflit. Après tout, nombreux sont les pays producteurs de pétrole qui ont recours au nationalisme énergétique (Pomfret, 2011). Il n'en a rien été en Azerbaïdjan, où Bakou et BP ont noué un partenariat qui leur permet de réguler conjointement et en bonne entente le système complexe. Pourtant, la firme anglo-saxonne s'est installée à reculons en Azerbaïdjan. Mais elle a tout de suite développé une approche politique, qui lui a permis d'établir des liens privilégiés avec les élites azerbaïdjanaises. La construction d'une telle relation de confiance a permis de servir les intérêts des deux parties, notamment en internationalisant le partenariat qu'elles avaient conclu.

3.2.1. L'Azerbaïdjan : un choix (presque) par défaut pour BP

La force de l'association entre deux agents au sein d'un système complexe ne dépend pas de l'ancienneté de leurs interactions. Le cas de la relation entre l'Azerbaïdjan et BP est là pour le prouver. La TNOC est en effet arrivée presque par défaut à Bakou. Elle est en pleine crise dans les années 1980 : ses zones principales de production en Alaska et en mer du Nord sont en déclin et elle craint

de ne plus produire que 900 000 bpj à l’horizon 1993 (LeVine, 2007). Face à cette perspective inquiétante, BP décide de s’intéresser à de nouveaux marchés. En 1984, le Premier ministre britannique Margaret Thatcher invite les acteurs économiques britanniques à commercer avec l’Union Soviétique désormais dirigée par Mikhaïl Gorbatchev. BP, encore sous contrôle du gouvernement britannique⁴⁴⁵, est chargée de chercher des possibilités d’investissements énergétiques dans cet empire en cours d’ouverture. John Browne mandate un géologue pour aller évaluer les potentialités énergétiques soviétiques (ibid. ; Lussac, 2010a). L’enjeu est de taille pour la firme anglo-saxonne : il s’agit de pallier le manque de réserves dramatiques de la compagnie. Écartée du Golfe arabo-persique, BP mise sur les ressources soviétiques pour combler son retard conjoncturel sur ses concurrentes en étant parmi les premières à exploiter le pétrole de l’Urss.

En 1989, BP pense avoir trouvé la solution à ses problèmes : elle a repéré le gisement pétrolier de Tengiz au Kazakhstan, susceptible de contenir 10 milliards de barils de pétrole (LeVine, 2007). Le Kazakhstan remplit les deux conditions que BP s’est fixés : il s’agit d’un pays où les ressources sont prometteuses et encore peu exploitées et au sein duquel la firme anglo-saxonne peut obtenir une position dominante⁴⁴⁶. Elle décide alors d’entrer en contact avec les élites politiques locales plutôt qu’avec Moscou. Elle rencontre ainsi le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste kazakhstanaï Nursultan Nazarbaïev, qui lui promet le droit de négocier seule l’exploitation de ce gisement et de son voisin, tout aussi prometteur, de Kashagan. Cependant, à la même période, la TNOC basée aux États-Unis, Chevron, négocie pour les mêmes gisements avec le ministère soviétique du Pétrole. Émerge alors un conflit d’intérêts entre le Kazakhstan, république soviétique, et le pouvoir central soviétique à Moscou. Mais le premier n’est pas en position de force pour aller contre la volonté de l’Urss, qui est encore pour quelques mois sa puissance tutélaire. BP est finalement écartée du Kazakhstan au profit de Chevron (LeVine, 2007).

La compagnie anglo-saxonne reprend alors tout à zéro et cherche un nouveau territoire vierge où elle pourrait devenir un acteur de référence. L’Azerbaïdjan

⁴⁴⁵ Ce n’est qu’en 1987 que le gouvernement britannique vend les 51% qu’il possède encore dans BP.

⁴⁴⁶ Entretien n° 95 avec un ancien négociateur d’une TNOC, 2010.

émerge dans ces conditions. Si ses réserves sont moins prometteuses (on parle alors de moins de 5 milliards de barils dans les gisements ACG), les options d'évacuation du pétrole apparaissent plus fiables, étant donné la proximité de l'Azerbaïdjan du marché méditerranéen⁴⁴⁷. BP entre alors en contact avec le président du Conseil des ministres de la République Soviétique d'Azerbaïdjan, Ayaz Moutalibov. John Browne lui rend visite tandis que le gouvernement britannique demande expressément au ministère soviétique du Pétrole d'autoriser la firme anglo-saxonne à investir en Azerbaïdjan⁴⁴⁸. Cette stratégie aboutit finalement et BP obtient l'autorisation de Moscou d'engager des pourparlers directs avec le pouvoir local à Bakou (Lussac, 2010a).

Cet accord pose les bases de la relation privilégiée entre l'Azerbaïdjan et BP. Il n'en demeure pas moins qu'au premier abord, le partenariat entre ces deux agents pourrait sembler être un choix par défaut. Cependant, leur interdépendance donne l'opportunité d'un rapprochement entre eux. En effet, l'Etat et la TNOC partagent des intérêts communs. Tous deux veulent voir exploiter les réserves en hydrocarbures du sud de la Caspienne. L'Azerbaïdjan en a besoin pour relancer son économie après l'effondrement de l'Union soviétique et BP doit s'extirper de la situation commerciale moribonde dans laquelle elle s'enferme alors.

En outre, l'un et l'autre doivent bâtir une relation de confiance pour éviter la monopolisation des ressources. En entretenant de bonnes relations, BP se protège du nationalisme énergétique, particulièrement vigoureux dans la Caspienne (Jones Luong et Weinthal, 2010 ; Pomfret, 2011). La firme anglo-saxonne ne tient pas à se trouver dans une situation où sa position commerciale est constamment contestée par le pouvoir local au bénéfice de la compagnie pétrolière nationale. De son côté, Bakou a besoin d'une *major* de l'industrie pétrolière pour produire des ressources qui lui sont inaccessibles d'un point de vue technologique et financier. Par exemple, dans les années 1990, alors que le coût moyen d'exploration d'un

⁴⁴⁷ Entretien n° 6.

⁴⁴⁸ Entretiens n° 6 et 10.

gisement était de 50 millions de dollars, il était entre 150 et 200 millions pour les gisements situés dans la Caspienne (Adams, 2000)⁴⁴⁹.

Enfin, BP et l'Azerbaïdjan ont besoin l'un de l'autre pour réguler les interactions au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. La première permet de cadrer les interactions des autres agents, notamment celles des TNOC, des ONG et des IFI. Le second prévient les débordements qu'essayent d'orchestrer les Etats de transit et offre de légitimer les inscriptions diffusées et les traductions opérées par BP. Cette interdépendance forte est à la base du partage de la traduction conclu entre la TNOC et l'Etat producteur. Elle leur permet d'assurer conjointement une fonction politique de régulation au sein du système complexe. Le partenariat politique public-privé entre ces deux agents se nourrit ensuite des liens horizontaux et non-hiérarchiques qui les unissent.

3.2.2. Etablir des liens privilégiés avec le pouvoir azerbaïdjanais

L'essence du partenariat entre BP et l'Azerbaïdjan repose sur les liens de confiance qu'ont établis les représentants de la compagnie anglo-saxonne et les élites locales. Ces liens sont fondés sur une considération mutuelle, que BP a signifiée dès son arrivée en Azerbaïdjan. Le caractère fortuit de son installation à Bakou a incité l'entreprise anglo-saxonne à faire la preuve de son engagement durable en Azerbaïdjan. Pour ce faire, elle y a ouvert une représentation dès 1990⁴⁵⁰. Ce bureau n'était impliqué en rien dans les négociations pour l'obtention d'un PSA pour Chirag. Il servait uniquement à démontrer au pouvoir azerbaïdjanais, alors entre les mains du Président Moutalibov, la volonté de BP de s'installer durablement dans le pays. Il permettait en outre d'être en contact au jour le jour avec les autorités azerbaïdjanaises⁴⁵¹. Cette installation a permis de poser les bases d'une relation de confiance. Elle ne suffit cependant pas à créer les liens privilégiés qui cimentent tout partenariat. Pour ce faire, BP a eu recours à trois

⁴⁴⁹ Ce coût élevé s'explique par le nombre de volcans de boue élevé sur les fonds marins de la Caspienne (160 dans la Caspienne sur 900 recensés de par le monde) et par la difficulté à faire venir des infrastructures d'exploration dans cette région enclavée (Adams, 2000 ; Huseynov et Guliyev, 2004).

⁴⁵⁰ Entretien n° 8.

⁴⁵¹ Entretien n° 10. Dans le documentaire de James Brabazon (2011), l'ancien représentant de BP en Azerbaïdjan Les Abrahams affirme aussi que cette filiale servait à distribuer des pots-de-vin aux autorités locales.

stratégies. Elle a en premier lieu mobilisé ses relais politiques britanniques pour emporter l'adhésion des décideurs politiques azerbaïdjanais. Elle a également maintenu un échange constant avec le pouvoir en place, quels que soient les aléas auxquels elle était confrontée. Elle a enfin pris garde à ne jamais mettre en question la gouvernance interne établie par le pouvoir azerbaïdjanais.

BP a traditionnellement usé de ses relais étatiques pour développer ses opérations à l'étranger⁴⁵². Sa stratégie n'a pas été autre en Azerbaïdjan. Elle a très rapidement joué sur la confusion des gouvernants azerbaïdjanais, pour qui BP rimait avec Royaume-Uni⁴⁵³. La compagnie anglo-saxonne devait convaincre en 1992 le gouvernement azerbaïdjanais, alors dirigé par Eltchibey, de lui confier un droit exclusif d'exploration du gisement de Chirag. Elle a d'abord proposé de faire venir à Bakou le Secrétaire britannique au Commerce et à l'Industrie Michael Heseltine pour célébrer la signature du contrat. Devant le peu d'enthousiasme des Azerbaïdjanais, les Britanniques ont alors suggéré le nom de l'ancien Premier Ministre britannique Margaret Thatcher (LeVine, 2007 ; Browne, 2010). Cette idée a tout de suite emporté l'adhésion du gouvernement azerbaïdjanais⁴⁵⁴. BP a alors organisé la visite en quelques semaines : M. Thatcher a accepté de s'arrêter à Bakou sur un vol Londres-Hong Kong où elle accompagnait M. Heseltine⁴⁵⁵. Elle s'est entretenue brièvement avec le président Eltchibey et a inauguré une exposition sur le savoir-faire technique de BP à l'Institut azerbaïdjanais du Pétrole⁴⁵⁶. Elle a également apporté dans ses valises un chèque de BP d'un montant de 30 millions de dollars, supposé convaincre Bakou de donner Chirag à l'entreprise anglo-saxonne (Morgan et Ottaway, 1998 ; LeVine, 2007). Malgré son caractère purement représentatif, cette visite rapide a été un succès total. Le gouvernement azerbaïdjanais a attribué le droit exclusif d'explorer Chirag à BP et a été impressionné par la capacité de la compagnie anglo-saxonne à mobiliser à son profit des personnalités politiques britanniques de haut niveau⁴⁵⁷. Le recours à des soutiens politiques a ainsi permis à BP de démontrer sa volonté à coopérer avec

⁴⁵² Sur l'exemple de l'Iran, voir Shafiee, 2010.

⁴⁵³ Entretiens n° 7 et 17.

⁴⁵⁴ Margaret Thatcher disposait alors d'un fort crédit dans l'ancien espace soviétique pour avoir soutenu la *perestroïka* et la *glasnost* initiées par M. Gorbatchev dans les années 1980 en Urss.

⁴⁵⁵ Entretien n° 8.

⁴⁵⁶ Entretien n° 10.

⁴⁵⁷ Entretiens n° 8 et 18.

l'Azerbaïdjan⁴⁵⁸. Symboliquement, la compagnie anglo-saxonne s'est également mise au même niveau, politique, que ces interlocuteurs. Elle a de cette manière signifié sa volonté d'entretenir des relations d'égal à égal avec le pouvoir azerbaïdjanais.

Le souhait de briser toute hiérarchie dans les relations entre BP et l'Azerbaïdjan s'est également traduit par le maintien de relations de haut niveau entre ces deux agents. Le directeur exécutif de BP, John Browne, se rendait ainsi régulièrement à Bakou. Il aurait même été un intime de l'ancien président Eltchibey, qui le recevait dans sa résidence d'été sur la péninsule d'Absheron⁴⁵⁹. Et, quand J. Browne ne pouvait se déplacer à Bakou, BP veillait néanmoins à toujours avoir un responsable de Londres disponible pour rencontrer le gouvernement azerbaïdjanais. L'objectif de BP était ainsi d'entretenir une relation constante avec ce dernier. Cette stratégie a notamment été mise en lumière à l'automne 1993. La nomination de Marat Manafov à la tête de la cellule azerbaïdjanaise de négociations pour les gisements ACG a tout de suite fait débat parmi les TNOC. Il est en effet rapidement apparu que ce personnage avait une réputation trouble, qu'il ne connaissait rien aux problématiques pétrolières et qu'il espérait engranger des pots-de-vin de la part des TNOC⁴⁶⁰. Celles qui étaient basées aux Etats-Unis étaient très réticentes à s'engager dans un dialogue avec lui, craignant de tomber sous le coup de la FCPA⁴⁶¹. BP était en revanche partagée : la cellule chargée de nouer des liens avec les élites azerbaïdjanaises recommandait de ne pas s'engager dans un dialogue avec lui. Mais le siège de BP considérait qu'il fallait avant tout démontrer la fidélité de BP à l'Azerbaïdjan, quel que soit l'interlocuteur. La seconde opinion l'a finalement emporté et les tenants de la première option ont été remplacés et placardisés⁴⁶². La compagnie anglo-saxonne, qui n'a payé aucun pot-de-vin à Manafov en fin de compte (LeVine, 2007), a ainsi démontré à Bakou sa fidélité, malgré les écarts que cette dernière pouvait cautionner.

⁴⁵⁸ BP a réitéré cette stratégie avec Heydar Aliyev en février 1994 en lui organisant une entrevue avec la Reine d'Angleterre Elizabeth II (LeVine, 2007).

⁴⁵⁹ Entretien n° 1.

⁴⁶⁰ Il aurait demandé 200 millions de dollars à l'un des négociateurs d'une TNOC pour finaliser les discussions. Entretiens n° 1, 7, 8 et 10.

⁴⁶¹ Entretiens n° 7 et 9.

⁴⁶² Entretien n° 95.

Cette stratégie a été très productive pour BP car cette fidélité à toute épreuve a été récompensée d'un point de vue commercial. Tout d'abord, la société basée à Londres a été la seule à se voir remettre par les autorités azerbaïdjanaises un rapport rédigé par les géologues azéris sur le sous-sol caspien à la fin des années 1980. Cette étude, rédigée en russe, détaille la structure des fonds marins azerbaïdjanais et la sépare en deux parties : le proto-delta de la Volga et le proto-bassin du fleuve Koura. Les gisements prometteurs et exploitables étaient censés être principalement dans la première partie alors que les réservoirs dans la seconde partie devaient être contaminés par de la boue et non-viables commercialement⁴⁶³. A partir de cette étude, BP a choisi de n'investir que dans le proto-delta de la Volga, où se trouvent les gisements ACG et de Shah Deniz. Toutes les autres TNOC, notamment ExxonMobil, qui n'avaient pas connaissance de ce rapport et ont investi dans le proto-bassin du Koura, ont trouvé des puits secs ou inintéressants commercialement (Lussac, 2011b). Les liens privilégiés que BP a créés avec Bakou l'ont ainsi protégée des aléas commerciaux subis par les autres TNOC.

La fidélité de BP à l'Azerbaïdjan a ensuite été récompensée en 1995, alors que la mise en production de la plateforme Chirag 1 prenait du retard. Shell, grande perdante de la ruée vers la Caspienne au début des années 1990, a alors approché le pouvoir azerbaïdjanais, lui proposant de mettre en production plus rapidement les gisements ACG. Cette TNOC voulait acheter les 10% des parts de SOCAR dans l'AIOC qu'elle revendait et prendre ensuite la place de BP en tant qu'opérateur. Shell entendait ainsi s'imposer comme un nouveau centre de traduction. Elle soutenait que son plan de mise en production rapporterait de l'argent plus rapidement à l'Azerbaïdjan, donnée importante pour un pays à genoux économiquement après la guerre au Haut-Karabagh⁴⁶⁴. Cette offre a cependant été rejetée par Heydar Aliyev. Il a vu la proposition de Shell comme une trahison⁴⁶⁵. La position de BP en Azerbaïdjan a ainsi été sauvegardée grâce à la confiance qu'accordait Bakou à la firme anglo-saxonne.

⁴⁶³ Entretien n° 11.

⁴⁶⁴ Entretiens n° 8 et 95.

⁴⁶⁵ Pour porter ce projet, Shell avait engagé comme consultant l'ancien représentant de BP auprès du pouvoir azerbaïdjanais, celui qui avait recommandé à Londres de ne pas discuter avec Marat Manafov. Entretiens n° 8 et 95.

Enfin, BP a pris garde de ne jamais mettre en cause ouvertement la gouvernance établie par les autorités azerbaïdjanaises. Certes, elle a multiplié les initiatives, telles que l'*Enterprise Centre*, pour limiter la corruption dans le secteur pétrolier azerbaïdjanais (Gulbrandsen et Moe, 2007). Cependant, si ces initiatives ont plutôt réussi à éliminer la corruption de bas niveau, elles n'ont rien pu faire au niveau de celle organisée par les ministères⁴⁶⁶. Et BP, bien que reconnaissant cette situation officieusement, s'est bien gardé de s'en plaindre publiquement⁴⁶⁷. De la même manière, BP a été très réticente à soutenir le code de conduite dans les affaires mis en place par la Chambre américaine de commerce en Azerbaïdjan en février 2008. Elle aurait eu peur que cela soit mal perçu par la présidence azerbaïdjanaise⁴⁶⁸.

En plus de ce soutien politique, le PSA mentionnait que la compagnie anglo-saxonne devait contribuer au développement de l'Azerbaïdjan, aussi bien financièrement qu'humainement (article 6.7). Et BP a logiquement respecté ses engagements puisqu'en 2010, Bakou a reçu 14,7 milliards de dollars des projets opérés par la compagnie anglo-saxonne (BP, 2011b). Cette dernière a également poursuivi la « nationalisation » de ses effectifs, qui comptait 2 179 employés azerbaïdjanais en 2010 (87% des effectifs totaux) (ibid.). Cette politique a été menée à travers les programmes RSE de la compagnie anglo-saxonne. Des ONG britanniques, notamment l'IIED, ont d'abord formé les employés azerbaïdjanais au sein du CIP. Puis, le poste de vice-président en charge des programmes RSE est revenu à un Azerbaïdjanais⁴⁶⁹. Enfin, la présidence de BP Azerbaïdjan a été donnée à un local.

Encore une fois, cette stratégie n'est pas sans bénéfice pour la compagnie anglo-saxonne. En vertu de ce partenariat, elle dispose d'un accès exclusif aux décideurs politiques et économiques azerbaïdjanais. Les autres TNOC ont en comparaison un accès très difficile au Président azerbaïdjanais⁴⁷⁰. En outre, son poids dans l'économie azerbaïdjanaise lui a permis de bénéficier d'un traitement de faveur de la part de Bakou. Elle a ainsi été protégée des pratiques prédatrices des autorités locales. En avril 2001, Madjid Karimov a été nommé ministre

⁴⁶⁶ Nous reviendrons dans le chapitre 7 sur cette question.

⁴⁶⁷ Entretiens n° 58 et 64.

⁴⁶⁸ Entretien n° 96 avec un président d'une TNOC, 2008.

⁴⁶⁹ Entretien n° 97 avec un ancien vice-président d'une TNOC, 2010.

⁴⁷⁰ Entretiens n° 29 et 51.

azerbaïdjanais pour l'Energie et les carburants. Il aurait tout de suite essayé de se poser en agent régulateur et aurait voulu imposer de nouvelles normes à BP, qui nécessitaient des versements financiers à son ministère. BP Azerbaïdjan s'en serait plaint auprès du Président H. Aliyev et il aurait alors été signifié à M. Karimov qu'il devait se tenir à l'écart de la partie du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais traduit par BP⁴⁷¹.

Par conséquent, en instaurant une relation d'égal à égal et en s'engageant dans la société azerbaïdjanaise, la compagnie anglo-saxonne a su gagner la considération de Bakou. Elles ont alors pu établir des relations horizontales et non-hiérarchiques pour poursuivre leurs intérêts communs. De la sorte, BP a renforcé son statut de centre de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Sa rivale ExxonMobil, un tant pressentie pour être une concurrente de BP au sein du réseau, a ainsi perdu toute crédibilité et toute chance après avoir accumulé les échecs exploratoires au tournant des années 2000. L'établissement de relations horizontales et non-hiérarchiques avec l'Etat producteur et autre centre de traduction apparaît donc comme un préalable essentiel pour assurer sa force de traduction au sein d'un réseau sociotechnique.

3.2.3. L'internationalisation du partenariat

Le partenariat politique public-privé entre BP et l'Azerbaïdjan n'a pas vocation à être cloisonné au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Il peut déborder ce cadre pour promouvoir les intérêts respectifs des partenaires. L'internationalisation de leur partenariat a ainsi donné l'opportunité à l'Azerbaïdjan et à BP de poursuivre deux intérêts concomitants. Bakou espérait que sa relation privilégiée avec la TNOC contribuerait à sa montée en puissance internationale. Quant à BP, elle souhaitait légitimer *a posteriori* la régulation qu'elle avait mise en œuvre au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. La Charte de l'Energie est alors apparue comme le forum idéal pour défendre ces deux intérêts.

⁴⁷¹ Entretien n° 33.

Le Traité de la Charte de l'Energie a été signé à Lisbonne en décembre 1994 et est entré en vigueur en avril 1998 après sa ratification par 30 Etats-membres. Il en compte désormais 51, plus l'UE⁴⁷². L'organisation internationale qui découle de ce traité – le Secrétariat de la Charte de l'Energie – a vocation à protéger les investissements étrangers dans les Etats-membres, à mettre en œuvre des conditions non-discriminatoires pour le commerce de l'énergie⁴⁷³, à régler les conflits entre Etats-membres et entre Etats et investisseurs privés, et à promouvoir l'efficacité énergétique. La régulation du transport transfrontalier des hydrocarbures a rapidement émergé comme le principal défi pour le Secrétariat de la Charte de l'Energie (Florini, 2010). Il a en effet voulu établir des règles de transit communes à tous les Etats-membres. Cette volonté a une résonance particulière dans l'espace post-soviétique pour deux raisons. Premièrement, la Charte de l'Energie est dérivée de la Charte européenne de l'Energie, mise en place en 1991 par la CEE pour réguler les questions énergétiques dans l'espace post-soviétique (Lussac, 2010a). En outre, les voisins de la Russie exportateurs de pétrole et de gaz ont appelé à la création d'un environnement commercial pour le transit transfrontalier des hydrocarbures qui leur soit favorable (Florini, 2010). Les discussions sur le transit n'ont cependant commencé qu'en 1998, après la création du Secrétariat de la Charte de l'Energie. Certains Etats, qui avaient signé la Charte mais ne l'avaient pas encore ratifiée, notamment la Russie, ont alors eu le sentiment d'avoir été spoliés⁴⁷⁴. Les négociations sur la mise en œuvre d'un Protocole de Transit ont débuté dans ce contexte début 2000. Presque douze ans plus tard, elles ne sont toujours pas achevées, en raison notamment de l'opposition de Moscou à un tel protocole (ibid.).

BP est extrêmement active au sein du Traité de la Charte de l'Energie. Elle y a toujours prêté une attention particulière et l'a perçu comme un moyen de relayer auprès des régulateurs internationaux ses doléances⁴⁷⁵. Le directeur de BP Europe Howard Chase est ainsi le président du Groupe de conseils de l'Industrie (*Industry*

⁴⁷² L'Azerbaïdjan et la Géorgie sont signataires de la Charte de l'Energie respectivement depuis 1997 et 1995. La Turquie quant à elle l'a ratifiée en avril 2001.

⁴⁷³ Ces conditions sont fixées par les normes de l'Organisation Mondiale du Commerce (Florini, 2010).

⁴⁷⁴ Entretien n° 98 avec un analyste énergie senior d'une organisation internationale, 2008.

⁴⁷⁵ Ibid.

Advisory Panel) qui soumet des recommandations aux Etats-membres, réunis au sein de la Conférence de la Charte de l'Energie (Lussac, 2010a). BP a donc cherché à tirer parti de sa situation privilégiée au sein de cette organisation internationale pour légitimer *a posteriori* la régulation qu'elle a mise en œuvre au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Cependant, en tant qu'investisseur privé, elle est autorisée à ne faire que des recommandations auprès des Etats-membres par le biais du Groupe de conseils de l'industrie. Seuls les Etats-membres peuvent en effet faire des propositions au sein de la Conférence de la Charte de l'Energie. Le partenariat politique public-privé entre l'Azerbaïdjan et BP est alors entré en jeu. La compagnie anglo-saxonne a demandé à Bakou de proposer la création de modèles de HGA et d'IGA pour le transit transfrontalier au sein de la Conférence⁴⁷⁶. L'objectif était double : pour Bakou, il s'agissait de démontrer sa capacité de proposition au sein d'une organisation internationale ; pour BP, cela concernait la légitimation *a posteriori* des modes de régulation mis en œuvre dans le Caucase du Sud.

La proposition de l'Azerbaïdjan a été acceptée et les Etats-membres ont commencé à débattre de ces accords-modèles, qui devaient être intégrés au Protocole de Transit, dans le cadre d'un Groupe de travail sur le Transit, créé pour l'occasion en décembre 1999 (Secrétariat de la Charte de l'Energie, 2003)⁴⁷⁷. Ces accords-modèles devaient servir de principes à suivre pour les parties prenantes dans la construction de *pipelines* transfrontaliers⁴⁷⁸. Le directeur des affaires juridiques d'alors au sein du Secrétariat de la Charte de l'Energie a cependant décidé de retirer cette négociation des mains des Etats-membres. Il voulait ainsi dépolitiser le débat en le plaçant entre les mains de techniciens. Le Secrétariat de la Charte de l'Energie a mis en place en mars 2001 une Force opérationnelle de conseil juridique (*Legal Advisory Task Force*, LATF) (*ibid.*)⁴⁷⁹. Celle-ci était composée de juristes bénévoles, la plupart britanniques en raison de la nationalité du directeur de la LATF. Ce changement de stratégie a ouvert la voie à une influence croissante

⁴⁷⁶ Entretien n° 20.

⁴⁷⁷ Entretiens n° 20 et 98.

⁴⁷⁸ Entretien n° 99 avec un haut responsable d'une organisation internationale, 2009.

⁴⁷⁹ La LATF doit assister le Groupe d'experts mis en place par le Groupe de travail sur le Transit pour élaborer les accords-modèles de transit (Secrétariat de la Charte de l'Energie, 2003).

de BP. La compagnie anglo-saxonne connaissait la plupart des juristes et a obtenu que les HGA et l'IGA signés pour l'oléoduc BTC servent de documents de base pour élaborer ces accords-modèles⁴⁸⁰. BP a ensuite fait pression sur la LATF pour qu'elle adopte en l'état les HGA et l'IGA comme accords-modèles⁴⁸¹. Cette stratégie a abouti à la présentation en 2003 à la Conférence de la Charte de l'Energie de la première édition des modèles de HGA et d'IGA pour la construction de *pipelines* transfrontaliers. Mais cette édition a tout de suite été écartée par les Etats-membres car elle a été considérée comme trop favorable aux investisseurs privés. La LATF a été recomposée pour moitié et une deuxième édition des accords-modèles a été élaborée⁴⁸².

Le partenariat politique public-privé entre BP et l'Azerbaïdjan a ainsi été internationalisé pour leur permettre de poursuivre leurs intérêts respectifs. Cette internationalisation a donné à Bakou l'opportunité de démontrer sa capacité de proposition sur la scène internationale. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre d'une politique de reconnaissance internationale, que l'ancien président azerbaïdjanais H. Aliyev a développé et que son fils I. Aliyev poursuit aujourd'hui. Elle a également permis à BP d'essayer de légitimer *a posteriori* la régulation qu'elle a mise en œuvre au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Cette tentative a correspondu avec le souhait de la compagnie anglo-saxonne de légitimer et de globaliser la régulation privée qu'elle a élaborée et dont elle s'est fait le promoteur. Même si cet essai a été infructueux en fin de compte, il a néanmoins mis en lumière la capacité du partenariat politique public-privé à déborder le cadre dans lequel il a été établi pour permettre aux partenaires de poursuivre leurs intérêts communs. Le partenariat politique public-privé est ainsi marqué du sceau de l'évolutivité qui caractérise le réseau sociotechnique, et, au-delà, le système complexe, au sein duquel il est conclu. S'il peut prendre plusieurs formes et s'exercer hors du cadre dans lequel il a été conçu, un tel partenariat reste

⁴⁸⁰ Entretiens n° 20 et 98.

⁴⁸¹ Thomas Dimitroff, consultant chez Baker Botts pour BP sur les HGA et l'IGA, faisait pression auprès de la LATF pour deux raisons. Il recevait des consignes de la part de BP pour légitimer *a posteriori* le cadre réglementaire établi pour l'oléoduc BTC. En tant que rédacteur principal des HGA et de l'IGA, il voulait en outre donner une résonance internationale à son œuvre. Entretien n° 20.

⁴⁸² La deuxième édition des accords-modèles a été présentée à la Conférence de la Charte de l'Energie fin 2007. Elle a été une nouvelle fois amendée mais elle est considérée comme plus favorable aux Etats de transit, car les clauses de stabilisation y sont adoucies, notamment en matière environnementale. Entretien n° 99.

marqué par deux caractéristiques fondamentales : l'existence de relations horizontales et non-hiérarchiques entre les partenaires et le partage de la traduction des réseaux sociotechniques dans les intérêts respectifs de ces mêmes partenaires. Ce partenariat permet en ce sens de saisir la double traduction opérée par BP et l'Azerbaïdjan du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et de celui du gaz azerbaïdjanais.

3.3. Le développement d'un partenariat politique public-privé entre BP et les Etats-Unis

Le partenariat politique public-privé entre BP et les Etats-Unis est à mi-chemin entre celui qui unit la TNOC et l'Azerbaïdjan et celui qui a échoué entre la firme anglo-saxonne et la Turquie. Dès l'effondrement de l'Union soviétique, Washington a manifesté un grand intérêt pour la Caspienne, et notamment pour ses ressources en hydrocarbures (Forsythe, 1999). L'objectif des Etats-Unis était triple. Ils souhaitaient tout d'abord s'assurer que les ressources énergétiques sud-caucasiennes alimenteraient les marchés européens. Ainsi, davantage de pétrole et de gaz d'autres marchés serait disponible pour alimenter la croissance économique américaine (Croissant, 1997). Ce faisant, Washington entendait encourager le développement des entreprises basées aux Etats-Unis afin de soutenir l'économie nationale. Enfin, les Etats-Unis espéraient combler le vide géopolitique laissé par la disparition de la tutelle soviétique pour rallier les Nouveaux Etats Indépendants (NEI) à leurs côtés (Kleveman, 2003). La mise en œuvre de l'oléoduc BTC est alors apparue comme le point d'orgue de ce double-objectif, l'agent qui pouvait influencer sur le système complexe en faveur des Etats-Unis. Dans un premier temps, les Etats-Unis ont, à l'image de la Turquie, mené une politique de confrontation face à BP dans le but de minorer la traduction de la TNOC. Puis, constatant l'inefficacité d'une telle politique, ils se sont rapproché de la compagnie anglo-saxonne, mettant en avant leur interdépendance.

3.3.1. Les limites d'une politique de la confrontation avec BP

Dès les négociations sur le PSA pour les gisements ACG, les Etats-Unis ont cherché à défendre leurs intérêts. Pour ce faire, ils ont constitué un groupe inter-agences, regroupant entre 15 et 20 représentants de l'Agence du Renseignement pour la Défense (*Defence Intelligence Agency*), de l'Agence Centrale de Renseignement (CIA) du Département au Commerce, du Département à la Défense, du Département d'Etat, du Trésor,... et coordonné par le NSC⁴⁸³. Ce groupe formulait et mettait en œuvre la politique étrangère étasunienne dans l'espace post-soviétique et était divisé en quatre groupes de travail : un sur l'énergie, un sur la dénucléarisation, un autre sur le Caucase, et un dernier sur l'Asie centrale⁴⁸⁴. Trois enjeux étaient néanmoins au cœur des intérêts américains : la dénucléarisation du Belarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine, la résolution du conflit du Haut-Karabagh, et les questions pétrolières dans la Caspienne⁴⁸⁵.

Ce groupe inter-agences avait deux priorités pour l'Azerbaïdjan : faire signer un PSA pour les gisements ACG qui donne la part belle aux TNOC basées aux Etats-Unis, et convaincre ensuite l'AIOC d'exporter le pétrole azerbaïdjanais en contournant la Russie⁴⁸⁶. La première a été une réussite assez facile à obtenir. Le NSC a suivi attentivement les négociations tout au long de l'année 1994 et, alors que celles-ci traînaient à l'été 1994, il a promis à Heydar Aliyev une rencontre avec le président américain Clinton si l'Azerbaïdjan signait enfin le PSA. Après quelques atermoiements, le président azerbaïdjanais a accepté. Il a signé le PSA le 20 septembre 1994 et a rencontré son homologue américain six jours plus tard à New York, en marge de l'Assemblée générale annuelle des Nations Unies (LeVine, 2007).

Mais Washington a ensuite commencé à s'inquiéter du rôle de plus en plus important que BP tenait en Azerbaïdjan. Convaincue que BP soutenait l'exportation de l'*early oil* azerbaïdjanais *via* la Russie, elle a décidé de promouvoir sa propre traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du

⁴⁸³ Entretien n° 100 avec un ancien haut fonctionnaire américain, 2010.

⁴⁸⁴ Ibid.

⁴⁸⁵ Ibid.

⁴⁸⁶ Entretiens n° 100 et 101 avec un ancien haut fonctionnaire américain, 2010.

pétrole azerbaïdjanais⁴⁸⁷. Dans cette perspective, les Etats-Unis se sont alliés à la Turquie à l'été 1995, alors que le Coordinateur en chef turc séjournait justement à Washington⁴⁸⁸. Comme Ankara, Washington voulait proposer sa propre traduction du réseau sociotechnique : elle souhaitait y diminuer l'influence de BP et y promouvoir l'utilisation unique de la WREP⁴⁸⁹. Elle entendait diffuser trois inscriptions au sein de ce réseau : le soutien à l'indépendance des Etats post-soviétiques, la promotion de la diversification des voies d'exportation des hydrocarbures, et la mise en place de discussions commerciales transparentes⁴⁹⁰. Ses inscriptions sont entrées directement en conflit avec celles, purement commerciales, que diffusait BP.

Cette confrontation a pris plusieurs formes. Premièrement, en partenariat avec la Turquie, le NSC a orchestré des fuites dans la presse américaine sur les négociations en cours au sein de l'AIOC⁴⁹¹. L'USTDA a également attribué 823 000 dollars à BOTAS pour l'aider à affiner son étude de faisabilité sur la voie Bakou-Ceyhan (Jofi, 1999), contribuant ainsi à la pression mise par Ankara sur BP⁴⁹². Deuxièmement, le gouvernement américain a demandé aux petites TNOC au sein de l'AIOC basées aux Etats-Unis de coopérer avec lui. Sachant que ces entreprises, particulièrement Pennzoil, étaient frustrées de leur condition au sein du consortium, Washington leur a proposé de leur apporter son soutien en cas de problème avec la NREP dans le futur⁴⁹³. Ce discours a payé : Pennzoil « avait besoin de relations fortes sur les deux rives [en Azerbaïdjan et aux Etats-Unis], c'était une question de survie »⁴⁹⁴. La TNOC s'est alors mise à informer Washington des négociations sur l'*early oil* au sein de l'AIOC, créant des tensions importantes au sein de l'AIOC et entre le NSC et BP⁴⁹⁵. Troisièmement, les Etats-Unis ont cherché à jouer sur l'image verte que BP entendait se donner à l'initiative de son président-directeur général (Lussac, 2010e). Alors que BP essayait de tirer

⁴⁸⁷ Entretien n° 101.

⁴⁸⁸ Entretien n° 5.

⁴⁸⁹ Entretien n° 101.

⁴⁹⁰ Ibid.

⁴⁹¹ Entretiens n° 5 et 8.

⁴⁹² Entretien n° 55.

⁴⁹³ Entretien n° 14.

⁴⁹⁴ « *We needed strong relations on both sides of the river, it was a matter of survival* ». Entretien n° 6.

⁴⁹⁵ Entretiens n° 6, 11 et 14.

profit de rumeurs de tensions internes à la Maison Blanche⁴⁹⁶, Washington a présenté un front uni, multipliant les présentations sur les risques environnementaux que poserait l'accroissement du transit pétrolier dans les détroits turcs⁴⁹⁷.

Cependant, comme pour la Turquie, cette stratégie a été un échec sur le long terme. Certes, la WREP a finalement été choisie avec la NREP pour exporter l'*early oil* azerbaïdjanais. Mais la tentative d'affaiblissement de la traduction opérée par BP et d'enrôlement des TNOC basées aux Etats-Unis à ses côtés n'a pas porté ses fruits pour le gouvernement américain. En effet, la nature transnationale des grandes compagnies pétrolières s'est révélée à cette occasion. Ces acteurs privés ont défendu leurs intérêts propres et n'ont jamais rallié la traduction qu'essayaient de développer les Etats-Unis. Par exemple, Amoco considérait que le gouvernement américain était un « véritablement emmerdement » : il rallongeait les négociations car Bakou faisait l'amalgame entre les positions des TNOC basées aux Etats-Unis et celles de Washington⁴⁹⁸. Cette impossibilité d'un partenariat entre toutes les TNOC basées aux Etats-Unis et le gouvernement américain a ensuite été illustrée par le débat sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC.

Washington était un fervent défenseur de l'oléoduc BTC dès les premières discussions sur l'évacuation de l'*early oil* azerbaïdjanais. Ce projet était perçu comme le moyen d'ancrer le Caucase du Sud à l'Occident (LeVine, 2007). Le Secrétaire américain à l'Energie Frederico Peña l'a d'ailleurs rappelé lors de l'inauguration de la NREP à Bakou le 11 novembre 1997⁴⁹⁹. Aussi, Washington entendait rallier les TNOC basées aux Etats-Unis à ce projet. Cette ambition a été un échec. Lors d'une audition devant le Comité pour les Relations étrangères du Sénat en octobre 1997, le président d'Amoco Eurasie, Charles Pitman, a ainsi déclaré « La voie Bakou-Ceyhan n'est pas compétitive » commercialement (Jofi,

⁴⁹⁶ En 1999, le NSC aurait désapprouvé le comportement de l'Envoyé spécial du Président Clinton pour la Caspienne dans les discussions entre les Etats-Unis et l'AIOC. Entretiens n° 14, 33, 62, 80 et 102 avec un ancien directeur d'une TNOC, 2010.

⁴⁹⁷ Entretien n° 62.

⁴⁹⁸ « Le gouvernement américain était un véritable emmerdement ! L'Azerbaïdjan était habitué à négocier de gouvernement à gouvernement et chaque parole du gouvernement américain était prise comme la parole divine. Le gouvernement américain a retardé tout le processus » de négociations du PSA (« *The USG [US government] was a real pain in the ass! Azerbaijan was used to negotiate from government to government and the word of the USG was taken as THE word. The USG got the whole process delayed...* »). Entretien n° 7.

⁴⁹⁹ Entretien n° 62.

1999, p. 14). Une autre TNOC basée aux Etats-Unis, Conoco, considérait à la même période qu'il était plus rentable de passer par l'Iran pour exporter le pétrole azerbaïdjanais, une opinion aux antipodes de celle du gouvernement américain (Jafalian, 2003). Le gouvernement américain était ainsi réduit à se plaindre de ne pas avoir l'oreille des pétroliers de nationalité américaine⁵⁰⁰.

L'incapacité des Etats-Unis à enrôler les TNOC basées sur son propre territoire ne s'est cependant pas seulement exprimée à travers leur refus de discuter. Elle s'est surtout traduite par la capacité de ces mêmes TNOC à affronter directement le gouvernement américain. En 1993, à l'initiative d'Amoco, elles ont constitué un nouveau *lobby* : le Groupe des compagnies pétrolières à l'étranger (*Foreign Oil Companies Group*) (Morgan et Ottaway, 1998). L'objectif de ce lobby, dont la direction avait été confiée à Don Stacy, en charge des opérations en Caspienne chez Amoco, était de contrebalancer l'influence des *lobbies* pro-arméniens à Washington. Après le vote de la section 907 de la Loi de soutien à la liberté (*Freedom Support Act*)⁵⁰¹, les TNOC basées aux Etats-Unis craignaient en effet que le gouvernement américain ne se désintéresse de l'Azerbaïdjan, et donc de ses hydrocarbures, au profit de l'Arménie (Lussac, 2010a). Après la signature du PSA pour les gisements ACG, le Groupe des compagnies pétrolières à l'étranger est devenu un instrument pour convaincre Washington de ne pas soutenir le projet BTC et d'assouplir au contraire les sanctions contre l'Iran⁵⁰² (ibid.).

En parallèle, Chevron et Exxon ont annoncé leurs décisions de ne pas investir dans BTC Co⁵⁰³. La première TNOC refusait que Washington lui dicte la stratégie commerciale à adopter alors même que l'oléoduc BTC n'était pas perçu comme un investissement attractif⁵⁰⁴. Quant à la seconde, elle considérait qu'il y avait suffisamment d'alternatives pour transporter le pétrole azerbaïdjanais (NREP, WREP, voie ferrée Bakou-Batoumi) pour envisager de manière réaliste la

⁵⁰⁰ Entretien n° 103 avec un ancien diplomate américain, 2010.

⁵⁰¹ Adoptée en octobre 1992, la section 907 de la Loi de soutien à la liberté réduit considérablement l'aide américaine à destination de l'Azerbaïdjan, jusqu'à ce que celui-ci prenne « des mesures évidentes pour cesser les blocus et autres usages offensifs de la force contre l'Arménie et le Haut-Karabagh ».

⁵⁰² Votée en 1996, la Loi de sanctions contre l'Iran (et la Libye alors) interdit à toute entreprise américaine ou travaillant aux Etats-Unis d'investir plus de 20 millions de dollars par an en Iran. Cette limite est donc une barrière à tout investissement dans l'industrie pétrolière iranienne.

⁵⁰³ Chevron a toutefois obtenu des parts dans BTC Co en rachetant Unocal en 2005.

⁵⁰⁴ Entretien n° 53.

construction d'un nouvel oléoduc⁵⁰⁵. Les Etats-Unis ont essayé de faire pression sur ces TNOC, les avertissant que le gouvernement américain ne les défendrait pas en cas de problème avec la Russie⁵⁰⁶. Mais rien n'y a fait, Chevron et ExxonMobil n'ont jamais revu leur stratégie sous l'influence de Washington.

Son incapacité à agencer seul le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais a conduit les Etats-Unis à renoncer à être un centre de traduction. Etant incapables d' enrôler dans une partie du réseau sociotechnique des agents qui provenaient pourtant de son propre territoire, ils ont mesuré l'inefficacité de leur politique de confrontation avec BP. Comment influencer la stratégie d'une TNOC basée sur un autre continent lorsqu'on ne peut même pas influencer celles des TNOC situées sur le même territoire ? Ce constat d'échec a amené Washington à réviser l'intégralité de sa politique au sein du réseau sociotechnique. Elle a renoncé à sa stratégie de confrontation menée en partenariat avec Pennzoil et la Turquie pour mettre en avant son interdépendance avec BP. Ce revirement fonde la nature du partenariat politique public-privé qui a uni les Etats-Unis et la compagnie anglo-saxonne.

3.3.2. L'interdépendance entre BP et les Etats-Unis

Tout au long des années 1990, BP s'est montrée réticente à soutenir le projet BTC. Les inscriptions qui y étaient attachées par les Etats-Unis ou la Turquie étant essentiellement politiques, elle le percevait comme fondamentalement contraire aux inscriptions commerciales qu'elle diffusait ou entendait diffuser au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Ce scepticisme s'appuyait sur une argumentation simple : les gisements ACG ne contiennent pas suffisamment de pétrole pour justifier la construction pour environ 4 milliards de dollars d'un oléoduc d'une capacité de transport d'un million de barils par jour⁵⁰⁷. En effet, en 1998, BP était sceptique sur le développement de ces gisements. Elle ne trouvait pas

⁵⁰⁵ Entretien n° 29.

⁵⁰⁶ Entretien n° 14.

⁵⁰⁷ Entretiens n° 11 et 33.

la bonne formule pour produire de manière optimale l'or noir qu'ils contenaient⁵⁰⁸. En outre, les réserves de cet or noir étaient alors considérées comme relativement faibles : BP parlait de 4,5-4,7 milliards de barils de pétrole contenus⁵⁰⁹. Dans ce contexte, la TNOC s'abritait derrière l'article 10.4 du PSA pour les gisements ACG qui stipule que l'AIOC devait étudier dans les détails la construction d'un oléoduc principal d'exportation mais ne devait pas nécessairement mettre cet oléoduc en œuvre⁵¹⁰. Mais il est apparu en 1999 que les gisements contenaient au moins 5 milliards de barils de pétrole⁵¹¹. Au-delà de ce seuil, la construction d'un oléoduc d'une capacité de transport d'un milliard de barils par jour pouvait alors se justifier (Lussac, 2010b). Or, tout contournement des détroits turcs était estimé à au moins 2 milliards de dollars. Dans le même temps, l'engagement de la Turquie à construire l'oléoduc BTC sur son territoire pour 1,4 milliards de dollars rendait le projet plus attractif⁵¹². En gagnant ainsi en intérêt, le projet BTC a fondé l'interdépendance fonctionnelle entre BP et les Etats-Unis.

Cette interdépendance est au cœur du partenariat politique public-privé qui unit ces deux agents. Nous parlons dans ce cas d'interdépendance fonctionnelle car les interactions entre BP et les Etats-Unis recoupent deux dimensions clés de la sociologie éliásienne. Premièrement, cette interdépendance n'était pas voulue au départ, eu égard aux différentes inscriptions diffusées au sein du réseau sociotechnique. Deuxièmement, cette interdépendance a été un moteur essentiel dans l'évolution de ce réseau puisque l'oléoduc BTC a considérablement influé sur la structure de ce réseau, que ce soit à l'occasion des nouveaux enrôlements qui ont eu lieu ou au niveau du comportement des agents avec lesquels il interagissait et continue d'interagir. L'interdépendance entre BP et les Etats-Unis est basée sur un constat commun : les deux agents ont besoin l'un de l'autre pour poursuivre leurs intérêts respectifs. Pour BP, l'apport de Washington au sein du réseau sociotechnique pouvait être double. Tout d'abord, les Etats-Unis pouvaient

⁵⁰⁸ La première phase de développement des gisements ACG (la production d'Azéri central) n'a ainsi été validée que fin 2001. Entretien n° 33.

⁵⁰⁹ Entretiens n° 11 et 33.

⁵¹⁰ Ibid.

⁵¹¹ Cette estimation a été portée l'année d'après à 5,4 milliards de barils. Entretien n° 33.

⁵¹² Entretiens n° 8 et 14.

contribuer à l'enrôlement des IFI⁵¹³. Deuxièmement, ils pouvaient faire pression sur les Etats de transit, et notamment sur la Turquie, pour accélérer la construction de l'oléoduc BTC⁵¹⁴. Quant à Washington, le gain était assez évident : en tant que centre de traduction, BP détenait les clés de la mise en œuvre du projet BTC, présenté comme vital pour les intérêts stratégiques américains (Giroux, 1998 ; Lussac, 2010a). En filigrane, un dernier enjeu a permis de sceller ce partenariat : la volonté de BP d'acquérir la TNOC basée aux Etats-Unis, Amoco.

La mise en œuvre de l'oléoduc BTC a symbolisé la réussite de cette interdépendance. Au niveau du financement, les Etats-Unis ont fait pression sur la SFI pour qu'elle finance le projet. Ils ont notamment incité le conseil d'administration à ne pas se laisser abuser par les rapports négatifs de certaines ONG sur le projet⁵¹⁵. Ils ont également invité leurs institutions commerciales et de développement à prendre part à la mise en œuvre de l'oléoduc (Forsythe, 1999). Dès 1998, l'USTDA, l'*Export-Import Bank* et l'Entreprise d'Investissement Privé Outre-mer (*Overseas Private Investment Corporation*, OPIC) avaient ouvert un Centre Financier Caspien à Ankara pour aider au financement de projets énergétiques d'infrastructures de transport dans la région (Jaffe, 2001). L'OPIC était par exemple prête à contribuer à hauteur de 400 millions de dollars en assurance pour l'oléoduc BTC. L'engagement de cette institution dans le financement de l'oléoduc BTC a pu être facilité par le fait que Richard Morningstar, alors Envoyé spécial du Président Clinton pour la Caspienne, était l'ancien président-directeur général de l'OPIC. Il connaissait en plus personnellement le directeur du Centre Financier Caspien américain à Ankara, qu'il avait recommandé pour ce poste⁵¹⁶. L'OPIC dut cependant se contenter de 100 millions de dollars d'assurance des prêts des banques commerciales tandis que l'*Export-Import Bank* apportait 160 millions au projet (Lussac, 2010a)⁵¹⁷.

⁵¹³ Pour mémoire, les Etats-Unis disposent d'une quote-part de 17,1% au sein du FMI et de la Banque mondiale, ce qui leur confère *de facto* un droit de veto sur les décisions de ces institutions, toute décision étant prise à une majorité de 85% des voix.

⁵¹⁴ Entretien n° 33.

⁵¹⁵ Entretiens n° 71 et 92.

⁵¹⁶ Entretien n° 71.

⁵¹⁷ Pour que l'OPIC puisse participer à un projet, il faut qu'au moins 25% des capitaux propres soient américains, ce qui n'était pas le cas de l'oléoduc BTC après la fusion d'Amoco et de BP. L'OPIC a donc dû se contenter d'assurer les risques politiques sur 100 millions de dollars attribués au projet par des banques commerciales américaines. Entretien n° 71.

Au niveau politique, après avoir pris conscience de l'échec de sa stratégie de confrontation avec BP, Washington a arrêté de soutenir la Turquie. Elle a plutôt décidé de la mettre sous pression pour qu'elle déploie un « tapis rouge » à BP, selon les termes de la diplomatie américaine, pour faciliter la mise en œuvre de l'oléoduc BTC⁵¹⁸. Washington, par la voix de Richard Morningstar, a ainsi insisté auprès d'Ankara pour qu'elle garantisse la construction de l'oléoduc BTC sur son territoire pour un prix fixe⁵¹⁹. Elle a de la sorte contribué à la mise sous tutelle de l'agent turc par BP au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Cette coopération dans le cadrage du réseau démontre l'efficacité du partage de la traduction entre deux agents, autrefois opposés, et désormais liés pour promouvoir leurs intérêts respectifs.

Enfin, Washington a indirectement permis à BP d'affirmer sa traduction au sein du système complexe. En ne s'opposant pas à la fusion d'Amoco avec la firme anglo-saxonne, elle a contribué à faire de cette dernière l'acteur privé de référence au sein de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise. Elle a également ouvert la voie à une forte domination au sein du système complexe des hydrocarbures azerbaïdjaniens puisque, après la fusion d'Amoco et de BP, celle-ci est devenue largement majoritaire au sein de l'AIOC. Mais cette fusion a surtout eu des effets hors de ce système complexe. BP est ainsi devenue la principale entreprise produisant le pétrole américain⁵²⁰. Sa marge de manœuvre stratégique s'est alors réduite : il apparaissait difficile pour BP de s'opposer, à peine le mariage avec Amoco prononcé, au gouvernement national de sa nouvelle zone principale de production⁵²¹. En autorisant la fusion avec Amoco, Washington a ainsi renforcé son interdépendance avec BP.

En outre, la firme anglo-saxonne a cru se trouver à la merci des politiques américains. Elle a en effet craint que le Sénat ne bloque sa fusion avec ARCO si elle continuait à s'opposer à l'oléoduc BTC⁵²². Certes, le Comité sur l'énergie et les ressources naturelles du Sénat devait valider cette fusion. Il a dans ce but

⁵¹⁸ Entretiens n° 48 et 62.

⁵¹⁹ Entretien n° 46.

⁵²⁰ Entretien n° 18.

⁵²¹ Entretien n° 8. Fin 2005, 36% des réserves prouvées totales de pétrole et 32% de celles de gaz de BP étaient situées aux États-Unis (Gravité, 2006).

⁵²² Entretien n° 80.

organisé une audition en juin 1999. Et il a fallu ensuite dix mois pour que la Commission fédérale du commerce n'entérine finalement ce rachat (BBC, 2000). Mais l'explication de la longueur de la prise de décision finale est à chercher du côté de l'Alaska, où ExxonMobil s'était inquiétée du transfert de l'opération du gisement de Prudhoe Bay d'ARCO vers BP (ibid.). BP s'est cependant inquiétée que ce report ne soit également lié à son refus, encore fort à l'été 1999, de voir l'oléoduc BTC mis en œuvre⁵²³.

Le partenariat entre BP et les Etats-Unis relève de l'interdépendance fonctionnelle dans le sens où ce sont deux événements – les fusions avec Amoco et ARCO – n'ayant pas de lien direct avec le système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais qui ont définitivement convaincu BP de se rallier au projet BTC. Certes, l'accroissement des réserves de pétrole des gisements ACG et le tapis rouge déployé à l'initiative des Etats-Unis ont joué un rôle important. Mais l'évolution commerciale de BP a été l'élément déclencheur du changement brutal de stratégie vis-à-vis de l'oléoduc BTC au cours de l'année 1999. Elle a consacré le partenariat politique public-privé et l'interdépendance fonctionnelle que celui-ci induit entre BP et les Etats-Unis. Ces deux agents ont mesuré la vacuité et l'inefficacité de leur confrontation pour coopérer afin de poursuivre leurs intérêts respectifs. Et ce partenariat a été une réussite pour eux : BP est devenu l'incontestable centre de traduction au sein du système complexe tandis que les Etats-Unis ont vu se réaliser le projet-phare de leur politique étrangère caspienne et sud-caucasienne. Cette forme de régulation entre deux agents disposant de capacité de traduction est donc garante d'efficacité pour les acteurs souhaitant poursuivre des intérêts différents mais néanmoins concomitants.

La régulation d'un système complexe par des agents disposant de forces de traduction plus ou moins égales est donc le fruit d'un procédé complexe. Deux stratégies s'offrent généralement à ces agents : la confrontation ou la coopération. L'exemple de BP et de la Turquie tend à démontrer l'inefficacité de la première option, d'autant plus quand le rapport de force est inégal. L'agent turc a été strictement encadré au sein du réseau

⁵²³ Il nous a cependant été impossible de démontrer que ce report avait un quelconque lien avec les questions pétrolières au Caucase du Sud. Entretiens n° 80 et 104 avec un chercheur d'un *think tank* américain, 2010.

sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et il a dû se contenter de gains à court terme, acceptant *de facto* des pertes sur le long terme. Aussi, la coopération apparaît comme la stratégie la plus probante pour des agents étant, potentiellement ou pas, des centres de traduction. Certes, cette coopération, qui s'incarne dans la mise en œuvre d'un partenariat politique public-privé, ne va pas de soi. Elle peut être le fruit d'un concours de circonstances comme de l'échec de la stratégie déployée précédemment. Dans les deux cas, si les agents prennent conscience de leur intérêt à coopérer pour défendre leurs objectifs respectifs, elle apparaît alors gage de succès.

Le partenariat politique public-privé s'apparente à un outil préférentiel de régulation au sein d'un réseau sociotechnique pour trois raisons. Premièrement, l'informalité des liens qu'ils caractérisent s'adapte à l'évolutivité structurelle du réseau. Elle laisse la porte ouverte à l'évolution des agents, des intérêts et des interactions au sein de celui-ci. Deuxièmement, sa dimension non-hiérarchique permet d'éviter le conflit pour savoir qui de l'Etat ou de l'entreprise transnationale est aujourd'hui l'acteur mondial de référence. De par sa pratique horizontale, le partenariat politique public-privé permet l'instauration de relations d'égal à égal entre les partenaires. Il pose ainsi les bases d'une coopération réussie où chaque agent ne cherche pas à dominer l'autre et où les talents respectifs sont mis en valeur. Troisièmement, le partage de la force de traduction donne l'opportunité d'un cadrage plus précis du réseau. Les deux partenaires peuvent ainsi s'allier pour cadrer un agent qui tend à s'opposer à la traduction et aux inscriptions diffusées au sein du réseau. Comme les relations horizontales, un tel partenariat permet en outre d'éviter la compétition entre des agents pouvant s'imposer comme des centres de traduction.

La régulation de l'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais a donc conduit à la production d'un système complexe. Celui-ci s'est formé de deux réseaux sociotechniques, au sein desquels se tissent et se détissent les interactions entre les agents impliqués dans la production et l'exportation du pétrole et du gaz azerbaïdjanais. Nous pouvons distinguer trois grandes caractéristiques dans l'agencement de ces réseaux. Tout d'abord, BP y apparaît comme un centre de traduction, capable de diffuser des inscriptions, d'entrôler ou d'exclure des agents et

de cadrer et recadrer les réseaux sociotechniques. Elle doit néanmoins composer avec l'Azerbaïdjan qui, de plus en plus, apparaît comme un centre de traduction puissant au sein de ces réseaux. Par ailleurs, différents procédés de régulation ont été mis en œuvre au sein de ces réseaux. La multiplicité des agents a conduit à la mise en œuvre de processus de régulation variés et, le plus souvent, adaptés aux comportements et aux stratégies des agents. Ces processus multiples ont néanmoins pour trait commun d'avoir été majoritairement développés par BP, qui confirme ainsi sa force de traduction au sein du système complexe. Enfin, afin d'éviter une compétition brutale au sein de ce dernier, certains agents, étant ou pouvant être des centres de traduction, ont noué des partenariats politiques public-privé. De tels outils leur ont permis d'assurer conjointement la régulation des réseaux sociotechniques tout en défendant leurs intérêts respectifs.

Par conséquent, même s'il est composé de réseaux, le système complexe n'est pas pour autant un espace social horizontal et non-hiérarchique, comme tendent à le présenter certaines approches des réseaux (Thompson, 2004 ; Ferrary et Granovetter, 2008). Il s'agit certes d'un lieu fait d'associations dominées par des inscriptions politiques et/ou commerciales. Mais le pouvoir n'est pas exclu de ces associations. Certains agents disposant de capacité de traduction parviennent à cadrer les réseaux sociotechniques en leur faveur. Cela ne signifie pas pour autant que ces réseaux deviennent structurellement hiérarchiques, où régnerait la domination de tous par quelques-uns. Au contraire, le pouvoir y est incarné par la capacité à multiplier les interactions dans le but de promouvoir ses intérêts. Cela signifie donc *in fine* de satisfaire ces derniers tout en apaisant, voire en comblant, ceux des autres agents avec lesquels on est lié au sein du réseau.

Le système complexe n'est pas non plus un espace social figé. Il évolue constamment au gré des associations entre agents qui se font et se défont. Cette évolution structurelle fait écho à celle, également constante, de la configuration sud-caucasienne. Au lendemain de la catastrophe fondatrice que fut la disparition de l'Union soviétique, le changement de centre organisateur conduit à un débordement du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, aboutissant à l'émergence d'un espace social régional qui recouvre la géographie de celui-ci.

L'évolution de la configuration sud-caucasienne

La construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais permet de mettre en lumière la nouvelle donne géopolitique qui existe au Caucase du Sud. Cette construction coïncide en effet avec une évolution importante de la configuration sud-caucasienne. Elle se traduit d'abord par le délitement de l'influence russe. En effet, Moscou n'apparaît plus en mesure de cadrer cette configuration et doit s'effacer devant de nouveaux centres de traduction. Cette évolution conduit ensuite à l'émergence de nouvelles solidarités entre les agents des réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais. Ces nouvelles solidarités aboutissent notamment à une refondation des liens qui unissent élites azerbaïdjanaises, géorgiennes et turques. L'évolution de la configuration sud-caucasienne aboutit finalement à un débordement du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Le développement de la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, encouragé aussi bien par BP que par les parties prenantes, l'UE et les Etats-Unis, est le fruit de ce débordement. Il pose ainsi les bases de la nouvelle configuration sud-caucasienne.

4. Une catastrophe fondatrice : le délitement du centre organisateur russe

Dans la sociologie éliásienne, toute configuration est agencée autour de et par un centre organisateur (Cornu, 1998). Aussi, le changement de ce dernier va engendrer des déformations de la configuration sociale (ibid.). La disparition de l'Union soviétique a eu un tel effet sur la configuration sud-caucasienne. La Russie n'a pas été en mesure de prolonger l'influence de l'Urss sur cet espace. Le souvenir de la puissance passée de Moscou chez les acteurs locaux a cependant permis à celle-ci de conserver des leviers politiques dans la région. Le délitement de sa capacité

d'organisation au sein de la configuration sud-caucasienne a ensuite conduit la Russie à redéfinir son engagement dans cet espace social régional. Malgré l'événement que fut la guerre russo-géorgienne d'août 2008, Moscou a pris du champ vis-à-vis de cette configuration sud-caucasienne et ne paraît aujourd'hui plus avoir la volonté ni la capacité d'y jouer un rôle majeur.

4.1. L'illusion de la puissance comme moyen d'influence

L'agitation politique et sociale qui a parcouru la Russie aux lendemains de la disparition de l'Union soviétique l'a distraite de sa frontière sud (Jonson, 2001 ; Lo, 2002 ; Antonenko, 2004 ; Karagiannis, 2002). En proie à des tensions internes, Moscou n'a plus été en mesure d'exercer un rôle actif et cohérent au Caucase du Sud. Mais, en dépit de la désorganisation de sa politique énergétique qui a découlé de cette situation, la Russie a gardé une influence indirecte dans cet espace. Cette influence résulte de la perception des agents locaux, en l'occurrence l'Azerbaïdjan et la Géorgie, du maintien d'un spectre russe sur la configuration sud-caucasienne. Et les acteurs extérieurs à ce dernier ont conforté cette illusion en se montrant réticents à s'investir au Caucase du Sud, de peur de vexer une Russie alors difficile à saisir.

4.1.1. La désorganisation de la politique énergétique russe

La politique énergétique sud-caucasienne représente probablement le meilleur exemple de la désorganisation de la politique étrangère post-soviétique de la Russie dans les années 1990. Sous la présidence de Boris Eltsine, Moscou a défini trois grands intérêts à défendre sur son flanc sud : assurer la sécurité de la Russie, promouvoir les objectifs économiques russes dans la région et maintenir son influence dans un environnement géopolitique en pleine mutation (Antonenko, 2004). Elle a cependant été incapable d'intégrer ces différents intérêts au sein d'une politique étrangère unique et cohérente (ibid.). Deux facteurs peuvent expliquer cet

échec : le débat à Moscou sur la définition globale de la politique étrangère post-soviétique russe et la désorganisation des cercles de pouvoir moscovites.

Bobo Lo (2002) a démontré que la chute de l'Urss avait conduit à l'affrontement de deux visions de la politique étrangère russe post-soviétique. La première, dite libérale et représentée par l'ancien ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev (1990-1996), postule que les intérêts russes sont mieux défendus si la Russie coopère avec les puissances occidentales. En revanche, la seconde, dite eurasiste⁵²⁴ et incarnée par les partis politiques conservateurs et/ou nationalistes⁵²⁵, estime que la Russie est une grande puissance qui devrait défendre seule ses intérêts, notamment dans l'espace post-soviétique qui est historiquement sa chasse gardée. Cette dernière approche s'alarme d'ailleurs de l'arrivée d'acteurs extérieurs dans la sphère géographique d'influence de la Russie (Lo, 2002). La doctrine libérale l'a emporté dans les premières années de la présidence Eltsine (Karagiannis, 2002). Son application à la configuration sud-caucasienne s'est alors traduite par une approche prudente des enjeux politiques et économiques qui y avaient cours. Si ce processus était désigné comme un espace d'intérêt prioritaire, Moscou y a néanmoins développé une approche politique souvent incohérente car principalement réactive (Lo, 2002). Ce recours à une politique *ad hoc* s'est ressenti directement sur le terrain : l'effondrement de l'Union soviétique ayant provoqué l'éclatement de nombreux conflits ethno-politiques au Caucase du Sud, Moscou s'est focalisée sur la dimension sécuritaire de sa politique étrangère au détriment de l'approche économique (Antonenko, 2002 ; Lo, 2002).

La politique étrangère russe de l'après-Urss s'est également caractérisée par des querelles dans les cercles de pouvoir moscovites. Des acteurs privés tels que les compagnies pétrolières russes ont ainsi pu prendre le pas sur le ministère russe des Affaires étrangères pour défendre leurs propres intérêts (Lo, 2002). La signature du PSA pour les gisements ACG le 20 septembre 1994 est à ce titre emblématique. Alors que la diplomatie insistait pour que la Russie ne s'implique pas dans les affaires énergétiques caspiennes, et notamment azerbaïdjanaises, Lukoil, aidée par le

⁵²⁴ Pour un historique de la doctrine néo-eurasiste en Russie, voir notamment Laruelle (2001) et Chaudet, Parmentier et Péloupidas (2009).

⁵²⁵ Bobo Lo (2002) considère également que l'approche néo-eurasiste est incarnée par l'ancien ministre des Affaires étrangères Evgueni Primakov (1996-1998).

ministre de l’Energie Youri Shafranik, tirait parti des liens énergétiques du Premier Ministre Victor Tchernomyrdine, autrefois dirigeant de Gazprom, pour prendre des parts dans l’AIOC (Hemming, 1998 ; Lo, 2002). Ainsi, pendant que Lukoil signait le PSA, le ministère russe des Affaires étrangères déclarait qu’il ne reconnaissait pas cet accord et condamnait « les actions unilatérales [qui] étaient contraires au droit international » (LeVine, 2002, p. 200). Critiquée, Lukoil s’abritait derrière l’accord signé en octobre 1993 entre l’Azerbaïdjan et la Russie (représentée par Youri Shafranik) dans lequel Moscou reconnaît un secteur azerbaïdjanais en mer Caspienne (Hemming, 1998 ; Forsythe, 1999). Ce désaccord fondamental entre deux acteurs-clés de la politique russe permet d’expliquer l’incapacité de la Russie à maintenir son influence au sein de la configuration sud-caucasienne.

Moscou a néanmoins pu compter sur ses acteurs énergétiques pour maintenir un semblant d’influence au Caucase du Sud. Par exemple, l’enrôlement de la Russie au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais n’est pas le fruit d’une politique étrangère cohérente mais au contraire celui de la collusion des élites énergétiques russes. En accord avec Lukoil, Youri Shafranik a fait pression pour que l’entreprise russe obtienne une part dans les gisements ACG. Alors que SOCAR devait recevoir 30% de l’AIOC, sa part initiale a finalement été réduite de 10% par Heydar Aliyev pour contenter Moscou (LeVine, 2007)⁵²⁶. Lukoil n’avait pourtant jamais participé aux négociations pour le PSA⁵²⁷. Mais les TNOC s’étaient préparées à ce qu’une société russe reçoive arbitrairement une part des gisements⁵²⁸.

Ces mêmes acteurs énergétiques ont ensuite permis à Moscou de faire illusion au sein du réseau sociotechnique. Car l’utilisation de la NREP pour l’exportation de l’*early oil* azerbaïdjanais n’a pas été obtenue grâce à des pressions politiques mais au prix d’efforts commerciaux de l’opérateur public russe d’oléoducs Transneft. Deux facteurs ne plaidaient pas pour l’utilisation de la NREP. Premièrement, le pétrole azerbaïdjanais, léger et de très bonne qualité, y serait mêlé à du pétrole sibérien, plus lourd et de bien moindre qualité (Karagiannis, 2002)⁵²⁹.

⁵²⁶ Entretien n° 11.

⁵²⁷ Entretien n° 7.

⁵²⁸ Entretiens n° 6 et 7.

⁵²⁹ Ce mélange aurait impliqué une perte de 5 dollars par baril sur la vente du pétrole azerbaïdjanais à Novorossisk. Entretien n° 33.

Deuxièmement, l'oléoduc Bakou-Novorossisk passe au milieu de la Tchétchénie. Or, le premier conflit séparatiste dans cette république de la Fédération de Russie ne s'est achevé qu'en août 1996 (ibid.)⁵³⁰. Les partisans de la NREP devaient donc convaincre l'AIOC de la viabilité commerciale et de la sûreté de cette voie d'exportation. La NREP proposait en revanche un coût du capital bas puisque sa remise en état n'était estimée qu'à 50 millions de dollars (Lussac, 2010a)⁵³¹.

Pour convaincre l'AIOC, Transneft a concédé deux efforts importants. Tout d'abord, la compagnie russe s'est engagée à construire un contournement de la Tchétchénie par le Daghestan dès l'obtention du contrat pour l'*early oil* azerbaïdjanais⁵³². Dans le même temps, elle a pris en charge le risque politique du transport pétrolier. D'après le contrat, l'AIOC livre une quantité x de barils de pétrole à la frontière russo-azerbaïdjanaise et doit en récupérer x à Novorossisk ou à n'importe quel endroit qu'elle choisit pour récupérer son or noir⁵³³. En outre, elle a concédé un élément dans le calcul du tarif de la vente du pétrole qui prene en compte la différence de qualité (*quality bank mechanism*). Cet élément n'a pas été inscrit dans le contrat mais il devait compenser la perte de qualité, et donc de valeur, du pétrole azerbaïdjanais à Novorossisk⁵³⁴. Ces efforts ont été appréciés par l'AIOC et le contrat d'utilisation de la NREP pour l'*early oil* des gisements ACG a été signé en septembre 1996⁵³⁵.

Paradoxalement, le maintien d'une présence russe au sein de la configuration symbolise la perte d'influence politique de la Russie. En matière énergétique, celle-ci ne semble plus en mesure d'obtenir des gains par la force. Ces agents sont contraints de se conformer aux mêmes règles commerciales que les autres acteurs. La Russie devient ainsi un agent ordinaire au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Mais, ce statut ne lui convenant pas, elle cherche à passer outre, mettant involontairement en lumière sa perte de puissance au sein de la configuration sud-caucasienne. La mise en œuvre de la

⁵³⁰ Entretiens n° 1, 12 et 14.

⁵³¹ La NREP servait à l'époque soviétique à transporter du pétrole russe à Bakou pour qu'il soit raffiné. Elle fonctionnait donc dans le sens Russie-Azerbaïdjan et non dans celui Azerbaïdjan-Russie. Entretiens n° 2 et 33.

⁵³² Entretien n° 1.

⁵³³ Entretiens n° 12 et 14.

⁵³⁴ Entretiens n° 12 et 105 avec un ancien directeur d'une entreprise de transport de pétrole, 2009.

⁵³⁵ L'accord devait initialement être signé en septembre 1995. Mais l'annonce par l'AIOC en octobre 1995 qu'elle utiliserait des voies d'exportation duales (NREP et WREP) a conduit à une reprise des négociations. Entretien n° 12.

WREP incarne cette nouvelle donne. Pour rallier la Russie à leur tentative de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, la Turquie a proposé à Moscou de participer à la mise en œuvre de la WREP. Le Coordinateur turc en chef pour les *pipelines* a ainsi approché le ministre de l'Énergie Tchernomyrdine à l'été 1995 en lui proposant que Transneft aide à réhabiliter la WREP. La société russe aurait ensuite été invitée à mettre en œuvre l'oléoduc BTC, voire à l'opérer en Turquie⁵³⁶. Si V. Tchernomyrdine et Transneft étaient prêts à donner suite à cette proposition, Moscou, soucieuse de ne pas réitérer le couac de la signature du Contrat du Siècle, a décliné cette offre⁵³⁷.

Alors qu'une telle participation aurait pu être synonyme de gains financiers, voire politiques, au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, la Russie a au contraire opté pour une stratégie du piratage. Transneft, qui opérait la WREP à l'époque soviétique, a omis de préciser à l'AIOC qu'une grande partie de l'oléoduc était rouillée⁵³⁸. Le coût de réhabilitation, basé sur ce rapport, était estimé à 250 millions de dollars (Lussac, 2010a), il en a finalement coûté 590 millions⁵³⁹. Moscou a ainsi mis à mal la viabilité commerciale de la WREP tout en mettant en danger la mise en production des gisements ACG. En effet, le développement de la première phase de production n'a été entériné qu'en 2001, une fois que le débat entre l'AIOC et l'Azerbaïdjan autour du partage du financement de la WREP a été résolu⁵⁴⁰.

Les désaccords stratégiques à Moscou ont donc réduit la marge de manœuvre de la Russie au sein de la configuration sud-caucasienne. Celle-ci n'a pu y développer une politique cohérente, soit de coopération, soit d'opposition. En fin de compte, sa politique énergétique a été à la merci des agents d'influence à Moscou. Quand les oligarques ont dominé, des accords de coopération ont pu être mis en œuvre entre l'Azerbaïdjan et la Russie, que ce soit la signature du PSA pour les gisements ACG avec Lukoil ou l'utilisation de la NREP pour l'exportation de l'*early oil* azerbaïdjanais. Mais, une fois que les partisans d'une politique dure ont repris la

⁵³⁶ Entretiens n° 5 et 59.

⁵³⁷ Ibid.

⁵³⁸ Entretiens n° 11, 13, 18 et 34.

⁵³⁹ Entretiens n° 11, 12, 13, 17, 18, 25 et 33.

⁵⁴⁰ Entretien n° 33. Nous reviendrons dans la section 8.1.2 sur ce sujet.

main, ces opportunités de coopération ont été supplantées par des stratégies de piratage visant à empêcher toute évolution de la configuration sud-caucasienne par la construction d'un réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Ce choix stratégique a été contreproductif à deux niveaux : il a empêché les entreprises russes de bénéficier davantage de la mise en production des hydrocarbures azerbaïdjanais et elle a polarisé l'Azerbaïdjan et la Géorgie d'un côté, et la Russie de l'autre.

4.1.2. L'illusion de la puissance russe chez les acteurs locaux

Le changement de centre organisateur au sein d'une configuration découle d'une catastrophe fondatrice selon la sociologie éliásienne (Cornu, 1998). Cette catastrophe représente à la fois une rupture et un aboutissement. Elle implique le début d'un nouveau processus et la fin d'une configuration, elle sous-tend l'émergence d'un équilibre précaire au sein d'un *continuum* plus ou moins linéaire (Crozat et Fournier, 2005). La chute de l'Urss a été un tel événement dans l'espace soviétique, et notamment au Caucase du Sud. Elle n'a pas seulement eu des implications politiques, ouvrant des périodes de transitions, et souvent d'incertitudes, politiques. Elle a également eu d'importantes répercussions sociales, conduisant à la disparition d'institutions, d'entreprises, ... (Goltz, 1998 ; Alieva, 2009). Elle se ressent dans les villes : Tbilissi porte par exemple encore les stigmates de l'effondrement du système soviétique, avec ces trottoirs transpercés par les arbres ou ces maisons fissurées par l'âge. La disparition soudaine de l'emprise soviétique sur ces républiques a créé des traumatismes dans les populations, notamment les moins éduquées, à qui l'on demande d'apprendre du jour au lendemain de nouveaux modes de vie et de nouveaux cadres de pensée (Jobert, 1993 ; de Tinguy, 2009).

C'est enfin un traumatisme économique. Du jour au lendemain, Bakou a été privée de gaz. Paradoxalement, l'Azerbaïdjan produisait peu d'hydrocarbures durant la période soviétique. Ses ressources étaient considérées comme trop chères et difficiles à produire aux yeux de Moscou, qui leur préférait le pétrole sibérien (LeVine, 2007 ; Alieva, 2009). Aussi, du temps de l'Urss, le Turkménistan

approvisionnait l'Azerbaïdjan en gaz, *via* le réseau de transport soviétique. En échange, Bakou fournissait à Achgabat des infrastructures pour exploiter ses ressources naturelles. L'effondrement de l'Union soviétique a mis fin à ce système d'échanges et l'Azerbaïdjan n'a plus reçu de gaz (Lussac et Stoupnikova, 2010). La disparition de la tutelle soviétique a donc constitué une rupture radicale autant que subite dans la configuration sud-caucasienne. Elle a conduit à une nouvelle évolution de celui-ci, perturbant son *continuum* et ouvrant la page d'un équilibre précaire. Elle est en cela une catastrophe fondatrice.

Cet événement social n'a pas pour autant signifié la disparition de l'ordre social précédent. Il a principalement impliqué son réagencement. La Russie n'a pas disparu du Caucase du Sud mais sa place y a évolué au fur et à mesure des changements au sein de la configuration. Son influence est devenue plus indirecte et, si elle a pu continuer à peser sur les développements dans cet espace social régional, elle le doit principalement aux souvenirs de sa puissance passée qui hantait encore les décideurs politiques sud-cauciens. Ces derniers se sont d'abord empressés de tirer parti de la faiblesse passagère de la Russie au début des années 1990. L'Azerbaïdjan a dans cette perspective soutenu la réhabilitation de la WREP car elle savait que l'impuissance russe à faire pression politiquement sur elle ne durerait qu'un temps⁵⁴¹. Certains membres de l'AIOC ont encouragé cette stratégie car ils étaient également convaincus que, le jour où la Russie serait à nouveau puissante, elle userait de la NREP pour faire pression au sein de la configuration sud-caucasienne. La WREP apparaissait alors comme une garantie contre tout usage politique de la NREP⁵⁴².

Cependant, la capacité de la Russie à peser sur la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais est restée faible. Moscou a plutôt dû se contenter d'un pouvoir de nuisance, qui reposait plus sur les perceptions des acteurs locaux que sur la formulation de menaces. La Russie a ainsi pu jouer de l'illusion de sa puissance, c'est-à-dire de la perception de sa puissance chez ses interlocuteurs, pour conserver un rôle important au sein de la

⁵⁴¹ Entretien n° 27.

⁵⁴² Entretiens n° 1 et 14.

configuration sud-caucasienne⁵⁴³. La perception d'une menace russe a par exemple conduit à détourner le tracé de l'oléoduc BTC en Géorgie. Dans son étude de faisabilité de 1998, la Banque mondiale recommandait que ce tube passe par la Djavakhétie, dans le district d'Akhalkalaki (Kochladzé, 2006). Outre que cette région soit majoritairement peuplée d'Arméniens, ce tracé passait à environ cinq kilomètres de la base militaire de la 62^{ème} division de l'armée russe⁵⁴⁴. Bien que Moscou se soit engagée à fermer cette base en 2000, elle était alors encore en service⁵⁴⁵. Or, Tbilissi craignait que la Russie, pour empêcher la mise en œuvre de l'oléoduc BTC, n'y attise le sentiment séparatiste et distribue des armes aux populations locales⁵⁴⁶. La Géorgie a donc fait pression sur BP pour qu'elle ne considère pas ce tracé.

Elle a reçu le soutien de l'Azerbaïdjan, qui, lui aussi, s'inquiétait des populations arméniennes qui auraient pu s'attaquer à l'oléoduc en guise de représailles à la guerre au Haut-Karabagh. La TNOC a entendu ces deux avis et a abandonné cette proposition de tracé, préférant celle passant par Borjomi, dont le coût supplémentaire était pourtant de dix millions de dollars⁵⁴⁷. Cette perception d'une menace russe a même touché le mouvement écologiste anti-BTC. Le WWF Caucase du Sud s'est par exemple désolidarisé de l'ONG Green Alternative, qui protestait contre le choix de Borjomi comme point de passage pour l'oléoduc. Dirigé par des Géorgiens et basé à Tbilissi, le WWF Caucase du Sud a estimé que, même si la voie par Borjomi n'était pas la route idéale, elle était tout de même, pour des raisons politiques, préférable à celle de Karakaia traversant la Djavakhétie⁵⁴⁸. Le maintien d'une présence russe au sein de la configuration sud-caucasienne a ainsi suffi à influencer la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Le souvenir de la puissance soviétique, censée

⁵⁴³ La notion d'illusion de la puissance n'est ici pas entendue comme la perception de sa propre puissance par une nation, comme cela a pu être conceptualisé par Gallarotti (2010).

⁵⁴⁴ Entretien n° 75. Moscou avait installé cette base militaire du temps des Tsars, au début du 19^{ème} siècle. Elle abritait la 62^{ème} division de l'armée russe, dont la moitié des 3 000 soldats étaient directement originaires de Djavakhétie. Cette base a été fermée en 2007 (ICG, 2011).

⁵⁴⁵ Il n'est pas démontré que le maintien de cette base était en lien avec la construction de l'oléoduc BTC, comme ont pu l'affirmer Cornell, Tsereteli et Socor (2005). Cette base faisait vivre la majorité de la population du district d'Akhalkalaki et elle permettait à la Russie de mettre en lumière l'incapacité de l'Etat géorgien à assurer le bien-être de son peuple (Fluri et Lortkipanidzé, 2006 ; Lohm, 2007 ; Serrano, 2007).

⁵⁴⁶ Entretien n° 80.

⁵⁴⁷ Entretiens n° 36 et 70.

⁵⁴⁸ Entretiens n° 69 et 76.

avoir été reprise par la Russie, a convaincu les acteurs locaux, et notamment géorgiens⁵⁴⁹, que celle-ci pouvait de toute façon faire pression politiquement ou militairement sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC. La puissance s'est ainsi incarnée non pas dans des actes mais dans des perceptions ancrées chez les agents de la configuration.

Cette illusion de la puissance s'est enfin retranscrite dans l'attribution à la Russie de tout événement suspect au sein de la configuration sud-caucasienne. La rumeur est ainsi devenue le principal instrument de maintien de la puissance pour Moscou. Il est difficile de dire si cet outil a été manié volontairement mais il a en tout cas eu des effets sur les comportements des acteurs locaux. Par exemple, tous les assassinats ou tentatives d'assassinats politiques (celle contre le président Chevardnadzé en août 1995 notamment) ont été reliés à la question énergétique et attribués à la Russie (voir par exemple Goltz, 1998 ; Cornell et Ismailzade, 2005 ; et LeVine, 2007)⁵⁵⁰. De la même manière, les assassinats en pleine session du Parlement du Premier Ministre arménien Vazgen Sargsian, du Président de l'Assemblée Karen Demirdjian et de trois députés arméniens le 27 octobre 1999 ont été attribués à Moscou, qui aurait voulu empêcher la résolution du conflit du Haut-Karabagh, à une époque où Bakou et Erevan étaient prêtes à d'importants compromis⁵⁵¹. Ces rumeurs, invérifiées car souvent invérifiables, ont des effets directs sur les comportements des acteurs locaux. Tbilissi a par exemple été réticente à assumer le risque politique sur l'oléoduc BTC, craignant que la Russie ne cible ensuite délibérément le tube pour la contraindre⁵⁵².

Nous pouvons enfin suspecter que ces rumeurs aient été maniées par d'autres agents du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais pour décrédibiliser leurs rivaux. De nombreuses informations ont ainsi circulé sur les sources de financement des ONG géorgiennes s'opposant à l'oléoduc BTC. La plus

⁵⁴⁹ Il n'est tout de même pas étonnant que cette perception de la puissance russe ait été plus forte en Géorgie qu'en Azerbaïdjan. L'incapacité de l'Etat géorgien à exercer le contrôle sur l'ensemble de son territoire et les troubles ethno-politiques en Abkhazie et en Ossétie du Sud, attisés par Moscou, ont consolidé la perception que la Russie demeurerait le centre organisateur de la configuration sud-caucasienne (voir notamment Serrano, 2007).

⁵⁵⁰ De tels discours nous ont été tenus au cours des entretiens n° 4, 5, 93 et 101.

⁵⁵¹ Entretiens n° 101 et 106 avec un ancien diplomate azerbaïdjanais, 2011. Heydar Aliyev aurait alors été prêt à « échanger » avec l'Arménie le Haut-Karabagh contre le corridor de Meghri pour créer un lien direct entre l'Azerbaïdjan et l'exclave du Nakhitchevan (ICG, 2005a).

⁵⁵² Entretien n° 8. Le risque politique est finalement partagé par l'IGA entre les trois gouvernements. L'OPIC assume également le risque politique de tous les agents de nationalité américaine engagés dans le projet BTC. Entretien n° 71.

active – Green Alternative – a le plus attiré l'attention. Connue seulement à Tbilissi auparavant, cette ONG a soudainement été en mesure d'envoyer sa directrice à des réunions dans toute l'Europe. Il est fort probable que cette augmentation de train de vie ait été permise grâce au CEE Bankwatch Network, réseau d'ONG basé à Prague et luttant pour la transparence dans le financement des IFI. Mais, selon des rumeurs circulant à Tbilissi et relayées notamment par BP, cette ONG aurait en fait été financée par Moscou pour retarder, voire empêcher, la réalisation de l'oléoduc BTC⁵⁵³. Si ces rumeurs peuvent être crédibles, elles servent dans tous les cas les intérêts d'autres agents au sein du réseau sociotechnique de transport de pétrole azerbaïdjanais. Elles ont notamment permis à BP de mettre en doute le discours d'acteurs qui pouvaient influencer sur les décideurs politiques, qu'ils soient diplomates ou membres des gouvernements.

En fin de compte, la Russie dispose, consciemment ou inconsciemment, d'un levier de pouvoir indirect au sein de la configuration sud-caucasienne. Le souvenir de la mainmise de l'Urss et du traumatisme vécu par la disparition subite de cette dernière lui donne une capacité d'influence sur les acteurs locaux de cette configuration. Cette illusion de la puissance suffit à influencer sur les comportements de ces derniers et à ainsi conserver des leviers d'action. Cependant, le recours à cette puissance indirecte met tout de même en lumière l'incapacité de Moscou à redevenir le centre organisateur de la configuration sud-caucasienne.

4.1.3. La réticence des acteurs extérieurs à se confronter à la Russie

Les acteurs locaux n'ont pas le monopole de l'illusion de la puissance russe au sein de la configuration sud-caucasienne. Même s'ils n'ont pas vécu directement la catastrophe fondatrice, les agents extérieurs ont également été sensibles à une influence possible russe⁵⁵⁴. Ces acteurs, et notamment les Etats-Unis et l'UE, se sont d'abord engagés à reculer au sein de cette configuration. A Washington par

⁵⁵³ Entretiens n° 36, 70 et 80.

⁵⁵⁴ Par agent extérieur, nous entendons les acteurs impliqués dans la configuration sud-caucasienne mais dont le centre de décision n'est pas situé dans l'espace géographique sud-caucasien. Ce concept est dérivé de Crandall (2006).

exemple, les avis étaient partagés au départ quant à un enrôlement américain au sein de ce dernier. Pour certains membres du NSC, la politique américaine post-soviétique devait faire la part belle à la Russie car celle-ci demeurait le centre organisateur de tout l'espace post-soviétique. Le conseiller du Président Clinton pour l'ex-Urss, Strobe Talbott, considérait que la Russie n'était pas l'héritière de l'Union soviétique, en termes de pouvoir comme d'intentions (LeVine, 2007). Selon lui et les tenants de son courant, Moscou n'avait que des visées coopératives au sein de la configuration sud-caucasienne et il fallait donc chercher à l'y enrôler (Nanay, 1998). En vertu de cette approche, il ne servait à rien d'entrer directement en contact avec les NEI et la Russie devait être privilégiée⁵⁵⁵. La politique étrangère américaine dans l'espace post-soviétique n'a été définie qu'une fois que la directrice du groupe inter-agences ait formulé une stratégie et que celle-ci ait été validée par le président Clinton, le vice-président Al Gore et par le conseiller du vice-président pour la politique étrangère et directeur du NSC, Leon Fuerth⁵⁵⁶. Et, pour être sûr que les diplomates américains sur le terrain ne soient pas abusés par l'illusion de la puissance russe, tous leurs câbles étaient relus au préalable et validés par le NSC⁵⁵⁷.

Si les Etats-Unis n'ont pas été abusés longtemps par l'illusion de la puissance russe, il n'en a pas été de même pour l'UE. A Bruxelles, celle-ci a pris deux formes. Premièrement, des hauts fonctionnaires de la Commission européenne ont regardé avec méfiance les programmes que l'UE a cherché à développer au début des années 1990 vis-à-vis des NEI. Selon eux, ces programmes posaient problème à deux niveaux. Tout d'abord, ils faisaient concurrence aux programmes qu'eux-mêmes développaient pour la Russie, en accaparant une partie des budgets. Ensuite, ils risquaient d'offenser Moscou et de réduire la portée de leurs programmes. Aussi, ils s'opposaient au développement trop poussé des programmes vis-à-vis des NEI (Helly, 2003). Deuxièmement, les principaux Etats-membres de l'UE – Allemagne, France et Grande-Bretagne – ne voyaient pas d'un bon œil l'engagement de l'UE dans la configuration sud-caucasienne. Un tel engagement aurait été perçu comme une volonté de confrontation directe avec la Russie. En vertu de cela, ils ont préféré développer leurs liens bilatéraux au détriment

⁵⁵⁵ Entretiens n° 59, 93, 100 et 101.

⁵⁵⁶ Entretien n° 100. Cette politique est présentée par l'ancienne directrice pour les Affaires eurasiatiques, russes et ukrainiennes du NSC Rosemarie Forsythe dans son article publié en 1999.

⁵⁵⁷ Entretien n° 100.

d'une approche régionale européenne et se sont opposé à toute européanisation des politiques menées au Caucase du Sud⁵⁵⁸ (Lussac, 2010c). Ainsi, de par l'illusion de sa puissance, Moscou a pu limiter l'engagement des Etats-Unis et, surtout, de l'UE au sein de la configuration sud-caucasienne.

Néanmoins, la Russie ne s'est cependant pas contentée de faire usage de son illusion de la puissance pour convaincre les agents extérieurs de ne pas s'impliquer au sein de la configuration sud-caucasienne. La Turquie a par exemple essayé d'enrôler le Kazakhstan au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Elle voulait que celui-ci envoie une partie de son pétrole dans le projet BTC. Astana dépendant grandement de la Russie pour exporter son pétrole, elle était réticente à risquer l'ire de Moscou. Aussi, Ankara lui a proposé de transporter son pétrole jusqu'au Daghestan en utilisant un oléoduc contrôlé par la Russie, qui aurait été par la suite relié à l'oléoduc BTC. Le président kazakhstanaï Nazarbayev a cependant refusé, ne voulant pas risquer sa relation avec le grand voisin russe⁵⁵⁹. Détenant le monopole du transport du pétrole kazakhstanaï, Moscou aurait pu couper les robinets pour faire pression sur Astana en cas de rapprochement avec la Turquie.

Enfin, la Russie a su tirer parti de son attractivité commerciale pour influencer les stratégies des acteurs extérieurs. Par exemple, la cellule de promotion de l'oléoduc Bakou-Ceyhan a été supprimée à l'arrivée au pouvoir du Premier Ministre Mesut Yilmaz en mars 1996. Ankara considérait alors que la WREP et l'oléoduc BTC étaient antinomiques et qu'en soutenant le premier, cette cellule avait anéanti les chances du second⁵⁶⁰. Pour autant, les gouvernements Yilmaz (entre mars et juin 1996 et entre juin 1997 et janvier 1999) et Ecevit n'ont jamais démontré un vif intérêt pour le projet BTC. Certes, en 1997, de gros doutes pesaient au sein de l'AIOC sur le développement des gisements ACG et toute discussion sur l'exportation était mise entre parenthèses⁵⁶¹. Pour autant, la Turquie, autrefois très active sur le projet, est alors restée silencieuse.

⁵⁵⁸ Nous reviendrons dans la section 6.3.1 sur ce sujet.

⁵⁵⁹ Entretiens n° 5 et 93.

⁵⁶⁰ Entretiens n° 5, 48, 59 et 93.

⁵⁶¹ Entretien n° 33.

A cette période, celle-ci s'est en fait rapprochée de la Russie au détriment des NEI sud-caucasiens. En décembre 1997, Ankara et Moscou ont signé un accord bilatéral prévoyant la livraison de gaz russe à la Turquie par le biais d'un gazoduc direct sous la mer Noire. Ce projet a alors reçu la priorité par rapport aux autres projets d'approvisionnements en hydrocarbures, dont l'oléoduc BTC. Pour convaincre Ankara d'opérer un tel revirement, Moscou s'est appuyé sur les entreprises turques de construction, notamment ENKA et TEKFEN. Elle leur a promis d'importants contrats, que ce soit en Russie ou pour construire Blue Stream (Bacik, 2001). Or, le président d'ENKA, Sarik Tara, était très proche du Premier Ministre Mesut Yilmaz. Il l'aurait donc convaincu de favoriser le projet Blue Stream au détriment de celui du BTC⁵⁶². Cette stratégie a été un succès : du temps de M. Yilmaz, les négociations sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC n'ont quasiment pas avancé⁵⁶³. En revanche, le gazoduc Blue Stream a connu d'importants progrès, pour finalement entrer en service en 2002 (Lussac, 2010a). Moscou s'est donc appuyée sur les industriels turcs pour limiter l'engagement turc au sein de la configuration sud-caucasienne. Pour un pays comme la Turquie, fervent promoteur de la mise en œuvre du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, l'illusion de la puissance n'aurait pas eu d'effet. Ankara était prête à faire face à la Russie pour voir ces projets d'infrastructures se réaliser. En revanche, en tirant profit du changement de gouvernement et de la confusion entre élites économiques et politiques en Turquie, Moscou a pu faire changer les priorités énergétiques d'Ankara. Son influence limitée au sein de la configuration sud-caucasienne a ainsi été contrebalancée par sa capacité à convaincre des agents économiques, attirés par les importants contrats pouvant être réalisés en Russie.

Cette stratégie a annoncé le futur de l'engagement russe au sein de cette configuration. En effet, une fois passé le désordre immédiat ayant suivi la chute de l'Urss, une fois constatées les limites de l'illusion de la puissance auprès d'acteurs comme l'Azerbaïdjan ou les Etats-Unis, la Russie a entrepris de redéfinir sa politique au sein de la configuration sud-caucasienne. Prenant conscience qu'elle ne

⁵⁶² Entretiens n° 48 et 93.

⁵⁶³ Entretien n° 93.

pourrait pas revenir sur la catastrophe fondatrice et qu'elle avait perdu son statut de centre organisateur, elle a essayé de développer une nouvelle politique.

4.2. La redéfinition de l'engagement russe au sein de la configuration sud-caucasienne

Sa perte de puissance au sein de la configuration sud-caucasienne a incité la Russie à y redéfinir son implication. Cette configuration a tout d'abord perdu de son intérêt, à l'exception notable de l'Arménie, en raison d'un coût d'engagement élevé. Dans cette perspective, la guerre russo-géorgienne d'août 2008 n'apparaît pas comme la réaffirmation de la Russie au Caucase du Sud mais, au contraire, comme un baroud d'honneur. Car Moscou se trouve aujourd'hui face à un choix stratégique : les reconnaissances des indépendances abkhazes et sud-ossètes ne lui ont pas apporté de nouveaux leviers au sein de la configuration sud-caucasienne et elle est de plus en plus mise à l'écart du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais.

4.2.1. La perte d'intérêt du Caucase du Sud aux yeux de Moscou

A l'époque soviétique, les enjeux politiques ou économiques étaient l'affaire d'une minorité d'acteurs au sein de la configuration sud-caucasienne, généralement les républiques satellites et Moscou, voire les *oblast* (Ehteshami, 2004). La catastrophe fondatrice a radicalement changé cette donne. L'agencement opéré par la Russie a été mis en cause non seulement par les acteurs régionaux mais également par les acteurs extérieurs, qu'ils soient publics, comme les Etats-Unis, ou privés, telle BP. La construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais a en ce sens servi de pôle d'attraction au sein de la configuration. Or, après 1996, la politique étrangère russe dans l'espace post-soviétique s'est radicalisée : les potentialités coopératives ont été mises de côté, au bénéfice de postures plus conflictuelles (Labban, 2009). Cette nouvelle stratégie a conduit à une polarisation des intérêts dans la configuration sud-caucasienne, conduisant certains analystes à parler de jeu à somme nulle dans la Caspienne (Lo, 2002 ; Cornell et Starr, 2006 ; German, 2009 ;

Iseri, 2009). Cette analyse nous semble erronée, particulièrement si l'on applique les questions énergétiques à la géopolitique. Le pétrole n'est pas condamné à desservir un marché unique, à passer par un seul territoire, à être monopolisé par un acteur sur le long terme. Son transport, son utilisation, sa consommation sont amenés à évoluer selon des dynamiques fluctuantes, en théorie orchestrées par les acteurs privés sur les marchés (Myers Jaffe et Manning, 1998 ; Lussac, 2010a). Néanmoins, ce débat met en lumière une dimension importante de la compétition au sein de la configuration sud-caucasienne: l'élévation du coût d'engagement.

En effet, l'accroissement du nombre d'acteurs au sein de cette configuration tend à élever le coût d'engagement. Lorsque l'Urss était le centre organisateur, ce dernier était minime : sa présence dans cette région allait de soi et Moscou devait « juste » maintenir les républiques socialistes sous sa coupe. La catastrophe fondatrice de 1991 a bouleversé cette donne. Si la Russie veut jouer un rôle important au sein de cette configuration, elle doit faire face, ne serait-ce qu'au niveau des Etats, aux NEI, aux Etats-Unis, à la Turquie, voire à l'UE. En premier lieu, Moscou a dû appréhender la montée en puissance sécuritaire des Etats sud-caucasiens, et notamment de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. Ceux-ci ont en effet directement tiré profit de la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais pour élever leurs dépenses militaires et améliorer la technologie de leur armée. Bakou a par exemple prévu d'allouer 3,12 milliards de dollars à son budget de la défense en 2011 (Muradova, 2011). Quant à la Géorgie, elle a essayé de profiter du besoin de sécurisation des oléoducs pour équiper ses soldats. Arguant que la Russie pouvait attaquer l'oléoduc BTC, Tbilissi a demandé à BP qu'elle lui fournisse du matériel de sécurité, tel que des lunettes à vision nocturne ou des armes de gros calibre⁵⁶⁴. L'entreprise anglo-saxonne a cependant refusé, ne voulant pas être blâmée pour des incidents par la suite⁵⁶⁵. Les gardes géorgiens ont cependant reçu un entraînement particulier, financé par BTC Co et prodigué par un ancien major des forces spéciales britanniques⁵⁶⁶. La puissance militaire, qui

⁵⁶⁴ Entretien n° 36.

⁵⁶⁵ En 1997 et en 1998, BP a été durement critiquée en Colombie car une compagnie de sécurité qu'elle employait a été impliquée dans des affaires de meurtres, de viols et de racket. Ce cas a servi de leçon à BP qui s'est juré de ne pas commettre la même erreur par la suite (Lussac, 2010a).

⁵⁶⁶ Entretien n° 8.

constituait le cœur de l'influence russe au sein de la configuration sud-caucasienne et qui était érigée en instrument préférentiel de politique étrangère, a donc perdu de son intérêt.

Ce constat est d'autant plus sévère que BP n'a pas été la seule à contribuer à la montée en puissance de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. Afin de l'aider à lutter efficacement contre le terrorisme, notamment contre les infrastructures énergétiques, les Etats-Unis ont mis en œuvre des formations militaires à destination de Tbilissi. En 2002, ils ont lancé le Programme d'Entraînement et d'Equiperment pour la Géorgie (*Georgia Train and Equip Programme*, GTEP) afin de former et d'équiper quatre bataillons géorgiens (soit 2 000 hommes environ) pour un montant de 64 millions de dollars (Facon, Mathey et Nikitine, 2006 ; Nichol, 2007). En 2004, ce programme a été remplacé par celui d'Opérations de Stabilité et de Soutien (*Sustainment and Stability Operations Programme*, SSOP). Doté d'un budget de 60 millions de dollars, ce programme visait à préparer les forces armées géorgiennes à d'éventuelles actions armées de maintien de l'ordre à l'intérieur de leur territoire national (ibid.). Ces deux programmes n'avaient pas pour objectif premier de contribuer à la sécurisation des infrastructures de transport d'hydrocarbures. Mais cet objectif était sous-jacent dans les formations à la lutte contre le terrorisme ou sur le maintien de l'ordre dans des régions séparatistes, comme la Djavakhétie, le long de laquelle passe l'oléoduc BTC (Lussac, 2009). La Turquie s'est également engagée militairement dans la configuration sud-caucasienne. Elle a tout d'abord contribué à la formation des gardes des oléoducs et gazoduc en Azerbaïdjan et en Géorgie⁵⁶⁷. Elle a surtout participé à la mise aux normes de l'OTAN des armées azerbaïdjanaises et géorgiennes, finançant notamment la réfection de l'aéroport militaire de Marnéouli pour 3 millions de dollars (Lussac, 2010a). L'engagement militaire direct des acteurs extérieurs a élevé le prix de l'engagement russe au sein de la configuration sud-caucasienne. L'illusion de la puissance n'a joué qu'un temps en faveur de la Russie et celle-ci a donc dû prendre en compte cette nouvelle donne.

⁵⁶⁷ Entretien n° 45.

Parallèlement à cette croissance du coût d'engagement militaire dans la configuration sud-caucasienne s'est opérée une augmentation des tensions politiques. L'UE s'est en effet peu à peu engagée politiquement au sein de cette configuration. Elle a commencé par créer le programme d'Assistance Technique aux pays de la CEI (*Technical Assistance to CIS countries*, TACIS) en 1992. Dans ce cadre, elle a établi le programme INOGATE et celui de Corridor de Transport Europe-Caucase-Asie (*Transportation Corridor Europe-Caucasus-Asia*, TRACECA). Ces programmes ont été perçus comme antirusses, aussi bien au sein de la CEE qu'en Russie (Lussac, 2010c). Cette perception a été ensuite renforcée par le lancement en juin 2004 de la Politique Européenne de Voisinage (PEV), visant à encadrer les relations de l'UE avec ses voisins de l'Est et du Sud et au sein de laquelle le Caucase du Sud a été incorporé à la dernière minute (ibid.). Ainsi, l'UE, pourtant sensible à l'illusion de la puissance russe au lendemain de la catastrophe fondatrice, s'est peu à peu engagée dans la configuration sud-caucasienne. Les lancements de la PEV en 2004, puis du Partenariat Oriental en 2009, sont venus mettre en lumière la volonté européenne de jouer un rôle actif et stratégique au sein de cette configuration.

La Russie se trouve donc dans une situation difficile. Outre la montée en puissance des acteurs régionaux, elle est également confrontée à l'engagement accru de certains acteurs extérieurs, que ce soit les Etats-Unis dans les années 1990 ou l'UE dans les années 2000. Cette nouvelle donne l'a conduite à redéfinir son engagement au sein de la configuration sud-caucasienne. Cette réflexion stratégique s'est traduite par deux actes forts. En premier lieu, Moscou s'est détournée de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie pour se rapprocher de l'Arménie. Erevan est ainsi devenue « un avant-poste russe » au Caucase du Sud (Minassian, 2008, p. 1). Elle a permis à la Russie de perturber indirectement le nouvel agencement de la configuration sud-caucasienne. Moscou est par exemple accusée par des membres de la Commission européenne d'encourager l'Arménie à jouer un rôle de « sabotage » au sein des programmes INOGATE et TRACECA⁵⁶⁸. Erevan s'opposerait systématiquement à tout projet susceptible d'accroître les interdépendances entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Ce partenariat est fondé sur la

⁵⁶⁸ Entretiens n° 107 avec un haut fonctionnaire européen, 2008, et 108 avec un ancien responsable de TRACECA, 2009.

dépendance commerciale de l'Arménie envers la Russie (Sarukhanyan, 2011). Moscou est le plus grand investisseur étranger dans le pays, après avoir investi 270,3 millions de dollars en 2010, soit 38,5% des investissements directs à l'étranger en Arménie cette année-là (Khachatrian, 2011). La Russie contrôle en outre, de manière directe ou indirecte, la majeure partie du secteur énergétique arménien : elle livre au moins 1,2 bcm de gaz à l'Arménie par an (*Cambridge Energy Research Associates* (CERA), 2011), une filiale de Gazprom – ArmRosGazprom – opère le gazoduc Iran-Arménie (Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2009) et détient 58% de la centrale hydroélectrique de Hrazdan (Lussac, 2010a). Le lien avec l'Arménie est ainsi devenu le moyen préférentiel de la Russie pour influencer sur la configuration sud-caucasienne et continuer à y jouer un rôle d'agencement.

Néanmoins, ce rôle étant plutôt limité, notamment eu égard à la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, Moscou a opéré une retraite de cette configuration. Celle-ci s'est opérée au bénéfice de l'Asie centrale. En effet, contrairement au Caucase du Sud où le coût d'engagement est élevé, la Russie demeure le centre organisateur en Asie centrale. Elle dispose encore de leviers importants pour contraindre les acteurs régionaux à prendre en compte ses intérêts. Elle s'est par exemple servie de son monopole sur le transport des hydrocarbures centre-asiatiques pour contraindre les Etats de la région. Au milieu des années 1990, alors que la Turquie cherchait à convaincre le Kazakhstan de soutenir le projet BTC, Moscou coupait régulièrement les oléoducs reliant ce pays à la Russie, lui faisant perdre de l'argent alors que l'économie kazakhstanaise dépendait exclusivement des revenus pétroliers⁵⁶⁹. Elle entendait ainsi lui montrer le prix que coûterait l'envoi de pétrole kazakhstanaï dans l'oléoduc BTC. De la même manière, en 1997, alors que les discussions sur le projet de gazoduc Transcaspien avaient débuté, Moscou a arrêté d'acheter du gaz au Turkménistan pendant six mois. Elle a ainsi mis l'économie à genoux, poussant le président turkmène Niyazov à demander 1,2 milliards de dollars d'avance en 1999 avant de

⁵⁶⁹ Entretiens n° 5 et 78.

s'engager formellement en faveur de ce projet. Cet argent devait permettre au Turkménistan de faire face à une nouvelle mesure de rétorsion de la Russie⁵⁷⁰.

La persistance d'une capacité d'agencement importante en Asie centrale a donc conduit la Russie à préférer la rive orientale de la mer Caspienne au détriment de celle occidentale. Fin novembre 2002, après avoir refusé de participer au projet BTC, Lukoil a revendu ses parts dans les gisements ACG. Ce retrait a suivi deux logiques, l'une politique, l'autre commerciale. Tout d'abord, l'entreprise russe a ainsi voulu manifester son désaccord sur l'orientation stratégique de l'AIOC, qui a choisi d'exporter le pétrole azerbaïdjanais par un nouvel oléoduc à travers le Caucase du Sud plutôt que d'utiliser la NREP et la WREP⁵⁷¹. Ensuite, Lukoil souhaitait se focaliser sur ses actifs en Asie centrale⁵⁷², considérés alors comme plus prometteurs (Blum, 2003). La vente de ses parts à l'entreprise japonaise INPEX lui a en outre rapporté environ un milliard de dollars⁵⁷³. Cette vente a une portée symbolique importante. Lukoil a obtenu une part dans les gisements ACG grâce à l'illusion de la puissance russe. Elle a en effet récupéré un tiers des 30% attribués à SOCAR, sans déboursier le moindre dollar. Elle s'est ensuite peu manifestée dans le fonctionnement de l'AIOC, si ce n'est sur les dépenses à effectuer⁵⁷⁴. La présence de Lukoil au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais⁵⁷⁵ symbolisait ainsi le maintien d'une influence russe au sein de la configuration sud-caucasienne. Son départ représente en fin de compte le déclin et le désintérêt de la Russie pour cette configuration. Le coût d'engagement élevé a incité Moscou à se retirer progressivement de cette espace social régional, au bénéfice d'une Asie centrale où sa force d'agencement demeure forte.

⁵⁷⁰ Entretien n° 46.

⁵⁷¹ Entretien n° 33.

⁵⁷² Lukoil détient au Kazakhstan 15 % du gisement pétrolier de Karachaganak et 2,7 % de celui de Tengiz. Elle a aussi 6,75 % (dans le cadre d'une *joint-venture* avec ARCO) dans l'oléoduc du Consortium Caspien (*Caspian Pipeline Consortium*, CPC).

⁵⁷³ Entretiens n° 11 et 33.

⁵⁷⁴ Ibid.

⁵⁷⁵ Il faut cependant noter que Lukoil a conservé sa part de 10% dans le gisement gazier de Shah Deniz. Elle reste ainsi un agent du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais.

4.2.2. La guerre russo-géorgienne d'août 2008 : un baroud d'honneur

A la manière de ce qu'elle a fait en Asie centrale, la Russie a essayé de contraindre l'Azerbaïdjan et la Géorgie par la coupure de livraisons de gaz. En janvier 2006, Gazprom a annoncé sa décision de porter le prix du gaz au niveau européen pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, le passant de 110 à 230 dollars les mille mètres cubes. La première a cédé un cinquième de la centrale hydroélectrique de Hrazdan à une filiale de Gazprom et a pu conserver ce prix avantageux jusqu'en 2009 (Lussac, 2010a)⁵⁷⁶. L'Azerbaïdjan s'est opposée à cette augmentation, clamant qu'elle n'avait pas besoin de gaz russe. Gazprom a alors annoncé que le nouveau prix du gaz passait de 230 à 235 dollars les mille mètres cubes⁵⁷⁷. Bakou a donc arrêté d'exporter du gaz russe. Alors qu'elle consommait 5 bcm de gaz russe par an, elle a augmenté les prix du gaz dans le pays⁵⁷⁸. La demande intérieure a alors chuté de 37%, permettant à l'Azerbaïdjan d'assumer seule ses besoins en gaz⁵⁷⁹. Enfin, en Géorgie, le gazoduc Mozdok-Tbilissi a explosé de manière suspecte en Ossétie du Nord fin janvier 2006. Cette explosion a privé de gaz Tbilissi et tout l'ouest de la Géorgie. Tbilissi a alors accusé Moscou d'avoir saboté cet oléoduc pour la contraindre à accepter l'augmentation des prix du gaz (ibid.). La Géorgie a finalement arrêté d'importer du gaz russe, se contentant de sa taxe de transit de 10% en nature sur les volumes livrés à l'Arménie par le gazoduc Nord-Sud (ibid.). Elle a également baissé sa consommation intérieure de gaz⁵⁸⁰ et s'est tournée vers l'Azerbaïdjan pour assurer ses besoins. Elle a enfin développé les sources alternatives, notamment l'énergie éolienne (Jervalidze, 2011). La Russie n'a donc pu contraindre l'Azerbaïdjan et la Géorgie par des leviers énergétiques, comme cela a pu être le cas en Asie centrale.

⁵⁷⁶ Le prix du gaz pour l'Arménie devait néanmoins être progressivement porté à 250 dollars les mille mètres pour le printemps 2011 (Lussac, 2010a). Des négociations sont cependant toujours en cours.

⁵⁷⁷ Entretien n° 109 avec un vice-président d'une NOC, 2009.

⁵⁷⁸ Le gaz ayant été gratuit sous l'Urss, les populations dans l'espace post-soviétique tendent à laisser le gaz allumé en permanence. L'augmentation des prix a donc poussé les citoyens azerbaïdjanais à surveiller leurs consommations, et donc à faire des économies d'énergie.

⁵⁷⁹ Entretien n° 109.

⁵⁸⁰ La consommation géorgienne de gaz était seulement de 1,4 bcm en 2011 (Jervalidze, 2011).

La violence apparaît dès lors comme le seul recours dont dispose la Russie pour faire valoir ses intérêts au sein de la configuration sud-caucasienne. La guerre russo-géorgienne d'août 2008 s'inscrit dans ce cadre. Même si Moscou n'a semble-t-il pas démarré le conflit (Tagliavani, 2009 ; de Waal, 2010), la persistance de tensions de basse intensité, animées par la Russie, a fortement contribué à pousser la Géorgie à la guerre (de Waal, 2010)⁵⁸¹. L'objectif de cette recherche n'est pas de détailler ici le déclenchement de cette guerre. Il s'agit plutôt de mettre en lumière en quoi la réponse de l'armée russe, dont personne n'avait prévu l'intensité (Lussac, 2010a), s'inscrit dans le cadre de la volonté de Moscou de réaffirmer son pouvoir au sein de la configuration sud-caucasienne. L'armée russe a répondu violemment à l'offensive géorgienne en Ossétie du Sud dans la nuit du 7 au 8 août 2008. Elle a surpris les forces géorgiennes par l'envoi massif de troupes, environ 12 000 soldats (Tagliavani, 2009), par le tunnel de Roki et par l'ouverture, en coopération avec les forces séparatistes abkhazes, d'un deuxième front en Abkhazie. Elle a également joué sur les nerfs des habitants de Tbilissi, en étant postée à 50 kms de là et en faisant mine de marcher en direction de la capitale géorgienne du 11 au 13 août 2008 (Jaulmes, 2008 ; Radio-Canada, 2009 ; Forsberg, 2010). Dans le cadre de la redéfinition de l'engagement russe au sein de la configuration sud-caucasienne, cette démonstration de force a deux objectifs : confronter les acteurs extérieurs à leur politique de puissance et démontrer que la Russie reste un acteur incontournable au sein de cette configuration.

Le premier objectif a été largement atteint. Les Etats-Unis ont joué un rôle très limité dans la prévention de la guerre comme dans son arrêt et la Turquie a vu sa marge de manœuvre relativement réduite. L'incapacité de Washington à s'engager pleinement en Géorgie à l'été 2008 découle de deux problèmes majeurs : l'incapacité à formuler une politique claire basée sur une compréhension parfaite du terrain, et l'absence de prise en compte sérieuse de cette politique par les autorités géorgiennes. Premièrement, il a fallu attendre un appel téléphonique du

⁵⁸¹ Il existe une littérature abondante, et souvent contraire, sur le début de la guerre d'août 2008. Voir notamment Antonenko (2008), Allison (2009), Cheterian (2009) et Asmus (2010). Nous choisissons ici de reprendre les faits racontés par la Mission d'Enquête Indépendante Internationale sur le Conflit en Géorgie (IIFMCG, 2009). Notre interprétation rejoint celle faite par le spécialiste anglais des conflits au Caucase : Thomas de Waal. Nous considérons que la Russie, de par ses provocations régulières et incessantes en Abkhazie et en Ossétie du Sud, a poussé un gouvernement « de la nuit » (de Waal, 2010) géorgien va-t-en-guerre à la déclaration des hostilités dans la nuit du 7 au 8 août 2008.

ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt à la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice au printemps 2008 pour que les Etats-Unis prennent véritablement conscience de la montée en puissance des hostilités en Géorgie⁵⁸². Les Etats-Unis n'ont ensuite jamais été capable de prendre la mesure de l'escalade des tensions, aussi bien en Abkhazie qu'en Ossétie du Sud. Le 7 août 2008 en fin de journée, un diplomate chargé de la politique américaine au Caucase a pu seulement répondre à la ministre géorgienne des Affaires étrangères, Eka Tkeshelashvili, que la Maison-Blanche attendait de réorienter sur la Géorgie les satellites américains pointés vers l'Afghanistan et vers l'Irak avant de se prononcer. Quand ce diplomate américain a rappelé la ministre géorgienne pour lui faire part de la décision de Washington, les hostilités avaient déjà débuté et les forces géorgiennes s'étaient engagées⁵⁸³.

Deuxièmement, Washington n'a jamais été en mesure d'avoir véritablement l'oreille du président géorgien M. Saakachvili. Lors d'une conférence de presse commune avec ce dernier le 10 juillet 2008, la Secrétaire d'Etat C. Rice a blâmé la Russie pour la multiplication des incidents en Abkhazie, avant d'appeler Moscou et Tbilissi à mettre fin à l'usage de la violence et à relancer les discussions (RFE/RL, 2008). Mais elle aurait tenu en privé un discours plus offensif à M. Saakachvili, l'assurant que les Etats-Unis se tiendraient au côté de la Géorgie en cas d'attaque russe⁵⁸⁴. M. Saakachvili n'aurait retenu que cette partie de l'intervention de C. Rice. Par la suite, cette dernière a pris du champ et la gestion de la crise a été mise entre les mains d'un haut fonctionnaire de 28 ans au Pentagone et d'un diplomate qui, s'il est engagé depuis 1995 au Caucase, n'a pas été pris au sérieux par le président géorgien en raison de la longue amitié qui les lie⁵⁸⁵. Washington n'a jamais été en mesure de pallier à ce manque d'attention de haut niveau : la Secrétaire d'Etat Rice a été absente, au moins médiatiquement, de la gestion de crise et le Secrétaire à la Défense Gates ne s'y est jamais engagé pleinement non plus (Neumann, 2008 ; Solomon et Jacoby, 2008). Ainsi, embourbés au Moyen-Orient et pris dans une

⁵⁸² Entretien n° 80.

⁵⁸³ Ibid.

⁵⁸⁴ Entretien n° 46.

⁵⁸⁵ Entretiens n° 78, 80 et 110 avec un haut fonctionnaire américain, 2011. Le diplomate américain a par exemple répété plusieurs fois à M. Saakachvili en juillet 2008 que, même en cas d'invasion russe, il ne devait pas répliquer.

campagne politique interne, les Etats-Unis n'ont pas été en mesure de maintenir leur niveau précédent d'engagement au sein de la configuration sud-caucasienne. La Russie a tiré profit de ce déclin pour y démontrer son pouvoir et tenter de s'imposer à nouveau comme centre organisateur.

La Turquie a également été dans l'incapacité de s'engager au sein de la configuration sud-caucasienne durant la guerre russo-géorgienne. Malgré les tentatives du Premier ministre turc Erdoğan, Ankara n'a pu contacter Moscou que le 10 août 2008, et non le 8 août comme espéré. Les autorités turques n'ont en plus eu accès qu'au ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et non au Président Medvedev ou au Premier ministre Poutine (Jenkins, 2008). La Turquie a ensuite essayé de se poser en « faiseur de paix » au sein de la configuration. Le 14 août 2008, le Premier ministre Erdoğan s'est rendu contre toute attente à Moscou pour présenter sa Plateforme de Stabilité et de Coopération au Caucase (Torbakov, 2008). Cette initiative recouvrait deux objectifs : garantir la sécurité des voies de transport des hydrocarbures approvisionnant la Turquie⁵⁸⁶, et proposer de gérer conjointement et avec les trois Etats sud-caucasiens les enjeux au sein de cette configuration (Torbakov, 2008 ; Vinatier, 2009 ; Winrow, 2009). Cette plateforme, qui ne ressuscite qu'un projet élaboré par l'ancien président turc Demirel en 2000 (Kardas, 2010), n'a suscité aucune adhésion à Moscou (Winrow, 2009). Elle a au contraire mis en lumière l'incapacité et l'absence de volonté de la Turquie d'organiser seule la configuration sud-caucasienne. Dans cette perspective, les deux objectifs de la démonstration de force russe – confronter les acteurs extérieurs à leur politique de puissance et démontrer l'obligation de prendre en compte la Russie – ont été atteints. Les Etats-Unis sont apparus désorganisés face à l'offensive russe et la Turquie n'a trouvé pour seule réponse que de coopérer avec la Russie pour organiser la configuration sud-caucasienne. Malgré le succès à court terme de la Russie, cette démonstration apparaît toutefois contreproductive *a posteriori*. L'affirmation de Moscou au sein de la configuration n'a été que de courte durée. Si elle a écarté ou réduit l'engagement des Etats-Unis et de la Russie, elle a cependant radicalisé d'autres acteurs, au premier rang desquels l'UE.

⁵⁸⁶ L'armée russe a tiré des roquettes Iskender près de la WREP pendant les cinq jours de guerre (Lussac, 2010a).

4.2.3. Après la démonstration de puissance. Que faire ?

La démonstration de force russe à l'été 2008 a été contreproductive à deux niveaux au moins. En premier lieu, la Russie s'est enfermée dans une impasse en reconnaissant les indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Elle a été accompagnée dans ce mouvement seulement par le Nicaragua, l'île de Nauru dans le Pacifique Sud et le Venezuela⁵⁸⁷. Elle a en outre perdu un levier important sur la Géorgie, qui ne se fait pas d'illusion à court terme sur la possibilité de récupérer ces deux territoires qu'elle considère toujours comme appartenant à la nation géorgienne (Lussac, 2010a). Ces reconnaissances ont en revanche polarisé Tbilissi, qui a décidé de s'engager au Caucase du Nord pour contrecarrer l'engagement russe.

Le président Saakachvili a ainsi ravivé la politique caucasienne élaborée par le premier président de la Géorgie indépendante Gamsakhourdia (Serrano, 2007). Tbilissi a d'abord facilité l'entrée des populations russes vivant dans le Caucase du Nord. Celles-ci n'ont plus besoin de visas tant qu'elles restent moins de 90 jours en Géorgie (Janashia, 2010). Puis, elle a reconnu le 20 mai 2011 le « génocide » des Tcherkesses⁵⁸⁸. Cette reconnaissance permet à la Géorgie d'améliorer son image dans le Caucase du Nord et de perturber la Russie, déjà en proie à des troubles dans cette partie de la Fédération. Moscou ne peut en effet pas condamner trop fortement la reconnaissance de ce génocide, sous peine de heurter les populations tcherkesses, qui vivent non loin de Sotchi, là où la Russie doit organiser les Jeux Olympiques d'hiver en 2014. Enfin, en janvier 2011, la Géorgie a lancé la chaîne de télévision en langue russe Kanal Pik. Celle-ci émet dans tout le Caucase du Nord et entend promouvoir une vision géorgienne dans cet espace social (Rimple, 2011). La Géorgie continue donc de disposer d'une capacité de nuisance en Russie, alors même que Moscou, ayant perdu l'arme de la reconnaissance des indépendances abkhazes et sud-ossètes, semble à court d'instruments non violents pour contraindre Tbilissi.

⁵⁸⁷ Vanuatu aurait reconnu les indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en mai 2011, avant de renoncer le 19 juin 2011 (Lomsadze, 2011).

⁵⁸⁸ Ce « génocide » désigne l'extermination et le déplacement forcé de 700 000 à 1,5 millions de Tcherkesses, peuple montagnard du Caucase du Nord, par la Russie tsariste en 1864 (Hoesli, 2006 ; Genté, 2011).

Par ailleurs, dans le domaine énergétique, l'offensive russe en Géorgie n'a pas porté ses fruits. Il a parfois été considéré que Moscou cherchait ainsi à prendre le contrôle du Corridor énergétique Est-Ouest à son bénéfice (Cornell, Popjanevski et Nilsson, 2008 ; Kandiyoti, 2008 ; German, 2009 ; Sartori, 2010)⁵⁸⁹. Dans ce cadre, le déclenchement de la guerre a été relié avec l'explosion mystérieuse de l'oléoduc BTC le 5 août 2008 dans le district d'Erzincan (Turquie). Cette explosion, revendiquée par le Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) (Lussac, 2010a), est en effet l'aboutissement d'une manœuvre complexe. Un trou d'une dizaine de centimètres de largeur a été percé à l'aide d'une cheville dans la nuit du 4 au 5 août. L'oléoduc étant en pente, le pétrole s'est déversé dans une cuve naturelle pendant la nuit. Et, le matin, les rayons du soleil ont fait embraser les vapeurs de pétrole, conduisant à l'explosion du tube⁵⁹⁰. Cette explosion et le déclenchement de la guerre deux jours plus tard ne sont peut-être qu'une coïncidence⁵⁹¹. Rien ne prouve en tout cas que la Russie ait cherché à s'emparer des *pipelines* (l'armée russe a « seulement » tiré quelques roquettes Iskender à une centaine de mètres de la WREP).

Il semble néanmoins clair que la démonstration de force russe avait pour but de mettre en lumière le manque de fiabilité du Caucase du Sud en tant que voie de transit sûre (Roberts, 2008). La Russie entendait démontrer qu'elle restait le point de passage le plus sûr pour transporter les hydrocarbures de la Caspienne en Europe. Mais ce calcul s'est avéré erroné. A l'exception du Kazakhstan, qui a déclaré vouloir se retirer de Géorgie⁵⁹² après la guerre (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2008), les autres agents du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais n'ont pas mis en cause l'utilisation du Corridor énergétique Est-Ouest. Au contraire, les membres de l'AIOC ont considéré que BP avait parfaitement géré la crise et qu'il y avait eu peu d'effets de la guerre sur leurs revenus⁵⁹³. Cette absence de mise en cause fait suite aux investissements consentis

⁵⁸⁹ Entretiens n° 107 et 111 avec un haut responsable d'une banque internationale, 2011.

⁵⁹⁰ Entretiens n° 60, 86 et 111.

⁵⁹¹ Des soupçons ont émergé car le PKK a été structuré et soutenu par l'Union soviétique pendant la Guerre froide afin de déstabiliser la Turquie (Goltz, 1998 ; Karagiannis, 2002). Le lien entre ces deux événements auraient été faits implicitement par le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev lors d'une entrevue le 20 août 2008 avec le président-directeur général de BP pour l'Exploration-Production Andy Inglis (Wikileaks, 2010a).

⁵⁹² La NOC kazakhstanaise KazMunaiGas possède le terminal pétrolier de Batoumi.

⁵⁹³ Dans les propos, l'explosion de l'oléoduc BTC et la guerre en Géorgie ont été dissociées. Dans ce cadre, cette dernière a uniquement endommagé la voie ferrée Bakou-Batoumi, qui a été frappée par une mine le 24 août 2008 et a dû être fermée pendant six semaines. Entretiens n° 29 et 51.

dans la réalisation du système complexe et au manque d'attractivité de la NREP, qui a un coût de transit élevé et au sein de laquelle le pétrole léger azerbaïdjanais est mélangé à du brut sibérien⁵⁹⁴. Aussi, en l'absence d'alternatives commercialement viables, le Corridor énergétique Est-Ouest est demeuré la seule route intéressante. Pire pour la Russie, sa démonstration de force a eu exactement l'effet contraire et a conduit à une chute de sa fiabilité en tant que partenaire énergétique, notamment au sein de l'UE.

La guerre russo-géorgienne de 2008 a en effet entraîné une radicalisation des acteurs européens. Elle a tout d'abord permis à l'UE d'apparaître comme un faiseur de paix au sein de la configuration sud-caucasienne. Face à l'incapacité américaine à s'engager et à la réticence de la Turquie à faire pression sur Moscou, l'UE est apparue comme le seul acteur en mesure de faire cesser les hostilités entre la Géorgie et la Russie (Forsberg, 2010). Certes, le résultat a été limité puisque, si Moscou et Tbilissi ont ordonné un cessez-le-feu, ils n'ont pas accepté le même document⁵⁹⁵ (Forsberg, 2010 ; Lussac, 2010a). Néanmoins, la démonstration de force russe a conduit à un engagement *ad hoc* accru de l'UE au sein de la configuration sud-caucasienne plutôt qu'à son retrait. En outre, dès la fin de la guerre, l'UE a clairement manifesté son soutien à la Géorgie, exprimant par là implicitement sa méfiance grandissante à l'égard de la Russie. En rappelant officiellement son soutien au Partenariat Oriental – nouvelle politique européenne de voisinage à l'égard du Belarus, de la Moldavie, de l'Ukraine et des trois Etats sud-caucasiens – lors du Sommet extraordinaire consacré à l'après-guerre russo-géorgienne le 1^{er} septembre 2008, le Conseil européen a manifesté sa volonté de s'engager plus et sur le long terme au sein de la configuration sud-caucasienne⁵⁹⁶. Ainsi, la démonstration de force russe a eu l'effet contraire à celui attendu vis-à-vis de l'UE. Au lieu de l'inciter à jouer un rôle mineur au sein de cette configuration, elle l'a convaincue de jouer un rôle de centre organisateur. Bien

⁵⁹⁴ Dès l'éclatement du conflit, BP Géorgie a conseillé de fermer la WREP. BP Azerbaïdjan, qui gère le Corridor énergétique Est-Ouest et est notamment basée à Sangachal, a accepté et a arrêté le débit au sein de la WREP. Quant à l'oléoduc BTC, il était déjà fermé depuis le 5 août. BP et le sous-traitant SESMEKE se sont cependant dépêché de construire un contournement afin de vider l'oléoduc de tout le pétrole qu'il contenait. Entretiens n° 29 et 112 avec un coordinateur des programmes d'une TNOC en Géorgie, 2009.

⁵⁹⁵ Lors de la visite du président en exercice de l'UE N. Sarkozy à Moscou le 12 août 2008, le président russe D. Medvedev a répondu à son homologue français qu'il était hors de question pour la Russie de signer un document qui avait été négocié à Tbilissi. Il a finalement signé une version différente, qui n'a jamais été rendue publique (Forsberg, 2010).

⁵⁹⁶ Entretien n° 113 avec un haut fonctionnaire européen, 2009.

qu'initié en juin 2008, le Partenariat Oriental a connu une accélération de son développement après la guerre russo-géorgienne, qui met en lumière le souhait européen de peser plus activement sur l'évolution de la configuration sud-caucasienne (Lussac, 2010a). Bruxelles espère ainsi se poser en alternative à la Russie, en démontrant que Moscou n'est pas destinée à être le centre organisateur de cette configuration.

L'UE s'est servie du facteur énergétique pour démontrer cette nouvelle orientation stratégique. La Commission européenne s'est ainsi lancée à plein dans la promotion du Corridor gazier Sud, qui prévoit d'alimenter l'Europe en gaz caspien et moyen-oriental en contournant la Russie (Kardas, 2011). Deux Directions Générales (DG) – la DG Energie (ENER) et la DG Relations Extérieures (RELEX) – ont notamment soutenu fortement la mise en œuvre du projet emblématique de gazoduc Nabucco, présenté comme le moyen le plus sûr de réduire la dépendance de l'UE à une Russie considérée comme non fiable désormais (Lussac, 2010c). L'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais, à travers la mise en œuvre du projet Nabucco, est venu signifier la volonté de Bruxelles de proposer une traduction européenne au sein de la configuration sud-caucasienne⁵⁹⁷. Cette volonté de traduction s'est fondée sur le sentiment antirusse en pleine expansion à Bruxelles depuis les crises russo-ukrainiennes du gaz en janvier 2006 et 2009 et la guerre russo-géorgienne (Lussac, 2010c). L'UE entend ainsi se poser comme garde-fou au sein de cette configuration pour les Etats sud-caucasiens vis-à-vis de l'agencement proposé par Moscou. Cette rivalité s'est cristallisée autour de la compétition entre les projets Nabucco et South Stream. Tous deux visent à approvisionner l'Europe en gaz : le premier est soutenu par l'UE tandis que le second est développé par la Russie et la TNOC basée en Italie ENI. Tous deux ont des rationalités économiques suspectes, dans la mesure où ils proposent de construire des gazoducs pour plusieurs dizaines de milliards d'euros en période de crise économique profonde en Europe (Lussac, 2010a). Mais leur dimension politique assure leur vitalité. La concurrence entre les projets Nabucco et South Stream est devenue le symbole d'une UE qui affronte la Russie dans sa chasse gardée pour mettre la main sur les ressources énergétiques post-soviétiques (Finon, 2009). Il est difficile encore aujourd'hui de

⁵⁹⁷ Nous reviendrons dans la section 9.2.2 sur ce sujet.

dire si l'un de ces deux gazoducs sera construit un jour⁵⁹⁸. Pour l'heure, cette rivalité profonde met surtout en lumière l'échec *a posteriori* de la démonstration de force russe pendant la guerre russo-géorgienne d'août 2008. Au lieu d'écarter l'UE de la configuration sud-caucasienne, Moscou a au contraire attisé le sentiment antirusse à Bruxelles, qui s'est traduit par un engagement européen de plus en plus fort au sein de cette configuration.

Si la guerre russo-géorgienne a changé la composition de la configuration sud-caucasienne, elle n'a cependant pas eu d'effets sur ses dynamiques structurelles. La Russie apparaît chaque jour plus en retrait, concurrencée non seulement par les acteurs locaux mais aussi par les agents extérieurs. En cela, le conflit d'août 2008 n'a pas été une catastrophe au sens éliasiens mais juste une péripétie qui, paradoxalement, accélère le processus de marginalisation de la Russie. Cette tendance est particulièrement visible à l'aune de l'évolution du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Moscou y joue un rôle de plus en plus limité. Les propositions de Gazprom d'acheter tout le gaz azerbaïdjanais dans le but de mettre en péril le Corridor Sud ont été refusées systématiquement par Bakou, qui a seulement concédé de livrer jusqu'à 2 bcm par an (Lussac, 2010a ; BMI, 2011)⁵⁹⁹. Aussi, pour peser sur le devenir du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, Moscou a dû se résoudre à avoir recours aux manœuvres d'avant 2008. Elle continue de faire pression sur les Etats centre-asiatiques, notamment sur le Turkménistan, pour qu'ils ne rejoignent pas le système complexe. Moscou aurait notamment menacé de demander les 30 bcm de gaz par an auxquels elle a contractuellement droit à Achgabat le jour où cette dernière décidera d'en vendre 10 à l'Europe, comme le demande Nabucco. Dans un tel scénario, il est probable que le Turkménistan se retrouverait incapable d'assumer tous ses contrats d'exportations⁶⁰⁰.

⁵⁹⁸ Début octobre 2011, le consortium Shah Deniz et l'Azerbaïdjan devraient déclarer quel projet de gazoduc reçoit leur préférence pour exporter le gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz. Dans le même temps, South Stream ne connaît plus de développements et ne parvient pas à obtenir un soutien européen, comme l'a montré l'échec de sa journée de promotion à la Commission européenne le 25 mai 2011. Entretien n° 15.

⁵⁹⁹ En signant une Déclaration commune sur le projet de Corridor gazier Sud à Bakou en janvier 2011, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a clairement exprimé sa volonté de vendre au moins 10 bcm de gaz azerbaïdjanais à l'Europe en provenance du gisement de Shah Deniz. En marge de cette réunion avec le Président de la Commission José Manuel Barroso et le Commissaire à l'Energie Günther Oettinger, il a également fait part de sa volonté d'exporter la majeure partie du gaz azerbaïdjanais vers l'Europe. Entretien n° 115 avec un diplomate européen, 2011.

⁶⁰⁰ Chaque début d'année, Moscou annonce à Achgabat les volumes de gaz qu'elle prendra dans l'année. Ces volumes peuvent aller jusqu'à 30 bcm (Hardin, Manovski et Benali, 2010). En 2010, la Russie n'en a pris que 9,68 (BP, 2011a) et elle prévoit de faire de même en 2011. Mais rien ne l'empêche de demander 30 bcm en 2016 ou 2017. Entretiens n° 41 et 116 avec un responsable des affaires européennes d'une TNOC, 2010.

En parallèle, Moscou a cherché à se rapprocher de l'agent qui a toujours suggéré de la prendre plus en compte au sein du système complexe et sur lequel elle a le plus de leviers d'influence : la Turquie. Elle tend ainsi à accroître son partenariat avec Ankara, particulièrement dans le domaine énergétique⁶⁰¹. La société russe AtomStroyExport doit par exemple construire la première centrale nucléaire turque à Akkuyu (Minassian, 2010). Le Kremlin a également poussé les entreprises russes Rosneft et Transneft à participer au projet d'oléoduc de contournement des détroits turcs Samsun-Ceyhan (Winrow, 2009). Ces deux entreprises étaient réticentes mais les autorités russes ont insisté car ce projet est piloté par Calik Enerji, entreprise énergétique réputée très proche du Premier ministre turc Erdoğan⁶⁰². Enfin, Moscou a investi directement ou indirectement dans le secteur de la distribution gazière en Turquie. Gazprom a ainsi pris des parts dans l'entreprise privée turque Bosphorus Gaz, qui est pressentie pour reprendre le contrat d'importation par Blue Stream, libéré par BOTAS en mai 2011 (Morris et Welton, 2010)⁶⁰³.

Cette stratégie n'a cependant pas porté ses fruits. En dépit de son rapprochement avec Ankara, Moscou n'a pu peser sur l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Elle a certes proposé à la Turquie de lui vendre son gaz moins cher que le gaz azerbaïdjanais de la deuxième phase de production de Shah Deniz⁶⁰⁴. L'absence de résultats majeurs à sa démonstration de force en août 2008 a donc incité la Russie à avoir à nouveau recours aux stratégies élaborées au début des années 2000. Celles-ci ne suffisent pas pour autant à arrêter la tendance à une marginalisation de la Russie au sein de la configuration sud-caucasienne au bénéfice des acteurs locaux et extérieurs. Si ces derniers peuvent changer – les Etats-Unis et la Turquie dans les années 1990, l'UE aujourd'hui – il demeure toujours au sein de cette configuration une présence extérieure qui nourrit une forte méfiance à l'égard de Moscou et de ses velléités d'organisation de la configuration.

⁶⁰¹ La Russie est le principal fournisseur de gaz de la Turquie. Le gaz russe représentait 62% des importations turques de gaz en 2008 et 45% en 2010 (Yigitgüden, 2010 ; BP, 2011a).

⁶⁰² Entretiens n° 45, 48, 49, 117 avec un consultant d'une NOC en Turquie, 2010, 118 avec un directeur d'une NOC, 2010, et 119 avec un juriste turc, 2010.

⁶⁰³ Entretien n° 120 avec un ancien coordinateur général d'une NOC, 2011.

⁶⁰⁴ Entretien n° 121 avec un haut fonctionnaire européen, 2010.

La chute de l'Urss a donc constitué une catastrophe fondatrice au sein de la configuration sud-caucasienne. La Russie n'a pas été en mesure de reprendre l'agencement opéré par l'Union soviétique, aussi bien en raison de ses chamboulements internes qu'à cause de l'accroissement du coût d'engagement dans cette configuration. L'illusion de sa puissance lui a donné l'opportunité de conserver une influence mais celle-ci s'est peu à peu effritée. Dans ce contexte, la Russie a été progressivement marginalisée tant par ses soins dans un souci stratégique que par les acteurs extérieurs arrivant au Caucase du Sud. La guerre d'août 2008 est alors apparue comme un dernier sursaut, une dernière tentative pour devenir un centre organisateur de la configuration. Mais cette stratégie a été un échec : Moscou a perdu de ses leviers de pouvoir, certains acteurs extérieurs comme l'UE ont redoublé d'engagement et les leviers traditionnels russes n'ont pu inverser cette tendance. Ainsi, si la Russie reste un agent important de la configuration sud-caucasienne, comme le montre son rôle de médiateur privilégié dans la résolution du conflit du Haut-Karabagh, sa capacité d'action est néanmoins réduite par les initiatives d'autres agents.

Aujourd'hui, la configuration sud-caucasienne est en pleine évolution. Depuis la catastrophe fondatrice de 1991, aucun acteur ne s'est dégagé véritablement pour devenir un centre organisateur. Dans ce cadre, il semblerait que l'organisation de cette configuration dût être dictée non par les agents qui en font partie mais par les interactions qui unissent ces agents. Ce saut qualitatif ouvre la voie à un nouvel agencement de la configuration sud-caucasienne à l'aune du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Ce nouvel agencement de la configuration sud-caucasienne se nourrit notamment des nouvelles solidarités qui unissent les élites au sein de ce système complexe.

5. Convergence des élites et émergence de nouvelles solidarités

La construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais a façonné ou refaçonné différents liens de solidarité au sein de la configuration sud-

caucasienne. Des élites, soit des « Personnes qui sont en mesure, grâce à leurs positions stratégiques dans des organisations puissantes, d'affecter régulièrement et substantiellement les productions politiques » (Burton, Gunther et Higley, 1992, p. 8), ont émergé ou ont été ainsi mises à jour. En premier lieu, les négociations pour la production et l'exportation du pétrole et du gaz azerbaïdjanais ont permis de constituer une nouvelle communauté d'élites énergétiques, formée de diverses nationalités mais ayant en commun des tâches similaires, des récits et des expériences traumatiques partagés. L'émergence du système complexe a en outre ravivé et actualisé les anciennes solidarités soviétiques, particulièrement entre dirigeants azerbaïdjanais et géorgiens. Enfin, l'élargissement des réseaux sociotechniques à la Turquie a posé les bases de solidarités originales entre ces nouvelles élites, dont la formation a restructuré les liens au sein de la configuration sud-caucasienne et a préfiguré ainsi le débordement des réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais.

5.1. Le développement d'une *cottage industry* au Caucase du Sud

Un ancien dirigeant d'une TNOC a caractérisé Bakou au milieu des années 1990 comme le théâtre d'une *cottage industry*. Par ce terme, il faisait référence aux politiciens, aux journalistes, aux universitaires, aux consultants qui sont apparus au Caucase du Sud et qui se sont investis dans la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais⁶⁰⁵. Cette *cottage industry* a existé tout au long des années 1990. Elle met en lumière deux traits cruciaux des nouvelles élites apparues avec l'émergence du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais : la prédominance des questions énergétiques dans leurs relations, et l'environnement « rustique, mais élégant », selon la définition du *Littré* (Blum, 2009), au sein duquel ces élites évoluent. De manière sous-jacente, ce terme illustre également la sélectivité de cette communauté d'élites et sa nature plurinationale. La *cottage industry* ne recoupe pas uniquement les élites locales post-soviétiques, elle réunit également les dirigeants des acteurs extérieurs venus

⁶⁰⁵ Entretien n° 11.

s'engager au sein de la configuration sud-caucasienne. Cette communauté d'élites énergétiques se caractérisent par l'intrication de ses membres, l'existence d'un sentiment d'appartenance à cette communauté et le partage d'un vécu commun au sein de l'environnement particulier de la configuration sud-caucasienne au lendemain de la catastrophe fondatrice.

5.1.1. La formation d'une communauté d'élites

Davis et Greve (1997) ont démontré la prédominance de deux facteurs dans l'émergence d'un réseau d'élites : l'intrication (*interlock*)⁶⁰⁶ et la proximité géographique. Travaillant sur la diffusion de l'information et de normes de gouvernance, ils ont détaillé le rôle de l'intrication, c'est-à-dire la présence de mêmes individus dans plusieurs conseils d'administration d'entreprises, dans l'établissement de pratiques communes. Burris (2005) a également montré comment l'intrication favorisait la cohésion sociale entre élites et facilitait ensuite la prise de décision. La création de groupes de travail par l'AIOC et les trois Etats de transit afin de faciliter la mise en œuvre de l'oléoduc BTC a eu un effet similaire. Ces groupes de travail ont permis une avancée plus rapide des négociations et ont surtout contribué à former une communauté d'élites énergétiques. Un premier groupe de travail réunissant des représentants de l'AIOC et de l'Azerbaïdjan a été mis en place en septembre 1997 (FOE, 2006). Un second réunissant les représentants géorgiens et ou détachés auprès de la Géorgie a été créé en novembre 1997 (ibid.). Le groupe de travail turc a enfin été établi en avril 1998⁶⁰⁷. La première réunion de ces trois groupes a finalement eu lieu à Istanbul le 15 mai 1998. Au terme de cette réunion, un protocole de compréhension a été signé entre les trois groupes, préconisant la tenue de rencontres régulières⁶⁰⁸.

La régularité des entrevues était essentielle, non seulement pour assurer la continuité des négociations mais également en raison de la particularité culturelle

⁶⁰⁶ Cette notion a ensuite été reprise de manière très pertinente par Carroll (2009) pour mettre en lumière les liens entre les dirigeants des 500 plus grandes entreprises mondiales.

⁶⁰⁷ Entretien n° 55. Le délai entre la mise en place des groupes de travail Azerbaïdjan-AIOC et Géorgie et celle du groupe Turquie s'explique par le refus d'Ankara de négocier dans un premier temps pour contraindre l'AIOC.

⁶⁰⁸ Entretien n° 55.

du Caucase du Sud. Heemskerk et Fennema (2009) ont démontré le rôle des relations interpersonnelles dans la constitution de réseaux d'entreprises. Cette dimension prend une importance supplémentaire dans l'espace post-soviétique où la gouvernance de l'Etat et de l'économie est fondée sur les relations interpersonnelles (Ilkhamov, 2007). Dans cette perspective, les groupes de travail ont volontairement réuni un nombre réduit de personnes, le plus souvent inférieur à dix⁶⁰⁹. Tous ont également limité les niveaux de hiérarchie : chaque groupe était dirigé par une ou deux personnes ayant un accès préférentiel au sommet de l'Etat et était ensuite composé de personnes aux compétences diverses (diplomates, consultants étrangers, directeurs de projet, etc.) et situées sur un pied d'égalité⁶¹⁰.

Au-delà de ces traits communs, ces groupes de travail sont fondés, à l'exception de la Turquie, sur l'intrication préalable de leurs membres. Ainsi, la composition du groupe de travail Azerbaïdjan-AIOC, dénommé par la suite groupe de travail MEP (pour *Main Export Pipeline*), s'inscrit dans la continuité des premières négociations pétrolières en Azerbaïdjan après la catastrophe fondatrice de 1991. Au cours des négociations du PSA pour les gisements ACG, le principal négociateur de SOCAR Valeh Alasgarov, déjà présent au temps de la présidence d'Eltchibey, s'est entouré de jeunes ingénieurs qu'il a voulu faire progresser à ses côtés⁶¹¹. Ces derniers, appartenant à SOCAR, ont ensuite été impliqués dans l'AIOC. L'un d'eux notamment a fait partie de l'équipe de l'AIOC en charge de la négociation de la NREP⁶¹². Ils ont enfin été intégrés au groupe de travail MEP afin d'aider V. Alasgarov⁶¹³.

Le groupe de travail MEP est également le fruit de l'intrication entre BP et SOCAR. Une première Division MEP avait été créée au sein de l'AIOC en 1997. Elle était dirigée par un vice-président du consortium issu d'Amoco. Celui-ci avait cependant de mauvaises relations avec SOCAR et coopérait donc très peu avec l'Etat azerbaïdjanais⁶¹⁴. Mécontent de cette situation, le directeur exécutif de BP John Browne a d'abord envoyé un ancien négociateur du PSA pour les gisements

⁶⁰⁹ Entretiens n° 8, 23, 55 et 72.

⁶¹⁰ Entretien n° 55.

⁶¹¹ Entretiens n° 1 et 7.

⁶¹² Entretiens n° 12 et 122 avec le vice-président adjoint d'une NOC, 2009.

⁶¹³ Entretien n° 55. Quelques-uns de ces jeunes ingénieurs d'alors occupent désormais des postes haut placés au sein de SOCAR.

⁶¹⁴ Entretiens n° 17 et 33.

ACG, « Monsieur MEP », établir une cellule concurrente : l'équipe *Caspian Exports*. Cet ancien négociateur avait pour principale qualité d'avoir une excellente relation avec V. Alasgarov, relation qui datait de la période de négociations du PSA. Néanmoins, cette situation divisait *de facto* le groupe de travail MEP en trois sous-groupes distincts : un officiel rattaché à l'AIOC et dirigé par Amoco, un autre dirigé par SOCAR, et un dernier présidé par BP. Regrettant l'inefficacité de ce modèle et tirant parti de la fusion entre Amoco et BP, « Monsieur MEP » a décidé de s'allier avec V. Alasgarov pour supprimer à leur bénéfice l'équipe dirigée par Amoco. Tous deux ont mis en avant auprès de l'AIOC leur bonne relation et la nécessité de présenter un front uni, notamment face au groupe de travail Turquie⁶¹⁵.

A l'été 1999, le groupe de travail MEP revisité est finalisé : il est dirigé par « Monsieur MEP » mais V. Alasgarov est le négociateur en chef. L'équipe comprend huit personnes : deux en charge des affaires juridiques, deux en charge des négociations, une en charge de l'ingénierie et une en charge des questions financières⁶¹⁶. Toutes ne sont pas originaires de BP mais elles ont en commun d'évoluer au sein de l'AIOC depuis longtemps et de se connaître parfaitement⁶¹⁷. L'excellente relation qu'entretiennent V. Alasgarov et « Monsieur MEP » garantit ensuite la cohésion et la cohérence du groupe de travail. Elle permet en outre d'assurer un alignement des positions entre l'Azerbaïdjan et BP⁶¹⁸. La reproduction de solidarités a donc structuré le groupe de travail MEP, unifiant les positions de l'Azerbaïdjan et de BP et assurant la direction des négociations avec les groupes de travail Géorgie et Turquie.

Le groupe de travail Géorgie s'inscrit également dans la continuité des négociations sur la WREP et tire ainsi profit de l'intrication précédente des négociateurs. Il est composé de trois types de personnes : celles issues du

⁶¹⁵ Entretiens n° 8 et 33.

⁶¹⁶ Entretien n° 8. Ces huit personnes étaient constamment présentes dans les négociations. Elles étaient cependant parfois accompagnées de personnes extérieures, souvent issues de la société de consultance Baker Botts, aidant sur des thématiques précises.

⁶¹⁷ Trois membres de ce groupe de travail ont par la suite créé ensemble un cabinet de consultance. L'exception à ces solidarités anciennes est la personne en charge de l'ingénierie. « Monsieur MEP » est allé la chercher en Colombie, où elle avait assisté aux méfaits des forces de sécurités engagées par BP. Outre son expertise dans la mise en œuvre d'oléoducs en région montagneuse, elle avait donc connaissance des violences que pouvaient susciter la construction de tubes dans des environnements faiblement institutionnalisés. Entretien n° 8.

⁶¹⁸ Entretiens n° 26 et 33.

gouvernement géorgien, celles provenant de GIOC, et les consultants⁶¹⁹. En dépit de leurs origines professionnelles différentes, ces individus ont en commun d'avoir participé de près ou de loin à la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. L'un des co-directeurs du groupe de travail était par exemple le premier ambassadeur géorgien en Azerbaïdjan, nommé spécialement pour obtenir l'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais par la Géorgie⁶²⁰. Quant au personnel de GIOC, cette entreprise avait justement été créée pour faire de la Géorgie un Etat de transit dans l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne⁶²¹. Enfin, les consultants engagés pour traiter les questions juridiques (HGA et IGA) étaient également déjà employés sur la WREP⁶²². Ils proposaient d'ailleurs que soient repris pour l'oléoduc BTC les accords signés dans le cadre de la réhabilitation de la WREP⁶²³. Le groupe de travail Géorgie est donc aussi le produit de la construction du réseau sociotechnique du transport de pétrole azerbaïdjanais. Les solidarités qui se sont créées à cette période ont ensuite façonné les négociations pour la mise en œuvre de l'oléoduc BTC.

Le groupe de travail Turquie est cependant en rupture avec le modèle des deux autres groupes de travail. Comme nous l'avons vu dans la section 3.1.1, les enjeux politiques internes ont conduit à l'arrivée d'une nouvelle classe de bureaucrates en 1997, ce qui explique peut-être la stratégie offensive d'Ankara vis-à-vis de l'Azerbaïdjan et de l'AIOC. Ce groupe ne peut donc pas tirer parti de l'intrication préalable de ses membres. Néanmoins, les liens qui les unissent se nourrissent de ceux qui liaient leurs prédécesseurs, perçus comme responsables d'un échec de la diplomatie turque. En effet, les membres de ce groupe de travail considèrent la mise en œuvre de la WREP comme une mauvaise décision, portant atteinte à l'avenir de l'oléoduc BTC. Ils se veulent donc en rupture avec la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et proposent en ce sens un nouvel agencement⁶²⁴. Dans cette perspective, ce groupe de travail se distingue par son activité diplomatique. Alors que les cellules MEP et Géorgie se

⁶¹⁹ Entretien n° 72.

⁶²⁰ Entretien n° 4.

⁶²¹ Entretien n° 23.

⁶²² Entretien n° 21.

⁶²³ Entretien n° 23.

⁶²⁴ Entretiens n° 45 et 47.

contentent d'une personne pour gérer les questions politiques et faire le lien entre le pouvoir exécutif et la cellule de négociations⁶²⁵, la Turquie possède un groupe parallèle pour gérer ces questions. Il est composé de quatre diplomates et a pour mission de faire pression sur les gouvernements américain, azerbaïdjanais et géorgien⁶²⁶. Enfin, ce groupe de travail entend pallier l'absence d'intrication par l'établissement de nouvelles solidarités. Il considère avec méfiance celles établies précédemment, en raison de « l'échec » de la WREP. Ces nouvelles solidarités se fondent sur le besoin de réparer le péché originel – la mise en œuvre de la WREP – et se traduisent par l'instauration d'un canal préférentiel de communication entre des responsables du ministère des Affaires étrangères et de celui de l'Energie. Les autres acteurs énergétiques turcs sont ainsi confinés à des rôles de subalterne, notamment BOTAS dont la seule mission est d'alimenter le groupe de travail en données techniques⁶²⁷.

Ces trois groupes de travail sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC sont donc largement le produit de l'histoire pétrolière sud-caucasienne après la catastrophe fondatrice de 1991. Les cellules MEP et Géorgie comptent sur l'intrication de leurs membres pour progresser dans les négociations. Quant à la cellule de la Turquie, elle espère que la construction de nouvelles solidarités suffise à pallier l'absence d'intrication. Ces relations privilégiées autour de ou en réaction au début de la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais illustrent tout de même l'importance des liens interpersonnels dans la constitution de la *cottage industry*.

5.1.2. La construction d'un sentiment d'appartenance

L'importance des liens interpersonnels tend à effacer la dimension nationale de cette communauté d'élites énergétiques. En effet, cette dernière ne se fonde pas sur l'appartenance à une culture commune ou à un même Etat. La *cottage industry* n'est pas reliée à une nation ou à une citoyenneté en particulier, ce n'est pas une

⁶²⁵ Il s'agissait du vice-Premier ministre Abid Sharifov en Azerbaïdjan et du ministre des Affaires étrangères Irakli Menagarishvili en Géorgie. Entretien n° 55.

⁶²⁶ Entretiens n° 45 et 55.

⁶²⁷ Entretiens n° 45, 47 et 55.

communauté nationale d'élites. Le sentiment d'appartenance à cette *cottage industry* est au contraire le produit de trois dynamiques. Premièrement, cette communauté d'élites s'est co-constituée par cooptation. Deuxièmement, elle est fondée sur le sentiment de débarquer sur un territoire vierge, où tout est à défricher. Troisièmement, elle repose sur des récits communs, construits collectivement par certains membres de cette communauté d'élites.

Premièrement, la *cottage industry* est co-constituée par cooptation informelle. Elle est tout d'abord autonome et ne dépend pas d'un agent particulier au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Certes, tous ses membres sont soit des responsables de NOC sud-caucasiennes ou turques, soit des représentants de TNOC nommés par leur hiérarchie au Caucase du Sud. Néanmoins, tous ses représentants ne sont pas nécessairement membres de la *cottage industry*. Par exemple, le responsable de BP en charge des relations avec les élites azerbaïdjanaises a été *de facto* exclu de cette communauté. Il lui a été reproché de s'être opposé à des décisions d'autres membres de la communauté, en l'occurrence la nomination d'un négociateur corrompu (Marat Manafov). Il a dû quitter l'Azerbaïdjan et, à son retour un an plus tard sous l'étiquette d'une autre TNOC, il a été tout de même maintenu à l'écart, n'appartenant plus à la *cottage industry*⁶²⁸. Ainsi, l'appartenance à cette communauté ne dépend pas seulement d'une situation géographique, elle dépend aussi de la volonté des membres de se percevoir les uns les autres comme membres de cette communauté. En ce sens, la *cottage industry* est co-constituée.

L'alternance à la présidence de l'AIOC au cours des années 1990 est ensuite illustratrice de la cooptation au sein de la communauté des élites énergétiques. Terry Adams a été le premier président de l'AIOC de 1995 à fin 1997⁶²⁹. Deux personnes lui ont succédé, avant l'arrivée de David Woodward fin 1998, qui est resté en poste jusqu'à fin 2006⁶³⁰. A son arrivée à la présidence, chaque nouveau-venu est présenté aux autres membres de la *cottage industry*, c'est-à-dire au président azerbaïdjanais, à SOCAR, à l'AIOC... par son prédécesseur. Cette

⁶²⁸ Entretiens n° 11 et 95.

⁶²⁹ BP Azerbaïdjan ne s'est dotée d'un président qu'en 2000, après la fusion des opérations avec l'AIOC. Entretien n° 8.

⁶³⁰ Entretiens n° 8 et 33.

pratique permet d'assurer une transition plus douce à la tête du consortium⁶³¹. Il est cependant attendu que le nouvel arrivant s'intègre au sein de la *cottage industry*, qu'il démontre qu'il veut appartenir à cette communauté d'élites énergétiques. L'instabilité au sommet de l'AIOC en 1998 s'explique ainsi par l'incapacité ou le refus de se faire coopter au sein de cette communauté. Le successeur de Terry Adams était David Pritchard. Mais il a eu des problèmes de santé dès son arrivée à Bakou et a dû repartir⁶³². Il a été remplacé par John Leggate, qui a refusé de rejoindre la *cottage industry*. Il a d'abord choisi de rester vivre à Londres et de ne voyager que si nécessaire à Bakou⁶³³. Il n'a ainsi jamais pu établir des relations de confiance avec les autorités azerbaïdjanaises et ses collègues au sein de l'AIOC. John Browne a donc profité de la fusion avec Amoco pour le nommer à la tête du développement informatique et le remplacer par David Woodward. Celui-ci a été coopté par le vice-président de l'AIOC, qui avait déjà assuré l'intérim après les problèmes de santé de D. Pritchard⁶³⁴. D. Woodward s'est alors remarquablement intégré au sein de la *cottage industry*, nouant des liens privilégiés avec tous les membres importants de celle-ci et allant même jusqu'à être surnommé le « vice-roi de Bakou » (Enderlin et Michel, 2003, p. 15). Ainsi, la cooptation informelle sert de point d'entrée au sein de la communauté des élites énergétiques.

Deuxièmement, la *cottage industry* est fondée sur le sentiment commun que la configuration sud-caucasienne est un espace vide, où tout reste à faire. Logiquement, ce sentiment est principalement répandu chez les élites énergétiques extérieures à l'origine au Caucase du Sud. Il se traduit notamment par une incompréhension des enjeux politiques au sein de cet espace social régional. Par exemple, un des promoteurs de la NREP au sein de l'AIOC considérait que cette voie d'exportation était la plus sûre. Selon lui, Azerbaïdjanais et Tchétchènes étant musulmans, ils ne s'attaqueraient pas à l'oléoduc qui traversait leurs deux républiques⁶³⁵. Cette analyse est erronée pour deux raisons. Tout d'abord, elle surestime le facteur religieux dans un espace post-soviétique où, au moins dans les

⁶³¹ Entretien n° 33.

⁶³² Entretiens n° 13, 17 et 33.

⁶³³ Entretiens n° 17 et 33.

⁶³⁴ Entretien n° 33.

⁶³⁵ Entretien n° 12.

années 1990, il jouait un rôle minime (Balayev, 2009 ; Charles, 2010). Ensuite, elle sous-estime les différences d'intérêts entre un Azerbaïdjan qui doit exporter ses hydrocarbures et une Tchétchénie qui doit mettre à mal l'économie russe pour faire valoir sa cause indépendantiste (Karagiannis, 2002).

Afin de pallier de telles erreurs d'appréciation, les élites énergétiques ont fait face à leur incapacité à saisir cet espace social et ont encouragé le développement d'une connaissance scientifique de l'Azerbaïdjan. Statoil a par exemple formé en 1998 une équipe d'analystes politiques regroupant des jeunes diplômés et des universitaires financés par des bourses de recherche. Ces derniers étaient pour la plupart des chercheurs travaillant sur l'Iran ou sur le Moyen-Orient à l'Université d'Oslo ou dans des centres de recherche de la capitale norvégienne et incités à étudier l'Azerbaïdjan en échange de financements attractifs⁶³⁶. Cette politique a permis de créer de toute pièce en Norvège une communauté épistémique⁶³⁷ de spécialistes de l'Azerbaïdjan en quelques années⁶³⁸. Cette communauté a ensuite été utilisée par Statoil pour définir sa stratégie à Bakou et anticiper les changements politiques au sein du régime azerbaïdjanais⁶³⁹. Amoco et BP ont eu recours à une approche similaire. La première a engagé un spécialiste de la Turquie pour produire une analyse politique de l'Azerbaïdjan en 1995⁶⁴⁰. Quant à la compagnie anglo-saxonne, elle s'est également attaché les services d'anthropologues et de politistes pour améliorer ses relations avec les élites azerbaïdjanaises. Une anthropologue britannique a par exemple dispensé une formation aux dirigeants de BP en Azerbaïdjan sur le rituel du thé, estimant que la maîtrise de cette pratique permettrait de renforcer les liens entre BP et Bakou⁶⁴¹.

Ces communautés épistémiques⁶⁴² ont eu un rôle déterminant auprès des TNOC et des élites qui les représentaient. Elles ont permis d'améliorer les relations

⁶³⁶ Voir par exemple les travaux de Jens Andvig (1999) et de Daniel Heradsveit (2001a, 2001b). Il est intéressant de noter que la plupart de ces travaux financés par Statoil traitent de la corruption et de sa perception en Azerbaïdjan.

⁶³⁷ Cette notion est empruntée à Peter Haas (1992). Elle désigne un groupe d'individus disposant d'une connaissance et d'aptitudes reconnues dans un domaine donné et qui partagent des croyances communes. Ce groupe va ensuite influencer sur les politiques qui sont menées à l'égard ou au sein du domaine sur lequel il dispose d'une expertise.

⁶³⁸ Entretiens n° 18 et 37.

⁶³⁹ Ibid.

⁶⁴⁰ Entretien n° 104.

⁶⁴¹ Entretien n° 11.

⁶⁴² Nous utilisons le pluriel car les analystes financés par Statoil n'avaient par exemple pas la même compréhension du Caucase que l'expert d'Amoco.

interpersonnelles au sein de la *cottage industry*. Les élites extérieures ont appris à connaître les pratiques et cultures des élites locales et ont de ce fait pu se rapprocher d'elles. Ces communautés épistémiques ont ainsi indirectement contribué à instaurer un climat de confiance au sein de la *cottage industry*. Ces élites énergétiques, proches des dirigeants politiques, ont alors cru, à tort ou à raison, que l'avenir de la configuration sud-caucasienne dépendait d'elles, qu'il était entre leurs mains. Un haut dirigeant de l'AIOC s'est par exemple passionné pour l'histoire de Lawrence d'Arabie, pensant qu'il pouvait peser à son tour sur la destinée du Caucase du Sud⁶⁴³. Le sentiment d'appartenance à la *cottage industry* s'est donc fondé sur une croyance répandue que la nature friche de la configuration sud-caucasienne donnait aux nouvelles élites énergétiques l'opportunité d'influer sur le destin de cette configuration.

Troisièmement, le sentiment d'appartenance à la *cottage industry* repose sur la construction de récits communs. Ces derniers sont le fruit de trois pratiques. Tout d'abord, la *cottage industry* était structurée par les échanges entre ses membres. Ses échanges ne se limitaient pas à des réunions ou à des réceptions régulières à Bakou, Tbilissi ou Istanbul. Ils s'incarnaient également dans l'offre mutuelle de présents. « Monsieur GIOC » avait par exemple pris l'habitude de faire des cadeaux à ses homologues⁶⁴⁴. Un ancien haut dirigeant d'une TNOC s'est ainsi vu offrir une peinture de lui-même en costume traditionnel géorgien et une autre de sa femme avec la péninsule d'Absheron (Azerbaïdjan) en fond. L'échange de tapis était également monnaie courante, qu'ils soient azéris, iraniens ou turkmènes. Ces cadeaux ont une double dimension. D'un point de vue pratique, ils ont pour but de créer de la confiance afin de faciliter la négociation⁶⁴⁵. Au niveau symbolique, ils illustrent la qualité des liens qui unissent les individus et démontrent l'appartenance à une communauté localisée⁶⁴⁶. Ils fondent des récits communs où l'histoire de la confection et de la remise du cadeau devient un lien entre l'offreur et le receveur mais aussi entre les tenants de l'échange et ceux qui ont assisté à celui-ci.

⁶⁴³ Ce haut dirigeant s'est alors vu adjoindre par ses collègues l'expression « du Caucase » à la suite de son prénom, afin d'imiter le nom de Lawrence d'Arabie. Entretiens n° 11 et 104.

⁶⁴⁴ Entretiens n° 11, 80 et 93.

⁶⁴⁵ Entretien n° 20.

⁶⁴⁶ Ils s'inscrivent également dans la tradition ottomane et centre-asiatique d'échanges de cadeaux (Petric, 2002).

Ensuite, cette appartenance commune se construit par le recours à des références communes. La venue de M. Thatcher à Bakou en 1992 permettait par exemple à BP de rappeler à l'Azerbaïdjan le soutien que le Royaume-Uni avait apporté à l'ouverture de l'Union soviétique dès 1984. Mais c'est Statoil qui s'est surtout distingué dans le recours à cette pratique. La TNOC basée à Stavanger a en effet mis en avant l'histoire de l'anthropologue norvégien Thor Heyerdahl. Celui-ci s'est fait connaître en 1947 en rejoignant Tahiti depuis le Pérou sur un bateau de fortune. Il entendait ainsi démontrer que les populations des îles du Pacifique Sud pouvaient être originaires d'Amérique du Sud⁶⁴⁷. Au début des années 1990, Heyerdahl (1994) a estimé que les Azéris pouvaient être les ancêtres des Scandinaves. Cette opinion s'appuyait sur la similitude des pétroglyphes retrouvés dans les grottes de Gobustan (sud de Bakou) avec ceux dessinés par les Vikings dans les fjords de Norvège. L'anthropologue mettait également en avant la similarité des bateaux azéris dessinés dans ces grottes avec les fameux drakkars. Cette analyse, qui ne s'est jamais vérifiée, a eu un écho considérable en Azerbaïdjan. Elle est apparue à une période où ce pays cherchait son identité, de préférence distincte de celle russe. L'hypothèse d'une connexion entre l'Azerbaïdjan et la Norvège avait donc le mérite de proposer une historiographie alternative, dans laquelle l'Azerbaïdjan n'aurait pas été constamment partagé entre empires perse et russe.

Cette étude anthropologique est arrivée à point nommé pour Statoil. La TNOC a pu user de cet argument pour légitimer sa présence en Azerbaïdjan et rapprocher ses représentants des élites azerbaïdjanaises. T. Heyerdahl est ainsi devenu « un outil de relations publiques fabuleux »⁶⁴⁸. Statoil l'a par exemple fait venir pour l'inauguration du siège de Statoil en Azerbaïdjan en mai 1999. Heydar Aliyev étant en voyage aux Etats-Unis, il n'a pas pu s'y rendre. Mais il a insisté pour que cet événement reçoive une attention de haut niveau en raison des liens privilégiés entre l'Azerbaïdjan et la Norvège. Ont donc assisté à cette inauguration quatre ministres azerbaïdjanais, le chef de l'Administration présidentielle Ramiz Mehdiyev⁶⁴⁹ et le

⁶⁴⁷ Lire Heyerdahl (2002) sur le récit de l'expédition du Kon-Tiki.

⁶⁴⁸ « *Heyerdahl was a wonderful PR tool* ». Entretien n° 123 avec un diplomate norvégien, 2010. T. Heyerdahl était en outre un proche du frère de Heydar Aliyev, Jalal Aliyev. Entretien n° 34.

⁶⁴⁹ Lorsque son nom est retranscrit du russe, il s'écrit « Ramiz Mekhtiyev ».

président de SOCAR Natig Aliyev⁶⁵⁰. La construction d'une historiographie commune entre l'Azerbaïdjan et la Norvège a ainsi permis aux élites norvégiennes de la *cottage industry* de se rapprocher des élites azerbaïdjanaises.

Enfin, les récits communs au sein de cette communauté d'élites énergétiques ont aussi été construits *a posteriori*. BP a ainsi pris soin d'entretenir les liens qui unissent ces élites. Elle a par exemple offert un stylo particulier à tous ceux qui ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre de l'oléoduc BTC⁶⁵¹. De la même manière, elle les a tous invités lors de l'inauguration de ce tube ou lors des célébrations des quinze ans de la signature du PSA pour les gisements ACG en septembre 2009⁶⁵². Ce genre de pratiques permet de faire perdurer les liens qui unissent la *cottage industry*. La TNOC dispose ainsi d'un vivier de relations qu'elle peut mobiliser en cas de problèmes, par exemple lors du conflit entre BTC CO et BIL sur les taxes d'opération de l'oléoduc BTC en Turquie. Ces récits communs perdurent également grâce aux conférences consacrées au pétrole et au gaz ayant lieu chaque année au Caucase du Sud. Certaines élites de la *cottage industry* s'y retrouvent, échangent sur leurs nouvelles fonctions et parlent des changements dans leur vie familiale⁶⁵³. Ces rencontres régulières maintiennent le sentiment d'appartenance à cette communauté d'élites. Avec le temps, elles contribuent à faire grandir dans l'esprit de chacun la conviction qu'ils ont fait l'Histoire de la configuration sud-caucasienne.

5.1.3. Le rôle des expériences traumatiques

Davis et Greve (1997) ont mis en lumière le rôle de la proximité géographique⁶⁵⁴ dans la construction d'un réseau d'élites. Cette dimension est importante dans le secteur des hydrocarbures où les négociations de contrats se font souvent en de

⁶⁵⁰ Entretien n° 18.

⁶⁵¹ Entretiens n° 33 et 87.

⁶⁵² Entretiens n° 11 et 62.

⁶⁵³ Nous avons pu le constater en participant à de telles conférences à Ankara en mars 2009 et 2010, à Bakou en juin 2008 et 2011 et à Tbilissi en avril 2008 et 2009.

⁶⁵⁴ En parlant de « proximité géographique », Davis et Greve (1997) entendent à la fois le fait que des élites participent ensemble à un tournoi de golf ou soient originaires du même pays. Cette notion recouvre donc une dimension physique et géographique. Nous choisissons ici de conserver le terme de « proximité géographique » même si nous considérons ici principalement la proximité physique.

multiples endroits⁶⁵⁵. Cette mobilité tend à s'accroître lorsqu'il s'agit d'enjeux de transport des hydrocarbures. Les promoteurs de gazoducs ou d'oléoducs doivent en effet assurer la publicité de leurs projets dans des conférences toujours plus nombreuses et se tenant aussi bien en Asie qu'en Europe ou aux Etats-Unis. Une des personnes interrogées nous a ainsi parlé de « tourisme gazier » pour désigner ses voyages incessants dans le cadre de la promotion du Corridor gazier Sud⁶⁵⁶. Ces déplacements continuels créent une proximité géographique, contribuant au développement d'une communauté d'élites.

Il convient cependant de distinguer différents degrés de liens au sein de la *cottage industry*. Des liens forts ont par exemple été noués durant les négociations pour la mise en œuvre de l'oléoduc BTC. Les négociateurs se sont réunis au total 28 fois en 18 mois en cinq endroits différents : neuf fois à Ankara, quatre fois à Bakou, huit fois à Istanbul, une fois à Londres, trois fois à Tbilissi, et trois fois à Washington⁶⁵⁷. A ces réunions de travail s'ajoutaient, pour certains membres, des rencontres informelles dans des restaurants. Les diplomates américains se réunissaient par exemple plusieurs fois par mois avec le futur directeur de BTC Co dans un restaurant mexicain à Washington⁶⁵⁸. Une entreprise britannique, *International Trade Exhibitions* (ITE), avait par ailleurs pris conscience dès 1994 de l'intérêt commercial de réunir toutes les personnes impliquées dans les enjeux énergétiques caspiens au même endroit, plusieurs fois par an. ITE a organisé sa première conférence en Azerbaïdjan en 1994. Puis, elle a inauguré un événement annuel en Géorgie en 1999. Elle a enfin lancé une conférence annuelle en Turquie en 2001. Il était intéressant de noter que la mise en place de ces événements a suivi l'avancement de l'évacuation du pétrole azerbaïdjanais. Ils ont permis de renforcer la cohésion de la *cottage industry* en rassemblant, au moins trois fois par an, tous les individus impliqués dans le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et en les faisant échanger⁶⁵⁹. Ces voyages constants ont renforcé les

⁶⁵⁵ Entretien n° 10.

⁶⁵⁶ Entretien n° 41.

⁶⁵⁷ Entretien n° 55. Les négociations principales, quel que soit le sujet, ont toujours eu lieu en Turquie et non à Bakou car les risques d'espionnage étaient trop élevés en Azerbaïdjan. Entretien n° 11.

⁶⁵⁸ Entretiens n° 62 et 104.

⁶⁵⁹ Entretien n° 46.

liens entre négociateurs, qui ont fini par surnommer le BTC le *Best Travel Club* (« Meilleur Club de Voyage »)⁶⁶⁰.

Cependant, la force des liens entre ces élites dépend de la période considérée. La psychologie a montré que le partage d'expériences traumatiques tendaient à créer des liens forts entre individus (Guay, Billette et Marchand, 2002). C'est notamment le cas des « fraternités » d'anciens résistants en France, comme l'a étudié René Rémond (1955)⁶⁶¹. Ces liens de camaraderie se retrouvent chez les individus qui ont séjourné à Bakou au début des années 1990⁶⁶². Ils sont fondés sur la piètre qualité de vie dans un pays frappé par une crise économique et en état de guerre. Les populations azerbaïdjanaises sont alors confrontées à des pénuries dans les supermarchés, à l'effondrement d'un système politique, à l'afflux massif dans la capitale azerbaïdjanaise de réfugiés et de mercenaires⁶⁶³ (Goltz, 1998). Les élites énergétiques ont elles aussi dû faire face à cette réalité malgré leur statut particulier. John Browne (2010, p. 156), ancien directeur exécutif de BP, écrit ainsi dans son autobiographie : « Lors de mes séjours [à Bakou], j'étais chanceux si j'avais une chambre d'hôtel seulement pour moi, et encore plus chanceux si j'avais de l'eau pour une douche. La nourriture était désastreuse, parfois dangereuse »⁶⁶⁴. Ces conditions de vie difficiles ont été considérées comme des expériences traumatiques, qui ont renforcé le sentiment de camaraderie entre ces élites⁶⁶⁵. La relation proche entre V. Alasgarov et « Monsieur MEP » est par exemple le produit de ce contexte particulier. Au début des années 1990, le second se rend alors régulièrement à Bakou et, comme tout un chacun, il y est confronté au manque de

⁶⁶⁰ Entretien n° 36.

⁶⁶¹ Il n'existe néanmoins pas de preuves scientifiques démontrant que chaque expérience traumatique crée du lien entre ceux qui la vivent. Le cas des survivants de la Shoah, murés dans le silence, est là pour l'illustrer (voir notamment Lentin, 2001).

⁶⁶² D'autres personnes interrogées, ayant séjourné à Bakou dans les années 2000, ont également considéré l'Azerbaïdjan comme un pays où il est difficile de vivre. Mais ces opinions ne sont pas basées sur des expériences traumatiques, comme peuvent l'être les conséquences d'une guerre.

⁶⁶³ L'ancien président azerbaïdjanais Eltchibey avait par exemple recruté des mercenaires afghans pour combattre au nom de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh. Mais ces mercenaires ont rapidement déserté et ont ensuite erré pendant cinq ans dans le pays. Entretien n° 116.

⁶⁶⁴ Notre traduction.

⁶⁶⁵ Voici deux exemples emblématiques des remarques collectées sur cette période au cours de nos entretiens. « Les moments compliqués mais excitants que nous avons eu en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie ont vraiment créé un esprit de camaraderie entre les étrangers. Dans le même temps, nous nous sommes aussi fait de très bons amis parmi les Azerbaïdjanais, les Géorgiens et les Turcs » (« *The testing but exciting times we had in Azerbaijan, Georgia and Turkey really did build a camaraderie. At the same time we also made some very good friends with nationals from Azerbaijan, Georgia and Turkey* »). Entretien n° 8. « Nous souffrions du syndrome de Stockholm, on se rassemblait entre expatriés et négociateurs [des contrats pétroliers] pour tenir le coup » (« *We all got Stockholm syndrome. We met with expats and locals to hold on* »). Entretien n° 2.

nourriture. Il prend alors l'habitude de fumer pour tromper sa faim. C'est pendant les pauses fumeurs que « Monsieur MEP » et V. Alasgarov, lui aussi fumeur invétéré, vont apprendre à s'apprécier et à se faire confiance. Huit ans plus tard, forts de cette tradition, c'est pendant une telle pause qu'ils décident ensemble d'évincer l'ancienne cellule MEP de l'AIOC à leur profit⁶⁶⁶. Ainsi, le vécu commun d'un contexte difficile a soudé les liens entre deux élites énergétiques.

Au-delà du contexte général difficile au Caucase du Sud, des événements particuliers ont renforcé les liens entre certains membres de la *cottage industry*. C'est notamment le cas des négociations du PSA pour les gisements ACG avec la cellule de Marat Manafov, cellule nommée par Heydar Aliyev au début de l'été 1993. En novembre 1993, M. Manafov a invité tous les négociateurs à finaliser le projet de PSA pour les gisements ACG à Piešťany⁶⁶⁷, en Slovaquie. Ces derniers étaient réticents à y aller en raison des demandes répétées de pots-de-vin de la part de l'ancien major du KGB. Mais Amoco, BP, Pennzoil et Statoil ont finalement envoyé des représentants, accompagnés tout de même de gardes du corps, présentés comme de nouveaux membres de l'équipe de négociations. La première réunion s'est tenue dans une discothèque, en soirée. Manafov y est arrivé en retard et son premier geste a consisté à retirer le pistolet qu'il avait rangé dans le bas du dos et à le poser sur la table⁶⁶⁸. Cet événement a été vécu comme un traumatisme par les négociateurs de l'époque. La plupart se retrouvaient pour la première fois face à une arme à feu pointée sur eux, qui plus est dans un cadre supposé être professionnel. Ces négociateurs se racontaient ensuite cette anecdote, avec le sentiment d'avoir risqué leur vie pour obtenir le Contrat du Siècle. Elle a instauré un esprit de camaraderie, qui s'est particulièrement ressenti durant notre enquête de terrain. Chaque ancien négociateur, apprenant que nous avions parlé à son collègue de l'époque, nous a demandé s'il nous avait raconté « l'histoire avec Manafov »⁶⁶⁹. La *cottage industry* s'est donc nourrie de ces expériences traumatiques, qui ont contribué à renforcer les liens et à créer de l'amitié entre les négociateurs du PSA pour les gisements ACG.

⁶⁶⁶ Entretiens n° 8, 25, 26 et 33.

⁶⁶⁷ Il semblerait que Manafov ait possédé tous les commerces et industries de cette ville. Entretiens n° 8 et 22.

⁶⁶⁸ Entretiens n° 1, 7, 8, 9, 11 et 22.

⁶⁶⁹ « *The Manafov story* ». Ibid.

Le délitement de l'organisation russe de la configuration sud-caucasienne se traduit ainsi par la constitution d'une nouvelle communauté d'élites énergétiques, qui ne repose pas sur une citoyenneté commune – soviétique en l'occurrence – mais sur des expériences partagées : l'intrication de ses membres, l'existence d'un sentiment d'appartenance à cette communauté et le vécu d'expériences traumatiques. Cette *cottage industry*, production directe de la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, augure un nouvel agencement de la configuration sud-caucasienne. En créant de nouvelles solidarités, elle contribue au rapprochement des élites locales avec celles des acteurs extérieurs. Cette nouvelle communauté d'élites ne se fait cependant pas au détriment des solidarités préexistantes mais au contraire en complément.

5.2. La survivance et la réinvention des solidarités soviétiques

Gel'man (2009) a mis en lumière la manière dont les solidarités entre élites soviétiques ont été transposées à l'ère post-soviétique. Cette transposition a été encore plus intense lorsque les élites soviétiques s'appuyaient sur des mécanismes de « favoritisme local » (ibid. p. 15), ce qui correspond parfaitement à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie (Chiaberashvili et Tevzadze, 2005 ; Closson, 2009 ; Guliyeu, 2010 ; Meissner, 2010). Le développement de la *cottage industry* s'est donc fait avec et en parallèle de la survivance d'une élite soviétique sud-caucasienne. Celle-ci repose sur des solidarités préexistantes, qui ont été notamment fondées en période difficile, et sur le partage d'expériences communes. Les liens qui unissent ces élites sont cependant réinventés à l'aune de la catastrophe fondatrice qui a touché l'espace post-soviétique. Le transport des hydrocarbures devient alors le terrain d'expression privilégié des solidarités qui lient cette nouvelle élite soviétique sud-caucasienne.

5.2.1. La formation d'une élite soviétique aux solidarités locales

Traditionnellement, les réseaux d'élites sous l'Union soviétique étaient extrêmement centralisés (Burton et Higley, 2001). La construction de ces élites était basée sur le système de la *nomenklatura*, qui répartissait les postes-clés selon les accomplissements des uns et des autres au sein du parti communiste (ibid.). Les pratiques de favoritisme local ont néanmoins réduit cette centralisation dans certaines républiques soviétiques, notamment en Azerbaïdjan et en Géorgie. Paradoxalement, Heydar Aliyev et Edouard Chevardnadzé ont été nommés Premier secrétaire du Comité central des partis communistes de leurs pays respectifs pour mettre fin aux pratiques de corruption et de favoritisme local mises en place par leurs prédécesseurs (Altstadt, 1992 ; Maximenkov et Namiesniowski, 1994 ; Avioutskii, 2007). Tous deux s'étaient construits une image d'incorruptibles et avaient pour mission de réaffirmer la primauté du système soviétique et d'éradiquer les pratiques déviantes locales (ibid.). Si les deux jeunes dirigeants ont fait le ménage, ils ont surtout réinventé les pratiques de favoritisme local. En Azerbaïdjan, Heydar Aliyev, Premier secrétaire de 1969 à 1982, a écarté les hommes de son prédécesseur Véli Akhundov au bénéfice de ses fidèles, pour la plupart issus du KGB (Vaksberg, 1991 ; Altstadt, 1992 ; ICG, 2004b ; Meissner, 2010). Il a ainsi mis en œuvre un système dont les agents lui étaient fidèles et qui, s'ils provenaient des institutions soviétiques, étaient le plus souvent des locaux, venant parfois de la région de naissance du Premier secrétaire (Avioutskii, 2007). En Géorgie, le recours au favoritisme local a été plus discret. S'il s'est appuyé sur les élites locales, Edouard Chevardnadzé a tout de même pris le soin qu'elles proviennent de la *nomenklatura* (le parti communiste et le *Komsomol*⁶⁷⁰) (Chiaberashvili et Tevzadze, 2005).

Ce recours au favoritisme local a été prépondérant au moment de la catastrophe fondatrice. Tant Heydar Aliyev qu'Edouard Chevardnadzé en ont tiré profit pour

⁶⁷⁰ Le *Komsomol* était l'organisation de jeunes au sein du parti communiste. Beaucoup de cadres de l'Union soviétique en étaient issus (Wheatley et Zürcher, 2008).

revenir au pouvoir en Azerbaïdjan et en Géorgie respectivement. Il a ainsi constitué un des fondements de la nouvelle élite soviétique émergente au sein de la configuration sud-caucasienne. Heydar Aliyev a vécu l'opprobre sous le régime soviétique. En 1987, Mikhaïl Gorbatchev le révoque du *Politburo*, le considérant comme trop représentatif de l'ancienne garde communiste liée au KGB (Avioutsii, 2007). Tous les relais de Heydar Aliyev à Moscou sont ensuite démis, laissant ce dernier sans ressources politiques (ibid.). Il s'exile alors dans sa région natale du Nakhitchévan, dont il devient président du Parlement régional (Goltz, 1998). C'est à cette période et dans un contexte particulier que se lient les solidarités au sein de la nouvelle élite soviétique. Les solidarités exprimées alors deviennent le socle de cette élite, une fois Heydar Aliyev revenu au pouvoir. « Monsieur Azersun » aurait financé le séjour d'Aliyev au Nakhitchévan, il obtient la gestion des raffineries de Bakou après 1996 et le monopole du transport pétrolier par rail⁶⁷¹. « Monsieur Sécurité » protège le futur président azerbaïdjanais, il deviendra le garde du corps attitré de H. Aliyev après son retour au pouvoir en 1993⁶⁷². « Monsieur Douanes » aurait financé les études d'Ilham Aliyev à Moscou, il reçoit en récompense la gestion (très lucrative) des frontières azerbaïdjanaises⁶⁷³. Rasul Guliyev aurait aidé financièrement et politiquement au retour d'Aliyev à Bakou en 1993, il se voit confier la présidence de la *Milli Maclis*, le Parlement azerbaïdjanais⁶⁷⁴. Ainsi, les solidarités conclues au moment de la traversée du désert de Heydar Aliyev ont donné lieu à des récompenses en nature après 1993. Elles ont posé les bases d'un nouveau favoritisme local et ont permis l'émergence d'une nouvelle élite soviétique.

En Géorgie, Edouard Chevardnadzé est également revenu au pouvoir en 1992 grâce à ses solidarités soviétiques. Il apparaissait alors comme le seul capable d'assurer la cohésion de l'Etat (Chiaberashvili et Tevzadze, 2005). Sitôt à nouveau en charge à Tbilissi, Chevardnadzé a réparti le pouvoir en trois grands groupes : une élite économique, le plus souvent liée par le sang au nouveau président⁶⁷⁵, une élite

⁶⁷¹ Entretiens n° 11 et 30.

⁶⁷² Entretiens n° 11, 13 et 100.

⁶⁷³ Entretiens n° 2 et 80.

⁶⁷⁴ Entretien n° 95.

⁶⁷⁵ D'un point de vue technique, Chevardnadzé n'est devenu président de la Géorgie qu'en novembre 1995. Auparavant, il détenait le pouvoir en tant que président du Parlement.

soviétique, et une jeune élite montante (Wheatley et Zürcher, 2008). Cependant, dans les faits, l'élite soviétique a concentré la plupart des pouvoirs (Chiaberashvili et Tevzadze, 2005). Le ministre des Affaires étrangères, Irakli Menagarishvili, qui conduisait les négociations pour la mise en œuvre de l'oléoduc BTC, appartenait à cette élite. Il avait été chef de département au sein du *Komsomol* géorgien, puis secrétaire général du *Komsomol* à l'Institut médical géorgien, et enfin ministre de la Santé de 1986 à 1991 (ibid.). Le secteur bancaire était également dominé par cette élite soviétique. Les directions des banques avaient été attribuées en 1994 à des individus qui s'étaient, pour certains, liés d'amitié au sein du *Komsomol* dans les années 1980. Quelques-uns de ces individus appartenaient en plus à la famille de Chevardnadzé⁶⁷⁶ (ibid.). Le tout était chapeauté par le ministre de l'Economie Ivane Chkhartishvili, issu d'une cellule du *Komsomol* de la faculté d'ingénierie économique à l'Université d'Etat de Tbilissi (ibid.). Ainsi, l'arrivée au pouvoir de Chevardnadzé dans la Géorgie post-soviétique a coïncidé avec un retour aux affaires de l'ancienne élite soviétique.

Aliyev et Chevardnadzé ont donc construit leurs carrières politiques sur le recours au favoritisme local. Le système mis en œuvre sous l'Urss a ainsi été répliqué au lendemain de la catastrophe fondatrice de 1991 pour leur permettre d'arriver, puis de rester au pouvoir en Azerbaïdjan et en Géorgie. Les arrivées aux affaires d'Aliyev et de Chevardnadzé ont d'ailleurs été perçues dans un premier temps comme un retour à l'ordre soviétique. Par exemple, dès son arrivée à Bakou en juin 1993, Heydar Aliyev a organisé une rencontre avec les ambassadeurs et les représentants des TNOC à l'Académie des Sciences. Cette soirée était diffusée à la télévision azerbaïdjanaise, afin de démontrer le retour au pouvoir de l'ancien dirigeant soviétique. Les anciens militaires soviétiques sont également venus à cette réception pour manifester leur loyauté au nouvel homme fort azerbaïdjanais. Tous portaient leurs anciens uniformes soviétiques⁶⁷⁷. Cette anecdote démontre la perception chez les anciennes élites soviétiques d'un retour à l'ordre ancien avec l'accession au pouvoir des anciens Premiers secrétaires des comités centraux des Partis communistes locaux. La réalité a été cependant plus complexe, ni Aliyev, ni

⁶⁷⁶ Le directeur de la Banque Agro-Industrielle, Zaza Sioridzé, nommé en 1994, était par exemple le deuxième cousin de Chevardnadzé (Chiaberashvili et Tevzadze, 2005).

⁶⁷⁷ Entretiens n° 1 et 95.

Chevardnadzé ne se contentant de répliquer les structures anciennes de répartition des tâches et des pouvoirs. La persistance des solidarités locales a cependant été l'instrument de cohésion de la nouvelle élite soviétique sud-caucasienne.

5.2.2. Le partage d'expériences communes

L'autre pilier de ces nouvelles solidarités soviétiques consiste dans le partage d'expériences communes. Aliyev et Chevardnadzé sont tous deux issus des services secrets soviétiques. Le premier est entré au sein du NKVD azéri lorsqu'il avait 18 ans tandis que le second a dirigé la branche géorgienne des services de sécurité de 1965 à 1968 (Vaksberg, 1991 ; LeVine, 2007). Ils ont également été tous deux membres du *Politburo* soviétique. Aliyev y est entré en 1976 et est même devenu vice-Premier ministre de l'Union soviétique en 1982. Chevardnadzé y a accédé en 1978 et a été nommé ministre des Affaires étrangères de l'URSS en 1985, participant à la *perestroïka* et à la fin de la Guerre froide. Ce parcours commun a produit deux effets : une communauté de vue et une confiance mutuelle. Ainsi, Aliyev et Chevardnadzé avaient pour habitude de se réunir régulièrement, parfois avec le futur président arménien Levon Ter-Petrossian, pour évoquer la situation du Caucase du Sud et parler de son avenir⁶⁷⁸. Ces échanges réguliers ont pris fin avec la disgrâce d'Aliyev et l'effondrement de l'Union soviétique. Mais le retour au pouvoir d'Aliyev en 1993 et de Chevardnadzé en 1992 a relancé ces contacts réguliers. Le vécu commun des deux hommes a facilité l'instauration d'une relation qui, à défaut d'être proche⁶⁷⁹, s'appuyait sur une analyse commune et la convergence d'intérêts respectifs⁶⁸⁰.

Ce vécu commun a contribué à la construction rapide du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Certes, les discussions sur la construction d'un oléoduc reliant l'Azerbaïdjan à la Géorgie remontent à 1992. Mais Bakou ne donnait alors pas suite à cette proposition géorgienne, inquiète de la guerre civile à

⁶⁷⁸ Entretien n° 124 avec un ancien Président sud-caucasien, 2009.

⁶⁷⁹ Heydar Aliyev aurait reproché à Edouard Chevardnadzé de ne pas l'avoir soutenu lorsqu'il a été révoqué du *Politburo* en 1987. Entretiens n° 11 et 124.

⁶⁸⁰ Entretiens n° 1 et 11.

l'œuvre chez son voisin⁶⁸¹. Une fois leurs pays respectifs stabilisés, Aliyev et Chevardnadzé ont voulu reconstruire l'oléoduc Bakou-Batoumi qui reliait l'Azerbaïdjan et la Géorgie au début du 20^{ème} siècle. Tous deux voyaient alors les gains économiques et politiques qu'ils pouvaient retirer à transporter le pétrole azerbaïdjanais directement vers l'Europe en contournant la Russie (LeVine, 2007). La voie Bakou-Batoumi posait cependant deux problèmes : elle se situait dans la province séparatiste d'Adjarie, hors de contrôle de Tbilissi⁶⁸² ; et le fonds marin n'était pas suffisamment profond pour accueillir des *tankers* à gros volumes (seulement 11 mètres de fonds)⁶⁸³. L'AIOC s'est alors mise à chercher un autre point d'arrivée. Et la solution est venue de la nouvelle élite soviétique. Aliyev et Chevardnadzé ont proposé d'utiliser l'ancienne gare de Soupsa, que personne au sein de l'AIOC ne connaissait. Celle-ci appartenait en effet au KGB à l'époque soviétique. Elle avait en plus le mérite d'être proche de fonds marins profonds (54 mètres de fonds)⁶⁸⁴. Le vécu commun de l'élite soviétique a donc contribué à la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, influant sur les décisions des TNOC.

Les anciennes solidarités soviétiques se sont également fait jour au moment des négociations du PSA pour les gisements ACG. Lukoil ne doit pas seulement aux pressions exercées par Youri Shafranik sur Bakou d'avoir obtenu 10% de ces gisements. Cette attribution est également un rappel de la riche histoire pétrolière de Bakou. Sous l'Union soviétique, tous les cadres des entreprises pétrolières étaient formés à l'Institut du Pétrole et de Chimie (aujourd'hui connu sous le nom d'Académie d'Etat du Pétrole) dans la capitale azerbaïdjanaise (Babayev, 2002). Ainsi, Vagit Alekperov, figure importante du ministère soviétique du Pétrole⁶⁸⁵ et aujourd'hui président de Lukoil, était passé par cet institut. Il s'est fait connaître en développant les gisements de Sibérie occidentale à la fin des années 1970 en

⁶⁸¹ Entretien n° 4.

⁶⁸² L'AIOC craignait de devoir y payer constamment des pots-de-vin pour pouvoir exporter le pétrole azerbaïdjanais. Entretien n° 11.

⁶⁸³ Entretien n° 4.

⁶⁸⁴ Entretiens n° 4 et 14.

⁶⁸⁵ En tant que haut responsable du ministère soviétique du Pétrole, il a participé à la réorientation de BP vers l'Azerbaïdjan après son échec au Kazakhstan. Entretien n° 6.

ayant recours à des techniques de forage des TNOC⁶⁸⁶. Etant de surcroît Azéri (il est né à Bakou), V. Alekperov disposait d'une excellente relation avec Valeh Alasgarov et Heydar Aliyev. Il avait étudié avec le premier et évolué dans les sphères soviétiques de pouvoir avec le second⁶⁸⁷. V. Alekperov a donc tiré profit de ses anciennes solidarités soviétiques pour obtenir un traitement de faveur pour Lukoil, ce que lui a concédé le Président azerbaïdjanais de bon cœur⁶⁸⁸. Le partage d'expériences communes a ainsi facilité les liens entre certains agents du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. La survivance de solidarités soviétiques locales ainsi que le vécu commun au sein des grandes écoles soviétiques ont facilité l'enrôlement de nouveaux agents au sein de ce réseau.

La présence de cette élite soviétique a été rapidement perçue et comprise par les acteurs extérieurs de la configuration sud-caucasienne. Ces derniers ont alors cherché à en profiter, en s'inscrivant dans le cadre de ces pratiques. BP a invité Margaret Thatcher à Bakou dans cette perspective. Mais d'autres acteurs extérieurs sont allés plus loin dans la mise en œuvre de cette stratégie. Les Etats-Unis ont ainsi encouragé l'entreprise de conseils, Baker Botts, à venir apporter son aide aux négociations pétro-gazières en cours au Caucase du Sud⁶⁸⁹. Cette firme de consultance a été fondée par James A. Baker, l'arrière-grand-père de James Baker III, Secrétaire d'Etat américain entre 1989 et 1992 (Bryce, 2004). Ce dernier, qui n'avait pu rejoindre l'entreprise familiale après ses études à Princeton en raison d'une régulation interne « anti-népotisme », a finalement intégré Baker Botts en 1993 (ibid.). Celle-ci est alors devenue la principale firme de consultance pour les affaires pétro-gazières au Caucase du Sud, travaillant aussi bien pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie que pour les TNOC de l'AIOC (Eviatar, 2002)⁶⁹⁰. Ces dernières ainsi que Washington espéraient bénéficier des réseaux de l'ancien

⁶⁸⁶ Ibid. Il était ainsi très apprécié des représentants des TNOC, qui considéraient qu'ils avaient affaire à l'un des leurs (LeVine, 2007).

⁶⁸⁷ Entretiens n° 1, 11 et 95.

⁶⁸⁸ Entretiens n° 1 et 11.

⁶⁸⁹ Entretien n° 71.

⁶⁹⁰ L'un des employés de Baker Botts, Thomas Dimitroff, a par exemple rédigé les HGA et les IGA pour l'oléoduc BTC et le gazoduc BTE. Entretiens n° 8, 22 et 36.

Secrétaire d'Etat pour accélérer la mise en œuvre des voies d'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais⁶⁹¹.

De même, Amoco a engagé l'ancien conseiller pour la Sécurité nationale du Président Carter, Zbigniew Brzezinski, afin de développer ses liens avec le pouvoir azerbaïdjanais⁶⁹². La TNOC souhaitait ainsi tirer parti des affinités de Z. Brzezinski avec Aliyev. L'ancien conseiller de Jimmy Carter s'était rendu à Bakou en octobre 1995 au nom du Président Clinton. Il devait remettre une lettre du président américain à son homologue azerbaïdjanais afin de le convaincre de soutenir la WREP et de s'engager en faveur d'un oléoduc Bakou-Ceyhan (LeVine, 2007). Cette visite avait été un succès : Z. Brzezinski avait été invité à passer la nuit dans la maison de vacances d'Aliyev et ils avaient beaucoup échangé sur l'Union soviétique⁶⁹³. Le père de Z. Brzezinski avait été un diplomate soviétique et, en tant qu'universitaire, Z. Brzezinski avait lui-même beaucoup travaillé sur l'Urss⁶⁹⁴. Ce dernier discutait donc avec Aliyev des grandes purges sous l'Union soviétique, de l'organisation du *Politburo*...⁶⁹⁵ Amoco entendait ainsi bénéficier de cette solidarité soviétique pour consolider sa présence en Azerbaïdjan. Cette stratégie a été un succès puisque la TNOC a toujours été bien perçue par le président azerbaïdjanais⁶⁹⁶.

La nouvelle élite soviétique au sein de la configuration sud-caucasienne se distingue donc par deux traits particuliers : la survivance de solidarités locales, et le partage d'expériences communes sous l'Urss. Cette élite a joué un rôle important dans l'évolution de cette configuration, permettant l'arrivée au pouvoir, puis le maintien d'Aliyev en Azerbaïdjan et de Chevardnadzé en Géorgie. Cependant, cette élite, comme toute la configuration sud-caucasienne, a été influencée par la catastrophe fondatrice de 1991. Elle a dû réinventer sa structure à l'aune de la nouvelle donne au Caucase du Sud. Le système complexe de transport

⁶⁹¹ Entretien n° 71.

⁶⁹² Entretiens n° 2, 17 et 125 avec un ancien consultant d'une TNOC, 2010.

⁶⁹³ Entretiens n° 2 et 125.

⁶⁹⁴ Entretien n° 125.

⁶⁹⁵ Ibid.

⁶⁹⁶ Entretien n° 17.

des hydrocarbures azerbaïdjanais est alors apparu comme le terrain privilégié d'adaptation des solidarités soviétiques au nouveau contexte sud-caucasien.

5.2.3. L'adaptation de l'élite soviétique à l'ère post-soviétique

Le pétrole soviétique n'a jamais contribué à l'émergence d'une élite industrielle ou financière, qui aurait eu pour vocation de concurrencer la *nomenklatura* (Rogers, 2011). Pourtant, la transposition des solidarités soviétiques s'est notamment exprimée à travers les enjeux de transport des hydrocarbures au sein de la configuration sud-caucasienne. Celle-ci a pris deux formes : la facilitation de la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais et l'enrichissement personnel des nouvelles élites soviétiques.

Tout d'abord, le rôle des solidarités soviétiques dans la mise en œuvre du système complexe est apparu dans trois domaines : la sécurisation du transport des hydrocarbures, l'utilisation des réseaux sociotechniques en soutien aux acteurs locaux, et la coopération face aux acteurs extérieurs dans les négociations sur cette mise en œuvre. Premièrement, les solidarités soviétiques auraient contribué à assurer la protection de la NREP. De manière surprenante, étant donné la situation sécuritaire en Tchétchénie, cet oléoduc n'a été la cible d'aucune attaque entre son inauguration en octobre 1997 et l'entrée en service de la WREP en avril 1999 (Karagiannis, 2002). Il semblerait qu'un accord ait été conclu à l'époque entre les autorités azerbaïdjanaises et tchétchènes. La famille du président tchétchène Aslan Maskhadov séjournait alors à Bakou⁶⁹⁷. Elle était très proche d'une des familles les plus puissantes d'Azerbaïdjan. Cette famille aurait demandé à Maskhadov d'assurer la protection de la NREP tant que la WREP n'entrait pas en service. Le président tchétchène aurait accepté, considérant qu'il en serait également bénéficiaire⁶⁹⁸. Ainsi, la nouvelle élite soviétique s'est caractérisée par la

⁶⁹⁷ Entretiens n° 11, 27 et 33.

⁶⁹⁸ Entretiens n° 11 et 27. Cette histoire est extrêmement difficile à vérifier. A nos questions, l'un des membres les plus influents de cette famille azerbaïdjanaise nous a seulement répondu : « Je ne peux pas vous donner de réponse [là-dessus]. Mais n'oubliez pas qu'il n'y a pas de coïncidence dans cette partie du monde » (« *I can't give you an answer on the links between Chechens and oil transportation. But please don't forget that there is no coincidence in this part of the world* »).

convergence des intérêts, facilitant ainsi la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

Deuxièmement, ces solidarités soviétiques ont été illustrées par l'accord sur la taxe de transit géorgienne pour le gazoduc BTE. Lors des négociations sur la mise en œuvre de ce tube, la Géorgie a d'abord demandé à ne recevoir que 2 dollars pour chaque mille mètres cubes qui transitait par son territoire. Par ce faible montant, Chevardnadzé entendait remercier Aliyev, qui avait demandé que l'Azerbaïdjan ne reçoive pas de taxe de transit sur l'oléoduc BTC afin de satisfaire les demandes financières géorgiennes (Lussac, 2010a)⁶⁹⁹. Mais la Banque mondiale a rejeté cet accord et a menacé la Géorgie d'arrêter son aide financière si celle-ci n'obtenait pas un accord commercial et non politique sur le transit du gaz azerbaïdjanais (Coe, 2001)⁷⁰⁰. Bakou et Tbilissi se sont alors entendues sur une taxe en nature. La Géorgie reçoit 5% des volumes de gaz qui traversent le gazoduc BTE⁷⁰¹. Elle dispose en outre d'un accord pour du gaz optionnel, c'est-à-dire qu'elle peut acheter 0,2 bcm par an les deux premières années, puis 0,5 bcm par an ensuite au prix, très faible, de 55 dollars les mille mètres cubes⁷⁰². Cet accord est le fruit des solidarités au sein de la nouvelle élite soviétique. L'Azerbaïdjan était au courant des besoins en gaz de la Géorgie et a donc accepté la proposition de Tbilissi d'une taxe en nature. De la même manière, elle s'est ralliée à la proposition de gaz optionnel, émise par « Monsieur GIOC »⁷⁰³.

Troisièmement, les solidarités soviétiques se sont exprimées face aux acteurs extérieurs dans les négociations sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC. La Turquie avait organisé en partenariat avec BP la première rencontre des groupes de travail sur ce projet de *pipeline*. Cette réunion ne devait concerner que l'Azerbaïdjan, les TNOC représentées par BP et la Turquie. Mais, à la surprise du groupe de travail

⁶⁹⁹ Officiellement, Bakou a renoncé à prendre une taxe de transit sur l'oléoduc BTC afin que Tbilissi reçoive les 0,12 dollar par baril qu'elle réclamait. La réalité est cependant un peu plus complexe et l'Azerbaïdjan a en fait reçu « une taxe de profit » (*Profit tax*), qui porte sur les revenus de l'oléoduc. Entretien n° 33. Nous reviendrons dans la section 6.1.1 sur cette question.

⁷⁰⁰ La Banque mondiale avait dépêché des consultants auprès de la Géorgie pour l'aider dans ses négociations avec l'Azerbaïdjan et Statoil. Elle était donc au fait des discussions entre ces trois parties prenantes. Entretiens n° 4 et 79.

⁷⁰¹ Si elle ne veut pas prendre ces volumes de gaz, elle peut choisir de recevoir une taxe financière de 50 dollars par mille mètres cubes. Il serait cependant incohérent d'agir ainsi dans la mesure où Tbilissi peut revendre le gaz qu'elle reçoit plus cher que 50 dollars les mille mètres cubes. Entretien n° 126 avec un directeur général adjoint d'une NOC, 2009.

⁷⁰² Entretiens n° 31 et 126.

⁷⁰³ Entretiens n° 4 et 124.

turc, « Monsieur GIOC » est venu assister à la réunion et signer le protocole de compréhension sur la tenue régulière de rencontres de négociations⁷⁰⁴. V. Alasgarov aurait en fait invité la Géorgie à participer à cette première rencontre pour qu'elle soit au fait dès le départ des discussions⁷⁰⁵. La nouvelle élite soviétique s'est donc incarnée autour du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Elle a joué un rôle de facilitateur dans la construction de ce système complexe, évitant ainsi les conflits entre acteurs locaux.

Cependant, la transposition de ces solidarités soviétiques ne s'est pas seulement traduite par la collaboration à la mise en œuvre du Corridor énergétique Est-Ouest. Elle a aussi coïncidé avec une adaptation des pratiques soviétiques à la réalité de la configuration sud-caucasienne. Cette nouvelle élite soviétique a notamment bénéficié du favoritisme local remis au goût du jour par Aliyev et Chevardnadzé. Ce favoritisme a permis à ces derniers de se maintenir au pouvoir, en jugulant les éventuelles protestations contre eux. Néanmoins, ils ont dû en échange donner des gages d'enrichissement à ces élites. Pour ce faire, celles-ci se sont vu confier l'administration du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais caractérisé par un système capitalistique de copinage. La corruption est alors devenue une retranscription contemporaine des solidarités soviétiques. Elle s'est concentrée autour de la gestion des raffineries de Bakou. Ces dernières étaient aux mains d'un représentant de cette élite soviétique, qui avait aidé Aliyev à revenir à Bakou en 1993. Grâce aux raffineries, qu'il contrôlait déjà sous la présidence d'Elchibey, il avait accès à énormément de pétrole provenant de tout l'espace post-soviétique⁷⁰⁶. Il disposait également d'énormément d'influence au sein de SOCAR, étant proche des principaux dirigeants de la NOC⁷⁰⁷.

Dans le même temps, « Monsieur Azersun » avait obtenu d'Aliyev le monopole du transport de pétrole en Azerbaïdjan. Et « Monsieur GIOC » cherchait à bénéficier personnellement de l'évacuation du pétrole, d'autant plus que cela pouvait lui permettre ensuite d'offrir des cadeaux aux membres de la *cottage industry*. Cette convergence d'intérêts a conduit à la mise en œuvre d'un système d'exportation

⁷⁰⁴ Entretiens n° 47 et 55.

⁷⁰⁵ Entretien n° 47.

⁷⁰⁶ Entretien n° 95.

⁷⁰⁷ Ibid.

illégale du pétrole raffiné à Bakou. 100 000 barils étaient raffinés tous les jours dans la capitale azerbaïdjanaise. Mais les tenants de ce système n'en déclaraient que 60 000. Les 40 000 barils restants étaient exportés illégalement vers la Géorgie, où ils étaient revendus. « Monsieur GIOC » en exportait ensuite une partie en Arménie (Andvig, 1999 : Lussac, 2010b). Ce système a perduré dans la deuxième partie des années 1990 : des représentants de l'élite soviétiques tombés en disgrâce ont été remplacés par d'autres favoris locaux (Lussac, 2010b)⁷⁰⁸. Cette pratique a fondé le sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, qui avait principalement pour but d'assurer la tranquillité des nouvelles élites soviétiques et de garantir leur cohésion.

La catastrophe fondatrice de 1991 a donc conduit à une réinvention des solidarités soviétiques. Une nouvelle élite a émergé, disposant toutefois des mêmes caractéristiques que l'élite soviétique : l'existence de solidarités locales, et le partage d'expériences communes. Cette nouvelle élite soviétique a ensuite bénéficié des arrivées au pouvoir d'Aliyev et de Chevardnadzé, respectivement en Azerbaïdjan et en Géorgie, pour se structurer et se renforcer⁷⁰⁹. Elle s'est enfin consolidée dans le cadre de la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Elle a facilité la mise en œuvre de ce dernier, tout en bénéficiant directement de celui-ci. L'enrichissement illégal est alors devenu le ciment de cette nouvelle élite, dont les liens noués alors survivent encore aujourd'hui.

5.3. Le développement de nouvelles solidarités de copinage

Les arrivées au pouvoir en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie d'une nouvelle génération de dirigeants au début des années 2000 devaient mettre un terme à la *cottage industry* et à la nouvelle élite soviétique. Le nouveau président géorgien Mikhaïl Saakachvili s'était d'ailleurs prononcé dans ce sens : l'accession au pouvoir d'une génération de jeunes dirigeants post-soviétiques devait sonner le glas des

⁷⁰⁸ Entretiens n° 11, 30 et 95.

⁷⁰⁹ Attention, il ne s'agit pas d'écrire ici que les accessions au pouvoir d'Aliyev et de Chevardnadzé ont permis le retour en grâce des anciennes élites soviétiques. Celles-ci étaient présentes dès la fin de l'Urss (voir Goltz, 1998 ; Chiaberashvili et Tevzadze, 2005, notamment). Mais ces arrivées aux affaires ont permis à ces élites de collaborer davantage et de jouer un rôle accru dans les affaires économiques et politiques de la configuration sud-caucasienne.

réminiscences de la période soviétique (Lussac, 2011b). Dans le même temps, l'évolution du Caucase du Sud, aussi bien en termes de qualité de vie que de finalisation des *pipelines* BTC et BTE, annonçait la fin de la *cottage industry*, telle qu'elle s'était structurée dans les années 1990. Ce tournant dans la sociologie de la configuration sud-caucasienne a conduit à refonder les solidarités existantes. Les liens de solidarité entre Azerbaïdjan et Géorgie ont ainsi été réinventés, tout en s'inscrivant dans la lignée de la nouvelle élite soviétique. Les relations d'élites avec la Turquie ont en revanche été plus complexes à réformer. Une relation nouvelle a émergé, où le pragmatisme domine avant tout les solidarités en développement.

5.3.1. La refondation des solidarités entre Azerbaïdjan et Géorgie

La nouvelle élite soviétique a perdu de l'importance avec le renversement de Edouard Chevardnadzé en novembre 2003 et le décès de Heydar Aliyev en décembre 2003. Les arrivées au pouvoir de « nouveaux »⁷¹⁰ dirigeants en Azerbaïdjan et en Géorgie ont réduit la marge de manœuvre de cette élite, en propulsant à des postes-clés des individus qui n'appartenaient pas à ces solidarités préexistantes. L'effacement de cette élite s'est fait sentir dès l'été 2004, au moment de l'arrêt de la construction de l'oléoduc BTC à Borjomi. Officieusement, le Président Saakachvili a fait arrêter le chantier car, influencé par les ONG environnementales géorgiennes, il était convaincu qu'il y avait eu de la corruption autour de l'octroi du permis environnemental à BTC Co en 2002⁷¹¹. L'arrêt de la construction a agacé l'Azerbaïdjan et BP, qui se plaignaient déjà du retard dans la mise en œuvre de l'oléoduc⁷¹². Cependant, la mise à l'écart de l'élite soviétique en Géorgie empêchait Bakou de disposer de relais à Tbilissi. L'Azerbaïdjan n'a donc pas pu mobiliser ses réseaux de solidarité pour résoudre le conflit entre BTC Co et la Géorgie. Au contraire, il a fallu l'intervention des Etats-Unis pour que Tbilissi accepte de conclure un accord avec BTC Co et de relancer le chantier de l'oléoduc

⁷¹⁰ Nous mettons « nouveaux » entre guillemets car, ni Ilham Aliyev, ni Mikheil Saakachvili n'étaient des nouveaux venus en politique lorsqu'ils ont accédé au pouvoir en 2003. Le premier avait été formé dès 1995 à prendre la suite de son père tandis que le second avait notamment été ministre de la Justice entre 2000 et 2001 sous Chevardnadzé.

⁷¹¹ Entretiens n° 33, 69 et 78.

⁷¹² Entretiens n° 19 et 47.

BTC. L'effacement de la nouvelle élite soviétique en Géorgie en 2004 a donc réduit la coopération entre Bakou et Tbilissi à cette période. L'incident de Borjomi a mis en valeur la nécessité de refonder les solidarités entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

En Azerbaïdjan comme en Géorgie, 2003 a été marqué par l'accession au pouvoir d'une nouvelle élite. Certes, la transition a été plus douce à Bakou. Dès 2000, le rôle d'Ilham Aliyev dans les cercles du pouvoir azerbaïdjanais s'est accru. Il a ainsi pris une part plus active dans la résolution des conflits dans le secteur de l'énergie, aidant notamment à trouver un accord entre l'AIOC et l'Azerbaïdjan sur le financement de la réhabilitation de la WREP⁷¹³. De nouvelles têtes ont émergé aux côtés du fils de Heydar Aliyev. En janvier 2001, Samir Sharifov a été nommé directeur exécutif du SOFAZ. A la même période, Elmar Mammadyarov a pris une part de plus en plus active dans la politique étrangère azerbaïdjanaise, depuis l'ambassade aux Etats-Unis où il était conseiller de l'ambassadeur⁷¹⁴. Ces trois jeunes dirigeants ont été qualifiés de « groupe de Kiev » par certaines TNOC présentes en Azerbaïdjan⁷¹⁵. Les deux derniers ont en effet étudié ensemble à l'Université d'Etat Tarass-Chevtchenko de Kiev à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Cette nouvelle élite a été approchée par les principales TNOC en Azerbaïdjan, notamment BP et Statoil, pour être cooptée au sein de la *cottage industry*⁷¹⁶.

Malgré son intégration dans les élites existantes, cette nouvelle génération n'avait que peu de choses en commun avec celle arrivant au pouvoir en Géorgie. M. Saakachvili entendait opérer une rupture franche avec les anciennes élites (Closson, 2009). Il a notamment poursuivi « Monsieur GIOC » en justice pour corruption⁷¹⁷. Celui-ci a dû se réfugier à Bakou, coupant ainsi l'un des principaux canaux de communication entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Il a également souhaité enquêter sur l'ensemble des accords conclus pour la mise en œuvre de l'oléoduc BTC, convaincu que l'implication de Chevardnadzé signifiait un fort degré de

⁷¹³ Entretien n° 33.

⁷¹⁴ Le poste de conseiller, numéro 2 dans la hiérarchie diplomatique, à l'ambassade d'Azerbaïdjan aux Etats-Unis semble être traditionnellement stratégique. N'y sont nommés que les jeunes diplomates les plus prometteurs du service diplomatique azerbaïdjanais. E. Mammadyarov est ensuite devenu ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan. Entretiens n° 127 avec un diplomate azerbaïdjanais, 2010, et 128 avec un chercheur d'une université américaine, 2010.

⁷¹⁵ Entretien n° 37.

⁷¹⁶ Entretiens n° 33 et 37.

⁷¹⁷ Entretiens n° 11, 21, 24, 36, 48 et 78.

corruption⁷¹⁸. Pour répondre à cette rupture, BP et l'Azerbaïdjan ont cherché à coopter les nouvelles élites géorgiennes au sein des structures informelles existantes. La compagnie anglo-saxonne a ainsi remplacé le directeur de BP Géorgie par un ancien négociateur du PSA pour les gisements AGC et ancien directeur du groupe de travail MEP⁷¹⁹. Celui-ci avait pour but d' enrôler les nouvelles élites géorgiennes au sein de la *cottage industry* tout en leur démontrant la transparence du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais traduit par BP. En ce qui concerne l'Azerbaïdjan, lors de la visite de M. Saakachvili à Bakou en mars 2004, Ilham Aliyev a insisté pour que « Monsieur GIOC » soit autorisé à se rendre à nouveau en Géorgie⁷²⁰. Ce dernier avait étudié avec I. Aliyev et était ainsi présenté comme un pont de communications entre les deux nouveaux dirigeants⁷²¹. « Monsieur GIOC » a finalement payé une « taxe » à la nouvelle élite géorgienne, et a été autorisé à se rendre à nouveau dans son pays natal⁷²².

Cette réhabilitation a auguré de la nouvelle relation entre élites azerbaïdjanaises et géorgiennes. En fin de compte, M. Saakachvili n'a pas supprimé ces relations entre élites mais les a au contraire refondées. Cette refondation a été facilitée par les privatisations brutales opérées par M. Saakachvili dès son arrivée au pouvoir, qui ont facilité l'accession à la tête des entreprises de jeunes dirigeants proches du nouveau pouvoir en place (Closson, 2009). La refondation des solidarités entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie a pris deux formes. Tout d'abord, les pratiques d'enrichissement illégal grâce au réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais ont été maintenues. BP s'est ainsi inquiété d'un système de siphonage organisé de la WREP, dont le pétrole transporté était détourné pour être revendu clandestinement. En enquêtant sur ces fuites répétées, la TNOC est remontée jusqu'au sommet de l'Etat géorgien. Elle a alors fait part de son courroux au Premier Ministre géorgien Jvania. Ce système de siphonage a tout de suite pris fin⁷²³. De la même manière, la grande part du transport pétrolier par la voie ferrée

⁷¹⁸ Entretien n° 78.

⁷¹⁹ Entretiens n° 8 et 36.

⁷²⁰ Entretiens n° 11 et 80.

⁷²¹ Ilham Aliyev et « Monsieur GIOC » auraient étudié ensemble à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (MGIMO), école diplomatique créée au lendemain de la seconde Guerre mondiale et considérée comme la plus renommée de toute la Russie. Entretien n° 81.

⁷²² Entretiens n° 11 et 80.

⁷²³ Entretien n° 8.

Bakou-Batoumi est géré en Géorgie par Georgia Transit⁷²⁴. Cette entreprise négocie avec la société géorgienne de chemins de fer Georgian Railway des prix de gros pour le transport ferroviaire de pétrole. Toute entreprise voulant exporter du pétrole par la Géorgie doit passer par Georgia Transit. Une entreprise azerbaïdjanaise a voulu contourner cette entreprise en 2009. Elle a donc essayé de négocier directement avec Georgian Railway. Celle-ci lui a répondu qu'elle n'obtiendrait un tarif préférentiel que si elle avait transporté plus de 4 millions de tonnes de pétrole sur l'année précédente. Or, en 2008, la voie ferrée Bakou-Batoumi a été fermée deux mois en raison de la guerre russo-géorgienne. L'entreprise azerbaïdjanaise a finalement payé le prix fort, perdant du temps et de l'argent en refusant de traiter avec Georgia Transit. Depuis, elle coopère avec cette dernière⁷²⁵. Georgia Transit dispose donc d'un monopole dans les négociations pour des prix de gros avec Georgian Railway. Contrôlée par des proches de M. Saakachvili, elle illustre un système paradoxal : une société privée aux mains de responsables politiques géorgiens orchestre un système qui fait perdre de l'argent à une entreprise appartenant à l'Etat. Ainsi, la nouvelle élite géorgienne, qui a pourtant écarté la nouvelle élite soviétique au prétexte de corruption, s'enrichit elle aussi grâce au transport du pétrole caspien.

Ensuite, la refondation des liens entre élites azerbaïdjanaises et géorgiennes s'est incarnée autour de la construction du système complexe de transport du pétrole azerbaïdjanais. Une entreprise représente à elle seule la solidarité entre nouvelles élites azerbaïdjanaises et géorgiennes : SOCAR Energy Georgia. Cette entreprise est la filiale de la compagnie azerbaïdjanaise en Géorgie. Ses filiales sont chargées de la distribution du gaz en Géorgie, de la sécurité des biens de SOCAR en Géorgie, de la gestion du terminal pétrolier de Kulevi, etc. (Lussac, 2010b). SOCAR Energy Georgia joue ainsi un rôle actif dans le système complexe. C'est une *joint-venture* créée en 2006 et dont l'actionnariat est partagé entre SOCAR (51%) et Petro-Trans (32,7%) et l'ancien ministre de l'Economie de Chevardnadzé, Ivane Chkhartishvili (16,3%) (Neff, 2009). Derrière chacun de ces agents se cache un membre des élites locales. SOCAR permet tout d'abord un lien direct entre la présidence

⁷²⁴ Elle a fait transporter 5,6 millions de tonnes de pétrole en 2009 et 9,4 millions de tonnes en 2010. Entretien n° 129 avec un responsable d'une entreprise de fret ferroviaire, 2011.

⁷²⁵ Entretiens n° 130 avec un diplomate azerbaïdjanais, 2011, et 131 avec un directeur d'une NOC, 2011.

azerbaïdjanaise et le secteur énergétique géorgien⁷²⁶. Petro-Trans est ensuite une entreprise domiciliée dans la zone libre de commerce de Jebel Ali à Dubaï (Lussac, 2010b). Cette entreprise fantôme⁷²⁷ est représentée en Géorgie par un proche de M. Saakachvili. Il aurait aidé le président géorgien à arriver au pouvoir en transférant au parti politique de Saakachvili, le Mouvement National Uni, une partie des revenus issus de la vente de Sakgazi à l'entreprise russe Itera (Jervalidze, 2006). En outre, le frère de ce représentant dirige les services secrets géorgiens (Lussac, 2010b). Enfin, Ivane Chkhartishvili était l'un des représentants les plus actifs de la nouvelle élite soviétique en Géorgie sous Chevardnadzé. SOCAR Energy Georgia fait ainsi le lien entre les différentes élites énergétiques azerbaïdjanaises et géorgiennes présentes au sein de la configuration sud-caucasienne.

Les arrivées au pouvoir de nouveaux dirigeants en Azerbaïdjan et en Géorgie n'ont donc pas signifié la fin des solidarités interpersonnelles entre les élites de ces deux pays. Elles ont seulement impliqué une redéfinition des composantes de ces élites. Chaque nouveau président a veillé à placer des fidèles au sein de ces communautés d'élites afin de garantir le respect et la prise en compte de ses intérêts. Les modes d'incarnation et de fonctionnement n'ont en revanche pas changé : l'enrichissement illégal personnel est resté l'une des raisons d'être de ces nouvelles élites, qui ont pris corps au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais.

5.3.2. La relation complexe entre élites azerbaïdjanaises et turques

La partie turque de la *cottage industry* s'est trouvée peu à peu marginalisée à partir de 2002. L'accession au pouvoir de l'AKP a en effet conduit à un remplacement des anciennes élites par de nouvelles. Ainsi, la plupart des responsables de la mise en œuvre de l'oléoduc BTC et du gazoduc BTE ont quitté les institutions étatiques.

⁷²⁶ Nous reviendrons dans la troisième partie sur les liens entre SOCAR et la présidence de la République d'Azerbaïdjan.

⁷²⁷ Jamais au cours de nos trois séjours en Géorgie, nous n'avons pu trouver trace d'un quelconque engagement concret de Petro-Trans dans le secteur économique géorgien. Cette entreprise est en outre source de confusion car une entreprise homophone, Petrotrans, faisait du fret pétrolier sur la voie Bakou-Batoumi au début des années 2000 (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2009). Entretien n° 132 avec un consultant énergétique, 2010.

Certains ont rejoint des TNOC, d'autres ont créé leurs propres entreprises, d'autres encore se sont lancés dans le secteur de la consultance. L'AKP a tenu à placer de nouvelles personnalités, considérées comme plus loyales⁷²⁸. Dans cette perspective, il n'a pas hésité à écarter par tous les moyens les anciennes élites. L'ancien directeur général d'une société appartenant à l'Etat a par exemple été poursuivi en justice pour avoir reçu de l'argent dans un appel d'offres lancé trois ans après avoir quitté cette même société⁷²⁹. L'élite turque de la *cottage industry* n'a pas pour autant complètement disparu. Dans ses nouvelles fonctions, elle a pu faire le lien entre les nouvelles autorités turques et les TNOC, notamment celles en charge du Corridor gazier Sud. Sa marge de manœuvre au sein de la configuration sud-caucasienne a néanmoins été réduite à néant. La transition opérée en Azerbaïdjan et en Géorgie a rompu les solidarités préexistantes. Les anciennes élites énergétiques turques ont certes conservé leurs liens privilégiés avec la nouvelle élite soviétique mais ces liens ont été peu utiles une fois cette dernière marginalisée.

Cette rupture a rendu complexe l'élaboration de nouvelles solidarités, particulièrement entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Cette complexité repose sur trois défis : la diversité des nouvelles élites turques, la capacité des élites azerbaïdjanaises à faire fi de la relation passée à la Turquie, et la capacité des élites turques à prendre en compte les nouvelles attentes des élites azerbaïdjanaises. L'arrivée au pouvoir de l'AKP a conduit à une fragmentation des élites énergétiques turques. Auparavant, ces élites étaient issues des mêmes universités – METÜ ou l'Université Technique d'Istanbul (ITÜ) – et étaient des bureaucrates au sein des ministères des Affaires étrangères ou de l'Energie ou travaillaient pour BOTAS ou TPAO⁷³⁰. Les seuls acteurs privés engagés au sein de cette élite appartenaient généralement au secteur de la construction⁷³¹. L'arrivée au pouvoir de l'AKP a sonné le glas de ce modèle. Si les bureaucrates et les responsables des entreprises publiques ont conservé un rôle important, ils ont dû néanmoins faire avec les élites issues du secteur privé et disposant de liens privilégiés avec l'entourage direct du Premier Ministre. Cette nouvelle donne a entraîné une fragmentation de la communauté d'élites

⁷²⁸ Entretiens 48, 49 et 118.

⁷²⁹ Entretien n° 49.

⁷³⁰ Entretiens n° 35, 48, 49, 50 et 133 avec un ancien conseiller à la présidence de la République turque, 2009.

⁷³¹ Entretien n° 48.

énergétiques. Si ces élites continuent à toutes se connaître entre elles, il existe toutefois des tensions entre les « anciennes » élites, qui ont noué des relations privilégiées pendant la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais et sont traditionnellement proches du CHP, et les « nouvelles » élites, arrivées au sommet grâce à l'AKP et donc loyales aux représentants de ce parti politique⁷³². Les premières disposent de solidarités avec les anciennes élites en place en Azerbaïdjan tandis que les secondes nouent de nouvelles relations avec les nouvelles élites azerbaïdjanaises. Ces dernières se heurtent alors au deuxième défi dans la mise en place de nouvelles solidarités entre élites azerbaïdjanaises et turques.

En effet, pour les nouvelles élites azerbaïdjanaises, la Turquie est synonyme de domination. L'un des représentants de cette nouvelle élite considérait ainsi qu'Ankara « ne parle de fraternité avec l'Azerbaïdjan que si cela va dans son sens »⁷³³. Cette nouvelle élite tend à oublier les investissements turcs en Azerbaïdjan dans les années 1990, à une période où Bakou connaissait une grave crise économique. Elle se souvient principalement des heures sombres de l'action turque en Azerbaïdjan, lorsqu'Ankara cherchait à peser sur l'orientation politique du pays. Les services secrets turcs prévoyaient par exemple de fomenter un coup d'Etat contre Heydar Aliyev en 1995, considérant que sa politique d'équilibre des puissances se faisait au détriment des intérêts de la Turquie⁷³⁴. De la même manière, TPAO aurait voulu faire assassiner Marat Manafov par les services secrets turcs afin d'accélérer les négociations sur le PSA pour les gisements ACG⁷³⁵. La nouvelle élite azerbaïdjanaise souhaite laisser derrière elle cette période, qui s'était achevée par l'échec d'un partenariat politique public-privé entre BP et la Turquie. Elle veut désormais rééquilibrer sa relation avec Ankara. Pour ce faire, elle entend dicter l'élargissement du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais au détriment d'Ankara.

⁷³² Entretiens n° 35, 48, 49, 50 et 118.

⁷³³ « *We [Azerbaïdjan et Turquie] are not brothers. Turkey speaks about brotherhood only when it fits with its interests. We are strategic allies now* ». Entretien n° 109.

⁷³⁴ Ce projet a été arrêté à la dernière minute par le ministère turc des Affaires étrangères, qui craignait que cela n'annihile toute chance de voir un oléoduc Bakou-Ceyhan mis en œuvre. Entretiens n° 5 et 11. Cependant, des citoyens turcs auraient été impliqués dans la tentative de coup d'Etat contre Heydar Aliyev en mars 1995 (Hemming, 1998).

⁷³⁵ Entretien n° 8.

Or, les nouvelles élites turques n'arrivent pas à prendre en compte les nouvelles attentes et demandes de leurs homologues azerbaïdjanais. Le ministre turc de l'Energie de 2002 à 2009, Hilmi Güler, refusait ainsi de considérer toute renégociation du contrat de 2001 d'achat-vente de gaz azerbaïdjanais. Pourtant, cette renégociation était inscrite dans ce contrat, qui stipulait que le prix de vente du gaz devait être renégocié un an après le début des livraisons, soit à partir d'avril 2008 (Lussac, 2010a). Mais H. Güler estimait que Bakou devait et pouvait se satisfaire d'un prix de vente de 128 dollars les mille mètres cubes de gaz⁷³⁶, pourtant inférieur d'environ 200 dollars aux prix mondiaux⁷³⁷. La nomination de Taner Yildiz au ministère de l'Energie a certes amélioré la situation, en raison de son ouverture au compromis⁷³⁸. Les négociations se sont accélérées mais la nouvelle élite énergétique turque n'accepte pas de ne pas mener les discussions pour la vente du gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz. Il était convenu entre l'Azerbaïdjan, le consortium Shah Deniz et la Turquie, que les volumes seraient négociés en premier. Ce serait ensuite au tour des prix, avant la finalisation des discussions. Mais l'élite énergétique turque a décidé de renégocier les volumes après avoir négocié les prix⁷³⁹. Cette stratégie vise à obtenir le meilleur accord possible tout en démontrant la domination d'Ankara dans les négociations.

Cette approche a été un échec. Elle a créé des problèmes relationnels entre les élites énergétiques azerbaïdjanaises et turques. Ces dernières n'ont par exemple pas accepté que le principal négociateur de SOCAR mène les discussions en anglais et non en turc⁷⁴⁰. Ces problèmes ont créé un épuisement dans les négociations. Un taux de rotation important s'est opéré parmi les équipes de négociations, aussi bien en Azerbaïdjan qu'en Turquie⁷⁴¹. Aussi, alors que les négociations pétro-gazières créent habituellement des solidarités entre élites, l'inverse s'est produit dans le cas de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Elles ont produit de l'inimitié entre ces élites, empêchant la refondation de la *cottage*

⁷³⁶ Soit une augmentation de 5 dollars par millier de mètres cubes par rapport au prix de 2007 à 2008.

⁷³⁷ Entretiens n° 38, 44 et 45.

⁷³⁸ Entretiens n° 44 et 48.

⁷³⁹ Entretien n° 44.

⁷⁴⁰ Entretien n° 46. L'azéri est une langue très proche du turc. A l'exception de quelques expressions et mots, un Azerbaïdjanais et un Turc se comprennent bien si chacun parle dans sa langue maternelle.

⁷⁴¹ Entretiens n° 41 et 134 avec un directeur d'une NOC, 2010.

industry sur le modèle des années 1990. Pour autant, l'histoire et la culture communes de l'Azerbaïdjan et de la Turquie aident au maintien de canaux de communication entre ces élites⁷⁴². Ankara continue d'avoir un accès privilégié aux élites énergétiques azerbaïdjanaises et Bakou peut toujours contacter rapidement et facilement les hauts responsables turcs.

Aussi, les changements du début des années 2000 ne signifient pas la fin de la communauté d'élites énergétiques azerbaïdjanaises et turques. Certes, les solidarités préexistantes ont été mises à mal et de nouvelles solidarités tardent à être établies. Mais les liens entre élites sont maintenus et, malgré une relation d'amour-haine, un dialogue privilégié continue d'exister. Se développe ainsi une relation complexe entre élites énergétiques azerbaïdjanaises et turques, qui continuent de se réunir régulièrement en Azerbaïdjan et en Turquie, partagent des expériences communes sur la route mais ne développent pas de liens d'amitié en raison de perceptions différentes. Elles développent ainsi une relation pragmatique où, si elles ne s'apprécient pas, ces élites ne se rejettent pas pour autant et continuent d'échanger. Elles illustrent à elles seules la nature complexe des liens qui unissent désormais l'Azerbaïdjan et la Turquie.

La construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais est donc allée de pair avec l'émergence de communautés d'élites au sein de la configuration sud-caucasienne. Une *cottage industry*, communauté transnationale d'élites fondée sur des liens de solidarités et le partage d'expériences communes, a ainsi émergé, permettant un engagement plus poussé des acteurs extérieurs au sein de cette configuration. Cette nouvelle communauté s'est développée en parallèle à la refondation des solidarités soviétiques, qui s'est traduite par un investissement accru au sein du système complexe et le maintien de pratiques de capitalisme de copinage. Ces solidarités soviétiques ont néanmoins commencé à décliner après les changements de dirigeants en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie au début des années 2000. De nouvelles élites sont alors apparues, sans que cela ne remette pour autant en cause leur volonté d'approfondir

⁷⁴² Entretiens n° 45 et 122.

la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. La convergence des élites azerbaïdjanaises, géorgiennes et turques ainsi que l'engagement plus poussé des élites des acteurs extérieurs ont été permis grâce au vide laissé au sein de la configuration sud-caucasienne après la catastrophe fondatrice de 1991. Cette convergence et cet engagement plus en profondeur ont mis en lumière le pragmatisme et l'opportunisme des relations entre élites. Elles ont également illustré la volonté commune de ces élites à coopérer pour construire le système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, préfigurant ainsi le développement de la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

6. Le débordement des réseaux sociotechniques : le développement de la régionalisation AGT

Le vide laissé par la catastrophe fondatrice de 1991 et la convergence des élites au sein de la configuration sud-caucasienne ont ouvert la voie à une coopération accrue entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Cette coopération s'apparente à un débordement des réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais. La nécessité de cadrer ces réseaux produit des externalités non prévues au départ. Ainsi, BP a encouragé la coopération régionale entre les trois Etats de transit afin d'assurer la sécurité et la sûreté du transport des hydrocarbures qu'elle produit. Dans le même temps, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont perçu leur coopération comme un instrument de séduction auprès des puissances étatiques extérieures, principalement les Etats-Unis et l'UE. La Turquie est alors apparue comme une porte d'entrée au sein d'une communauté occidentale, susceptible de les protéger des tentatives d'agencement de l'ancien centre organisateur russe. Enfin, les Etats-Unis et l'UE ont tiré profit de cette coopération pour réorganiser la configuration sud-caucasienne en leur faveur. Le débordement des réseaux sociotechniques a ainsi produit de la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

6.1. Promouvoir la régionalisation pour assurer le transport des hydrocarbures azerbaïdjanais : la stratégie de BP

BP n'est pas mue par l'idéal de l'intégration régionale. Ses intérêts la conduisent uniquement à vouloir garantir le transport sûr des hydrocarbures qu'elle produit en mer Caspienne vers les marchés méditerranéens. Pour ce faire, elle incite, directement et indirectement, les Etats de transit à coopérer. Elle construit ainsi de l'espace social régional. Nous qualifions cet espace en construction d'AGT, pour Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie, selon le sigle employé par les acteurs privés engagés dans ce processus (voir notamment Smith, Feldman et Monast, 2006 ; Smith, 2007a, b) car il nous permet de mettre l'accent sur le rôle de ces acteurs dans la régionalisation entre ces trois Etats. L'espace social régional AGT est le fruit de trois débordements des réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais. Il découle tout d'abord de la coopération opportuniste des trois Etats de transit pour convaincre BP de soutenir l'oléoduc BTC. Il résulte ensuite de la perception par BP d'inciter cette coopération pour assurer la sûreté et la sécurité du flux d'hydrocarbures à travers la configuration sud-caucasienne. Il est enfin l'aboutissement de la stratégie de BP, qui vise à favoriser l'interdépendance des trois Etats de transit pour faciliter la mise en œuvre des *pipelines*.

6.1.1. Coopérer pour convaincre : AGT face à BP

Le soutien de BP à la régionalisation AGT est d'abord indirect. Avant 1999, la compagnie anglo-saxonne était notamment très réticente à soutenir la construction d'un oléoduc qui lie l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Elle communiquait régulièrement sur le manque de viabilité du projet BTC, affirmant notamment à Washington que les gisements ACG ne contenaient pas suffisamment de pétrole pour justifier la construction d'un tube d'une capacité de transport d'un million de barils par jour⁷⁴³. Mais la réévaluation des réserves à plus de 5 milliards de barils ainsi que

⁷⁴³ Entretiens n° 14 et 105.

le soutien actif des Etats-Unis l'ont fait préciser sa position au début de 1999. BP a alors demandé aux Etats de transit de la convaincre de la viabilité du projet⁷⁴⁴.

La compagnie anglo-saxonne avait calculé que, pour que le brut azerbaïdjanais soit compétitif sur les marchés méditerranéens, le coût total de transit ne devait pas excéder 3 dollars par baril⁷⁴⁵. Dans ce calcul, BP s'inquiétait notamment des demandes des Etats de transit sur les taxes de transport. Elle voulait donc que cette question soit réglée au préalable et suscite la satisfaction de toutes les parties⁷⁴⁶. La taxe de transit est payée par le consortium qui opère l'oléoduc, en l'occurrence BTC Co, et est basée sur la longueur de l'oléoduc dans l'Etat de transit. Elle est en fait l'addition de deux taxes : la taxe de profit de base (*Base Profit Tax*) et la surtaxe (*Surtax*)⁷⁴⁷. Seule cette dernière est sujette à négociations car la première est le résultat du calcul d'un pourcentage sur les coûts d'opération de l'oléoduc et sur les profits réalisés. La taxe de profit de base est ainsi inscrite dans le code local des impôts⁷⁴⁸. En revanche, la surtaxe est mentionnée dans le HGA et est le fruit d'un accord entre l'opérateur du *pipeline* et l'Etat de transit.

D'après les calculs de BP, pour atteindre un coût de transport inférieur à 3 dollars par baril, les taxes de transit de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie ne devaient pas dépasser 0,60 dollar par baril au total⁷⁴⁹. BP a donc invité les trois Etats de transit à négocier entre eux sous sa gouverne. Les propositions de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie étaient au départ éloignées aussi bien au niveau de la forme que du contenu. Ankara et Bakou étaient prêtes à accepter une taxe uniquement indexée sur la profitabilité de l'oléoduc BTC, comme le souhaitait BP, tandis que Tbilissi voulait une taxe de transit fixe, payée dès le début des livraisons de pétrole⁷⁵⁰. Cette dernière souhaitait ainsi recevoir 0,17 dollar par baril – un montant similaire à ce qu'elle percevait pour la WREP – alors que les demandes de l'Azerbaïdjan et de la Turquie n'étaient pas encore arrêtées⁷⁵¹.

⁷⁴⁴ Entretiens n° 47 et 72.

⁷⁴⁵ Entretiens n° 8, 47 et 135 avec un directeur d'une NOC, 2009.

⁷⁴⁶ Entretien n° 48.

⁷⁴⁷ Entretiens n° 20, 24 et 33.

⁷⁴⁸ La situation est cependant particulière pour l'Azerbaïdjan puisque sa taxe de profit de base est inscrite dans l'article 8 du HGA sur l'oléoduc BTC. Nous revenons plus bas sur cette spécificité. Entretiens n° 23 et 24.

⁷⁴⁹ Entretiens n° 22 et 33.

⁷⁵⁰ Entretien n° 72.

⁷⁵¹ Entretiens n° 48 et 72.

Ont alors débuté des négociations à trois, censées contenter BP tout en répondant aux aspirations des trois Etats de transit.

Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie ont tout d'abord dû s'accorder sur le format de la taxe de transit. Ce sujet n'a pas été un problème et tous se sont ralliés rapidement à l'idée d'une taxe fixe. Elle leur permettait des gains immédiats, qui s'accroîtraient avec l'augmentation du flux de pétrole⁷⁵². Mais cette avancée rapide a été contrebalancée par l'impasse des négociations sur le montant des taxes. Elles ont duré six mois, au cours desquels la Géorgie s'est montrée pendant longtemps intraitable⁷⁵³. Cette dernière ne voulait pas recevoir moins de 0,17 dollar par baril de la part de BTC Co et n'entendait pas céder sur ce point⁷⁵⁴. Elle considérait qu'elle était un pays pauvre, dont la relance de l'économie dépendait des revenus pétroliers⁷⁵⁵. Cet argument a porté auprès d'Ankara et de Bakou, qui, en échange de leur solidarité, ont appelé Tbilissi à être plus souple dans les négociations. La Turquie a d'abord accepté de baisser sa surtaxe à 0,20 dollar par baril, ramenant ainsi sa taxe totale de transit à 0,28 dollar par baril (BTC Project, 2003)⁷⁵⁶. Mais, malgré cet effort, BP continuait de considérer qu'elle ne pouvait pas payer une taxe de transit de 0,17 dollar à la Géorgie. Elle n'offrait à cette dernière que 0,09 dollar⁷⁵⁷.

L'Azerbaïdjan a alors fait une offre à Tbilissi. Elle a proposé de renoncer à sa surtaxe, demandant à ce que celle de la Géorgie soit calculée sur la base de la longueur de l'oléoduc BTC non seulement en Géorgie mais aussi en Azerbaïdjan⁷⁵⁸. En échange, Bakou a appelé Tbilissi à se satisfaire d'une taxe inférieure à 0,17 dollar par baril. Avant d'accepter cette proposition, le groupe de travail géorgien a néanmoins demandé à ce que sa surtaxe puisse évoluer avec l'inflation⁷⁵⁹. Cette proposition a été acceptée par BP, permettant la conclusion d'un accord global sur les taxes de transit à payer pour l'oléoduc BTC. La taxe totale de transit de la Géorgie a été ainsi portée à 0,14 dollar (ibid.), dont 0,12 dollar de surtaxe⁷⁶⁰. Ne disposant plus que de la taxe de

⁷⁵² Entretiens n° 33, 45, 48 et 72.

⁷⁵³ Entretien n° 55.

⁷⁵⁴ Entretiens n° 8, 21 et 80.

⁷⁵⁵ Entretien n° 21.

⁷⁵⁶ Entretiens n° 24, 33, 45, 47 et 48.

⁷⁵⁷ Entretiens n° 4 et 33.

⁷⁵⁸ Entretiens n° 33 et 72.

⁷⁵⁹ Entretien n° 72.

⁷⁶⁰ Ce montant peut atteindre jusqu'à 0,14 dollar. Entretiens n° 4, 8, 24, 33, 70, 72, 80 et 124.

profit de base, Bakou a accepté de ne recevoir que 0,12 dollar par baril transporté par l'oléoduc BTC (ibid.). Le calcul de la taxe de transit azerbaïdjanaise a néanmoins été inscrit dans le HGA (article 8) afin d'entériner le versement des revenus du transit de l'oléoduc BTC à Bakou⁷⁶¹.

	WREP	Oléoduc BTC	Dont la surtaxe pour l'oléoduc BTC
Azerbaïdjan	0,26	0,12	0
Géorgie	0,17-0,19	0,14-0,16	0,12-0,14
Turquie	0	0,28	0,20

Tableau 7. Les taxes de transit des Etats de transit pour les oléoducs BTC et WREP (en dollar américain)⁷⁶²

Cette négociation difficile permet de mettre en lumière trois points importants de la relation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Premièrement, ces trois Etats de transit ont négocié de manière autonome, sans dépendre du soutien important d'acteurs extérieurs. Certes, les Etats-Unis ont joué un rôle non négligeable dans le règlement de la question de la taxe de transit géorgienne. Mais Ankara, Bakou et Tbilissi ont discuté et sont arrivées ensemble à un accord, qui était le produit avant tout de leur esprit de compromis et de solidarité. Deuxièmement, les trois Etats de transit ont été en mesure de négocier et de coopérer ensemble de manière pragmatique pour défendre leurs intérêts. Ankara et Bakou ont renoncé à des gains financiers qu'ils considéraient comme secondaires afin de satisfaire les attentes de leur voisine. Leur coopération est donc le fruit de la convergence de leurs intérêts respectifs et d'une politique ensuite pragmatique. Troisièmement, les trois Etats de transit ont présenté un front uni face à BP, en ne se blâmant pas respectivement pour la longueur et la difficulté des négociations. Malgré les critiques de la TNOC, qui considérait que Tbilissi mettait en péril un

⁷⁶¹ Entretien n° 33.

⁷⁶² Ces données sont issues de BTC Project (2003), Billmeier, Dunn et van Selm (2004), Radon (2009), Lussac (2010a) et des entretiens n° 24 et 33.

projet déjà peu viable commercialement, ni Ankara, ni Bakou ne se sont retournées contre leur exigeante voisine.

Par conséquent, face à un enjeu particulier et dans un moment crucial – la faisabilité ou non de l’oléoduc BTC – l’Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont démontré leur capacité à coopérer pour poursuivre un objectif commun. Cette coopération relève du débordement dans le sens où la demande de BP à l’origine n’avait qu’une dimension économique et en aucun cas une portée politique. Le succès de cette coopération repose indirectement sur BP, qui a mis ces trois agents dos au mur et a su les inciter à dépasser leurs intérêts égoïstes pour lui démontrer la viabilité commerciale d’un projet qu’elle mettait en doute.

6.1.2. La coopération régionale comme vecteur de sûreté et de sécurité

BP a également promu directement la coopération entre les trois Etats de transit. Cette promotion visait deux objectifs : assurer la sûreté et la sécurité de l’oléoduc BTC. Par sûreté, la TNOC entendait le fait que les populations locales, vivant proche du tube, ne soient pas incitées à l’endommager et, au contraire, en bénéficient. La sécurité concernait la protection directe de l’oléoduc, contre le terrorisme ou des bandes armées dans les Etats de transit. La compagnie anglo-saxonne a mis en œuvre deux stratégies pour répondre à ces impératifs. Elle a d’abord cherché à développer la coopération sociale entre l’Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, en mettant en œuvre l’Initiative de Développement Régional (*Regional Development Initiative*, RDI). Elle a ensuite promu une coopération sécuritaire entre ces trois Etats, en les faisant ratifier un Protocole trilatéral de Sécurité.

La RDI est le prolongement macroéconomique du CIP (Wilson, 2010)⁷⁶³. Elle a été développée à partir de 2002, sur les recommandations de la BERD et du CDAP (Kyte, 2006). Ces deux acteurs avaient été convaincus par le CIP et ont recommandé à John Browne d’étendre le dispositif aux trois Etats de transit pour financer des projets non microéconomiques mais macroéconomiques. Browne a été convaincu

⁷⁶³ Entretiens n° 64 et 68.

par l'idée et a demandé au directeur du Projet BTC de la mettre en œuvre⁷⁶⁴. BP y voyait trois intérêts principaux : l'opportunité de réduire les difficultés économiques des trois Etats de transit en laissant une trace du passage de BP, la possibilité d'apparaître comme un bon élève auprès des IFI, et le besoin d'accroître la sûreté des *pipelines* dans un voisinage dangereux⁷⁶⁵. La RDI couvre tout le Corridor énergétique Est-Ouest, c'est-à-dire le gazoduc BTE, l'oléoduc BTC et la WREP⁷⁶⁶.

Dotée d'un budget de 25 millions de dollars sur dix ans, la RDI a été initiée conjointement par BP et Statoil (Blatchford, 2005)⁷⁶⁷. Afin de la mettre en œuvre et de s'assurer de l'engagement des Etats de transit a été créé le Forum Régional de Développement Durable (*Regional Sustainable Development Forum*). Ce forum, géré par l'ONG britannique IIED, avait pour but d'aider l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie à coordonner leurs vues et à développer une stratégie commune (Wilson, 2010)⁷⁶⁸. L'accent a été mis sur trois domaines spécifiques : le développement des entreprises locales, l'accès à l'énergie, et la bonne gouvernance (Blatchford, 2005 ; Wilson, 2010)). BP espérait ainsi créer de l'interdépendance entre les trois Etats de transit au niveau local. Par exemple, elle a encouragé le développement d'une entreprise d'agriculture biologique en Géorgie, qui devait ensuite approvisionner le marché turc à la frontière turco-géorgienne⁷⁶⁹. Elle a également développé l'Autobus de l'Energie (*Energy Bus*) qui est parti d'Azerbaïdjan et va vers la Turquie en s'arrêtant de village en village pour promouvoir l'efficacité énergétique, qui est faible dans les trois pays⁷⁷⁰.

La RDI s'est néanmoins heurtée à trois problèmes. Premièrement, malgré leur volonté à coopérer, la réalité économique très différente entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie a considérablement réduit leur marge de collaboration (Wilson, 2010). Le programme de bonne gouvernance a par exemple suscité peu d'intérêt en Turquie, alors qu'il est un des plus attractifs en Azerbaïdjan et en

⁷⁶⁴ Entretiens n° 37 et 68.

⁷⁶⁵ Entretien n° 37.

⁷⁶⁶ Entretien n° 112.

⁷⁶⁷ Entretiens n° 37, 57 et 64.

⁷⁶⁸ Etant donné la taille du pays, en Turquie, la RDI a été réduite à dix provinces seulement, celles traversées par le gazoduc BTE et l'oléoduc BTC. Entretien n° 64.

⁷⁶⁹ Entretien n° 88.

⁷⁷⁰ Entretien n° 74.

Géorgie. De la même manière, le programme d'accès à l'énergie a été abandonné en Azerbaïdjan, alors qu'il continue d'être actif en Géorgie et en Turquie⁷⁷¹.

Deuxièmement, la RDI est un agencement multilatéral, ce qui a parfois rendu difficile son application. Elle implique non seulement les TNOC (*via* l'AIOC, BTC Co et SCP Company) mais également les ONG, les Etats et les IFI. Or, chaque partie a des visions différentes de cette initiative. L'une des personnes interrogées comparait ainsi la situation à « Quatre hommes aveugles qui décriraient un éléphant en touchant chacun une partie différente de l'animal »⁷⁷². A ces attentes différentes s'ajoute la rivalité entre BP et Statoil, qui a parfois ralenti la mise en œuvre des projets⁷⁷³.

Troisièmement, la RDI reposait largement sur les épaules de John Browne, qui avait fait de la RSE l'un des cœurs de métier de BP⁷⁷⁴. Aussi, le départ de BP de celui-ci en 2007⁷⁷⁵ a sonné le glas des projets du type de la RDI⁷⁷⁶. Le budget de ce programme a été drastiquement réduit et ses directeurs ont été remplacés par des locaux⁷⁷⁷. Si cette « nationalisation » de la RDI était prévue de longue date, elle a néanmoins été accélérée pour réduire les coûts de fonctionnement de l'Initiative⁷⁷⁸. En effet, les salaires des locaux sont moins élevés et, disposant de moins d'accès à la direction à Londres, ces locaux sont moins en mesure de demander l'octroi d'importants budgets au siège de BP⁷⁷⁹.

Le parcours de la RDI, finalement fusionnée en 2009 avec le CIP pour devenir l'Initiative Sociale de Développement Durable⁷⁸⁰, met en lumière une dimension importante de la coopération régionale entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Si la RDI a contribué avec succès à la sûreté des infrastructures pétro-gazières dans ces trois pays, son institutionnalisation a en revanche été un échec en

⁷⁷¹ Entretien n° 113.

⁷⁷² « *The problem with RDI is that NGOs, BTC Co, transit states and IFI were like four blind men, describing an elephant while touching a different part of it* ». Entretien n° 68.

⁷⁷³ Entretien n° 56.

⁷⁷⁴ Entretien n° 68.

⁷⁷⁵ Voir notamment Browne (2010) et Lussac (2010e) sur les raisons du départ de l'ancien directeur exécutif de BP.

⁷⁷⁶ Entretiens n° 57, 64 et 68.

⁷⁷⁷ Entretiens n° 64 et 68.

⁷⁷⁸ Entretiens n° 64 et 97.

⁷⁷⁹ Les dirigeants locaux ont en revanche un meilleur accès au plus haut sommet des Etats de transit, apportant des bénéfices différents aux projets. Entretiens n° 57 et 136 avec un directeur d'une NOC, 2011.

⁷⁸⁰ Entretiens n° 75 et 136.

raison de la réalité économique différente de ces trois Etats. Ce constat permet de souligner la nature intrinsèquement non institutionnalisée de la coopération entre trois Etats différents dans leur nature comme, parfois, dans leurs intérêts. Cette coopération relève ainsi de la régionalisation, de par sa capacité à faire fi des barrières physiques qui l'entourent.

BP a également encouragé la coopération régionale entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie en matière de sécurité des infrastructures de transport pétro-gazier. L'expérience de la compagnie anglo-saxonne en Colombie, où elle a été accusée de fermer les yeux sur les abus des forces de sécurité qu'elle avait engagés, l'a incitée à transférer la protection de ces infrastructures aux Etats de transit (Browne, 2010)⁷⁸¹. Elle devait cependant s'assurer que ces derniers coopèrent en la matière et que la gestion de la sécurité ne devienne pas l'objet de pratiques illégales. Sur ce dernier point, BP avait encore en mémoire le scandale de la sécurité de la WREP.

En décembre 1998, GIOC, chargée au nom de l'AIOC d'assurer la sécurité de l'oléoduc, avait signé un accord avec le Service géorgien de Sécurité Intérieure (SSS)⁷⁸². En vertu de celui-ci, le SSS, recevant de l'argent de l'AIOC *via* GIOC, devait verser 500 dollars par mois à chacun des 210 gardes travaillant le long de la WREP en Géorgie. BP avait demandé à ce que le salaire versé soit volontairement élevé pour décourager toute tentative de sabotage. Cependant, au bout de quelques mois, l'AIOC a découvert que cet engagement n'était pas tenu : chaque garde ne recevait pas 500 dollars mais 35 dollars par mois⁷⁸³. BP a alors décidé de surveiller attentivement les conditions de travail des gardes. Elle s'est assurée que les salaires étaient correctement versés, a pris en charge la distribution des repas, et a fait suivre à tous les employés des formations d'anglais⁷⁸⁴. Cette initiative n'a cependant pas suffi. Au moment de la construction de l'oléoduc BTC, qui a débuté en janvier 2003, le président géorgien Chevardnadzé a insisté une nouvelle fois pour que le SSS assure la sécurité du chantier de l'oléoduc BTC en Géorgie⁷⁸⁵.

⁷⁸¹ Entretiens n° 8, 36 et 83.

⁷⁸² Sous Chevardnadzé, le SSS était chargé de la sécurité de tous les bâtiments publics géorgiens, à l'exception de l'ambassade des Etats-Unis (Lussac, 2010a).

⁷⁸³ Les 465 dollars restants par employé auraient été détournés en faveur non seulement du SSS mais surtout de son chef, Sukhran Papashvili. Entretiens n° 36, 81 et 126.

⁷⁸⁴ Entretien n° 126.

⁷⁸⁵ Comme il est inscrit dans les HGA que les Etats de transit prennent en charge la sécurité de l'oléoduc BTC, BP n'a eu d'autre choix que d'accepter.

Mais, tous les matins, BTC Co constatait la disparition d'outils, de matériaux, voire d'essence⁷⁸⁶.

Pour remédier à ces problèmes⁷⁸⁷, BP a décidé d'accroître l'interdépendance en matière de sécurité du Corridor entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Pour ce faire, BP a invité ces Etats à signer un Protocole trilatéral de Sécurité portant sur le Corridor énergétique Est-Ouest⁷⁸⁸. Une première rencontre entre les présidents Aliyev, Chevardnadzé et Demirel sur cette question avait eu lieu en avril 2002 à Trabzon (Turquie), aboutissant à la signature d'un simple Accord de sécurité (Cornell et Ismailzade, 2005). Devant l'insistance de BP, les trois Etats de transit ont dû s'engager sur des mesures concrètes, entérinées dans le Protocole trilatéral de Sécurité signé à Bakou le 23 juillet 2003. Celui-ci reprend les HGA, l'IGA et l'Accord de sécurité et mentionne notamment la création d'un comité trilatéral permanent d'experts chargés de veiller à la sécurité de l'oléoduc BTC et qui doit se réunir au moins trois fois par an⁷⁸⁹.

Par exemple, l'article 5 du chapitre 1 du Protocole trilatéral de Sécurité implique un véritable transfert de compétences en matière de sécurité entre les Etats-parties : « Les Parties doivent échanger des informations et partager leurs expériences sur les méthodes pour combattre les actes impliquant potentiellement un risque sécuritaire pour le Corridor énergétique et doivent mener des études communes en accord sur ces sujets » (République d'Azerbaïdjan, Géorgie, et République de Turquie, 2003). De même, l'article 6 du chapitre 1 stipule que « Les Parties doivent coopérer réciproquement à la formation des membres des unités de sécurité engagés dans la sécurité des tubes et, à cette fin, elles doivent partager leurs expériences et échanger leurs informations sur les armes, les matériels et les équipements techniques utilisés dans ce but » (ibid.).

La signature de ce Protocole trilatéral de Sécurité contribue donc à créer de la coopération. Elle entérine une collaboration militaire et sécuritaire qui existait depuis 1998 entre ces trois Etats mais qui demeurait timide avant le début de la construction de l'oléoduc BTC (Cornell et Ismailzade, 2005). Ce Protocole permet à BP de déléguer la

⁷⁸⁶ Entretien n° 36.

⁷⁸⁷ Des cas similaires ont été rapportés en Azerbaïdjan (Lussac, 2010a).

⁷⁸⁸ Entretien n° 48.

⁷⁸⁹ Entretien n° 50.

gestion de la sécurité des infrastructures de transport, tout en s'assurant que celles-ci sont efficacement protégées. Ainsi, en poursuivant ses intérêts propres, BP contribue à la construction d'un espace social régional regroupant l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Elle met ces trois Etats devant leurs responsabilités et les incite à ne pas se contenter de bénéfices économiques et politiques partagés mais à collaborer dans toutes les sphères de la sécurité énergétique, y compris militaires⁷⁹⁰. Cette coopération est en outre vectrice d'interdépendances entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, prodiguant de nouveaux arguments à BP pour s'assurer du flux continu des hydrocarbures azerbaïdjanaïs à travers la configuration sud-caucasienne.

6.1.3. Créer de l'interdépendance pour assurer sa traduction

Enfin, en encourageant la signature d'un IGA pour l'oléoduc BTC⁷⁹¹, BP a directement voulu créer de l'interdépendance entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Ce type d'accord n'est en principe qu'un document de travail. Il doit seulement cadrer les règles déterminant la construction et le fonctionnement d'un oléoduc, qui sont contenues dans les HGA, des textes *a priori* à part. Pourtant, BP a insisté pour que les Etats de transit entérinent ce format et signent un IGA⁷⁹². Derrière cette insistance se cachaient deux raisons majeures. Tout d'abord, dans le cas de l'oléoduc BTC, les trois HGA sont placés en annexe de l'IGA. Aussi, en tant que traité international, ratifié par le Parlement, l'IGA apporte une double légitimité supplémentaire, nationale et internationale, à ces accords (Boyd-Carpenter et Labadi, 2004). L'IGA légitime ainsi les modalités de mise en œuvre de l'oléoduc BTC promues par BP. Par ailleurs, un IGA entérine internationalement l'interdépendance des Etats de transit dans le bon fonctionnement de l'infrastructure de

⁷⁹⁰ Le Protocole trilatéral de Sécurité a été complété en octobre 2004 d'un protocole bilatéral entre BP et la Géorgie et d'un autre protocole entre BP et l'Azerbaïdjan en novembre 2007. Ces accords visaient à annihiler toute corruption autour des enjeux de sécurité des infrastructures pétro-gazières. Entretien n° 126.

⁷⁹¹ Nous ne mentionnons ici que l'IGA sur l'oléoduc BTC car il est le seul à lier l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. En effet, l'IGA sur le gazoduc BTE mentionnant les conditions de vente du gaz, il existe un IGA distinct pour chaque consommateur : un premier entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie, et un second entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Tous ces documents sont librement consultables sur le site Internet de BP Azerbaïdjan : <http://www.bp.com/sectiongenericarticle.do?categoryId=9029334&contentId=7053632>.

⁷⁹² Entretiens n° 21, 55 et 72.

transport (ibid.). Il permet ainsi à BP de rendre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie responsables les uns les autres du bon fonctionnement de l'oléoduc BTC.

Pourtant, rien ne laissait penser dans les discussions au préalable que l'IGA pouvait créer de l'interdépendance entre ces trois Etats. Ces négociations étaient en effet asymétriques du fait de la présence dans le même groupe de travail de l'Azerbaïdjan et de BP. Entre ces deux agents, les discussions avaient lieu en amont, séparant *de facto* le dialogue entre Bakou et BP et celui entre le groupe de travail MEP et ses pendants géorgien et turc⁷⁹³. Cette asymétrie était potentiellement renforcée par l'insistance de BP à attribuer la gestion du risque politique pour l'oléoduc BTC à la Turquie⁷⁹⁴. Ce risque désignait toutes les atteintes non techniques dont pouvait être l'objet le *pipeline*. Cet enjeu était d'importance au sein d'une configuration sud-caucasienne où la plupart des agents craignaient la puissance russe. En confiant la gestion de ce risque politique à Ankara, la TNOC espérait tirer parti de l'enthousiasme turc pour le projet BTC. Indirectement, il est probable qu'elle aurait fait ainsi de la Turquie un hégémon au sein de l'espace social régional AGT puisque cette dernière aurait eu à sa charge non seulement ce risque mais également la formation des personnels de sécurité en Azerbaïdjan et en Géorgie. Elle aurait pu alors s'imposer comme une figure tutélaire au sein de la configuration sud-caucasienne, tournant la régionalisation en sa faveur. Il n'en a cependant rien été. La Turquie, n'accordant pas une confiance illimitée à la stabilité des régimes politiques sud-caucasiens et craignant la réaction de la Russie à la construction de l'oléoduc BTC, a refusé de prendre en charge ce risque politique⁷⁹⁵. Après plusieurs semaines d'atermoiements, BP s'est finalement résolu à partager le risque politique entre les trois Etats de transit, chacun d'entre eux devant l'assumer sur son propre territoire uniquement⁷⁹⁶.

Pour autant, ce partage individuel du risque politique n'a pas accru l'intangibilité des frontières entre ces trois Etats. Il ne s'est pas traduit par un « chacun est responsable chez soi et uniquement chez soi ». Au contraire, l'IGA invite les Etats à faciliter le transport des personnels et des biens de mise en œuvre des oléoducs à travers et entre

⁷⁹³ Pendant les (courtes) négociations de l'IGA, l'Azerbaïdjan ne s'est ainsi jamais opposée officiellement à BP. Entretien n° 72.

⁷⁹⁴ Entretiens n° 8 et 47.

⁷⁹⁵ Ibid.

⁷⁹⁶ Entretiens n° 8 et 62.

les territoires des trois Etats de transit (article 6.3). Pour ce faire, Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie se sont engagés à créer des commissions intergouvernementales chargées de faciliter au niveau politique la gestion de ces questions (Cornell et Ismailzade, 2005). Alors que, dix ans auparavant, la frontière entre la Géorgie et la Turquie était infranchissable, avant-poste de la Guerre froide entre la communauté transatlantique et l'Urss, elle est devenue poreuse pour faciliter la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Cette porosité a ensuite débordé le cadre établi par BP. Les échanges microéconomiques se sont multipliés à la frontière turco-géorgienne et il est désormais possible de passer de la Géorgie à la Turquie et *vice versa* sans visa depuis 2009, avec une simple carte d'identité depuis 2011 (Hürriyet, 2011a). La mise en œuvre du réseau sociotechnique a ainsi affaibli la frontière (Barry, 2006a), débordant le cadre purement énergétique fixé au préalable. Dans le cas de l'oléoduc BTC, le transport des biens pétroliers depuis Poti (Géorgie) et Trabzon jusqu'à Sangachal en Azerbaïdjan a mis à mal l'étanchéité des frontières étatiques⁷⁹⁷. Il a ouvert la voie à une multiplication des échanges transfrontaliers, particulièrement entre la Géorgie et la Turquie⁷⁹⁸.

Ce débordement a été rendu possible par la mise sur un pied d'égalité de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie. Aucun d'entre eux n'est supposé être le tuteur des deux autres, rompant ainsi toute asymétrie dans la relation. Plus important, si chaque Etat est chargé de la sécurité de l'infrastructure sur son territoire, il est invité, dans le cadre du Protocole trilatéral de Sécurité, à tout faire en coopération avec ses homologues pour assurer le bon fonctionnement de l'infrastructure qui le traverse. Aussi, l'IGA ne donne pas seulement une valeur juridique à l'interdépendance de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie. Il pose également les bases de la coopération entre ces trois Etats, tout en les laissant libre sur la manière dont cette coopération prend corps. Aucun hégémon n'est donc sacralisé dans ce processus. Seule BP, en tant que centre de traduction, dispose d'une capacité d'encadrement et d'enrôlement au sein du réseau sociotechnique

⁷⁹⁷ Entretien n° 36.

⁷⁹⁸ En franchissant à pied la frontière turco-géorgienne entre Hopa et Sarpi en mars 2009, nous avons pu constater l'importance des échanges entre la Géorgie et la Turquie. Des Turcs originaires du nord-est de la Turquie empruntent ainsi les vols quotidiens Istanbul-Batoumi pour se rendre dans leur région natale, considérant qu'il est plus simple d'atterrir en Géorgie qu'à Kars. Les Géorgiens se rendent eux en Turquie pour acquérir moins cher des biens de première nécessité, tels que des vêtements. Le cas de la frontière entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie est un peu plus complexe. Celle-ci n'est toujours pas délimitée, le cas du monastère du 6^{ème} siècle connu sous le nom de David Gareja en Géorgie et de Keshish Dag en Azerbaïdjan posant toujours problème (Kazimov, 2011). Pour le moment, 300 kms sur un total de 480 ont été délimités par la Commission bipartite sur la délimitation et la démarcation de la frontière (ibid.).

de transport du pétrole azerbaïdjanais. En cadrant les interactions des trois Etats de transit grâce à des textes juridiques, la TNOC entend ainsi assurer sa traduction au sein de ce réseau. Elle l'a d'ailleurs démontré en décidant unilatéralement (mais tout de même en accord avec les autres agents de BTC Co) de fermer l'oléoduc BTC après l'explosion dans le district d'Erzincan le 5 août 2008.

En promouvant ses intérêts, en assurant sa traduction, BP contribue donc à construire l'espace social régional AGT. Celui-ci est le produit des débordements des régulations mises en œuvre par la compagnie anglo-saxonne non pas pour développer le dialogue interétatique mais seulement pour s'assurer du bon transport des hydrocarbures qu'elle produit dans un environnement politiquement instable. Ces débordements permettent de mettre en lumière trois caractéristiques de l'espace social régional AGT en construction. Premièrement, il se distingue par l'absence de hiérarchie, et donc d'hégémonie, dans sa construction. Le premier moteur de la régionalisation est ainsi un acteur privé et non un des Etats qui composent cet espace social régional émergent. Deuxièmement, cette régionalisation se développe sur la base de la solidarité de ces agents, qui l'accélèrent en vertu de la convergence de leurs intérêts nationaux respectifs. Troisièmement, si cette régionalisation prend sa source dans le domaine de l'énergie, elle tend à déborder ce champ pour s'étendre à des secteurs différents, comme l'agriculture ou le transport. Pour autant, le rôle déterminant joué par BP ne doit pas nous faire oublier que le développement de la régionalisation AGT est aussi le produit des stratégies des Etats qui la composent.

6.2. Coopérer pour se rapprocher des puissances internationales dominantes : la stratégie de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie

Bach (2009) a mis en lumière que la régionalisation est avant tout le produit des comportements d'agents économiques, par-delà la volonté et les idéaux politiques des Etats. Le rôle de BP dans la construction d'un espace social régional AGT s'inscrit parfaitement dans cette dynamique. Pour autant, cela ne signifie pas que les Etats se désintéressent de la régionalisation. Même s'ils ne sont pas mus par un idéal d'intégration régionale, la coopération leur apparaît peu à peu comme un outil utile de

politique étrangère. Cette perception de la coopération prend tout son sens dans un cadre temporel précis : les années 1990 et le début des années 2000. Azerbaïdjan et Géorgie considèrent alors que leur affirmation au sein de la configuration sud-caucasienne bouleversé passe par le rapprochement avec les puissances perçues comme internationalement dominantes, c'est-à-dire l'UE et, surtout, les Etats-Unis. L'énergie apparaît alors comme un puissant instrument de séduction politique. Mais sa force reste purement rhétorique et les Etats de transit doivent coopérer concrètement pour se conformer aux attentes de ces puissances internationales. La coopération régionale trouve ainsi l'une de ses sources dans la perception des acteurs régionaux que certains acteurs extérieurs attendent d'eux de créer de la région. Ce processus s'achève avec le rapprochement avec la Turquie, défini par Bakou comme par Tbilissi comme un lien avec une communauté occidentale imaginée.

6.2.1. L'énergie : un instrument de séduction politique

Les années 1990 ont coïncidé avec ce que Dieter Helm (2007, p. 1) a appelé une « re-politisation de l'énergie ». Il décrivait ainsi l'utilisation à des fins politiques d'une marchandise particulière, l'énergie, qui avait été employée uniquement en termes économiques au cours des années 1980, après la fièvre des chocs pétroliers des années 1970 (ibid.). Ce que Helm décrit ainsi n'est ni plus, ni moins que le débordement de l'énergie de la sphère économique dans laquelle elle était confinée, pour s'étendre aux sphères politiques et sociales (Lussac, 2010b). Au Caucase du Sud, ce processus s'est particulièrement ressenti au niveau du comportement des agents locaux, notamment l'Azerbaïdjan. En effet, Heydar Aliyev a attribué les parts dans les gisements ACG sur des critères tout autant politiques qu'économiques (Hemming, 1998). L'AIOC est ainsi le reflet de la politique étrangère que le président azerbaïdjanais souhaitait impulser. En juillet 1996, en se basant sur les domiciliations des sièges des membres de ce consortium, les Etats-Unis représentaient 39% de l'AIOC, le Royaume-Uni 19%, l'Azerbaïdjan et la Russie 10%, la Norvège 9%, la Turquie 7%, le Japon 4% et l'Arabie Saoudite 2% (ibid.). Selon Aliyev, ce consortium devait représenter les quatre zones d'intérêt de la politique

étrangère de l'Azerbaïdjan : les Etats-Unis, l'Europe, la Russie et l'Iran⁷⁹⁹. Comme nous l'avons souligné dans la section 1.1.1, cette dernière n'a pu être incluse dans le consortium. Car la priorité de Bakou était d'attirer les Etats-Unis et l'Europe. L'attribution de l'opération des gisements ACG à une société établie à Londres et la domination des TNOC basées aux Etats-Unis est à voir dans cette perspective⁸⁰⁰.

Les Etats-Unis revêtaient un intérêt particulier pour Bakou. En 1992, la diaspora arménienne aux Etats-Unis a obtenu que le Congrès américain sanctionne l'Azerbaïdjan tant que durait le conflit au Haut-Karabagh (Kauzlarich, 2001). La section 907 de la Loi de soutien à la liberté a ainsi privé cet Etat de toute assistance économique, si ce n'est celle humanitaire pour les déplacés/réfugiés⁸⁰¹ du Haut-Karabagh (ibid.). L'Azerbaïdjan a ainsi été le seul Etat post-soviétique à ne recevoir aucune aide économique massive de la part de Washington (Baban et Shiriyev, 2010). Afin d'inverser cette tendance, Bakou a entrepris d'utiliser l'argument énergétique. Cet argument a pris deux formes. Dans un premier temps, il a consisté à attirer les TNOC basées aux Etats-Unis au sein de l'AIOC afin que ces entreprises contrebalancent à Washington le poids de la diaspora arménienne. Par exemple, lorsque SOCAR a décidé de vendre la moitié de ses parts, soit 10%, dans l'AIOC, elle a reçu trois offres : l'une d'Exxon, l'autre de Total, et une dernière de TPAO. Cette dernière a obtenu 5% supplémentaires d'emblée dans l'AIOC afin de consolider la relation turco-azerbaïdjanaise⁸⁰². Les 5% restants se sont joués entre Exxon et Total. La première a demandé au Secrétaire d'Etat Warren Christopher de faire pression sur Heydar Aliyev tandis que la seconde a fait envoyer au président azerbaïdjanais une lettre de son homologue français François Mitterrand⁸⁰³. Alors qu'elle avait mobilisé les plus hauts niveaux de l'Etat français, Total a été écartée au profit d'Exxon. Ce choix de Bakou s'inscrivait dans une stratégie plus grande de séduction des acteurs américains ou perçus comme tels⁸⁰⁴.

⁷⁹⁹ Entretien n° 1.

⁸⁰⁰ Ibid.

⁸⁰¹ Nous employons ici les deux termes car chacun d'eux revêt une dimension politique. L'Arménie utilise le terme de réfugiés pour mettre en lumière le fait que le Haut-Karabagh est un Etat distinct alors que l'Azerbaïdjan emploie celui-ci de déplacés pour souligner que cette province séparatiste fait partie de son territoire.

⁸⁰² Entretien n° 45.

⁸⁰³ Entretiens n° 14 et 104.

⁸⁰⁴ Entretien n° 104. Total a été également desservie par le fait qu'elle a envoyé négocier à Bakou son président, Serge Tchuruk. Or, celui-ci est d'origine arménienne et fier de l'être. Etant donné le contexte politique, cela a été mal perçu à Bakou (Lussac, 2010a).

Cependant, le manque de résultats de cette tactique a conduit Bakou à faire du transport énergétique un argument plus puissant de séduction politique. Cette vision politique a d'abord été portée par la Géorgie et la Turquie. Ainsi, en 1996, Heydar Aliyev déclarait aux presses azerbaïdjanaises et turques : « En 1993, quand je suis devenu Président, ils [la Turquie] m'ont apporté une lettre ; un traité... Alors qu'aucune production pétrolière n'avait commencé, alors qu'aucun contrat pétrolier n'avait été signé, ils avaient déjà préparé un traité. Au bas de celui-ci, il y avait quinze signatures. Les dirigeants [turcs mais aussi géorgiens] l'avaient aussi signé. Ça disait, 'L'oléoduc passera à travers la Turquie'... Je suis désolé, mais s'il n'y a pas d'accord sur l'extraction du pétrole et qu'il n'y a pas de pétrole, annoncer où l'oléoduc ira n'a aucun sens. C'était un bout de papier sans fondement juridique ou économique » (discours d'Aliyev lors d'une conférence sur la coopération turco-azerbaïdjanaise le 30 mai 1996 *in* Hemming, 1998, pp. 31-32). L'ancien président azerbaïdjanais fait ici référence à un protocole confidentiel élaboré en 1993 et signé par les Premiers ministres géorgiens et turcs en février 1995, soulignant l'importance géopolitique de la WREP pour leurs deux pays⁸⁰⁵. Comme le montre cet extrait de son discours, le président azerbaïdjanais n'avait pas une vision uniquement politique *a priori* de l'évacuation du pétrole azerbaïdjanais. Néanmoins, ce point de vue était exprimé alors qu'Aliyev pensait encore que l'attribution de la production pétrolière était un instrument suffisant de séduction politique.

Le mutisme de Washington, alors que les membres du NSC ou les diplomates appelaient à une suppression de la Section 907, a convaincu Aliyev de faire du transport énergétique un nouvel outil de séduction⁸⁰⁶. Cette promotion du transport d'hydrocarbures a donné lieu à une coopération opportuniste entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie, facilitée par l'appartenance commune des dirigeants de ces deux Etats à la nouvelle élite soviétique. Aliyev et Chevardnadzé ont tous deux commencé à utiliser la rhétorique de la Route de la Soie énergétique pour parler du futur Corridor énergétique Est-Ouest (Chevardnadzé, 1999 ; Coppieters, 2001 ; Kauzlarich, 2001 ; Papava, 2005). Cette comparaison a un but précis dans l'esprit des deux présidents sud-caucasiens. Elle permet de faire appel à l'imaginaire collectif des décideurs politiques américains et européens. Elle fait écho au programme européen TRACECA, présenté par ses promoteurs comme la « Nouvelle

⁸⁰⁵ Entretien n° 59. Le document a pu être consulté au cours de cet entretien.

⁸⁰⁶ Entretien n° 13.

Route de la Soie » (Helly, 2001), et à la politique américaine à destination de la Turquie et des NEI, définie en 1999 par la Loi de Stratégie pour la Route de la Soie (*Silk Road Strategy Act*) (Coppieters, 2001 ; Helly, 2002 ; Iseri, 2009). Les présidents azerbaïdjanais et géorgiens entendent ainsi placer ceux qu'ils séduisent dans les pas du découvreur Marco Polo⁸⁰⁷. Aux yeux d'Aliyev et de Chevardnadzé, l'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais devient alors une opportunité idéale pour accroître leur coopération dans le but de se rapprocher de « l'Occident »⁸⁰⁸.

Cette intention a pris forme lors de la visite d'Aliyev en Géorgie en mars 1996, au terme de laquelle les présidents azerbaïdjanais et géorgien ont signé la « Déclaration de Tbilissi sur la paix, la sécurité et la coopération dans la région du Caucase » (Serrano, 2007). A la même période, ils ont participé, avec leurs homologues moldave et ukrainien, à la création de l'organisation régionale GUAM (pour Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie), qui visait à contrebalancer l'influence russe dans l'espace post-soviétique, en formant notamment une alliance militaire à même de remplacer les troupes russes de maintien de la paix dans les provinces séparatistes (Abkhazie, Ossétie du Sud, Transnistrie). Cependant, la réticence de Chisinau et Kiev à se confronter au grand voisin russe a rapidement réduit et changé la portée de cette alliance militaire (Allison, 2004). Au contraire, Bakou et Tbilissi ont vu dans le GUAM le forum privilégié, au moins dans les discours, de leur coopération, y discutant notamment de la sécurisation commune des infrastructures de transport pétro-gazier (Karagiannis, 2002). La tentative des deux Etats de faire du régionalisme a néanmoins viré à l'échec. Au-delà de discours communs, Azerbaïdjan et Géorgie n'ont pas été en mesure de mettre en pratique leur rhétorique du régionalisme (King, 2008). Elle a néanmoins démontré la capacité de Bakou et Tbilissi à tenir au moins un discours de la coopération régionale dans le but de s'attirer les soutiens des Etats-Unis et de l'UE.

⁸⁰⁷ Il est intéressant de noter que la rhétorique de la Route de la Soie a été propagée à Washington par Zbigniew Brzezinski entre autres, ancien consultant d'Amoco et conseiller du Président Clinton, et membre de la nouvelle élite soviétique au sein de la configuration sud-caucasienne d'après 1991 (Iseri, 2009).

⁸⁰⁸ Entretien n° 124.

6.2.2. Se soumettre aux demandes du courtisé

Néanmoins, l'énergie en tant qu'instrument de séduction politique produit principalement des résultats rhétoriques. En dépit de ses efforts, Bakou n'a pu obtenir qu'en 2002 un assouplissement de la Section 907. Et cet assouplissement n'était en aucun cas lié au transport pétrolier ou au discours de la coopération régionale, il faisait suite à la position stratégique de l'Azerbaïdjan pour approvisionner les troupes de la coalition en Afghanistan⁸⁰⁹ (Guliyev, 2005). En Azerbaïdjan et en Géorgie, le soutien des Etats-Unis était perçu comme essentiel d'un point de vue économique et politique. Pour Bakou, la demande des Etats-Unis a changé au cours des années 1990, passant d'un besoin d'aide économique pour faire face à la crise à un appel au soutien politique pour changer la donne dans le conflit contre l'Arménie (Baban et Shiriyev, 2010). Pour Tbilissi, il s'agissait de bénéficier du parapluie américain pour empêcher toute incursion russe sur son territoire et toute déstabilisation politique (Serrano, 2007). Mais, pour s'attirer l'aide des Etats-Unis, Bakou comme Tbilissi devaient donner des signes tangibles à Washington. Pour ces deux agents, il était clair alors que leur développement ne pouvait passer que par une aide américaine accrue⁸¹⁰.

A partir du milieu des années 1990, les tentatives de séduction se sont doublées de pratiques de *lobbying* à Washington. Bakou a créé en 1995 l'USACC, première chambre de commerce azerbaïdjanaise à l'étranger. Elle entendait ainsi se rapprocher des cercles de pouvoir américains pour influencer la politique développée à l'égard du Caucase du Sud⁸¹¹. Les résultats de cette initiative ont été cependant plus économiques que politiques : si elle a aidé les TNOC basées aux Etats-Unis à investir en Azerbaïdjan, elle n'a en aucun cas influé sur la position du Congrès américain vis-à-vis de Bakou⁸¹². Les échecs de ces initiatives de séduction et de *lobbying* ont conduit l'Azerbaïdjan, comme la Géorgie, à revoir leur stratégie à l'égard des Etats-Unis.

⁸⁰⁹ L'Azerbaïdjan a ouvert son espace aérien, maritime et routier à la coalition internationale qui se bat en Afghanistan, offrant un endroit stratégique de ravitaillement pour les avions militaires américains en provenance d'Allemagne (Goltz, 2010).

⁸¹⁰ Entretiens n° 104 et 125.

⁸¹¹ Entretien n° 137 avec un responsable de chambre de commerce, 2010.

⁸¹² Entretiens n° 27 et 137.

Aussi, pour influencer sur la politique américaine au sein de la configuration sud-caucasienne, Bakou et Tbilissi se sont décidé à se conformer aux attentes de celui qu'ils courtoisaient, notamment au niveau énergétique. Les Etats-Unis ont officiellement commencé à soutenir l'oléoduc BTC lors de l'inauguration de la NREP en novembre 1997⁸¹³. Leur position avait été clairement expliquée à Bakou, à Tbilissi, et même à Ankara : ils étaient prêts à soutenir les Etats transitaires à condition que ceux-ci fassent tout leur possible pour permettre la mise en œuvre de l'oléoduc BTC⁸¹⁴. Cette politique avait été résumée par une expression : les Etats transitaires devaient « déployer un tapis rouge » pour faciliter la construction de ce *pipeline*⁸¹⁵. Ce tapis rouge signifiait que l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie devaient renoncer aux gains financiers potentiels pour s'accommoder d'une vision exclusivement politique du projet. Or, les Etats de transit peuvent bénéficier de trois instruments pour recevoir de l'argent du transit énergétique : la taxation des sous-traitants, les taxes de transit et le taux de rendement du *pipeline*. Le taux de rendement est le calcul du profit que le projet doit réaliser pour être rentable et justifier son utilisation (Radon, 2009). Traditionnellement, celui d'un oléoduc est soumis à l'inflation (Chrysostomidis et Zakkour, 2008). Par exemple, si le taux de rendement est de 10% mais que l'inflation est de 3%, le taux réel de rendement sera en fait de 7%. Les Etats de transit étaient donc invités par Washington à se satisfaire de taxes de transit faibles et d'un taux réel de rendement fixe, conformément aux attentes de BP, pour rendre le projet BTC commercialement viable et faisable⁸¹⁶.

La fixité du taux de rendement était une condition *sine qua non* du groupe de travail MEP pour soutenir le projet BTC. La construction de l'oléoduc n'a d'ailleurs commencé qu'après son acceptation fin 2001⁸¹⁷. Ce taux fixe de rendement était important à deux niveaux pour BTC Co. Premièrement, il garantirait que les membres de ce consortium recevraient un profit réel fixe de 12,5% sur leurs investissements dans la construction de l'oléoduc BTC⁸¹⁸. Cet enjeu était important puisque, d'après les économistes engagés par les ONG contre le projet, en l'absence de fixité du taux de rendement, celui-ci aurait pu être faible, entre 8,76% et 10,94% en fonction de l'utilisation ou non de l'oléoduc pour le

⁸¹³ Entretien n° 104.

⁸¹⁴ Entretiens n° 55 et 80.

⁸¹⁵ « *Transit states had to implement a red carpet mechanism* ». Entretien n° 48.

⁸¹⁶ Entretien n° 33.

⁸¹⁷ Ibid.

⁸¹⁸ Le taux de rendement est en réalité fixé à 15% par an, présupposant une inflation de 2,5% par an. Entretiens n° 33 et 35.

pétrole kazakhstanaï (Mansley, 2003). Deuxièmement, dans le cas de l'oléoduc BTC, le prix du transport pour les tierces parties souhaitant utiliser cette infrastructure de transport n'est pas basé sur les prix du pétrole mais est calculé trimestriellement sur la base de ce taux fixe de rendement de 12,5% (Chrysostomidis et Zakkour, 2008)⁸¹⁹. En obtenant un taux fixe de rendement de 12,5% sur 20 ans (entre 2005 et 2025)⁸²⁰, BTC Co est donc sûr de récupérer ses investissements et de gérer d'importants profits grâce à l'oléoduc BTC. En revanche, ce taux fixe réduit les revenus des Etats de transit. Il diminue tout d'abord l'argent que Bakou reçoit, en tant que pays producteur, de la vente de son pétrole en augmentant comparativement les revenus de BTC Co⁸²¹. Ensuite, ce taux fixe de rendement permet de garder le coût du transport à un niveau acceptable pour les tierces parties. Il conduit néanmoins à diminuer les taxes de profit que reçoivent la Géorgie et la Turquie sur le transit⁸²².

Les Etats de transit ont également dû accepter de soumettre les agents de construction de l'oléoduc BTC et du gazoduc BTE à un régime préférentiel des impôts. En Géorgie, à part la taxe de transit, BTC Co ne paye par exemple aucune taxe⁸²³. En Azerbaïdjan et en Géorgie, les sous-traitants travaillant sur l'oléoduc BTC et sur le gazoduc BTE sont également exonérés d'impôts⁸²⁴. Quant à la Turquie, les sous-traitants de l'oléoduc BTC étaient exonérés d'impôts si leur contrat était supérieur à 250 000 dollars. Depuis la fin

⁸¹⁹ A la fin de chaque année, BTC Co déduit le volume total du pétrole transporté dans l'oléoduc BTC du nombre de barils introduit à Sangachal. La somme obtenue correspond aux volumes additionnels introduits par des tierces parties. Chaque membre de BTC Co reçoit ensuite un montant égal du profit réalisé par le consortium. Entretien n° 33.

⁸²⁰ Ibid. Après ces 20 ans, la propriété de l'oléoduc BTC sera transférée à l'Azerbaïdjan (Dufey, 2009).

⁸²¹ Nous reviendrons sur cette question dans la section 8.1.2. Voici néanmoins une illustration de la baisse des revenus pétroliers de l'Etat producteur que le taux fixe de rendement implique. Imaginons que le prix du baril soit à 25 dollars, que le tarif de transport soit de 5 dollars par baril et comporte un taux de rentabilité interne de 15%, que la production des gisements ACG soit de 100 millions de barils par an et que les coûts d'opération des gisements soient de 500 millions de dollars par an. Imaginons également que l'intégralité des coûts du capital pour ACG ont été couverts et que les investisseurs (l'AIOC) reçoivent 20% du *profit oil*, c'est-à-dire le montant de la production qui, déduit des coûts de production, est partagé entre les investisseurs et l'Etat producteur. Si le tarif de transport était de 0 dollar par baril, alors les investisseurs recevraient 20 millions de barils de *cost oil* (c'est-à-dire les volumes visant à rembourser les coûts de production, en l'occurrence 500 millions de dollars) et 20% des 80 millions de barils restants de *profit oil*, soit un total de 36 millions de barils ou 900 millions de dollars. Mais, si le tarif de transport est de 5 dollars par baril, alors les investisseurs recevront 25 millions de barils de *cost oil* et 20% des 75 millions de barils restants de *profit oil*, soit 40 millions de barils ou 1 milliard de dollars. Ainsi, pour un revenu total du coût de transport de 500 millions de dollars (à raison d'un coût de 5 dollars le baril pour 100 millions de barils à transporter), la part de l'Azerbaïdjan serait réduite de 100 millions de dollars. Bien sûr, ce calcul n'est valable qu'une fois que les investissements initiaux du capital ont été couverts dans le cadre du PSA. Ce calcul n'est en outre valable que pour les membres de l'AIOC dans BTC Co. Le taux de rendement déterminant le tarif de transport par l'oléoduc BTC, il est dans l'intérêt de ces derniers d'appliquer le tarif le plus élevé possible afin de maximiser les volumes de *cost oil* et de *profit oil*. L'argent qu'ils perdront dans le cadre de l'AIOC leur reviendra par le biais de BTC Co.

⁸²² Entretien n° 33.

⁸²³ Entretien n° 24.

⁸²⁴ Ibid.

de la construction du *pipeline* en 2006, ce plafond a été abaissé à 100 000 dollars⁸²⁵. Le Corridor énergétique Est-Ouest génère donc peu de revenus pour les Etats de transit. Seules les taxes de transit mentionnées dans la section 6.1.1 leur procurent une manne financière. Mais, comme nous l'avons montré, les trois Etats de transit ont dû faire des efforts et coopérer pour mettre en œuvre un coût de transport faible à l'incitation de BP et des Etats-Unis. Washington a en effet proposé à Heydar Aliyev d'abandonner la surtaxe de transit de l'Azerbaïdjan au bénéfice de la Géorgie pour permettre la conclusion d'un compromis sur la taxation du transit pour l'oléoduc BTC⁸²⁶.

Ce renoncement à tout gain financier est principalement un enjeu pour Tbilissi. Dès le départ, la Turquie percevait l'oléoduc BTC uniquement comme un enjeu politique. Quant à l'Azerbaïdjan, l'exportation de son pétrole lui rapporte largement de quoi compenser la perte financière sur le transit. Ses revenus pétroliers pour 2011, avec un baril à 90 dollars en moyenne, devraient être de 37,7 milliards de dollars (BMI, 2011). La grande perdante est donc sans aucun doute la Géorgie. Elle a dû se rallier à la communauté de vue de ses deux voisins, et ce alors qu'elle espérait bénéficier économiquement du Corridor énergétique Est-Ouest⁸²⁷. Les mêmes qui ont poussé la Géorgie à se sacrifier financièrement sont les premiers à reconnaître cette réalité. Un diplomate américain nous a ainsi déclaré « La Géorgie a été la plus baisée » sur les taxes de transit⁸²⁸. Un de ses collègues révélait quant à lui « qu'il se sentait mal sur la taxe de transit pour la Géorgie »⁸²⁹. Enfin, un ancien employé de BP nous affirmait que « [Monsieur MEP] avait baisé les Géorgiens » avec la taxe de transit⁸³⁰. Ces déclarations illustrent le sacrifice qu'a concédé la Géorgie sur le Corridor énergétique Est-Ouest. Pour s'assurer du soutien américain et se protéger d'une puissance russe perçue comme menaçante, elle a renoncé à tout gain financier grâce aux *pipelines*⁸³¹. Elle s'est ainsi ralliée à une communauté de vues, promue par les Etats-Unis et déjà partagée par ses voisins de transit, faisant des réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais des instruments politiques avant d'être des sources de

⁸²⁵ Ibid.

⁸²⁶ Entretien n° 62.

⁸²⁷ Entretiens n° 20 et 62.

⁸²⁸ « *Georgia has been the most screwed with this transit fee issue* ». Entretien n° 62.

⁸²⁹ « *I really felt bad with the Georgian transit fee* ». Entretien n° 80.

⁸³⁰ « *[Monsieur MEP] screwed the Georgians with the whole transit scheme* ». Entretien n° 64.

⁸³¹ Entretien n° 21.

revenus. Elle a ainsi contribué au débordement de ces réseaux qui sont sortis de la sphère économique pour revêtir une connotation politique forte.

Ainsi, la coopération énergétique entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et, dans une moindre mesure, la Turquie est le fruit d'une perception commune des réseaux sociotechniques, véhiculée notamment par l'agent que courtisent Bakou et Tbilissi : les Etats-Unis. Ces deux acteurs, mus par la croyance que leur avenir politique et économique dépend du soutien américain, ont accepté de se conformer à une vision essentiellement politique de ces infrastructures de transport pétro-gazier. La coopération régionale qu'a induite cette vision est donc le produit indirect de l'influence de Washington à Bakou et à Tbilissi. Cette vision se double ensuite d'une nouvelle perception : la Turquie est l'acteur idéal pour faire le lien entre ces deux Etats de transit et un « Occident » perçu comme vecteur de sécurité et de croissance économique.

6.2.3. La Turquie comme porte d'entrée sur l'Occident

Aux yeux de Bakou et Tbilissi, la Turquie présente trois intérêts majeurs : elle fait partie de l'OTAN, elle est proche en tant que telle des Etats-Unis et est une candidate à l'adhésion à l'UE (Starr, 2005 ; Babali, 2006). Ces trois caractéristiques font d'Ankara une porte d'entrée sur l'Occident. Nous utilisons le terme, controversé, d'Occident à dessein (voir notamment Petersen, 2007, sur cette controverse). Il reflète la perception en Azerbaïdjan comme en Géorgie d'une communauté unie, susceptible de protéger économiquement et politiquement ces NEI de l'ancienne puissance tutélaire russe⁸³². Cette construction de l'Occident est véhiculée par des chercheurs locaux et internationaux (voir Cornell et al., 2004, notamment) et s'incarne dans les discours des dirigeants de ces Etats. La Géorgie, après 2004, multiplie par exemple les discours sur les intégrations à l'OTAN et à l'UE (Serrano, 2007). Elle affiche les slogans des partis politiques européens dans l'artère principale de sa capitale. Quant à l'Azerbaïdjan, jusqu'à 2008, elle fait part de son intention de rejoindre l'OTAN (Lussac, 2010a) et s'insurge du manque de considération des Etats-Unis, qui tarde à nommer un nouvel ambassadeur entre 2009 et 2010 (Baban et Shiriyev, 2010). Nous considérons cette

⁸³² Pour un aperçu de l'idée politique d'Occident en Géorgie, voir notamment Serrano (2007).

communauté occidentale comme imaginée car Helly (2003b) a bien montré qu'en dépit de la convergence de certains intérêts des Etats-Unis, de l'OTAN et de l'UE, les pratiques et les valeurs associées à ces intérêts sont sensiblement différentes. Il n'en demeure pas moins que Bakou et Tbilissi ont perçu la Turquie comme l'agent de contact idéal entre cette communauté occidentale et l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

La coopération entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie s'inscrit ainsi dans le cadre, plus grand, d'un rapprochement des deux premiers avec les acteurs internationaux perçus comme dominants. L'énergie déborde alors à nouveau le cadre purement économique pour infiltrer la sphère politique. Le réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais est une illustration de ce débordement. Ainsi, la vente du gaz issu de la première phase de production de Shah Deniz à la Turquie en 2001 suivait deux logiques. La première, que nous avons exposée dans la section 1.2.3, était purement commerciale. La Turquie était le marché gazier le plus proche et le seul disponible. Le gaz azerbaïdjanais y était en concurrence, impliquant la nécessité de proposer un prix d'achat bas⁸³³. La deuxième logique était politique. Le prix de vente – 123 dollars les mille mètres cubes – était bas pour satisfaire la Turquie. Bakou insistait pour un prix peu élevé, à la fois pour remercier Ankara pour ses efforts sur la taxe de transit de l'oléoduc BTC et pour mettre en lumière sa volonté de coopérer avec elle⁸³⁴. Ainsi, le gaz était l'opportunité de renforcer les liens entre les trois Etats au sein du réseau sociotechnique. Il est devenu alors porteur d'une inscription politique lourde de sens pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Cette inscription s'est révélée lors du sommet de l'OTAN à Istanbul en juin 2004. Sous l'impulsion de la Turquie notamment⁸³⁵, le Caucase du Sud y a été présenté comme une région importante pour l'Alliance Atlantique (Freitag-Wirminghaus, 2008). L'Azerbaïdjan et la Géorgie ont alors tiré parti de l'Initiative de Coopération d'Istanbul, lancée à l'occasion du sommet du même nom, pour militer pour un rôle actif de l'OTAN dans la sécurisation des infrastructures de transport pétro-gazier au sein du de la configuration sud-caucasienne⁸³⁶. Le lien que la Turquie a fait entre ces deux Etats sud-caucasiens et l'organisation internationale n'est ici que symbolique. Il a surtout pris

⁸³³ Entretiens n° 18, 33 et 50.

⁸³⁴ Entretiens n° 44 et 45.

⁸³⁵ Entretien n° 138 avec un directeur de section d'une organisation internationale, 2009.

⁸³⁶ Entretien n° 139 avec un secrétaire général adjoint d'une organisation internationale, 2009.

tout son sens autour de la formation des armées azerbaïdjanaises et géorgiennes et de la mise à niveau de leurs infrastructures militaires aux normes de l'OTAN (Lussac, 2010a). Devant la réticence de l'OTAN à jouer un rôle actif au sein de la configuration sud-caucasienne, la Turquie est devenue un relais de l'Alliance Atlantique pour s'engager dans les réseaux sociotechniques de transport du pétrole azerbaïdjanais (Cornell, et al., 2004). Elle a coopéré militairement avec ces Etats, qui l'ont encouragée dans ce sens dans le but de se rapprocher à leur tour de la communauté occidentale imaginée. La coopération entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie apparaît ainsi comme le produit de la perception par les deux premières de la troisième comme un pont entre une configuration sud-caucasienne bouleversée et une communauté occidentale imaginée à laquelle elles veulent se rattacher.

Ce rôle dévoué à la Turquie a été facilité par la vision sud-caucasienne de l'ancien président turc Süleyman Demirel. Dès son accession au pouvoir en 1993, celui-ci s'est avéré être un fervent promoteur de liens accrus entre son pays et les NEI turcophones (Goltz, 1998 ; Kauzlarich, 2001). Cette position lui permet de nouer une relation privilégiée avec Heydar Aliyev (Baran, 2005)⁸³⁷. Il cherche également à faire de la Turquie un acteur dominant au sein de la configuration sud-caucasienne et développe dans ce contexte une relation amicale avec Chevardnadzé⁸³⁸. Pour ce faire, il apparaît comme le lien entre ces jeunes Etats indépendants et la communauté occidentale. En décembre 1993, il joue ainsi un rôle de médiateur pour permettre à Heydar Aliyev de se rendre en visite officielle à Paris (Nassibli, 2004). Pour autant, le président turc ne voit alors la coopération avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie que sous l'angle du régionalisme, voulant faire de la Turquie un hégémon. Il ne prête ainsi pas attention aux projets de transport d'hydrocarbures, niant la portée politique qu'ils peuvent avoir⁸³⁹. S. Demirel change de position à partir de 1995, prenant alors conscience des potentialités coopératrices d'un oléoduc Bakou-Ceyhan⁸⁴⁰.

⁸³⁷ Cette relation privilégiée entre les deux présidents azerbaïdjanais et turc était également facilitée par le refus de Demirel de nouer quelque relation commerciale ou politique avec l'Arménie tant que celle-ci occuperait une partie du territoire azerbaïdjanais et par l'accroissement des liens commerciaux entre la Turquie et la province natale d'Aliyev, le Nakhitchevan (Goltz, 1998 ; Gültekin, 2002).

⁸³⁸ Entretiens n° 5, 25 et 124.

⁸³⁹ Entretien n° 93.

⁸⁴⁰ Entretien n° 5.

Bakou et Tbilissi sont alors perçues comme des acteurs essentiels pour défendre l'intérêt national de la Turquie et faire de cette dernière un carrefour énergétique⁸⁴¹. Ses relations privilégiées avec les présidents azerbaïdjanais et géorgien sont d'une grande aide pour faciliter la coopération entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie⁸⁴². Dans le cadre des négociations diplomatiques pour mettre en œuvre l'oléoduc BTC, il fait souvent le lien entre Aliyev et Chevardnadzé d'une part, et les Etats-Unis de l'autre⁸⁴³. Le premier ne peut par exemple rien lui refuser, reconnaissant avoir une dette morale envers lui pour avoir fait approvisionner par la Turquie le Nakhitchevan en électricité⁸⁴⁴. L'encadrement du rôle d'Ankara au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais par BP cantonne cependant celle-ci à un rôle de médiateur entre Etats sud-caucasiens et communauté occidentale imaginée. Les visées régionalistes de Demirel, symbolisées par son projet de Plateforme de stabilité et de coopération au Caucase, sont ainsi abandonnées au profit d'une coopération *ad hoc*, fondée sur les questions énergétiques (Kardas, 2010).

Cet abandon met en lumière deux caractéristiques fortes de la construction de l'espace social régional AGT : la dimension opportuniste de la coopération interétatique et l'importance du débordement des réseaux sociotechniques dans cette coopération. Les initiatives régionalistes au sein de la configuration sud-caucasienne, que ce soit le GUAM ou la proposition turque de Plateforme caucasienne, ont toutes viré à l'échec pour des raisons diverses. Ces échecs ne sont en revanche pas traduits par l'avènement de relations égoïstes et non coopératives entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. La construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais a conduit à des débordements des réseaux sociotechniques qui le composent. Ces débordements ont pris deux formes : la promotion d'une coopération interétatique par BP pour sécuriser les *pipelines*, et la coopération opportuniste des Etats de transit pour se rapprocher d'une communauté occidentale imaginée à l'aide de la Turquie. Ils se sont traduits par l'émergence de la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, un processus encouragé par certains acteurs extérieurs au sein de la configuration sud-caucasienne : les Etats-Unis et l'UE principalement.

⁸⁴¹ Entretiens n° 47 et 55.

⁸⁴² Entretiens n° 25, 45, 47 et 62.

⁸⁴³ Entretien n° 62.

⁸⁴⁴ Entretien n° 8.

6.3. Encourager la régionalisation pour réorganiser la configuration sud-caucasienne : les stratégies des Etats-Unis et de l'UE

Dans son excellent ouvrage consacré à la Géorgie, Silvia Serrano (2007, p. 223) parle du Caucase du Sud comme d'un « produit d'importation ». Grâce à cette notion, elle met en lumière le rôle des acteurs extérieurs dans la coopération des Etats sud-caucasiens, essentiellement l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Il est vrai que les Etats-Unis et l'UE ont été les principaux promoteurs de la coopération régionale au sein de la configuration sud-caucasienne. Bruxelles a été un partisan actif de l'intégration entre les trois Etats sud-caucasiens mais a été réticente à s'engager au sein du système complexe. Washington a suivi une stratégie inverse : elle s'est investie dans ce système complexe pour promouvoir ses intérêts et a encouragé indirectement la construction de l'espace social régional AGT.

6.3.1. L'UE au sein de la configuration sud-caucasienne

La politique européenne au Caucase du Sud s'est d'abord heurtée aux intérêts des trois grands Etats-membres : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ils ne voulaient pas d'une UE forte dans cet espace social car ils souhaitaient conserver des relations bilatérales préférentielles avec les Etats sud-caucasiens. Durant leurs présidences du Conseil européen, Londres (en 1992 et en 1998) et Paris (en 1995 et en 2000) ont par exemple refusé de placer le Caucase du Sud parmi les priorités de l'action extérieure européenne (Lussac, 2010c). Elles ont également rejeté toute européanisation du Groupe de Minsk de l'OSCE chargé de la résolution du conflit au Haut-Karabagh ou du Groupe des Amis du Secrétaire général des Nations-Unies pour la Géorgie⁸⁴⁵ (Coppieters, 1999). Cette confiscation du Caucase du Sud a donné lieu à un partage des liens bilatéraux entre l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni.

⁸⁴⁵ Ce groupe de travail, composé de l'Allemagne, des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de la Russie, cherchait à résoudre les conflits séparatistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

L'action de Berlin se concentre alors sur la Géorgie. Elle tient à ses bonnes relations avec Édouard Chevardnadzé qui, en tant que ministre soviétique des Affaires Étrangères, a contribué à la réunification allemande. Elle installe ainsi une ambassade très importante à Tbilissi en mars 1992 et s'investit dans la résolution des conflits séparatistes géorgiens. Elle est particulièrement active au sein du Groupe des Amis du Secrétaire Général de l'ONU pour la Géorgie. En revanche, elle reste absente d'Azerbaïdjan, alors que de nombreux commentateurs politiques allemands l'invitent à prendre en compte l'importance, économique et géopolitique, des ressources énergétiques azerbaïdjanaises (Lussac, 2010a).

L'Azerbaïdjan est le terrain privilégié de la diplomatie britannique. Dès la disparition de l'Union Soviétique, Londres renoue ses relations avec Bakou. Le Royaume-Uni a disposé des forces militaires en Azerbaïdjan entre 1918 et 1920 pour protéger les gisements pétroliers contre, tour à tour, l'Allemagne (pendant la Première Guerre mondiale) et l'Empire Ottoman (Hoesli, 2006). Des liens forts entre les deux pays ont demeuré depuis cette époque. À la chute de l'Urss, quand Bakou a cherché des soutiens en Europe, elle s'est naturellement tournée vers Londres. Celle-ci a tiré parti de cette inclination pour promouvoir ses intérêts dans ce pays. En 1990, le Royaume-Uni a créé le *Know How Fund*, intégré au *Foreign and Commonwealth Office*, pour assurer la transition azerbaïdjanaise vers une économie de marché. Ce fond a même ouvert un bureau au sein du ministère azerbaïdjanais des Finances. Dans le même temps, le président Heydar Aliyev a dépêché son propre gendre comme ambassadeur en Grande-Bretagne. Mahmut Mammadgulyev a profité de ses bonnes relations avec les milieux d'affaires britanniques pour fonder l'*Anglo-Azeri Society*, sorte de « club anglais » réunissant des hommes d'affaires azerbaïdjanais et britanniques (LeVine, 2007). Le Royaume-Uni s'est donc imposé comme un partenaire de choix de l'Azerbaïdjan.

Quant à la France, son action dans le Caucase du Sud est en grande partie motivée par l'importante diaspora arménienne vivant dans ce pays. En 1997, Paris devient notamment co-présidente du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) chargé de trouver une solution pacifique à la guerre du Haut-Karabagh. La France est alors ouvertement perçue comme une puissance pro-arménienne par l'Azerbaïdjan. Bakou, qui apprend seulement en décembre 1996, que Paris va intégrer le Groupe de Minsk milite donc pour que les États-Unis, en plus de la

France, en obtiennent la co-présidence. À cette période, Washington revoit sa politique sud-caucasienne et, malgré les importants groupes d'influence arméniens présents au Congrès américain, est considérée par Heydar Aliyev comme plus impartiale que Paris⁸⁴⁶. Cette stratégie est un succès et Washington rejoint donc le Groupe de Minsk. Ces fortunes diverses illustrent le partage par les Trois Grands européens de la configuration sud-caucasienne.

Les Accords de Partenariat et de Coopération (APC), signés en juin 1999 entre l'UE, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, sont les symboles de cette incapacité européenne à développer une politique distincte et autonome au Caucase du Sud. Mais ces APC s'apparentent à des coquilles vides : ils promeuvent la mise en place de tout un *corpus* de règles et de normes mais n'offrent pas de suivi politique ou institutionnel. Par conséquent, des règles se trouvent être établies mais sans contrôle *a posteriori*. Dans le même temps, le Conseil des Affaires Étrangères, regroupant tous les chefs de la diplomatie des États membres de l'Union, refuse qu'il y ait une politique européenne dans le Caucase du Sud autre que *via* les APC (Lussac, 2010c). Or, des agents de la Commission européenne entendent développer une voix européenne au sein de la configuration sud-caucasienne. Pour ce faire, ils entendent y promouvoir la coopération régionale. Le programme INOGATE illustre à merveille cette volonté⁸⁴⁷. Un des documents de référence de celui-ci affirme ainsi que les réseaux énergétiques doivent mettre en place « Des ponts de coopération interétatique et [...] favoriser le développement de liens plus ténus, aussi bien économiques que politiques, entre Etats voisins » (INOATE, 2001, p. 5). L'UE promeut ainsi un débordement des réseaux sociotechniques de transport des hydrocarbures pour renforcer la coopération régionale entre les Etats sud-caucasiens.

Cette approche se heurte néanmoins à deux problèmes. Premièrement, au début des années 1990, la volonté d'INOATE était de maintenir ou de renforcer les interdépendances énergétiques entre les trois Etats sud-caucasiens. Les responsables de ce programme entendaient ainsi mettre fin aux crises énergétiques locales ayant suivi la disparition de l'Union soviétique et résoudre les tensions politiques au sein de la configuration sud-caucasienne. Mais ces dernières étaient telles que la coopération

⁸⁴⁶ Entretien n° 106.

⁸⁴⁷ Pour un historique de ce programme, voir notamment Helly (2003a) et Lussac (2010a, c).

régionale promue par INOGATE s'est rapidement divisée en deux coopérations distinctes : l'une entre l'Arménie et la Géorgie, l'autre entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie⁸⁴⁸. Deuxièmement, les Etats-membres et certains agents de la Commission européenne se sont opposés à INOGATE, qu'ils percevaient, en partie à juste titre⁸⁴⁹, comme antirusse (Helly, 2003a). Aussi, en dépit de la volonté politique de certains de ses agents de promouvoir la coopération régionale au sein de la configuration sud-caucasienne et de s'imposer de la sorte comme un centre organisateur, l'UE s'est vue cantonnée à un rôle de spectateur dans la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Alors qu'elle avait mesuré avant tous les autres agents les potentialités de débordement des *pipelines*, Bruxelles n'a pas été autorisée à mettre ses vues en pratique. Par exemple, au terme de débats complexes sur l'engagement européen à la fin des années 1990 et au début des années 2000, la seule chose sur laquelle l'UE s'est mise d'accord en ce qui concerne l'oléoduc BTC était de ne pas s'engager⁸⁵⁰. Elle s'est certes prononcée en faveur du gazoduc BTE, en le déclarant projet énergétique prioritaire, mais son rôle s'est limité à rassurer les bailleurs de fonds internationaux (Lussac, 2010a).

Certains agents « libres » de la Commission européenne, issus des DG EuropeAid, RELEX et TREN (Transport et Energie) ont refusé néanmoins d'accepter cette limitation du rôle de l'UE. Ils se sont donc engagés officieusement au sein des réseaux sociotechniques de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Un des fondateurs d'INOGATE – « Monsieur INOGATE » – a par exemple conduit des analyses du risque politique pour l'oléoduc BTC en Djavakhétie (Géorgie) et a rencontré régulièrement les dirigeants de BP Géorgie⁸⁵¹. Cet engagement officieux a permis à l'UE de rester active au sein de la configuration sud-caucasienne et à ses représentants, tels que « Monsieur INOGATE », d'intégrer la *cottage industry*. Cette double-présence a ouvert la voie à une implication accrue de l'UE au sein de cette configuration après la prise de conscience à Bruxelles de l'importance géostratégique du Caucase du Sud après 2006. Cet intérêt européen accru pour la configuration sud-caucasienne est lié à l'adhésion des

⁸⁴⁸ Entretien n° 107.

⁸⁴⁹ Au milieu des années 1990, les consultants travaillant pour INOGATE se sont considérés par exemple comme membres d'un « club antirusse ». Entretien n° 140 avec un consultant d'INOGATE, 2009.

⁸⁵⁰ Entretiens n° 13 et 45.

⁸⁵¹ Entretiens n° 4, 8, 36 et 48.

anciennes républiques socialistes d'Europe de l'Est à l'UE en 2004 et à la méfiance croissante vis-à-vis de la Russie comme fournisseur fiable de gaz à l'Europe après 2006 (Lussac, 2010c).

Le Partenariat oriental souligne notamment ce nouvel intérêt pour le Caucase du Sud⁸⁵². Ce dernier entend développer une politique de voisinage consacrée exclusivement aux voisins européens de l'UE. Dans le cadre de cette initiative, Bruxelles a proposé, par la voix de « Monsieur INOGATE », la création d'une plateforme de solidarité énergétique entre les partenaires orientaux de l'UE⁸⁵³. Une telle structure, qui implique la construction d'interconnexions gazières entre ces Etats, aurait par exemple permis l'approvisionnement en gaz de la Géorgie par l'Azerbaïdjan lors de la crise du gaz russo-géorgienne de janvier 2006. Outre la coopération qu'elle induit, ce projet vise à réduire les leviers d'influence de la Russie au sein de la configuration sud-caucasienne. Aussi, en dépit de son engagement tardif au sein de ce dernier, le rôle désormais actif de l'UE permet de souligner deux dimensions importantes de son action. Premièrement, la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais est perçue comme un vecteur préférentiel de coopération au sein de la configuration sud-caucasienne. Deuxièmement, le développement de cette coopération entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie va de pair avec une marginalisation de la Russie au sein de ce dernier au bénéfice des intérêts européens, notamment en matière d'approvisionnement énergétique. Cette stratégie rappelle celle développée par les Etats-Unis, même si l'UE, à la différence de ces derniers, promeut directement la coopération régionale comme instrument préférentiel de politique étrangère.

6.3.2. Les Etats-Unis au sein de la configuration sud-caucasienne

Roy Allison (2004) a montré que les Etats-Unis n'étaient pas des promoteurs directs de coopération régionale dans l'espace post-soviétique. Le régionalisme ou la régionalisation qui se développe en parallèle à leur présence est ainsi moins le produit d'une stratégie précise de construction de la région que le résultat d'une politique visant à réduire l'influence de la Russie au sein de cet espace (ibid.). Comme nous l'avons vu

⁸⁵² Pour un historique de cette nouvelle politique de voisinage, voir notamment Lussac (2010a).

⁸⁵³ Entretiens n° 107 et 141 avec un responsable d'INOATE, 2009.

dans la section 3.3.2, jusqu'en 2001, la politique américaine au sein de la configuration sud-caucasienne était fondée sur l'attrait des ressources en hydrocarbures de la Caspienne. Washington entendait soutenir la production du pétrole et du gaz de cette région, puis son exportation vers les marchés mondiaux de l'énergie (Forsythe, 1999). Pour ce faire, elle insistait notamment pour que l'Azerbaïdjan n'exporte pas son pétrole vers la Russie ou vers l'Iran. Elle craignait en effet que l'un des ces deux Etats, voire les deux, utilisent l'évacuation de l'or noir azerbaïdjanais à des fins politiques, notamment pour peser sur l'orientation de la politique étrangère de Bakou⁸⁵⁴.

Washington s'est d'abord caractérisée par un engagement de haut niveau au sein de la configuration sud-caucasienne dans les années 1990. Alors qu'elle était amenée à ne recevoir qu'une infime partie du pétrole azerbaïdjanais du fait de la distance entre l'Azerbaïdjan et les Etats-Unis, elle n'a pas été réticente à se montrer très active. Comme nous l'avons montré dans la section 3.3.1, elle n'a par exemple pas hésité à tirer parti des TNOC basées aux Etats-Unis engagées dans le système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais pour faire valoir ses intérêts. L'engagement américain a notamment été démontré par l'investissement des plus hauts niveaux de l'Etat. Le vice-président américain Al Gore suivait de près par exemple les réunions du groupe inter-agences, soit en y assistant lui-même, soit en y envoyant son plus proche conseiller en politique étrangère, Leon Fuerth⁸⁵⁵. Ce degré d'investissement était même surprenant pour les diplomates américains. Toutes les affaires énergétiques dans l'espace post-soviétique étaient gérées par la Maison-Blanche et non par le Département d'Etat⁸⁵⁶. Aussi, les Envoyés spéciaux du Président américain pour la Caspienne ne s'étonnaient pas, lorsqu'ils briefaient Bill Clinton, de la précision de ses questions⁸⁵⁷.

En outre, Washington a dédié un de ses diplomates les plus prometteurs à la *cottage industry*. Ce diplomate a commencé à s'intéresser au Caucase du Nord, et notamment au Daghestan, alors qu'il était en poste à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou. En 1997, il a été nommé assistant de l'Envoyé spécial du Président Clinton pour la Caspienne, Richard Morningstar. Il a conservé cet emploi jusqu'en 2001, en dépit des changements réguliers de supérieur. Ce rôle, bien que marginal, lui a permis de nouer des liens

⁸⁵⁴ Entretien n° 142 avec un haut fonctionnaire américain travaillant sur l'énergie, 2010.

⁸⁵⁵ Entretien n° 100.

⁸⁵⁶ Quant au Département à l'Energie, il était cantonné à un rôle d'assistance technique. Entretiens n° 62 et 142.

⁸⁵⁷ Entretien n° 62.

privilégiés avec les élites locales, que ce soit Ilham Aliyev, Mikheil Saakachvili ou Elmar Mammadyarov. Le premier lui a permis de se rapprocher du Groupe de Kiev, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères ayant par exemple été le témoin à son mariage, célébré en grandes pompes à Istanbul en présence de hauts dignitaires de la région. Cette collusion avec les élites sud-caucasiennes lui a valu d'être l'objet de nombreuses rumeurs, notamment par rapport à son rôle dans le déclenchement de la guerre russo-géorgienne (il occupait alors un poste clé au sein du Département d'Etat)⁸⁵⁸. La présence de ce diplomate au sein de la *cottage industry* a permis à la diplomatie américaine de disposer d'un atout de choix à l'heure de peser sur les décisions politiques des dirigeants sud-caucasiens et turcs et d'influer sur l'évolution de la configuration sud-caucasienne⁸⁵⁹.

Les Etats-Unis étaient conscients qu'ils ne pouvaient pas exclure la Russie de cette configuration sud-caucasienne. Leur stratégie ne visait donc pas à remplacer cette dernière mais plutôt à encourager « l'autonomisation » des NEI, tout en y asseyant une influence pouvant être activée si besoin était⁸⁶⁰. La diversification des voies d'exportation des ressources énergétiques de la Caspienne s'inscrivait dans cette stratégie. A Bakou, cette politique a pris corps autour d'un slogan : « *Happiness is Multiple Pipelines* » (le bonheur, c'est plusieurs oléoducs) (Hoesli, 2006 ; LeVine, 2007). Ces autocollants jaunes se sont multipliés à travers la ville. Ils auraient été fabriqués par Amoco et diffusés par l'ambassade des Etats-Unis en Azerbaïdjan⁸⁶¹. La TNOC aurait édité ces *stickers* pour promouvoir l'utilisation de la WREP pour exporter l'*early oil* des gisements ACG⁸⁶². Cet oléoduc devait en effet permettre de ne pas donner à Moscou le contrôle de toutes les exportations pétrolières azerbaïdjanaises. Il donnait en outre l'opportunité de relier l'Azerbaïdjan et la Géorgie et de promouvoir leur autonomisation par rapport à la Russie au sein de la configuration sud-caucasienne (Baran et Smith, 2007).

⁸⁵⁸ On l'a notamment accusé de ne pas avoir été assez ferme avec M. Saakachvili sur l'opposition des Etats-Unis à une guerre entre la Géorgie et la Russie. D'aucuns l'ont accusé de s'être battu avec Ilham Aliyev, qui l'aurait jugé responsable de l'embrasement du Caucase à l'été 2008.

⁸⁵⁹ Entretiens n° 29, 45, 78, 79, 80, 143 avec un diplomate européen, 2010, et 144 avec un fonctionnaire géorgien, 2010.

⁸⁶⁰ Entretiens n° 100 et 101.

⁸⁶¹ Entretien n° 2.

⁸⁶² Ibid.

Le soutien à la coopération énergétique entre Bakou et Tbilissi a été renforcé par l'opposition ferme des Etats-Unis à une évacuation du pétrole azerbaïdjanais par l'Iran. Au milieu des années 1990, nombre de TNOC, notamment Amoco, BP et ExxonMobil, appelaient à mettre en place un système d'échange (*swap*) de pétrole avec l'Iran⁸⁶³. L'AIOC aurait livré x barils de pétrole azerbaïdjanais à la raffinerie iranienne de Neka et, en contrepartie, l'Iran aurait livré dans ses ports du Golfe arabo-persique x barils de pétrole de qualité égale. Cette option n'était cependant pas véritablement considérée en raison de l'opposition de Washington à toute relation énergétique des TNOC basées aux Etats-Unis avec l'Iran⁸⁶⁴. Cependant, en 1997, Washington a concédé une exception à la Loi de sanction contre l'Iran en autorisant un système de *swap* pétrolier entre le Kazakhstan et l'Iran⁸⁶⁵. Cette initiative a laissé croire que les Etats-Unis étaient prêts à adoucir le régime de sanction pour laisser passer le pétrole azerbaïdjanais⁸⁶⁶. Ceux-ci ont alors durci leur position, menaçant de sanctionner toute entreprise qui investirait en Iran et mettant en avant l'exemple du Kazakhstan, qui a été payé par Téhéran avec six mois de retard, à une période où les prix du pétrole étaient plus bas⁸⁶⁷. Washington a ensuite été aidée par Heydar Aliyev, qui, en soutenant officiellement le projet BTC lors d'une réunion avec ses homologues géorgien et turc lors d'une conférence le 26 avril 1998 à Trabzon, a mis fin à tout débat sur l'option iranienne⁸⁶⁸.

L'opposition américaine à l'exportation du pétrole azerbaïdjanais par l'Iran et, dans une moindre mesure, par la Russie a contribué à promouvoir indirectement la coopération régionale entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. En premier lieu, le diplomate américain au sein de la *cottage industry* est marié à une universitaire turque, engagée par son gouvernement pour organiser des rencontres à Washington entre les diplomates américains, azerbaïdjanais, géorgiens et turcs autour de l'oléoduc BTC⁸⁶⁹. La présence de ce diplomate au sein de cette communauté d'élites a ainsi facilité la constitution d'un esprit de solidarité entre ses agents, créant de la sorte des conditions propices à la coopération. En outre, les Etats-Unis ont soutenu les initiatives, quelles qu'elles soient,

⁸⁶³ Entretiens n° 13, 14, 17 et 104.

⁸⁶⁴ Entretiens n° 1, 11 et 12.

⁸⁶⁵ Entretien n° 78.

⁸⁶⁶ Entretien n° 14.

⁸⁶⁷ Entretien n° 78.

⁸⁶⁸ Entretien n° 17.

⁸⁶⁹ Entretiens n° 47 et 62.

visant à réduire la marge de manœuvre de la Russie au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et promouvant l'autonomie de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie au sein de la configuration sud-caucasienne. Ils ont par exemple encouragé la création du GUAM et son engagement dans la sécurisation des infrastructures de transport pétro-gazier à travers le Caucase du Sud (Goble, 2008). Cet encouragement n'était cependant pas mu par un attachement américain à la promotion du régionalisme mais par la simple volonté de soutenir tout ce qui peut contribuer à l'autonomisation des NEI vis-à-vis de la Russie (ibid.). Enfin, Washington a manifesté un fort soutien à la conclusion d'un IGA entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Outre sa participation aux négociations, elle a par exemple proposé que la signature de cet accord international ait lieu à Istanbul en novembre 1999, à l'occasion du sommet de l'OSCE⁸⁷⁰. Ce choix de lieu avait une double signification. Premièrement, il permettait de s'assurer de la présence de tous les chefs d'Etat de la région lors de cette cérémonie. Deuxièmement, il manifestait l'évolution de la configuration sud-caucasienne, Azerbaïdjan et Géorgie se voyant ainsi associés, grâce à la Turquie, à une organisation européenne et non plus systématiquement à la Russie⁸⁷¹.

Ainsi, le soutien des Etats-Unis à la coopération régionale entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie n'a pas été direct. Il est plutôt le produit d'une politique qui souhaitait encourager l'autonomisation des deux premiers Etats et voyait le troisième comme un instrument important dans ce processus. De la sorte, Washington a encouragé le débordement des réseaux sociotechniques de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais pour influencer le développement de la configuration sud-caucasienne. En pesant de tout son poids pour écarter ou marginaliser l'Iran et la Russie de ce dernier, elle a contribué au rapprochement de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, non seulement entre eux mais également d'une communauté occidentale qu'elles imaginaient.

La régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie est donc également un « produit d'importation », pour reprendre l'expression de Silvia Serrano. Elle résulte de l'engagement des Etats-Unis et de l'UE, acteurs extérieurs, au sein d'une configuration en

⁸⁷⁰ Entretien n° 8.

⁸⁷¹ D'un point de vue symbolique, le rôle de la Turquie a été perçu comme d'autant plus fort que l'IGA, qui devait être signé sur un yacht au milieu du Bosphore, a finalement été conclu au palais des sultans ottomans de Topkapi en raison d'une mer trop agitée. Entretien n° 8.

plein bouleversement après la catastrophe fondatrice de 1991. Bruxelles et Washington diffèrent dans leurs stratégies et leurs méthodes d'action mais toutes deux contribuent à créer de la région au sein de cette configuration. L'UE promeut directement la coopération mais manque de moyens pour mettre en œuvre sa politique. Les Etats-Unis déploient d'importants outils pour encourager l'autonomisation des Etats sud-caucasiens mais ne s'engagent pas directement dans la construction d'un espace social régional. Cependant, toutes deux construisent l'espace social régional AGT. Toutes deux sont les agents du débordement des réseaux sociotechniques de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, qui fonde la coopération régionale entre les trois Etats de transit. Toutes deux s'engagent au sein d'une *cottage industry* qui leur permet de nouer des relations privilégiées avec les élites sud-caucasiennes et, ainsi, de peser sur le développement de la configuration. Toutes deux insistent pour prendre la place de la Russie en tant que centre organisateur de cette configuration pour promouvoir leurs intérêts.

Le débordement du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais va donc de pair avec l'évolution de la configuration sud-caucasienne. L'effondrement de l'Union soviétique à la fin des années 1980 a ouvert ce dernier à de nouveaux acteurs extérieurs, qu'ils soient privés ou publics, internationaux ou transnationaux. L'organisation mise en place pendant 70 ans par Moscou a ainsi été contestée aussi bien par ces nouveaux venus que par les acteurs locaux. Le délitement du cadrage russe a permis la construction de réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanais au sein desquels la Russie n'est en aucun cas un centre de traduction. Plus important, l'avènement progressif de nouvelles communautés d'élites au sein de la configuration sud-caucasienne a peu à peu effacé l'illusion et le souvenir de la puissance russe, se traduisant par l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération d'élites sur lesquelles Moscou dispose de peu de leviers. En parallèle, les solidarités créées au sein de ces communautés ont facilité l'engagement des acteurs extérieurs dans la configuration sud-caucasienne.

Cette nouvelle donne a alors débouché sur une nouvelle évolution de ce dernier : le développement de la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Ce processus est le résultat de trois débordements des réseaux sociotechniques. Premièrement,

il a été construit par la volonté de BP d'encourager la coopération entre les Etats de transit pour garantir le transport des ressources énergétiques de la Caspienne. Deuxièmement, il a été encouragé par l'Azerbaïdjan et la Géorgie qui ont vu le transport pétro-gazier comme un moyen de se rapprocher d'une communauté occidentale imaginée comme vecteur de stabilité et de croissance économique. La Turquie, de par son ancienneté au sein de cette communauté imaginée, est alors apparue comme un facilitateur de choix pour un tel rapprochement. Troisièmement, des acteurs extérieurs étatiques, essentiellement les Etats-Unis et l'UE, ont encouragé, directement ou indirectement une telle régionalisation, pour réduire la marge de manœuvre de la Russie au sein de la configuration sud-caucasienne et pour y occuper un rôle de centre organisateur.

Si la régionalisation AGT s'est confirmée, l'ambition de Bruxelles et de Washington de devenir un centre organisateur a été réduite à néant. L'UE, de par son inconstance en politique étrangère, a été incapable de mener une stratégie cohérente, commune et à long terme au sein de cette configuration. Les Etats-Unis se sont quant à eux peu à peu détournés de ce dernier en raison des difficultés qu'ils rencontraient en Afghanistan et en Irak. Ainsi, le vide organisationnel de la configuration sud-caucasienne n'a pas été comblé. En dépit de son rôle dans la régionalisation, BP n'a pas vocation à occuper une telle place. Et la régionalisation pragmatique et opportuniste des Etats de transit n'a pas ouvert la voie à une organisation conjointe de ce processus. Ce vide organisationnel est pourtant peu à peu comblé par la montée en puissance économique et politique de l'Azerbaïdjan, qui, se constituant « Etat-entreprise », tire profit du système complexe de transport de ses hydrocarbures pour essayer de réorganiser la configuration sud-caucasienne.

L'émergence régionale de l'Etat-entreprise azerbaïdjanais

Le débordement du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais accélère l'évolution de la configuration sud-caucasienne. L'exportation du pétrole et du gaz azerbaïdjanais revêt une dimension politique et permet le rapprochement économique et politique de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie. Cette régionalisation se caractérise par la montée en puissance de la première. Bakou renforce peu à peu sa position au sein des réseaux sociotechniques et se sert de ces derniers pour faire valoir ses intérêts économiques et politiques. L'émergence régionale de l'Azerbaïdjan est le produit de trois caractéristiques. Premièrement, s'opère en Azerbaïdjan une privatisation du fonctionnement de l'Etat, qui aboutit à la constitution d'un Etat-entreprise, c'est-à-dire un Etat au sein duquel la frontière entre intérêt des entreprises et intérêt national s'efface et qui est dès lors géré comme le serait une entreprise multinationale⁸⁷². Deuxièmement, l'Azerbaïdjan, constitué en Etat-entreprise, tire parti de la force de ses liens faibles au sein du système complexe pour s'imposer comme un nouveau centre de traduction, ce qui lui permet ensuite d'influer sur l'évolution de la configuration sud-caucasienne. Troisièmement, le passage d'une prédominance du pétrole à une prédominance du gaz au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais donne l'opportunité à Bakou de peser sur les politiques développées au sein de la configuration pour faire valoir ses intérêts commerciaux et politiques et s'imposer comme un *leader* régional.

⁸⁷² Nous sommes reconnaissants à Daniel Heradsveit de nous avoir suggéré ce terme lors de la présentation d'une partie de cette recherche au séminaire hebdomadaire du département de Science politique de l'Université d'Oslo en décembre 2009.

7. La formation de l'Etat-entreprise : privatisation et capture de la gouvernance

Béatrice Hibou (2004) a montré que la privatisation de l'Etat n'était en rien synonyme du retrait de l'Etat. Elle implique « Le rôle croissant des acteurs soi-disant privés, [elle] nécessite une négociation permanente entre les acteurs dominants (qu'ils soient publics ou privés), [et] la réécriture constante des frontières entre le public et le privé » (ibid., p. 15). La privatisation de l'Etat azerbaïdjanais s'est opérée en parallèle de l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliyev à la fin des années 1990 (ICG, 2004b). Cette prise de pouvoir a tout d'abord constitué une transition par rapport à l'héritage soviétique dans la gestion du pays. A la politique clanique mise en place par Heydar Aliyev a succédé une privatisation de l'Etat. Le discours sur le clan est resté vivace mais la gouvernance de l'Etat est devenue néopatrimoniale⁸⁷³, c'est-à-dire que l'exercice de l'autorité par un souverain et l'administration à son service est fait sur la base de la discrétion et de la tradition (Ilkhamov, 2007). La compagnie pétrolière nationale SOCAR est alors devenue l'un des piliers de la République d'Azerbaïdjan, mettant en lumière le débordement au niveau de l'Etat de l'énergie sur les sphères politiques et sociales. Ce processus s'achève avec la capture de l'Etat. Les politiques publiques sont désétatisées et confiées à divers réseaux ou élites néopatrimoniaux azerbaïdjanais. L'Etat est ainsi détourné pour satisfaire non pas ses citoyens mais les réseaux néopatrimoniaux qui le composent et le structurent. Ces trois traits – privatisation des modalités traditionnelles de gouvernance, privatisation et capture de l'Etat – font de l'Azerbaïdjan un Etat-entreprise.

⁸⁷³ Le concept de néopatrimonialisme a notamment été développé par Jean-François Médard (1991), qui a ainsi actualisé la notion de patrimonialisme développée par Eisenstadt (1973). En y adjoignant le préfixe « néo », Médard a mis en lumière la confusion croissante entre sphère publique et sphère privée et démontré que la légitimité de l'autorité ne provenait plus uniquement des normes politiques traditionnelles ou de la logique étatique moderne mais au contraire d'un peu des deux simultanément (Daloze, 2006).

7.1. Gouverner l'Azerbaïdjan : la reproduction des pratiques soviétiques de Heydar Aliyev

La gouvernance actuelle de l'Azerbaïdjan est en partie le produit de l'influence, considérable, de Heydar Aliyev sur le devenir de cette république indépendante depuis 1991. Elle est à la croisée des chemins des pratiques développées par ce dernier lorsqu'il était Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste azerbaïdjanais et des méthodes remises au goût du jour à son retour à Bakou en juin 1993. Cet héritage soviétique prend plusieurs formes. Tout d'abord, il se traduit par un culte de la personnalité qui a progressivement évolué de la glorification du père et du fils à celle, unique, de la figure du Père. Le pouvoir du Fils, Ilham Aliyev, est ainsi présenté comme la suite logique de la gestion, considérée comme exemplaire, du Père, Heydar Aliyev. Ensuite, l'héritage soviétique prend la forme d'une gestion clanique des affaires de l'Etat, selon les modalités définies par Heydar Aliyev à son accession au pouvoir dans un Azerbaïdjan à feu et à sang en 1993. Enfin, cet héritage se ressent particulièrement dans le secteur énergétique, où il se traduit par une distribution clientéliste des emplois au sein de SOCAR et par la constitution d'une cour autour du Chef de la nation.

7.1.1. Hériter du pouvoir en Azerbaïdjan : culte de la personnalité et transition pacifique

Le recours au culte de la personnalité en tant qu'outil politique a connu trois grands moments en Azerbaïdjan : de 1993 à 2003, de 2003 à 2008, et après 2008. Ce type de culte n'est pas un phénomène nouveau en Azerbaïdjan. A son arrivée à Bakou en provenance du Nakhitchevan en juin 1993, Heydar Aliyev est alors un homme politique relativement faible. Certes, il apparaît comme le seul à même de maintenir la cohésion de l'Etat alors que le paramilitaire Surat Husseynov marche sur Bakou, que le Front Populaire s'avère incapable de réformer la société et que les défaites face aux séparatistes du Haut-Karabagh se multiplient (Goltz, 1998). Mais il ne

dispose pas dans la capitale azerbaïdjanaise des accointances politiques qui font sa force dans sa province natale. Aussi, il organise le soir même une conférence à l'Académie des Sciences où il invite les ambassadeurs et les représentants des TNOC et qui doit être diffusée à la télévision azerbaïdjanaise. L'objectif est de s'afficher avec les représentants d'une communauté d'expatriés, les prémices de la *cottage industry*, qui serait porteuse de légitimité⁸⁷⁴. Hélas pour lui, seul un représentant de BP y assiste, le reste des expatriés craignant un coup de force des partisans d'Elchibey ou du chef paramilitaire Surat Husseynov à cette réception⁸⁷⁵. Heydar Aliyev y apparaît extrêmement nerveux, pas encore confiant sur la stabilité et la force de son autorité⁸⁷⁶. Le recours au culte de la personnalité sert dès lors à légitimer son pouvoir et à le rendre incontournable.

Pour ce faire, Heydar Aliyev a joué de son rôle passé en tant que Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste azerbaïdjanais pour se présenter comme le Sauveur de la nation (Guliyev, 2005). Il entendait ainsi non seulement légitimer son pouvoir mais également se placer dans la lignée des grands hommes de la région, en premier Mustafa Kemal en Turquie, dit Atatürk (Père de tous les Turcs) (ibid.). Cette pratique était cependant assez courante dans tout l'espace post-soviétique, où les anciens dirigeants soviétiques légitimaient leur pouvoir en s'autoproclamant sauveur de nations mises en danger par l'oppression soviétique et la catastrophe fondatrice de 1991 et la diffusion, toute théorique, de la démocratie (Sabonis-Helf, 2004 ; Guliyev, 2005 ; Easter, 2008 ; Meissner, 2010). Néanmoins, le culte de la personnalité en Azerbaïdjan sous Heydar Aliyev était sans aucune mesure avec ce qui a pu exister sous Staline dans l'Union soviétique ou au Turkménistan voisin⁸⁷⁷.

Le culte de la personnalité a pris de l'ampleur après 2003 (Guliyev, 2005 ; ICG, 2010). Le recours à cet outil politique a servi à légitimer la succession dynastique du pouvoir. L'histoire de l'accession à la présidence de la République d'Azerbaïdjan d'Ilham Aliyev est, selon certains, celle d'un homme qui n'a jamais

⁸⁷⁴ Entretien n° 95.

⁸⁷⁵ Entretiens n° 1 et 11.

⁸⁷⁶ Entretien n° 95.

⁸⁷⁷ Sur ce sujet, voir notamment Genté (2007).

voulu devenir chef d'Etat⁸⁷⁸. Pourtant, à partir de la fin des années 1990, il est apparu de plus en plus clair que son père entendait faire de lui son successeur⁸⁷⁹ (ICG, 2004b). Ilham Aliyev s'est alors heurté à un problème de légitimité : il était le choix de son père, non celui des citoyens ou des élites. Aussi, dès son arrivée au pouvoir, il a dû sécuriser sa présidence. Pour ce faire, il a construit l'image d'un Chef de la Nation, qui l'aurait adoubé, cherchant ainsi à rendre son autorité incontestable. Cette stratégie a pris la forme d'une nouvelle iconographie, pullulant non seulement à Bakou mais aussi dans tout le pays. Les affiches montrant le père et le fils dans une relation de respect, d'écoute et de transmission se sont multipliées : l'une montrant le fils essuyer une goutte de pétrole sur la joue de son père⁸⁸⁰, l'autre présentant le père à la descente de l'avion présidentiel, son fils en retrait dans les escaliers, une dernière enfin montrant le père écouter une explication de son fils⁸⁸¹.

Le renforcement du pouvoir d'Ilham Aliyev après le milieu des années 2000 a rendu le recours à cette iconographie moins urgent (ICG, 2010). Ainsi, en 2008, le président azerbaïdjanais a fait retirer du pays les portraits de lui et ceux avec son père, officiellement pour ne pas biaiser la campagne présidentielle d'octobre. Cette décision met en lumière l'enracinement du pouvoir du Fils, qui n'a ainsi plus besoin de la caution du Père. Ce changement a induit un recours moins massif au culte de la personnalité de manière générale, tout en promouvant l'idolâtrie de l'image du Père. Cette iconographie, plus traditionnelle et se revendiquant de l'exemple de Mustapha Kemal en Turquie (Guliyev, 2005), fait de Heydar Aliyev le Père de l'Azerbaïdjan moderne et le défenseur de l'Etat, Etat mis à mal en 1993 par le Front populaire et l'Arménie selon la propagande officielle (ICG, 2010). Le pays se couvre de bandeaux citant les phrases les plus « marquantes » du Père de la Nation azerbaïdjanaise, du type « Le pétrole est notre chemin vers la démocratie », et de statues de l'ancien président. Les infrastructures de transport, telles que des avenues, l'aéroport international de Bakou ou l'oléoduc BTC, ont également été rebaptisées au nom de Heydar Aliyev. Enfin, chaque institution, publique ou

⁸⁷⁸ Entretiens n° 11 et 128.

⁸⁷⁹ Entretiens n° 33 et 104.

⁸⁸⁰ Lors de l'inauguration d'un oléoduc, il est de tradition de se mettre une goutte de pétrole sur le visage.

⁸⁸¹ Voir deux exemples de cette iconographie en annexe 5.

privée, est invitée à avoir, au moins son portrait, si ce n'est son buste du défunt président⁸⁸². Les célébrations nationales à la gloire de Heydar Aliyev se multiplient aussi : le jour de sa naissance – le 10 mai – est désormais férié et célébré comme la fête des Fleurs, la date de son arrivée au pouvoir – le 15 juin 1993 – est également célébrée, rebaptisée Journée nationale de salut. Enfin, le protocole diplomatique oblige les officiels étrangers de passage à se rendre en premier sur la tombe de l'ancien président, puis sur l'Allée des Martyrs où sont enterrés ceux qui se sont battus en janvier 1990 pour l'indépendance de l'Azerbaïdjan (ibid.).

Ce culte de la personnalité prend également une tournure plus inattendue. La célébration du Père est illustrée par la construction d'un système universitaire à sa gloire. Ainsi, l'Académie d'administration publique sous le patronage du Président de la République est conçue comme l'institution de formation d'une génération « d'Aliyevophiles » (Guliyev, 2005). Il y existe une nouvelle école de pensée – les études Aliyev (*Aliyevshunashiq*) – dédiée à promouvoir et diffuser la pensée de Heydar Aliyev⁸⁸³ (ibid.). Les autorités azerbaïdjanaises entendent ainsi proposer une nouvelle idéologie, se substituant à celle de turquification, de modernisation et d'islamisation, portée par le parti d'opposition Musavat (« égalité » en azéri) et ancien acteur majeur de la vie politique azerbaïdjanaise lors de la première indépendance entre 1918 et 1920 (ibid.). Cette nouvelle idéologie ne pourrait être portée que par les Aliyev, qui incarnent ainsi la stabilisation et l'enrichissement du pays.

Ce culte de la personnalité n'a néanmoins de valeur qu'auprès des citoyens azerbaïdjanais. Pour se maintenir au pouvoir, Ilham Aliyev a dû composer avec les caciques du régime. Ceux que les Azerbaïdjanais appellent la « Vieille garde » (car présents au pouvoir depuis 1993) sont restés pour la plupart en place (Guliyev, 2010 ; ICG, 2010 ; Lussac, 2010b). Le culte de la personnalité du Père permet alors de manifester la continuité du pouvoir non seulement au niveau du Président de la République mais également à celui des cadres du régime. Par exemple, le chef de l'Administration présidentielle, Ramiz Mehdiyev, est en poste depuis 1995, ayant servi Heydar Aliyev avant de se placer « sous l'autorité » du fils.

⁸⁸² Toute TNOC disposant d'un bureau à Bakou a par exemple au moins une photographie de l'ancien président azerbaïdjanais dans l'entrée. Les plus zélées y ajoutent un portrait du président actuel.

⁸⁸³ La création en 2004 du Centre de recherche sur l'Héritage de Heydar Aliyev (<http://library.aliyev-heritage.org/en/index.html>) est un exemple parmi d'autres de ces études Aliyev.

Ainsi, au moment de la transition politique en 2003-2004, R. Mehdiyev était présent à toutes les réunions entre les diplomates étrangers et le nouveau président azerbaïdjanais⁸⁸⁴. Il est notamment accompagné au sein de cette vieille garde par le ministre de l'Intérieur, Ramil Usubov, en poste depuis 1994 et par le procureur général Zakir Garalov, en poste depuis 2000 (Guliyev, 2010 ; ICG, 2010). Il faudrait ajouter à ces caciques « Monsieur Douanes » qui est aujourd'hui ministre, et dont la figure en Azerbaïdjan nous a été présentée comme celle d'un vieux chef de la mafia dont un jeune loup prenant le pouvoir, en l'occurrence Ilham Aliyev, ne pourrait se débarrasser⁸⁸⁵.

Le maintien au pouvoir de ces élites déjà actives sous Heydar Aliyev démontre la continuité du régime politique azerbaïdjanais. A Bakou, le pouvoir ne se gagne plus, on en hérite. Dans ce contexte, comme nous l'a expliqué un diplomate norvégien, les élections présidentielles, telles celles de 2003, ne sont « qu'un moyen [pour le citoyen azerbaïdjanais] d'exprimer son respect au chef »⁸⁸⁶. La transition pacifique du régime était facilitée par le silence des acteurs extérieurs sur les questions de politique interne. En octobre 2003, Ilham Aliyev, alors Premier ministre, fut élu avec 76,84% des voix au terme d'une élection présidentielle entachée de fraudes (ICG, 2004b). L'opposition, notamment le parti Musavat, a alors appelé à manifester pour faire vaciller le régime et organiser des élections libres. Le pouvoir a répondu par la force, arrêtant au moins 118 personnes⁸⁸⁷, en blessant plus de 300 et en tuant une (ibid.). Les acteurs étatiques extérieurs à la configuration sud-caucasienne se sont alors succédés pour reconnaître au plus vite la victoire d'Ilham Aliyev. Le Secrétaire d'Etat adjoint américain de l'époque, Richard Armitage, a ainsi appelé dès le 17 octobre le nouveau président pour le féliciter de son élection⁸⁸⁸. Le Royaume-Uni a fait de même. Seule la Norvège s'est distinguée au milieu de ce concert de félicitations (ibid.). Pourtant, en coulisses, diplomates américains et britanniques étaient scandalisés par la répression étatique. Mais leur

⁸⁸⁴ Entretiens n° 79 et 104.

⁸⁸⁵ La personne interrogée comparait ainsi « Monsieur Douanes » à Junior Soprano et Ilham Aliyev à Tony Soprano dans la série télévisée diffusée à la fin des années 1990 *Les Sopranos*. Entretien n° 132.

⁸⁸⁶ « *Elections are a tool to express respect to the leader* ». Entretien n° 145 avec un diplomate norvégien, 2010.

⁸⁸⁷ En mai 2004, 33 personnes ayant été arrêtées au cours de ces manifestations ont été condamnées à des peines de prison allant de trois à six ans (ICG, 2004b).

⁸⁸⁸ Le Département d'Etat s'est résolu seulement le 21 octobre à publier un communiqué, disant les Etats-Unis « profondément déçus et inquiets » des irrégularités commises durant les élections présidentielles (ICG, 2004b, p. 18).

hiérarchie leur a demandé de ne pas mettre en péril les intérêts économiques des TNOC présentes en Azerbaïdjan⁸⁸⁹.

Cette quasi-absence de réactions a facilité la transition pacifique du pouvoir entre Heydar Aliyev et Ilham Aliyev. Elle a permis la mise en œuvre d'un régime politique hybride sultanistique selon l'expression du chercheur azerbaïdjanais basé en Allemagne, Farid Guliyev (2005). Le recours à diverses formes du culte de la personnalité et le soutien des acteurs étatiques extérieurs rendent possibles le maintien et la consolidation de ce régime. Celui-ci ne se caractérise néanmoins pas seulement par le maintien de dirigeants au pouvoir mais également par la reproduction et l'adaptation de pratiques politiques héritées de la période soviétique.

7.1.2. La gestion clanique de l'Etat sous Heydar Aliyev

La notion de clan en Azerbaïdjan a suscité une abondante littérature ces dix dernières années. Pour certains, il s'agit d'un fantasme construit par les chercheurs étrangers pour comprendre les réseaux de pouvoir basés sur des intérêts communs et, parfois, sur des liens parentaux (Andvig, 1999 ; Alieva et Torjesen, 2007). Pour d'autres, utiliser la notion de clan est essentiel pour « Expliquer les rivalités politiques internes » en Azerbaïdjan et, plus largement, dans l'espace post-soviétique (Avioutskaa, 2007, p. 69). Il existe en effet une tendance à expliquer tout recours au néopatrimonialisme à travers le concept de clans dans l'espace post-soviétique. En Azerbaïdjan, en Géorgie, en Russie, à travers l'Asie centrale, le clan a ainsi été défini comme l'agent prédominant de la pratique politique⁸⁹⁰. Aussi, il apparaît souvent comme une construction sociale utilisée par le chercheur pour expliquer des pratiques ou des décisions politiques qu'il ne comprend pas. Il n'en demeure pas moins que, pour évoquer les réseaux néopatrimoniaux en Azerbaïdjan, les personnes interrogées nous ont systématiquement parlé de clans. Il en est de même dans la littérature institutionnelle, tels les rapports de l'ONG *International Crisis Group* (ICG), considérés comme des références et pourtant

⁸⁸⁹ Entretiens n° 104 et 146 avec un diplomate norvégien, 2009.

⁸⁹⁰ Citons notamment Ilkhamov (2007), Cheloukhine (2008), Gould et Sickner (2008), Sabonis-Helf (2008), Closson (2009), ou Franke, Gawrich et Alakbarov (2009).

écrits par des Azerbaïdjanais. Aussi, afin de prendre en compte la dimension socialement construite du clan, nous reprenons la définition du clan élaborée par Kathleen Collins (2006, p. 25), décrivant celui-ci comme « Une organisation informelle construite sur un réseau étendu de parents et de relations fictives ou perçues, et imaginées, de parenté ». Cette définition présente deux vertus : elle met l'accent sur la dimension de construction sociale du concept de clan, et sur son caractère informel.

Cette définition cadre parfaitement à la « réalité » du clan en Azerbaïdjan. Premièrement, le clan est un phénomène politique récent en Azerbaïdjan, même si les frontières qui sont attribuées aux différents clans recoupent celles des khanats à l'époque médiévale (Sidikov, 2004 ; Avioutskii, 2007). Il s'est développé sous Heydar Aliyev, lorsque celui-ci était Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste azerbaïdjanais (Meissner, 2010). A son arrivée à Bakou en 1969, celui-ci a en effet renouvelé environ 80% des effectifs de l'administration publique nommant des individus qui lui étaient loyaux, soit parce qu'ils étaient originaires de la même région que lui, soit parce qu'ils avaient évolué avec lui au sein du KGB (Andvig, 1999 ; Meissner, 2010). En outre, toute personne voulant intégrer l'administration publique devait justifier de son appartenance au clan. Pour ce faire, elle était « invitée » à séjourner au moins six mois au Nakhitchevan pour apprendre les dynamiques de fonctionnement du clan. A son retour, elle était nommée au sein de l'administration et on attendait d'elle qu'elle transfère une partie de ses revenus au clan (Vaksberg, 1991 ; Andvig, 1999). Cette cooptation au sein du clan devait permettre de garantir la loyauté des nouveaux fonctionnaires au Premier secrétaire. Elle a surtout fait du clan le lien social de référence sous Heydar Aliyev.

Deuxièmement, cette prédominance permet de contester l'importance du lien de parenté au sein du clan en Azerbaïdjan. Ilkhamov (2007) a démontré que, dans le cas de l'Ouzbékistan, il pouvait exister des clans qui n'étaient pas basés sur de tels liens. D'autres, notamment Sidikov (2004) ou Alieva et Torjesen (2007), ont considéré qu'il n'y avait pas de clans en Azerbaïdjan mais plutôt des groupements régionaux, c'est-à-dire des « Stratégies pour avoir accès et exploiter les ressources qui émergent et existent principalement au niveau de l'Etat, lorsque l'Etat – comme Etat qui dirige – est caractérisé par un haut niveau de clientélisme »

(Sidikov, 2004, p. 73)⁸⁹¹. L'inadéquation de cette approche permet de mettre en lumière la nature des liens entre les membres du clan. Tout d'abord, comme le souligne Collins (2006), les liens de parenté au sein du clan peuvent être fictifs ou perçus et imaginés. Cette caractéristique est soulignée par la pratique du clan en Azerbaïdjan dans les années 1970 où la personne qui avait séjourné au Nakhitchevan était perçue comme membre du clan avec une parenté commune, et ce même si elle était en réalité originaire d'une autre province d'Azerbaïdjan (Vaksberg 1991). Ensuite, même si le clan relève plus du groupement régional à sa base, les liens de parenté sont néanmoins essentiels à son sommet. Le caractère dynastique du régime azerbaïdjanais en est une bonne illustration.

Troisièmement, le clan en Azerbaïdjan ne relève pas du groupement régional, au sein duquel il n'y a pas de flux financier entre le centre d'autorité et la région d'origine du clan (Sidikov, 2004). En effet, au moins du temps de Heydar Aliyev, les membres du clan devaient transférer une partie de leurs revenus, issus de leurs salaires et de la corruption, au clan (Andvig, 1999). Le Nakhitchevan a par exemple connu une embellie économique, au moins pour ses élites, et politique importante sous Heydar Aliyev. Il s'est notamment vu octroyer une autonomie politique importante puisqu'il dispose de sa propre Constitution, et de ses propres gouvernement et parlement (Lussac, 2010a). En outre, le chef de la République autonome du Nakhitchevan est le seul à pouvoir embrasser publiquement Ilham Aliyev (ICG, 2010). Au niveau économique, il est difficile de prouver qu'il y ait des échanges financiers importants entre les membres du clan à Bakou et les élites du Nakhitchevan. Néanmoins, il faut tout de même noter que, dans un premier temps, Heydar Aliyev insistait pour que l'oléoduc Bakou-Ceyhan passe par l'Iran et le Nakhitchevan⁸⁹².

On dénombre habituellement six clans en Azerbaïdjan. Trois, ceux de Bakou, du Karabagh et de Lenkoran, relèvent cependant plus du groupement régional (Sidikov, 2004). Le « clan » de Bakou, aussi dénommé Shirvan, a connu un âge d'or sous la présidence de Moutalibov mais est en retrait depuis l'arrivée au

⁸⁹¹ Cette approche vise à substituer le terme de groupement régional à celui de clan, terme censé décrire un phénomène social et politique en expansion dans l'espace post-soviétique depuis l'éclatement de l'Urss.

⁸⁹² Entretien n° 11. La revente d'une partie de la part de SOCAR dans l'AIOC à la compagnie iranienne NIOC s'inscrivait alors dans une telle perspective.

pouvoir de la dynastie Aliyev (ICG, 2004b). Le groupement régional du Karabagh réunit les déplacés du Haut-Karabagh. Il constitue une force politique à part entière, dont la direction est parfois attribuée à Isa Gambar, président de la *Milli Maclis* sous Eltchibey et dirigeant du parti d'opposition Musavat (ibid.). Enfin, le clan de Lenkoran se distingue par une forte identité religieuse⁸⁹³. Il est dirigé par le chef spirituel de l'Azerbaïdjan et président du Conseil religieux du Caucase, le cheikh Haji Allahshukur Pashazade (ibid.). Ces trois « clans » se caractérisent par une forte identité régionale et ne sont pas nécessairement opposés au gouvernement. Par exemple, le cheikh Pashazade comparait souvent Heydar Aliyev au Prophète Mahomet (Guliyev, 2005).

Sous l'ancien président azerbaïdjanais, le pouvoir était partagé entre deux clans principaux, celui du Nakhitchevan et celui des Yeraz. Leurs pouvoirs s'exerçaient à travers des mouvements non-politiques : le mouvement Alindja⁸⁹⁴ pour les Nakhitchevanis et les mouvements Agridag (nom azéri-turc du mont Ararat) et Erevan Birliyi (Unité Erevan) pour les Yerazis (ICG, 2004b). Heydar Aliyev avait pour caractéristique d'appartenir aux deux clans puisque, bien qu'étant né en 1923 au Nakhitchevan, sa famille était originaire de la région de Zanguezour, aujourd'hui en Arménie et connu sous le nom de Syunik (IGG, 2004b : Lussac, 2010b). Cette double identité clanique lui a permis d'asseoir son autorité en 1993, en s'attirant le soutien de ces deux principaux clans (ibid.). Aujourd'hui, le clan du Nakhitchevan continue d'occuper une place importante dans la politique azerbaïdjanaise. L'une des figures emblématiques de ce clan était Rasul Guliyev, président de la *Milli Maclis* de 1993 à 1996, aujourd'hui en exil aux Etats-Unis (Cornell, 2010)⁸⁹⁵. Le chef de l'Administration présidentielle, Ramiz Mehdiyev, en est désormais un dirigeant (Guliyev, 2010). Le ministre des Situations d'urgence, Kamaladdin Heydarov, en ferait également partie, tout comme le chef de la République autonome du Nakhitchevan et beau-frère d'Ilham Aliyev, Vasif

⁸⁹³ Lenkoran est située à quelques dizaines de kilomètres de l'Iran et est donc influencée par le régime chiite voisin.

⁸⁹⁴ Alindja est le nom d'une forteresse historique au Nakhitchevan (ICG, 2004b).

⁸⁹⁵ Rasul Guliyev a dû s'exiler en 1997 officiellement pour corruption, officieusement pour avoir voulu renverser Heydar Aliyev (Lussac, 2010a). Il a essayé de rentrer en Azerbaïdjan en 2003 pour participer à l'élection présidentielle d'octobre. Sa candidature a cependant été rejetée par la Commission électorale centrale (ICG, 2004b). Il a tenté un second retour en 2005 mais a été bloqué à Kiev sur demande des autorités azerbaïdjanaises. Entretien n° 30.

Talibov (Guliyev, 2010 ; ICG, 2010 ; Lussac, 2010a)⁸⁹⁶. Le poids de ce clan est également symbolique puisque le parti politique au pouvoir, le Parti du Nouvel Azerbaïdjan (*Yeni Azərbaycan Partisi*, YAP), a été fondé par Heydar Aliyev au Nakhitchevan en 1991 (ICG, 2004b).

Le rôle du clan des Yeraz, dont le nom signifie littéralement « Azéris d'Erevan »⁸⁹⁷, a considérablement décru depuis la fin du règne de Heydar Aliyev. Il était autrefois dirigé par le ministre de la Santé Ali İnsanov et le président de la *Milli Maclis*, Murtuz Alasgarov (Cornell, 2010). La marginalisation du clan des Yeraz s'est accrue avec l'arrestation en octobre 2005 pour tentative de coup d'Etat, en partenariat avec Rasul Guliyev, d'Ali İnsanov (Guliyev, 2010 ; ICG, 2010)⁸⁹⁸. Le frère de Heydar Aliyev, Jalal Aliyev, lui aussi considéré comme un dirigeant du clan des Yeraz, n'a dû qu'à son lien parental avec le nouveau président azerbaïdjanais de ne pas être également envoyé en prison (ICG, 2010). Il est néanmoins tenu à l'écart du pouvoir et de la rente financière, comme le montre la mise à l'écart progressive de l'opérateur téléphonique qu'il possède, Azercell⁸⁹⁹ (ICG, 200b ; Ismayilova, 2011 ; Meissner, 2011).

Enfin, le dernier « clan » est un objet politique difficile à décrire. S'il dispose d'une forte identité culturelle, il ne relève pas d'une région en particulier. Il s'agit du clan des Kurdes, qui monte en puissance sous İlham Aliyev (Guliyev, 2010 ; ICG, 2010 ; Lussac, 2010a). Les Kurdes ont été traditionnellement tenus à l'écart de la politique azerbaïdjanaise aux époques tsaristes et soviétiques par un pouvoir russe qui craignait le développement d'une identité turque en Azerbaïdjan (Sidikov, 2004). Selon Sidikov (2004), bien qu'ils ne représentent qu'1% de la population totale du pays (entre 50 000 et 60 000), les Kurdes occuperaient 80% des emplois de l'administration publique. Si ce chiffre paraît largement exagéré, il reflète néanmoins le rôle qui leur est attribué dans la politique azerbaïdjanaise.

⁸⁹⁶ Vasil Talibov est marié à l'une des filles d'un cousin d'İlham Aliyev (ICG, 2010).

⁸⁹⁷ Les Yerazis représenteraient 30% de la population totale d'Azerbaïdjan, soit entre deux et trois millions (Avioutskaa, 2007). Cependant, tous ne sont pas actifs au sein du clan. Par ailleurs, bien que s'appelant Yeraz, la plupart ne sont pas issus d'Erevan mais d'autres provinces d'Arménie.

⁸⁹⁸ L'ONG *International Crisis Group* (ICG) considère d'ailleurs que l'arrestation, puis la condamnation à dix années de prison d'Ali İnsanov, marque symboliquement la fin de la politique clanique en Azerbaïdjan (ICG, 2010). Nous verrons que cette question est plus difficile à trancher néanmoins. Un diplomate américain nous présentait ainsi Ali İnsanov comme « Le gars le plus corrompu d'Azerbaïdjan » (« *The most corrupted guy in Azerbaijan* »). Entretien n° 104.

⁸⁹⁹ Azercell demande depuis plusieurs années à obtenir une licence 3G au ministère des Communications. Son concurrent, Azerfon, qui opère sous le nom de Nar et serait lié aux filles d'İlham Aliyev, Arzu et Leyla Aliyeva, a lui obtenu une telle licence sans même concourir à un appel d'offres (Ismayilova, 2011).

Cette importance est un produit de la présidence de Heydar Aliyev puisque le chef de ce clan, « Monsieur Sécurité », a peu à peu pris du poids sous le règne de ce dernier (Lussac, 2010a). Il est en outre relié à la famille d'Ilham Aliyev puisqu'il est marié à la fille d'une des cousines du président azerbaïdjanais (ICG, 2010).

Heydar Aliyev a donc mis en place une gestion clanique du pouvoir qui perdure en partie aujourd'hui. Pour asseoir son autorité en 1993, le président azerbaïdjanais n'a fait que répliquer à une plus grande échelle les formules de favoritisme local et de consolidation des élites qui avaient fait son succès dans les années 1970. Il a joué sur les affiliations claniques des élites azerbaïdjanaises pour faire du clan l'acteur politique de référence. Il a ensuite su orchestrer une coopération entre certains clans et une compétition entre d'autres. Le clan de Bakou a par exemple été écarté du pouvoir en raison de ses liens avec l'ancien président Moutalibov⁹⁰⁰. En revanche, Heydar Aliyev a réussi à composer un partage du pouvoir entre le clan des Yeraz, alors dominant, et son clan en tirant parti de sa double identité clanique. Dans ce contexte, les liens familiaux inter-clans, existant *a priori* ou créés par des mariages arrangés, permettent de faciliter la coopération entre les clans au sommet de l'Etat⁹⁰¹. Cette gouvernance clanique, symbolisée par l'octroi à Murtuz Alasgarov, en remplacement de Rasul Guliyev, de la présidence de la *Milli Maclis* en 1993, a permis de stabiliser l'Azerbaïdjan et de faciliter son développement économique, et ce malgré la corruption et le clientélisme qu'elle implique. Ce succès repose sur la souplesse de cette gouvernance, qui s'est notamment ressentie dans le domaine de l'énergie.

7.1.3. L'héritage de Heydar Aliyev dans le domaine de l'énergie

La gestion de la politique énergétique azerbaïdjanaise sous Heydar Aliyev illustre parfaitement la gouvernance du pays, entre politique clanique et clientélisme. SOCAR a été créée en 1992 par Abulfaz Eltchibey à la suite de la fusion d'Azerneft et d'Azneftkimya, réminiscences oligopolistiques de la République soviétique d'Azerbaïdjan (Jones Luong et Weinthal, 2010 ; Kjaernet, 2010). Aussi

⁹⁰⁰ Le clan de Lenkoran, pourtant lui aussi associé à Moutalibov, n'a en revanche pas été marginalisé (Goltz, 1998).

⁹⁰¹ Entretiens n° 11 et 95.

bien sous le Front Populaire que sous Heydar Aliyev, cette entreprise devient rapidement le cœur de la politique énergétique azerbaïdjanaise et le principal interlocuteur des TNOC arrivant à Bakou (Kjaernet, 2010 ; Lussac, 2010b). En l'absence de ministère de l'énergie, elle est non seulement le partenaire naturel des TNOC mais également l'agent de régulation de la scène énergétique azerbaïdjanaise (Jones Luong et Weinthal, 2010 ; Kjaernet, 2010, 2011 ; Lussac et Raballand, 2011). Elle est ainsi en charge de la négociation de tous les PSA devant être signés dans le pays, attribue les permis d'exploration des champs azerbaïdjaniens et prend en charge l'exportation du pétrole raffiné à Bakou⁹⁰².

Cet héritage soviétique dans la gestion de la politique énergétique se ressent également dans la composition la dite politique. Après l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev, et encore aujourd'hui, les individus qui souhaitent intégrer l'administration publique ou y monter en grade sont invités, au mieux à adhérer au parti politique au pouvoir, le YAP, au pire à acheter leur emploi (Andvig, 1999 ; Gould et Sickner, 2008)⁹⁰³. Ainsi, selon Andvig (1999), le poste de procureur local aurait été à vendre pour deux millions de dollars, celui de procureur général pour cinq millions, et celui de ministre des Impôts pour deux millions. Un officier des douanes nommé à une frontière « qui rapporte » devait payer environ 100 000 dollars pour l'obtenir (ibid.). L'achat du poste devait être financé par la famille et les amis ou par le clan. En six mois, grâce à la corruption endémique, le titulaire de l'emploi devait avoir récupéré son investissement et être prêt à verser une partie de ses revenus, 85% selon Andvig (1999), au clan⁹⁰⁴. SOCAR n'aurait pas échappé à cette règle. Natig Aliyev, président de la compagnie pétrolière sous Heydar Aliyev, aurait obtenu son poste après avoir payé trois millions de livres sterling⁹⁰⁵. Officiellement, son salaire était de 200 dollars par mois mais il aurait confié à des hauts responsables de TNOC qu'il avait remboursé en une année l'achat de son emploi grâce à ses revenus⁹⁰⁶.

⁹⁰² Entretien n° 30.

⁹⁰³ Entretien n° 11.

⁹⁰⁴ Même si ce système ne semble plus être en vigueur aujourd'hui, il nous a été raconté plusieurs fois pendant nos missions de terrain, soit par des témoins directs, soit par des chercheurs, que les enseignants en province devaient acheter leurs emplois au collège ou au lycée.

⁹⁰⁵ Entretien n° 11.

⁹⁰⁶ Ibid.

Cette pratique de vente et de rétribution des emplois au sein de SOCAR s'accompagnait d'une gestion clanique de l'entreprise. Ainsi, cette dernière était partagée entre différents « collèges », qui se partageaient le pouvoir ou étaient en compétition pour l'acquérir. Rasul Guliyev avait un rôle important dans la politique énergétique azerbaïdjanaise : en tant que président de la *Milli Maclis*, c'est sur lui que reposait la ratification des PSA⁹⁰⁷. Il contrôlait en outre les raffineries de pétrole de Bakou⁹⁰⁸. Il cherchait cependant à étendre son influence en prenant le contrôle indirectement de SOCAR. Pour ce faire, il s'est appuyé sur le clan des Yeraz, dont il était le chef. Il s'est également rapproché de Valeh Alasgarov, qu'il avait connu sous l'ère soviétique, puis lorsque celui-ci était membre du Front Populaire et assistant du président de SOCAR⁹⁰⁹. Mais ce dernier s'est détourné de Rasul Guliyev lorsque Ilham Aliyev est devenu vice-président de SOCAR, voyant en lui un allié fidèle pour rester en poste, d'autant plus que la côte politique de Guliyev a alors commencé à baisser⁹¹⁰. Mais ce revirement illustre les limites de la gestion clanique de SOCAR. Les enjeux de pouvoir étant très importants, les acteurs ont tendance à y suivre des stratégies de conquête basées sur les relations interpersonnelles plus que sur des liens claniques perçus et imaginés.

Cette limite de la gestion clanique a été renforcée par la volonté de Heydar Aliyev de donner les clés de la politique énergétique azerbaïdjanaise sur la base des compétences plus que sur les ressources humaines ou financières. En dépit du système clientéliste qu'il avait instauré, Heydar Aliyev choisissait systématiquement les personnes les plus compétentes pour les emplois stratégiques⁹¹¹. Ainsi, Valeh Alasgarov, pourtant mis sur la touche en juin 1993 en raison de ses liens avec le Front Populaire, a été nommé à la tête des négociations avec les TNOC pour le PSA sur les gisements ACG en novembre 1993⁹¹². Il est ainsi devenu le négociateur principal en lieu et place de Natig Aliyev, pourtant

⁹⁰⁷ Entretien n° 2.

⁹⁰⁸ Entretiens n° 7, 11 et 95.

⁹⁰⁹ Entretiens n° 3 et 95.

⁹¹⁰ Entretien n° 95.

⁹¹¹ Entretiens n° 2 et 6. Heydar Aliyev a par exemple nommé Hassan Hassanov ministre des Affaires étrangères en 1993 alors que celui-ci avait été le Premier ministre du président Moutalibov (Goltz, 1998).

⁹¹² Entretiens n° 1, 2, 6, 8 et 11.

président de SOCAR⁹¹³. Ce dernier, mécontent de sa situation, a d'ailleurs essayé, en partenariat avec les caciques de SOCAR, d'évincer V. Alasgarov, sans réussite cependant⁹¹⁴. Le directeur de la division Investissements extérieurs de l'entreprise azerbaïdjanaise avait deux arguments à faire valoir auprès de Heydar Aliyev pour conserver son poste : sa compétence, appréciée par l'ensemble des négociateurs des TNOC, et son opportunisme politique⁹¹⁵, illustré par ses liens avec Rasul Guliyev, puis avec Ilham Aliyev⁹¹⁶. V. Alasgarov est ainsi resté négociateur en chef de SOCAR et a même obtenu la possibilité de constituer son équipe de négociations, constituée de jeunes individus talentueux, sur la base des compétences de chacun plus que sur l'appartenance clanique ou familiale⁹¹⁷.

Pour autant, Heydar Aliyev ne pouvait accorder une confiance illimitée à des individus qui ne devaient rien au clan. Aussi, il a demandé à son fils de prendre part aux négociations sur le PSA pour les gisements ACG, puis l'a nommé en 1995 vice-président de SOCAR avec, pour mission, de surveiller l'orientation de l'entreprise en faveur du président azerbaïdjanais⁹¹⁸. Par exemple, Ilham Aliyev appelait son père immédiatement à la fin de chaque session de négociations du PSA⁹¹⁹. Cet arrangement de la gestion clanique des affaires énergétiques a abouti à la constitution d'une cellule énergétique resserrée autour du président azerbaïdjanais. Elle était composée de quatre personnes : Heydar Aliyev, Natig Aliyev, Valeh Alasgarov et Ilham Aliyev. Le premier prenait les décisions en dernier ressort. En théorie, il était conseillé par le président de SOCAR et le directeur de la division Investissements extérieurs. Mais ce dernier étant le seul véritable spécialiste des négociations commerciales, il occupait une place préférentielle par rapport à Natig Aliyev. Enfin, Ilham Aliyev faisait le lien entre

⁹¹³ Entretiens n° 7, 11 et 22.

⁹¹⁴ Entretiens n° 7, 18 et 22.

⁹¹⁵ Ce même opportunisme politique lui permet aujourd'hui d'être vice-président de la *Milli Maclis* et directeur du comité parlementaire sur l'Energie. Il ne manque d'ailleurs aucune occasion pour affirmer qu'Ilham Aliyev est l'homme derrière tous les accords énergétiques de l'Azerbaïdjan depuis 1994, n'hésitant pas à aller ainsi à rebours des témoignages de l'ensemble des négociateurs que nous avons rencontrés.

⁹¹⁶ Entretiens n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 22, 95 et 100.

⁹¹⁷ Entretiens n° 1, 7 et 11.

⁹¹⁸ Entretiens n° 1, 2 et 11. L'une des personnes interrogées nous décrivait Ilham Aliyev comme « L'espion de son père au sein de SOCAR » (« *His father's spy within SOCAR* »).

⁹¹⁹ Entretien n° 7.

SOCAR et son père. Il semble avoir joué un rôle clé dans le maintien de la loyauté de SOCAR à Heydar Aliyev (Lussac, 2010b).

La composition de cette cellule de négociations démontre qu'il existe une alternative au lien social de référence qu'est le clan. La forme de cette cellule de négociations a d'ailleurs été conservée par Ilham Aliyev, qui s'est contenté de remplacer une partie des individus qui en faisaient partie⁹²⁰. Heydar Aliyev a ainsi marqué durablement la pratique du politique en Azerbaïdjan. La politique du compromis clanique qu'il a développée, la construction d'une image de Père de la Nation et la structure de la stratégie énergétique sont autant d'éléments qui perdurent aujourd'hui. Dans ces conditions, l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliyev n'a pas constitué une rupture dans l'histoire politique postindépendance de l'Azerbaïdjan mais au contraire une continuité, renforçant ainsi le caractère dynastique du régime.

7.2. La privatisation de l'Etat azerbaïdjanais

Selon ICG (2010, p. 2), l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliyev en 2003 a coïncidé avec le passage « D'une politique clanique à une oligarchie bureaucratique ». Cette analyse nous paraît cependant réductrice. En effet, comme nous venons de le montrer, Ilham Aliyev ne se place pas en rupture avec la gouvernance établie par son père mais plutôt dans sa continuité. Ainsi, des liens claniques sont maintenus en apparence au sommet de l'Etat. Pour autant, il est vrai que s'opère sous son règne une privatisation du phénomène clanique et, ainsi, de l'Etat. Cette privatisation se traduit notamment par le recours à SOCAR non seulement pour réorganiser la politique énergétique de l'Azerbaïdjan mais également pour assurer des missions sociales traditionnellement dévolues à l'Etat.

7.2.1. Le maintien de liens claniques d'apparence

A première vue, même s'il n'est plus le mode dominant d'attribution des emplois, le clan reste un facteur important de structuration sociale (Gould et Sickner, 2008). Deux exemples, au moins, permettent d'illustrer le maintien de la gouvernance

⁹²⁰ Nous reviendrons dans la section 7.2.3 sur ce sujet.

clanique. Tout d'abord, l'ancienne dirigeante de l'entreprise de transport pétrolier Cross Caspian a obtenu son poste grâce à ses liens avec le clan du Nakhitchévan. Elle est ainsi liée par sa mère à un chef de département au sein de l'Administration présidentielle, dirigée par le chef présumé du clan du Nakhitchévan, Ramiz Mehdiyev (Lussac, 2010b). Ensuite, en décembre 2009, Bahar Energy Ltd, compagnie pétrolière domiciliée dans la zone libre de Jebel Ali et fondée par Baghlan Group, Greenfield International et RAFI Oil (OWRPO, 2010), a signé avec SOCAR un accord d'exploration, de restauration et de production des champs de Bahar et de Qum-Daniz dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne (BBC Monitoring, 2010)⁹²¹. Cette entreprise est sous le contrôle de Baghlan Group, dont le dirigeant, Hafiz Mammadov, est un proche du ministre des Transports⁹²² et qui est en dernier ressort aux mains de « Monsieur Sécurité », chef du clan des Kurdes (BBC Monitoring, 2010 ; Lussac, 2010b)⁹²³. Elle s'est engagée à ce que 95% de ses employés soient Azerbaïdjanais (BBC Monitoring, 2010). Dans cette perspective, elle a étoffé sa direction à l'hiver 2010. Et elle a embauché un jeune Azerbaïdjanais, diplômé de l'Université Brookes à Oxford, pourtant titulaire d'un master en politiques européennes, pour être le directeur adjoint d'un de ses départements⁹²⁴. Ce jeune diplômé n'a aucune connaissance du secteur pétrolier⁹²⁵. Il appartient à la famille lointaine d'Ilham Aliyev et est originaire de Ganja, ville sous contrôle économique de « Monsieur Sécurité » (ICG, 2004b ; Guliyev, 2010). Il est donc très probable que ce recrutement ait été facilité par l'origine clanique commune du propriétaire ultime de Bahar Energy et de ce membre de la future élite énergétique azerbaïdjanaise.

⁹²¹ La ratification de cet accord a suscité des débats au sein du comité sur les Ressources naturelles, l'énergie et l'environnement de la *Milli Maclis*. Un député a souligné pendant le débat sur cette ratification que la domiciliation à Bakou de Bahar Energy se situait dans un immeuble à moitié détruit. Selon ses affirmations, la vraie domiciliation de l'entreprise aurait été au siège de Baghlan Group, entreprise dirigée notamment par le fils du ministre des Transports Ziya Mammadov (BBC Monitoring, 2011). Deux mois plus tard, l'Organisation de protection des droits des ouvriers pétroliers (*Oil Workers' Rights Protection Organization*, OWRPO, 2010) a publié un communiqué affirmant que Bahar Energy violait le code du travail azerbaïdjanais.

⁹²² Le ministre azerbaïdjanais des Transports, Ziya Mammadov, semble entretenir des liens privilégiés avec le clan kurde. Pur produit de l'ascenseur social soviétique (il a commencé comme assistant machiniste dans les chemins de fer d'Azerbaïdjan en 1974), il entretiendrait des relations privilégiées avec « Monsieur Sécurité » et Djamshid Makhmud Oglu, Azerbaïdjanais kurde détenteur également d'un passeport turc et actionnaire de la *Bank of Baku* (Dubien, 2011a).

⁹²³ Pour une meilleure compréhension des liens entre individus dans la politique énergétique azerbaïdjanaise, se référer à l'annexe 6.

⁹²⁴ Entretien n° 147 avec un directeur d'une NOC, 2011.

⁹²⁵ Ibid.

Le rôle possible du clan kurde dans ce recrutement permet de mettre en lumière une autre illustration du maintien d'une gouvernance clanique en Azerbaïdjan. L'opposition au pouvoir en place dénonce en effet régulièrement une « kurdification » de l'Etat (Helly, 2004 ; ICG, 2010 ; Lussac, 2010b). Protestant contre la montée en puissance de « Monsieur Sécurité », elle l'accuse de faire partie d'une « mafia kurde », disposant de liens avec le PKK, et menaçant de déstabiliser l'Azerbaïdjan (ICG, 2010). Par exemple, l'opposition affirme que « Monsieur Sécurité » facilite la réinstallation de réfugiés kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie dans l'ouest du pays (ibid.). Si ces informations sont difficiles à vérifier⁹²⁶, il n'en demeure pas moins que le clan kurde prend une part de plus en plus active dans la politique azerbaïdjanaise, en parallèle à la montée en puissance de son chef. « Monsieur Sécurité » dispose, depuis l'exil de Heydar Aliyev au Nakhitchevan, d'un lien fort avec le président azerbaïdjanais. Il était par exemple le seul à loger dans une pièce contigüe à la chambre d'hôtel de Heydar Aliyev lors de sa visite officielle à Londres en 1998⁹²⁷. Cette relation privilégiée a permis à « Monsieur Sécurité » de dépasser son cadre de simple garde du corps. A la fin des années 1990, il était d'ailleurs présenté comme « Le vrai pouvoir derrière le trône, [celui] qui sait où tous les cadavres sont enterrés »⁹²⁸. Il a ainsi pris de l'importance au point d'être derrière la nomination du tout premier ministre azerbaïdjanais de l'Essence et de l'Energie, Madjid Karimov, en 2001, Kurde comme lui⁹²⁹.

La disparition de Heydar Aliyev a laissé penser que le clan kurde allait se retrouver marginalisé puisqu'en octobre 2003, « Monsieur Sécurité » a été rétrogradé, devenant seulement directeur adjoint de la sécurité du président (ICG, 2004b). Cette marginalisation a cependant été de courte durée, « Monsieur Sécurité » parvenant à revenir en grâce au fur et à mesure de la montée en puissance d'Ilham Aliyev. Ce retour aux affaires s'est concrétisé par sa prise de

⁹²⁶ Néanmoins, mi-2003, trois proches de « Monsieur Sécurité » ont été arrêtés pour possession illégale d'armes et pour avoir tiré sur des personnels de sécurité. En septembre 2003, les autorités turques auraient ensuite arrêté « Monsieur Sécurité » pour contrebande à la frontière entre le Nakhitchevan et la Turquie et l'auraient placé sur la liste des soutiens connus au PKK (ICG, 2004b).

⁹²⁷ Entretien n° 13.

⁹²⁸ « *He really is the power behind the throne. To say that he knows where all the skeletons are buried would be an understatement* ». Entretien n° 11. L'entretien n° 123 nous a également décrit « Monsieur Sécurité » comme « *Le vrai homme de pouvoir* » (« *The real man of power* »).

⁹²⁹ Entretien n° 33.

contrôle d'une partie des affaires énergétiques azerbaïdjanaises, et notamment du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais traduit par l'Azerbaïdjan. En 2005, son neveu, Rovnag Abdullayev⁹³⁰, est devenu président de SOCAR⁹³¹. A la fin de cette même année, « Monsieur Sécurité » a pris le contrôle d'AzPetrol International Holding et de sa filiale AzerTrans, deux entreprises azerbaïdjanaises actives dans le transport pétrolier⁹³². Cette dernière dispose d'un contrat avec *Azerbaijan State Railways* pour utiliser la voie ferrée Bakou-Batoumi dans le cadre de contrats de fret pétrolier⁹³³. En 2004, elle a par exemple été engagée par BTC Co pour transporter 170 000 bpj en raison du retard de la construction de l'oléoduc BTC⁹³⁴. Elle a également signé un accord en novembre 2004 avec ExxonMobil pour évacuer la part de pétrole des gisements de cette TNOC, qui ne fait pas partie de BTC Co⁹³⁵. La prise de contrôle de ce conglomérat d'entreprises a coïncidé avec les arrestations de son dirigeant, Rafig Aliyev, et de son frère, Farhad Aliyev, alors ministre azerbaïdjanais du Développement économique, accusés de conspirer pour renverser Ilham Aliyev⁹³⁶ (ICG, 2005b). Cette prise de contrôle *a priori* clanique s'est manifestée par le renvoi de 24 employés originaires de la ville de naissance des deux frères, Allar (district de Jalilabad, près de Lenkoran), alors que les frères Aliyev n'appartenaient pourtant à aucun clan⁹³⁷ (Today.az, 2006)⁹³⁸.

En dépit des apparences, la réalité est néanmoins plus complexe : le clan devient seulement un moteur de structuration sociale parmi d'autres en Azerbaïdjan. Svante Cornell (2001, p. 119-120) décrivait le régime politique azerbaïdjanais par

⁹³⁰ Certaines sources (Gojayeve, 2010 ; et Guliyev, 2010) considèrent que Rovnag Abdullayev appartient au clan du Nakhitchevan. Cependant, Gojayeve (2010), qui sert de référence à Guliyev (2010), s'appuie sur une source n'ayant aucune relation avec le président de SOCAR ou « Monsieur Sécurité ». Nous considérons donc que nos sources, plus proches de ces deux individus, sont plus fiables et nous maintenons donc que R. Abdullayev appartient au clan kurde.

⁹³¹ Entretiens n° 30 et 40. Selon l'entretien n° 113, cette nomination aurait eu pour objectif de s'assurer que le PKK ne s'en prendrait pas à l'oléoduc BTC, qui passe au nord du Kurdistan turc. Rien ne permet cependant de vérifier cette allégation, d'autant plus que les liens entre Heydar Aliyev et le PKK ont été souvent sources de fantasmes. Selon des bruits de couloir, lorsqu'il était major du KGB, le futur président azerbaïdjanais aurait aidé à créer le mouvement indépendantiste kurde pour déstabiliser la Turquie (Goltz, 1998).

⁹³² Entretiens n° 29 et 33.

⁹³³ Entretien n° 29.

⁹³⁴ Entretien n° 33.

⁹³⁵ Entretien n° 29.

⁹³⁶ Les deux frères Aliyev n'ont aucun lien de parenté connu avec la famille du président azerbaïdjanais.

⁹³⁷ Entretiens n° 132 et 148 avec un haut fonctionnaire français, 2010.

⁹³⁸ Rien ne laisse supposer que leur recrutement s'inscrivait dans une démarche de clientélisme de la part de l'ancien dirigeant d'AzPetrol International Holding, Rafig Aliyev. Les 24 licenciés ont d'ailleurs manifesté devant le siège d'AzPetrol International Holding le 3 avril 2006 (Today.az, 2006).

la formule « ni une démocratie, ni clairement un Etat autoritaire », soulignant ainsi les tendances conflictuelles à la démocratisation et à l'autoritarisme dans ce pays. Cette nature hybride touche également les pratiques de gouvernance. Le clan reste un moteur social important dans le pays. Mais le discours du clan se substitue de plus en plus à la pratique du clan. Le clan devient ainsi un synonyme de réseau néopatrimonial, que ce soit au sein des études universitaires ou dans les discours politiques. Les chercheurs, qu'ils soient azerbaïdjanais ou étrangers, continuent à utiliser ce concept abondamment (Franke, Gawrich et Alakbarov, 2009 ; Gahramanova, 2009 ; Gojayev, 2010 ; Guliyev, 2010 ; Lussac, 2010b ; Meissner, 2010). Les décisionnaires politiques ou économiques en font de même : les personnes interrogées ont souvent utilisé ce terme pour faire référence aux élites azerbaïdjanaises⁹³⁹. Evoquant le président de SOCAR, Rovnag Abdullayev, l'entretien n° 30 décrivait un homme « Qui ne serait bénéficiaire qu'au clan »⁹⁴⁰. L'entretien n° 29 nous parlait aussi du « Clan au pouvoir » pour décrire les relations de pouvoir dans le secteur pétrolier azerbaïdjanais⁹⁴¹. Cette persistance du discours sur le clan démontre que le phénomène clanique reste perçu comme un facteur important de structuration sociale, quitte à ce qu'il soit surestimé, sous Ilham Aliyev. Mais si le discours du clan continue de perdurer aujourd'hui, c'est moins pour sa pertinence que pour son simplisme. Un tel discours permet en effet de faire apparaître simples des processus autrement plus complexes. En forme de corollaire, en repoussant le brouillard qui entoure la nature politique du régime azerbaïdjanais, émerge désormais un processus de privatisation de l'Etat, qui se traduit en premier lieu par une privatisation du lien social de référence qu'était autrefois le clan.

⁹³⁹ Entretiens n° 11, 29, 30, 33 et 40.

⁹⁴⁰ « [Rovnag Abdullayev] *is reliable for the clan only* ».

⁹⁴¹ « *Controlling clan* ».

7.2.2. La privatisation du phénomène clanique

Comme Hibou (2004) l'a souligné, la privatisation de l'Etat est avant tout la privatisation des modalités de gouvernance⁹⁴². Aussi, ce processus signifie nécessairement une mutation des modes de structuration sociale. La privatisation du phénomène clanique s'inscrit dans cette évolution. Elle induit la superposition aux relations claniques, voire leur remplacement, de liens clientélistes. Elle se traduit par le renforcement d'un système capitalistique de copinage qui ne se contente pas de dominer l'économie et déborde sur le politique. Un tel débordement rend les formes de partage de la gouvernance de plus en plus confuses, posant un voile épais sur la structuration des relations de pouvoir en Azerbaïdjan. Aussi, pour comprendre ce processus de privatisation du clan, il faut remonter à l'évolution progressive du régime azerbaïdjanais. Le clan comme lien social de référence a systématiquement coïncidé avec les arrivées au pouvoir de Heydar Aliyev. Un tel recours s'est toujours inscrit dans des périodes troubles, où les pratiques de corruption et de népotisme n'étaient pas régulées et menaçaient la stabilité du pays. Le clan est alors apparu comme un vecteur de stabilisation de la gouvernance, comme l'illustre le partage du pouvoir entre les Yerazis et les Nakhitchevanis en 1993.

La stabilisation du régime, qui s'est traduite par l'enracinement de l'autorité de Heydar Aliyev après 1995, date de la dernière tentative avérée de coup d'Etat à ce jour⁹⁴³, a rendu le recours à la gouvernance clanique moins urgent. La mise à l'écart de Rasul Guliyev, accusé d'avoir utilisé ses revenus issus des raffineries de Bakou pour construire une armée paramilitaire⁹⁴⁴, illustre cet assouplissement de la politique clanique. Pourtant figure des Nakhitchevanis, R. Guliyev a été poussé à l'exil en 1996⁹⁴⁵. Les raffineries de Bakou ont alors été confiées non pas à un autre

⁹⁴² Reprenant les travaux de Jean-François Bayart sur la gouvernementalité, Hibou (2004) comprend les processus de privatisation de l'Etat comme à la fois une mutation des modes de gouvernement et l'expression d'une subjectivation.

⁹⁴³ En mars 1995, Rovshan Javadov (qui avait déjà tenté de prendre le pouvoir avec le Premier Ministre azerbaïdjanais Surat Husseynov en septembre 1994) a une nouvelle fois demandé la démission de Heydar Aliyev et de Rasul Guliyev. Mais, alors que le président azerbaïdjanais avait choisi de conclure un compromis politique la première fois, il a cette fois décidé de faire face et a lancé les troupes gouvernementales sur le quartier-général de Javadov. Celui-ci a été sévèrement blessé et a été laissé pour mort à l'hôpital (Cornell, 1999).

⁹⁴⁴ Entretien n° 11. Cette tentative de coup d'Etat n'est néanmoins pas avérée.

⁹⁴⁵ Entretiens n° 11, 29 et 30.

membre du clan mais à « Monsieur Azersun », pourtant Kurde et détenteur d'un passeport iranien (Lussac, 2010a)⁹⁴⁶. Heydar Aliyev tenait ainsi à le remercier pour l'aide qu'il lui avait prodiguée pendant son exil au Nakhitchévan. Des liens de copinage ont ainsi été substitués aux relations traditionnelles de clan. Cette pratique n'a cependant constitué qu'un épiphénomène, qui a seulement mis en lumière la souplesse de la gouvernance clanique.

La privatisation du phénomène clanique transparaît depuis la consolidation du pouvoir d'Ilham Aliyev en 2005. Tout d'abord, des relations clientélistes se superposent aux liens claniques. Ainsi, la nomination de Rovnag Abdullayev à la tête de SOCAR en 2005 ne suit pas uniquement une logique clanique. Celui-ci appartient à la génération d'Ilham (le premier est né en 1965 tandis que le second est de 1961). Tous deux ont appris à se connaître lorsque R. Abdullayev dirigeait le Trust de Construction Pétro-Gazier dans la mer Caspienne (*Khazardenizneftgazinshaat*) de 1997 à 2003⁹⁴⁷. Ilham Aliyev aurait ensuite donné son aval pour qu'il soit nommé à la tête de la Raffinerie de pétrole de Bakou (*Azerneftyanag*), désormais connue sous le nom de Raffinerie Heydar Aliyev, position stratégique s'il en est, comme le montre son contrôle précédent par Rasul Guliyev ou « Monsieur Azersun »⁹⁴⁸. Ainsi, Rovnag Abdullayev ne doit pas son poste de président de SOCAR seulement à son appartenance au clan kurde, il a également su nouer une relation stratégique avec Ilham Aliyev.

La prise de contrôle d'AzPetrol International Holding par « Monsieur Sécurité » s'inscrit aussi dans cette dynamique. Ce conglomérat est la plus grande entreprise pétrolière privée en Azerbaïdjan. Elle a été fondée en 1997 par la société néerlandaise *Allied Meridian Oil & Gas* (AMOG) et par Ibrahim Mammadov⁹⁴⁹ (BMI, 2010a). Elle est composée de deux sous-conglomérats : AzPetrol Group, qui possède plus de 60 stations-service dans le pays, et AzPetrol Oil Services Group, à

⁹⁴⁶ Gojayevev (2010) et Guliyev (2010) considèrent que l'identité kurde commune de « Monsieur Azersun », « Monsieur Sécurité » et Rovnag Abdullayev font d'eux des alliés claniques naturels. Ce n'est absolument pas le cas. D'après les entretiens n° 11 et 29, les deux derniers entretiennent au contraire de mauvaises relations avec le premier. Les entreprises contrôlées par ces trois agents sont en outre en concurrence pour le transport du pétrole azerbaïdjanais et turkmène à travers le Caucase du Sud comme nous l'avons montré dans la section 1.1.3.

⁹⁴⁷ Entretien n° 40. Le Trust de Construction Pétro-gazier dans la mer Caspienne est une filiale de SOCAR chargée d'extraire les ressources *offshore* en hydrocarbures de la compagnie nationale azerbaïdjanaise.

⁹⁴⁸ Entretiens n° 30 et 33.

⁹⁴⁹ Celui-ci n'a pas de lien de parenté connu avec le ministre azerbaïdjanais des Transports, Ziya Mammadov.

laquelle appartiennent AzerTrans et Baghlan Group notamment (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2009). Début 2005, Ibrahim Mammadov a décidé de vendre ses parts à AMOG, ne conservant que 0,5% d’AzPetrol International Holding (Ismayilov, 2006 ; BMI, 2010a ; Lussac, 2010b). Cette part, obtenue contre trois millions de dollars, concernait les biens non liés au secteur de l’énergie, notamment 30% de la *Bank of Baku*⁹⁵⁰ (Ismayilov, 2006). Mais, en octobre 2005, le directeur d’AzPetrol International Holding, Rafig Aliyev, et son frère, Farhad Aliyev, ministre azerbaïdjanais du Développement économique, ont été arrêtés pour corruption, évasion fiscale et conspiration de coup d’Etat (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2009 ; Lussac, 2010b). Puis, en décembre 2005, la Cour économique d’Azerbaïdjan a décidé de transférer l’intégralité de la propriété d’AzPetrol International Holding à Ibrahim Mammadov, qui ne possédait pourtant que 0,5% de l’entreprise (Ismayilov, 2006, Lussac, 2010b). Ainsi, en quelques mois, l’un des fleurons du secteur énergétique azerbaïdjanais est passé sous le contrôle du clan kurde grâce au soutien de l’Etat.

La logique clanique n’est cependant pas la raison principale derrière cette appropriation et derrière les condamnations à dix ans de prison pour Rafig Aliyev et à onze ans de prison pour Farhad Aliyev qui ont suivi cette prise de contrôle (Mathey, 2007). Se superpose en effet une dimension néopatrimoniale non négligeable. Les frères Aliyev représentaient tout d’abord une double menace pour la traduction opérée par Bakou au sein du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. AzPetrol International Holding jouait en effet un rôle important au sein de ce sous-réseau puisqu’elle transportait alors 30% du pétrole en circulation dans la mer Caspienne (ICG, 2004b). Même s’il s’agissait principalement de pétrole kazakhstanaï, elle menaçait ainsi le monopole obtenu par Azersun Holding auprès de Heydar Aliyev en 1997. Lancé en 2001, son terminal pétrolier au Port international de Bakou était notamment en concurrence avec celui opéré par une filiale d’Azersun Holding, MEPF, et ouvert en 2002 à Dyubendi (50 kms au nord-est de Bakou) (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2009). En outre, AzPetrol s’opposait à la traduction mise en œuvre par l’Azerbaïdjan en refusant de payer les pots-de-vin réclamés par les élites azerbaïdjanaises pour le

⁹⁵⁰ Djamshid Makhmud Oglu, Kurde de nationalité iranienne, est également un actionnaire de cette banque (Dubien, 2011a).

transfert de la propriété d’AzPetrol International Holding aux Pays-Bas⁹⁵¹. Cette contestation de la traduction du sous-réseau sociotechnique menaçait de déborder le cadre énergétique. En effet, les Etats-Unis commençaient à faire des deux frères Aliyev les champions des privatisations commerciales et de la lutte anticorruption en Azerbaïdjan, mettant en cause de manière sous-jacente la gouvernance développée par Ilham Aliyev⁹⁵².

Ainsi, en dépit de l’apparence clanique du transfert d’AzPetrol International Holding, les raisons derrière son transfert sont plutôt liées au développement d’un système capitalistique de copinage. Si le clan demeure une grille d’analyse, il tend cependant à minorer les facteurs néopatrimoniaux qui dominent de plus en plus la gouvernance en Azerbaïdjan. Cette montée en puissance se révèle aujourd’hui avec la privatisation du phénomène clanique. Depuis son arrivée à la tête de SOCAR en 2005, Rovnag Abdullayev a cherché à étendre son influence sur la politique azerbaïdjanaise. Cette prise de pouvoir a été facilitée par son élection en novembre 2005 à la *Milli Maclis*, et ce alors que la loi azerbaïdjanaise interdit en théorie à un député de présider une entreprise nationale⁹⁵³. Bien que figure importante du clan kurde par son oncle, « Monsieur Sécurité », il a eu recours non pas au clan mais au clientélisme pour étendre son emprise. Au sein de SOCAR, il a fait monter en grade des clients et non des membres du clan. Rahman Gurbanov est par exemple devenu vice-président de SOCAR pour la production et le transport pétro-gazier. R. Abdullayev l’aurait côtoyé alors qu’il présidait le Trust de Construction Pétro-Gazier dans la mer Caspienne et que R. Gurbanov gérait l’unité de production du pétrole *offshore* de SOCAR entre 1994 et 2003⁹⁵⁴ (Global Data, 2010b).

Le président de SOCAR a également placé un de ses clients, Mukhtar Babayev, à la tête de l’entreprise pétrochimique azerbaïdjanaise Azerkimya en 2010⁹⁵⁵. Celui-ci a au départ été pris sous l’aile d’Elshad Nassirov alors qu’il était directeur du département Commerce extérieur de l’entreprise⁹⁵⁶. Il est ensuite devenu vice-

⁹⁵¹ Entretiens n° 104, 132 et 149 avec le président d’une chambre de commerce turque, 2011.

⁹⁵² Entretiens n° 104 et 132.

⁹⁵³ Entretiens n° 30 et 42.

⁹⁵⁴ Entretien n° 30.

⁹⁵⁵ Entretiens n° 42 et 44.

⁹⁵⁶ Entretiens n° 56 et 150 avec un haut responsable d’une entreprise azerbaïdjanaise, 2011. Elshad Nassirov est aujourd’hui vice-président de SOCAR pour les Investissements et le marketing.

président en charge de l'Ecologie et est entré dans le giron de Rovnag Abdullayev. Aussi, lorsque Ilham Aliyev a publié un décret faisant d'Azerkimya une entreprise-sœur de SOCAR en avril 2010, le président de SOCAR en a profité pour y placer un proche. Mukhtar Babayev est devenu président du conseil de surveillance de l'entreprise⁹⁵⁷. Puis, en novembre 2010, il est entré à la *Milli Maclis*, sur la demande de R. Abdullayev⁹⁵⁸.

Ainsi, le lien clanique n'est plus la relation prédominante dans l'attribution des emplois et la cooptation. Il a laissé sa place à des liens néopatrimoniaux, qui s'inscrivent dans la mise en œuvre d'un système capitalistique de copinage, notamment dans le domaine de l'énergie. La nouvelle génération d'élites ne semble plus faire de l'appartenance au clan la modalité principale de structuration sociale. Elle préfère au contraire s'appuyer sur des relations néopatrimoniales, par lesquelles une génération d'élites amène au pouvoir la seconde. Ce système est censé assurer la loyauté des nouvelles élites envers leurs aînées. Il participe d'une privatisation du phénomène clanique, qui ne devient qu'un lien parmi d'autres de structuration de la société azerbaïdjanaise. Cette mutation est accélérée par l'expansion de SOCAR, qui tend à couvrir de plus en plus d'aspects de la vie sociale azerbaïdjanaise.

7.2.3. SOCAR au service de l'Etat

La consolidation du pouvoir d'Ilham Aliyev a pris deux formes : la mise en cause d'une gouvernance clanique au profit de réseaux néopatrimoniaux, et la réorganisation de la politique énergétique azerbaïdjanaise. Les revenus pétroliers sont en effet structurellement importants en Azerbaïdjan. Leur hausse significative entre le milieu des années et la fin des années 2000 – d'environ 10 dollars à 150 dollars le baril – s'est traduite par l'octroi d'une manne financière considérable au régime en place, qui s'en est servi pour asseoir son autorité et « acheter » le silence

⁹⁵⁷ Ibid.

⁹⁵⁸ Ibid. En Azerbaïdjan, l'élection législative est une sélection plus qu'une élection. Les élites placent leurs « poulains » sur les listes de candidats du parti au pouvoir, le YAP. Ces candidats bénéficient alors d'un soutien accru pour battre campagne et sont couverts dans leurs pratiques illégales par la Commission centrale électorale (Gahramanova, 2009). Pour plus d'informations sur les élections législatives de 2010, voir notamment le rapport d'observation du Bureau pour les Institutions Démocratiques et les Droits de l'Homme (*Office for Democratic Institutions and Human Rights*, ODIHR) de l'OSCE (ODIHR, 2011).

des citoyens⁹⁵⁹. La réorganisation de la politique énergétique azerbaïdjanaise s'est faite sur le modèle opéré pour l'ensemble du politique. Ilham Aliyev a promu une nouvelle génération d'élites, dont il était sûr de la loyauté (Lussac et Raballand, 2011). Nous avons évoqué dans la section 5.1.3 la montée en puissance de cette nouvelle élite en mentionnant le ministre des Affaires étrangères Elmar Mammadyarov et le ministre des Finances Samir Sharifov, nommés en 2004 et en 2006. Il en a été de même dans le secteur énergétique. Tout en conservant la structure de la cellule énergétique autour de son père, Ilham Aliyev a réattribué les postes. Le poste de conseiller énergétique informel du président a été retiré à Valeh Alasgarov et attribué à Elshad Nassirov, devenu en décembre 2005 vice-président de SOCAR pour les Investissements et le marketing. Natig Aliyev a perdu la présidence de SOCAR et a été nommé ministre de l'Energie et de l'Industrie en décembre 2005. Malgré ce titre, son rôle est purement honorifique, certains de ses interlocuteurs n'hésitant pas à le qualifier de « clown » en raison de son manque d'informations⁹⁶⁰. Il a été remplacé à la tête de SOCAR par Rovnag Abdullayev. Enfin, le rôle de gestionnaire de la politique énergétique non liée directement à SOCAR est revenu à « Monsieur Sécurité ». Ainsi, comme son père, Ilham Aliyev a conservé un cercle réduit de quatre personnes autour de lui pour mener la politique énergétique azerbaïdjanaise (Lussac, 2010b).

Ce remaniement à l'azerbaïdjanaise avait pour but de renforcer le contrôle de la présidence de la République azerbaïdjanaise sur SOCAR. Sous Heydar Aliyev, la structure de cette entreprise était la suivante : un président, un vice-président et deux vice-présidents junior (Azerbaijan Today, 2004). Le vice-président, en l'occurrence Ilham Aliyev, était chargé de faire le lien entre SOCAR et Heydar Aliyev et de veiller à ce que l'action de l'entreprise suive la stratégie fixée par le président en accord avec ses conseillers⁹⁶¹. Une fois élu à la tête de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev perdait son emprise sur SOCAR, d'autant plus que certains dirigeants s'étaient distingués par le passé par leur opportunisme et leur volonté de suivre ce qui était bon selon eux pour SOCAR et non ce que leur ordonnait le chef de

⁹⁵⁹ Auty (2001), Karl (1997) et Luciani (1987) notamment ont mis en lumière le rôle la distribution des revenus pétroliers dans l'obtention du silence, si ce n'est de l'adhésion, des citoyens au maintien d'un régime autoritaire.

⁹⁶⁰ Entretiens n° 29, 43, 44, 56, 152 avec un diplomate européen, 2009, et 152 avec un diplomate turc, 2009.

⁹⁶¹ Entretiens n° 8, 11 et 33.

l'Etat⁹⁶². Ilham Aliyev a donc réorganisé la NOC, aussi bien au niveau de sa structure qu'au niveau de sa composition. Le nombre de vice-présidents n'a plus été limité et SOCAR s'est vu confier comme objectif de devenir une entreprise intégrée, qui couvre tous les aspects de l'industrie pétrolière⁹⁶³. Et, pour s'assurer de la mise en œuvre de sa stratégie, Ilham Aliyev a nommé des fidèles. Rovnag Abdullayev, lié par le sang au président azerbaïdjanais (cousin par alliance), correspond à ce profil. Elshad Nassirov également : il a étudié au MGIMO avec Ilham Aliyev avant de devenir premier secrétaire de l'ambassade soviétique en Afghanistan, puis d'intégrer SOCAR dans les années 1990⁹⁶⁴. En nommant des fidèles aux postes-clés de SOCAR, Ilham Aliyev s'assure ainsi de la loyauté de l'entreprise à son égard.

Créé en décembre 1999 par décret présidentiel, le SOFAZ, inspiré du modèle norvégien de fonds pétrolier, doit permettre d'épargner les revenus pétroliers tout en soutenant des projets d'investissements dans le domaine de l'éducation, de la réduction de la pauvreté ou de l'amélioration des conditions de vie dans les provinces⁹⁶⁵ (Jones Luong et Weinthal, 2010). Il devrait ainsi permettre à l'Etat d'assurer ses missions sociales. Il reçoit directement la part de *profit oil*, c'est-à-dire le montant de pétrole déduit des coûts de production, dédiée à l'Azerbaïdjan. Une partie de ces revenus est placée sur les marchés financiers internationaux (principalement dans des obligations), une autre partie est investie dans des projets socio-économiques et une dernière partie est transférée au gouvernement⁹⁶⁶. Au 1^{er} janvier 2011, le budget du SOFAZ représentait 22,777 milliards de dollars (SOFAZ, 2011a). Sur l'année 2010, le fonds a reçu 13,08 milliards de manats (11,56 milliards d'euros) et en a transféré 6,386 (5,65 milliards d'euros) au budget de l'Etat (ibid.). En principe, ces revenus devraient permettre à l'Etat de pourvoir à ses devoirs sociaux.

⁹⁶² Un membre de la cellule énergétique autour de Heydar Aliyev s'est notamment distingué en soutenant en 2003 le choix de BP sur l'appel d'offres pour la construction de l'oléoduc BTC en Azerbaïdjan et en Géorgie. Or, cette décision a déplu à Heydar Aliyev, qui a ordonné tant à BP qu'à SOCAR d'annuler l'appel. Mais BP a fait pression sur les différentes composantes de SOCAR et l'attribution du contrat de construction, à CCC, a été maintenue. Entretiens n° 30 et 33.

⁹⁶³ Nous reviendrons dans la section 8.1 sur l'intégration de SOCAR.

⁹⁶⁴ Entretiens n° 33, 40 et 56.

⁹⁶⁵ Entretiens n° 14 et 54.

⁹⁶⁶ Entretiens n° 14 et 153 avec un fonctionnaire azerbaïdjanais, 2011.

Toutefois, si les transferts de ressources au SOFAZ sont transparents⁹⁶⁷, l'utilisation des revenus qu'il transfère à l'Etat reste marquée du sceau de l'opacité, ce qui est commun à ces fonds souverains⁹⁶⁸ (Jones Luong et Weinthal, 2010). Une fois les revenus reçus par le gouvernement, nul ne sait ce qu'il en advient si ce n'est qu'ils sont transférés au budget de l'Etat⁹⁶⁹. Or, ces transferts de revenus sont en constante augmentation : alors qu'en 2003, le SOFAZ avait transféré 500 millions de manats, il prévoit d'en transférer 9,3 milliards en 2011 (Jones Luong et Weinthal, 2010 ; SOFAZ, 2011b). Ces virements sont faits en dollars américains aux huit plus grandes banques commerciales azerbaïdjanaises (qui gèrent les comptes de l'Etat azerbaïdjanais). Les sommes y sont converties en manats et soumises au gouvernement. Cependant, l'entretien n° 111 considère que 50% des revenus pétroliers que reçoit la Banque Internationale d'Azerbaïdjan (*International Bank of Azerbaijan*), principale banque du pays, seraient détournés. Les transferts de plus en plus importants du SOFAZ au gouvernement ont dès lors deux missions : permettre à l'Azerbaïdjan de supporter les effets de la crise économique mondiale, et contribuer à l'enrichissement des élites⁹⁷⁰ (ICG, 2010). En effet, dans le système néopatrimonial azerbaïdjanais, la corruption devient un élément de contrôle (ibid.). Mais, alors que les élites grandissent et sont de plus en plus gourmandes, l'Etat peut de moins en moins assumer ses devoirs sociaux.

SOCAR apparaît donc comme l'agent social en Azerbaïdjan. Cette entreprise est le plus important employeur et contribuable en Azerbaïdjan (Abbasov, 2009 ; Kjaernet, 2010). Officiellement, SOCAR comptait 64 794 employés en 2008 (Kjaernet, 2011). Mais BMI (2011) évoque le chiffre de 71 500 employés et Jones Luong et Weinthal (2010) parlent même de 78 000 employés. Au-delà de la querelle de chiffres, il existe néanmoins un consensus chez les observateurs pour

⁹⁶⁷ Il est audité tous les ans par des groupes internationaux d'audit. Cette transparence a valu au SOFAZ en 2009 le prix de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITEI). Elle est de fait l'institution la plus transparente d'Azerbaïdjan. Voir Jones Luong et Weinthal (2010) et Flegel (2011) pour une analyse complète de l'ITEI et du SOFAZ en Azerbaïdjan.

⁹⁶⁸ L'ONG azerbaïdjanaise OWRPO (2008) s'est néanmoins inquiétée de la corruption autour des projets socio-économiques directement financés par le SOFAZ. Prenant l'exemple de la construction de la centrale de purification d'eau et de canalisation Oguz-Gabala-Bakou, elle a montré que l'entreprise qui avait gagné l'appel d'offres pour la fourniture des canalisations, Azkomposit, n'a été créée que le 29 décembre 2006 alors qu'elle avait officiellement remporté l'appel en septembre 2006. La centrale a finalement été inaugurée en décembre 2010 au lieu d'août 2008. Elle a coûté un milliard de manats, le double des estimations originelles de coût. Entretien n° 30.

⁹⁶⁹ ICG (2010) souligne que la reconstruction de l'autoroute de 14 kms entre Bakou et l'aéroport Heydar Aliyev a coûté 360 millions de dollars alors que sa construction, financée par la Banque mondiale, avait seulement coûté 31 millions de dollars.

⁹⁷⁰ Entretien n° 114.

considérer que SOCAR compte beaucoup trop d'employés (Abbasov, 2009, Jones Luong et Weinthal, 2010 ; Kjaernet, 2010 ; Pomfret, 2011)⁹⁷¹. SOCAR a en outre versé au SOFAZ 475 millions de manats (419,89 millions d'euros) en tant qu'impôts et 1,139 milliards de manats (1,006 milliards d'euros) en tant que transferts de revenus pétroliers en 2009 (Kjaernet, 2011). La NOC joue donc un rôle important dans la société azerbaïdjanaise.

Ce rôle est d'autant plus important que SOCAR est dotée d'une mission sociale. A l'image des monopoles soviétiques, elle doit pourvoir au bien-être de ses employés (Jones Luong et Weinthal, 2010). Elle doit leur fournir logement, sécurité sociale, jardins d'enfants et assurance-vie (ibid.). A cet héritage soviétique se superpose la privatisation de l'Etat. Outre les revenus qu'elle verse au budget national, SOCAR doit également assurer une partie de la mission sociale traditionnellement dévolue à l'Etat. Elle doit tout d'abord livrer gratuitement du gaz aux entreprises agricoles en périodes de semence et de récolte et approvisionner en gaz à des prix réduits les habitations individuelles⁹⁷². En outre, tout employé travaillant pour un hôpital financé par SOCAR peut par exemple être logé dans un immeuble appartenant à l'entreprise⁹⁷³. Mais, si elle fournit des logements à ses employés, elle doit en contrepartie en attribuer également à un pourcentage défini de la population (ibid.). Elle doit par exemple contribuer au relogement des déplacés du Haut-Karabagh (ibid.).

Pour gérer cette multitude de projets sociaux, SOCAR dispose d'un département de Développement social, considéré comme le deuxième plus important de l'entreprise en terme d'effectifs puisqu'il compte 7 376 employés (Kjaernet, 2011). A ces dépenses sociales s'ajoute le financement de rassemblements politiques du YAP ou même l'organisation de concerts, celui de l'artiste britannique Elton John à Bakou en septembre 2009 notamment (Gojayevev, 2010). Le président et le vice-président de SOCAR, Rovnag Abdullayev et Elshad Nassirov, sont en outre président et vice-président de la Fédération azerbaïdjanaise de football (Guliyev,

⁹⁷¹ A titre de comparaison, Chevron, active dans plus de 180 pays et disposant de biens d'une valeur de 80 milliards de dollars, compte environ 51 000 employés (Thomson, Ebinger, Hamso et Mammadov, 2005). En raison de ces sureffectifs, il est parfois évoqué qu'Ilham Aliyev décide de séparer SOCAR en plusieurs entités, l'une chargée des opérations à l'étranger, l'autre de l'exploration et de la production *offshore*, une autre en charge de la production *onshore*, talon d'Achille de l'entreprise. Entretien n° 42.

⁹⁷² Comme nous l'avons vu dans la section 4.2.2, les prix du gaz ont néanmoins augmenté en 2006 après la rupture d'approvisionnement gazier de la Russie.

⁹⁷³ Nous avons séjourné lors de notre première visite en Azerbaïdjan dans un tel immeuble. La personne qui nous logeait étant infirmière dans un hôpital appartenant à SOCAR, elle disposait d'un appartement, nouvellement construit.

2010). Ces dépenses sociales en lieu et place de l'Etat sont censées démontrer à la population qu'elle bénéficie directement de la manne pétrolière. Ainsi, toute inauguration d'école ou d'hôpital construite par SOCAR suit un protocole bien établi : le président Ilham Aliyev coupe le ruban rouge en compagnie du président de SOCAR et le tout est célébré sous les auspices de la Fondation Heydar Aliyev, présidée par la Première Dame d'Azerbaïdjan, Mehriban Aliyeva (Kjaernet, 2011). Cette routine de communication est importante car, les dépenses sociales de SOCAR étant si élevées, certains experts tendent à les associer à des détournements de fonds au profit des élites (Gojayeve, 2010 ; Jones Luong et Weinthal, 2010). Elle met surtout en lumière la confusion de l'organisation de l'ordre social azerbaïdjanais, à la fois exercé par l'Etat, SOCAR et la Fondation Heydar Aliyev, qui se présente comme une ONG.

Comme dans la majeure partie des pays pétroliers en développement, la privatisation de l'Etat azerbaïdjanais se traduit donc par l'utilisation de la compagnie pétrolière étatique à des fins sociales. Celle-ci compense les faiblesses de l'Etat, dont les revenus sont en partie destinés à maintenir la stabilité du pays en achetant les élites. Ce processus aboutit à un phénomène original, où l'Etat sert à réguler les relations entre individus tandis que l'agent économique est chargé de structurer la société et de contribuer au bien-être des citoyens. Cette inversion du phénomène démocratique est facilitée par un débordement du secteur énergétique azerbaïdjanais, qui devient le cœur de structuration du régime. Les principaux enjeux de pouvoir entre élites y sont réglés et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev va y puiser tant son autorité que sa légitimité. Ce débordement de l'énergie sur le politique s'explique par une capture de l'Etat, processus par lequel les politiques publiques sont désétatisées et confiées à différentes élites.

7.3. La capture de l'Etat azerbaïdjanais

La constitution de l'Azerbaïdjan en Etat-entreprise s'achève par une désétatisation des politiques publiques. La corruption étant un facteur d'ordre social, chaque réseau néopatrimonial est amené à gérer une part de la gouvernance de l'Etat. Ce partage aboutit à une capture de l'Etat, dont les missions traditionnelles sont attribuées de

manière exclusive à des agents qui ne sont pas nécessairement étatiques. Cette capture, héritage de la fin du règne de Heydar Aliyev, conduit à une coexistence de réseaux néopatrimoniaux, affaiblissant ainsi le rôle des institutions. En outre, la capture de l'Etat rend impossible la convergence des politiques publiques, et ainsi toute coopération entre ces réseaux néopatrimoniaux. Elle prévient tout changement dans la gouvernance : son évolution ne peut être que le fruit d'une fin brutale du réseau ou d'un processus de cooptation parallèle au réseau néopatrimonial existant. Se produit ainsi une multiplication des agents de la gouvernance, affaiblissant l'Etat et faisant de lui un acteur géré *de facto* comme une entreprise.

7.3.1. La cogestion de l'Etat

La capture actuelle de la gouvernance de l'Etat est le fruit de la transition politique de 2003. Lorsqu'Ilham Aliyev accède à la présidence en octobre, il est présenté comme faible (ICG, 2010). Sa légitimité ne découle que de sa parenté, son père ayant changé la Constitution de 1995 pour lui permettre de prendre le pouvoir. En effet, en 2002, celle-ci a été amendée pour que, en cas de démission ou de mort du président, la présidence de la République par intérim revienne au Premier Ministre (Heinrich, 2011). En outre, pour remporter l'élection présidentielle au premier tour, un candidat doit seulement obtenir une majorité simple et non plus les deux-tiers des suffrages (ibid.). Aussi, quand Heydar Aliyev nomme son fils Premier Ministre en août 2003, il apparaît clair qu'il entend lui transmettre le pouvoir. Pour autant, une fois son père disparu, officiellement le 12 décembre 2003⁹⁷⁴, Ilham Aliyev est destiné à devenir une marionnette entre les mains de la vieille garde, et notamment du chef de l'Administration présidentielle, Ramiz Mehdiyev⁹⁷⁵. Son manque de légitimité autre que paternelle semble ne lui donner aucune chance face aux élites qui occupent le pouvoir depuis 1993.

La presse d'opposition et les autres membres de la *cottage industry* ne s'y trompent d'ailleurs pas, en continuant à décrire Ilham Aliyev comme un

⁹⁷⁴ Il existe de nombreux doutes sur la date exacte de la mort. Certains observateurs supposent que l'annonce du décès de Heydar Aliyev a été décalée pour permettre un partage formel du pouvoir entre la vieille garde et Ilham Aliyev. Entretiens n° 37 et 123.

⁹⁷⁵ Entretiens n° 146 et 154 avec un diplomate norvégien, 2010.

« *playboy* » (ICG, 2010 ; Lussac, 2010b)⁹⁷⁶. Il est vrai que, lorsqu'il a émergé comme membre de l'élite énergétique au milieu des années 1990, il semble avoir manifesté peu d'intérêt pour le pouvoir. Il était alors peu au fait des questions énergétiques et ne semblaient pas vouloir s'y impliquer davantage⁹⁷⁷. Il passait la plupart de son temps à Istanbul et les TNOC ont donc été surprises lorsqu'il a été nommé vice-président de SOCAR⁹⁷⁸. Il était néanmoins présent aux réunions importantes et, comme nous l'avons vu plus haut, informait constamment son père, jouant ainsi son rôle de lien entre SOCAR et la présidence azerbaïdjanaise⁹⁷⁹. Ilham Aliyev a seulement pris de l'importance à partir de 1999 et, dès 2001, il était perçu comme la personne à qui parler pour faire avancer les questions énergétiques en Azerbaïdjan⁹⁸⁰. Mais cette position stratégique n'était pas due à la qualité de ses analyses. Elle était le résultat de sa relation filiale avec Heydar Aliyev et de son identification en tant que face occidentale de SOCAR par les TNOC en raison de sa maîtrise parfaite de l'anglais⁹⁸¹.

Aussi, lorsqu'il accède au pouvoir, Ilham Aliyev semble condamné à devenir la représentation acceptable internationalement d'un régime où les liens claniques et la corruption font figure de seuls outils de structuration sociale. Pourtant, son expérience au cœur de la politique énergétique azerbaïdjanaise va permettre au nouveau président azerbaïdjanais d'asseoir son autorité. Il profite de l'absence de véritable chef de la politique énergétique – Valeh Alasgarov était en disgrâce à la fin du règne de Heydar Aliyev⁹⁸² – pour s'imposer comme une figure incontournable. Il manifeste en revanche peu d'intérêt pour les enjeux de politique intérieure. Cela tombe bien : Ramiz Mehdiyev, directeur de l'Administration présidentielle et chef du clan du Nakhitchévan, entend en conserver la mainmise⁹⁸³. Ces deux figures politiques s'entendent donc pour maintenir la cogestion de l'Azerbaïdjan, qu'ils avaient mis en œuvre pendant la maladie de Heydar Aliyev

⁹⁷⁶ Entretiens n° 1, 5 et 11.

⁹⁷⁷ Entretiens n° 22, 100 et 146.

⁹⁷⁸ Entretien n° 2.

⁹⁷⁹ Entretiens n° 11 et 80.

⁹⁸⁰ Entretien n° 33.

⁹⁸¹ Entretiens n° 33, 46 et 80.

⁹⁸² Entretiens n° 11 et 33.

⁹⁸³ Entretiens n° 79 et 104.

(entre juin et décembre 2003)⁹⁸⁴. Ce partage du pouvoir fonde la gouvernance de l'Azerbaïdjan sous Ilham Aliyev. Il préfigure la capture de l'Etat qui s'opère progressivement sous sa présidence.

Comme ICG (2010) et Lussac (2010a) l'ont démontré, la gouvernance est partagée en Azerbaïdjan. Elle est divisée en secteurs autonomes les uns par rapport aux autres. ICG (2010), reprise par Guliyev (2010), distingue trois grandes « familles » (presque l'équivalent de réseaux néopatrimoniaux), qui monopoliseraient cette gouvernance : la vieille garde, les oligarques et la « Famille » du président. Si cette typologie est fondamentalement correcte, elle tend néanmoins à minorer le rôle des individus, qui, profitant de la faiblesse des institutions, deviennent les agents de régulation de la société azerbaïdjanaise. Tout d'abord, elle unifie au sein de groupes des acteurs différents, qui poursuivent parfois des intérêts divergents. Il est par exemple difficile d'affirmer que Jalal Aliyev, oncle d'Ilham, poursuit les mêmes objectifs que Mehriban Aliyeva, Première Dame d'Azerbaïdjan, alors que tous deux appartiennent à la « Famille ». Ensuite, cette typologie induit une distinction entre des pratiques anciennes, portées par la vieille garde, et des pratiques nouvelles, développées par les oligarques. Elle postule donc une double gouvernance de l'Etat. Cette opinion n'est pas neutre politiquement : elle sous-tend un Ilham Aliyev, « victime » d'un système soviétique hérité de son père dont il ne pourrait se défaire. Cette opinion est véhiculée à des fins politiques par certains chercheurs, notamment ceux de l'Université John Hopkins à Washington⁹⁸⁵. De manière plus surprenante, elle est également portée par la diplomatie américaine. Dans un câble diplomatique révélé par Wikileaks (2010b) inspiré du film de Francis Ford Coppola *Le Parrain*, elle distingue un « bon Ilham Aliyev », comparé à Michael Corleone, et un « mauvais Ilham Aliyev », assimilé à Sonny Corleone. Ce dernier serait sous l'influence de Ramiz Mehdiyev, sur qui repose son pouvoir et dont il ne saurait se défaire (ibid.). Cette analyse se heurte pourtant à la réalité empirique.

En novembre 2009, deux bloggeurs, Adnan Hajizade et Emin Milli⁹⁸⁶, sont condamnés à des peines d'emprisonnement pour « hooliganisme ». Il sont accusés

⁹⁸⁴ Ibid.

⁹⁸⁵ Entretien n° 128.

⁹⁸⁶ Le premier est le fils de l'ancien ambassadeur d'Azerbaïdjan en Russie tandis que le second travaille pour BP Azerbaïdjan.

de troubles sur la voie publique, après s'être battus contre un homme venu les provoquer dans un restaurant de Bakou en leur demandant d'arrêter la politique. Derrière cette méthode soviétique, il est en fait reproché aux deux bloggeurs d'avoir posté sur le site Internet *You Tube* une vidéo où ils comparent Ilham Aliyev à un âne⁹⁸⁷ (Abbasov, 2010 ; Gojayev, 2010). La diplomatie américaine, parmi d'autres, considérait que ces arrestations, puis ces condamnations à 24 et 30 mois d'emprisonnement, portait la marque de Ramiz Mehdiyev (Wikileaks, 2010b). Or, il semblerait qu'Ilham Aliyev ait suivi l'affaire dès le départ et ait délibérément choisi de ne pas intervenir⁹⁸⁸. Cette prise de distance peut être attribuée soit à un désintérêt, soit à un manque de pouvoir. Si ICG (2010) soutient la seconde analyse, nous défendons au contraire la première. Comme nous l'avons vu dans la section 7.1.1, l'histoire d'Ilham Aliyev est celle de quelqu'un qui n'a jamais voulu être président. Ceux qui sont devenus ses proches, notamment au sein de la *cottage industry*, avouent qu'il n'a jamais manifesté d'intérêt pour la politique intérieure⁹⁸⁹. Il ne s'en est d'ailleurs pas caché auprès de la délégation de l'UE à Bakou⁹⁹⁰. Nous analysons ainsi l'absence d'investissement d'Ilham Aliyev dans la politique intérieure de son pays comme le signe manifeste d'un manque d'intérêt pour ces questions. Aussi, la capture de la gouvernance en Azerbaïdjan n'est pas seulement le produit d'un compromis politique hérité des derniers jours de Heydar Aliyev, elle est aussi le résultat de choix opérés par le président de la République azerbaïdjanaise.

Par conséquent, la capture de la gouvernance en Azerbaïdjan est autant le fait de logiques individuelles que de réseaux néopatrimoniaux. Cette gouvernance peut se distinguer en cinq domaines régaliens : la politique étrangère, la politique énergétique (qui se confond avec la politique économique), la politique intérieure, la

⁹⁸⁷ Les deux activistes se moquaient du gouvernement, qui venait de dépenser plusieurs milliers de dollars pour importer des ânes allemands en Azerbaïdjan. Cette satire sous-tendait que l'Etat dépense plus pour des animaux que pour ses propres citoyens (ICG, 2010).

⁹⁸⁸ Entretiens n° 42 et 143. Les deux bloggeurs ont été libérés en novembre 2010 sur décision d'une cour de justice azerbaïdjanaise. Il est probable que la pression politique exercée aussi bien par les Etats-Unis que par l'UE sur l'Azerbaïdjan autour de cette question ait eu raison de la fermeté du régime azerbaïdjanais, qui aurait pris conscience de la dégradation de sa réputation extérieure. Une analogie peut être faite avec la libération en mai 2011 du journaliste Eynur Fatullayev après quatre années de détention. Le régime avait ignoré l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme d'avril 2010 appelant à sa libération. Mais la victoire de l'Azerbaïdjan au concours de l'Eurovision 2011 a mis l'Azerbaïdjan sur le devant de la scène et menaçait de porter atteinte à la réputation du régime, qui entend se servir de l'édition 2012 du concours européen de la chanson comme d'une vitrine politique (Abbasov, 2011a).

⁹⁸⁹ Entretiens n° 80 et 128.

⁹⁹⁰ Entretien n° 151.

justice, et l'armée. Les deux premières politiques sont l'affaire d'Ilham Aliyev et de ses proches conseillers. Nous avons mentionné dans la section précédente la petite cellule énergétique qu'il a constituée autour de lui pour gérer l'ensemble des thématiques énergétiques en Azerbaïdjan et au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Il en est de même pour la politique étrangère. Le président azerbaïdjanais perpétue la stratégie définie par son père (Lussac, 2011b) et s'entoure pour ce faire de fidèles. On retrouve parmi ces derniers le membre du « Groupe de Kiev » et ministre des Affaires étrangères, Elmar Mammadyarov, le directeur du Centre d'Etudes Stratégiques placé sous l'autorité du président azerbaïdjanais et conseiller politique pour les affaires européennes, Elkhan Nuriyev, et le Conseiller national du président et directeur du Département des enjeux socio-politiques de l'Administration présidentielle, Ali Hassanov⁹⁹¹. Malgré leur « chef » commun, il n'existe que peu de communications entre ces deux cellules d'aide à la prise de décision. Par exemple, alors qu'une TNOC lui demandait d'intervenir auprès d'Ilham Aliyev et de SOCAR suite à un désaccord sur le forage d'un gisement, Ali Hassanov a fermement refusé, affirmant que la politique énergétique relevait exclusivement du président azerbaïdjanais et de la NOC⁹⁹².

L'économie non-énergétique est gérée par la Première Dame, Mehriban Aliyeva, née Pashayeva (Lussac, 2010b). Elle appartient à une grande famille d'intellectuels azerbaïdjanais : sa sœur, Nargiz Pashayeva, dirige la branche azerbaïdjanaise de l'Université d'Etat de Moscou ; son père, Arif Pashayev, préside l'Académie nationale d'aviation ; et son oncle, Hafiz Pashayev, ancien ambassadeur d'Azerbaïdjan aux Etats-Unis de 1993 à 2006, est aujourd'hui ministre adjoint des Affaires étrangères (Wikileaks, 2010c). Sa famille occupe également une place importante dans l'économie azerbaïdjanaise, notamment grâce à Pasha Holding. Cette entreprise est très active dans le secteur de la construction, en pleine expansion à Bakou et souvent suspectée de servir au blanchiment d'argent⁹⁹³, et dans le secteur bancaire⁹⁹⁴ (ICG, 2010 ; Meissner, 2010). En présidant la Fondation Heydar Aliyev, Mehriban Aliyeva détient également la mainmise sur toutes les

⁹⁹¹ Entretiens n° 44 et 56.

⁹⁹² Entretien n° 44.

⁹⁹³ Entretien n° 40.

⁹⁹⁴ Pasha Holding est également impliquée dans le tourisme et les assurances (ICG, 2010).

dépenses sociales de l'Etat et dispose de la sorte d'un levier sur les autres élites. Tout ministère serait en effet obligé de contribuer, directement ou indirectement, aux projets menés par la Fondation (ICG, 2010).

Comme nous l'avons vu plus haut, la politique intérieure est gérée par le chef de l'Administration présidentielle, Ramiz Mehdiyev. Il dispose également d'une forte influence sur la justice. Il bénéficie de ses relations privilégiées avec le ministre de l'Intérieur, Ramil Usubov, et le Procureur général, Zakir Garalov, pour faire régner sa loi (ICG, 2010). Il est également le président du Comité d'Etat de service public et dispose ainsi, de manière informelle, d'un droit de regard sur toutes les nominations au sein du service public, et notamment dans les secteurs judiciaires et législatifs (ibid.). Enfin, il dirige la Commission anticorruption tandis que son allié Z. Garalov dirige le département de Lutte contre la corruption du ministère de la Justice (ibid.). Ramiz Mehdiyev dispose de ce fait du pouvoir de faire tomber toute élite qui ne se soumettrait pas à son autorité.

L'armée est probablement le seul domaine régalien hors de contrôle de toute élite spécifique. La raison est simple : en Azerbaïdjan, personne n'a intérêt à ce que l'Etat dispose d'une armée cohérente, unie et forte. Alors que le pays est en guerre depuis 1991 avec l'Arménie, cette situation est paradoxale. Elle l'est d'autant plus que, chaque année, le budget de la Défense augmente : il était de 135 millions de dollars en 2003, puis de 2,3 milliards de dollars en 2008, et enfin de 3,12 milliards de dollars en 2011 (Lussac, 2009 ; Muradova, 2011). Deux raisons expliquent ce paradoxe. Premièrement, les élites au pouvoir n'ont pas d'intérêts à ce que l'Azerbaïdjan dispose d'une armée puissante. Le président de la République disposerait alors d'un pouvoir de coercition, qui pourrait les mener à la perte de leurs privilèges⁹⁹⁵. Des figures telles que « Monsieur Sécurité » ou « Monsieur Douanes » sont par exemple accusées de disposer d'armées privées, qui leur permettent de défendre leurs intérêts⁹⁹⁶. Deuxièmement, l'armée devient une source massive de revenus pour les élites comme pour les figures locales. Dans un rapport, ICG (2008) considérait que les salaires et les privilèges en nature

⁹⁹⁵ La question de l'armée en Azerbaïdjan est un serpent de mer depuis l'indépendance. Le Front Populaire, alors dans l'opposition, était par exemple un fervent promoteur de la construction d'une défense nationale tandis que le président Moutalibov souhaitait disposer uniquement d'une Garde nationale, dédiée à sa sécurité et à son service (Goltz, 1998).

⁹⁹⁶ Entretiens n° 11 et 123.

(logement notamment) étaient constamment détournés. Des officiers seraient même interdits de partir en retraite (ibid.). L'armée n'est donc pas aux mains d'une élite ou d'un réseau néopatrimonial particulier.

Au-delà de ce partage des politiques régaliennes, chaque ministère est ensuite autonome dans sa gestion. « Monsieur Douanes » ou le ministre des Transports Ziya Mammadov gèrent ainsi leurs ministères, sont régulièrement impliqués dans des affaires de corruption et de clientélisme mais restent libres de leur gestion⁹⁹⁷ (ICG, 2010). Z. Mammadov serait par exemple en froid avec Ramiz Mehdiyev mais cela ne conduit pas, du moins pour le moment, à son licenciement (Dubien, 2011a). Au final, les politiques publiques sont désétatisées, livrées à des réseaux néopatrimoniaux qui coexistent sans coopérer. Chaque réseau néopatrimonial, dominé par une figure importante, gère seul son domaine de prédilection, y développant une politique qui satisfait, un peu, les citoyens, et contribue, beaucoup, au bien-être de ses clients. Les institutions étatiques, telles que les ministères, sont ainsi détournées au profit des intérêts égoïstes des réseaux. Cette simple coexistence des politiques publiques conduit à la capture de l'Etat. Le gouvernement par exemple ne devient plus la somme d'individus développant *ex ante* une stratégie définie par l'exécutif avec l'aval des citoyens mais se transforme au contraire en agrégation de réseaux néopatrimoniaux et d'élites développant leurs stratégies propres à destination de leurs clientèles respectives. Aussi, la capture de l'Etat signifie l'affaiblissement de ses institutions et, en corollaire, son propre affaiblissement.

7.3.2. Capter plutôt que remplacer : la gestion des institutions en question

Dans un Etat sectorialisé, où la coexistence des institutions remplace leur coopération, se pose rapidement la question du changement. Comment faire

⁹⁹⁷ Il apparaît qu'un ministère qui réussit en Azerbaïdjan est un ministère qui génère des revenus pour ses clients tout en donnant l'impression de contribuer au développement économique du pays. Le ministère des Transports est emblématique de cette logique. En 2009, il a décidé de remplacer les vieux autobus publics datant de l'époque soviétique par de nouveaux bus modernes. Bakou s'est alors peuplée d'autobus flambant neufs. Mais il est apparu que ces autobus avaient été acquis auprès de la société du frère du ministre des Transports, au terme d'un processus d'acquisition obscur. Entretien n° 24.

évoluer le régime ? Comment adapter la gouvernance aux nouveaux défis sociopolitiques et aux demandes des citoyens ? Dans un régime où chaque réseau néopatrimonial gère exclusivement le domaine qu'il s'est approprié, le changement est difficile à mettre en œuvre. Le chef de l'Etat n'exerçant pas une autorité incontestée sur l'ensemble des politiques publiques, il ne peut être l'agent de la mutation de la gouvernance. Cette incapacité à mettre en œuvre le changement est illustrée par l'assassinat, toujours non expliqué, du commandant de l'armée de l'air azerbaïdjanaise, Rahil Rzayev, en plein jour à Bakou en février 2009. Comme nous l'avons vu, l'armée est un *no man's land* des réseaux néopatrimoniaux, où aucune élite dominante ne se distingue. Il semblerait que cet assassinat soit l'aboutissement de la lutte entre des réseaux néopatrimoniaux concurrents pour s'approprier cette manne financière (ICG, 2010). Ilham Aliyev aurait notamment reproché aux ministres de l'Intérieur, Ramil Usubov, et de la Défense, Safar Abiyev, de ne pas l'avoir informé des querelles, politiques ou commerciales, entre réseaux néopatrimoniaux (ibid.). L'armée aurait pu basculer sous la tutelle d'un réseau néopatrimonial dominant, celui de la vieille garde par exemple, et ce meurtre a mis fin à ce processus. L'assassinat apparaît ainsi comme un moyen en dernier recours de conserver le *statu quo* et d'empêcher le changement dans le partage de la gouvernance.

La capture de la gouvernance limite grandement les politiques de contrôle sur les stratégies menées par les individus ou les réseaux néopatrimoniaux. L'évolution de la gouvernance ne peut être l'aboutissement que de deux processus, non exclusifs. Un réseau néopatrimonial qui entre en compétition avec un autre peut se voir marginalisé, voire éradiqué. Ce même réseau néopatrimonial peut également continuer d'exister, tout en voyant se développer en parallèle, sous les auspices d'un réseau néopatrimonial plus puissant, une gouvernance en parallèle. Ces deux processus se sont développés ces dernières années. Tout d'abord, la destruction du réseau néopatrimonial des frères Aliyev est un bon exemple des risques qu'encourt un réseau à entrer en concurrence avec un autre réseau. En remettant en cause la régulation du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, les frères Aliyev se sont marginalisés d'eux-mêmes et ont scellé leur perte.

Il en est de même pour les réseaux néopatrimoniaux qui essaient de s'étendre en dehors de leur sphère d'influence. Par exemple, en octobre 2003, le ministère des Télécommunications a décidé d'annuler le contrat qu'ExxonMobil et Statoil avaient signé avec l'entreprise Telekom. Les lignes téléphoniques des deux entreprises ont même été coupées et les deux entreprises ont été invitées à souscrire à un nouveau contrat avec une société proche du ministre des Télécommunications, Nadir Ahmedov. Les deux TNOC ont alors protesté, refusant d'être mêlées à ce qu'elle percevait comme une tentative d'extorsion. Elles ont fait remonter le problème jusqu'à Ilham Aliyev et Ramiz Mehdiyev, qui ont annulé la décision du ministère des Télécommunications. Puis, quatre mois plus tard, N. Ahmedov a été démis et remplacé par un proche d'Ilham Aliyev, Ali Abbasov⁹⁹⁸.

Il arrive néanmoins qu'un réseau néopatrimonial dominant ne soit pas satisfait de la gestion d'un domaine par un autre réseau néopatrimonial. Cette insatisfaction résulte la plupart du temps de l'incapacité de ce dernier à faire coïncider intérêts égoïstes de ses clients et intérêts de l'Etat. Lorsque ce désaccord s'avère opposer deux réseaux néopatrimoniaux dominants, la violence apparaît alors comme le seul instrument de régulation, tel que cela semble avoir été le cas pour l'armée en 2009. Mais, lorsque ce désaccord met aux prises, un réseau dominant, celui de Ramiz Mehdiyev ou d'Ilham Aliyev par exemple, à un réseau inférieur, le changement dans la gouvernance s'exprime à travers la cooptation. L'autonomie des réseaux néopatrimoniaux limite leur capacité à être exclu ou remplacé. Par exemple, le ministère de l'Education est considéré en Azerbaïdjan comme l'un des plus corrompus⁹⁹⁹. En poste de 1998 et lié à l'ancien président de la *Milli Maclis*, le ministre Masir Mardanov apparaît inamovible (ICG, 2004b)¹⁰⁰⁰. Aussi, mécontent de l'incapacité du système universitaire azerbaïdjanais à former les futures élites

⁹⁹⁸ Entretiens n° 104 et 145.

⁹⁹⁹ Entretiens n° 24 et 128. La préparation d'une soutenance de thèse est une illustration emblématique de cette corruption. En vertu d'une régulation émise par le ministère de l'Education, il ne peut y avoir plus de trois doctorats attribués par les universités de Bakou par an. Aussi, chaque année est constituée une liste des doctorants attendant leur soutenance. Cette liste est par exemple constituée de dix personnes, qui veulent chacune être dans les trois premières. Pour avancer, elles doivent : disposer d'une bonne réputation au sein de l'université, c'est-à-dire n'avoir jamais critiqué les élites, rémunérer le président d'université, et rémunérer le comité de sélection du ministère de l'Education. Celui ou celle qui s'y conforme soutient alors sa thèse dans l'année. En revanche, celui ou celle qui ne s'y conforme pas est condamné(e) à attendre son tour, parfois plusieurs années.

¹⁰⁰⁰ Entretien n° 128.

du pays¹⁰⁰¹, Ilham Aliyev a dû se résoudre à créer une nouvelle institution universitaire en Azerbaïdjan, plutôt qu'à réformer le ministère de l'Education. L'Académie diplomatique azerbaïdjanaise (ADA) a été créée en 2006 dans ce but. Sa structure et son modèle de fonctionnement ont été élaborés par Frederick Starr, président de l'Institut Caucase-Asie centrale (*Caucasus-Central Asia Institute*, CACI) à l'Université John Hopkins, sur demande de Hafiz Pashayev, recteur de l'Académie, vice-ministre des Affaires étrangères et oncle de la Première Dame¹⁰⁰². L'ADA entend développer en Azerbaïdjan un modèle et un environnement universitaire de type anglo-saxon, libre de toute corruption et népotisme, et compenser ainsi les faiblesses du système universitaire traditionnel¹⁰⁰³. Ainsi, la cooptation d'une institution parallèle apparaît comme le seul moyen de changer la gouvernance.

La cooptation comme unique instrument de changement ne concerne cependant pas seulement les institutions. Elle est également utilisée pour compenser la faiblesse de certains agents de l'Etat. Ainsi, dans certains pays où les diplomates azerbaïdjanaïses sont considérés comme insuffisamment productifs, les réseaux néopatrimoniaux dominants soutiennent des initiatives parallèles, le plus souvent non étatiques. Par exemple, dans certains pays, les ambassades sont marginalisées au profit d'ONG qui remplissent des fonctions similaires. Aux Etats-Unis, l'USACC a émergé en 1995 en raison du manque de confiance de Heydar Aliyev en Hafiz Pashayev¹⁰⁰⁴. Aujourd'hui, au Royaume-Uni, l'ambassade d'Azerbaïdjan est en concurrence avec la Société Européenne d'Azerbaïdjan (*The European Azerbaijan Society*, TEAS)¹⁰⁰⁵. TEAS entend compenser les faiblesses de l'ambassade azerbaïdjanaïse en développant une stratégie de relations publiques portée par des spécialistes britanniques¹⁰⁰⁶. Elle s'approprie donc les événements

¹⁰⁰¹ L'éducation est un enjeu important parmi les élites puisque, en vertu des articles 100 et 121 de la Constitution, le président de la République, le Premier Ministre et les ministres doivent disposer d'un diplôme supérieur d'université (Heinrich, 2010).

¹⁰⁰² Entretiens n° 27 et 128.

¹⁰⁰³ Les informations sur l'ADA mentionnées ici ont été principalement recueillies à l'occasion de séjours, plus ou moins officiels, au sein de cette institution. Nous avons par exemple participé à l'Ecole d'été sur l'énergie organisée en juillet 2009 et au symposium annuel des chercheurs en relations internationales sur le Caucase organisé en octobre 2010.

¹⁰⁰⁴ Entretien n° 128.

¹⁰⁰⁵ Entretiens n° 155 et 156 avec deux diplomates azerbaïdjanaïses, 2010, et 157 avec un responsable d'ONG, 2010.

¹⁰⁰⁶ Entretien n° 157. En 2010, quatre employés sur dix étaient azerbaïdjanaïses. Tous les postes de communication sont occupés par des spécialistes britanniques des relations publiques.

organisés par l'ambassade (telle l'exposition de photographies *Baku with love* à Londres en février 2010), prenant en charge la communication extérieure sans consulter au préalable les diplomates¹⁰⁰⁷. Cette marginalisation des institutions traditionnelles étatiques est facilitée par l'appartenance du fondateur et président de TEAS, Tale Heydarov, au réseau néopatrimonial des oligarques¹⁰⁰⁸. Il est en effet le fils du ministre des Situations d'urgences et figure du clan du Nakhitchévan, Kamaladdin Heydarov. Les réseaux néopatrimoniaux dominants semblent encourager une telle marginalisation, qui permet de compenser les faiblesses des institutions étatiques tout en promouvant une nouvelle génération d'élites. Ils cooptent donc ces nouveaux acteurs, qui viennent pourtant concurrencer l'Etat.

Paradoxalement, ces processus de cooptation, qui tendent à affaiblir les mécanismes traditionnels de gouvernance de l'Etat, visent également à unifier la nation azerbaïdjanaise¹⁰⁰⁹. Les institutions parallèles jouent un rôle crucial dans ce processus. Tout d'abord, elles permettent de faire entrer dans le giron des réseaux néopatrimoniaux des agents qui s'en détournent. Par exemple, l'ADA contribue à enrôler les jeunes élites éduquées à l'étranger au sein du régime. Elle a pour ce faire lancé un programme de développement et de soutien au doctorat. Il propose notamment aux doctorants azerbaïdjanais étudiant à l'étranger de les réunir plusieurs fois par an pour des sessions de travail¹⁰¹⁰. A la fin de leurs études, les jeunes docteurs sont ensuite invités à venir enseigner à l'ADA. Ainsi, ils retournent dans leur pays et réintègrent le système universitaire azerbaïdjanais avec des rémunérations dignes des universités américaines et européennes. De manière sous-jacente, intégrant un organe de l'Etat, ces jeunes docteurs, qui

¹⁰⁰⁷ Entretiens n° 155, 156 et 157.

¹⁰⁰⁸ Selon ICG (2010), Tale Heydarov, âgé de 26 ans, posséderait le club de football azerbaïdjanais de Gabala, qui emploie de nombreux joueurs et entraîneurs étrangers, dont l'ancienne star du football britannique Tony Adams. Il gèrerait également pour son père des entreprises de construction à Bakou.

¹⁰⁰⁹ Cette stratégie pose de manière sous-jacente la nature de la nation azerbaïdjanaise. Altstadt (1992) et Dragadze (1996) proposent une définition historique en rappelant l'histoire du territoire sur lequel se trouve aujourd'hui l'Azerbaïdjan et des « Turcs Azerbaïdjanais » qui le peuplent. Dans son ouvrage consacré à l'accession à l'indépendance de l'Azerbaïdjan, Goltz (1998) décrit un Azerbaïdjanais comme quelqu'un étant Turc et musulman chiite. Reprenant cette définition, Cornell (2011) souligne à son tour la complexité et la perpétuelle évolution de la notion de nation azerbaïdjanaise. Trois aspects peuvent néanmoins être mis en lumière pour élaborer une définition de cette nation: l'importance de l'islam chiite (en dépit du caractère séculaire de l'Etat), l'influence de la Turquie, et la notion de victimisation, qui s'exprime à travers la description de l'Arménie comme ennemi héréditaire.

¹⁰¹⁰ Les frais de ces sessions de travail sont entièrement couverts par l'ADA. La dernière a eu lieu en juin 2011 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

pouvaient être critiques du régime, sont invités à en voir principalement les aspects positifs. Ainsi, l'ADA permet de coopter au sein du régime azerbaïdjanais une élite qui aurait pu porter atteinte à la réputation du pays si elle était restée à l'étranger.

La multiplication des agents de la gouvernance en Azerbaïdjan crée un paradoxe. Alors qu'elles affaiblissent les agents traditionnels de l'Etat, ces institutions parallèles sont portées par un idéal de pérennisation du régime. Les politiques publiques sont ainsi désétatisées et portées par des réseaux néopatrimoniaux qui, affaiblissant l'Etat, doivent en même temps renforcer le régime. Ce paradoxe illustre la gouvernance particulière de l'Azerbaïdjan. Tout changement dans la régulation sociale y semble impossible. Dominé par des réseaux néopatrimoniaux, le changement ne peut être que le résultat des erreurs stratégiques commises par un réseau ou la cooptation parallèle de nouvelles institutions. Emerge ainsi un régime figé, qui ne peut se pérenniser qu'en maintenant les privilèges de ses élites et en attisant la fibre nationaliste de ses citoyens.

Sous Ilham Aliyev, l'Azerbaïdjan se transforme donc en Etat-entreprise. Cette mutation résulte de la privatisation des modalités traditionnelles de gouvernance, et notamment de la gestion clanique de l'Etat mise en œuvre par son père et prédécesseur, Heydar Aliyev. Des réseaux néopatrimoniaux se sont ainsi superposés à des relations qui n'ont plus de claniques que le nom.

Cette privatisation est ensuite accélérée par l'utilisation d'un acteur non étatique à des fins de gouvernance de l'Etat. SOCAR devient ainsi un agent de régulation sociale, en lien avec une ONG, la Fondation Heydar Aliyev, exerçant une mission de providence traditionnellement dévolue à l'Etat. S'opère de la sorte un détournement des institutions étatiques, qui sont utilisées pour satisfaire les réseaux néopatrimoniaux et leurs clients, tandis que les agents non étatiques ont pour mission de contenter les citoyens azerbaïdjanais et « d'acheter » leur silence (Karl, 1997).

La privatisation de l'Etat aboutit enfin à la capture de la gouvernance. La gestion de l'Etat est un enjeu de pouvoir et de revenus pour les réseaux néopatrimoniaux, chacun tendant à diriger de manière autonome son domaine de prédilection. Ce

processus de capture rend ensuite très difficile le changement dans la gouvernance. A l'exception de la rupture avec le régime ou le débordement du cadre préétabli, la cooptation d'institutions parallèles apparaît comme le seul moyen de compenser les faiblesses des institutions existantes, et inamovibles.

L'Etat-entreprise résulte donc de trois processus concomitants : la privatisation des modalités traditionnelles de gouvernance, la privatisation d'un Etat détourné à des fins néopatrimoniales, et le transfert des missions traditionnelles de l'Etat à des acteurs économiques. Les politiques publiques sont ainsi désétatisées et l'Etat affaibli. Pourtant, c'est précisément la faiblesse et la structure de l'Azerbaïdjan qui lui permettent de développer son influence régionale au sein de la configuration sud-caucasienne.

8. La force des liens faibles : l'affirmation régionale de l'Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan apparaît comme un Etat faible, dont les institutions traditionnelles sont détournées au profit de réseaux néopatrimoniaux. La conduite de la politique étrangère n'échappe pas à cet affaiblissement puisque, comme nous venons de le voir, des acteurs non étatiques mais contrôlés par les réseaux néopatrimoniaux au pouvoir viennent concurrencer les institutions diplomatiques traditionnelles. Cependant, la faiblesse de l'Azerbaïdjan en tant qu'Etat lui permet justement d'accroître son influence au sein de la configuration sud-caucasienne. C'est en effet une des institutions qui affaiblit la gouvernance étatique traditionnelle, SOCAR, qui, de par son expansion commerciale régionale, sert les intérêts de l'Azerbaïdjan. En devenant une firme emblématique au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, la NOC étend son influence non seulement en Géorgie mais également en Europe de l'Est et en Turquie. Bakou imite ensuite la stratégie d'expansion régionale de son fleuron énergétique pour tourner à son bénéfice ses liens faibles avec les agents de la configuration sud-caucasienne, notamment l'Arménie, les Etats-Unis et la Russie. Devenant Etat emblématique, l'Azerbaïdjan

se comporte comme une entreprise non seulement à l'intérieur de ses frontières territoriales mais également au sein de la configuration sud-caucasienne.

8.1. La régionalisation commerciale de SOCAR

La montée en puissance commerciale de SOCAR suit une trajectoire linéaire. L'entreprise s'est d'abord structurée sur le marché intérieur azerbaïdjanais, devenant l'acteur-clé du secteur énergétique azerbaïdjanais. Sous l'impulsion d'Ilham Aliyev, elle est ainsi devenue une compagnie intégrée, présente en amont (exploration-production) et en aval (distribution) du secteur pétro-gazier. Le développement de SOCAR est allé de pair avec une remise en cause de la traduction opérée par BP au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Grâce à sa manne financière, l'entreprise a pu influencer sur la stratégie de la TNOC en sa faveur. Cela lui a alors permis d'asseoir la traduction de Bakou au sein du système complexe, qui a bénéficié de la diversification régionale, voire globale, de la NOC. Ce renforcement de la traduction azerbaïdjanaise a pris la forme de la constitution de SOCAR en firme emblématique. Elle a formé un réseau d'affaires (*business network*), c'est-à-dire « Un groupe de firmes dans une petite région géographique, qui appartiennent toutes à la même industrie ou à un groupe d'industries très proche » (Rugman et D'Cruz, 2000, p. 17). Grâce à ce réseau, elle peut faire face à la compétition régionale et s'étendre régionalement, puis globalement, tout en servant les intérêts de l'Azerbaïdjan.

8.1.1. La construction d'une NOC intégrée

Au lendemain de l'indépendance, le nouveau président de l'Azerbaïdjan indépendant, Ayaz Moutalibov, a maintenu la division du secteur azerbaïdjanais des hydrocarbures en deux domaines distincts : l'exploration et la production de pétrole d'un côté, le raffinage et le transport de l'autre. Le premier domaine était géré par Azerneft tandis que le second relevait d'Azneftkimya (Jones Luong et Weinthal, 2010). Le président Eltchibey mit fin à cette division du secteur pétrolier et décida, par un décret de septembre 1992, de l'unifier au sein d'une entreprise

intégrée à l'occidentale : SOCAR (Bagirov, 1996). Cependant, en dépit de cette bonne intention, la NOC azerbaïdjanaise n'a d'occidentale que l'apparence. Comme nous l'avons montré dans la section 7.1.3, elle reste marquée par une gestion clanique et néopatrimoniale. La corruption dans le pays est telle que n'importe quelle TNOC peut obtenir des documents confidentiels, notamment sur les sous-sols de l'Azerbaïdjan, en payant un haut responsable de l'entreprise¹⁰¹¹. En outre, SOCAR manque autant de capacités financières que de capacités technologiques pour produire ses propres ressources. Par exemple, l'entreprise ne dispose que de très peu d'ordinateurs et dépend des TNOC pour s'en procurer¹⁰¹². Pour autant, aussi bien sous Eltchibey que sous Heydar Aliyev (à l'exception de l'intermède Manafov), elle reste l'interlocuteur de référence des TNOC voulant investir en Azerbaïdjan. Elle communique sur la constitution des sous-sols azerbaïdjanaï, délivre les permis d'exploration, négocie les PSA. Ce rôle de traduction, certes faible, au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanaï profite grandement à l'entreprise.

En effet, SOCAR bénéficie d'un processus d'apprentissage. Comme l'ont démontré Ferrary et Granovetter (2009, p. 333), un tel processus est le fruit « D'un ensemble d'interactions dynamiques à double-sens à différentes échelles et au sein de plusieurs dimensions de réseaux multiples ». Le processus d'apprentissage de l'entreprise azerbaïdjanaïse est ainsi le résultat de ses multiples associations au sein des réseaux sociotechniques de transport du pétrole et du gaz azerbaïdjanaï. Elles lui ont permis « D'anticiper, d'apprendre et d'innover afin d'appréhender les changements majeurs internes et externes » au sein du système complexe (id.). Par exemple, SOCAR a bénéficié du projet de production du gaz d'*Oily Rocks*, autrefois torché, pour produire à son tour le gaz du gisement peu profond de Gouneshli¹⁰¹³. L'AIOC a ainsi livré des équipements modernes à la société azerbaïdjanaïse, lui permettant de produire 0,7 bcm par an à partir de 1995¹⁰¹⁴ (AIE, 2000 ; Thomson, Ebinger, Hamso et Mammadov, 2005). Puis, à partir du

¹⁰¹¹ Entretiens n° 11 et 44.

¹⁰¹² Entretiens n° 6 et 8.

¹⁰¹³ Cette partie du gisement de Gouneshli est exploitée par SOCAR. Seule la partie en eaux profondes du gisement de Gouneshli fait partie du PSA pour les gisements ACG.

¹⁰¹⁴ Entretien n° 9.

début des années 2000, l'accroissement de ses revenus financiers ainsi que la maîtrise de nouveaux outils de production ont permis à SOCAR de stopper le déclin de la production gazière en Azerbaïdjan. En mars 2005, elle a ainsi annoncé un plan dans ce but, d'une durée de dix ans et d'un budget de 224 millions de dollars, prévoyant notamment le forage de 23 réservoirs à l'aide de six plateformes sur le gisement peu profond de Gouneshli (Neff, 2009). La production gazière de SOCAR¹⁰¹⁵ en Azerbaïdjan est ainsi passée de 5,8 bcm en 2005 à 10,4 bcm en 2010 (CERA, 2011). Cette croissance rapide de la production a notamment été rendue possible grâce au soutien de l'AIOC, et notamment de BP, dans la mise en production optimale du gisement peu profond de Gouneshli (Lussac, 2010b).

Ce processus d'apprentissage est également le produit d'événements non anticipés. Comme nous l'avons vu dans l'introduction, l'Azerbaïdjan a considérablement perdu de son attractivité au début des années 2000. La publication successive de résultats non satisfaisants des explorations en mer Caspienne a incité les TNOC à se retirer du pays. Cette situation a paradoxalement bénéficié à SOCAR. Elle s'est retrouvée quasiment seule à produire des ressources qui n'intéressaient pas les TNOC¹⁰¹⁶. Elle a ainsi investi dans le *onshore*¹⁰¹⁷, allant jusqu'à produire autour de 180 000 bpj en 2008-2009 (Neff, 2009 ; BMI, 2011). Il faut ajouter à ces volumes les 10% de *cost oil* que reçoit SOCAR dans le cadre de sa participation à l'AIOC (Neff, 2009 ; BMI, 2011). La NOC a de ce fait pu augmenter ses revenus tout en accroissant son engagement dans la production pétrolière azerbaïdjanaise. Cette expérience gagnée dans la production de pétrole et de gaz permet aujourd'hui à SOCAR d'avoir pour ambition d'exploiter seule les ressources azerbaïdjanaises. Ainsi, bien qu'ayant reçu l'assistance d'une TNOC pour explorer le gisement gazier d'Ümid, SOCAR a exprimé le désir de produire seule les 200 bcm qu'il contiendrait¹⁰¹⁸ (BMI, 2011). Il en est de même pour le champ de Bebek, qui reste encore à explorer mais qui pourrait contenir jusqu'à 400 bcm de gaz (ibid.). Ainsi,

¹⁰¹⁵ Ce montant de la production est la somme du gaz produit par SOCAR en *offshore* et en *onshore* et du gaz associé que l'AIOC lui livre dans le cadre du PSA pour les gisements ACG.

¹⁰¹⁶ Seules des NOC telles que la Chinoise CNPC ou l'Indienne ONGC sont présentes en *onshore* en Azerbaïdjan, accompagnées de petites entreprises pétrolières, souvent basées aux Emirats Arabes Unis (Neff, 2009).

¹⁰¹⁷ Sur les 56 champs qu'exploite SOCAR en Azerbaïdjan, 38 sont en *onshore* et 18 en *offshore* (Neff, 2009).

¹⁰¹⁸ Entretiens n° 44 et 123.

en 20 ans, SOCAR a changé de statut, bénéficiant notamment de ses interactions multiples avec les TNOC présentes en Azerbaïdjan.

L'efficacité de ce processus d'apprentissage a été augmentée par les liens de SOCAR avec l'Etat. Bakou a en effet tenu à construire une NOC forte, qui ne soit pas qu'une interlocutrice des TNOC. Elle a par exemple insisté pour que la NOC assume financièrement sa part de BTC Co et ne dépende pas d'un procédé de *carry*, comme cela avait été le cas lors de son enrôlement au sein de l'AIOC. Aussi, le SOFAZ a été utilisé pour financer la part de 25% de SOCAR dans BTC Co, soit 353 millions de dollars (Chrysostomidis et Zakkour, 2008 ; Gojayev, 2009). L'Azerbaïdjan a surtout confié à sa NOC un monopole sur la politique énergétique. Même la mission de régulation du secteur énergétique azerbaïdjanais, qui est en théorie confiée au ministère de l'Energie et de l'Industrie, est gérée en réalité par SOCAR¹⁰¹⁹. Depuis la tentative de l'ancien ministre Madjid Karimov d'extorquer des fonds aux TNOC, ce ministère joue un rôle purement symbolique¹⁰²⁰. Il est confiné à un rôle de représentation politique à l'étranger : toutes les personnes compétentes sont en poste chez SOCAR et le ministère ne devient qu'un moyen de remercier Natig Aliyev pour les services qu'il a rendus à la nation¹⁰²¹.

Enfin, l'intégration de SOCAR s'est achevée avec les placements par décret présidentiel d'Azerigaz et d'Azerkimya sous l'autorité de la NOC, respectivement en juillet 2009 et en avril 2010 (Lussac et Raballand, 2011). La première gère le transport de gaz et l'approvisionnement des consommateurs locaux en Azerbaïdjan, tandis que la seconde est la principale industrie pétrochimique du pays. En obtenant la gestion directe de ces deux entreprises, SOCAR couvre désormais l'intégralité de la chaîne énergétique, allant de la production d'hydrocarbures à la distribution et à la transformation. Elle dispose ainsi d'un monopole sur les affaires énergétiques du pays, ne devant qu'à la présence prédominante de BP dans le secteur énergétique azerbaïdjanais de ne pas être un *leader* unique. Cette montée en puissance s'accompagne de la volonté de briser la

¹⁰¹⁹ Entretien n° 16.

¹⁰²⁰ Entretien n° 33.

¹⁰²¹ Entretiens n° 44 et 150.

position impériale de la compagnie anglo-saxonne, pour permettre à SOCAR de peser seule sur l'avenir énergétique de l'Azerbaïdjan.

8.1.2. La contestation de la traduction de BP

La montée en puissance de SOCAR sert deux objectifs commerciaux importants : renforcer la position de la NOC dans le secteur azerbaïdjanais des hydrocarbures et développer la traduction de l'Azerbaïdjan au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Cette ambition s'est révélée à la fin des années 1990 à l'occasion du débat sur le financement de la réhabilitation de la WREP. Comme nous l'avons vu dans la section 4.1.1, la Russie n'avait pas informé l'AIOC du véritable état de cet oléoduc. Aussi, quand le consortium a commencé à le réparer, il s'est rendu compte que les dégâts étaient beaucoup plus importants que prévus. Le coût de réhabilitation, estimé au départ à 250 millions de dollars, s'est finalement élevé à 590 millions de dollars¹⁰²². Mais le vice-président de l'AIOC en charge de la WREP a oublié de faire valider le financement supplémentaire de la WREP par le comité de pilotage de l'AIOC. Or, pour que les 340 millions de dollars supplémentaires engagés par le consortium entrent dans le programme de recouvrement des coûts établi par le PSA, leur affectation devait être validée par le comité conjoint de direction et le comité de pilotage. Mais seul le premier a été consulté. L'Azerbaïdjan a alors refusé que ces dépenses supplémentaires soient récupérables en vertu du PSA. S'en est suivi un conflit commercial de deux ans, au cours duquel BP a notamment menacé de porter la question devant une cour d'arbitrage¹⁰²³. En refusant ne serait-ce que de négocier, SOCAR entendait mettre la TNOC face à ses limites et lui démontrer sa montée en puissance¹⁰²⁴. Un accord a néanmoins été trouvé en 2001, la direction de SOCAR acceptant finalement que 90% des 340 millions de dollars entrent dans le programme de recouvrement¹⁰²⁵. La

¹⁰²² Entretiens n° 11, 12, 13, 17, 18, 25 et 33.

¹⁰²³ L'AIOC aurait fait valoir qu'elle avait agi par pure prudence en approuvant très rapidement l'engagement de ces dépenses. Entretiens n° 11 et 33.

¹⁰²⁴ Entretien n° 25.

¹⁰²⁵ Entretien n° 33.

NOC a finalement cédé au chantage de BP, qui refusait d'entériner le développement complet des gisements ACG tant que ce différend n'était pas résolu¹⁰²⁶.

En Azerbaïdjan, cette retraite a souligné un problème important : l'incapacité de SOCAR à contester la traduction de BP au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. La future manne énergétique, allant de pair avec la montée en puissance de l'entreprise, et le soutien fort de l'Etat ont permis de pallier ces deux limites. A partir de 1999, les revenus pétroliers n'ont plus été systématiquement alloués au budget de l'Etat, ils ont été dédiés au SOFAZ et au développement de SOCAR (Lussac, 2010b). La mise en production de la plateforme d'Azéri central a coïncidé avec l'arrivée massive de revenus dans le budget de l'Etat. Une fois le développement des gisements ACG lancé, l'Azerbaïdjan a moins dépendu de BP, qui disposait auparavant de l'argument de l'annulation du développement en cas de différend. Ainsi, à partir de 2006, SOCAR a manifesté son intention de contester la position « impériale » de la TNOC sur le secteur azerbaïdjanais des hydrocarbures¹⁰²⁷. Pour autant, ces tensions étaient alors circonscrites grâce à la *cottage industry*, le président de BP Azerbaïdjan, David Woodward, en poste depuis 1998, entretenant de très bonnes relations avec Ilham Aliyev. Mais le remplacement de cet ingénieur britannique en septembre 2006 a scellé le destin de la relation entre BP et SOCAR.

Malgré la cooptation de son prédécesseur, qui l'a présenté à toutes les personnes influentes de la *cottage industry*, Bill Schrader, nouveau président de BP Azerbaïdjan, n'a manifesté que peu d'intérêt pour les relations sociales entre élites¹⁰²⁸. Aussi, au moindre différend, la situation était condamnée à exploser. Ce point de non-retour a été atteint en 2008. L'envolée des prix mondiaux du pétrole¹⁰²⁹ a logiquement affecté le calcul des revenus pétroliers en Azerbaïdjan. Le partage des revenus est le fruit d'une équation complexe calculée tous les trimestres et basée sur le taux réel de rendement cumulatif après impôts des investisseurs, c'est-à-dire l'AIOC. Il est ensuite divisé en trois phases.

¹⁰²⁶ Le développement de la phase 1 des gisements ACG – la mise en production de la plateforme d'Azéri central – n'a été entériné qu'en août 2001. Entretiens n° 25 et 33.

¹⁰²⁷ Entretiens n° 33, 44, 97 et 158 avec un diplomate américain, 2009.

¹⁰²⁸ Entretiens n° 33, 44, 97 et 159 avec un directeur d'une NOC, 2009.

¹⁰²⁹ Le 3 juillet 2008, le prix du baril de Brent était de 146,08 dollars (BBC, 2008).

Phase	Taux réel de rendement de l'AIOC	Pourcentage du <i>profit oil</i> de l'Azerbaïdjan	Pourcentage du <i>profit oil</i> de l'AIOC
1	Moins de 16,75%	30%	70%
2	Entre 16,75% et 22,75%	55%	45%
3	Au-dessus de 22,75%	80%	20%

Tableau 8. Le calcul des revenus pétroliers des gisements ACG¹⁰³⁰

Or, le taux réel de rendement de l'AIOC prend en compte les prix mondiaux du pétrole. Aussi, au printemps 2008, SOCAR et le SOFAZ ont approché BP pour lui demander de passer de la seconde à la troisième phase de partage des revenus pétroliers. Mais la TNOC a refusé, estimant que cette étape n'avait pas encore été franchie¹⁰³¹. Selon le président de SOCAR, Rovnag Abdullayev, elle aurait alors fait pression sur la NOC en réduisant le transfert, pourtant gratuit, de gaz associé des gisements ACG de 3 bcm à 1,4 bcm (Wikileaks, 2010d). Cependant, après plusieurs mois de conflits, BP a dû se rendre à l'évidence : l'envolée des prix du pétrole avait effectivement fait passer le partage du *profit oil* de la seconde à la troisième phase de calcul¹⁰³² (Lussac, 2010b).

Cette victoire de SOCAR a mis en lumière deux aspects importants. Tout d'abord, elle a souligné les progrès commerciaux et techniques de la NOC. Seule, elle a été capable de mettre à mal les raisonnements techniques de BP et de faire valoir ses droits. Ensuite, la dureté des négociations a durablement affecté les relations entre BP et l'Azerbaïdjan. Le partenariat politique public-privé noué durant la construction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais s'est effrité au profit de relations de pouvoir. Ce différend a constitué le point d'orgue de la stratégie de SOCAR de contestation de la traduction de BP du système complexe. La NOC s'est ensuite attachée à attiser la concurrence entre les TNOC au sein du système complexe. Par exemple, elle a développé les relations avec Total, dont le représentant s'est pleinement intégré au sein

¹⁰³⁰ Entretiens n° 24 et 54.

¹⁰³¹ La montée soudaine des prix du pétrole a déstabilisé l'AIOC, qui avait négocié le PSA pour les gisements ACG sur la base d'un baril de pétrole valant 18 dollars. Il avait ainsi prévu le passage à la troisième phase de partage des revenus pour 2012, à raison d'un baril oscillant entre 30 et 40 dollars (Wikileaks, 2010d). Entretien n° 1.

¹⁰³² Entretiens n° 24 et 54.

de la *cottage industry*. Cette dernière a su tirer parti de ce contexte pour signer en février 2009 un PSA pour le gisement en eaux profondes d'Absheron¹⁰³³. SOCAR a ensuite démontré sa force de traduction en refusant que BP rejoigne le projet et en accueillant de nouveaux partenaires, tel que GDF Suez, qui a acquis 20% du projet en juin 2009¹⁰³⁴ (BMI, 2010a).

Ainsi, la traduction de SOCAR du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais s'est renforcée au détriment de celle de BP. Ce face-à-face a débouché sur une refonte de la stratégie de la TNOC en Azerbaïdjan. A la surprise générale, Bill Schrader a été muté en août 2009. Il a abandonné son poste de président de BP Azerbaïdjan pour devenir directeur de la filiale russe de la compagnie anglo-saxonne, TNK-BP (Lussac, 2010b). La force de la traduction de l'Azerbaïdjan s'est alors affirmée à travers la nomination de son remplaçant. Chose totalement inhabituelle dans l'industrie pétrolière : un local a été nommé à la tête de la filiale de BP en Azerbaïdjan. Et le nouveau président de BP Azerbaïdjan, vice-président de BP en charge de BTC Co auparavant, n'est pas n'importe quel Azerbaïdjanais. Géophysicien, il a supervisé le projet d'exploration du champ d'Inam pour Amoco au début des années 1990. Il a ensuite été nommé à Londres, puis à Aberdeen. Son retour à Bakou a alors fait partie d'une stratégie plus globale de BP visant à réduire les tensions post-développement en nommant à la tête des filiales des individus originaires du pays de production¹⁰³⁵.

Lorsqu'Amoco l'a engagé en 1994, il était alors suspecté de travailler en sous-main pour l'Etat azerbaïdjanais¹⁰³⁶. Sa femme aurait en outre entretenu d'excellentes relations avec Mehriban Aliyeva, soutenant notamment ses projets sociaux¹⁰³⁷. Aujourd'hui, Rashid Javanshir se présente en public exclusivement comme un employé de BP et n'emploie jamais la première personne du pluriel pour évoquer son pays natal. Il dispose néanmoins d'une excellente relation avec Ilham Aliyev, qu'il rencontre une fois

¹⁰³³ Entretiens n° 44 et 157. Un premier PSA pour ce champ a été signé en 1997 entre SOCAR (50%-, Chevron (30%) et Total (20%). Chevron s'est cependant retiré du projet en 2005, estimant qu'il n'était pas viable commercialement. La TNOC basée à Paris l'a finalement repris en 2009, considérant que du gaz pouvait se trouver à une profondeur qui n'avait pas été explorée au début des années 2000 (Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2010).

¹⁰³⁴ Entretien n° 44.

¹⁰³⁵ Entretiens n° 39 et 40.

¹⁰³⁶ Entretiens n° 11 et 104. Cette rumeur s'appuyait sur le fait que R. Javanshir avait séjourné aux Etats-Unis au début des années 1990 et parlait un anglais parfait, ce qui était assez rare en Azerbaïdjan. Sa très bonne éducation le rendait donc suspect auprès des autres membres non-azerbaïdjanais de la *cottage industry*.

¹⁰³⁷ Entretien n° 11.

par semaine¹⁰³⁸. Il a également obtenu de très bons résultats en très peu de temps, que ce soit l'acquisition de la part de Devon Energy dans l'AIOC au printemps 2010, la signature d'un PSA pour le champ de Shafag-Asiman en octobre 2010, ou l'extension du PSA pour le gisement de Shah Deniz de cinq années supplémentaires (de 2031 à 2036) en décembre 2010¹⁰³⁹. Sous sa gouverne, BP a ainsi réaffirmé sa présence en Azerbaïdjan. Cette présence est néanmoins bien perçue par Bakou, qui sait désormais pouvoir s'appuyer sur quelqu'un qu'elle connaît bien à la tête de la TNOC.

La contestation de la traduction de BP a ainsi abouti au renforcement du contrôle de l'Azerbaïdjan sur son secteur pétro-gazier. SOCAR a démontré sa montée en puissance et l'efficacité de son processus d'apprentissage, obtenant indirectement le remplacement de l'ancien président de la TNOC à Bakou. Son successeur est un ancien de la *cottage industry* qui, de par ses liens avec le sommet de l'Etat azerbaïdjanais, a peu de chances de s'opposer à l'Azerbaïdjan. L'avancée soudaine de dossiers tels que ceux de l'extension du PSA pour Shah Deniz ou la négociation d'un nouveau PSA pour le gaz profond contenu dans le gisement de Gouneshli¹⁰⁴⁰ est là pour l'illustrer. Le face-à-face entre SOCAR et BP semble avoir été de courte durée et s'être terminé au bénéfice de la première. Celle-ci est désormais un partenaire de premier plan de la seconde, dont elle est capable d'influencer la stratégie et, donc, la traduction.

8.1.3. La constitution d'un réseau d'affaires

La montée en puissance de SOCAR a cependant connu un arrêt brutal à l'été 2009. Paradoxalement, celle-ci s'est heurtée à la traduction du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais opéré par Bakou dans les années 1990. En effet, comme nous l'avons vu dans la section 1.1.3, Heydar Aliyev avait attribué en 1997 à Azersun Holding le monopole du transport pétrolier sur la voie ferrée Bakou-Batoumi.

¹⁰³⁸ Entretien n° 160 avec un vice-président d'une TNOC, 2011.

¹⁰³⁹ Le consortium Shah Deniz souhaitait prolonger le PSA de Shah Deniz afin de bénéficier de plus de visibilité avant de lancer la mise en production de la deuxième phase de développement du gisement, dont l'investissement est estimé à 20 milliards de dollars. Entretiens n° 43, 44 et 160.

¹⁰⁴⁰ Jusqu'à récemment, le gisement profond de Gouneshli n'était supposé contenir que du pétrole et du gaz associé. Mais il est apparu qu'il contiendrait également du gaz, en quantité *a priori* commercialement viable. Aussi, depuis, 2009, SOCAR et l'AIOC débattent sur les modalités d'extraction et de production de ces réserves. Jusqu'à mi-2011, la première exigeait un nouveau PSA tandis que la seconde demandait une extension du PSA de 1994. Mais Rashid Javanshir aurait convaincu le consortium de l'intérêt d'un nouveau PSA, néanmoins favorable tant à SOCAR qu'aux investisseurs extérieurs. Entretiens n° 43 et 51.

Cette attribution néopatrimoniale a donné lieu à une situation paradoxale : malgré son développement, SOCAR dépendait des entreprises privées pour transporter son pétrole au sein du réseau sociotechnique. Cette dépendance a éclaté au grand jour en 2009. La NOC a alors voulu acheter 200 000 tonnes de fioul sur la bourse pétrolière du Turkménistan. Elle allait obtenir ces volumes lorsque « Monsieur Azersun » est allé voir Ilham Aliyev et lui a demandé d'annuler la commande. Une filiale d'Azersun Holding, MEPF, achète en effet l'intégralité des produits pétroliers turkmènes qui traversent l'Azerbaïdjan et elle ne souhaitait pas subir de concurrence. Devant le refus de président azerbaïdjanais, « Monsieur Azersun » a annoncé qu'aucune de ses entreprises ne transporterait les achats de SOCAR. Cette menace était alors facile à mettre en œuvre puisque l'intégralité du transport pétrolier par la voie ferrée Bakou-Batoumi était entre les mains de ses entreprises. Malgré sa frustration, SOCAR dut céder et annula sa commande auprès de la bourse turkmène¹⁰⁴¹. La politique énergétique de l'Azerbaïdjan a ainsi été mise à mal par un des produits de la traduction opérée par Bakou dans les années 1990.

Cette force de contestation d'une entreprise privée d'un centre de traduction a souligné la faiblesse de l'Azerbaïdjan au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. Paradoxalement, malgré la montée en puissance de SOCAR et la contestation de la traduction de BP, le centre de traduction azerbaïdjanais au sein du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais structuré par la voie ferrée Bakou-Batoumi s'était affaibli. La disparition de Heydar Aliyev a coupé les liens de confiance qui unissaient l'ancien président azerbaïdjanais et « Monsieur Azersun ». Ainsi, Ilham Aliyev a dû faire preuve de compromis, voire de compromission, pour maintenir la traduction azerbaïdjanaise de ce sous-réseau. Par exemple, lorsqu'AzerTrans a signé un accord pour le transport des volumes pétroliers des gisements ACG appartenant à ExxonMobil en 2004, elle disposait alors d'un lien direct avec l'entreprise nationale ferroviaire *Azerbaijan State Railways*¹⁰⁴². Puis, comme nous l'avons vu dans la section 7.2.2, AzerTrans, en même temps qu'AzPetrol International Holding, est passée sous le contrôle de la présidence de la République azerbaïdjanaise. Paradoxalement, alors que l'on aurait pu penser que cette appropriation se traduirait par un renforcement de la

¹⁰⁴¹ SOCAR a alors demandé à l'entreprise turque SOM Petrol d'acheter 100 00 tonnes de fioul et de les lui livrer au terminal pétrolier géorgien de Kulevi depuis le port russe de Machakala. Entretiens n° 28 et 29.

¹⁰⁴² Entretien n° 29.

traduction azerbaïdjanaise de ce sous-réseau sociotechnique, elle s'est au contraire traduite par son affaiblissement. AzerTrans a dû alors sous-traiter le transport du pétrole d'ExxonMobil à des entreprises contrôlées par Azersun Holding, d'abord AzTransRail, puis Cross Caspian¹⁰⁴³. Cette dernière résume à elle seule les compromis qu'a dû conclure l'Azerbaïdjan pour raffermir sa traduction du sous-réseau sociotechnique.

Cross Caspian est une *joint-venture* créée par MEPF et SOCAR en 2006. Elle transporte des produits pétroliers depuis les terminaux azerbaïdjanais jusqu'à la mer Noire, contrôlant 90% du transport pétrolier par voie ferrée (Lussac, 2010b). Cette entreprise appartient conjointement à trois sociétés : AzTransRail et QavqazTransServis, deux filiales d'Azersun Holding, en contrôlent 33% chacune tandis que SOCAR en détient 34% (Neff, 2009). Si l'ancienne dirigeante de Cross Caspian est proche du clan du Nakhitchévan, l'entreprise est néanmoins dirigée par le fils et le neveu de « Monsieur Azersun » (Lussac, 2010b). Ainsi, la constitution d'une NOC forte, pouvant contester la traduction du système complexe par BP, s'est accompagnée d'un affaiblissement de la traduction de l'Azerbaïdjan du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. L'Etat a dû conclure un compromis néopatrimonial avec « Monsieur Azersun » pour enrôler son fleuron énergétique au sein du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

Cependant, l'incident au Turkménistan entre MEPF et SOCAR a fait prendre conscience à Bakou du paradoxe de cette situation où SOCAR, NOC contestant BP, est soumise au diktat d'un conglomérat dont la position commerciale est le fruit du capitalisme de copinage des années 1990. Aussi, la présidence de la République azerbaïdjanaise a décidé de briser le monopole d'Azersun Holding. Fin 2009, une cargaison de pétrole gérée par Cross Caspian, a été retenue à la frontière azerbaïdjanaise (ibid.). Malgré leurs efforts, les dirigeants de Cross Caspian et Azersun Holding ont été incapables de convaincre les douanes azerbaïdjanaises de laisser passer leur cargaison. Il a fallu l'intervention de la TNOC qui possédait les volumes transportés pour que ces dernières acceptent finalement de libérer le convoi. Ce blocage aurait été réalisé sur

¹⁰⁴³ Entretiens n° 29 et 105. A l'origine, ExxonMobil devait transférer son contrat de transport avec AzerTrans à Cross Caspian. Mais le transfert a échoué en raison d'une opération commerciale douteuse. En effet, la TNOC exigeait de connaître l'actionnariat de Cross Caspian. Mais l'un des actionnaires – AzTransRail – a changé brutalement de propriétaire, passant d'Azersun Holding à une entreprise turque, dénommée IKRA et appartenant au beau-fils de « Monsieur Azersun ». Y voyant des signes de corruption, ExxonMobil a préféré annuler la transaction afin de ne pas tomber sous le coup de la FCPA (Lussac, 2010b). BTC Co a refusé de donner un accès tiers à Cross Caspian pour des raisons similaires (ibid.).

demande de la présidence de la République d'Azerbaïdjan auprès du réseau néopatrimonial qui gère les douanes, sous le contrôle de « Monsieur Douanes ». Il aurait coûté plusieurs millions de dollars à Azersun Holding et à ses filiales (ibid.).

Pour revenir en grâce, une filiale d'Azersun Holding, Intersun, aurait fait construire une raffinerie de sucre en Azerbaïdjan début 2010 et en aurait fait don à l'Etat¹⁰⁴⁴. Ce geste n'a cependant pas suffi : Cross Caspian a perdu l'intégralité de sa direction début 2010. Le nouveau directeur général est l'ancien responsable de la communication, entré deux ans plus tôt dans l'entreprise. Cross Caspian a également abandonné la construction du terminal pétrolier de Garadagh¹⁰⁴⁵, pourtant considéré comme une priorité en 2009. Enfin, le contrôle de l'entreprise a été transmis du fils au neveu de « Monsieur Azersun », qui a développé une stratégie agressive pour relancer sa société, en augmentant notamment le tarif de transport de sept dollars par tonne¹⁰⁴⁶. Cette hausse soudaine a provoqué la colère de ses clients et mis en lumière les difficultés de Cross Caspian, qui subit la concurrence de plus en plus féroce d'AzPetrol, contrôlé par « Monsieur Sécurité », et perd jour après jour son monopole dans le transport pétrolier en Azerbaïdjan¹⁰⁴⁷.

Le rôle accru d'AzPetrol au sein du réseau sociotechnique permet à SOCAR de se constituer un réseau d'affaires au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais. La NOC est ainsi en passe de devenir une firme emblématique, c'est-à-dire « Une entreprise multinationale qui a pris la direction stratégique d'un réseau d'affaires composé de quatre autres partenaires : des fournisseurs clés, des clients clés, des concurrents choisis, et les institutions non reliées aux affaires » (Rugman et D'Cruz, 1997, p. 403). Certes, la NOC n'est pas une firme multinationale. Mais son expansion géographique perpétuelle lui en donne néanmoins les atours. Le réseau d'affaires concerne ici le transport du pétrole azerbaïdjanais. SOCAR est engagée en amont, dans l'exploration-production, grâce à sa part dans les gisements et ses réserves *onshore*. Elle est également active dans le transport puisqu'elle détient 25% de BTC Co et 34% de Cross Caspian. Elle est enfin présente dans l'aval puisqu'elle contrôle l'entreprise

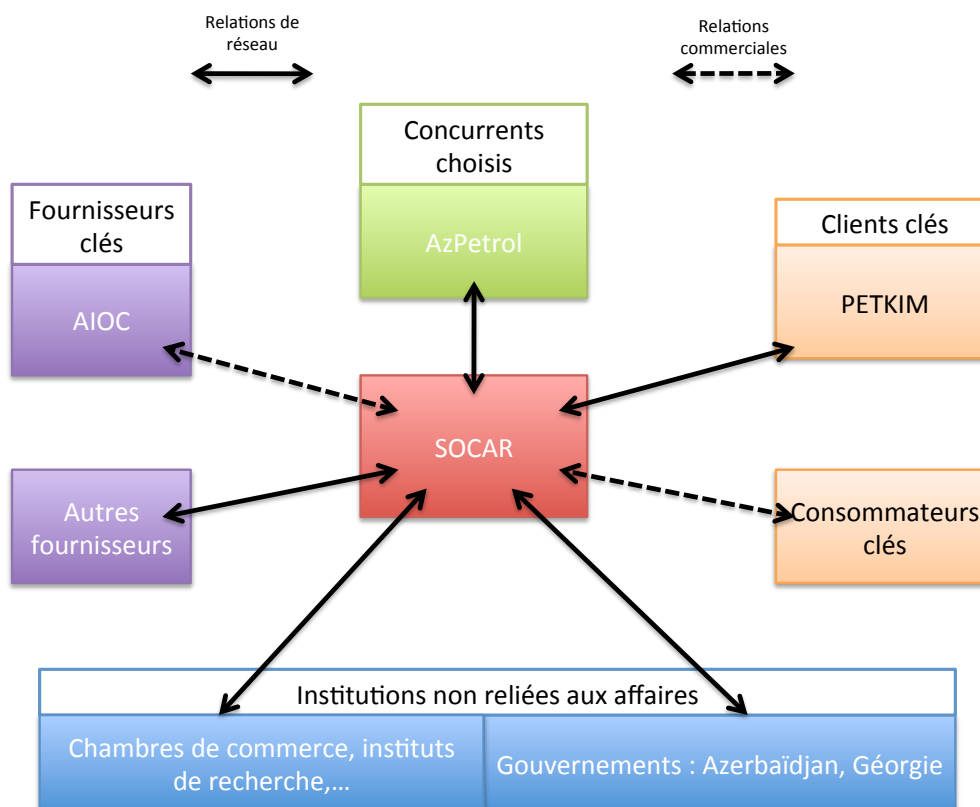
¹⁰⁴⁴ Entretien n° 28.

¹⁰⁴⁵ Ce projet reste tout de même soutenu par MEPP.

¹⁰⁴⁶ Entretiens n° 29, 105 et 131.

¹⁰⁴⁷ Entretiens n° 28 et 29.

pétrochimique azerbaïdjanaise Azerkimya et détient 74,98% de la *joint-venture* qui possède 51% de l'entreprise pétrochimique turque PETKIM¹⁰⁴⁸.



Graphique 4. Les relations emblématiques au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais¹⁰⁴⁹

Comme le montre le graphique ci-dessus, le réseau d'affaires de SOCAR est composé de fournisseurs clés, incarnés par la production *onshore* de SOCAR et des entreprises liées au réseau néopatrimonial de « Monsieur Sécurité » tel que Bahar Energy Ltd. Le concurrent choisi de la NOC est AzPetrol International Holding, dont les filiales AzerTrans et Baghlan Trading, sont également sous contrôle de « Monsieur Sécurité ». Enfin, le client clé de SOCAR est PETKIM, fer de lance du développement de l'entreprise publique en Turquie. Ainsi, les seules relations commerciales qu'entretient la NOC au sein du réseau sociotechnique sont avec l'AIOC (fournisseur clé) et les consommateurs. Ces relations ne sont cependant pas un problème car, en tant que membre

¹⁰⁴⁸ La *joint-venture* – STEAS – qui possède 51% de PETKIM, les 49% restants étant aux mains de l'Etat, est composée de SOCAR (74,98%), Turcas (25%) et Aksoy Holding (0,2%). Elle a été fondée en 2008 (BMI, 2011 ; Interfax, 2011a).

¹⁰⁴⁹ Ce graphique a été dessiné à partir de Rugman et D'Cruz (2000, p. 26).

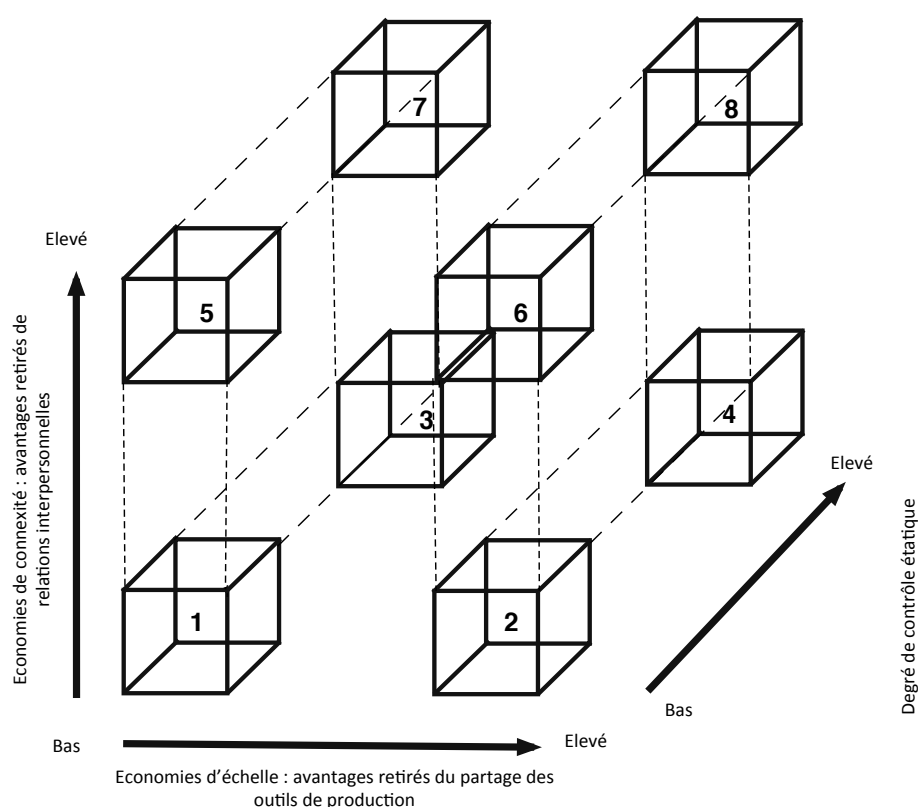
du Comité conjoint de direction du consortium, l'Azerbaïdjan, et ainsi SOCAR, a son mot à dire sur le développement des gisements ACG. Quant aux relations avec les consommateurs, dans l'industrie pétrolière, l'essentiel n'est pas de vendre son pétrole mais de disposer des moyens de le vendre au prix le plus intéressant et sur les marchés les plus attractifs. Dans cette perspective, SOCAR a inauguré en mai 2008 le terminal pétrolier de Kulevi en Géorgie et a fondé en décembre 2008 SOCAR Trading, basée à Genève mais disposant de bureaux à Dubaï et à Singapour et chargée de vendre le pétrole et les produits pétroliers azerbaïdjanais en Europe et en Asie (Neff, 2009). En réalité, la faiblesse du réseau d'affaires de SOCAR ne réside pas en amont, ni en aval, mais dans le transport puisque son concurrent choisi, AzPetrol, est lui-même en compétition avec les entreprises d'Azersun Holding. Cette concurrence non souhaitée empêche la NOC d'asseoir son réseau d'affaires au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais et, ainsi, d'y affirmer sa traduction au nom de son pays d'origine. Quoiqu'il en soit, la constitution de ce réseau d'affaires permet à SOCAR de se déployer régionalement et de renforcer sa présence en Géorgie et en Turquie.

8.1.4. La diversification de SOCAR

SOCAR, devenant firme emblématique, assume le rôle de centre de traduction de l'Azerbaïdjan au sein de ce réseau sociotechnique et, au-delà, du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Cette mission lui est confiée car son expansion au sein du réseau sociotechnique, qui se double d'une expansion régionale, sert les intérêts du réseau néopatrimonial qui dirige l'Etat azerbaïdjanais. En effet, le développement régional de SOCAR, qui s'accompagne de la diversification de l'entreprise, suit trois logiques : commerciale, politique et néopatrimoniale. Dieleman et Sachs (2008) ont rappelé que la diversification d'une entreprise suit traditionnellement deux objectifs : les économies d'échelle et les économies d'envergure¹⁰⁵⁰. A ces deux dynamiques, Dieleman et Sachs (2008, p. 273) en ajoutent une troisième : les économies de connexité (*economies of connectedness*), c'est-à-dire « Les bénéfices que reçoit une firme à partir des relations personnelles de sa haute direction ». Grâce aux économies de connexité,

¹⁰⁵⁰ Les économies d'échelle incitent les entreprises à concentrer leurs activités afin d'accroître les revenus en partageant les coûts. En revanche, les économies d'envergure encouragent la constitution de portefeuilles d'activités pour des biens qui possèdent les mêmes caractéristiques afin, ici aussi, d'optimiser les coûts et augmenter les bénéfices.

une entreprise se diversifie pour tirer profit des relations interpersonnelles dans un environnement faiblement institutionnalisé. Prenant l'exemple du Groupe Salim en Indonésie, Dieleman et Sachs (2008) estiment qu'une entreprise avec de fortes économies de connexité se diversifie aussi pour accroître les bénéfices financiers de l'élite dirigeante. Cette analyse, bien que juste, nous semble cependant trop restrictive. En effet, elle ne s'applique pas aux entreprises étatiques car elle ne prend pas en compte le rôle de l'Etat. Ainsi, nous considérons que la diversification d'une société publique dans un environnement faiblement institutionnalisé sert également des intérêts politiques, la coopération régionale par exemple. Ce constat nous conduit à introduire une troisième variable dans l'analyse de Dieleman et Sachs : le degré de contrôle étatique.



Graphique 5. Taxonomie des entreprises en cours de diversification¹⁰⁵¹

¹⁰⁵¹ Ce graphique est construit à partir de Dieleman et Sachs (2008, p. 274). Légende : (1) Diversification sans raison apparente ; (2) Diversification motivée par l'acquisition de nouvelles ressources ; (3) Diversification appelée par l'Etat ; (4) Diversification motivée par l'acquisition de nouveaux outils de productions ; (5) Diversification motivée par des

La diversification de SOCAR se distingue par des degrés élevés d'économies de connexité et de contrôle étatique. Le degré des économies d'échelle dépend ensuite de la nature de la diversification considérée. L'affirmation de SOCAR comme centre de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais peut être considérée comme une diversification globale et s'inscrit donc dans la huitième case du graphique 2. En effet, cette prise de contrôle fait sens d'un point de vue commercial, politique et néopatrimonial. La constitution de SOCAR Trading et les acquisitions d'Azerkimya et de PETKIM accroissent les revenus de l'entreprise à travers la vente d'huile et de produits pétroliers. La prise d'intérêt dans Cross Caspian et la constitution d'un réseau d'affaires avec AzPetrol réduisent la dépendance de transport, dépendance d'autant plus sensible que « Monsieur Azersun » et le président de SOCAR entretiennent de mauvaises relations (Lussac, 2010b). Le développement de la NOC en Géorgie, en Turquie et en Europe de l'Est sert également les intérêts politiques de Bakou, qui entend développer la coopération avec ces Etats¹⁰⁵².

Enfin, l'acquisition de PETKIM ou l'ouverture d'un bureau de SOCAR Trading à Singapour servent les intérêts financiers des réseaux néopatrimoniaux. En juillet 2007, le gouvernement turc a annoncé la privatisation de 51% de l'entreprise pétrochimique, fixant le prix minimum à 500 millions de dollars¹⁰⁵³ (BMI, 2010b). En mars 2008, l'appel d'offres a été remporté par *TransCentralAsia Petrochemical Holding*, un consortium composé de Kazakh Euroasia, Caspi Neft et Troika Dialog Bank, pour 2,05 milliards de dollars (ibid.). Mais, trois mois plus tard, le gouvernement turc a annulé sa décision et a attribué les 51% de PETKIM au consortium de SOCAR, composé également de l'entreprise saoudienne Injaz et de la société turque Turcas. Pourtant, l'offre de ce consortium – 2,04 milliards de dollars – était inférieure à celle de *TransCentralAsia Petrochemical Holding* (ibid.). Deux raisons expliquent ce revirement. Tout d'abord, il est apparu que le consortium russo-kazakhstanais était mené par un homme d'affaires arménien, ce qui a suscité des critiques dans l'opinion publique turque (ibid.). Ensuite,

relations interpersonnelles ; (6) Diversification motivée par la constitution d'un réseau d'affaires ; (7) Diversification de capitalisme de copinage ; (8) Diversification globale.

¹⁰⁵² SOCAR a acquis en 2009 des stations-service en Ukraine. En octobre de la même année, elle a également signé un accord de fourniture de 58 400 bpj de pétrole à la raffinerie de Kremenchoug (BMI, 2011). Selon Gojayevev (2010), la politique de développement de SOCAR en Ukraine s'inscrirait dans le cadre d'une revitalisation de l'organisation régionale GUAM.

¹⁰⁵³ Selon BMI (2010b), ce prix de réserve était largement sous-évalué.

SOCAR, déçue d'avoir perdu l'appel d'offres, a mobilisé la *cottage industry*. Valeh Alasgarov a ainsi été réquisitionné pour user de ses relations afin de faire changer d'avis les autorités turques¹⁰⁵⁴. Cette mobilisation a été une réussite, SOCAR et Turcas (Injaz s'est retiré ensuite) acquérant finalement PETKIM. Le prix de l'entreprise a néanmoins été largement surévalué et il est possible que le recours à la *cottage industry* ait signifié des bénéfices financiers pour ces élites énergétiques¹⁰⁵⁵.

Il en est de même pour SOCAR Trading Singapour que beaucoup d'observateurs soupçonnent de servir d'instrument de blanchiment d'argent, *via* la fourniture de pétrole au Vietnam¹⁰⁵⁶. Prise individuellement, cette diversification s'inscrit d'ailleurs dans la septième case du graphique 2. En effet, SOCAR semble courir deux lièvres à la fois. Alors qu'elle cherche à étendre son activité pétrochimique en Europe, en investissant en Bulgarie, en Roumanie et en Turquie, elle se développe également en Asie du Sud-Est. Or, pour le moment, elle ne dispose pas de suffisamment de stocks pour approvisionner deux marchés sur lesquels elle est encore novice¹⁰⁵⁷. En outre, Girod et Rugman (2005) ont démontré qu'une firme emblématique devait avant tout consolider sa position commerciale dans sa région d'origine avant d'aller conquérir des marchés à l'international, sous peine d'échouer dans sa multinationalisation. Ainsi, les économies d'échelle apparaissent faibles dans ce cas alors que le degré de contrôle étatique et les économies de connexité restent élevés puisque cette diversification profite aux réseaux néopatrimoniaux dominants.

Le développement de SOCAR a donc suivi une trajectoire linéaire. Après avoir renforcé sa position commerciale au niveau national, la NOC a commencé à contester la traduction du système complexe du transport des hydrocarbures azerbaïdjanais par BP, parvenant à influencer sur la stratégie de l'entreprise anglo-saxonne. Elle a ensuite entendu prendre une place accrue au sein du système complexe. Pour ce faire, elle s'est constitué à l'aide de l'Etat azerbaïdjanais un réseau d'affaires qui lui a permis de renforcer et d'assumer la traduction du réseau

¹⁰⁵⁴ Entretiens n° 44 et 48.

¹⁰⁵⁵ Entretiens n° 161 avec un directeur d'une entreprise turque, 2011, et n° 162 avec un directeur d'un consortium, 2011.

¹⁰⁵⁶ Entretiens n° 1 et 44. SOCAR reproduirait le schéma qui a fait la fortune de certains membres de la *cottage industry* (voir section 5.2.3), camouflant le montant réel de pétrole vendu et transporté.

¹⁰⁵⁷ Rien que pour PETKIM, SOCAR s'est notamment engagée à développer le site d'Aliaga, à côté d'Izmir, d'ici 2020 pour un montant total de 20 milliards de dollars. Une raffinerie d'une capacité de 200 000 bpj et d'un coût estimé à 4 milliards de dollars devrait notamment voir le jour en 2014. Entretien n° 163.

sociotechnique de transport pétrolier par l'Azerbaïdjan. Devenant firme emblématique, elle s'est diversifiée, tant pour des raisons commerciales que politiques ou néopatrimoniales. La régionalisation de SOCAR a ainsi permis de satisfaire les intérêts des agents azerbaïdjanais dominants au sein du système complexe. Elle sert particulièrement les intérêts de l'Azerbaïdjan, qui entend monter en puissance au sein de la configuration sud-caucasienne, à l'image de l'affirmation régionale de son fleuron énergétique au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais.

8.2. Tirer parti d'une configuration difficile : les liens faibles comme remède aux limites de la puissance

L'Azerbaïdjan connaît une situation paradoxale. Alors que ses finances s'accroissent de jour en jour, alors qu'il renforce sa traduction au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, sa position au sein de la configuration sud-caucasienne demeure instable. Il y entretient principalement des liens faibles, que ce soit avec les acteurs locaux tels que l'Arménie ou la Géorgie ou avec les agents extérieurs, les Etats-Unis et la Russie notamment. Pourtant, comme nous l'avons vu dans l'introduction, Granovetter (1973) a démontré qu'un individu avec de nombreuses accointances, c'est-à-dire des liens faibles, va avoir accès à une plus grande diversité d'informations circulant au sein du système social qu'un individu avec une prépondérance d'amis proches, soit des liens forts, parmi lesquels les informations tendent à circuler en vase clos¹⁰⁵⁸. Ferrary et Granovetter (2008) ont ensuite démontré que des liens faibles, accompagnés de relations hétérogènes et denses, garantissaient ensuite la robustesse d'un réseau. Il en est de même pour une configuration, dont la structuration sociale est proche de celle d'un réseau, eu égard à ses interactions et à l'évolutivité permanente des relations en son sein. Aussi, la diversité, la densité et la faiblesse de ses liens sont la force de l'agent Azerbaïdjan au sein de la configuration sud-caucasienne. Se constituant un réseau semblable au réseau d'affaires de SOCAR au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais, l'Etat-entreprise

¹⁰⁵⁸ Granovetter illustre ce constat par la circulation d'offres d'emplois parmi des cercles d'individus (1974).

azerbaïdjanais devient Etat emblématique pour accroître son pouvoir et étendre son influence dans cette configuration.

8.2.1. Les liens forts et faibles de l'Azerbaïdjan

Selon Granovetter (1973, p. 1361), « La force d'un lien est la combinaison (le plus souvent linéaire) de la quantité de temps, de l'intensité émotionnelle, du degré d'intimité (confidences mutuelles) et de la réciprocité des services rendus ». Pour un Etat, nous estimons que la force d'un lien repose sur l'histoire des relations entre deux agents, l'intensité de ces relations, le degré de coopération et la réciprocité des services rendus. Dans une démarche semi-quantitative, nous mesurons ces quatre facteurs à l'aune de l'histoire des relations diplomatiques entre les Etats (ouverture d'une ambassade), de la régularité des échanges diplomatiques (visites officielles présidentielles¹⁰⁵⁹), du niveau des échanges commerciaux et du degré de confiance mutuelle. Ce dernier facteur n'est pas mesuré statistiquement mais au regard de la confiance qu'entretiennent les Etats. Nous distinguons quatre niveaux de confiance : absente, limitée, moyenne et élevée. L'Arménie, en tant qu'Ennemi de l'Azerbaïdjan, se situe au premier niveau. Les échecs successifs de résolution du conflit du Haut-Karabagh ainsi que l'absence de relations diplomatiques entre Bakou et Erevan ne facilitent pas l'établissement de liens durables. En outre, les nouvelles générations au pouvoir en Arménie et en Azerbaïdjan ne partagent pas un vécu commun, comme cela a pu être le cas entre Levon Ter-Petrossian et Heydar Aliyev dans les années 1990 par exemple.

Le degré respectif de confiance mutuelle entre l'Azerbaïdjan et les Etats-Unis et entre l'Azerbaïdjan et la Russie est limité. Comme nous l'avons vu dans la section 6.2, les relations entre Bakou et Washington sont entravées par la Section 907 de la Loi de soutien à la liberté. En dépit de sa conformité aux attentes énergétiques des Etats-Unis, l'Azerbaïdjan n'a pas été en mesure de convaincre Washington d'alléger la Section 907, si ce n'est en 2002, au moment du début de la guerre en

¹⁰⁵⁹ Nous ne prenons en compte que les visites présidentielles car nous estimons que ce type de visites exprime plus que tout autre l'intensité des relations entre deux Etats, encore plus dans l'espace post-soviétique où les relations interpersonnelles sont si importantes.

Afghanistan (Shaffer, 2010). En outre, de 2009 à 2011, trois événements distincts ont dégradé la qualité de la relation américano-azerbaïdjanaise. Premièrement, l'absence d'ambassadeur américain à Bakou entre juillet 2009 et janvier 2011 a été perçue par les autorités azerbaïdjanaises comme un désintérêt américain pour leur pays¹⁰⁶⁰. Après le départ d'Anne Derse, Washington n'a pas nommé immédiatement de nouvel ambassadeur. Le Président Obama n'a désigné Matthew Bryza comme nouvel ambassadeur qu'en avril 2010¹⁰⁶¹. Le Sénat américain a cependant bloqué sa prise de poste jusqu'en décembre 2010 en raison du manque potentiel d'objectivité du diplomate (Abbasov, 2011b). Il lui était notamment reproché d'avoir pris parti pour l'Azerbaïdjan lorsqu'il représentait les Etats-Unis au sein du Groupe de Minsk de 2006 à 2009 (ibid.). Encouragés par les associations représentantes de la diaspora arménienne, des sénateurs se sont donc opposés à l'envoi de M. Bryza en Azerbaïdjan. En désespoir de cause, le président Obama a nommé ce dernier par intercession (*recess appointment*)¹⁰⁶².

Deuxièmement, Bakou n'a pas apprécié de ne pas être invité en avril 2010 à Washington pour le Sommet du Nucléaire, sommet auquel étaient officiellement conviées les seules puissances nucléaires mais auquel le Premier Ministre turc Erdoğan et le président géorgien Saakachvili ont également participé¹⁰⁶³. Troisièmement, le point d'orgue du refroidissement des relations diplomatiques a eu lieu en décembre 2010, lorsque le site Internet *Wikileaks* a révélé un câble diplomatique américain dans lequel Ilham Aliyev est comparé au chef de la mafia Michael Corleone dans le film *Le Parrain* (Wikileaks, 2010b ; Abbasov, 2011b). Même si les relations entre Bakou et Washington se sont depuis améliorées, la persistance de l'influence de la diaspora arménienne au Congrès, que ce soit sur le Haut-Karabagh ou sur les agents de la diplomatie américaine, incite l'Azerbaïdjan à entretenir une certaine méfiance à l'égard des Etats-Unis (Goltz, 2010).

Il en est de même pour les relations russo-azerbaïdjanaises. En dépit des liens historiques qui unissent les deux pays, Bakou continue de percevoir Moscou avec

¹⁰⁶⁰ Entretiens n° 46, 80, 127, 163 avec un diplomate américain, 2010, et 164 avec un diplomate américain, 2011.

¹⁰⁶¹ Entretien n° 80.

¹⁰⁶² Ce procédé, typique de la législation américaine, permet de nommer un ambassadeur sans l'aval du Sénat. La nomination n'est cependant valable que jusqu'à la prochaine session du Congrès, en général une année, période au terme de laquelle elle doit être validée par le Congrès.

¹⁰⁶³ Entretien n° 46.

méfiance. Cela tient au double jeu que développe la Russie au sein de la configuration sud-caucasienne depuis la catastrophe fondatrice de 1991. Par exemple, l'entreprise d'armement russe Rosoboronexport a proposé plusieurs fois entre juillet 2011 et février 2011 à Bakou de lui vendre du matériel militaire tel qu'une licence de production pour le véhicule blindé Tigre ou des systèmes antiaériens S-300 (Dubien, 2011b). Dans le même temps, l'Arménie et la Russie ont signé en août 2010 une extension du bail d'utilisation de la base militaire de Gumri, proche de la frontière turque, par la 102^{ème} division de l'armée russe jusqu'à 2044¹⁰⁶⁴ (Grigoryan, 2010). Cette politique du double jeu incite Bakou à penser que la Russie a un intérêt dans le maintien du *statu quo* au Haut-Karabagh¹⁰⁶⁵. Certes, l'Azerbaïdjan a essayé d'influer sur la stratégie russe en acceptant de vendre de petits volumes de gaz à Gazprom – 2 bcm par an à compter de 2011 (Wikileaks, 2010a ; BMI, 2011)¹⁰⁶⁶. Mais cette tentative n'a pas porté ses fruits et Moscou continue de soutenir militairement l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En outre, la relation personnelle entre Ilham Aliyev et Vladimir Poutine est réputée pour être mauvaise, notamment depuis la guerre russo-géorgienne (de Waal, 2011a). Le premier n'avait pas apprécié qu'une roquette russe tombe près de la WREP en Géorgie (Wikileaks, 2010a). Le degré de confiance mutuelle entre Bakou et Moscou est donc limité en raison de la méfiance qu'entretient la première à l'égard de la politique sud-caucasienne de la seconde.

L'Azerbaïdjan voue ensuite une confiance moyenne à la Géorgie et à l'UE. Cette relation vis-à-vis de la première peut être une surprise, eu égard aux investissements de Bakou dans ce pays. En effet, depuis 2006, SOCAR aurait investi environ 470 millions de dollars en Géorgie, pour la construction du terminal pétrolier de Kulevi entre autres (Lussac, 2011b). La NOC est même devenue en 2010 le contribuable le plus important, avec 150 millions de lari, soit 63 millions d'euros versés au budget de l'Etat (Jervalidze, 2011). En outre, en décembre 2008, Tbilissi a signé un accord avec SOCAR, confiant à l'entreprise géorgienne le monopole de la distribution de gaz en Géorgie¹⁰⁶⁷. La NOC

¹⁰⁶⁴ Le bail initial, signé en 1995, devait prendre fin en 2020.

¹⁰⁶⁵ Entretien n° 106.

¹⁰⁶⁶ Entretien n° 150.

¹⁰⁶⁷ Entretiens n° 48, 81 et 135.

azerbaïdjanaise gère les importations géorgiennes de gaz et rachète peu à peu les réseaux de distribution dans les provinces géorgiennes (Gojayev, 2010). Enfin, l'Azerbaïdjan finance, *via* le SOFAZ, la construction en Géorgie de la voie ferrée Bakou-Tbilissi-Kars (BTK)¹⁰⁶⁸. En janvier 2007, elle a octroyé à Tbilissi un prêt de 220 millions de dollars à rembourser sur 25 ans avec un taux d'intérêt annuel de 1% (Lussac, 2008). En 2011, Bakou a alloué 575 millions supplémentaires, également remboursables sur 25 ans mais à un taux annuel de 5%, afin de financer la construction et la réhabilitation de la voie ferrée autour d'Akhalkalaki¹⁰⁶⁹ (Today.az, 2011a). L'Azerbaïdjan est donc de plus en plus active, au point d'être devenu le deuxième partenaire commercial de la Géorgie en 2010, derrière la Turquie¹⁰⁷⁰ (Geostat, 2011).

Cependant, le partenariat entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie ne va pas de soi. Il demeure avant tout pragmatique, fondé sur les intérêts respectifs de chaque Etat. Comme nous l'avons vu dans la section 6.1.1, Bakou a certes renoncé à sa taxe de transit sur l'oléoduc BTC pour soutenir les demandes de Tbilissi. Mais cette proposition a été faite sur les conseils de BP et des Etats-Unis qui, las du blocage causé par la Géorgie, ont demandé à l'Azerbaïdjan d'en finir¹⁰⁷¹. Par ailleurs, cette décision a été très mal perçue en Azerbaïdjan, notamment chez SOCAR. Les hauts responsables de la NOC ne voyaient pas sur quelle base Bakou devait aider Tbilissi¹⁰⁷². Le pragmatisme de cette relation s'est accru après 2003. Azerbaïdjan et Géorgie devaient alors suivre des trajectoires politiques opposées : alors que la première se transformait en régime autoritaire dynastique, la seconde avait pour ambition de devenir la première démocratie sud-caucasienne depuis la catastrophe fondatrice de 1991¹⁰⁷³. Peut-être est-ce en raison de ces visions politiques différentes qu'Ilham Aliyev et Mikheil Saakachvili entretiennent de froides

¹⁰⁶⁸ Pour une présentation de ce projet, voir notamment Lussac (2008).

¹⁰⁶⁹ Le coût de construction de la partie turque de la voie ferrée BTK, estimé à 159 millions de dollars, est assumé par la Turquie. Entretien n° 165 avec un haut fonctionnaire du ministère turc du Transport, 2009.

¹⁰⁷⁰ Le chiffre d'affaires entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie a augmenté de 87% entre 2000 et 2010, passant de 76 à 620 millions de dollars selon le Bureau national de statistiques de Géorgie (Geostat, 2010). Il faut néanmoins noter que les données varient entre les statistiques azerbaïdjanaises et celles géorgiennes. En effet, la première mentionne un chiffre d'affaires avec la Géorgie de 461 millions de dollars en 2010 (Azstat, 2011).

¹⁰⁷¹ Entretiens n° 8, 26 et 62.

¹⁰⁷² Entretien n° 8.

¹⁰⁷³ Il pourrait certes être soutenu que la Géorgie suit aujourd'hui une trajectoire politique autocratique. Cependant, nous considérons ici qu'aucune conclusion ne pourra être formulée avant les élections présidentielles de 2013, auxquelles M. Saakachvili ne peut constitutionnellement pas participer pour avoir déjà effectué deux mandats.

relations¹⁰⁷⁴. Cela s'est notamment vu à l'occasion de la guerre russo-géorgienne d'août 2008. Bakou est en effet restée muette et n'a pas manifesté de soutien public à Tbilissi. En raison de l'arrêt du Corridor énergétique Est-Ouest, elle a même réorienté l'exportation du pétrole azerbaïdjanais vers l'Iran, *via* un système de *swap*, et vers la Russie, par la NREP (Lussac, 2010a). Ilham Aliyev s'est par la suite défendu en affirmant qu'il ne s'était pas prononcé publiquement en faveur de M. Saakachvili « Car ça n'aurait rien changé »¹⁰⁷⁵ (Wikileaks, 2010a). Les autorités azerbaïdjanaises ont également affirmé qu'elles avaient grandement participé à la reconstruction post-conflit, estimant que tout Géorgien ethniquement Azéri était en fait une aide azerbaïdjanaise (ibid.)¹⁰⁷⁶. La nature pragmatique des échanges entre Azerbaïdjan et Géorgie nous conduit donc à évaluer leur degré de confiance mutuelle à « moyen ». La coopération de ces deux Etats n'existe que tant qu'elle conforte leurs intérêts respectifs.

Le degré de confiance mutuelle entre l'Azerbaïdjan et l'UE est également un sujet complexe. D'un point de vue méthodologique, il est difficile de considérer l'UE comme un acteur unitaire de politique étrangère, étant donné la diversité des politiques menées, que ce soit par la Commission, le Parlement ou les Etats-membres (Lussac, 2010c). Nous choisissons cependant de le traiter comme tel puisqu'à Bakou, les tenants de la politique étrangère, Ilham Aliyev en tête, parlent de plus en plus d'Europe et de moins en moins d'Etats européens. L'UE est perçue comme un agent politique consistant, à défaut d'être parfois cohérent. Il n'en demeure pas moins que le degré de confiance mutuelle existant entre l'Azerbaïdjan et l'UE varie selon les Etats considérés. Il existe ainsi une fracture entre les Etats-membres de l'Europe de l'Est et de Scandinavie (la Suède), qui manifestent un fort intérêt pour le Caucase du Sud, et ceux d'Europe de l'Ouest, à l'exception de l'Italie et du Royaume-Uni, qui y prêtent moins d'attention. Ainsi, depuis 2004, trois présidents polonais se sont rendus à Bakou quand aucun président français ou chancelier allemand ne l'a fait¹⁰⁷⁷ (ministère des Affaires étrangères de la

¹⁰⁷⁴ Entretien n° 11.

¹⁰⁷⁵ D'après un câble diplomatique américain révélé par Wikileaks (2010a), Ilham Aliyev aurait affirmé au directeur exécutif de l'Exploration-Production de BP : « *I did not rush to stand behind Saakashvili because it would have made no difference* ».

¹⁰⁷⁶ Un diplomate azerbaïdjanais nous a même affirmé que la participation des Géorgiens de Kvémou-Kartlie, majoritairement Azéris, à la reconstruction de la Géorgie était une aide humanitaire azerbaïdjanaise. Entretien n° 27.

¹⁰⁷⁷ Une visite du président français Sarkozy à Bakou a eu lieu le 7 octobre 2011.

République d'Azerbaïdjan, 2011). Par exemple, les relations entre l'Azerbaïdjan et la France sont complexes. Bien que deuxième partenaire commerciale du pays, Paris mène une politique étrangère prudente vis-à-vis de Bakou. Pour les autorités azerbaïdjanaises, cette prudence est le fruit de l'activisme de la diaspora arménienne, qui compterait 500 000 personnes en France (Lussac, 2010a). Elles considèrent qu'aucun président français ne s'est jamais rendu en Azerbaïdjan de peur de susciter le courroux d'électeurs potentiels¹⁰⁷⁸. Cette diversité des relations entre les Etats-membres de l'UE et l'Azerbaïdjan nous amène donc à définir leur degré de confiance mutuelle de « moyen ».

Enfin, malgré les récentes tensions autour des négociations gazières, nous considérons que l'Azerbaïdjan et la Turquie partagent un degré élevé de confiance mutuelle. Ce degré est illustré par une formule simple qui s'affiche partout et est répété systématiquement par les dirigeants des deux pays : « Une nation, deux pays »¹⁰⁷⁹ (Lussac, 2011c). Ankara a été la première à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan le 9 novembre 1991 (Robins, 1993). Sous l'impulsion du président turc Demirel, Ankara a ensuite aidé au retour à Bakou de Heydar Aliyev en juin 1993 (Goltz, 1998). En outre, en dépit de relations houleuses durant les négociations énergétiques, les échanges entre l'Azerbaïdjan et la Turquie ont été constamment maintenus. Par exemple, depuis 1993, il ne s'est pas passé une seule année sans qu'un président ou un Premier ministre turc visite Bakou et *vice versa* (ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, 2003). La première, et dernière, visite d'Etat d'Ilham Aliyev en tant que Premier Ministre a d'ailleurs été pour la Turquie (ibid.). Pour son premier voyage en tant que chef d'Etat en avril 2004, il s'est à nouveau rendu à Ankara, où il a notamment prononcé un discours devant la Grande Assemblée Nationale de Turquie (ibid.). Azerbaïdjan et Turquie entretiennent donc des relations fraternelles, qui n'ont pas été mises en cause outre-mesure par les difficiles négociations énergétiques ou le

¹⁰⁷⁸ Entretiens n° 106 et 166 avec un diplomate azerbaïdjanais, 2010. Il faut cependant convenir que les associations communautaires peuvent avoir du poids sur la vie politique française. Par exemple, un projet de jumelage entre Bakou et Bordeaux à la fin des années 1970 est resté dans les cartons en raison de l'opposition de l'Association culturelle arménienne de Bordeaux. Dans une lettre envoyée au président du Comité exécutif de Bakou, l'ancien maire de Bordeaux Jacques Chaban-Delmas écrit ainsi « Ce sont des motifs intérieurs à la Ville de Bordeaux qui nous ont empêchés [de donner suite au jumelage] ». Puis, dans la note de transfert de cette lettre au Doyen Valade, Chaban-Delmas complète « Ainsi que vous le savez, ces "éléments intérieurs" ne sont autres que nos Arméniens de Bordeaux » (Chaban-Delmas, 1989).

¹⁰⁷⁹ Cette formule figure par exemple sur le fronton de l'usine pétrochimique PETKIM à Aliaga (Turquie).

rapprochement turco-arménien¹⁰⁸⁰. Le degré de confiance entre ces deux Etats est élevé et il n'existe pas de rupture politique entre eux sur le long terme.

Ainsi, pour évaluer les liens forts et les liens faibles de l'Azerbaïdjan, nous avons élaboré le tableau ci-dessous.

	Relations diplomatiques	Régularité des échanges diplomatiques (au 1^{er} août 2011)	Chiffre d'affaires du commerce extérieur en 2010 (en millions de dollars)¹⁰⁸¹	Degré de confiance mutuelle
Arménie	Pas de relations diplomatiques.	Rencontres régulières entre les présidents et les ministres des Affaires étrangères dans le cadre du Groupe de Minsk et du dialogue trilatéral avec la Russie (dernier en date : Kazan en juin 2011)	Pas d'échanges commerciaux officiels	Absent
Etats-Unis	Relations diplomatiques établies le 25 décembre 1991. Ambassade américaine inaugurée en 1992. Ambassade azerbaïdjanaise inaugurée en 1992.	7 visites officielles des présidents azerbaïdjanais aux Etats-Unis. Aucune visite présidentielle américaine en Azerbaïdjan.	1,74 (6,2%)	Limité
Géorgie	Relations diplomatiques établies le 18 novembre 1992. Ambassade géorgienne inaugurée en 1995. Ambassade azerbaïdjanaise inaugurée en 1996.	8 visites officielles des présidents azerbaïdjanais en Géorgie. 11 visites officielles des présidents géorgiens en Azerbaïdjan.	0,46 (1,7%)	Moyen

¹⁰⁸⁰ L'accélération du rapprochement turco-arménien après septembre 2008, et particulièrement l'annonce d'Ankara d'ouvrir la frontière fermée depuis 1993 en réplique au conflit du Haut-Karabagh, a jeté un froid sur les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Cette froideur soudaine a obligé le Premier Ministre turc Erdoğan à se rendre à Bakou en mai 2009 pour rassurer les autorités locales sur l'engagement d'Ankara en faveur de l'Azerbaïdjan (Babali, 2010).

¹⁰⁸¹ Le pourcentage entre parenthèses indique la part du chiffre d'affaires considérée dans le chiffre d'affaires global du commerce extérieur de l'Azerbaïdjan.

Russie	Relations diplomatiques établies le 4 avril 1992. Ambassade azerbaïdjanaise inaugurée en 1992. Ambassade russe inaugurée en 1992.	3 visites officielles de présidents russes en Azerbaïdjan. 13 visites officielles d'Ilham Aliyev en Russie.	1,92 (6,9%)	Limité
Turquie	Relations diplomatiques établies le 14 janvier 1992. Ambassade azerbaïdjanaise inaugurée en 1992. Ambassade turque inaugurée en 1992.	20 visites officielles de présidents azerbaïdjanais en Turquie ¹⁰⁸² . 21 visites officielles de présidents et Premiers Ministres turcs en Azerbaïdjan ¹⁰⁸³ .	0,94 (3,4%)	Elevé
UE	Relations diplomatiques établies en février-mars 1992 ¹⁰⁸⁴ . Délégation de l'UE inaugurée en 2008.	50 visites officielles de présidents azerbaïdjanais dans l'UE. 16 visites officielles de présidents ou Premiers Ministres européens en Azerbaïdjan.	12,1 (43%)	Moyen

Tableau 9. Les liens forts et faibles de l'Azerbaïdjan au sein de la configuration sud-caucasienne¹⁰⁸⁵

A l'aune de ces quatre critères, nous considérons que l'Azerbaïdjan entretient des liens faibles avec l'Arménie, les Etats-Unis, la Géorgie et la Russie et des liens forts avec la Turquie et l'UE. En dépit de l'influence de SOCAR en Géorgie, nous considérons que les relations interétatiques entre Bakou et Tbilissi ne sont pas, encore¹⁰⁸⁶, suffisamment développées pour faire basculer les liens qui les unissent de faibles à forts. La nature fondamentalement pragmatique et opportuniste de ces liens ne laisse pas présager, pour le moment, une inaltérabilité de la coopération

¹⁰⁸² Nous pourrions ajouter une 21^{ème} visite avec la venue d'Ilham Aliyev en Turquie en tant que Premier Ministre en septembre 2003, alors que son père était hospitalisé aux Etats-Unis.

¹⁰⁸³ Etant donné le rôle crucial joué par le Premier Ministre dans la conduite de l'Etat en Turquie, nous comptabilisons également les visites des Premiers Ministres en Azerbaïdjan.

¹⁰⁸⁴ L'Espagne a été le premier Etat de l'UE à établir des relations diplomatiques avec l'Azerbaïdjan : le 11 février 1992.

¹⁰⁸⁵ Les données de ce tableau sont issues du Comité d'Etat des Statistiques de la République d'Azerbaïdjan (Azstat, 2011), d'Eurostat (2011), du Bureau de l'Historien du Département d'Etat américain (2011), de SOCAR Représentation en Géorgie (2011) et du ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan (2011).

¹⁰⁸⁶ Nous reviendrons dans la section 9.3.1 sur le renforcement des liens entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

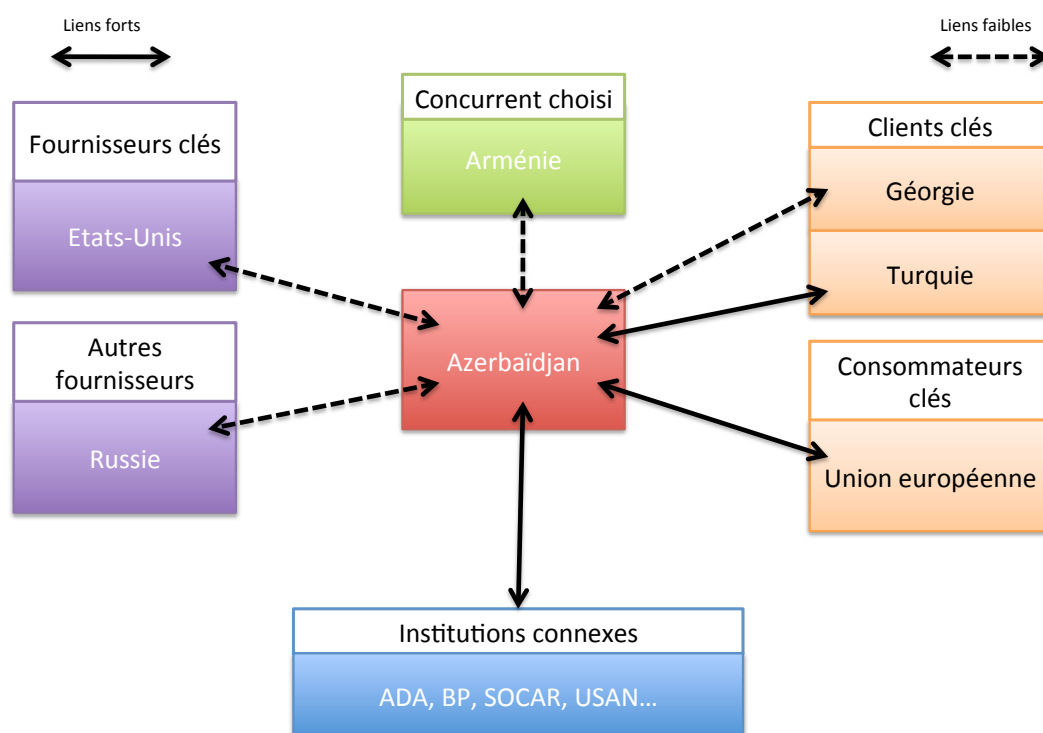
entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie. En revanche, la Turquie, et dans une moindre mesure l'UE, s'affirment comme des partenaires de choix d'un Azerbaïdjan qui tire parti de ses liens forts et faibles pour étendre son influence au sein de la configuration sud-caucasienne.

8.2.2. La formation d'un Etat emblématique au sein de la configuration sud-caucasienne

La configuration sud-caucasienne est structurée par des liens denses, hétérogènes, et souvent faibles. Par exemple, la force du lien qui unit l'Arménie et la Russie est à mettre en comparaison avec la faiblesse de celui qui lie Erevan et Bruxelles. Au cœur de cette configuration, Bakou ne semble pas en mesure de tirer parti de sa supériorité politique et militaire. Elle s'avère incapable de modifier la politique des Etats-Unis sur le Haut-Karabagh, n'obtenant pas le retrait de la Section 907 de la Loi de soutien à la liberté. Son budget militaire supérieur au budget total de l'Arménie apparaît également être de peu d'utilité. La faiblesse volontaire de la défense azerbaïdjanaise, à la merci de réseaux néopatrimoniaux en concurrence, empêche toute utilisation optimale des fonds alloués et, surtout, toute construction d'une armée en mesure de reprendre par la force ne serait-ce que les sept provinces occupées. Enfin, l'Azerbaïdjan ne paraît pas en mesure de recevoir le soutien attendu pour développer ses projets stratégiques au sein de la configuration sud-caucasienne. Il n'est pas parvenu par exemple à obtenir le soutien des Etats-Unis et de l'UE pour financer le projet de voie ferrée BTK. En octobre 2005, le programme européen TRACECA a refusé tout financement au prétexte que ce projet ne contribuait pas à la coopération régionale au Caucase du Sud (Lussac, 2008). Au même moment, deux représentants américains, Frank Pallone et Joe Knollenberg, co-présidents du Caucus du Congrès sur les questions arméniennes, ont présenté au Congrès une « Loi sur les chemins de fer ouverts et l'intégration du Caucase du Sud ». Cette dernière a ensuite été ajoutée à la Loi de ré-autorisation Import-Export de 2006, interdisant à la Banque américaine d'Import-Export (*Export-Import Bank*) de financer le projet BTK (ibid.). L'Azerbaïdjan se retrouve ainsi confrontée à l'impasse de sa montée en puissance. Malgré un budget en constante augmentation et la multiplication des

visites officielles du président azerbaïdjanais à l'étranger, elle n'est pas en mesure de peser directement sur la politique des autres Etats à son égard.

La solution à cette impasse de la puissance réside alors dans la formation de l'Azerbaïdjan en Etat emblématique. Une telle constitution est facilitée par le monopole que détient le réseau néopatrimonial d'Ilham Aliyev sur la politique étrangère. Pour ce faire, Bakou enferme ses partenaires, avec lesquels elle entretient le plus souvent des liens faibles, dans des rôles préétablis. A l'image du réseau d'affaires élaboré par Rugman et D'Cruz (2000), cinq types de rôles sont disponibles au sein d'une configuration sud-caucasienne revêtue de l'habit du réseau d'affaires : les fournisseurs, le concurrent choisi, les consommateurs et clients, et les institutions connexes.



Graphique 6. L'Azerbaïdjan, Etat emblématique au sein de la configuration sud-caucasienne¹⁰⁸⁷

Les Etats-Unis, et dans une moindre mesure la Russie, sont confinés dans un rôle de fournisseurs. Les premiers ont pour mission d'approvisionner l'Azerbaïdjan en

¹⁰⁸⁷ Ce graphique est une adaptation de Rugman et D'Cruz (2000, p. 26).

pouvoir, exprimé par la légitimation du régime et la fourniture de biens tels que le premier satellite de communications azerbaïdjanais¹⁰⁸⁸. Washington se voit même confier un rôle de fournisseur clé en raison de sa dépendance à l'Azerbaïdjan. Pour acheminer matériel militaire et soldats en Afghanistan, ce pays apparaît comme la voie principale de transit¹⁰⁸⁹. Cette dépendance explique les efforts qu'ont déployés les Etats-Unis pour reconquérir le cœur et les esprits à Bakou. Au cours du deuxième mandat présidentiel de George W. Bush et dans les premiers mois de celui de Barack Obama, Washington ne manifestait pas un grand intérêt pour l'Azerbaïdjan. Le soutien de ce pays lui semblait alors acquis. La donne a clairement changé en avril 2009. Ilham Aliyev avait alors annoncé qu'il ne participerait pas au sommet de l'Alliance des civilisations à Istanbul pour protester contre le rapprochement turco-arménien initié en 2008. La Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a alors appelé le président azerbaïdjanais pour le convaincre d'y participer, lui promettant même une entrevue avec Barack Obama, perçue comme un honneur suprême. Mais, à sa grande surprise, Ilham Aliyev a refusé, estimant que l'intérêt national de son pays valait plus que son prestige personnel (Cornell, 2011). Ce refus symbolique et la dégradation des relations américano-azerbaïdjanaises en 2010 ont mis en lumière l'asymétrie naissante des échanges entre Azerbaïdjan et Etats-Unis. Cette nature nouvelle permet à Bakou de faire de ces derniers un fournisseur exclusif de pouvoir. Quant à la Russie, comme nous l'avons vu dans la section précédente, elle doit fournir à Bakou du matériel militaire à même de renforcer une armée azerbaïdjanaise certes structurellement faible. En contrepartie, l'Azerbaïdjan l'aide à approvisionner en gaz les républiques nord-caucasiennes, et notamment le Daghestan, difficilement accessible pour le gaz russe venu de Sibérie (Lussac, 2010a).

Le rôle de concurrent choisi est tenu par l'Arménie, qui est construit comme le meilleur Ennemi de l'Azerbaïdjan. Cette construction, qui s'est opérée dès la fin des années 1980 (Goltz, 1998), connaît néanmoins une accélération au fur et à

¹⁰⁸⁸ En mai 2010, le ministère azerbaïdjanais des Communications et des Technologies de l'information a signé un contrat avec Orbital pour acheter un satellite de communications, pouvant également être utilisé à des fins militaires. Le satellite, d'un coût de 120 millions de dollars, sera financé à 85% par des prêts de la Banque américaine d'Import-Export, que Bakou doit rembourser sur dix ans (Kucera, 2011).

¹⁰⁸⁹ Du pétrole est notamment transporté de Kulevi en Géorgie jusqu'en Afghanistan pour approvisionner les avions de la coalition militaire. Entretien n° 129.

mesure que les élites nées dans les années 1980 arrivent à des postes de dirigeants. N'ayant que rarement côtoyé des Arméniens, ces élites perçoivent ceux-ci comme des Ennemis héréditaires mettant en danger l'avenir même de la nation azerbaïdjanaise. Ce nationalisme est ensuite exacerbé par les agents cooptés par le réseau néopatrimonial d'Ilham Aliyev, dont la mission est d'unifier la nation azerbaïdjanaise. Les institutions parallèles telles que l'ADA ou TEAS attisent le nationalisme des jeunes élites azerbaïdjanaises éduquées autour du conflit contre l'Arménie au Haut-Karabagh. Outre les appels réguliers à la libération des territoires occupés¹⁰⁹⁰, ces institutions demandent la reconnaissance de ce qu'elles appellent le « génocide » de Khodjali¹⁰⁹¹. Elles se font le relais de la « campagne de prise de conscience internationale » *Justice for Khojaly*, lancée en 2008 par Leyla Aliyeva, représentante de la Fondation Heydar Aliyev à Moscou et fille du couple présidentiel azerbaïdjanais¹⁰⁹². Tout étudiant azerbaïdjanais à l'étranger, quel que soit son niveau d'études, est invité à rejoindre cette campagne, qui se bat pour la reconnaissance du massacre en tant que génocide.

Cette campagne, et la stratégie de construction de l'Arménie comme Ennemi suprême dans laquelle elle s'inscrit plus généralement, a trois objectifs. Premièrement, elle cherche à assurer la pérennité du régime azerbaïdjanais en ralliant les citoyens, quelle que soit leur affiliation politique, autour d'une bannière rassembleuse. Deuxièmement, elle vise à contrecarrer l'influence de la diaspora arménienne, notamment aux Etats-Unis, en créant une diaspora azerbaïdjanaise¹⁰⁹³. En lien avec cette campagne se développent des institutions connexes comme le Réseau des Azéris¹⁰⁹⁴ aux Etats-Unis (*US Azeris Network*, USAN). L'USAN se distingue régulièrement en récupérant tout événement politique qui puisse être lié

¹⁰⁹⁰ Entre 16 et 20% du territoire azerbaïdjanais, situé entre l'Haut-Karabagh et l'Arménie, est aujourd'hui sous occupation arménienne (Lussac, 2008). Le pourcentage exact dépend du fait que l'on compte le Haut-Karabagh comme partie ou non du territoire national de l'Azerbaïdjan.

¹⁰⁹¹ Comme nous l'avons vu dans l'introduction, entre 200 et 1 000 Azéris ont été massacrés dans le village de Khodjali, connu sous le nom d'Ivanian en Arménie, dans la nuit du 26 au 27 février 1992 au Haut-Karabagh. Ce massacre était une réponse au pogrom de Sumgaït, ville proche de Bakou où vivaient la plupart des déplacés du Haut-Karabagh. Ce pogrom a eu lieu exactement quatre ans auparavant, entre le 26 et le 29 février 1988 et a fait officiellement 32 morts (26 Arméniens et 6 Azéris) (Goltz, 1998 ; Cornell, 1999).

¹⁰⁹² Entretiens n° 147, 155, 156 et 157.

¹⁰⁹³ Entretiens n° 155, 156 et 157.

¹⁰⁹⁴ Le terme « Azéris » est utilisé à dessein. L'USAN entend rassembler non seulement les expatriés d'Azerbaïdjan mais également les Azéris d'Iran et de Turquie. Cependant, les Iraniens azéris ne semblent pas manifester un grand intérêt pour cette association.

de près ou de loin au conflit du Haut-Karabagh¹⁰⁹⁵. Troisièmement, l'USAN comme TEAS présentent l'Azerbaïdjan comme victime de la doctrine de la Grande Arménie, statut soi-disant partagé par la Turquie. Elles permettent ainsi de créer une communauté de destin entre Ankara et Bakou, toutes deux opprimées par une Arménie conquérante et belliqueuse¹⁰⁹⁶.

Une autre institution connexe – SOCAR – vient ensuite créer des troubles dans la relation entre Erevan et Tbilissi. A partir de l'été 2010, le président de SOCAR, Rovnag Abdullayev, a laissé entendre que son entreprise pourrait acquérir la partie géorgienne du gazoduc Nord-Sud, qui approvisionne l'Arménie en gaz russe et que le Parlement géorgien envisage de privatiser (Lussac, 2010g). Cet enjeu a créé des tensions entre Erevan, inquiète de voir l'Azerbaïdjan contrôler 80% de ses importations de gaz, et Tbilissi, soucieuse de lever des fonds grâce à une telle privatisation (ibid.)¹⁰⁹⁷. Bakou attise ainsi les tensions entre l'Arménie et la Géorgie grâce à une de ses institutions connexes. En dépit de ses liens faibles avec Tbilissi, l'Azerbaïdjan parvient à diffuser l'image d'Erevan comme Ennemi au sein de la configuration sud-caucasienne. Par conséquent, la construction de l'Arménie comme meilleur Ennemi permet d'assurer la pérennité du régime azerbaïdjanais tout en renforçant l'interdépendance entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

Cette interdépendance est renforcée par la nature de clients qu'entretiennent Ankara et Tbilissi vis-à-vis de Bakou. L'une et l'autre ne sont pas de simples importateurs de gaz azerbaïdjanais. Bien sûr, ces importations représentaient en 2010 97% des importations totales de gaz de la Géorgie et 12% de celles de la Turquie (BP, 2011a). Elles sont en outre amenées à évoluer puisqu'à partir de 2017, Ankara et Tbilissi recevront davantage de gaz en provenance de Shah Deniz (en raison du lancement de la deuxième phase de production), la première en tant

¹⁰⁹⁵ La meilleure illustration de cette pratique est probablement la lettre de condoléances rédigée par l'USAN après l'attaque meurtrière du 22 juillet 2011 en Norvège (USAN, 2011). L'association américano-azerbaïdjanaise se présente comme également victime du terrorisme – l'occupation arménienne de 20% du territoire azerbaïdjanais – et soutient que l'Arménie a inspiré Andres Behring Breivik, auteur des attaques à Oslo et Utoya (ibid.).

¹⁰⁹⁶ Les deux institutions ont par exemple largement relayé le discours du président arménien Sarkissian du 23 juillet 2011, où il appelle les nouvelles générations d'Arméniens à reconquérir l'Arménie de l'Ouest, c'est-à-dire l'Est de la Turquie actuelle (Socor, 2011).

¹⁰⁹⁷ Depuis, le Premier Ministre géorgien a néanmoins rassuré l'Arménie, en affirmant que son pays ne vendrait pas la majorité du gazoduc à une tierce partie, en l'occurrence SOCAR (Hürriyet, 2011b).

qu'importateur¹⁰⁹⁸ et la seconde en tant qu'Etat de transit. Mais la Géorgie et la Turquie sont également des récipiendaires d'investissements azerbaïdjanais. Comme nous l'avons vu, Bakou finance la construction de la voie ferrée BTK en Géorgie. SOCAR rachète également les réseaux de distribution de gaz dans les provinces et ouvre toujours plus de stations-services (86 en juin 2011) (Jervalidze, 2011). En Turquie, la NOC azerbaïdjanaise a racheté PETKIM et vient d'acquérir en juillet 2011 92% de la part d'Aksoy Holding dans STEAS (Interfax, 2011a). L'Azerbaïdjan contribue enfin au développement politique de ces deux Etats. Elle a fait de la Géorgie un Etat de transit important pour les hydrocarbures de la Caspienne et elle joue un rôle clé dans le devenir de la Turquie en tant que carrefour énergétique entre les producteurs caspiens et moyen-orientaux et les consommateurs européens (Lussac, 2011a). Grâce à cette dépendance économique et politique, Bakou fait d'Ankara et de Tbilissi des clients clés. Dans ce cadre, elle s'impose comme leur partenaire de premier plan au sein de la configuration sud-caucasienne, invitant Géorgie et Turquie à agir en fonction de ses intérêts.

Enfin, l'UE est cantonnée à un rôle de consommateur des hydrocarbures azerbaïdjanais. En concentrant le dialogue européen sur la question de la sécurité énergétique, Bakou met à mal les tentatives de Bruxelles d'agir en tant que puissance normative¹⁰⁹⁹ au sein de la configuration sud-caucasienne, et particulièrement en Azerbaïdjan. Alors que l'UE entendait propager ses normes dans ce pays, elle doit se résoudre à faire preuve de pragmatisme et à axer son partenariat avec Bakou sur les questions de vente et de transport de gaz (Lussac, 2011d). Et si discussion politique il doit y avoir, celle-ci ne peut concerner que le rôle de l'Azerbaïdjan en tant que contrepoids à la dépendance européenne énergétique à l'égard de la Russie (ibid.). Cette centralisation du dialogue européen permet à Bakou de bâtir un lien fort avec l'UE. Renonçant à intervenir directement et officiellement sur les questions de démocratisation, Bruxelles joue le jeu de l'Azerbaïdjan et se cantonne au rôle que lui attribue ce dernier : celui de consommateur.

¹⁰⁹⁸ La Turquie négocierait actuellement pour recevoir 5 bcm de la deuxième phase de production de Shah Deniz, qui s'ajouteraient aux 6,6 bcm qu'elle a contractés en 2001. Entretiens n° 44 et 109.

¹⁰⁹⁹ Manners (2002) a qualifié l'UE de puissance normative, soit un agent capable d'agir sur les normes existants dans un pays tiers. Diez (2005) a ensuite mis en lumière trois dimensions de la puissance normative : le pouvoir de définir les normes de l'Autre, le rôle des normes dans la détermination et l'évolution des comportements d'agents, et la non-exclusivité de la puissance normative, qui peut exister en parallèle à la puissance militaire ou économique.

L'Azerbaïdjan fait donc preuve de mimétisme avec SOCAR pour se régionaliser. Selon un processus d'économisation, c'est-à-dire de recours à des actions traditionnellement associées à des agents économiques (Callon et Çaliskan, 2009), Bakou reproduit le modèle de firme emblématique de la NOC et devient elle-même Etat emblématique. Elle cantonne ainsi les agents de la configuration sud-caucasienne à des rôles qui lui bénéficient et qui lui permettent d'accroître son influence. La densité des liens qu'elle entretient avec ces agents lui permet de diffuser ses intérêts et d'influer sur les stratégies des agents. Par exemple, à défaut de pouvoir résoudre le conflit du Haut-Karabagh, la Russie devient uniquement un fournisseur d'armes qui doit, en contrepartie, se contenter de petits volumes de gaz pour approvisionner le Caucase du Nord. Les Etats-Unis, autrefois puissance dominante au sein de la configuration sud-caucasienne, sont invités à prendre en compte les intérêts de l'Azerbaïdjan sous peine de perdre la pierre angulaire de la stratégie militaire américaine en Afghanistan. L'UE, qui se veut promoteur des droits de l'homme et de la démocratie, est cantonnée à un rôle de consommateur et doit se satisfaire de l'engagement azerbaïdjanais à lui livrer son gaz. En développant des liens forts ou faibles tout au long de la chaîne politique de la configuration sud-caucasienne, l'Azerbaïdjan se donne les moyens de dépasser son impuissance politique et financière en cadrant les relations diplomatiques qu'elle entretient avec les autres agents de cette configuration.

La constitution de l'Azerbaïdjan en Etat emblématique permet également de soutenir la régionalisation AGT. Tout d'abord, la multiplication des projets de transport transfrontaliers – l'oléoduc BTC, le gazoduc BTC, les projets BTK et Nabucco – pose des liens d'acier entre ces trois Etats, accroissant peu à peu leur interdépendance. Ensuite, grâce à son institution connexe, SOCAR, Bakou joue un rôle de plus en plus actif dans les économies géorgiennes et turques. Celui-ci lui permet de disposer de leviers politiques supplémentaires puisque la NOC azerbaïdjanaise contribue à faire de ces Etats des carrefours gaziers, pétroliers et pétrochimiques importants. Enfin, la construction d'un Ennemi partagé – l'Arménie – fait de l'Azerbaïdjan un partenaire qui va de soi pour la Turquie et, surtout, pour la Géorgie. Ces derniers, en devenant des clients clés de l'Azerbaïdjan accroissent donc leur dépendance à son égard. Tout en renforçant les

liens avec la Géorgie et la Turquie, Bakou met ses deux voisins frontaliers en position de dépendance, ce qui lui permet d'influer sur leurs politiques respectives au sein de la configuration sud-caucasienne.

La régionalisation commerciale de SOCAR au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais va donc de pair avec l'émergence régionale de l'Azerbaïdjan au sein de la configuration sud-caucasienne. Logiquement, les évolutions de l'Etat et de sa NOC sont similaires. Tous deux ont été cantonnés à un rôle de simple interlocuteur dans les années 1990. En demande de compétences et d'aides financières, ils ont dû se contenter des biens et des services que leur prodiguaient les agents extérieurs. Puis, l'arrivée de la manne énergétique dans les caisses de l'Etat a changé la donne. Aidée par l'arrivée au pouvoir de son ancien vice-président, SOCAR est montée en puissance : elle s'est intégrée, elle s'est constitué un réseau d'affaires grâce au soutien de l'Etat et elle s'est diversifiée.

Dans le même temps, l'Etat s'est autonomisé et a fait valoir ses droits et ses intérêts au sein de la configuration sud-caucasienne. Grâce à SOCAR, il peut asseoir sa traduction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. « Victime » de la politique pro-arménienne des Etats-Unis et de certains Etats-membres de l'UE, Bakou a pris conscience de la nécessité de ne compter sur personne, même son frère turc. La construction de la voie ferrée BTK en est l'illustration : l'Azerbaïdjan ne dépend plus nécessairement d'une aide extérieure pour mettre en œuvre son propre corridor de transport au sein de la configuration sud-caucasienne.

Aussi, conscient du succès rencontré par la stratégie de firme de SOCAR, Ilham Aliyev, chef de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, a repris pour le compte de son pays cette voie de développement. Liens faibles et liens forts sont venus compenser l'incapacité de Bakou à changer les politiques étrangères développées à son égard. Au contraire, ces liens lui ont permis de cadrer ses relations avec les agents de la configuration sud-caucasienne. A la Russie le Haut-Karabagh, aux Etats-Unis l'Afghanistan, à l'Europe le gaz, et à l'Arménie le statut de meilleur Ennemi. Chacun cantonné à un rôle, chaque relation encadrée, Bakou s'évite ainsi

toute mauvaise surprise. Et si mauvaise surprise il doit y avoir, elle dispose toujours d'institutions connexes pour faire valoir ses intérêts.

L'Azerbaïdjan ne se privatise donc pas seulement en interne. Sa politique étrangère est également privatisée dans le sens où elle s'apparente à celle d'une entreprise multinationale. L'Etat-entreprise n'est pas uniquement un outil de politique intérieure destiné à satisfaire les réseaux néopatrimoniaux qui dominent, c'est également une stratégie de politique étrangère pour vaincre l'isolement géopolitique dont peut souffrir un Etat. Cette privatisation de la politique étrangère permet alors de reconfigurer les relations au sein de la configuration sud-caucasienne et donne à la marchandise dominante, en l'occurrence l'énergie, un rôle structurant dans cette configuration.

9. Le non-humain au service de l'Etat ? Le gaz comme vecteur de pouvoir

La SAR a mis en lumière le rôle des entités non-humaines dans la structuration du monde social (Callon, 1998a ; Latour, 2005 ; Barry, 2006a ; Holifield, 2009 ; Mitchell, 2009 ; Bouzarovski, 2010). Comme Callon et Ferrary (2006, p. 40) le rappellent, « Il n'y a aucune raison de dénier aux êtres non humains, aux entités non humaines une capacité de participer à leur manière à l'action. [...] Agir, ce n'est pas forcément former des intentions et les suivre, agir, c'est fabriquer des différences inattendues ». Cette approche sociologique nous invite donc à prendre en compte le rôle des biens échangés au sein de la configuration sud-caucasienne. Comme nous l'avons vu jusqu'à présent, les hydrocarbures tiennent une place de choix dans la coopération entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Cette régionalisation reste toutefois pragmatique, fondée sur les intérêts opportunistes de ces trois agents. Cette coopération flexible est à l'image de la marchandise qui agence leurs relations : le pétrole. Cependant, au Caucase du Sud comme dans le monde entier, le gaz devient une marchandise de plus en plus importante sur les marchés de l'énergie. Or, il n'a pas la flexibilité de l'or noir, encore moins au sein d'un espace enclavé comme la Caspienne. L'importance croissante de cette

marchandise s'ajoute à la transformation de la Caspienne de région productrice de pétrole à région productrice de gaz. Cette mutation conduit à un élargissement du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, et notamment du réseau sociotechnique de transport gazier. Cet élargissement permet alors à un Azerbaïdjan constitué en Etat emblématique de tirer profit de la nature du gaz pour étendre son influence au sein de la configuration sud-caucasienne.

9.1. La mutation non humaine de la Caspienne : de la prédominance du pétrole à celle du gaz

Heydar Aliyev aurait un jour déclaré « Le pétrole, c'est de l'argent, le gaz, c'est de la politique » (Paul et Grgic, 2010, p. 1)¹¹⁰⁰. Il aurait ainsi prédit la prédominance financière de l'or noir mais aussi l'émergence politique de l'or gris au début du 21^{ème} siècle. Le gaz est en effet devenu une marchandise stratégique sur les marchés mondiaux de l'énergie, au point que l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) évoque désormais un « Âge d'or du gaz » (AIE, 2011). Cette importance stratégique accrue a une signification particulière pour la Caspienne. Alors que cette région était délaissée, à l'exception du Kazakhstan, depuis le début des années 2000, elle connaît désormais une renaissance. Le Turkménistan et, dans une moindre mesure l'Azerbaïdjan, sont à nouveau dans le viseur des investisseurs, attirés par une zone qui détiendrait 6,1% des réserves mondiales de gaz (BP, 2011a). Mais l'évacuation de ses ressources, vers l'Europe ou vers l'Asie, nécessite la conclusion de contrats de long terme et la mise en œuvre d'infrastructures de transport qui lient durablement producteurs et consommateurs. Surgit ainsi la dimension politique du gaz qu'évoquait l'ancien président azerbaïdjanais. D'autant plus qu'un Etat comme la Turquie entend tirer des gains non seulement économiques mais aussi politiques de la volonté de vendre des pays producteurs caspiens et moyen-orientaux et des besoins d'énergie, toujours plus importants, des consommateurs européens.

¹¹⁰⁰ Cette formule nous a été répétée plusieurs fois pendant nos séjours en Azerbaïdjan, sans qu'il soit possible de dire néanmoins de quel discours elle est issue.

9.1.1. L'âge d'or du gaz

Le cabinet de conseils CERA (2008) évalue la naissance d'un marché globalisé du gaz au 16 juillet 2007. Trois événements concomitants ont eu lieu ce jour-là : les Etats-Unis ont importé des montants records de gaz naturel liquéfié (GNL) ; un tremblement de terre au Japon a conduit à l'arrêt des centrales nucléaires, incitant Tokyo à importer davantage de GNL pour compenser le manque d'énergie ; et la panne inopinée d'un gazoduc approvisionnant le Royaume-Uni a également incité ce pays à accroître ses importations de GNL (ibid.). Dans les mois qui ont suivi, les flux de gaz, allant généralement du Moyen-Orient vers l'Amérique et l'Europe se sont réorientés vers l'Asie. Cette tendance a ensuite été accélérée avec la croissance exponentielle de la production de gaz non conventionnels aux Etats-Unis¹¹⁰¹, faisant de ces derniers le premier producteur de gaz au monde en 2009 (Kuhn et Umbach, 2011). Désormais, Asie et Europe reçoivent du GNL du monde entier : Afrique, Caraïbes, Etats-Unis, etc. (CERA, 2008).

Cette globalisation du marché du gaz va de pair avec un intérêt de plus en plus accru pour cette source d'énergie. Le gaz est longtemps resté dans l'ombre du pétrole. Les volumes qui étaient contenus dans les champs pétrolifères étaient le plus souvent torchés ou donnés aux pays producteurs, comme cela a été le cas pour les gisements ACG en Azerbaïdjan. Il était en outre source de peu de revenus pour les investisseurs. Au début des années 2000, le gaz russe se vendait ainsi autour de 90 dollars les mille mètres cubes. En 2008, lorsque les prix du pétrole ont atteint leur plus haut niveau (environ 140 dollars), le consortium Shah Deniz et l'Azerbaïdjan ont gagné plus d'argent en vendant le condensat pétrolier contenu dans ce gisement que le gaz produit¹¹⁰². Si le gaz est aujourd'hui en pleine lumière, c'est parce que sa nature même intéresse les consommateurs d'énergie. Premièrement, cette source d'énergie est d'utilisation souple. Elle peut servir aussi bien à produire de l'électricité qu'à faire avancer des véhicules (Lussac, 2010d). Deuxièmement, à unité d'énergie produite égale, elle est plus propre que le pétrole et plus performante que les énergies renouvelables (ibid.). Ainsi, l'impératif des réductions de gaz à effet

¹¹⁰¹ Suscitant un intérêt soudain depuis 2009, les gaz non conventionnels recoupent trois types de gaz différents : les gaz de schiste (*shale gas*), les gaz de charbon (*coal-bed methane*), et le gaz de *tight sands*. Pour en savoir plus sur ces types de gaz, voir notamment AIE (2011) et Kuhn et Umbach (2011).

¹¹⁰² Entretien n° 44.

de serre a fait du gaz naturel une source d'énergie très attractive par rapport au pétrole et, surtout, au charbon. Depuis l'accident à la centrale nucléaire de Fukushima au Japon en mars 2011, le gaz apparaît comme une énergie sûre (AIE, 2011). Troisièmement, bien que fossile, l'or gris semble ne pas devoir souffrir d'un manque de réserves à moyen terme. Selon l'AIE (2011), le monde dispose, à production égale à celle d'aujourd'hui, de plus de cinquante années de réserve. Plus important, les réserves prouvées de gaz augmentent constamment depuis les années 1970. D'environ 60 000 bcm en 1975, elles ont été multipliées par trois en 35 ans pour atteindre 190 000 bcm au début de l'année 2010 (ibid.).

Le gaz présente cependant des contraintes, notamment en matière de transport. Il existe aujourd'hui trois manières de transporter du gaz : par gazoduc, en le compressant ou en le liquéfiant et en le transport ensuite par bateau ou par rail. La compression et, surtout, la liquéfaction, bien que source de perte légère de gaz (0,3% d'évaporation par jour), sont avantageuses car elles permettent une globalisation du marché du gaz. Grâce au GNL, du gaz produit au Qatar peut approvisionner l'Europe et de l'or gris produit à Trinidad-et-Tobago peut atteindre l'Asie. En outre, les prix du GNL sont de plus en plus désindexés des prix du pétrole pour être fixés sur des marchés *spot*, faisant généralement baisser mécaniquement le prix du gaz¹¹⁰³ (Hermann, Dunphy et Copus, 2010). Cependant, compression et liquéfaction ne sont possibles qu'entre des régions où il y a des usines de liquéfaction et de regazéification. De plus, il faut que ces options soient intéressantes commercialement. Pour cela, il faut que le producteur et le consommateur soient reliés par une mer ou un océan, à la limite un fleuve. Aussi, en dépit de leur attrait en Asie, en Europe et aux Etats-Unis, ces deux options n'ont que très peu d'intérêt dans la Caspienne. Certes, Azerbaïdjan et Turkménistan les étudient, Achgabat pour acheminer son gaz jusqu'à Sangachal sans poser de gazoduc sur les fonds d'une mer Caspienne non délimitée juridiquement et Bakou pour transporter son gaz de Géorgie en Roumanie en contournant la Turquie¹¹⁰⁴

¹¹⁰³ Les prix du gaz sont généralement déterminés dans des contrats de long terme (25-30 ans) sur la base du prix d'un panier de différents produits pétroliers (Hermann, Dunphy et Copus, 2010). Sur les mécanismes de calcul des prix du gaz en Europe, voir notamment Konoplyanik (2010).

¹¹⁰⁴ Ce second projet est dénommé AGRI (*Azerbaijan-Georgia-Romania Interconnection*). Nous l'évoquerons plus longuement dans la section 9.3.2. Néanmoins, pour Bakou, il paraît, pour le moment, avoir essentiellement pour but de mettre la pression sur la Turquie dans le cadre des négociations d'un accord de transit gazier.

(Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2009 ; Kardas, 2011). Mais, comparées à l'agrandissement des *pipelines* existants ou à la construction de nouveaux gazoducs, ces options ne font pas sens commercialement¹¹⁰⁵.

Le transport par gazoduc est donc la seule option intéressante dans la Caspienne. Et la citation attribuée à Heydar Aliyev prend alors tout son sens. Car un gazoduc, encore plus qu'un oléoduc, lie producteur, Etat(s) de transit et consommateur(s). Ce lien est double : contractuel et physique. Afin de donner de la visibilité au producteur et de la garantie d'approvisionnement au consommateur, l'approvisionnement de gaz par gazoduc est généralement géré par des contrats de long terme, d'une durée moyenne de 25-30 ans¹¹⁰⁶ (Hermann, Dunphy et Copus, 2010). Un tel contrat rassemble ainsi un producteur, un consommateur et, éventuellement un Etat de transit, durablement. Dans une région enclavée comme la Caspienne, un gazoduc crée en outre du lien politique entre ces trois parties. En effet, en cas d'interruption d'un oléoduc, du pétrole peut toujours être transporté par rail, voire par camion. Ces alternatives ne sont pas possibles pour du gaz. Si le gazoduc s'arrête, l'approvisionnement prend fin. L'arrêt du Corridor énergétique Est-Ouest pendant la guerre russo-géorgienne d'août 2008 est à ce titre éloquent. Alors que le pétrole des gisements ACG a pu être facilement réorienté vers la NREP et l'Iran, le gaz azerbaïdjanais est resté bloqué au terminal de Sangachal (Lussac, 2010a). Le manque de flexibilité dans le transport du gaz, particulièrement vivace au Caucase du Sud, renforce ainsi le lien, déjà durable, qui unit producteur, Etat de transit et consommateurs. Aussi, l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais va nécessairement aller de pair avec un accroissement de la coopération entre, au moins, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

Le gaz fabrique donc du lien social. Plus que le pétrole, qui est une marchandise flexible par essence, il réunit durablement des agents qui, dans d'autres contextes, ne seraient liés que par un bout de papier. Son manque de flexibilité dans le transport oblige non seulement producteurs, Etats de transit et consommateurs à déterminer les cadres économiques de leur coopération mais les invite également à assurer conjointement et en coopération le maintien du flux d'approvisionnement.

¹¹⁰⁵ Entretiens n° 15, 37, 41, 44 et 121.

¹¹⁰⁶ Le contrat d'achat-vente de gaz entre l'Azerbaïdjan et la Turquie de 2001 est par exemple d'une durée de 15 ans et doit se terminer en 2022 (Morris et Welton, 2010). Il devait cependant être prolongé en octobre 2011.

Le gaz en tant qu'entité non-humaine agit sur le comportement des agents humains. Ces derniers dépendant, dans des mesures certes différentes, du transport gazier, ils ne peuvent se permettre de souffrir d'une panne de transport. L'or gris contraint ainsi ces agents à interagir et à coopérer pour gérer l'évacuation de cette ressource devenue si précieuse au 21^{ème} siècle.

9.1.2. La ruée vers le gaz de la Caspienne

Malgré ses difficultés d'évacuation, le gaz de la Caspienne reste attractif aux yeux des marchés européens et asiatiques. Par exemple, la « révolution du gaz non conventionnel »¹¹⁰⁷ (Yergin et Ineson, 2009) n'a eu que peu d'impacts sur son attractivité énergétique. En effet, lorsque les Etats-Unis sont devenus le premier producteur de gaz au monde en 2009, les analystes et les entreprises gazières se sont interrogés sur une reproduction du schéma américain en Europe (Gény, 2010 ; Kuhn et Umbach, 2011). En d'autres termes, le gaz non conventionnel peut-il changer la donne en Europe ? Cette hypothèse se fonde sur l'idée que les marchés qui ont le plus besoin de nouvelles sources de gaz, notamment de la Caspienne, sont les mêmes que ceux qui disposent potentiellement de réserves de gaz non conventionnels. C'est notamment le cas de la Pologne : 92% de sa production d'énergie provient du charbon et les deux-tiers de sa consommation intérieure de gaz arrivent de Russie (AIE, 2011). Aussi, pour respecter les objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre et décroître l'emprise de Moscou sur son approvisionnement gazier, Varsovie dépend de l'or gris en provenance de la Caspienne. Mais la Pologne disposerait, selon les premières estimations, de 1 400 à 5 300 bcm de réserves de gaz (ibid.). Dès lors, pour les futurs producteurs tels que la Pologne, le gaz de la Caspienne est-il toujours aussi nécessaire ? En outre, la crise économique de 2008 a provoqué un ralentissement brutal de la demande de gaz en Europe, rendant moins urgente la mise en production de

¹¹⁰⁷ L'exploitation des gaz non conventionnels n'est pas une révolution à proprement parler. Comme le rappellent Kuhn et Umbach (2011), le premier réservoir de gaz de schiste a été foré en 1821 à côté de New York. Mais le terme de révolution est employé à dessein pour mettre en lumière l'innovation technologique (fracturation hydraulique horizontale et forage vertical) et la densité de cette exploitation. Condamnés en 2005 à devenir un importateur net de gaz, les Etats-Unis sont devenus, grâce à ce procédé, le premier producteur de gaz au monde, devant la Russie, en 2009.

nouvelles sources (AIE, 2010). Le gaz de la Caspienne aurait alors pu paraître moins utile à une Europe dont la demande de gaz a soudainement ralenti.

Cependant, ces deux événements n'ont pas fondamentalement affecté la Caspienne. Même si des projets ont été retardés – c'est le cas de la deuxième phase de production de Shah Deniz – le recours à l'Azerbaïdjan ou au Turkménistan comme fournisseurs de gaz n'a pas été remis en cause à Bruxelles. Deux raisons expliquent le maintien de cette attractivité. Premièrement, par rapport aux Etats-Unis, le gaz non conventionnel européen est beaucoup plus difficile à produire. La densité de population y est plus élevée, rendant la mise en œuvre de régimes réglementaires plus complexes (Kuhn et Umbach, 2011). La sensibilité environnementale y est également plus développée, augmentant les coûts politiques de production du gaz non conventionnel (ibid.). Enfin, de nombreuses incertitudes demeurent sur les volumes contenus dans les sous-sols européens, rendant hypothétique la mise en production à court terme des réserves prouvées (ibid.). Ainsi, le gaz non conventionnel a peu de chances d'inonder les marchés européens avant 2020 (ibid.). Même si la bulle gazière perdure jusqu'à 2017, comme certains observateurs le soutiennent, de nouvelles sources seront de toute façon nécessaires pour faire la transition entre l'affaissement de la production européenne de gaz conventionnel et le lancement des gisements de gaz non conventionnel¹¹⁰⁸ (ibid.).

Deuxièmement, le gaz de la Caspienne revêt une dimension politique. En 2010, le gaz provenant de Russie représentait environ 26% des approvisionnements de l'UE¹¹⁰⁹ (BP, 2011a). Mais cette part montait à 88% pour les Etats-membres de l'UE anciennement communistes¹¹¹⁰ (ibid.). Pour des Etats comme la Bulgarie, les pays baltes, la Roumanie et la Slovaquie, la Russie fournit même 100% des approvisionnements en gaz (ibid.). Cette dépendance énergétique est d'autant plus sensible que ces Etats n'ont aucune confiance dans leur ancienne puissance tutélaire. Et les crises russo-ukrainiennes du gaz de janvier 2006 et 2009 sont là

¹¹⁰⁸ A titre de comparaison, Kuhn et Umbach (2011) évoquent des réserves de gaz non conventionnel en Europe représentant entre 33 000 et 38 000 bcm alors que celles de gaz non conventionnel sont de 2 320 bcm. En janvier 2010, l'AIE (2011) estimait que le gaz de schiste représentait 42% des réserves prouvées de gaz au sein de l'Europe OCDE.

¹¹⁰⁹ En 2010, l'UE a importé 420,64 bcm de gaz, dont 110,43 en provenance de Russie (BP, 2011a).

¹¹¹⁰ C'est-à-dire la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République Tchèque, la Roumanie et la Slovaquie.

pour conforter leur perception¹¹¹¹. Or, en l'absence de production de gaz non conventionnel, l'UE est condamnée à importer de plus en plus de gaz. Selon le scénario de l'AIE (2010), entre 2008 et 2035, les importations européennes devraient augmenter de 36%, pour atteindre 504 bcm, afin de compenser la baisse de la production intérieure. Si l'UE ne veut pas accroître sa dépendance à l'égard de la Russie, elle se doit de trouver de nouvelles sources de gaz. Les ressources de la Caspienne s'inscrivent ainsi dans le cadre d'une politique de diversification de l'approvisionnement énergétique de l'UE, visant à réduire la dépendance des Etats-membres d'Europe de l'Est vis-à-vis de Moscou.

Au sein de la Caspienne, le Turkménistan attise particulièrement l'appétit des consommateurs européens. Même si l'Azerbaïdjan annonce qu'il pourrait produire 54 bcm par an à compter de 2020 (Elliott, 2011), cette prévision apparaît cependant irréaliste tant les inconnues sont nombreuses quant à la mise en production de gisements tels qu'Absheron ou Ümid et Bebek¹¹¹². Le Turkménistan apparaît alors comme la solution la plus attractive. Mais il est également porteur de nombreuses inconnues. Elles résident dans la possibilité d'évacuer les importantes ressources turkmènes en gaz vers l'Europe. Officiellement, le Turkménistan dispose des quatrièmes plus importantes réserves de gaz au monde, à égalité avec l'Arabie Saoudite (BP, 2011a). Cette estimation, de 8 000 bcm, apparaît néanmoins frileuse. Selon l'audit indépendante réalisée par le cabinet de conseils *Gaffney, Cline & Associates* (GCA), le champ de Yolotan Sud, qui ne ferait en fait qu'un avec celui d'Osman, serait le deuxième plus important gisement au monde. Il contiendrait entre 11 000 et 21 000 bcm de gaz¹¹¹³. Le Turkménistan apparaît dès lors comme un nouvel *Eldorado* gazier pour l'Europe.

Trois problèmes se posent néanmoins pour accéder aux ressources turkmènes. Premièrement, les réserves *onshore* du Turkménistan, dont les gisements Yolotan Sud-Osman, restent fermées aux investisseurs étrangers, et notamment

¹¹¹¹ Pour en savoir plus sur ces crises qui ont totalement arrêté les approvisionnements gaziers des Etats dépendants à 100% du gaz provenant de Russie, voir notamment Lussac (2010a).

¹¹¹² Entretiens n° 44 et 161. Début septembre 2011, Total a annoncé avoir « trouvé un potentiel de plusieurs trillions de pieds cubes de gaz et de condensat » au cours de la première exploration du gisement d'Absheron (Bulletin de l'Industrie Pétrolière, 2011, p. 1 bis). SOCAR estime ce potentiel à 350 bcm de gaz et à 45 millions de tonnes de condensat (ibid.).

¹¹¹³ Ces données ont été obtenues pendant un séjour de recherche au Turkménistan, lors du Congrès du gaz du Turkménistan, qui a eu lieu à Awaza fin mai 2011.

occidentaux. La NOC turkmène, TurkmenGas, insiste pour produire seule son gaz alors que la plupart des observateurs considèrent qu'elle ne dispose pas des moyens technologiques et humains pour ce faire (Hardin, Manovski et Benali, 2010). Deuxièmement, l'UE doit faire face à la concurrence de la Chine, qui a acheté 3,55 bcm en 2010 après avoir inauguré en décembre 2009 un gazoduc long de 12 247 kms et d'une capacité de 30 bcm par an (Lussac, 2010a ; BP, 2011a). La Russie a également pris 9,68 bcm en 2010 (BP, 2011a). En vertu des accords déjà signés, Achgabat peut vendre jusqu'à 30 bcm à la Chine par an jusqu'en 2036, jusqu'à 30 bcm par an à la Russie jusqu'en 2028, et jusqu'à 20 bcm par an à l'Iran jusqu'en 2019 (Hardin, Manovski et Benali, 2010). Si le premier contrat a été signé en 2006, les deux autres l'ont été en 2009 (ibid.). Et, aujourd'hui, l'Inde et le Pakistan sont en négociations avec le Turkménistan pour acheter jusqu'à 30 bcm par an après 2015 (Ericson, 2009 ; Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2010 ; AIE, 2011). Si l'UE veut recevoir du gaz turkmène, elle doit se dépêcher de convaincre Achgabat de lui en vendre.

C'est pourquoi, et c'est le troisième problème auquel est confrontée Bruxelles, l'UE a proposé au Turkménistan des modalités d'achat de son gaz. Car Achgabat ne vend ses ressources qu'à la frontière. Bruxelles doit donc se donner les moyens d'aller chercher le gaz turkmène à la frontière entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. Elle a élaboré dans ce but un mécanisme d'achat de gaz, dédié spécifiquement à la Caspienne, et dénommé l'Entreprise de Développement Caspian (*Caspian Development Corporation*, CDC)¹¹¹⁴. La CDC doit permettre à l'UE d'acheter « en bloc », en conglomerant les entreprises européennes intéressées, des volumes de gaz turkmène (Lussac, 2010c)¹¹¹⁵. Mais cette proposition n'a pas répondu aux attentes d'Achgabat. En effet, celle-ci se préoccupe du prix d'achat que propose Bruxelles et des volumes qu'elle entend acquérir plutôt que des modalités d'acquisition de son gaz¹¹¹⁶. Mais il est aujourd'hui difficile de construire un gazoduc transcaspien. Au-delà de l'opposition de la Russie à un tel projet, que nous avons évoqué dans la section

¹¹¹⁴ Officiellement, cet instrument est destiné à tous les producteurs de la Caspienne. Mais l'Azerbaïdjan a clairement déclaré qu'il ne se sentait pas concerné par cette proposition de mode d'achat. Entretien n° 122.

¹¹¹⁵ Pour en savoir plus sur la CDC, voir le rapport final de mise en œuvre (CERA, 2010).

¹¹¹⁶ Entretiens n° 41, 121 et 167 avec un représentant d'une TNOC, 2009.

4.2.1, la frontière maritime entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan n'est toujours pas délimitée. Achgabat continue d'envoyer régulièrement des lettres à Bakou pour lui demander d'arrêter la production du pétrole des gisements ACG, qu'elle considère siens¹¹¹⁷. Le différend entre les deux voisins caspiens porte également sur le champ de Serdar-Kapaz, que les deux revendiquent comme étant dans leurs eaux territoriales respectives¹¹¹⁸. Aussi, pour espérer recevoir du gaz turkmène, Bruxelles doit d'abord aider à régler le différend entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. Dans cette perspective, elle a lancé en juin 2010 une médiation entre les deux parties sous les auspices de la DG ENER (Lussac, 2010c).

Le gaz de la Caspienne attise donc la gourmandise de pays aussi différents que la Chine, l'Inde, l'UE ou la Russie. Bruxelles s'intéresse particulièrement au gaz turkmène pour servir sa politique de diversification des sources d'énergie, priorité énergétique depuis les crises russo-ukrainiennes du gaz de la fin des années 2000. L'*eldorado* turkmène semble cependant encore loin de portée en raison du contexte géopolitique, se traduisant par la compétition chinoise, la pression russe et le différend azerbaïdjanais. Cette forte volonté d'accéder au gaz turkmène démontre, s'il en était besoin, la montée en puissance de l'or gris sur les marchés mondiaux de l'énergie et l'attractivité persistante du gaz de la Caspienne en dépit de la révolution du gaz non conventionnel. Cette attirance n'est cependant pas le seul fait des consommateurs, les Etats de transit, Turquie en tête, réclament également leur part du gâteau.

9.1.3. L'ambition turque d'accaparement des ressources gazières de la Caspienne

L'UE n'est pas la seule à observer avec envie les ressources gazières de la Caspienne, la Turquie y accorde également une forte attention. Cette dernière développe une diplomatie énergétique offensive pour devenir un *hub* gazier (Yazar, 2010 ; Lussac, 2011a ; Roberts, 2011). Dans le domaine de l'énergie, un

¹¹¹⁷ Entretien n° 46.

¹¹¹⁸ Serdar est le nom turkmène et Kapaz son équivalent azéri. Pour en savoir plus sur ce différend, voir notamment Lussac et Stoupnikova (2010).

hub est un endroit où sont revendus des volumes de gaz dont les prix sont déterminés soit au jour le jour (marché *spot* comme en Amérique du Nord), soit par les contrats de long terme (comme en Europe) (Nies, 2008 ; Konoplyanik, 2010). Dans les deux cas, les prix sont déterminés par le marché, à un endroit précis qui dispose de capacités de stockage et où s'entrecroisent gazoducs, bateaux chargés de gaz naturel liquéfié. Le *hub* comprend donc deux dimensions : l'une physique, l'autre financière. La Turquie a un intérêt vital à devenir un *hub*. En 2010, elle a consommé 620 000 bpj de pétrole, pour la plupart importés (BP, 2011a). Elle a également consommé 36,68 bcm de gaz, dont 94% sont importés (ibid.). Or, le gaz en provenance de Russie représente 45% de ces importations (ibid.). Et cette dépendance est d'autant plus problématique que Moscou fournit la majeure partie du gaz consommé dans les centres économiques et industriels de Turquie, à Istanbul et à Izmir (Lussac, 2011a). Devenir un *hub* pétrolier et gazier est donc un moyen pour Ankara d'assurer son approvisionnement en gaz et de réduire sa dépendance à l'égard de la Russie.

La Turquie a l'avantage d'être naturellement un carrefour énergétique. Elle dispose d'une localisation géographique idéale, entre producteurs caspiens (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan) et moyen-orientaux (Irak, Iran) et consommateurs européens. Cela a d'ailleurs fait d'elle un carrefour pétrolier, le terminal de Ceyhan recevant du brut d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, d'Irak, du Turkménistan et, peut-être demain, de Russie¹¹¹⁹. Mais Ankara entend être plus qu'un simple carrefour de transit, elle veut être un *hub*, au sens financier du terme. Cette volonté politique s'est particulièrement ressentie depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002. Au terme de « pont » employé dans les années 1990 par les gouvernements turcs pour évoquer le rôle de carrefour, le parti conservateur au pouvoir préfère ceux de « centre », lorsqu'il parle de politique étrangère, et de « *hub* », lorsqu'il présente la politique énergétique¹¹²⁰ (Lussac, 2011a). La nuance est importante : Ankara ne se conçoit plus comme un pont entre deux espaces sociaux régionaux, elle veut être au cœur de ces deux espaces. Et elle entend en tirer tous les bénéfices

¹¹¹⁹ Le projet d'oléoduc Samsun-Ceyhan, soutenu par les entreprises ENI, Calik Enerji, Rosneft et Transneft, prévoit de transporter du pétrole kazakhstanais et russe depuis la mer Noire jusqu'à la mer Méditerranée, contournant ainsi les détroits turcs engorgés.

¹¹²⁰ Voir par exemple les écrits du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu (2008) et du ministre de l'Energie Taner Yildiz (2010a, 2010b).

possibles. Il est désormais hors de question de sacrifier l'économie sur l'autel du politique, comme cela a été le cas pour l'oléoduc BTC. La Turquie veut tirer parti du manque de flexibilité dans le transport du gaz pour retirer des avantages politiques et financiers de l'évacuation des ressources de la Caspienne.

Cette ambition nécessite cependant des moyens, particulièrement une sécurité de transit, une capacité de transport, et un régime juridique clair et non-discriminatoire. Pour le moment, la Turquie n'en dispose d'aucun. Tout d'abord, le transport énergétique reste sous la menace du PKK. Après l'oléoduc BTC en août 2008, le gazoduc Iran-Turquie a été endommagé en juillet 2010 et en août 2011 (AFP, 2011 ; Lussac, 2011a). La sécurité des infrastructures de transport énergétique reste donc sous la menace de groupes terroristes. A cette insécurité physique s'ajoute une insécurité politique. En menaçant de poursuivre BTC Co devant la Cour européenne d'arbitrage en 2009, Ankara a démontré sa volonté de changer des accords juridiques qui lui sont défavorables. Ce non-respect des normes de régulation entérinées n'est pas de nature à rassurer les investisseurs, qui craignent que la Turquie use de l'arme du transit énergétique pour faire valoir ses intérêts¹¹²¹.

Ensuite, un *hub* gazier doit être capable de recevoir, de stocker et de réexpédier d'importants volumes de gaz (Roberts, 2010). Ce n'est pas le cas de la Turquie. Elle ne dispose que d'un seul réservoir de stockage de gaz, à Silivri (nord-est), d'une capacité de 2,2 bcm. Certes, un autre projet dans les Lacs salés (Tuz Gölü, Anatolie centrale), d'une capacité de 1,2 à 4 bcm, doit voir le jour en 2013 (Lussac, 2011a). Mais il suscite d'ores et déjà les protestations des ONG environnementales, qui craignent qu'un site écologique unique ne soit endommagé par l'industrie gazière¹¹²². Les capacités du réseau de transport intérieur turc sont également réduites. Celui-ci est notamment engorgé dans le nord-est du pays, là où aboutissent le gazoduc BTE et le gazoduc Iran-Turquie. La station de compression de Sivas peut normalement recevoir 15 bcm par. Mais elle en reçoit déjà actuellement 9 bcm, en provenance d'Azerbaïdjan et d'Iran (Lussac, 2011a). Elle

¹¹²¹ Entretiens n° 38 et 48.

¹¹²² Entretien n° 90.

n'est donc pas actuellement en mesure d'accueillir les volumes de la deuxième phase de production de Shah Deniz¹¹²³.

Enfin, un *hub* offre un régime de transit clair, unique et non-discriminatoire¹¹²⁴ (Roberts, 2010). Or, en Turquie, deux régimes se font actuellement face : le premier concerne le projet ITGI tandis que le second s'applique à Nabucco. Dans le régime ITGI, fixé par l'Accord intergouvernemental signé en juillet 2007 entre la Turquie, la Grèce et l'Italie, Ankara a un droit d'achat prioritaire à des termes préférentiels pour 15% du gaz passant par cette infrastructure de transport. Cette clause de 15% n'est en revanche pas présente dans l'Accord intergouvernemental pour Nabucco signé en juillet 2009, ni dans le protocole de compréhension signé entre l'Azerbaïdjan et la Turquie en juin 2010. Nabucco est ainsi exempté de cette clause et n'est également soumis à aucune taxe de transit¹¹²⁵. En dépit de l'existence d'une Autorité de Régulation du Marché de l'Énergie¹¹²⁶ (*Energy Market Regulation Authority*, EMRA), Ankara ne parvient pas à déterminer un régime unique de transit à même de rassurer investisseurs et producteurs quant à l'évacuation des ressources de la Caspienne.

L'amorce d'un âge d'or du gaz suscite donc la gourmandise des consommateurs et des États de transit. Les premiers entendent s'attacher le marché nouveau de la Caspienne pour diversifier leurs approvisionnements tandis que les seconds entendent tirer profit économiquement et politiquement du manque de flexibilité de cette marchandise. Tous savent que la construction de nouveaux gazoducs les liera durablement à un ou des producteurs, leur permettant de bénéficier de réserves qui semblent être sans fonds dans la Caspienne. Cette attraction induit logiquement un élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais, qui s'est progressivement développé depuis la fin des années 1990. Cet élargissement

¹¹²³ D'ici la fin de l'année 2011, l'Azerbaïdjan et le consortium Shah Deniz devaient annoncer les vainqueurs de l'appel d'offres pour le gaz de la deuxième phase de production de ce gisement. En même temps, ils devaient désigner les gazoducs choisis pour acheminer ce gaz vers l'Europe. Si ITGI ou TAP l'emportait, il est prévu que le réseau de transport turc soit élargi. Le coût serait couvert par la Turquie ou alors avec le soutien des IFI. Entretiens n° 41, 115, 134 et 160.

¹¹²⁴ Par régime de transit, nous entendons la loi ou l'accord qui fixe le cadre et les règles du transit des hydrocarbures dans un pays donné.

¹¹²⁵ Entretiens n° 45, 64, 114, 121 et 168 avec un haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie, 2011.

¹¹²⁶ L'EMRA a été créée en novembre 2001 à la suite de la Loi sur le marché du gaz naturel. En tant que régulateur indépendant, elle est chargée d'approuver les prix du gaz naturel, de déterminer les règles d'accès aux infrastructures de transport, et d'attribuer les permis pour les différentes activités de la chaîne du gaz (Morris et Welton, 2010).

laisse augurer une marginalisation du réseau sociotechnique de transport pétrolier et un réagencement des processus de traduction auparavant en cours.

9.2. L'élargissement du réseau sociotechnique de gaz azerbaïdjanais : l'affirmation de l'Azerbaïdjan comme centre de traduction

L'arrivée prochaine de nouveaux volumes de gaz en provenance d'Azerbaïdjan conduit à un élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais et, plus largement, à un réagencement du système complexe. En effet, l'élargissement du réseau sociotechnique de transport gazier va de pair avec une contraction de celui de transport pétrolier due à la baisse prochaine de production de pétrole en Azerbaïdjan. Ce réagencement induit une redistribution des cartes, l'UE ayant l'opportunité de s'imposer peu à peu comme un nouveau centre de traduction. Mais le nouveau rapport de force entre SOCAR et BP profite à Bakou, qui devient centre de traduction unique du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais.

9.2.1. La nouvelle domination du gaz au sein du système complexe

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, le gaz tient une place de plus en plus importante sur les marchés mondiaux de l'énergie. Cette montée en puissance est plus forte dans la Caspienne où les réserves sont très prometteuses. Et elle est même d'autant plus importante que le pétrole azerbaïdjanais perd peu à peu de son attractivité. Sous l'effet des fusions et des retraits, l'AIOC ne compte plus que neuf membres : AzACG (filiale de SOCAR, 11,6461%), BP (35,79%), Chevron (11,27%), ExxonMobil (8,0006%), Hess (2,72%), INPEX (10,96%), Itochu (4,3%), Statoil (8,5633%) et TPAO (6,75%) (Interfax, 2011b). La dernière entreprise à avoir vendu ses parts (5,63%) est Devon Energy, en mars 2010 (ibid.). Cette dernière a justement vendu tous ses biens à l'étranger pour se concentrer sur

la production d'huiles et de gaz de schiste en Amérique du Nord¹¹²⁷, secteur qu'elle domine actuellement (Ismayilov, 2010a ; Kuhn et Umbach, 2011). Le pétrole azerbaïdjanais perd donc de son attractivité au profit de marchés considérés comme plus prometteurs.

Ce désintérêt croissant s'explique par l'amorce d'un ralentissement de la production pétrolière en Azerbaïdjan. BP considère que Bakou devrait atteindre son plateau de production en 2011 mais cette estimation paraît cependant pessimiste. En 2009, productions *onshore* et *offshore* cumulées, l'Azerbaïdjan a produit environ 1 million bpj (Sagers et al., 2011). Il reste cependant largement dépendant des gisements ACG puisque, toujours en 2009, ces derniers représentaient 82% de la production totale de pétrole azerbaïdjanais (982 000 bpj) (ibid.). Or, d'après le cabinet d'expertise CERA, la production de ces gisements devrait atteindre un plateau à 940 000 bpj en 2012 (ibid.). Même dans les scénarios les plus optimistes où le condensat de Shah Deniz s'accroîtrait et où la production pétrolière commencerait dans le gisement disputé de Serdar-Kapaz, l'Azerbaïdjan devrait connaître un pic de production à 1,2 millions bpj en 2013 (Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2010). La production déclinerait ensuite de 2-3% par an (ibid.). Ainsi, au cours de la décennie 2010, l'Azerbaïdjan va progressivement passer d'un statut de producteur de pétrole à celui de producteur de gaz. A l'heure actuelle, cela implique une baisse importante de revenus puisque, comme nous l'avons montré, l'or noir continue de rapporter beaucoup plus que l'or gris. Cette baisse future des revenus explique probablement l'empressement de SOCAR à racheter à BP à l'été 2011 la moitié de la part acquise par la compagnie anglo-saxonne à Devon Energy en mars 2010. En effet, la TNOC a vendu en juillet 2011 1,16461% des gisements ACG à la NOC azerbaïdjanaise pour 585 millions de dollars¹¹²⁸, ce qui va accroître la part de *profit oil* reçue par SOCAR au nom de sa participation dans l'AIOC. Ainsi, le pétrole azerbaïdjanais perd de son intérêt au fur et à mesure que se rapproche le plateau de production.

¹¹²⁷ La plupart des biens de Devon Energy – la part dans les gisements ACG, dix blocs d'exploration au Brésil et un portefeuille de blocs d'exploration dans le Golfe du Mexique – ont été acquis par BP contre 7 milliards de dollars (Ismayilov, 2010b).

¹¹²⁸ Ce tarif correspond au prix du marché puisque BP avait acquis la part de Devon, de 5,63% pour 2 milliards de dollars. Elle avait ensuite revendu 2,34% à Chevron (0,99%), INPEX (0,96%) et Itochu (0,38%) pour environ 831 millions de dollars. La part de Devon gardée par BP lui est donc revenue à environ 1,169 milliards de dollars.

Ce déclin futur a servi d'argument à BP pour refuser un nouvel agrandissement de la capacité de transport de l'oléoduc BTC. En 2009, de 1 million bpj, celle-ci est passée à 1,2 millions bpj afin de pouvoir transporter le pétrole en provenance du gisement de Tengiz au Kazakhstan¹¹²⁹. SOCAR a ensuite insisté pour que cette capacité de transport soit poussée à 1,6 millions bpj. Elle a été soutenue dans cette démarche par la Turquie puisqu'un nouvel élargissement de la capacité de l'oléoduc devrait aller de pair avec une renégociation de la taxe d'opération¹¹³⁰. Mais la TNOC a refusé, aussi bien en raison du manque de perspectives de la production pétrolière azerbaïdjanaise que du devoir de renégociation du régime de transit turc¹¹³¹. Cette volonté de garder la capacité de l'oléoduc à 1,2 millions bpj démontre le peu de confiance de BP dans la perspective de recevoir à court terme davantage de pétrole du Kazakhstan¹¹³². Elle illustre également l'élargissement laborieux du sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais traduit par la compagnie anglo-saxonne.

En 2004, ExxonMobil a négocié un accès tiers à l'oléoduc BTC. Bien qu'ayant refusé de participer à ce projet à la fin des années 1990, la TNOC s'est alors rendu compte qu'il était plus simple d'un point de vue pratique d'utiliser cet oléoduc plutôt que la voie ferrée Bakou-Batoumi¹¹³³. Aussi, elle a entrepris de négocier un accès tiers à cet oléoduc pour 20 ans¹¹³⁴. Mais, si BP et SOCAR ont apporté leur soutien à un tel accord, les partenaires nord-caspiens de BTC Co, c'est-à-dire ConocoPhillips, ENI et Total, ont rejeté l'octroi d'un accès tiers à l'oléoduc BTC¹¹³⁵. Il semblerait que ces derniers n'aient pas voulu que leur capacité de transport soit rognée par la TNOC basée aux Etats-Unis¹¹³⁶. ExxonMobil n'a donc pas pu avoir accès à

¹¹²⁹ Entretiens n° 38 et 48.

¹¹³⁰ Entretien n° 48.

¹¹³¹ Entretien n° 38.

¹¹³² Le Kazakhstan dispose d'un des gisements de pétrole les plus importants au monde : Kashagan. Il est censé détenir entre 7 et 13 milliards de barils de pétrole. Sa mise en production est cependant constamment reportée depuis 2000 en raison de difficultés techniques et de conflits entre les TNOC et Astana (Lussac, 2010a). Il est désormais prévu qu'il entre en production en 2013 (Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2009).

¹¹³³ Entretien n° 29.

¹¹³⁴ Entretien n° 38.

¹¹³⁵ Entretiens n° 29, 33 et 38.

¹¹³⁶ Il nous a été impossible d'obtenir une réponse claire de la part des TNOC ayant refusé l'octroi d'un accès tiers à l'oléoduc BTC pour ExxonMobil. En tant que membre de BTC Co, ConocoPhillips, ENI et Total auraient dans tous les cas continué à bénéficier d'un accès prioritaire à ce *pipeline*.

l'oléoduc BTC et s'est donc retrouvée contrainte de rejoindre le sous-réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais traduit par l'Azerbaïdjan.

Cette réticence à élargir le réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais s'est également ressentie à l'occasion de la négociation d'un accès tiers à l'oléoduc BTC pour Tengizchevroil (TCO)¹¹³⁷. En 2005, TCO a demandé à avoir accès à l'oléoduc BTC pour exporter les volumes de pétrole de Tengiz qui ne pouvaient être évacués par le CPC. Les négociations ont duré quatre ans. TCO n'a finalement obtenu un accord pour utiliser ce *pipeline* qu'en avril 2008 et seulement pour une durée de trois ans¹¹³⁸. L'accès à l'oléoduc BTC, et ainsi l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais au pétrole kazakhstanaï, se sont donc avérés laborieux. Le manque de perspectives du pétrole azerbaïdjanais et la réticence des agents de ce réseau sociotechnique à accueillir de nouveaux membres ont contribué à ce sentiment de rigidité du réseau. Aussi, ce réseau sociotechnique semble devoir être peu à peu marginalisé au profit d'un réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais en pleine expansion.

Les promesses de lendemains gaziers en Azerbaïdjan reposent sur quatre gisements en particulier : Absheron, Bebek, Shafag-Asiman et Ümid. Selon SOCAR, ils contiendraient à eux trois 1 400 bcm de gaz (Rzayeva, 2011a). S'il est désormais prouvé qu'Absheron, Ümid et Bebek contiennent du gaz, les résultats de Shafag-Asiman sont encore attendus (Sagers et al., 2011). De ces gisements dépend l'avenir énergétique de l'Azerbaïdjan. S'ils contiennent d'importants volumes de gaz, l'Azerbaïdjan sera alors amené à muter de producteur pétrolier en producteur gazier. Mais si les explorations n'étaient pas concluantes, l'Azerbaïdjan sombrerait alors dans un anonymat énergétique, condamné à devenir pays de transit pour les hydrocarbures kazakhstanaï et turkmènes. Le climat est néanmoins à l'optimisme pour le moment, annonçant une suprématie future du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Le réagencement de ce dernier induit une redistribution des traductions, qui semble profiter dans un premier temps à l'UE.

¹¹³⁷ TCO est une *joint-venture* opérant le gisement de Tengiz au Kazakhstan et composée de quatre entreprises : Chevron (50%), ExxonMobil (25%), KazMunaiGas (20%) et Lukoil (5%) (Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2009).

¹¹³⁸ Entretiens n° 4, 38 et 105.

9.2.2. L'UE comme nouveau centre de traduction ? L'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais

L'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais a été orchestré avant même l'envoi des premiers volumes d'or gris à travers le Caucase du Sud. Comme nous l'avons vu dans la section 1.2.3, la Turquie a joué un rôle déterminant dans ce processus, en étudiant dès 1999 les possibilités d'interconnexion gazière entre elle et la Grèce. En parallèle à ces liens, le ministère turc de l'Energie étudiait également les voies qui pouvaient approvisionner l'Europe en gaz azerbaïdjanais et, alors, iranien¹¹³⁹. Trois tracés étaient alors analysés : la route du Sud, traversant la Grèce jusqu'à l'Italie, la route occidentale, passant par les Balkans, et la route orientale, cheminant à travers l'Europe de l'Est¹¹⁴⁰. Ces trois études de tracés ont ensuite donné lieu aux trois alternatives d'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais : l'ITGI, passant par la Grèce et l'Italie, TAP, traversant l'Albanie, et Nabucco, cheminant à travers l'Europe de l'Est¹¹⁴¹. Cependant, à la fin des années 1990, la route grecque avait alors la priorité, principalement pour des raisons politiques. Comme nous l'avons évoqué dans la section 1.2.3, Ankara entendait tirer profit d'un gazoduc entre la Turquie et la Grèce pour créer du lien social avec son ancien ennemi¹¹⁴². En outre, l'Europe de l'Est était alors perçue comme « La chasse gardée de Gazprom »¹¹⁴³.

Pourtant, début 2002, la Bulgarie et la Roumanie ont contacté les autorités turques pour leur proposer de travailler à un projet gazier commun. Le ministère turc de l'Energie a alors mandaté un directeur de BOTAS et son assistant pour sillonner l'Europe de l'Est et étudier les perspectives de coopération énergétique. La NOC turque relève à ce moment-là deux points intéressants : Baumgarten (Autriche) a le

¹¹³⁹ Entretien n° 47.

¹¹⁴⁰ Entretiens n° 47 et 48.

¹¹⁴¹ Voir les tracés de ces projets dans l'annexe n° 1.

¹¹⁴² Entretien n° 47.

¹¹⁴³ « *Eastern Europe then was Gazprom's territory* ». Ibid.

potentiel pour être un *hub* gazier en Europe et la plupart des contrats d’approvisionnement gazier des anciens Etats communistes se terminent au début des années 2010. Le 25 juin 2002, en marge de la Conférence des Trois mers organisée par le CERA à Istanbul, BOTAS invite l’entreprise gazière roumaine Transgaz et son homologue bulgare Bulgargaz à signer un protocole trilatéral sur l’approvisionnement de l’Europe de l’Est en gaz caspien. Le lendemain, un deuxième protocole est signé entre les protagonistes de la veille et les entreprises gazières autrichienne OMV et hongroise MOL. L’après-midi, Valeh Alasgarov présente les potentialités du gaz azerbaïdjanais pour l’Europe¹¹⁴⁴. Nabucco est né¹¹⁴⁵. Mais, alors qu’elle en est l’initiatrice, la Turquie transfère le projet Nabucco en d’autres mains. Afin que celui-ci puisse obtenir un financement européen (au sein du programme de Réseaux Transeuropéens, TEN), il est décidé en mai 2002 qu’OMV, dont le pays d’origine, l’Autriche, est alors le seul Etat-membre de l’UE, portera le projet Nabucco¹¹⁴⁶. Ce jour-là, BOTAS fait plus que passer la main à MOL, elle cède également le début de traduction turque du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais à l’UE. Sous la pression des nouveaux Etats-membres de 2004 et à la suite de la crise russo-ukrainienne du gaz de janvier 2006, Bruxelles fait de la diversification de ses approvisionnements énergétiques le fer de lance de sa politique énergétique (Lussac, 2010a ; Pardo Sierra, 2010). La Commission élabore alors le concept de Corridor Sud, réunissant les projets de gazoducs censés approvisionner l’Europe en gaz de la Caspienne. On y retrouve Nabucco bien sûr mais également l’ITGI et TAP, ainsi que White Stream¹¹⁴⁷. Cette politique suscite cependant les réticences de certains membres du Conseil européen, Allemagne et France en tête (Lussac, 2010a). Selon elles, l’UE ne doit pas diversifier ses sources d’approvisionnement mais plutôt ses voies d’approvisionnement. La nuance est importante : Berlin et Paris entendent ainsi renforcer l’interdépendance entre l’UE et la Russie¹¹⁴⁸. Dans cette perspective, le

¹¹⁴⁴ Entretiens n° 47, 48 et 49.

¹¹⁴⁵ Pour un récit exhaustif de la genèse de Nabucco, voir Pala (2010). Le nom du projet est tiré de l’opéra éponyme de Verdi, auquel ont assisté les représentants des cinq entreprises gazières à Vienne le 10 octobre 2002 (Aras et Iseri, 2009).

¹¹⁴⁶ Entretiens n° 48 et 49.

¹¹⁴⁷ Pour une présentation de ces projets et de leurs tracés, voir Lussac (2010a). Le projet White Stream apparaît aujourd’hui en perte de vitesse. Il n’a d’ailleurs pas posé sa candidature pour transporter le gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz. Entretien n° 169 avec un promoteur de projet de gazoduc, 2008.

¹¹⁴⁸ En 2009, l’UE représentait 64% des exportations de gaz de la Russie (Burgansky et Davletshin, 2010).

gouvernement allemand a par exemple soutenu davantage le projet Nord Stream, qui approvisionnera directement l'Allemagne en gaz russe grâce à un gazoduc sous la mer Baltique, que le projet Nabucco¹¹⁴⁹.

La Commission a néanmoins réussi à s'imposer peu à peu comme l'acteur de référence de la politique énergétique extérieure de l'UE, permettant ainsi une traduction européenne de l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. La montée en puissance a d'abord été possible par la présence de certains agents européens, tels « Monsieur INOGATE », au sein de la *cottage industry*. Ce dernier a joué un rôle important dans l'attribution par l'UE de 5,6 millions d'euros au projet ITGI afin de réaliser des études de faisabilité¹¹⁵⁰. Cette montée en puissance s'est ensuite confirmée lorsque la Commission a négocié au nom des Etats de transit de Nabucco (Autriche, Bulgarie, Hongrie et Roumanie) l'IGA pour ce projet avec la Turquie, signé en Turquie le 13 juillet 2009¹¹⁵¹.

Cependant, comme Lussac (2010c) et Pardo Sierra (2010) l'ont démontré, la Commission européenne n'est pas un acteur unitaire. Aussi, la politique énergétique extérieure a longtemps été une source de débats, voire de conflits, entre les DG Compétition, RELEX et TREN. La première défendait un strict respect des règles européennes de concurrence dans le soutien apporté aux projets de gazoducs ; la deuxième promouvait une vision exclusivement politique, militant pour un rapprochement avec l'Azerbaïdjan notamment grâce à Nabucco ; et la troisième entendait se servir du Corridor Sud comme un véhicule pour diffuser les normes énergétiques européennes au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais¹¹⁵². Ces différences d'opinions ont été finalement tranchées à la faveur de la mise en place de la deuxième Commission Barroso fin 2009. Le monopole de la politique extérieure énergétique européenne a été confié indirectement à la DG ENER (anciennement DG TREN).

Celle-ci a en fait tiré profit du contexte de réorganisation des institutions européennes à la suite de l'adoption du Traité de Lisbonne fin 2009 pour s'imposer

¹¹⁴⁹ Entretien n° 170 avec un diplomate français, 2009. En mars 2009, l'Allemagne a notamment fait pression pour que les 250 millions d'euros de financement promis à Nabucco soient attribués globalement au Corridor Sud, mettant ainsi en danger son financement (Lussac, 2010a).

¹¹⁵⁰ Entretien n° 49.

¹¹⁵¹ Entretiens n° 86, 114, 115 et 167.

¹¹⁵² Entretiens n° 15, 107, 113, 114 et 167.

comme l'agent de référence de l'UE et, ainsi, jouer le rôle de centre de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. La création du Service Européen pour l'Action Extérieure a conduit au démantèlement de la DG RELEX, dont les fonctionnaires attendaient début 2010 leur réaffectation au sein de la Commission ou auprès de la Haute Représentante pour les Affaires extérieures et la Politique de sécurité Catherine Ashton¹¹⁵³. Cette réorganisation a créé un vide organisationnel, dans lequel s'est engouffrée la DG ENER pour s'attribuer la politique extérieure énergétique de l'UE et régler les différends entre les anciennes DG¹¹⁵⁴. Les agents du Conseil européen ont d'abord été marginalisés : par exemple, un responsable Energie auprès de Catherine Ashton a appris de notre bouche le lancement d'une médiation entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan au sujet du différend territorial en mer Caspienne sous l'égide de la DG ENER en mai 2010¹¹⁵⁵. Ensuite, les agents de cette DG ont monopolisé la politique énergétique en écartant ceux qui s'opposaient auparavant à leur stratégie. « Monsieur INOGATE » a été affecté à une autre DG, où il traite désormais des questions d'efficacité énergétique en Asie centrale¹¹⁵⁶. Cette réorganisation leur a permis de bénéficier par la suite de la présence à des postes stratégiques d'agents partageant avec eux une vision commune de ce que doit être la politique extérieure énergétique de l'UE. L'ambassadeur européen en Azerbaïdjan est ainsi un ancien membre du cabinet de l'ancien Commissaire à l'Energie, Andris Piebalgs¹¹⁵⁷.

Enfin, la DG ENER a débordé le cadre d'action qui lui est normalement octroyé. Officiellement, la stratégie énergétique européenne est gérée par le Secrétariat général au Conseil européen et le cabinet du Haut Représentant pour les Affaires extérieures et la Politique de Sécurité, la DG ENER gérant les aspects techniques¹¹⁵⁸. Cette dernière a cependant dépassé ce rôle en prenant en charge la promotion du projet Nabucco, bravant ainsi la règle d'objectivité au sein du Corridor Sud¹¹⁵⁹. Elle s'est surtout octroyé la gestion de sujets qui ne relèvent pas

¹¹⁵³ Entretiens n° 143, 171 avec un diplomate allemand, 2010, et 172 avec un haut fonctionnaire européen, 2010.

¹¹⁵⁴ Entretiens n° 121 et 173 avec un haut fonctionnaire européen, 2010.

¹¹⁵⁵ Entretien n° 172.

¹¹⁵⁶ Entretien n° 115.

¹¹⁵⁷ Entretiens n° 115 et 143.

¹¹⁵⁸ Entretiens n° 113, 172 et 173.

¹¹⁵⁹ Entretiens n° 64 et 114.

de son domaine de compétences, telle la médiation entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan sur le différend territorial en mer Caspienne qui, en dépit de ses aspects énergétiques, reste avant tout un enjeu politique et juridique (Lussac, 2010h)¹¹⁶⁰. La DG ENER s'est ainsi imposée comme agent de la traduction opérée par l'UE au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Elle a pris en main l'élargissement de ce dernier au Turkménistan et s'est chargée d'exclure des agents autrefois actifs, tels « Monsieur INOGATE ».

Cette monopolisation de la politique extérieure énergétique de l'UE a cependant scellé l'affaiblissement de la traduction européenne au profit de l'Azerbaïdjan. Pour s'engager davantage au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais, Bruxelles a bénéficié de la faiblesse de l'investissement américain. A la fin du deuxième mandat de George W. Bush, la politique étrangère américaine est phagocytée par les conflits afghans et irakiens. Les autres thématiques, et notamment les hydrocarbures de la Caspienne, sont laissées à la merci des différents agents de la politique étrangère des Etats-Unis. Ainsi, au sein du Département d'Etat et entre ce dernier et le Département de l'Energie, deux groupes s'affrontent. Le premier avance que la priorité des Etats-Unis doit être la sécurité énergétique européenne, qui ne peut être assurée que par Nabucco. Le second considère que l'UE n'a pas besoin des Etats-Unis et que Washington doit désormais se focaliser sur l'indépendance et la souveraineté des pays producteurs¹¹⁶¹.

En l'absence de dirigeants pour trancher ces débats, la politique américaine devient incohérente. En octobre 2008, le président américain George W. Bush envoie une lettre au président français Nicolas Sarkozy, alors président en exercice du Conseil européen, l'informant que les Etats-Unis ont obtenu l'accord du Turkménistan pour qu'il approvisionne Nabucco en gaz¹¹⁶². Ce message a cependant des effets pervers : le président français est agacé qu'on vienne lui dicter sa politique, Achgabat ne manifeste en réalité pas autant de conviction à vendre du gaz à l'Europe, et le Département à l'Energie est vexé de voir le président américain

¹¹⁶⁰ Entretien n° 121.

¹¹⁶¹ Entretiens n° 46, 142, 165 et 174 avec un diplomate américain, 2010.

¹¹⁶² Entretiens n° 142 et 170.

soutenir un projet auquel il s'oppose¹¹⁶³. Aussi, à son arrivée au pouvoir, le président américain Barack Obama décide de prendre le temps de soigner les plaies laissées par les divisions : il crée en avril 2009 le Bureau de l'Envoyé spécial pour l'énergie eurasiatique et demande aux membres de ce bureau d'élaborer une stratégie énergétique américaine cohérente et partagée par l'ensemble des institutions¹¹⁶⁴. Mais, pendant qu'ils élaborent cette stratégie, ces responsables ne sont pas actifs au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Ils laissent ainsi un vide, que la DG ENER s'empresse de combler au nom de l'UE. La DG ENER se sent alors pousser des ailes : elle s'imagine reproduire avec le gaz azerbaïdjanais le succès de la diplomatie américaine avec le pétrole azerbaïdjanais¹¹⁶⁵. Nabucco doit être son oléoduc BTC. Cette stratégie s'avère cependant contreproductive. En apportant un soutien fort et public à Nabucco, la DG ENER vexe les autres projets du Corridor Sud, qui se considèrent injustement défavorisés¹¹⁶⁶. Elle se décrédibilise également auprès de l'industrie gazière, et notamment du consortium Shah Deniz. A Bakou, les membres du consortium Nabucco, notamment les fers de lance OMV et RWE, sont désormais qualifiés de « lobbyistes », ce qui, dans la bouche d'ingénieurs pétroliers, est l'insulte suprême¹¹⁶⁷. Il leur est reproché de faire preuve d'amateurisme en changeant constamment le tracé du gazoduc ou en s'obstinant à ne pas se conformer aux demandes du consortium Shah Deniz¹¹⁶⁸. En raison de l'incertitude pesant sur la production future de gaz en Azerbaïdjan et au Turkménistan, ce dernier appelle les promoteurs de gazoducs à élaborer des projets scalaires, c'est-à-dire dont la capacité de transport puisse évoluer¹¹⁶⁹. Par exemple, celle d'ITGI pourrait passer de 8 à 12 bcm par an et celle de TAP de 10 bcm à 20 bcm par an (Lussac, 2010a). Mais le consortium Nabucco n'en démord pas, il veut construire un gazoduc d'une capacité

¹¹⁶³ Ibid.

¹¹⁶⁴ Entretiens n° 46 et 174.

¹¹⁶⁵ Entretiens n° 115 et 121. Un haut fonctionnaire de la DG ENER a par exemple reporté son départ à la retraite afin de continuer à travailler sur Nabucco.

¹¹⁶⁶ Entretiens n° 64, 114 et 116.

¹¹⁶⁷ Entretiens n° 15, 41 et 44.

¹¹⁶⁸ Depuis 2009, Nabucco a changé trois fois de points de départ. A l'origine, il devait commencer à Ankara et être relié trois ans plus tard au gazoduc BTE. Puis, prenant acte de l'engorgement du réseau de transport gazier turc, il a été décidé que le gazoduc devait commencer à Sivas. Enfin, début 2011, le consortium a proposé « Nabucco+ », qui débute désormais à Bakou et longe le gazoduc BTE en Azerbaïdjan et en Géorgie. Entretiens n° 44, 52, 64, 167 et 175 avec un directeur général d'une TNOC, 2009.

¹¹⁶⁹ Entretiens n° 41 et 64.

de 30 bcm par an malgré les appels au compromis du consortium Shah Deniz¹¹⁷⁰. Aussi, l'endommagement de la réputation du consortium Nabucco va de pair avec la perte de crédibilité de la DG ENER, et donc de l'UE, en tant que centre de traduction au sein du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais.

Car la tentative de traduction de l'UE dans l'élargissement de ce réseau se heurte à la traduction de BP. La TNOC ne fait en effet plus mystère de son avis défavorable sur Nabucco. Or, en tant qu'opérateur du gisement de Shah Deniz et centre de traduction, sa voix porte autant que celle de Bakou. A la suite de la visite du président de la Commission européenne Barroso et du Commissaire à l'Energie Oettinger à Bakou en janvier 2011, BP a d'abord sous-entendu que la Commission européenne abandonnait son soutien sans faille à Nabucco et appelait désormais à la mise en œuvre de synergies entre les projets du Corridor Sud¹¹⁷¹. Puis, le 20 février 2011, est paru dans le quotidien britannique *The Guardian* un article sur les coûts réels de construction de Nabucco selon BP. Alors que le consortium Nabucco évalue la construction de son gazoduc à 7,9 milliards d'euros, la TNOC l'estimerait à environ 14 milliards d'euros (Webb, 2011)¹¹⁷². Ensuite, en juin 2011, des représentants de la TNOC ne faisaient pas mystère que leur entreprise ne soutenait pas Nabucco¹¹⁷³. Enfin, fin septembre 2011, BP annonçait travailler à un quatrième projet de gazoduc, dénommé le Gazoduc de l'Europe du Sud-Est (*South-East European Pipeline*). Celui-ci ferait le lien entre un système de transport turc modernisé et des marchés d'Europe centrale et du sud-est, justement visés par Nabucco (Roberts, 2011). Cette annonce, qui semble tardive alors que la date-limite pour soumettre les offres d'achat et de transport est fixée au 1^{er} octobre 2011, vise à dénoncer une dernière fois le manque de viabilité commerciale du projet Nabucco (ibid.). La réponse définitive devrait maintenant être donnée à l'automne 2011 (Today.az, 2011b). Il est très probable qu'ITGI ou TAP, qui

¹¹⁷⁰ Celui-ci a par exemple proposé à Nabucco de construire deux gazoducs de 42 pouces de diamètre plutôt qu'un seul de 56 pouces. L'objectif est de poser un gazoduc dans un premier temps pour accueillir le gaz de Shah Deniz, puis de construire le second quand le gaz turkmène traversera la mer Caspienne. Entretiens n° 64 et 160.

¹¹⁷¹ Entretien n° 161. Bien qu'étant allé à Bakou trois jours après cette visite, il nous a été impossible de vérifier que José Manuel Barroso ou Günther Oettinger avait effectivement tenu un tel discours au consortium Shah Deniz.

¹¹⁷² La DG ENER aurait accusé le jour même lors d'une réunion à Bruxelles BP d'avoir sciemment diffusé cette information dans la presse. Cette manœuvre ne relève cependant pas seulement d'une entreprise de communication et des observateurs considèrent que Nabucco tend à minorer le coût de l'acier pour poser un gazoduc de plusieurs milliers de kilomètres. Entretiens n° 15 et 64.

¹¹⁷³ L'un d'eux nous a ainsi déclaré : « Il y a de bonnes chances pour que Nabucco échoue » (« *There is reasonable chance that Nabucco will fail* »). Entretiens n° 64 et 160.

correspondent davantage aux critères de sélection énoncés par le consortium Shah Deniz, l’emporte sur Nabucco¹¹⁷⁴ (Thom, Di-Odoardo et Tomnay, 2011).

Une telle décision mettrait en lumière l’échec de la traduction de l’UE du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Alors qu’elle bénéficiait d’une fenêtre d’opportunité pour tirer profit de l’élargissement de ce dernier, la DG ENER s’est vue décrédibilisée par un soutien sans nuance et sans faille au projet Nabucco. Sa tentative de traduction s’est heurtée à celle de BP et l’UE ne peut rien faire pour s’y opposer. La TNOC n’est pourtant pas la grande gagnante du réagencement du réseau sociotechnique. Comme nous l’avons vu dans la section 8.1.2, la traduction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais opérée par BP est contestée, avec succès, par SOCAR, au nom de l’Azerbaïdjan. L’élargissement du réseau sociotechnique de transport gazier va dès lors bénéficier à ce dernier.

9.2.3. Un élargissement au bénéfice de l’Azerbaïdjan

L’Azerbaïdjan dispose d’un argument fort dans le processus d’élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais : il est la seule source de gaz disponible à moyen terme. En effet, quatre pays sont susceptibles d’approvisionner l’UE en or gris : l’Azerbaïdjan, l’Irak, l’Iran et le Turkménistan. L’Iran, bien que disposant de 29 600 bcm de réserves n’est pas une source politiquement concevable pour le moment en raison des sanctions qui frappent le régime des *mollahs* (Hardin, Manovski et Benali, 2010 ; BP, 2011a). L’Irak ne dispose que de 3 200 bcm de gaz pour le moment mais ses réserves probables seraient estimées à 4 100 bcm de gaz (ibid.). En outre, des trois producteurs considérés, le gaz irakien est le moins cher à produire¹¹⁷⁵. Cependant, la mise en production et l’exportation des réserves irakiennes se heurtent à deux problèmes

¹¹⁷⁴ Ces critères de sélection sont : la commercialité, la capacité à livrer le projet dans les temps, la capacité à livrer le projet selon les coûts fixés au préalable, l’ingénierie, la transparence et l’alignement du projet sur le développement de Shah Deniz, l’opérabilité, la nature scalaire du projet, et la prise en compte des demandes de l’UE en matière de politiques publiques. Chaque projet doit également se conformer aux normes sociales, environnementales et de sûreté les plus élevées. Entretien n° 64.

¹¹⁷⁵ Par exemple, la production de mille mètres cubes de gaz dans le gisement d’Akkas (ouest de l’Irak) est estimée à 20-25 dollars (Hardin, Manovski et Benali, 2010). A titre de comparaison, le coût de production de mille mètres cubes au cours de la deuxième phase de Shah Deniz est évalué à environ 130 dollars (ibid.).

majeurs. Tout d'abord, l'industrie gazière irakienne est encore peu développée, seulement 1,88 bcm ayant été produit en 2008 (Hardin, Manovski et Benali, 2010). L'arrivée de MOL et d'OMV dans le pays en 2009 s'inscrit néanmoins dans le cadre du développement rapide de l'industrie gazière irakienne (ibid.). En outre, la plupart des réserves de gaz sont situées dans le nord de l'Irak, dans la zone contrôlée par le gouvernement kurde autonome (ibid.). Or, ce dernier et le gouvernement central à Bagdad s'opposent sur l'attribution des contrats pétroliers et gaziers et le partage des revenus (ibid.). Ce conflit politique met ainsi en danger le développement de l'industrie gazière irakienne¹¹⁷⁶. Selon OMV et MOL, le gisement de Khor Mor pourrait produire jusqu'à 10 bcm par an à partir de 2015 (ibid.). Ce projet ambitieux pourrait cependant être mis à mal si le conflit entre Bagdad et Erbil perdure.

Quant au Turkménistan, comme nous l'avons évoqué dans la section 9.1.2, l'exportation de ses ressources vers l'Europe repose sur la capacité de TurkmenGas à développer seule les gisements *onshore* et sur le règlement du différend territorial avec l'Azerbaïdjan. Aussi, dans la deuxième moitié de la décennie 2010, seul le gaz azerbaïdjanais produit par Shah Deniz sera disponible sans incertitude aucune pour alimenter le Corridor Sud¹¹⁷⁷. L'Azerbaïdjan est donc la pierre angulaire de ce projet, lui donnant une position de choix dans le cadre de l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Et Bakou entend tirer profit de cette situation privilégiée. Ilham Aliyev a pris conscience en 2006 de l'importance stratégique du gaz et des bénéfices économiques et politiques que pouvait en espérer son pays¹¹⁷⁸. La production et l'exportation de l'or gris azerbaïdjanais étaient perçues comme le parachèvement de la montée en puissance énergétique de l'Azerbaïdjan, initiée par Heydar Aliyev grâce au pétrole des gisements ACG¹¹⁷⁹. Cependant, ce pays n'a historiquement jamais été un producteur de gaz et n'a donc pas de mémoire institutionnelle de la

¹¹⁷⁶ OMV et MOL seraient par exemple mal vues à Bagdad pour avoir négocié directement un PSA pour le gisement de Khor Mor avec le gouvernement kurde autonome, sans passer par le gouvernement central. Entretiens n° 48 et 64.

¹¹⁷⁷ Le premier gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz sortira en 2017. Entretiens n° 44 et 160.

¹¹⁷⁸ Entretien n° 33.

¹¹⁷⁹ Comme un des proches du président azerbaïdjanais nous l'a expliqué, « Le BTC était l'œuvre de son père et l'exportation du gaz est potentiellement celle d'Ilham » (« *BTC pipeline was the father's making and gas export is Ilham's potential making* »). Entretien n° 33.

gestion de cette énergie¹¹⁸⁰. Pour compenser cette faiblesse, Ilham Aliyev a propulsé au sommet de SOCAR les rares individus à être au fait des dynamiques du marché gazier : Elshad Nassirov et Vitaliy Baylarbayov, respectivement vice-président et vice-président adjoint de la NOC¹¹⁸¹. Mission leur a été confiée de faire de SOCAR une entreprise gazière et de s'investir dans l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais.

Cette mission a été parfaitement accomplie. Début 2009, SOCAR s'est vu confier par le consortium Shah Deniz un mandat informel pour négocier la vente du gaz de la deuxième phase de production du gisement¹¹⁸². Logiquement, Statoil aurait dû prendre en charge ces négociations en tant qu'opérateur commercial de Shah Deniz. Mais les autres membres du consortium en ont décidé autrement sous la pression de SOCAR, et ce en dépit de l'opposition de l'entreprise norvégienne¹¹⁸³. En vertu de ce mandat, la NOC azerbaïdjanaise dirige les négociations avec les candidats à l'achat du gaz de Shah Deniz, les promoteurs de gazoducs et les Etats de transit. Elle coordonne également les travaux des membres du consortium pour évaluer les projets du Corridor Sud¹¹⁸⁴. Elle en réfère ensuite à BP, Statoil et Total sur l'avancée du processus¹¹⁸⁵. Cette mesure de contrôle vise notamment à éviter que SOCAR ne se vende le gaz à elle-même à un prix préférentiel, notamment en Turquie¹¹⁸⁶.

L'octroi de ce mandat est révélateur du nouveau rang de SOCAR au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Premièrement, il met en lumière la marginalisation de Statoil au profit de la NOC azerbaïdjanaise. L'entreprise norvégienne voit sa traduction contestée et, en dépit de sa réticence, doit s'effacer devant celle de SOCAR. Deuxièmement, bien qu'encadrée par les autres TNOC du consortium, la NOC peut mener les négociations comme bon lui semble. Malgré leur désapprobation, BP, Statoil et Total n'ont pu s'opposer à la décision de SOCAR de négocier simultanément l'augmentation du prix de vente du

¹¹⁸⁰ L'Azerbaïdjan ne produisait pas de gaz à l'époque soviétique et en importait même 5 bcm par an en provenance du Turkménistan. Entretiens n° 37 et 176 avec un haut fonctionnaire norvégien travaillant sur l'énergie, 2009.

¹¹⁸¹ Elshad Nassirov et Vitaliy Baylarbayov ont fait partie du comité de formation au *marketing* international mis en place par Statoil à destination de SOCAR en 1996. Entretiens n° 18 et 37.

¹¹⁸² Entretiens n° 38, 42, 44 et 160.

¹¹⁸³ Entretiens n° 39 et 43.

¹¹⁸⁴ Le consortium est divisé en trois groupes de travail, chacun devant évaluer un projet de gazoduc du Corridor Sud : ITGI, Nabucco et TAP. Entretien n° 42.

¹¹⁸⁵ Entretiens n° 38, 44 et 160.

¹¹⁸⁶ Entretien n° 44.

gaz de la première phase de production de Shah Deniz à la Turquie, la définition du prix et des volumes de gaz de la deuxième phase de production du gisement pour Ankara, et les conditions du transit du gaz azerbaïdjanais par la Turquie¹¹⁸⁷. L'aptitude de SOCAR à imposer sa traduction est renforcée par sa contestation réussie de la traduction du système complexe par BP, que nous avons évoquée dans la section 8.1.2. Troisièmement, grâce à ce mandat, SOCAR devient central dans le processus d'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais. Elle interagit avec tous les agents et se voit dotée de la capacité d'influer sur la mutation non humaine de ce dernier. En effet, du fait de sa centralité, aucun choix de soutien à un gazoduc ne peut être fait sans son assentiment.

Ainsi, SOCAR a tiré parti de l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais pour en devenir le centre de traduction unique. Profitant de l'incapacité de l'UE à assumer un tel rôle, elle s'est peu à peu imposée comme l'agent de référence au sein de ce réseau sociotechnique. Mais ce pouvoir de traduction n'est pas seulement essentiel pour le développement commercial de SOCAR, il permet surtout l'utilisation politique du transport gazier. Profitant du manque de flexibilité du gaz, l'Azerbaïdjan s'en sert comme d'un outil politique, faisant de l'or gris son vecteur de pouvoir au sein de la configuration sud-caucasienne.

9.3. Le gaz comme vecteur de pouvoir de l'Azerbaïdjan

« Le gaz marie [un producteur] à un marché »¹¹⁸⁸. Par cette expression, un industriel interrogé a voulu illustrer l'interdépendance qui existe entre producteur et consommateur sur le marché du gaz. L'absence de flexibilité de cette énergie crée de l'interdépendance entre les parties concernées. Mais, comme dans certains mariages, celui ou celle qui détient les cordons de la bourse dispose d'un avantage sur celui ou celle qui en dépend. Aussi, l'Azerbaïdjan en tant que producteur gazier quasi-exclusif dans la Caspienne pour le moment bénéficie d'un statut privilégié dans ses relations extérieures. En Géorgie, SOCAR a peu à peu pris le

¹¹⁸⁷ Il n'y a pas de négociations sur le transit avec la Géorgie car le HGA pour le gazoduc BTE fixe une limite de passage de 20 bcm par an avant toute renégociation. Entretien n° 31.

¹¹⁸⁸ « *Gas marries [a producer] to a market* ». Entretien n° 37.

contrôle du marché gazier, permettant à Bakou de peser sur les comportements commerciaux et politiques de Tbilissi. Mais l'utilisation du gaz en tant qu'outil politique a été surtout flagrante à l'occasion du rapprochement turco-arménien, initié en 2008. Tirant parti de la dépendance gazière d'Ankara, de Bruxelles et de Tbilissi à son égard, Bakou a pu agir sur ce processus de paix, perçu comme contraire à ses intérêts nationaux.

9.3.1. Lier Azerbaïdjan et Géorgie : le rôle du gaz social

Comme nous l'avons vu dans la section 8.2.1, l'Azerbaïdjan et la Géorgie entretiennent des liens faibles, nourris par le pragmatisme de leurs relations. Ce pragmatisme est alimenté par la nature du principal lien qui unit ces deux Etats : le pétrole. La guerre russo-géorgienne d'août 2008 a démontré à quel point la flexibilité de transport de cette marchandise influait sur la souplesse de la coopération entre Bakou et Tbilissi. SOCAR, qui avait récupéré l'opération de la NREP début 2008, s'est empressée d'envoyer son pétrole dans cet oléoduc dès que le Corridor énergétique Est-Ouest a été arrêté (BMI, 2011). L'utilisation de la NREP s'est ensuite accrue après la guerre : elle a transporté environ 26 000 bpj en 2008, 49 580 en 2009 et 44 800 en 2010 (Global Data, 2009 ; Abbasov, 2011c). Pourtant, il est plus intéressant financièrement pour SOCAR de transporter du pétrole *via* le Corridor énergétique Est-Ouest plutôt que *via* la NREP. En effet, le pétrole transporté par cette dernière est vendu sous la marque Oural car il est mélangé à du pétrole sibérien. Or, le baril de marque Oural se vend moins cher que le baril de marque FOB Ceyhan, considéré comme de meilleure qualité et donc vendu à un prix plus élevé¹¹⁸⁹ (Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2009). Mais SOCAR tient à la diversification de ses voies d'exportation et continue à utiliser la NREP¹¹⁹⁰ (ibid.). Ainsi, les liens pétroliers privilégiés qu'entretiennent Bakou et Tbilissi n'empêchent pas la première d'avoir recours de plus en plus à

¹¹⁸⁹ Par exemple, en mars 2011, le baril de marque FOB Ceyhan se vendait à 117,17 dollars contre 111,5 dollars pour le baril de marque Oural (Abbasov, 2011c).

¹¹⁹⁰ Selon la NOC azerbaïdjanaise, la guerre russo-géorgienne d'août 2008 a justement illustré la nécessité de disposer de voies alternatives de transport en cas de force majeure (Clint, McMahon, Prokofjevs et Hickson, 2009).

une voie d'exportation qui, non seulement contourne la Géorgie, mais passe de surcroît par le pays qui occupe une partie du territoire géorgien.

La nature pragmatique de cette relation évolue cependant au fur et à mesure que SOCAR investit sur le marché géorgien du gaz. En 2008, une filiale de SOCAR Energy Georgia, SOCAR Georgia Gas, a remporté l'appel d'offres pour la privatisation des réseaux de distribution de gaz qui étaient auparavant sous le contrôle de l'Etat (SOCAR, 2011). En décembre 2008, cette entreprise s'est ainsi vu confier la gestion de 22 entreprises de distribution de gaz (Neff, 2009). A la même période, SOCAR et le ministère géorgien de l'Energie ont signé un accord d'une validité de cinq ans sur la gestion des importations géorgiennes de gaz (Trend, 2008). En vertu de cet accord, ratifié ensuite le 14 décembre 2008, la NOC azerbaïdjanaise est chargée de fournir le pays entier en gaz. Pour ce faire, la Géorgie lui revend les volumes obtenus dans le cadre du transit du gazoduc BTE et du gazoduc Nord-Sud entre la Russie et l'Arménie. A charge ensuite à une filiale de SOCAR Energy Georgia – SOCAR Gas Supply en l'occurrence – de compléter les volumes manquants avec ses propres réserves de gaz, généralement issues du gaz associé dans les gisements ACG (Wikileaks, 2010d)¹¹⁹¹. SOCAR Gas Supply, qui achète le gaz géorgien pour un prix fixe, le revend ensuite aux entreprises de distribution pour un prix de 143 dollars ou de 167 dollars les mille mètres cubes¹¹⁹².

La Géorgie a donc confié son avenir gazier à l'Azerbaïdjan, et notamment à son institution phare, SOCAR. Celle-ci est active tout le long de la chaîne gazière en Géorgie. Elle gère l'intégralité des importations de gaz et approvisionne plus de 150 000 consommateurs dans 30 régions différentes (Jervalidze, 2011). En échange, SOCAR s'engage, pour 40 millions de dollars, à mettre en œuvre les infrastructures de distribution du gaz dans les régions où elles sont absentes (Neff, 2009). Cette gestion du gaz social confère une place particulière à SOCAR au sein de l'Etat géorgien. La NOC devient plus qu'un exportateur de gaz, elle remplit également les missions, traditionnellement dévolues à l'Etat, de développement de l'accès à l'énergie des zones les plus reculées de Géorgie. Elle prend donc une part

¹¹⁹¹ Entretiens n° 72 et 126.

¹¹⁹² En 2009, KazTransGas Tbilissi, Itera, Wissol et Georgia International Energy Company payaient 167 dollars les mille mètres cubes tandis que Unit n° 9, EnergyInvest et Gardabalani les achetaient pour 143 dollars. Entretien n° 126.

active dans le fonctionnement de l'Etat, part qui ne se limite pas à l'accroissement du budget national par les impôts¹¹⁹³.

Cette mission sociale n'est pas sans contrepartie pour la Géorgie. Celle-ci est en effet invitée à défendre les intérêts de SOCAR et, plus largement, de l'Azerbaïdjan. Tbilissi a notamment été appelée à prendre parti en faveur de Bakou dans la compétition des terminaux pétroliers entre SOCAR et KazMunaiGas en 2008. Le terminal de Batoumi a été racheté en février 2008. Trois mois plus tard, celui de Kulevi a été inauguré par SOCAR. S'en est suivi une bataille des tarifs entre les deux infrastructures, qui entendaient recevoir les volumes de pétrole azerbaïdjanais et kazakhstanaï (Guliyev et Akhrarkhodjaeva, 2008). Bakou a augmenté le prix du transport par voie ferrée, exigeant, pour que celui-ci revienne à son niveau normal, que le pétrole des gisements ACG ne soit pas exclusivement envoyé dans l'oléoduc BTC, et que le pétrole en provenance de Tengiz soit réparti équitablement entre les terminaux de Batoumi et de Kulevi (ibid.). Dans le même temps, Bakou a fait pression sur Azersun Holding pour que l'intégralité du pétrole transporté par la voie ferrée Bakou-Batoumi soit envoyée à Kulevi¹¹⁹⁴. Elle a également fait pression sur Georgia Transit pour qu'elle incite les transporteurs pétroliers à préférer Kulevi à Batoumi¹¹⁹⁵. Depuis, si KazMunaiGas n'a pas mis à exécution sa menace de revendre son terminal pétrolier, les investissements kazakhstanaï dans le secteur de l'énergie ont néanmoins diminué (Civil Georgia, 2008). Astana a par exemple abandonné son projet une raffinerie pétrolière à Batoumi, tant en raison du conflit russo-géorgien que de la concurrence déloyale de SOCAR (ibid.). KazMunaiGas a également annoncé la vente prochaine de l'entreprise de distribution de gaz, KazTransGas Tbilissi, qui approvisionne la capitale géorgienne (Neff, 2009).

Au niveau politique, la toute-puissance de SOCAR a eu aussi des retombées sur le positionnement de la Géorgie vis-à-vis des évolutions au sein de la configuration sud-caucasienne. Ainsi, les relations entre Erevan et Tbilissi tendent à se dégrader ces derniers temps. Comme nous l'avons vu dans la section 8.2.2, les rumeurs,

¹¹⁹³ SOCAR Gas Supply verse une taxe de cinq dollars par mille mètres cubes importés en Géorgie. Entretien n° 126.

¹¹⁹⁴ Entretiens n° 28 et 129.

¹¹⁹⁵ Entretien n° 129.

provenant aussi bien d'Azerbaïdjan que de Géorgie, d'une privatisation de la partie géorgienne du gazoduc Nord-Sud au bénéfice de SOCAR a suscité de fortes inquiétudes en Arménie. En outre, la Géorgie s'est gardée de soutenir le rapprochement turco-arménien initié en 2008 (de Waal, 2010). Tbilissi tend à considérer que la réouverture de la frontière entre la Turquie et l'Arménie porterait atteinte au commerce transfrontalier entre la Géorgie et l'Arménie¹¹⁹⁶ (ibid.). De plus, elle ne voit pas l'intérêt qu'il y aurait à soutenir un processus que son voisin et investisseur principal réproouve fortement. Pour cela, elle s'est ralliée au point de vue de son voisin, au point que Mikheil Saakachvili a déclaré dans un entretien accordé au printemps 2011 au magazine britannique *The Business Year* : « Les ennemis de l'Azerbaïdjan sont [les] ennemis [de la Géorgie] » (Ehmedov, 2011)¹¹⁹⁷.

Ainsi, la convergence de ses intérêts avec ceux de l'Azerbaïdjan et la dépendance de plus en plus accrue à SOCAR ont conduit Tbilissi à faire corps avec son voisin. Le pragmatisme de la relation azerbaïdjano-géorgienne laisse peu à peu la place à une communauté de vues entre les deux Etats. La prolongation, ou non, du contrat de gestion de l'approvisionnement gazier de la Géorgie par SOCAR en 2013 permettra de confirmer cette tendance¹¹⁹⁸. Son renouvellement augurerait d'une inaltérabilité des liens qui unissent Bakou et Tbilissi. Mais la dépendance énergétique actuelle de la seconde permet de considérer d'ores et déjà l'influence dont dispose la première. SOCAR ne remplit plus seulement le rôle de fournisseur de gaz, elle gère l'intégralité des importations, puis les distribue aux consommateurs, qu'ils soient des entreprises ou des foyers. La NOC azerbaïdjanaise prend progressivement possession d'une chaîne énergétique entière, qui se caractérise par son absence totale de flexibilité. Elle fabrique donc durablement du lien social entre Bakou et Tbilissi. Disposant d'un contrôle total sur le robinet énergétique, SOCAR, institution connexe de l'Azerbaïdjan constitué en Etat emblématique, détient donc un pouvoir d'influence non négligeable auprès de la Géorgie. Cette situation pose les bases d'une relation de plus en plus développée de coopération. Mais cette relation entre les deux Etats est asymétrique puisqu'elle enferme

¹¹⁹⁶ Sur le commerce transfrontalier entre l'Arménie et la Géorgie, voir notamment Ohanyan (2007).

¹¹⁹⁷ Le texte de l'entretien peut être obtenu à cette adresse : http://www.thebusinessyear.com/publication_detail.php?publication=16.

¹¹⁹⁸ Coïncidence ou non, il convient de noter que ce contrat prend fin en même temps que le deuxième mandat présidentiel de Mikheil Saakachvili.

Tbilissi dans une position de cliente, certes clé, à l'égard de Bakou. Sa marge de manœuvre est alors réduite puisqu'aucune source de gaz ne peut lui parvenir par des moyens non contrôlés par l'Azerbaïdjan. Elle est dès lors invitée à se conformer aux attentes de ce dernier, ce qu'elle semble faire de bon cœur pour le moment.

9.3.2. Le rapprochement turco-arménien et les dépendances européennes et turques

La nature asymétrique des relations entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie est à l'image du type de relations qu'entend développer un Etat emblématique avec ses voisins. En encadrant UE et Turquie dans une posture de client, Bakou souhaite peser sur les politiques que mènent ces acteurs extérieurs au sein de la configuration sud-caucasienne. En tant qu'institution connexe, SOCAR devient le fer de lance de cette stratégie, dont le gaz est la pierre angulaire. A l'heure où nous écrivons, l'Azerbaïdjan est en passe d'instaurer ou de développer des relations gazières avec six Etats, dont quatre européens (la Bulgarie, la Grèce, la Hongrie et la Roumanie) et la Turquie¹¹⁹⁹. La Bulgarie devrait recevoir 1 bcm par an de l'Azerbaïdjan à partir de 2012, une fois qu'une interconnexion gazière entre la Grèce et la Bulgarie sera construite (BMI, 2011). En vertu du protocole de compréhension signé entre l'Azerbaïdjan et la Turquie le 7 juin 2010, l'Azerbaïdjan a le droit de traverser la Turquie pour vendre directement jusqu'à 2 bcm par an à la Bulgarie et/ou à la Grèce et/ou à la Syrie. Egalement en vertu de ce protocole, BOTAS a transmis la gestion du contrat de livraison à la Grèce par l'Interconnexion Turquie-Grèce à SOCAR (Rzayeva, 2011b). Dans un premier temps, Athènes devrait recevoir entre 0,5 et 0,7 bcm par an (ibid.). Par ailleurs, SOCAR s'est montrée intéressée par la privatisation de l'entreprise grecque de gaz DEPA et pourrait chercher à en racheter une partie¹²⁰⁰ (Interfax, 2011c).

¹¹⁹⁹ Le sixième Etat est la Syrie, qui devrait recevoir entre 1 et 1,5 bcm par an de gaz azerbaïdjanais (BMI, 2011). Le début des livraisons dépend cependant de la stabilisation politique en Syrie et de l'achèvement de la construction d'un gazoduc entre Alep en Syrie et Gaziantep en Turquie (Bozkurt, 2011).

¹²⁰⁰ En raison de la crise économique grecque, entre 55% et 90% de DEPA devraient être prochainement privatisés (Interfax, 2011c).

La Hongrie et la Roumanie espèrent aussi recevoir du gaz azerbaïdjanais, grâce au projet d'Interconnexion Azerbaïdjan-Géorgie-Roumanie (*Azerbaijan-Georgia-Romania Interconnector*, AGRI). Il prévoit de transporter jusqu'à 7 bcm de gaz liquéfié par an à compter de 2015¹²⁰¹. Il est porté par une *joint-venture*, AGRI LNG Co., composée, pour le moment à parts égales, de l'Azerbaïdjanaise SOCAR, de la Géorgienne GOGC, de la Hongroise MVM et de la Roumaine Romgaz (BMI, 2011). Enfin, comme en Géorgie, SOCAR ne souhaite pas se contenter d'un simple rôle de fournisseur de gaz en Turquie. En vertu du protocole de compréhension signé entre l'Azerbaïdjan et la Turquie le 7 juin 2010, une filiale de SOCAR – STEAS – va être autorisée à entrer sur le marché turc de la distribution pour livrer 1,2 bcm par an aux consommateurs intérieurs turcs. Les livraisons débiteront dès qu'un accord de transit sera signé entre Ankara et Bakou, *a priori* en octobre 2011¹²⁰². Dans un premier temps, la moitié de ces volumes ira à l'usine pétrochimique, elle aussi aux mains de SOCAR, PETKIM et l'autre moitié sera revendue aux réseaux turcs de distribution du gaz¹²⁰³. Après 2013-2014, l'intégralité des 1,2 bcm de gaz sera normalement consommée par PETKIM¹²⁰⁴. Cependant, SOCAR souhaite tirer profit de ces trois années de latence pour mesurer l'accessibilité du marché de la distribution du gaz, afin de s'y montrer éventuellement plus active¹²⁰⁵. Enfin, l'entreprise azerbaïdjanaise a annoncé sa volonté de prendre des parts dans le projet qui sera choisi pour transporter le gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz vers l'Europe¹²⁰⁶.

SOCAR entend conquérir de nouveaux marchés dans le secteur du gaz. Comme nous l'avons vu dans la section 8.1, cette volonté s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement visant à faire de la NOC azerbaïdjanaise une entreprise gazière multinationale. Mais une telle stratégie permet également de placer ces

¹²⁰¹ Ce projet comporte encore de nombreuses inconnues, que ce soit au niveau du coût (entre deux et quatre milliards d'euros), de la capacité de transport (entre cinq et sept bcm par an) et de la location des terminaux de liquéfaction (en Géorgie) et de regazéification (en Roumanie). Entretien n° 122.

¹²⁰² Entretiens n° 41 et 162.

¹²⁰³ Entretiens n° 161 et 162.

¹²⁰⁴ Entretien n° 162.

¹²⁰⁵ Ibid. La libéralisation du marché turc du gaz naturel est un serpent de mer, qui dure depuis 2001. La privatisation des réseaux de distribution a été entamée en 2008 et BOTAS libère progressivement ses contrats d'importation, notamment celui de Blue Stream. Une nouvelle loi attend cependant toujours d'être adoptée afin de concilier libéralisation du marché et maintien d'une NOC forte. Entretiens n° 120, 177 avec un diplomate britannique, 2010, et 178 avec un diplomate européen, 2011. Pour en savoir plus sur l'histoire de ce processus, voir notamment Morris et Welton (2010).

¹²⁰⁶ Entretiens n° 109 et 122.

Etats dans une position de client vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. Tirant ensuite parti des caractéristiques du gaz naturel, cette posture peut ensuite se transformer en dépendance, donnant à Bakou l'opportunité de peser sur les stratégies politiques de ses clients. En théorie, la Charte de l'Energie est censée empêcher une gestion politique des enjeux énergétiques¹²⁰⁷. Mais la marginalisation croissante de celle-ci laisse libre cours à une utilisation opportuniste du transport pétrolier ou gazier au profit des producteurs ou des Etats de transit¹²⁰⁸. Aussi, il n'existe plus de garde-fou empêchant un débordement voulu de l'énergie sur le politique. Emerge alors une « ékonomisation » de la politique étrangère des pays producteurs d'hydrocarbures, Azerbaïdjan en premier lieu (Kjaernet, 2009).

Cette ékonomisation de la diplomatie se traduit par l'utilisation du gaz comme d'un outil de politique étrangère. Ce procédé est flagrant quant à l'attitude de Bakou à l'égard du rapprochement turco-arménien. Ce processus a officiellement débuté avec la visite du président turc Abdullah Gül en Arménie à l'occasion du match de football de qualification pour la Coupe du Monde le 6 septembre 2008. S'en sont suivi des négociations entre Ankara et Erevan sur la reprise des relations diplomatiques, rompues depuis 1993 en raison du soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabagh. Deux thématiques étaient au centre de ces discussions : la réouverture de la frontière turco-arménienne et la reconnaissance par Ankara du génocide arménien de 1915¹²⁰⁹ (ICG, 2009 ; de Waal, 2011b). En avril 2009, Arménie et Turquie ont adopté une feuille de route sur le rapprochement, qui a abouti à la signature à Zurich le 10 octobre 2009 de deux protocoles portant sur l'établissement et le développement de leurs relations diplomatiques (Lussac, 2010a ; de Waal, 2011b). En vertu de ces protocoles, la frontière entre l'Arménie et la Turquie devait rouvrir avant la fin de l'année 2009 (ibid.). Il n'en a rien été.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cet échec : le manque de soutien des puissances extérieures, la volonté d'Ankara de ne pas reconnaître *ex ante* le

¹²⁰⁷ Entretien n° 179 avec un haut responsable d'une organisation internationale, 2008.

¹²⁰⁸ Entretien n° 173.

¹²⁰⁹ A partir du 24 avril 1915, l'empire ottoman a fait exécuter, déporter, ou assimiler entre 800 000 et 1,5 millions d'Arméniens vivant auparavant en Anatolie (ICG, 2009).

génocide arménien¹²¹⁰, l'insistance d'Erevan à lier constitutionnellement reconnaissance du génocide et rapprochement avec la Turquie (de Waal, 2011b). Ces trois facteurs sont entrés en compte. Nous considérons néanmoins que le principal obstacle à ce rapprochement, qui semble aujourd'hui bien mis à mal¹²¹¹, a été l'opposition de l'Azerbaïdjan (de Waal, 2011b). Bakou s'est en effet insurgée que ne soient pas reliés dans les protocoles l'ouverture de la frontière turco-arménienne et le retrait des forces arméniennes des territoires occupés de l'Azerbaïdjan (ibid.). S'il n'a pas été fait délibérément mention de cette question dans les protocoles, il semblerait tout de même que les diplomates turcs aient sous-estimé la colère de Bakou¹²¹² (ibid.). Ils ont également mal apprécié la capacité de contrainte de cette dernière.

Comme nous l'avons vu dans la section 5.3.2, Ankara et Bakou ont entamé, comme prévu, la renégociation du contrat de livraison du gaz de la première phase de production de Shah Deniz. A ce sujet se sont rapidement ajoutés ceux du transit du gaz azerbaïdjanais en route vers l'Europe par la Turquie et de l'achat et de la vente du gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz¹²¹³. Ces discussions, déjà complexes, ont ensuite été parasitées par le rapprochement turco-arménien et la volonté de Bakou de lier les deux enjeux¹²¹⁴. Ainsi, en décembre 2009, le ministère turc de l'Energie a demandé à BOTAS, qui mène le plus souvent les négociations avec SOCAR, de formuler au consortium Shah Deniz une offre qu'il ne pouvait se permettre de refuser¹²¹⁵. Mais la NOC azerbaïdjanaise l'a rejetée, arguant que la proposition ne lui convenait pas. Elle a ainsi provoqué la surprise d'Ankara et la colère des TNOC du consortium¹²¹⁶. En parallèle, Bakou s'est mise à promouvoir le projet AGRI et a annoncé son intention de vendre

¹²¹⁰ Avant toute reconnaissance du génocide, Ankara insiste pour que soit constitué un collège bipartite d'historiens ayant pour devoir d'analyser les événements du printemps 1915 (ICG, 2009).

¹²¹¹ Le calendrier de normalisation des relations est désormais caduc.

¹²¹² Entretien n° 180 avec un chercheur turc, 2011.

¹²¹³ Entretiens n° 39, 43, 44, 109 et 160.

¹²¹⁴ Entretiens n° 39, 56, 181 avec un diplomate turc, 2009, et 182 avec un diplomate français, 2010.

¹²¹⁵ Ankara aurait proposé un prix d'achat élevé pour le gaz de la première phase de production de Shah Deniz. Or, l'accord est rétroactif, ce qui signifie qu'une fois celui-ci signé, la Turquie devra réindexer les volumes obtenus depuis avril 2008 sur le nouveau prix d'achat. La facture totale serait alors supérieure à 1,5 milliards de dollars. Entretiens n° 50, 134 et 181.

¹²¹⁶ Entretiens n° 44, 50, 134, 160 et 181.

davantage de gaz à la Russie¹²¹⁷ (BMI, 2011). Connaissant le manque de flexibilité de cette énergie, Ankara s'est alors inquiétée de ne pas voir le gaz azerbaïdjanais lui être destiné¹²¹⁸. Et, comme il apparaissait clair que les obstacles à la conclusion d'un accord étaient politiques et non commerciaux, il a été décidé de suspendre les négociations jusqu'à avril 2010, le temps d'y voir plus clair au niveau du rapprochement turco-arménien¹²¹⁹.

Dans le même temps, les puissances extérieures, notamment les Etats-Unis et l'UE, ont été peu promptes à encourager ce processus. Focalisée sur le processus de *reset* entre Washington et Moscou, Hillary Clinton ne s'est rendue qu'en juillet 2010 à Bakou pour rassurer l'Azerbaïdjan quant au rapprochement turco-arménien (de Waal, 2011b). Quant à l'UE, elle est restée inhabituellement discrète¹²²⁰. L'Azerbaïdjan a en fait tiré profit de la suprématie de la DG ENER dans la définition de la politique énergétique extérieure de l'UE pour promouvoir ses intérêts. Elle a tout d'abord pris garde à ne soutenir ouvertement aucun des projets du Corridor Sud, afin de laisser planer le doute quant à sa volonté de vendre son gaz à l'Europe¹²²¹. Puis, elle a laissé entendre à la DG ENER que tout soutien trop bruyant de Bruxelles au rapprochement turco-arménien influencerait sur la décision de la destination d'exportation du gaz azerbaïdjanais¹²²². La DG ENER a alors demandé aux acteurs traditionnels de la politique extérieure européenne de rester discret sur ce processus de normalisation¹²²³. Cette discrétion ne fut pas difficile à obtenir en raison de la situation institutionnelle de la DG RELEX et du bureau du Représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud. La première était en pleine restructuration tandis que le second s'inquiétait de sa survie à court terme. Ainsi, le confinement de l'UE dans une position de cliente de l'Azerbaïdjan, facilité par la domination de la DG ENER, a permis à Bakou d'utiliser avec succès la menace

¹²¹⁷ Le premier accord signé avec la Russie le 30 juin 2009 et portant sur la livraison de 0,5 bcm par an pendant cinq ans a suscité une forte inquiétude à Ankara. Le lendemain de l'accord, le ministre turc de l'Energie aurait appelé son homologue pour s'assurer de la volonté de Bakou d'exporter la majeure partie de son gaz par la Turquie. Entretien n° 43.

¹²¹⁸ Entretiens n° 43 et 44.

¹²¹⁹ Entretiens n° 44, 50, 134 et 182.

¹²²⁰ Entretien n° 180.

¹²²¹ Entretiens n° 109 et 183 avec un diplomate azerbaïdjanais, 2011.

¹²²² Entretiens n° 121 et 143.

¹²²³ Ibid. « *DG ENER asked us to wait for the resolution of the gas deal between Azerbaijan and Turkey before we openly support the Turkish-Armenian rapprochement* » (« La DG ENER nous a demandé d'attendre la résolution de l'accord gazier entre l'Azerbaïdjan et la Turquie avant que nous soutenions ouvertement le rapprochement turco-arménien »). Entretien n° 143.

d'une réorientation, forcément à long terme, de ses exportations gazières. D'autant plus que Moscou a servi de levier d'influence en insistant alors pour acheter tous les volumes disponibles de gaz azerbaïdjanais (BMI, 2011).

Un protocole confidentiel entre l'Azerbaïdjan et la Turquie a finalement été conclu le 26 avril 2010, augurant la signature officielle d'un protocole de compréhension le 7 juin 2010 (Lussac, 2010f). Entre décembre 2009 et avril 2010, trois événements importants ont eu lieu. Premièrement, le Premier Ministre turc n'a eu de cesse de répéter que la Turquie n'ouvrirait pas la frontière avec l'Arménie tant que les troupes arméniennes ne se seraient pas retirées des territoires occupés autour du Haut-Karabagh (de Waal, 2011b). Deuxièmement, le Parlement arménien a suspendu le 22 avril 2010 la ratification des protocoles de Zurich en raison de la réticence d'Ankara à les ratifier sans conditions préalables (BBC, 2010). Enfin, le 24 avril 2010, jour de la commémoration du génocide arménien, le président américain Barack Obama n'a pas prononcé le terme de « génocide » dans son discours annuel sur les atrocités commises par l'empire ottoman, mettant ainsi en lumière la réticence de Washington à soutenir ce processus coûte que coûte (Lussac, 2010f). Ainsi, les pressions exercées par Bakou ont conduit les Etats-Unis, la Turquie et l'UE à faire preuve de prudence dans leur soutien au rapprochement turco-arménien. Les enjeux de politique intérieure ont fait le reste en Arménie et en Turquie et l'Azerbaïdjan a finalement gagné la « Bataille des relations publiques » (de Waal, 2011b, p. 80).

Cette victoire diplomatique a été rendue possible par la constitution de l'Azerbaïdjan en Etat emblématique. En demande de gaz azerbaïdjanais pour devenir un *hub* gazier et pour diversifier leurs approvisionnements, la Turquie et l'UE se sont retrouvées dépendantes à l'égard de l'Azerbaïdjan. Ces dépendances ont permis à Bakou de les enfermer dans des postures de clientes, tirant ainsi profit de la nature intrinsèquement non flexible du gaz caspien. Pour espérer avoir accès à ce gaz, qu'il vienne de l'Azerbaïdjan ou même du Turkménistan, Ankara et Bruxelles ont dû se conformer aux *desiderata* de Bakou, sous peine de voir cette dernière céder aux sirènes de Moscou. Ainsi, les dépendances de la Turquie et de l'UE, agrémentées par le rôle connexe de SOCAR, ont permis à l'Azerbaïdjan d'instaurer des relations asymétriques avec ces deux agents de la configuration

sud-caucasienne. Bénéficiant du rôle du gaz dans la fabrication de liens sociaux au sein de ce processus, Bakou a influencé les politiques qui y sont menées dans le sens de son intérêt national. Constitué en Etat emblématique, l'Azerbaïdjan s'est donné les moyens de combler l'impasse de son pouvoir en usant de la nature des marchandises en circulation pour peser sur les agencements de la configuration sud-caucasienne.

Le gaz naturel azerbaïdjanais fabrique donc du lien social entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et l'UE. Cependant, la diversité des sentiments des Etats-membres à l'égard des Etats sud-caucasiens classe cette dernière dans une catégorie à part. En dépit de ses liens forts, l'intégralité de l'UE ne tend pas à se rapprocher de l'Azerbaïdjan. Si Bakou a pu influencer la politique européenne eu égard au rapprochement turco-arménien, elle le doit beaucoup à la montée en puissance de la DG ENER au sein de la diplomatie européenne. Cette montée en puissance a contribué à une économiisation de la politique extérieure de l'UE, qui s'est traduite par l'appréciation technique d'enjeux politiques tels que le règlement du différend frontalier entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan ou la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie.

En revanche, l'élargissement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais renforce les liens entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. L'importance des hydrocarbures dans la coopération de ces trois Etats tend à confondre le système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais et l'espace social régional en construction AGT. A la faveur de la mutation des marchés mondiaux de l'énergie, le gaz occupe une place de plus en plus importante dans les liens qui unissent Ankara, Bakou et Tbilissi. A la rigidité des oléoducs, faits en acier, qui relient ces trois Etats se superpose progressivement l'absence de flexibilité du transport gazier. Ce durcissement des liens est d'autant plus fort que les trois Etats ne se situent plus sur un pied d'égalité. La Géorgie et la Turquie sont de plus en plus dépendants de l'Azerbaïdjan, que ce soit pour assurer le bien-être de leurs citoyens ou réaliser un objectif de diplomatie énergétique. Certes, Tbilissi développe les énergies renouvelables pour produire son électricité (Jervalidze, 2011). Certes, Ankara essaie d'attirer le gaz irakien pour réduire sa dépendance à

l'Azerbaïdjan et devenir un *hub* gazier¹²²⁴. Certes, Bakou, en tant que producteur, est mariée à ses consommateurs. Mais cette dernière dispose d'alternatives pour vendre son gaz : la Russie, l'UE, voire l'Iran (BMI, 2011). La relation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie est donc fondée, pour le moment du moins, sur une interdépendance asymétrique au profit du premier.

Aussi, alors que les liens qui unissent ces trois Etats se renforcent progressivement, l'Azerbaïdjan émerge peu à peu comme un *leader* de la régionalisation AGT. Dans un espace social régional agencé par les flux d'hydrocarbures, l'Azerbaïdjan dispose d'un avantage comparatif fort pour faire valoir ses intérêts. Alors que les frontières territoriales du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais se confondent avec celles de l'espace social régional AGT, Bakou se retrouve en mesure d'user de ses ressources énergétiques pour orienter les comportements commerciaux et politiques de la Géorgie et de la Turquie en sa faveur.

L'Azerbaïdjan se développe donc peu à peu régionalement, occupant une place centrale au sein de l'espace social régional en construction AGT. Cette montée en puissance régionale est le fruit d'une ékonomisation de l'Etat. Afin d'assurer la pérennité du régime et la satisfaction des élites, la gouvernance azerbaïdjanaise de l'Etat est privatisée au profit de réseaux néopatrimoniaux. Des agents traditionnellement considérés comme économiques deviennent alors les pourvoyeurs de politiques publiques. Ce processus met en lumière deux paradoxes : l'affaiblissement de l'Etat assure la pérennité du régime et ce même affaiblissement permet la montée en puissance régionale de l'Azerbaïdjan.

Affaibli de l'intérieur, l'Azerbaïdjan l'est également à l'extérieur, où ses liens faibles sont plus nombreux que ses liens forts. Bakou n'a d'autre ressource qu'une manne financière importante, utilisée à l'enrichissement des élites et à l'achat du *satisfecit* politique des citoyens, et à l'expansion commerciale de SOCAR. Cependant, la régionalisation commerciale de la NOC profite justement à l'Etat azerbaïdjanais, dont

¹²²⁴ Entretiens n° 48, 119, 162 et 184 avec un haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie, 2011.

la politique étrangère est entre les mains du réseau néopatrimonial d'Ilham Aliyev. SOCAR permet en effet de créer de la dépendance chez les consommateurs d'hydrocarbures. En outre, par mimétisme, l'Etat azerbaïdjanais suit le procédé de développement régional mis en œuvre par son fleuron énergétique. Il attribue alors des rôles prédéfinis à ses partenaires, qui lui offrent l'opportunité de transformer ses liens faibles en relations asymétriques en sa faveur.

La force des liens faibles de l'Azerbaïdjan est accentuée par l'évolution des marchés mondiaux de l'énergie, et notamment de celui de la Caspienne. S'ouvre un âge d'or du gaz, qui tombe à pic pour Bakou alors que sa production pétrolière décroît et que ses réserves de gaz s'annoncent prometteuses. En outre, du fait de la disponibilité à moyen terme de ses ressources, elle apparaît comme la seule source disponible pour approvisionner le Corridor Sud et faire incidemment de la Turquie un potentiel *hub* gazier. Ankara, Bruxelles et Tbilissi, qui a confié la gestion de son approvisionnement gazier à SOCAR, se retrouvent ainsi dans une situation de dépendance à l'égard de l'Azerbaïdjan. Or, celui-ci, qui a encadré ces trois agents dans une posture de clients, entend tirer parti de la rigidité du transport gazier pour influencer sur les politiques menées au sein de la configuration sud-caucasienne. Cette intention se vérifie avec le rapprochement turco-arménien, que Bakou parvient à miner en profitant de la dépendance de la Turquie et de l'UE à son égard.

Enfin, alors que l'espace social régional AGT se confond avec le système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais, l'Azerbaïdjan bénéficie du fait que les liens entre la Géorgie, la Turquie et lui se rigidifient pour s'imposer peu à peu comme le *leader* de cette régionalisation. Grâce à ses ressources en hydrocarbures et à sa constitution en Etat emblématique, l'Azerbaïdjan, Etat fragile à sa sortie de l'Union soviétique, est devenu, en l'espace de vingt ans, un Etat dont la faiblesse des institutions est égale à l'expansion régionale au sein de la configuration sud-caucasienne.

Conclusion

A travers cette recherche, nous avons souligné les effets sociopolitiques de la mise en œuvre du Corridor énergétique Est-Ouest au Caucase du Sud. Nous avons d'abord démontré que cette mise en œuvre était le produit de multiples interactions autour de trois agents dominants : l'Azerbaïdjan, BP, et Statoil. Nous avons ensuite souligné que la construction de ces voies d'exportation des hydrocarbures allait de pair avec une évolution de la configuration sud-caucasienne, qui se traduisait par l'effacement du centre organisateur russe au profit d'agents extérieurs tels que les Etats-Unis ou l'UE. Nous avons enfin mis en lumière les gains économiques et politiques que retirait l'Azerbaïdjan de cette mutation.

Cet Etat producteur de pétrole et de gaz bénéficie en effet de cette évolution pour s'imposer comme un *leader* au sein de l'espace social régional en construction qui regroupe, outre Bakou, la Géorgie et la Turquie. En cela, la construction d'un système complexe de transport de pétrole et de gaz de la Caspienne est révélatrice de l'évolution dans le Caucase du Sud d'une configuration, évolution qui se traduit par l'affirmation politique et économique de l'Azerbaïdjan sur la scène géopolitique régionale.

Cette démonstration nous permet de tirer des conclusions empiriques et théoriques. Dans le domaine théorique, nous pouvons élaborer trois analyses. *Primo*, elle nous fait réfléchir sur la régulation dans des environnements faiblement institutionnalisés. *Secundo*, elle nous incite à prendre en compte les agents non-humains dans la fabrication sociale. *Tertio*, elle nous interpelle sur l'émergence de la régionalisation en période d'économisation du politique. Au niveau empirique, trois points importants méritent d'être soulignés. Premièrement, l'énergie peut être utilisée au service du politique, aussi bien à l'intérieur d'un Etat que dans sa politique étrangère. Deuxièmement, dans un environnement faiblement institutionnalisé, le recours au néopatrimonialisme permet d'assurer la pérennité du régime. Troisièmement, l'Etat peut faire preuve de mimétisme avec les acteurs économiques pour poursuivre ses intérêts politiques, notamment au-delà de ses frontières.

Régulation, non-humain et régionalisation

A la différence des autres théories de la science politique et des Relations internationales, la SAR permet de se focaliser sur le rôle des interactions entre agents dans la construction d'un ordre social. Elle ouvre ainsi la voie à une nouvelle analyse de la régulation, à une prise en compte des agents non-humains dans la fabrication sociale, et à une analyse alternative de la régionalisation.

La régulation dans un environnement faiblement institutionnalisé

L'étude des processus de régulation autour de la mise en œuvre des voies d'exportation des hydrocarbures azerbaïdjanais donne l'occasion de réfléchir à la régulation dans des environnements faiblement institutionnalisés. En effet, Azerbaïdjan et Géorgie se distinguent de la Turquie par la faiblesse de leurs institutions économiques et politiques. Aussi, les principaux agents de mise en œuvre de ces infrastructures doivent compenser la faiblesse de la régulation étatique par l'établissement de cadres réglementaires alternatifs. La SAR et la sociologie éliasiennne nous permettent alors de saisir les natures des procédés qui ont été développés.

Premièrement, la construction de réseaux sociotechniques et d'un système complexe donne l'opportunité de prendre en compte l'intégralité des liens entre des agents réunis autour de la mise en œuvre d'un objet social. En saisissant les liens qui agencent ces réseaux sociotechniques, nous comprenons les dynamiques d'associations et d'interdépendances qui gouvernent l'élaboration des régulations. Cette compréhension nous permet de distinguer le rôle central joué par BP. En traduisant les réseaux sociotechniques, en y diffusant ses inscriptions, la TNOC tend à réguler la mise en œuvre du Corridor énergétique Est-Ouest selon ses attentes et à son avantage.

Deuxièmement, la densité, la diversité et la multiplicité des liens qui agencent ces réseaux sociotechniques produisent une variété de procédés de régulation. Ces procédés sont *ad hoc*, adaptés à la nature des agents considérés et cadrés autant que

faire ce peut par la traduction des agents dominants. L'industrie pétrolière azerbaïdjanaise est régulée par la domination, les agents locaux sont engagés au sein de cadres de régulation préétablis, et les agents dominants sont invités à conclure des partenariats politiques public-privé entre eux. Ainsi, la régulation n'est pas un processus unique, elle est en réalité la somme d'une variété de procédés qui sont adaptés à la nature des agents qui composent le réseau sociotechnique.

Troisièmement, ces procédés de régulation évoluent au fur et à mesure que les réseaux sociotechniques changent. Comme l'a souligné la SAR, des relations de pouvoir existent au sein de ces derniers. Ce pouvoir est relatif et variable. Comme nous l'avons montré dans la première partie, BP a été le principal centre de traduction au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanaï dans les années 1990. Cette traduction a cependant été progressivement contestée par l'Azerbaïdjan, alors que son fleuron énergétique, SOCAR, montait en puissance. La force de traduction de BP a donc évolué pour laisser une place à celle, croissante, de l'Azerbaïdjan. Désormais, le réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanaï, prédominant au sein du système complexe, est ainsi régulé en premier lieu par Bakou. Il n'existe donc pas de fatalité du pouvoir au sein d'un réseau sociotechnique. La traduction évolue en même temps que ce dernier, affectant *de facto* les procédés de régulation mis en œuvre.

A l'aune de notre cadre théorique, la régulation dans un environnement faiblement institutionnalisé est donc la somme de procédés *ad hoc*, adaptés à la nature et aux comportements des agents du réseau sociotechnique. L'agent de régulation est en outre soumis à changement en raison de l'évolution constante du réseau.

Les agents non-humains et la fabrication de l'espace social

La SAR nous convie à sortir de la discrimination dans laquelle les approches traditionnelles de la sociologie nous enferment. L'apport le plus saillant de cette théorie est sans nul doute la prise en compte des agents non-humains dans la fabrication de l'espace social. Elle nous amène à considérer l'importance des territoires, la nature des biens échangés et les modes de transport de ces biens.

Ainsi, dans le cas du Caucase du Sud, la montée en puissance du gaz naturel sur les marchés mondiaux de l'énergie a une résonnance particulière.

Elle provient tout d'abord de l'essoufflement de la production pétrolière azerbaïdjanaise, alors que les réserves de gaz nourrissent d'importants espoirs aussi bien au sein du gouvernement que dans l'industrie pétrolière. La nature du territoire sud-caucasien tend ensuite à diminuer cet enthousiasme en raison de l'enclavement du Caucase du Sud, qui n'est relié à aucun océan si ce n'est par les détroits turcs engorgés. Dès lors, la nature du territoire limite les possibilités de transport puisque seul le gazoduc apparaît comme commercialement viable. Ainsi, trois agents non-humains – le sous-sol, la géographie et la nature du bien à échanger – affectent l'évolution du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanaï et, par là même, de la configuration sud-caucasienne.

En effet, le passage d'une prédominance du pétrole à une prédominance du gaz a des répercussions sur les interactions au sein du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanaï. Cette mutation affecte aussi bien les relations entre agents que les comportements de ces mêmes agents. Ainsi, l'interdépendance asymétrique entre producteurs et consommateurs est renforcée en raison du manque de flexibilité dans l'importation du gaz. En outre, les clients vont chercher à se conformer aux attentes du producteur pour ne pas risquer une rupture de leur approvisionnement. La nature du gaz naturel intervient donc sur la construction de l'espace social en modifiant les liens sociaux qui l'agencent.

Dès lors, dans un espace social régional en construction qui est structuré autour du transport énergétique, la mutation de la marchandise de référence induit une évolution des relations entre les agents qui composent cet espace social régional.

Une approche sociotechnique de la régionalisation

Depuis Daniel Bach (2003, 2009), nous savons le rôle important que jouent les acteurs privés dans le développement de la coopération régionale. Grâce à la SAR, nous connaissons l'importance des agents non-humains dans l'agencement d'un espace social. Ces deux approches nous ont permis de penser la régionalisation entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Comme l'a indiqué à raison Silvia

Serrano (2007), elle est un produit d'importation, encouragé par des acteurs extérieurs, aussi bien publics que privés. Mais elle est également un produit d'exportation, utilisé par les agents locaux pour se rapprocher d'Etats considérés comme vecteurs de bénéfices économiques et politiques. En outre, cette régionalisation AGT est agencée autour des infrastructures de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Aussi, la mutation du système complexe, qui passe d'une prédominance du pétrole à une prédominance du gaz, affecte ce processus et se traduit par l'accélération de la construction de cet espace social régional.

A partir de ces deux constats, nous pouvons distinguer trois caractéristiques au sein de la régionalisation AGT. Premièrement, cette dernière est le produit de coopérations *ad hoc*, nouées dans le cadre de la construction du système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais. Elle est en cela non-institutionnalisée. La régionalisation est l'expression d'un débordement politique d'enjeux économiques, qui influent sur les relations existantes entre les agents de la configuration sud-caucasienne.

Deuxièmement, la construction de l'espace social régional AGT se distingue au départ par l'absence de toute hégémonie, intérieure comme extérieure. Cette caractéristique est ensuite mise à mal par l'émergence du gaz naturel comme ciment de la régionalisation. La nature intrinsèquement non flexible de cette marchandise profite à l'Azerbaïdjan, qui tire parti des interdépendances asymétriques au sein de l'espace social régional pour promouvoir ses intérêts. La régionalisation reste cependant produite par les associations entre agents et non par l'exercice de la contrainte par un Etat sur les autres Etats.

En effet, et c'est la troisième et dernière caractéristique, la régionalisation est le fruit de la convergence des intérêts respectifs des agents. Géorgie et Turquie ne sont pas contraintes d'acheter du gaz azerbaïdjanais ou de construire la voie ferrée BTK, elles le souhaitent cependant pour défendre leurs intérêts. Le renforcement de leurs liens, *via* des acteurs économiques notamment, résulte d'une volonté de développer leurs interdépendances, même si elles peuvent être asymétriques.

Par conséquent, la SAR, jumelée avec l'approche de la régionalisation de Daniel Bach, nous permet de saisir la palette des dynamiques qui conduisent à la construction d'un espace social régional. Nous pouvons prendre en compte le rôle

des agents publics et privés, nationaux et internationaux, ainsi que celui des agents non humains et la convergence des intérêts qui nourrissent une telle construction.

Pétro-Etat, privatisation et économetisation du social

L'analyse du comportement de l'Azerbaïdjan au sein de l'espace social régional AGT ouvre la voie à une nouvelle conceptualisation de l'Etat pétrolier. Elle permet tout d'abord de remettre en perspective la notion de malédiction pétrolière (Auty, 1993)¹²²⁵. Dans la foulée de Jean-François Médard (1991, 1996) et de Béatrice Hibou (2004), elle invite ensuite à considérer le néopatrimonialisme comme ciment du régime politique. Elle incite enfin à s'intéresser au mimétisme entre Etat et entreprise multinationale dans une période d'économetisation du social.

La politique étrangère du pétro-Etat

Karl (1997, p. 16) a parlé de « pétro-Etat » (*petro-state*) pour évoquer ces pays uniquement intéressés par la distribution politique de la rente pétrolière, distribution qui coïncide le plus souvent avec la formation de l'Etat et la construction d'institutions. A l'aune des théories sur la malédiction pétrolière, les hydrocarbures sont toujours perçus comme des outils politiques visant à faire perdurer une confiscation du pouvoir par des élites non-démocratiques. Mais il est surprenant de noter que cette analyse de l'utilisation politique des ressources s'arrête à la frontière des Etats¹²²⁶. Les hydrocarbures sont uniquement perçus comme des outils politiques domestiques. Le cas de l'Azerbaïdjan, que nous avons étudié ici, tend pourtant à démontrer le contraire.

¹²²⁵ Cette approche considère que les Etats riches en ressources sont « maudits » car ils ne possèdent pas le bon ensemble d'institutions. Celles-ci sont généralement de deux types : celles qui contraignent l'élite au pouvoir ou le président à ne pas se reposer exclusivement sur les revenus issus de ces ressources et à lancer des programmes dispendieux ; et celles qui permettent à un gouvernement de réaliser des investissements sains et de récupérer des crises économiques (Jones Luong et Weinthal, 2010). L'absence de ces deux types d'institutions est communément perçue comme endogène aux pays riches en ressources et, de surcroît, en développement.

¹²²⁶ A l'exception tout de même des récents travaux sur l'interdépendance énergétique entre l'UE et la Russie. Voir notamment Bozhilova et Hashimoto (2010) et Bosse et Schmidt-Felzmann (2011).

Le pétro-Etat a une vie hors de ses frontières et elle est toute aussi brillante que sur son territoire. L'Azerbaïdjan est un cas d'autant plus intéressant que ce pays est traditionnellement isolé sur la scène politique mondiale en raison de son conflit avec l'Arménie. Ses ressources en hydrocarbures viennent cependant compenser ses liens faibles et il parvient à développer une politique étrangère cohérente et efficace. Cette compensation est possible grâce au confinement des partenaires du pétro-Etat dans un rôle de clients. La nature du lien n'a dès lors plus d'importance, tant que l'*alter ego* fait partie du réseau d'approvisionnement constitué autour du pétro-Etat. La création de telles dépendances permet alors à ce dernier de faire valoir ses intérêts et de tirer le maximum de ceux qui se languissent devant son pétrole et son gaz.

L'application de la théorie multinationale de Rugman et D'Cruz (1997, 2000) au pétro-Etat permet donc de saisir les dynamiques d'utilisation des ressources énergétiques à des fins de politique étrangère. Couplée à la théorie des liens faibles et forts de Granovetter (1973), cette approche managériale donne l'opportunité de dépasser le simple constat d'une malédiction pétrolière. Certes, les ressources en hydrocarbures peuvent être un mal pour les populations. Mais elles peuvent profiter à un Etat, défini comme acteur unitaire, et aux élites au pouvoir.

La privatisation de la gouvernance étatique

Il est indéniable que le pétrole permet de légitimer un régime politique à coups de distribution politique des revenus énergétiques. Cependant, cette prise en compte du facteur énergétique dans le renforcement et le maintien d'un régime politique ne doit pas se faire au détriment de la considération d'autres facteurs. En effet, la répartition de la gouvernance apparaît également être une raison importante derrière le maintien et la consolidation du régime azerbaïdjanais.

La gestion de l'Etat été sectorialisée sous Heydar Aliyev. Tirant les conclusions de l'échec du Front Populaire, qui avait confié le pouvoir entre les seules mains des élites « démocratiques », le président azerbaïdjanais a pris soin de le partager entre la plupart des élites azerbaïdjanaises, quitte à s'en saisir à nouveau par la suite. La capture de la gouvernance a ensuite connu une accélération au fur et à mesure que

la gestion clanique de l'Etat était privatisée. Des réseaux néopatrimoniaux se sont alors substitués aux clans et des pans de gouvernance leur ont été attribués afin de satisfaire et leur gourmandise et celle de leurs clients.

La privatisation de l'Etat est source de gains politiques pour le régime, et notamment pour le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev. Elle lui permet tout d'abord de se focaliser sur les aspects politiques qui l'intéressent, à savoir la diplomatie et la politique énergétique. Elle contribue ensuite à la paix entre les élites puisque chaque réseau néopatrimonial est heureux de gérer, de manière plus ou moins transparente, sa partie de l'Etat. Elle achète enfin la paix sociale puisqu'elle conduit à la délégation des missions sociales de l'Etat à des agents non étatiques, en l'occurrence SOCAR et la Fondation Heydar Aliyev. Ces agents profitent de ce rôle social pour donner l'illusion d'un partage de la manne pétrolière tout en achetant le silence de citoyens, dont le faible écho politique est compensé par l'amélioration flagrante de leurs conditions de vie¹²²⁷.

La privatisation de la gouvernance, pourtant facteur d'affaiblissement de l'Etat, renforce en parallèle le régime autoritaire. Le néopatrimonialisme devient le ciment de ce dernier et permet son maintien et son affermissement. Le détournement de l'Etat à des fins privées n'est pas un problème tant que des institutions non étatiques remplissent ses missions sociales traditionnelles. Ce détournement est en outre facilité par l'utilisation du conflit au Haut-Karabagh comme dérivatif à l'injustice sociale. Si la privatisation de l'Etat signifie son affaiblissement, elle coïncide également avec le renforcement du régime qui l'agence.

La transformation de l'Azerbaïdjan en Etat-entreprise

La privatisation de la gouvernance et l'utilisation en politique étrangère des ressources énergétiques contribuent à la transformation de l'Azerbaïdjan en Etat-entreprise. Une telle mutation se caractérise par un mimétisme de l'Etat avec son

¹²²⁷ Les appels à une démocratisation accélérée du régime azerbaïdjanais restent le fait d'une élite éduquée. La plupart des citoyens se satisfont de l'amélioration de leurs conditions de vie. La transformation de Bakou, ville noire sous l'Urss, en ville blanche suscite une grande fierté. L'accès permanent à l'électricité, la multiplication des magasins de luxe (même si la plupart ne peuvent y entrer), l'amélioration des transports sont également des facteurs positifs aux yeux des citoyens azerbaïdjanais, facteurs qui, pour le moment, compensent la faiblesse démocratique du régime.

fleuron économique : sa compagnie pétrolière nationale. L'Azerbaïdjan et SOCAR tendent effectivement à ne faire qu'un, dans l'agencement comme dans le comportement. Leurs missions apparaissent interchangeables, la NOC assumant les missions sociales traditionnellement dévolues à l'Etat et la République s'assurant la diversification commerciale de son entreprise-phare.

Ce mimétisme s'inscrit dans le cadre d'une économisation du social. La frontière entre public et privé s'estompe peu à peu pour faire place nette à des modalités de gouvernance empruntant à chacune des deux sphères. Susan Strange (2007) parlait d'un retrait de l'Etat au profit des marchés, il n'en est rien. L'Azerbaïdjan démontre au contraire qu'un Etat faible peut s'imposer sur la scène politique globale en revêtant les atours non seulement de l'Etat mais également du marché. Bakou ne serait rien sans SOCAR et la NOC azerbaïdjanaise n'existerait pas sans le soutien de la République azerbaïdjanaise. Les deux se confondent pour défendre des intérêts concomitants.

Sur le plan intérieur, SOCAR devient agent de l'Etat pour compenser la confiscation de la gouvernance par les réseaux néopatrimoniaux. Sur le plan extérieur, elle est institution connexe et se charge de construire les liens sociaux qui unissent l'Azerbaïdjan à ses pairs internationaux. Dans ces conditions, la faiblesse de l'Etat n'est plus un problème. Qu'importe si ses domaines régaliens, telle l'armée, sont structurellement faibles pour garantir de la prédation des ressources étatiques, l'Etat peut se contenter d'une NOC intégrée forte et de la mainmise sur ses hydrocarbures pour influencer tout un espace social régional.

L'Etat-entreprise n'est pas la superposition de l'un sur l'autre, de la même manière que l'Acteur-Réseau ne signifie pas l'empilement de l'un et de l'autre. L'Etat-entreprise est bien la fusion de l'Etat et de l'entreprise, la fusion de comportements politiques et de stratégies économiques, la fusion de missions sociales et de développements commerciaux. L'Azerbaïdjan d'Ilham Aliyev ne résulte jamais que de l'alliance de sa vision en tant que vice-président de SOCAR et de sa stature en tant que président de la République azerbaïdjanaise.

Une histoire sans fin ?

Cette recherche ne s'arrête pas ici. Comme le souligne Norbert Elias, la configuration que nous avons détaillée est en constante évolution. Le Caucase du Sud est parfois présenté comme un espace social figé, dont les conflits ethno-politiques seraient la marque indélébile et dont toute évolution politique serait à jamais exclue. Mais, pour l'Azerbaïdjan, pour la Géorgie, que de chemins parcourus depuis leur accession à l'indépendance à l'automne 1991. Le premier s'est transformé radicalement sous l'effet de sa manne énergétique, la seconde est devenue le centre géopolitique d'un corridor énergétique perçu comme vital en Amérique et en Europe. Cette évolution est amenée à perdurer. A nos yeux, la nature de cette évolution dépendra de quatre facteurs.

Primo, sur la capacité de l'Azerbaïdjan à résister à la crise économique mondiale repose la continuation d'un régime néopatrimonial. La prédation des ressources de l'Etat risque d'être mise en danger si celui-ci ne peut maintenir ce train de vie, qui lui permet d'acheter la paix sociale.

Secundo, l'avenir énergétique de l'Azerbaïdjan se joue en grande partie fin 2011. Après avoir confirmé la présence d'un potentiel gazier dans le champ d'Absheron, le nom du gazoduc du Corridor Sud retenu pour exploiter le gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz est désormais attendu. La découverte d'Absheron est venue confirmer la présence d'importants volumes de gaz en Azerbaïdjan. Sa structure – un réservoir non viable commercialement, puis une couche de matières argileuses, et enfin le réservoir de gaz – est similaire à celle de Shah Deniz, laissant augurer d'autres découvertes dans les prochaines années dans le sud de la Caspienne. Les ressources financières de Bakou ne sont donc pas amenées à diminuer significativement dans les prochaines années. L'Azerbaïdjan n'aura pas se contenter du rôle de pays de transit pour les hydrocarbures kazakhstanaï et turkmènes. Par conséquent, le développement du réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais est assuré, ainsi que les développements politiques qui y sont attachés.

Tertio, la tenue du concours européen de chanson *Eurovision* au printemps 2012, qui suscite un enthousiasme débordant dans le pays, influera également sur

l'avenir politique de l'Azerbaïdjan. Pour la première fois de son histoire, Bakou sera au centre de l'attention européenne, voire mondiale, non pas pour ses ressources énergétiques mais en raison de la qualité, certes à nuancer, de ses chanteurs. Les plus optimistes augurent une ouverture politique du pays, qui commencerait alors sa marche vers la démocratie. Si cette voie paraît peu probable, il sera néanmoins intéressant de voir comment cet événement sera relié au conflit du Haut-Karabagh, dont la résolution pacifique paraît, chaque jour qui passe, plus hypothétique.

Quatro, les prochaines élections présidentielles en Géorgie en 2013 détermineront en partie l'avenir de la configuration sud-caucasienne. Le maintien, ou non, au pouvoir de M. Saakachvili permettra de dire si le pays s'oriente vers plus de démocratie ou s'il fait au contraire le choix d'un retour à l'autoritarisme. Au-delà de cette question, il faudra voir si le contrat gazier entre SOCAR et le ministère géorgien de l'Energie est reconduit et, si oui, pour combien de temps. Si tel était le cas, le réseau sociotechnique de transport du gaz azerbaïdjanais aurait de beaux jours devant lui et, de ce fait, l'Azerbaïdjan aussi.

La régionalisation AGT semble être aujourd'hui promise à un avenir radieux. A l'heure où nous terminons cette recherche, le gaz azerbaïdjanais est amené à couler à flots, approvisionnant Europe, Géorgie et Turquie et renforçant ainsi les liens entre ces divers agents. Le rapprochement turco-arménien est dans l'impasse, laissant augurer le maintien sur le long terme de liens privilégiés entre Ankara, Bakou et Tbilissi. Enfin, Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie conservent de nombreux intérêts à coopérer, et ce alors que leurs échanges économiques vont augmenter, notamment sous l'impulsion de SOCAR.

D'Etat en faillite en 1991, l'Azerbaïdjan est devenu aujourd'hui une puissance régionale et sera très probablement un Etat d'envergure internationale demain. Malédiction pour l'ouverture politique du régime, le pétrole et le gaz ont été un bienfait pour les élites et, dans une moindre mesure, pour le peuple azerbaïdjanais. Son destin doit nous inviter à réfléchir sur le devenir intérieur et extérieur d'un pétro-Etat ainsi que sur la relation entre Etat et marché à l'heure de la globalisation.

Glossaire

ACE	Agences de Crédit à l'Exportation
ACG	Azéri-Chirag-Gouneshli (gisements de pétrole)
ADA	Académie Diplomatique Azerbaïdjanaise
ADNOC	Compagnie Nationale Opérante d'Abou Dhabi (<i>Abu Dhabi National Operating Company</i>)
AGRI	Interconnexion gazière Azerbaïdjan-Géorgie-Roumanie (<i>Azerbaijan-Georgia-Romania Interconnection</i>)
AGSC	Compagnie de Fourniture de Gaz d'Azerbaïdjan (<i>Azerbaijan Gas Supply Company</i>)
AGT	Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie
AIE	Agence Internationale de l'Energie
AIOC	Compagnie Internationale Opérante en Azerbaïdjan (<i>Azerbaijan International Operating Company</i>)
AKP	Parti pour la Justice et le Développement (<i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> , ture)
AMOG	<i>Allied Meridian Oil & Gas</i> (compagnie pétrolière privée)
APC	Accords de Partenariat et de Coopération (accord avec l'UE)
ARCO	<i>Atlantic Richfield Company</i> (compagnie pétrolière)
Bcm	Milliard de mètres cubes (gaz)
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BIL	<i>BOTAS International Limited</i> (entreprise opérant l'oléoduc BTC en Turquie)
Bpj	Barils par jour (pétrole)
BTC	Bakou-Tbilissi-Ceyhan (oléoduc)
BTC Co	<i>BTC Pipeline Company</i> (consortium)
BTE	Bakou-Tbilissi-Erzurum (gazoduc)
BTK	Bakou-Tbilissi-Kars (voie ferrée)
CACI	Institut Caucase-Asie centrale (<i>Caucasus-Central Asia Institute</i>)
CDAP	Groupe de conseils sur le développement de la Caspienne (<i>Caspian Development Advisory Panel</i>)

CDC	Entreprise de Développement Caspien (<i>Caspian Development Corporation</i>) (mécanisme d'achat du gaz turkmène)
CEE	Communauté économique européenne
CEI	Communauté des Etats Indépendants
CERA	<i>Cambridge Energy Research Associates</i> (cabinet de conseils)
CHP	Parti Républicain du Peuple (<i>Cumhuriyet Halk Partisi</i> , turc)
CIA	Agence Centrale de Renseignement (<i>Central Intelligence Agency</i>)
CIP	Programme d'Investissement pour les Communautés (<i>Community Investment Programme</i>)
CPC	Oléoduc du Consortium Caspien (<i>Caspian Pipeline Consortium</i>)
DG	Direction Générale (Commission européenne)
DG ENER	DG Energie
DG RELEX	DG Relations Extérieures
DG TREN	DG Transport et Energie (ancienne DG Energie)
ECGD	Département de Garantie des Crédits à l'Exportation (<i>Export Credits Guarantees Department</i>) (ACE britannique)
EMRA	Autorité de Régulation du Marché de l'Energie (<i>Energy Market Regulation Authority</i>)
ESIA	Etude d'Impacts Sociaux et Environnementaux (<i>Environmental and Social Impacts Assessment</i>)
FCPA	Loi sur les Pratiques de Corruption à l'Etranger (<i>Foreign Corrupt Practices Act</i>)
GCA	Gaffney, Cline & Associates (cabinet d'audit)
GIOC	Compagnie Pétrolière Internationale Géorgienne (<i>Georgian International Oil Company</i>)
GNL	Gaz naturel liquéfié
GTEP	Programme d'Entraînement et d'Equipeement pour la Géorgie (<i>Georgia Train and Equip Programme</i>)
GUAM	Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie (organisation régionale)
GYLA	Association Géorgienne des Jeunes Avocats (<i>Georgian Young Lawyers' Association</i>)
HGA	Accord de pays hôte (<i>Host Government Agreement</i>)

ICG	<i>International Crisis Group</i> (ONG)
IFI	Institution Financière Internationale
IGA	Accord intergouvernemental (<i>Intergovernmental Agreement</i>)
IIED	Institut International pour le Développement et l'Environnement (<i>International Institute for Environment and Development</i> , ONG)
INOGATE	Transport interétatique de pétrole et de gaz vers l'Europe (<i>Interstate Oil and Gas Transportation to Europe</i>) (programme européen)
ISO	Organisation Internationale de Normalisation (<i>International Standardization Organization</i>)
ITE	<i>International Trade Exhibitions</i>
ITGI	Interconnexion Turquie-Grèce-Italie (interconnexions gazières)
ITÜ	Université Technique d'Istanbul
Kms	Kilomètres
KHRP	<i>Kurdish Human Rights Project</i> (ONG britannique)
LATF	Force opérationnelle de conseil juridique (<i>Legal Advisory Task Force</i>) (cellule au sein du Secrétariat de la Charte de l'Energie)
MEP	<i>Main Export Pipeline</i>
MEPF	Middle East Petroleum Farm
MGIMO	Institut d'Etat des relations internationales de Moscou
NCEA	Commission néerlandaise d'Etude des Impacts Environnementaux (<i>Netherlands Commission for Environmental Assessment</i>)
NEI	Nouveaux Etats Indépendants
NICO	<i>Naftiran Intertrade Company</i> (filiale de NIOC)
NIOC	Compagnie Nationale Iranienne de Pétrole (<i>National Iranian Oil Company</i>)
NOC	Compagnie pétrolière nationale
NREP	<i>Northern Route Export Pipeline</i> (oléoduc Bakou-Novorossisk)
NSC	Conseil National de Sécurité (<i>National Security Council</i>)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODIHR	Bureau pour les Institutions Démocratiques et les Droits de l'Homme (<i>Office for Democratic Institutions and Human Rights</i>) (OSCE)

OPIC	Entreprise d'Investissement Privé Outre-mer (<i>Overseas Private Investment Corporation</i>)
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OWRPO	Organisation de protection des droits des ouvriers pétroliers (<i>Oil Workers' Rights Protection Organization</i>) (ONG azerbaïdjanaise)
PEV	Politique Européenne de Voisinage
PIB	Produit intérieur brut
PKK	Parti des Travailleurs Kurdes
PLE	<i>Pipeline Engineering GmbH</i>
PSA	Accord de partage de la production (<i>Production sharing agreement</i>)
PSG	<i>Pipeline Solutions Group</i> (consortium sur le Transcaspien)
RDI	Initiative de Développement Régional (<i>Regional Development Initiative</i>)
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SAR	Sociologie de l'Acteur-Réseau
SFI	Société Financière Internationale (Groupe Banque Mondiale)
SOCAR	Compagnie Pétrolière Nationale de la République d'Azerbaïdjan (<i>State Oil Company of Azerbaijan Republic</i>)
SOFAZ	Fonds Pétrolier National de l'Azerbaïdjan (<i>State Oil Fund of Azerbaijan</i>)
SRAP	Plan d'action social et de reclassement (<i>Social and Resettlement Action Plan</i>)
SSOP	Programme d'Opérations de Stabilité et de Soutien (<i>Sustainment and Stability Operations Programme</i>)
SSS	Services géorgiens de Sécurité Intérieure
STEAS	SOCAR-Turcas Enerji AS (<i>joint-venture</i>)
TACIS	Assistance Technique aux pays de la CEI (<i>Technical Assistance to CIS countries</i>) (programme européen)
TAP	Gazoduc Trans-Adriatique (<i>Trans-Adriatic Pipeline</i>)
TCO	Tengizchevroil (<i>joint-venture</i>)
TEAS	Société Européenne d'Azerbaïdjan (<i>The European Azerbaijan Society</i>)

TEN	Réseaux Transeuropéens (<i>Trans-European Networks</i>) (programme européen de financement de projet)
TRACECA	Corridor de Transport Europe-Caucase-Asie (<i>Transportation Corridor Europe-Caucasus-Asia</i>) (programme européen)
TNOC	Compagnie pétrolière transnationale
UE	Union européenne
USACC	Chambre de commerce Etats-Unis-Azerbaïdjan (<i>United States-Azerbaijan Chamber of Commerce</i>)
USAN	Réseau des Azerbaïdjanais aux Etats-Unis (<i>US Azeris Network</i>)
USTDA	Agence américaine pour le Développement et le Commerce (<i>US Trade and Development Agency</i>)
WREP	<i>Western Route Export Pipeline</i> (oléoduc Bakou-Soupsa)
WTI	<i>West Texas Intermediate</i> (indice boursier)
YAP	Parti du Nouvel Azerbaïdjan (<i>Yeni Azerbaijan Partisi</i> , azerbaïdjanais)

Bibliographie thématique

Sociologies des réseaux

- Akrich, M., Callon, M. et Latour B., ed. (2006) *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris : Les Presses Mines Paris.
- Barry, A. (2006a) 'Technological Zones', *European Journal of Social Theory*, 9(2), 239-253.
- Barry, A. (2006b) 'Transparency and Secrecy: oil, politics and the environment in Georgia and Azerbaijan', in *Berkeley Workshop on Environmental Politics*, Berkeley University, 4 juillet 2006, 20 p.
- Bourgoin, F. (2009) 'From Network to Class ? Towards a more complex Conception of Connection and Sociability', *DIIS Working Paper*, 31, disponible sur : <http://www.diis.dk/sw87462.asp> [consulté le 14 décembre 2009].
- Bouzarovski, S. (2010) 'Post-socialist energy reforms in critical perspective: Entangled boundaries, scales and trajectories of change', *European Urban and Regional Studies*, 17(2), 167-182.
- Callon, M., Courtial, J-P., Turner, W. A. et Bauin, S. (1983) 'From Translations to Problematic Networks: An Introduction to Co-Word Analysis', *Social Science Information*, 22(2), 191-235.
- Callon, M. (1998a) 'Introduction: the embeddedness of economic markets in economics' in Callon, M., ed. *The Laws of the Markets*, Oxford, Malden : Blackwell Publishers, 1-57.
- Callon, M. (1998b) 'An essay on framing and overflowing: economic externalities revisited by sociology' in Callon, M., ed. *The Laws of the Markets*, Oxford, Malden : Blackwell Publishers, 244-269.
- Callon, M. (2001) 'Actor Network Theory' in Smelser, N., et Baltes, P., ed. *International Encyclopaedia of the Social and Behavioural Sciences*, Oxford: Pergamon, 62-66.
- Callon, M., et Ferrary, M. (2006) 'Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau', *Sociologies pratiques*, 2(13), 37-44.
- Callon, M. (2006) 'Sociologie de l'acteur réseau' in Akrich, M., Callon, M. et Latour B., ed. *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris : Les Presses Mines Paris, 267-276.
- Callon, M., et Rabearisoa, V. (2008) 'The Growing Engagement of Emergent Concerned Groups in Political and Economic Life: Lessons from the French Association of Neuromuscular Disease Patients', *Science, Technology, & Human Values*, 33(2), 230-261.
- Callon, M., et Çaliskan, K. (2009) 'Economization, part 1: shifting attention from the economy towards processes of economization', *Economy and Society*, 38(3), 369-398.

- Ferrary, M., et Granovetter, M. (2008) 'The role of venture capital firms in Silicon Valley's complex innovation network', *Economy and Society*, 38(2), 326-359.
- Hernes, T. (2008) *Understanding Organizations as Process: Theory for a Tangled World*, Oxon : Routledge.
- Holifield, R. (2009) 'Actor-Network Theory as a Critical Approach to Environmental Justice: A Case against Synthesis with Urban Political Ecology', *Antipode*, 41(4), 637-658.
- Karrer, B., Levina, E. et Newman, M. (2008) 'Robustness of Community Structure in Networks', *Physical Review*, E(77), 1-9.
- Kisby, B. (2007) 'Analysing Policy Networks', *Policy Studies*, 28(1), 71-90.
- Latour, B. (1986) 'The powers of association' in Law, J., ed. *Power, Action and Belief: A New Sociology of Knowledge?*, Londres : Routledge, 264-280.
- Latour, B. (2005) *Reassembling the Social. An Introduction to Actor-Network Theory*, Oxford : Oxford University Press.
- Latour, B. (2009) 'Spheres and Networks: Two Ways to Reinterpret Globalization', *Harvard Design Magazine*, 30, disponible sur : <http://www.bruno-latour.fr/articles/article/115-SPACE-HARVARD-09.pdf> [consulté le 11 mai 2011].
- Mitchell, T. (2009) 'Carbon Democracy', *Economy and Society*, 38(3), 399-432.
- Newman, M. E. J. (2003) 'The Structure and Function of Complex Networks', *SIAM Review*, 45, disponible sur : <http://www-personal.umich.edu/~mejn/courses/2004/cscs535/review.pdf> [consulté le 11 mai 2011].
- Newman, M. E. J., Barabasi, A-L. et Watts D. (2006) *The Structure and Dynamics of Networks*, Princeton : Princeton University Press.
- Ruming, K. (2009) 'Following the Actors: Mobilising an actor-network theory methodology in geography', *Australian Geographer*, 40(4), 451-469.
- Shafiee, K. (2010) *Cracking Petroleum with Politics: Anglo-Persian Oil and the Socio-Technical Transformation of Iran, 1901-54*, thèse non publiée (Doctorat), University of New York.
- Thompson, G. (2004) 'Is all the world a complex network?', *Economy and Society*, 33(3), 411-424.

Approches sur l'intégration régionale

- Axline, A. W. (1977) 'Underdevelopment, Dependence and Integration: The Politics of Regionalism in the Third World', *International Organization*, 31(1), 83-105.
- Bach, D. C. (2003) 'New Regionalism as an Alias: Regionalization through Trans-State Networks' in Grant, J. A., et Söderbaum F., ed. *The New Regionalism in Africa*, Aldershot : Ashgate, 21-30.
- Bach, D. C. (2009) 'Régionalismes, régionalisation et globalisation' in Gazibo, M., et Thiriot, C., ed. *L'Afrique en Science Politique*, Paris : Karthala, 343-361.

- Bechev, D. (2006) 'Constructing South East Europe: The Politics of Regional Identity in the Balkans', *RAMSES Working Paper*, 1(6), disponible sur : <http://www.sant.ox.ac.uk/esc/ramses/bechev.pdf> [consulté le March 28, 2011].
- Caporaso, J. (1998) 'Regional Integration Theory: Understanding our Past and Anticipating our Future', *Journal of European Public Policy*, 5(1), 1-16.
- Checkel, J. T. (1999) 'Social Construction and Integration', *Journal of European Public Policy*, 6(4), 545-560.
- Duina, F. (2004) 'Regional Market Building as a Social Process: An Analysis of Cognitive Strategies in NAFTA, the European Union and Mercosur', *Economy and Society*, 33(3), 359-389.
- Egeberg, M. (1999) 'Transcending Intergovernmentalism? Identity and Role Perceptions of National Officials in EU Decision-Making', *Journal of European Public Policy*, 6(3), 456-474.
- Hao, P.-C. (2009) 'Great Powers' Strategy and Regional Integration: A New Regionalism Analytical Approach', *Issues & Studies*, 45(1), 163-202.
- Hettne, B. (1999) 'Globalization and the New Regionalism: The Second Great Transformation' in Hettne, B., Inotai, A. et Sunkel, O., ed. *Globalism and the New Regionalism*, Basingstoke : Macmillan Press, 1-25.
- Hurrell, A. (2005) 'The Regional Dimension in International Relations Theory' in Farrell, M., Hettne, B. et Van Langenhove, L., ed. *Global Politics of Regionalism*, Londres : Pluto Press, 38-53.
- Hveem, H. (1999) 'Political Regionalism: Master or Servant of Economic Internationalization?' in Hettne, B., Inotai A. et Sunkel O., ed. *Globalism and the New Regionalism*, Londres : Macmillan Press, 85-115.
- Jachtenfuchs, M. (2002) 'Deepening and Widening Integration Theory', *Journal of European Public Policy*, 9(4), 650-657.
- Kobrin, S. J. (2005) 'Regional Integration in a Globally Networked Economy', *Transnational Corporations*, 4(2), 15-33.
- Lähteenmaki, K., et Käkönen, J. (1999) 'Regionalization and its Impact on the Theory of International Relations' in Hettne, B., Inotai A. et Sunkel O., ed. *Globalism and the New Regionalism*, Basingstoke : Macmillan Press, 203-227.
- Marchand, M. H., Boas, M. et Shaw T. M. (1999) 'The Political Economy of New Regionalisms', *Third World Quarterly*, 20(5), 897-910.
- Mittelman, J. H. (1996) 'Rethinking the "New Regionalism" in the Context of Globalization', *Global Governance*, 2, 189-213.
- Moravcsik, A. (1993) 'Preferences and Power in the European Community: A Liberal Intergovernmentalist Approach', *Journal of Common Market Studies*, 31(4), 473-524.
- Obydenkova, A. (2006) 'New Regionalism and Regional Integration: the Role of National Institutions', *Cambridge Review of International Affairs*, 19(4), 589-610.

- Padoan, P. C. (2007) 'The Political Economy of New Regionalism and World Governance' in Telo, M., ed. *European Union and New Regionalism*, Aldershot : Ashgate, 37-53.
- Pitschel, D., et Bauer, M. W. (2009) 'Subnational Governance Approaches on the Rise - Reviewing a Decade of Eastern European Regionalization Research', *Regional and Federal Studies*, 19(3), 327-347.
- Schulz, M., Söderbaum, F. et Öjendal, J. (2001) 'Keys Issues in the New Regionalism: Comparisons from Asia, Africa and the Middle East' in Hettne, B., Inotai A. et Sunkel O., ed. *Comparing regionalisms: Implications for global development*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 234-274.
- Slocum, N., et Van Langenhove, L. (2005) 'Identity and Regional Integration' in Farrell, M., Hettne, B. et Van Langenhove, L., ed. *Global Politics of Regionalism*, Londres : Pluto Press, 137-151.
- Sunkel, O., et Mortimore, M. (2001) 'Transnational Integration and National Disintegration Revisited' in Hettne, B., Inotai A. et Sunkel O., ed. *The New Regionalism. Comparing Regionalism: Implications for Global Developments*, Basingstoke : Palgrave, 54-92.

Sociologie des élites et théories managériales

- Asmussen, C. G., Pedersen, T. et Dhanaraj, C. (2009) 'Host-Country Environment and Subsidiary Competence: Extending the Diamond Network Model', *Journal of International Business Studies*, 40, 42-57.
- Boss, G. (2001) 'L'Etat-entreprise. Que font nos managers ?', [en ligne], disponible sur : http://www.gboss.ca/pdf/Etat_entreprise.pdf [consulté le 15 octobre 2010].
- Burris, V. (2005) 'Interlocking Directorates and Political Cohesion among Corporate Elites', *American Journal of Sociology*, 111(1), 249-283.
- Burton, M., Gunther, R., et Higley, J. (1992) 'Introduction: Elites Transformations and Democratic Regimes' in Higley, J., et Gunther, R., ed. *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge (USA) : Cambridge University Press, 1-37.
- Carroll, W. K. (2009) 'Transnationalists and National Networkers in the Global Corporate Elite', *Global Networks*, 9(3), 289-314.
- Davis, G. F., et Greve, H. R. (1997) 'Elite Networks and Governance Changes in the 1980s', *American Journal of Sociology*, 103(1), 1-37.
- Dieleman, M., et Sachs, W. M. (2008) 'Economies of connectedness: Concept and application', *Journal of International Management*, 14, 270-285.
- Girod, S. J. G., et Rugman, A. M. (2005) 'Regional Business Networks and the Multinational Retail Sector', *Long Range Planning*, 38, 335-357.
- Granovetter, M. (1995) 'Coarse Revisited: Business Groups in the Modern Economy', *Industrial and Corporate Change*, 4, 93-130.
- Heemskerk, E., et Fennema, M. (2009) 'Network Dynamics of the Dutch Business Elite', *International Sociology*, 24(6), 807-832.

- Rugman, A. M., et D'Cruz, J. (1997) 'The Theory of the Flagship Firm', *European Management Journal*, 15(4), 403-412.
- Rugman, A. M., et D'Cruz, J. (2000) *Multinationals as Flagship Firms: Regional Business Networks*, Oxford : Oxford University Press.
- Rugman, A. M. (2001) 'The Myth of Global Strategy', *International Marketing Review*, 18(6), 583-588.
- Rugman, A. M., et Verbeke, A. (2001) 'Subsidiary-Specific Advantages in Multinational Enterprises', *Strategic Management Journal*, 22, 237-250.
- Rugman, A. M. (2005) *The Regional Multinationals. MNEs and 'Global' Strategic Management*. Cambridge (USA) : Cambridge University Press.
- Rugman, A. M., et Verbeke, A. (2008) 'A Regional Solution to the Strategy and Structure of Multinationals', *European Management Journal*, 26, 305-313.
- Rugman, A. M., et Doh, J. P. (2008) *Multinationals and Development*, New Haven : Yale University Press.
- White, N. J. (2004) 'The Beginnings of Crony Capitalism: Business, Politics and Economic Development in Malaysia, c.1955-70', *Modern Asian Studies*, 38(2), 389-417.

Théories des Relations Internationales

- Battistella, D. (2006) *Théories des relations internationales*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Börzel, T., et Risse, T. (2005) 'Public-Private Partnerships. Effective and Legitimate Tools of Transnational Governance?' in Grande, E., et Pauly, L. W., ed. *Reconstituting Political Authority in the Twenty-First Century*, Toronto : University of Toronto Press, 195-216.
- Bull, B., et McNeill, D. (2007) *Development Issues in Global Governance. Public-Private Partnerships and Market Multilateralism*, New York : Routledge.
- Compagnon, D. (2008) 'Transnational Public Private Partnerships and Environmental Governance in Africa: can new forms of governance solve the implementation deadlock?', *GARNET Working Paper*, 32(8), disponible sur : http://www.garnet-eu.org/fileadmin/documents/working_papers/3208.pdf [consulté le 7 mars 2008].
- Dicken, P. (2002) 'A New Geo-Economy' in Held, D., et McGrew, A., ed. *The Global Transformations Reader*, Cambridge (USA) : Polity, 303-310.
- Diez, T. (2005) 'Constructing the Self and Changing Others: Reconsidering 'Normative Power Europe'', *Millennium: Journal of International Studies*, 33, 613-638.
- Gallarotti, G. M. (2010) *The Power Curse: Influence and Illusion in World Politics*, Boulder : Lynne Rienner Press.
- Haas, E. B. (1964) *Beyond the Nation-State: Functionalism and International Organization*, Stanford : Stanford University Press.
- Haas, P. (1992) 'Epistemic communities and international policy coordination', *International Organization*, 46(1), 1-35.

- Held, D., McGrew A., Goldblatt D. et Perraton J. (2002) 'Rethinking Globalization' in Held, D., et McGrew, A., ed. *The Global Transformations Reader*, 2ème ed., Cambridge (USA): Polity.
- Hewson, M., et Sinclair, T. J. (1999) 'The Emergence of Global Governance Theory' in Hewson, M., et Sinclair, T. J., ed. *Approaches to Global Governance Theory*, New York : University of New York Press, 3-22.
- Hoffmann, S. (1995) *The European Sisyphus: Essays on Europe 1964-1994*, Boulder : Westview.
- Jervis, R. (1976) *Perceptions and Misperceptions in International Politics*, Princeton : Princeton University Press.
- Keohane, R., et Nye, J. (2001) *Power and Interdependence*, 3ème ed., New York: Longman.
- Putnam, R. (1988) 'Diplomacy and Domestic Politics : The Logic of Two-Level Games', *International Organization*, 42(3), 427-460.
- Rhodes, R. A. W. (1996) 'The New Governance: Governing without Government', *Political Studies*, 44(4), 652-667.
- Risse, T. (2007) 'Social Constructivism Meets Globalization' in Held, D., et McGrew, A., ed. *Globalization Theory: Approaches and Controversies*, Cambridge (USA) : Polity, 127-147.
- Rosenau, J. N. (1999) 'Toward an Ontology of Global Governance' in Hewson, M., et Sinclair, T. J., ed. *Approaches to Global Governance Theory*, New York : University of New York Press, 287-301.
- Rosenau, J. N. (2000) 'Change, Complexity, and Governance in Globalizing Space' in Pierre, J., ed. *Debating Governance*, Oxford : Oxford University Press, 167-200.
- Schäferhoff, M., Campe, S., et Kaan, C. (2007) 'Transnational Public-Private Partnerships in International Relations: Making Sense of Concepts, Research Frameworks and Results', *SFB-Governance Working Paper Series*, 6, disponible sur : http://www.sfb-governance.de/en/publikationen/sfbgov_wp/wp6_en/index.html [consulté le 18 juin 2011].
- Scholte, J. A. (2005) *Globalization, a Critical Introduction*, 2ème ed., Cambridge (USA) : Polity.
- Strange, S. (1994) *States and Markets*, Londres : Pinter.
- Strange, S. (2007) *The Retreat of the State*, 10ème ed., Cambridge (UK) : Cambridge University Press.
- Vaillancourt Rosenau, P., ed. (2003) *Public-Private Policy Partnerships*, Cambridge (USA) : MIT Press.
- Wendt, A. (1992) 'Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics', *International Organization*, 42(2), 391-425.
- Wendt, A. (1999) *Social Theory of International Politics*, Cambridge (USA) : Cambridge University Press.

Travaux de référence en sociologie

- Chartier, R., et Schulz, Kristina (2000) 'Norbert Elias ou la sociologie des continuités', *Labyrinthe*, 5, disponible sur : <http://labyrinthe.revues.org/index273.html> [consulté le 6 mai 2011].
- Cornu, R. (1998) 'Evolution et processus configurationnel chez Norbert Elias', *Philosophiques*, 25(2), 239-256.
- Daloz, J.-P. (2006) 'Au-delà de l'Etat néo-patrimonial. Jean-François Médard et l'approche élitaire', *Revue internationale de politique comparée*, 13(4), 617-623.
- Eisenstadt, S. N. (1973) *Traditional Patrimonialism and Modern Neo-Patrimonialism*, Londres : Sage.
- Elias, N. (1978) *What is Sociology?*, New York : Columbia University Press.
- Elias, N. (1987) *La société des individus*, Paris : Fayard.
- Elias, N. (1990) *La dynamique de l'Occident*, Paris : Presses-Pocket.
- Elias, N. (2008) *La société de cour*, Paris : Flammarion.
- Granovetter, M. (1973) 'The Strength of Weak Ties', *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380.
- Granovetter, M. (1974) *Getting a Job: A Study of Contacts and Careers*, Cambridge (USA) : Harvard University Press.
- Granovetter, M. (1983) 'The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited', *Sociological Theory*, 1, 201-233.
- Hibou, B. (2004) 'From Privatising the Economy to Privatising the State: an Analysis of the Continual Formation of the State' in Hibou, B., ed. *Privatising the State*, Londres : Hurst & Co, 1-46.
- Médard, J.-F. (1991) 'L'État néo-patrimonial en Afrique noire ' in Médard, J.-F., ed. *États d'Afrique Noire : Formations, mécanismes et crises*, Paris : Karthala, 323-353.
- Médard, J.-F. (1996) 'Patrimonialism, Neo-Patrimonialism and the Study of the Post-colonial State in Subsaharian Africa' in Markusen, H. S., ed. *Improved Natural Resource Management – the Role of Formal Organizations and Informal Networks and Institutions*, Roskilde : International Development Studies, Roskilde University, 76-97.
- Weber, M. (1995) *Economie et société*, Paris : Plon.

Travaux transversaux

- Allain, S. (2004) 'La négociation comme concept analytique central d'une théorie de la régulation sociale', *Négociations*, 2(2), 23-41.
- Blum, C. (2009) 'Cottage', *Le nouveau petit Littré*, Paris: Editions Garnier.
- Crozat, D., et Fournier, S. (2005) 'De la fête aux loisirs: événement, marchandisation et invention des lieux', *Annales de géographie*, 643, 307-328.

- Guay, S., Billette, V., & Marchand, A. (2002) 'Soutien social et trouble de stress post-traumatique: Théories, pistes de recherche et recommandations cliniques', *Revue québécoise de psychologie*, 23(3), 165-184.
- Heyerdahl, T. (2002) *L'expédition du Kon-Tiki*, Paris: Phébus.
- Kooiman, J. (2000) 'Societal Governance: Levels, Modes, and Orders of Social-Political Interaction' in Pierre, J., ed. *Debating Governance*, Oxford : Oxford University Press, 138-164.
- Lavenex, S. (2008) 'A Governance Perspective on the European Neighbourhood Policy: Integration beyond Conditionality?', *Journal of European Public Policy*, 15(6), 938-945.
- Lavenex, S., et Whichmann, N. (2009) 'The External Governance of EU Internal Security', *Journal of European Integration*, 31(1), 83-102.
- Lentin, R. (2001) 'Expected to live: Women Shoah survivors' testimonials of silence', *Women's Studies International Forum*, 23(6), 689-700.
- Manners, I. (2002) 'Normative Power Europe: A Contradiction in Terms?', *Journal of Common Market Studies*, 40(2), 235-258.
- Rémond, R. (1955) 'Les anciens combattants et la politique', *Revue française de science politique*, 5(2), 267-290.
- Reynaud, J.-D. (1988) 'Les régulations dans les organisations: Régulation de contrôle et régulation autonome', *Revue française de sociologie*, 29(1), 5-18.
- Reynaud, J.-D. (1991) 'Pour une sociologie de la régulation sociale', *Sociologie et Sociétés*, 23(2), 13-26.
- Rogers, D. (2011) 'Oil into Culture. Energopolitics in the Russian Urals', *Anthropology News*, 52(5), 7.
- Thom, R., Giorello, G., et Morini S. (1983) *Paraboles et catastrophes: entretiens sur les mathématiques, la science et la philosophie*, Paris : Flammarion.
- Varone, F., Nahrath, S. et Gerber, J.-D. (2008) 'Régimes institutionnels de ressources et théorie de la régulation', *Revue de la régulation*, 2.

Thématiques transversales de l'énergie

- AIE (2010) *World Energy Outlook 2010*, Paris : OCDE, Agence Internationale de l'Energie.
- AIE (2011) *Are We Entering a Golden Age of Gas?*, Paris: OCDE, Agence Internationale de l'Energie.
- Alhajji, A. F. (2001) 'What have we learned from the experience of low oil prices?', *OPEC Review*, 25(3), 193-220.
- Auty, R. M. (1993) *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*, Londres : Routledge.
- Auty, R. M. (2001) 'The Political Economy of Resource Driven Growth', *European Economic Review*, 45(4-6), 839-846.
- Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (2003) *The Baku Tbilisi Ceyhan Pipeline Project*, Londres : BERD.

- BBC (2000) 'Green light for BP-Arco merger', [en ligne], disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/712962.stm> [consulté le 7 mai 2007].
- BBC (2008) 'Oil price hits yet another record', [en ligne], disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7486764.stm> [consulté le 3 juillet 2008].
- Cambridge Energy Research Associates (2008) *The Next Prize: Strategic Positioning for a Global Gas Price*, Cambridge (USA) : Cambridge Energy Research Associates.
- Desai, P. (2000) 'Why Did the Ruble Collapse in August 1998?', *The American Economic Review*, 90(2), 48-52.
- Florini, A. (2010) 'Global Governance and Energy' in Pascual, C., et Elkind, J., ed. *Energy Security. Economics, Politics, Strategies, and Implications*, Washington, DC : Brookings Institution Press, 149-181.
- Gény, F. (2010) 'Can Unconventional Gas be a Game Changer in European Gas Markets?', *Oxford Institute for Energy Studies* NG 46, disponible sur : <http://www.sbc.slb.com/SBCInstitute/~media/Files/Point%20of%20View%20Docs/Can%20Unconventional%20Gas%20be%20a%20Game%20Changer%20in%20European%20Gas%20Markets.ashx> [consulté le 4 mai 2011].
- Gordon, R., et Stenvoll, T. (2007) 'Statoil: A Study in Political Entrepreneurship', disponible sur : http://www.rice.edu/energy/publications/docs/NOCs/Papers/NOC_Statoil_Gordon-Stenvoll.pdf [consulté le 1er juillet 2010].
- Gravitt (2006) *The Top Ten Oil & Gas Companies. Growth strategies, consolidation and convergence in the leading players*, Londres : Business Insights Ltd.
- Helm, D. (2007) 'Introduction: The Return of Energy Policy' in Helm, D., ed. *The New Energy Paradigm*, Oxford : Oxford University Press, 1-8.
- Hermann, L., Dunphy, E. et Copus, J. (2010) *Oil & Gas for Beginners. A Guide to the Oil and Gas Industry*, Londres : Deutsche Bank AG.
- Karl, T. L. (1997) *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*, Berkeley : University of California Press.
- Konoplyanik, A. (2010) 'Evolution of Gas Pricing in Europe: Modernization of Indexation Formulas Versus Gas to Gas Competition', *International Energy Law and Policy Research Paper Series, Working Research Paper Series*, 2010/01, disponible sur : http://www.dundee.ac.uk/cepmlp/gateway/files.php?file=CEPMLP_RNWP_2010_01_879696679.pdf [consulté le 2 novembre 2010].
- Kuhn, M., et Umbach, F. (2011) *Strategic Perspectives of Unconventional Gas: A Game Changer with Implications for the EU's Energy Security*, Londres : European Centre for Energy and Resource Security, King's College.
- Lax, H. L. (1988) *States and Companies. Political Risks in the International Oil Industry*, New York, Westport, Londres : Praeger.

- Luciani, G. (1987) 'Allocation versus Production States: A Theoretical Framework' in Beblawi, H., et Luciani, G., ed. *The Rentier State*, New York: Croom Helm, 49-62.
- Mabro, R. (1998) *The Oil Price Crisis of 1998*, Oxford : Oxford Institute for Energy Studies.
- Radon, J. (2007) 'How to Negotiate an Oil Agreement' in Humphreys, M., Sachs, J. et Stiglitz, J., ed. *Escaping the Resource Curse*, New York : Columbia University Press, 89-113.
- Radon, J. (2009) *Expanding the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) Agenda to Transportation of Hydrocarbon Resources*, New York : Revenue Watch Institute.
- Sagers, M. J., et al. (2011) *Economic Recovery Brings Change*, Cambridge (USA): IHS CERA.
- Secrétariat de la Charte de l'Energie (2003) *Draft Intergovernmental and Host Government Agreement for the Construction of Cross Border Pipelines. First edition*, Bruxelles : Secrétariat de la Charte de l'Energie.
- Shafer, M. D. (1994) *Winners and losers: how sectors shape the developmental prospects of states*, Ithaca, New York : Cornell University Press.
- Stiglitz, J. (2007) 'What is the role of the state?' in Humphreys, M., Sachs, J. et Stiglitz, J., ed. *Escaping the Resource Curse*, New York : Columbia University Press, 23-52.
- Vincente, P. C. (2010) 'Does oil corrupt? Evidence from a natural experiment in West Africa', *Journal of Development Economics*, 92(1), 28-38.
- Yergin, D., et Ineson, R. (2009) 'America's Natural Gas Revolution', *Wall Street Journal*, disponible sur : <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703399204574507440795971268.html> [consulté le 11 novembre 2009].

Les ressources énergétiques dans la Caspienne

- **L'amont**

- Adams, T. (2000) 'Caspian Hydrocarbons, the Politicization of Regional Pipelines, and the Economic Destabilization of the South Caucasus', *Caucasian Regional Studies*, 5(1 et 2).
- Adams, T. (2009) 'Baku Oil Diplomacy and 'Early Oil' 1994-1998: an External Perspective' in Ismailzade, F., et Petersen, A., ed. *Azerbaijan in Global Politics. Crafting Foreign Policy*, Bakou : Azerbaijan Diplomatic Academy.
- AIE (2000) *Black Sea Energy Survey*, Paris : OCDE, Agence Internationale de l'Energie.
- Alieva, L. (2009) 'Introduction' in Alieva, L., ed. *The Baku Oil and Local Communities: A History*, Bakou : Qanun, 7-15.

- Bagirov, S. (1996) 'Azerbaijani Oil: Glimpses of a Long History', *Perceptions*, 1, disponible sur : <http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume1/June-August1996/AZERBAIJANIOILGLIMPSESOFAALONGHISTORY.pdf> [consulté le 18 mai 2011].
- Bagirov, S. (2008) *Oil of Azerbaijan: Revenues, Expenses and Risks (view from 2007)*, Open Society Institute [en ligne], disponible sur : http://www.eiti-az.org/ts_gen/download/SabitBagirov_Azerbaijani_oil_revenues_expenses_risks.pdf [consulté le 5 mai 2011].
- Balayev, A. (2009) 'Oil Producing Villages: Ethnography, History and Sociology' in Alieva, L., ed. *The Baku Oil and Local Communities: A History*, Bakou : Qanun, 185-224.
- BBC Monitoring (2010) 'Azerbaijan politics: Opposition MP blames oil major for bogus contract', *Economist Intelligence Unit*, disponible sur : http://www.eiu.com/index.asp?layout=VWPrintVW3&article_id=1377123522&printer=printer&rf=0 [consulté le 12 janvier 2011].
- Blum, D. W. (2003) 'Why Did Lukoil Really Pull Out of the Azeri-Chirag-Guneshli Oilfield?', *PONARS Policy Memo*, 286, disponible sur : http://www.csis.org/media/csis/pubs/pm_0286.pdf [consulté le 5 février 2009].
- BMI (2010a) *Azerbaijan Oil & Gas Report Q2 2010*, Londres : Business Monitor International.
- BMI (2011) *Azerbaijan Oil & Gas Report Q2 2011*, Londres : Business Monitor International.
- Brabazon, J. (2011) BP: In Deep Water. [Documentaire] Londres : Channel 4 (raconté par Greg Palast).
- Browne, J. (2010) *Beyond Business. An Inspirational Memoir from a Visionary Leader*, Londres : Weidenfeld & Nicolson.
- Bryce, R. (2004) 'It's a Baker Botts World', *The Nation*, disponible sur : <http://www.thenation.com/signup/4802?destination=article/its-baker-botts-world> [consulté le 13 juillet 2010].
- Bulletin de l'Industrie Pétrolière (2011) 'Azerbaïdjan : 350 G.m3 de gaz et 45 MT de condensats sur Absheron', *Bulletin de l'Industrie Pétrolière*, 13 septembre 2009, 1 bis.
- Cambridge Energy Research Associates (2010) *Caspian Development Corporation. Final Implementation Report*, Cambridge (USA) : IHS CERA.
- Clint, O., McMahon, N., Prokofjevs, A., et Hickson, C. (2009) *Bernstein Energy: What About the Caspian? What's Left for the Industry in its Old Stomping Ground. Part 1. The North*, Londres : Bernstein Research.
- Clint, O., McMahon, N., Prokofjevs, A., et Hickson, C. (2010) *What About the Caspian? What's Left for the Industry in Its Old Stomping Ground. Part 2 - The South*, Londres : Bernstein Research.
- Elliott, S. (2011) 'Azerbaijan to Double Gas Output to 54 Bcm/year by 2020: official', *Platts*, disponible sur :

- <http://www.platts.com/RSSFeedDetailedNews/RSSFeed/NaturalGas/8545219> [consulté le 25 mars 2011].
- Global Data (2010a) *Azerbaijan To Produce 60 Mtpa Of Oil By 2015*, Londres : Global Markets and Companies.
- Global Data (2010b) *Socar Appoints Two New Vice Presidents*, Londres : Global Markets and Companies.
- Guliyev, F., et Akhrarkhodjaeva, N. (2008) 'Transportation of Kazakhstani Oil via the Caspian Sea (TKOC). Arrangements, Actors and Interests', *Russ 'Casp Working Paper*, disponible sur : http://www.fni.no/russcasp/Kazakh_Azeri_%20oil_transport_RussCasp_Working_Paper.pdf [consulté le 3 décembre 2008].
- Guliyev, F., et Akhrarkhodjaeva, N. (2009) 'The Trans-Caspian energy route: Cronyism, competition and cooperation in Kazakh oil export', *Energy Policy*, 37, 3171-3182.
- Hemming, J. (1998) 'The Implications of the Revival of the Oil Industry in Azerbaijan', *CMEIS Occasional Paper*, disponible sur : <http://dro.dur.ac.uk/94/> [consulté le 5 mai 2011].
- Huseynov, D. A., et Guliyev, I. S. (2004) 'Mud volcanic natural phenomena in the South Caspian Basin: geology, fluid dynamics and environmental impact', *Environmental Geology*, 46, 1012-1023.
- Ibrahimov, E. (2008) 'Azeri-Chirag-Gunashli Full Exports May not Resume Until December', [en ligne], disponible sur : <http://en.apa.az/news.php?id=89980> [consulté le 10 octobre 2008].
- Interfax (2011b) 'SOCAR pays \$585 mln to BP for 1.6461% in Azeri-Chirag- Guneshli project', *Russia & CIS Oil and Gas Weekly*, 21-27 juillet 2011, 26.
- Interfax (2011c) 'Greece's DEPA in talks to buy gas from Shah Deniz Phase 2', *Russia & CIS Oil and Gas Weekly*, 21-27 juillet 2011, 32-33.
- Ismayilov, E. (2010a) 'Devon proposes its share in ACG project to other shareholders', *Trend Daily Economic News*, 25 février 2010, 24.
- Ismayilov, E. (2010b) 'BP purchases Devon's share in Azeri-Chirag-Guneshli for \$2 billion', [en ligne], disponible sur : <http://en.trend.az/capital/energy/1731310.html> [consulté le 5 août 2010].
- Javanshir, R. (2011) *BP: Caspian Journey* [Présentation Powerpoint]. Bakou : BP.
- Kjaernet, H. (2010) 'The State Oil Company SOCAR: a Microcosm of Azerbaijani Development?', *Caucasus Analytical Digest*, 16, 5-8.
- Kjaernet, H. (2011) 'National oil companies in authoritarian regimes: A principal-agent approach', in *ISA Annual Convention 2011*, Montréal, 19 mars 2011, 30 p.
- Lussac, S. (2010e) 'Quand BP voyait l'avenir en vert', *Rue89 Le Mensuel*, 72-73.
- Mir-Babayev, M. Y. (2002) 'Azerbaijan's Oil History. A Chronology Leading Up to the Soviet Era', *Azerbaijan International*, 10(2), 34-40.
- Najman, B., Pomfret, R., Raballand, G. et Sourdin, P. (2005) 'How Are Oil Revenues Distributed in an Oil Economy', *University of Adelaide Working Paper*, 2005-

- 18, disponible sur: <http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpdc/0512012.html> [consulté le 5 mai 2011].
- OWRPO (2010) *Bahar Energy LTD violates the Labor Code of Azerbaijan Republic before its operation* Bakou : Oil Workers' Rights Protection Organization.
- Paul, A., et Grgic, B. (2010) 'Entering the end game: the race for Caspian gas', *European Policy Centre Commentary*, disponible sur : http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_1162_caspian_gas.pdf [consulté le 23 novembre 2010].
- Pomfret, R. (2011) 'Exploiting Energy and Mineral Resources in Central Asia, Azerbaijan and Mongolia', *Comparative Economic Studies*, 53, 5-33.
- Power, H. (2010) 'BP reveals another asset sale to offset \$40bn bill for Gulf of Mexico disaster', *The Sunday Times*, 29 novembre 2010.
- Semikolenova, Y. (2006) *Ownership, Privatization and Investment Fads: Theory and Evidence from Russia and the Caspian Region*, thèse non publiée (Doctorat), University of Pittsburgh.
- Şen, Y. (2009) *Hazar'ın Kani. Orta Asya'nın Petrolle Yazılan Tarihi*, Istanbul : Doğan Kitap.
- Shaffer, B. (2010) 'Caspian Energy Phase II: Beyond 2005', *Energy Policy*, 38, 7209-7215.
- SOCAR, et al. (1994) *Agreement on the Joint Development and Production Sharing for the Azeri and Chirag Fields and the Deep Water Portion of the Gunashli Field in the Azerbaijan Sector of the Caspian Sea*, Bakou: BP.
- SOFAZ (2011a) 'SOFAZ Revenue and Expenditure Statement for 2010', [en ligne], disponible sur : <http://www.oilfund.az/en/account/93> [consulté le 20 janvier 2011].
- SOFAZ (2011b) 'SOFAZ 2011 budget amended', [en ligne], disponible sur : <http://www.oilfund.az/en/news/324> [consulté le 15 juillet 2011].
- Thomson, P., Ebinger, J., Hamso, B. et Mammadov, F. (2005) *Azerbaijan Issues and Options Associated with Energy Sector Reform*, Washington, DC : Banque mondiale.
- Tolf, R. W. (1976) *The Russian Rockefellers. The Saga of the Nobel Family and the Russian Oil Industry*, Stanford : Hoover Institution Press.
- Wikileaks (2010d) 'SOCAR Refrains from "Going Kazakh" on BP-Led Consortium', [en ligne], disponible sur : <http://wikileaks.org/cable/2007/10/07BAKU1268.html> [consulté le 15 décembre 2010].
- Wilson, E. (2010) *Agents of Change: Reflections on a working partnership between BP Azerbaijan and the International Institute for Environment and Development*, Londres : International Institute for Environment and Development.
- Wood Mackenzie (2008) *Shah Deniz Contract Area*, Edimbourg : Wood Mackenzie.

- **Le midstream**

- Abbasov, R. (2011c) 'SOCAR raises oil export by Baku-Novorossiysk pipeline', *News.az*, disponible sur : <http://www.news.az/articles/economy/33737> [consulté le 6 mai 2011].
- Amnesty International (2003) *Human Rights on the line. The Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline project*, Londres : Amnesty International.
- Aras, B., et Iseri, E. (2009) 'The Nabucco Natural Gas Pipeline: From Opera to Reality', *SETA Policy Brief*, 34, disponible sur : <http://www.setav.org/ups/dosya/7756.pdf> [consulté le 21 juillet 2009].
- Baran, Z. (2005) 'The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Implications for Turkey' in Starr, S. F., et Cornell, S., ed. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West*, Washington, DC, Uppsala : Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 103-118.
- Billmeier, A., Dunn, J., et van Selm, B. (2004) 'In the Pipeline: Georgia's Oil and Gas Transit Revenues', *IMF Working Paper*, WP/04/209, disponible sur : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2004/wp04209.pdf> [consulté le 27 octobre 2008].
- Blatchford, D. (2005) 'Environmental and Social Aspects of the Baku-Tbilisi- Ceyhan Pipeline' in Starr, S. F., et Cornell, S., ed. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West*, Washington, DC, Uppsala : Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 119-150.
- Boyd-Carpenter, H., et Labadi, W. (2004) 'Striking a balance: Intergovernmental and host government agreements in the context of the Baku- Tbilisi-Ceyhan pipeline project', *Law in Transition* [en ligne], disponible sur : <http://www.ebrd.com/pubs/legal/lit/OL04e.pdf> [consulté le 17 avril 2008].
- BP (2003) *Baku-Tbilisi-Ceyhan. Summary of Project Benefits*, Londres : BP.
- BP (2006) *BP in Georgia. Sustainability Report 2005*, Tbilissi : BP.
- BTC Project (2003) *Baku-Tbilisi-Ceyhan. Summary of Project Benefits. Final*, Londres : BP Caspian.
- Chrysostomidis, I., et Zakkour, P. (2008) 'Assessment of the range of potential funds and funding mechanisms for CO2 transportation networks', *ERM*, disponible sur : http://carbon-counts.com/Documents/CO2_Transportation_Networks_CCP2_Final_Report_for_external_use.pdf [consulté le 17 juillet 2011].
- Coe, C. (2001) 'Shah-Deniz pipeline transit fee issue poses problem', *Alexander's Gas and Oil Connections*, 6(20), disponible sur : <http://www.gasandoil.com/goc/company/cnc14365.htm> [consulté le 18 février 2009].
- Cornell, S., Tsereteli, M., et Socor, V. (2005) 'Geostrategic Implications of the Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline' in Starr, S. F., et Cornell, S., ed. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West*, Washington, DC, Uppsala : Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 17-38.

- Cornell, S., et Ismailzade, F. (2005) 'The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Implications for Azerbaijan' in Starr, S. F., et Cornell, S., ed. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West*, Washington, DC, Uppsala : Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program, 61-84.
- Dufey, A. (2009) *Project finance, sustainable development and human rights. Case study 1: the Baku Tbilisi-Ceyhan (BTC) pipeline*, Londres : IIED.
- Elkind, J. (2005) 'Economic Implications of the Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline' in Starr, S. F., et Cornell, S., ed. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West*, Washington, DC, Uppsala : Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 39-60.
- Enderlin, S., et Michel, S. (2003) 'Sur les routes de l'or noir', *Le Soir*, 23 juillet 2003, 15.
- Ericson, R. E. (2009) 'Eurasian Natural Gas Pipelines: The Political Economy of Network Interdependence', *Eurasian Geography and Economics*, 50(1), 28-57.
- Eviatar, D. (2002) 'Wildcat Lawyering', *The American Lawyer*, disponible sur : <http://www.law.com/jsp/law/LawArticleFriendly.jsp?id=900005532993> [consulté le 19 juin 2009].
- Friends Of the Earth (2006) 'Timeline for a Pipeline (Past & Future)', disponible sur : http://www.foe.co.uk/resource/reports/common_concerns_timeline.pdf [consulté le 21 avril 2010].
- Giroux, A. (1998) 'Les enjeux pétroliers au Caucase', *Nouveaux Mondes*, 8, 93-103.
- Global Data (2009) *Socar Resumes Oil Transportation Via Baku-Novorossiysk Pipeline*, Londres : Global Markets and Companies.
- Hardin, K., Sergej Manovski and Leila Benali (2010) *Filling a Southern Gas Pipeline to Europe: Export Potential and Costs for Gas Sources Compared*, Cambridge (USA) : CERA.
- Hildyard, N., et Muttit, G. (2006) 'Turbo-Charging Investor Sovereignty. Investment Agreements and Corporate Colonialism', [en ligne], disponible sur : <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/turbo-charging-investor-sovereignty> [consulté le 21 avril 2010].
- Hürriyet (2011b) 'Georgia assures Armenia of pipeline future', *Hürriyet Daily News* [en ligne], disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=georgia-assures-armenia-of-pipeline-future-2011-02-17> [consulté le 12 février 2011].
- ILF (2001) *Complementary Feasibility Studies for Oil and Gas from the Caspian Sea Region to Central and Eastern Europe*, INOGATE.
- INOGATE (2001) *INOGATE: 1996-2000*, Athènes : INOGATE.
- Kochladzé, M. (2006) *Beyond the Pale: Myths and Realities about the BTC Development Model*, Prague : CEE Bankwatch Network.
- Kyte, R. (2006) *The Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC) Pipeline Project*, Washington, DC : IFC.
- Leader, S. (2006) 'Human Rights, Risks, and New Strategies for Global Investment', *Journal of International Economic Law*, 9(3), 657-705.

- Lussac, S. (2010f) 'A Deal at Last: A Bright Future for Azerbaijani Gas in Europe?', *CACI Analyst*, disponible sur : <http://www.cacianalyst.org/?q=node/5317/print> [consulté le 28 avril 2010].
- Mansley, M. (2003) 'The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline and BP: A Financial Analysis. Building Tomorrow's Crisis?', *PLATFORM*, disponible sur : http://www.platformlondon.org/carbonweb/documents/building_tomorrows_crisis.pdf [consulté le 9 juillet 2010].
- Ministère de l'Energie de la Géorgie (2009) *Energy Security - Main Priority of National Energy Strategy of Georgia*. [Présentation Powerpoint] Tbilissi: Ministère de l'Energie de la Géorgie.
- Ministère de l'Environnement de la Géorgie (2002) *Continuing Activities under the Environmental Permit for the BTC ESIA*, Tbilissi : Ministère de l'Environnement de la Géorgie.
- Morgan, D., et Ottaway, D. B. (1998) 'Pipe Dreams - The Struggle for Caspian Oil', *Washington Post*, 4 octobre 1998, 1-6.
- Muttitt, G., et Marriott, James (2006) *Some Common Concerns. Imagining BP's Azerbaijan-Georgia-Turkey Pipelines System*, Londres : Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, CEE Bankwatch Network, The Corner House, Friends of the Earth International, The Kurdish Human Rights Project and PLATFORM.
- Nies, S. (2008) *Oil and Gas Delivery to Europe. An Overview of Existing and Planned Infrastructures*, Paris : Etudes de l'IFRI.
- Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (1999) *Review of the OECD Guidelines for Multinational Enterprises. Framework for the Review*, Paris : OCDE.
- Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (2011) *Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Recommandations pour une conduite responsable des entreprises dans le contexte international*, Paris : OCDE.
- Pala, C. (2010) 'Nabucco: Tales of The Journey', *Energy Report*, 84-93.
- Papava, V. (2005) 'The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Implications for Georgia' in Starr, S. F., et Cornell, S., ed. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West*, Washington, DC, Uppsala : Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program, 85-102.
- République d'Azerbaïdjan, Géorgie, et République de Turquie (2003) *Protocol among the Republic of Azerbaijan, Georgia and the Republic of Turkey relating to the provision of security for the East-West Energy Corridor*, Bakou : BP.
- Rising Tide (2003) 'Rising Tide Activists Occupy Export Credits Guarantee Department Offices to Protest Baku-Ceyhan Pipeline; Attempt at Participatory Democracy Fails', [en ligne], disponible sur : <http://risingtide.org.uk/pages/news/ecgd.htm> [consulté le 18 juin 2011].

- Roberts, J. (2011) 'Turkey Warns Azerbaijan over Gas Exports', *European Gas Daily*, 22 septembre 2011, 5-6.
- Rzayeva, G. (2011b) 'SOCAR-DEPA Gas Deal Favors ITGI as Azerbaijan's Strategic Choice', *CACI Analyst*, disponible sur : <http://www.cacianalyst.org/?q=node/5543> [consulté le 15 mai 2011].
- Shemberg, A. (2008) 'Investment Agreements and Human Rights. The Effects of Stabilization Clauses', *Corporate Social Responsibility Initiative Working Paper*, 42, disponible sur : http://www.hks.harvard.edu/m-rcbg/CSRI/publications/workingpaper_42_shemberg.pdf [consulté le 9 avril 2010].
- Smith, G. A., Feldman, D., et Monast, J. (2006) *Human Rights Monitoring Assessment for the BTC & SCP Projects in Georgia*, Washington, DC : Foley Hoag LLP.
- Smith, G. A. (2007a) *Human Rights and Security External Monitoring Assessment of the AGT Pipeline Projects in Azerbaijan. BTC and SCP Pipeline Projects*, Washington, DC : Foley Hoag LLP.
- Smith, G. A. (2007b) *Human Rights and Security External Monitoring Assessment of the AGT Pipeline Projects in Georgia. BTC and SCP Pipeline Projects*, Washington, DC : Foley Hoag LLP.
- Sofregaz (1997) *Interstate Oil & Gas Pipeline Management*, 1, Bruxelles : INOGATE.
- Starr, S. F. (2005) 'The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: School of Modernity' in Starr, S. F., et Cornell, S., ed. *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West*, Washington, DC, Uppsala : Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 7-16.
- Thom, I., Di-Odoardo, M., et Tomnay, N. (2011) *Shah Deniz Phase Two gas to Europe: ITGI, TAP or Nabucco?*, Edimbourg : Wood Mackenzie.
- Today.az (2006) 'Protest action in front of Azpetrol's headquarter', [en ligne], disponible sur : <http://www.today.az/print/news/business/24707.html> [consulté le 30 septembre 2009].
- Today.az (2011b) 'SOCAR requests for final proposals from Europe-oriented export gas pipelines', [en ligne], disponible sur : <http://www.today.az/news/business/92295.html> [consulté le 10 août 2011].
- UK National Contact Point (2011) *OECD Guidelines for Multinational Enterprises. UK National Contact Point - Revised Final Statement. Specific Instance: BTC Pipeline*, Londres : BIS.
- Verrastro, F. (2009) *Caspian and Central Asia: Lessons Learned from BTC Experience*, Washington, DC : Centre for Strategic and International Studies, étude non publiée.
- Webb, T. (2011) 'European gas pipeline costs double', *The Guardian*, disponible sur : <http://www.guardian.co.uk/business/2011/feb/20/european-gas-pipeline-nabucco-costs-double> [consulté le 21 février 2011].
- Yazar, Y. (2010) 'Turkey's Role and Priorities in Enhancement of Security of Oil and Gas Supplies', *SETA Policy Brief*, 51, disponible sur :

<http://www.setav.org/public/HaberDetay.aspx?Dil=tr&hid=54240> [consulté le 4 décembre 2010].

Yigitgüden, Y. (2010) 'Turkey – Turning the European Periphery Into an Energy Hub?' in Linke, K., et Vietor, M., ed. *Prospects of a Triangular Relationship? Energy Relations between the EU, Russia and Turkey*, Berlin : Friedrich-Ebert-Stiftung, 12-18.

- **L'aval**

Abbasov, S. (2009) 'Azerbaijan: For SOCAR, Bigger Means Better with Azerigaz Takeover', *Eurasianet.org*, disponible sur :
<http://www.eurasianet.org/departments/insightb/articles/eav072709a.shtml>
[consulté le 8 novembre 2009].

BMI (2010b) *Azerbaijan Petrochemicals Report Q2 2010*, Londres : Business Monitor International.

Civil Georgia (2008) 'Kazakhstan to Sell Georgian Gas Asset', [en ligne], disponible sur : http://www.civil.ge/eng/_print.php?id=19691 [consulté le 7 octobre 2008].

Interfax (2011a) 'SOCAR/Turcas plans to put \$100 mln into Petkim development in 2011', *Russia & CIS Oil and Gas Weekly*, 36.

Ismayilov, R. (2006) 'Observers: Azpetrol Shake-Up Could Affect Investments in Azerbaijan', *Eurasianet.org*, disponible sur:
<http://www.eurasianet.org/departments/business/articles/eav011006.shtml>
[consulté le 3 juillet 2009].

Rzayeva, G. (2011a) 'Energy Security from Azerbaijani Perspective: Gaining Access to Downstream Markets in Europe', in *CIS Oil & Gas Summit*, Paris, 26 mai 2011, 19.

SOCAR (2011) 'SOCAR Energy Georgia', [en ligne], disponible sur :
<http://www.socar.ge/page.php?lang=eng&page=01> [consulté le 18 juillet 2011].

Trend (2008) 'SOCAR Signs Five Years Memorandum on Gas Supply to Georgia', [en ligne], disponible sur :
<http://capital.trendaz.com/index.shtml?show=news&newsid=1346122&lang=EN>
[consulté le 14 novembre 2008].

- **Energie et politique**

Amineh, M. P. (2003) 'Globalisation, Geopolitics and Energy Security in Central Eurasia and the Caspian Region', disponible sur :
http://www.clingendael.nl/ciep/publications/energy-publications/20030619_ciep_ep_toc.pdf [consulté le 13 juin 2007].

Babali, T. (2006) *Caspian Energy Diplomacy. Since the End of the Cold-War*, Ankara : Turkish Foreign Policy Institute.

Babali, T. (2010) 'Regional Energy Equations and Turkish Foreign Policy: The Middle East and the CIS', *Insight Turkey*, 12(3), 147-168.

- Bosse, G., et Schmidt-Felzmann, A. (2011) 'The Geopolitics of Energy Supply in the 'Wider Europe'', *Geopolitics*, 16(3), 479-485.
- Bozhilova, D., et Hashimoto, T. (2010) 'EU-Russia Energy Negotiations: a Choice between Rational Self-Interest and Collective Action', *European Security*, 19(4), 627-642.
- Cheterian, V. (1997) *Dialectics of Ethnic Conflicts and Oil Projects in the Caucasus*, Genève : Graduate Institute of International Studies.
- Closson, S. (2009) 'State Weakness in Perspective: Strong Politico-Economic Networks in Georgia's Energy Sector', *Europe-Asia Studies*, 61(5), 759-778.
- Crandall, M. S. (2006) *Energy, Economics, and Politics in the Caspian Region: dreams and realities*, Londres : Praeger Security International.
- Ehteshami, A. (2004) 'Geopolitics of Hydrocarbons in Central and Western Asia' in Akiner, S., ed. *The Caspian. Politics, Energy and Security*, Oxon, New York : RoutledgeCurzon, 63-76.
- Flegel, T. (2011) 'Transparency in Resource-Rich Post-Soviet States', in *Conférence annuelle de BASEES*, Cambridge (UK), 2 avril 2011, 27.
- Franke, A., Gawrich A. et Alakbarov G. (2009) 'Kazakhstan and Azerbaijan as Post-Soviet Rentier States: Resource Incomes and Autocracy as a Double "Curse" in Post-Soviet Regimes', *Europe-Asia Studies*, 61(1), 109-40.
- German, T. C. (2009) 'Pipeline politics: Georgia and energy security', *Small Wars & Insurgencies*, 20(2), 344-362.
- Gojayeve, V. (2010) 'Resource Nationalism Trends in Azerbaijan, 2004–2009', *Russ'Casp*, disponible sur : <http://www.fni.no/russcasp/WP-Gojayeve-Azerbaijan.pdf> [consulté le 19 avril 2011].
- Gulbrandsen, L. H., et Moe, A. (2005) 'Oil Company CSR Collaboration in 'New' Petro-States, *Journal of Corporate Citizenship*, 25, 53-64.
- Gulbrandsen, L. H., et Moe, A. (2007) 'BP in Azerbaijan: a Test Case of the Potential and Limits of the CSR Agenda?', *Third World Quarterly*, 28(4), 813-830.
- Guliyev, F. (2009) 'Oil wealth, patrimonialism, and the failure of democracy in Azerbaijan', *Caucasus Analytical Digest*, (2), 2-5.
- Gurbanov, T. (2007) *Le pétrole de la Caspienne et la politique extérieure de l'Azerbaïdjan*, Paris : L'Harmattan.
- Hansen, S. (2003) 'Pipeline Politics: the Struggle for Control of the Eurasian Energy Resources', disponible sur : http://www.clingendael.nl/publications/2003/20030400_ciep_paper_hansen.pdf [consulté le 5 mai 2011].
- Hoffman, D. I. (2000) 'Azerbaijan: The Politicization of Oil' in Ebel, R., et Menon, R., ed. *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, Lanham : Roman & Littlefield Publishers, 55-78.
- Jervaldize, L. (2006) *Georgia: Russian Foreign Energy Policy and Implications for Georgia's Energy Security*, Londres : GMB Publishing.

- Jervaldidze, L. (2011) *Azerbaijan-Georgia: Upstream, Downstream and Transit Country Cooperation* [Présentation Powerpoint]. Bakou : Caspian Oil & Gas.
- Jones Luong, P., et Weinthal, E. (2010) *Oil Is Not a Curse. Ownership Structure and Institutions in Soviet Successor States*, Cambridge Studies in Comparative Politics, Cambridge (UK) : Cambridge University Press.
- Kandiyoti, R. (2008) 'Pipeline politics caused the war in Georgia', *The Telegraph*, disponible sur : <http://www.telegraph.co.uk/comment/personal-view/3561576/Pipeline-politics-caused-the-war-in-Georgia.html> [consulté le 3 septembre 2008].
- Karagiannis, E. (2002) *Energy and Security in the Caucasus*, Londres : Routledge Curzon.
- Kleveman, L. (2003) *The New Great Game: Blood and Oil in Central Asia*, New York : Atlantic Monthly Press.
- Labban, M. (2009) 'The Struggle for the Heartland: Hybrid Geopolitics in the Transcaspian', *Geopolitics*, 14(1), 1-25.
- Leppard, D., Nuki, P. et Walsh, G. (2001) 'BP accused of backing "arms for oil" coup', *The Sunday Times*, 26 mars 2001,
- LeVine, S. (2007) *The Oil and the Glory. The Pursuit of Empire and Fortune on the Caspian Sea*, New York : Random House.
- Lussac, S. (2010b) 'The State as a (Oil) Company? The Political Economy of Azerbaijan', *GARNET Working Paper*, 74(10), disponible sur : http://www.garnet-eu.org/fileadmin/documents/working_papers/7410.pdf [consulté le 2 février 2010].
- Lussac, S. (2010g) 'Will Gas Help Resolve the Nagorno-Karabakh Conflict?', *CACI Analyst*, disponible sur : <http://www.cacianalyst.org/?q=node/5406/print> [consulté le 17 septembre 2010].
- Lussac, S., et Raballand, G. (2011) 'Les Majors pétrolières sous la pression des Etats. Deux exemples dans le bassin Caspien', *Sécurité Globale*, 15, 61-70.
- Meissner, H. (2010) 'The Role of Oil Elites in Azerbaijan', in *Open Project Workshop* "Political elites and oil elites in Azerbaijan and Kazakhstan", Brême, 3 décembre 2010, 12 p.
- Myers Jaffe, A., et Manning, R. A. (1998) 'The Myth of the Caspian 'Great Game': the Real Geopolitics of Energy', *Survival*, 40(4), 112-129.
- Neff, A. (2009) *The Rise of SOCAR and Azerbaijan on the Regional Stage*, Cambridge (USA) : IHS Global Insight.
- O'Lear, S. (2004) 'Resources and conflicts in the Caspian Sea', *Geopolitics*, 9(1), 161-186.
- Pardo Sierra, O. (2010) 'A corridor through thorns: EU energy security and the Southern Energy Corridor', *European Security*, 19(4), 643-660.
- Petersen, A. (2007) 'Integrating Azerbaijan, Georgia, and Turkey with the West: The Case of the East-West Transport Corridor', *CSIS Commentary*, disponible sur :

<http://csis.org/publication/integrating-azerbaijan-georgia-and-turkey-west>
[consulté le 25 septembre 2008].

Roberts, J. (2008) 'Energy a casualty of Georgia conflict', *Platts Energy Economist*, 323, 1-3.

Sabonis-Helf, T. (2008) 'The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan' in Burghart, D., et Sabonis-Helf, T., ed. *In the Tracks of Tamerlane: Central Asia's Path to the 21st Century*, Washington, DC : National Defence University, Centre for Technology and National Security Policy, 159-185.

Sartori, N. (2010) 'The Militarization of Energy: A Sustainable Challenge for the EU?', in *European Security and Defence Forum Workshop*, Londres, 11 novembre 2010, Londres: Chatham House, 19 p.

Sarukhanyan, S. (2011) 'Armenia – the energy security or the failed diversification', *Wider Europe - Regional Security Report*, 2, 27-28.

Les processus politiques dans l'espace post-soviétique

• Les clans

Alieva, L., et Torjesen, S. (2007) *The Insignificance of Clan in Azerbaijan and Kazakhstan*, Oslo : Center for National and International Studies (Bakou), National Committee on Azerbaijan's Integration in Europe, étude non publiée.

Avioutsikii, V. (2007) 'Les clans en Azerbaïdjan', *Le Courrier des Pays de l'Est*, 1063, 67-79.

Collins, K. (2006) *Clan Politics and Regime Transition in Central Asia*, Cambridge (UK) : Cambridge University Press.

Ilkhamov, A. (2007) 'Neopatrimonialism, interest groups and patronage networks: the impasses of the governance system in Uzbekistan', *Central Asian Survey*, 26(1), 65-84.

Sidikov, B. (2004) 'New or Traditional? 'Clans', Regional Groupings, and State in Post-Soviet Azerbaijan', *Berlin Osteuropa Info*, 21, 68-74.

• Les conflits

Antonenko, O. (2008) 'A War with No Winners', *Survival*, 50(5), 24-36.

Asmus, R. D. (2010) *A Little War That Shook the World: Georgia, Russia and the Future of the West*, Houndmills : Palgrave Macmillan.

Cheterian, V. (2009) 'Cinq jours qui ont fait trembler le Caucase', *Le Monde Diplomatique*, disponible sur : <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/04/CHETERIAN/16976> [consulté le 3 mai 2009].

Coppieters, B. (1999) 'Western security policies and the Georgian-Abkhazian conflict' in Coppieters, B., Darchiashvili, D. et Akaba, N., ed. *Federal practice. Exploring alternatives for Georgia and Abkhazia*, Bruxelles : VUB University Press, 21-58.

- Coppieters, B. (2004) 'The Georgian-Abkhaz Conflict', *Journal of Ethnopolitics and Minority Issues in Europe*, 1.
- Cornell, S. (1999) 'The Nagorno-Karabakh Conflict', *Department of East European Studies*, Uppsala University, disponible sur : http://www.silkroadstudies.org/new/inside/publications/1999_NK_Book.pdf [consulté le 5 mai 2011].
- Cornell, S., Popjanevski, J. et Nilsson, N. (2008) *Russia's War in Georgia: Causes and Implications for Georgia and the World*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program Joint Center [en ligne], disponible sur : <http://www.silkroadstudies.org/new/docs/silkroadpapers/0808Georgia-PP.pdf> [consulté le 2 octobre 2008].
- De Waal, T. (2004) *Black Garden: Armenia and Azerbaijan through Peace and War*, New York : New York University Press.
- De Waal, T. (2010) 'Missiles Over Tskhinvali', *The National Interest*, disponible sur : <http://www.faqs.org/periodicals/201005/2018912931.html> [consulté le 2 mai 2010].
- De Waal, T. (2011a) 'Can The 'Medvedev Moment' Be Saved For Karabakh?', *Radio Free Europe/Radio Liberty*, disponible sur : <http://www.rferl.org/articleprintview/24279692.html> [consulté le 28 juillet 2011].
- ICG (2005a) *Nagorno-Karabakh: A Plan for Peace*, Tbilissi, Bruxelles: International Crisis Group.
- ICG (2006) *Abkhazia Today*, Tbilissi, Bruxelles: International Crisis Group.
- Jaulmes, A. (2008) 'Des civils paniqués fuient la menace russe', *Le Figaro*, disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/international/2008/08/14/01003-20080814ARTFIG00022-des-civils-paniques-fuient-la-menace-russe-.php> [consulté le 13 août 2008].
- Lomsadze, G. (2011) 'Report: Vanuatu Now Cancels Abkhazia's Recognition?', *Eurasianet.org*, disponible sur : <http://www.eurasianet.org/node/63699> [consulté le 17 juin 2011].
- McFarlane, N. (2004) 'Security and Development in the Caucasus', *Conflict, Security & Development*, 4(2), 133-148.
- Muradova, M. (2011) 'Azerbaijan Boosts Defence Production', *CACI Analyst*, disponible sur : <http://www.cacianalyst.org/?q=node/5482> [consulté le 28 mars 2011].
- O'Hara, S. L. (2004) 'Great Game or Grubby Game? The Struggle for Control of the Caspian', *Geopolitics*, 9(1), 138-160.
- Radio-Canada (2009) 'Chronologie des faits', [en ligne], disponible sur : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2008/08/11/007-ossetie-chronologie.shtml> [consulté le 4 juillet 2011].

- Rimple, P. (2011) 'Georgia: Russian-Language News Satellite Station Reborn', *Eurasianet.org*, disponible sur : <http://www.eurasianet.org/node/62770> [consulté le 26 juin 2011].
- Socor, V. (2011) 'Armenian President Casts Doubt On Ongoing Negotiating Processes', *Eurasia Daily Monitor*, 8(148), disponible sur : http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=38266&tx_ttnews%5BbackPid%5D=13&cHash=ae4c982e296f8fd5dca33cdcbeed2896 [consulté le 2 août 2011].
- Tagliavani, H. (2009) *Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia. Report*, Genève : Mission d'Enquête Internationale Indépendante sur le Conflit en Géorgie.
- US Azeri Network (2011) 'Condolences to Norway, say no to terrorism!', [en ligne], disponible sur : <http://advocacy.usazeris.org/core.aspx?APP=GAC&AID=836&IssueID=25907&SiteID=-1> [consulté le 28 juillet 2011].
- Wikileaks (2010a) 'Azerbaijani President: I Didn't Stand Behind', [en ligne], disponible sur : <http://wikileaks.org/cable/2008/08/08BAKU790.html> [consulté le 15 décembre 2010].

- **La coopération**

- Allison, R. (2004) 'Regionalism, Regional Structures and Security Management in Central Asia', *International Affairs*, 80(3), 463-483.
- Bohr, A. (2004) 'Regionalism in Central Asia: New Geopolitics, Old Regional Order', *International Affairs*, 80(3), 485-502.
- Chevardnadzé, E. (1999) *Great Silk Route*, Tbilissi : Georgian Transport System.
- Ehmedov, F. (2011) 'Saakashvili: Enemy of Azerbaijan is the Enemy of Georgia', *The Journal of Turkish Weekly*, disponible sur : <http://www.turkishweekly.net/news/120789/saakashvili-enemy-of-azerbaijan-is-the-enemy-of-georgia-.html> [consulté le 6 août 2011].
- Facon, I., Mathey, R. et Nikitine, A. (2006) *Coopérations militaires dans l'étranger proche de la Russie*, Paris : Fondation pour la recherche stratégique, étude non publiée.
- Freitag-Wirringhaus, R. (2008) 'Prospects for Armenia and Azerbaijan between Eurasia and the Middle East' in Hamilton, D., et Mangott, G., ed. *The Wider Black Sea Region in the 21st Century: Strategic, Economic, and Energy Perspectives*, Washington, DC : Centre for Transatlantic Relations, 53-86.
- Granmayeh, A. (2006) 'Legal History of the Caspian Sea' in Akiner, S., ed. *The Caspian. Politics, Energy and Security*, Oxon, New York : Routledge Curzon, 17-47.
- Janashia, E. (2010) 'Georgia Eases Visa Rules for North Caucasus Residents', *CACI Analyst*, disponible sur : <http://www.cacianalyst.org/?q=node/5438> [consulté le 4 juillet 2011].

- Kazimov, S. (2011) 'Azerbaijan and Georgia: disputed border', *News.az*, disponible sur : <http://www.news.az/articles/32193> [consulté le 14 avril 2011].
- King, C. (2008) 'The Wider Black Sea Region in the Twenty-First Century' in Hamilton, D., et Mangott, G., ed. *The Wider Black Sea Region in the 21st Century: Strategic, Economic, and Energy Perspectives*, Washington, DC : Centre for Transatlantic Relations, 1-19.
- Lussac, S. (2008) 'The Baku-Tbilisi-Kars Railroad and its Geopolitical Implications for the South Caucasus', *Caucasian Review of International Affairs*, 4(2), 34-46.
- Lussac, S. (2009) 'Le Corridor de Transport Est-Ouest, facteur de tensions dans le Caucase du Sud ?', *Note de la FRS*, 01/09 disponible sur : <http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/notes//20090520.pdf> [consulté le 20 mai 2009].
- Lussac, S., et Stoupnikova, L. (2010) 'Azerbaïdjan et Turkménistan : les enjeux d'un rapprochement', *Regard sur l'Est*, 55, disponible sur : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1108&PHPSESSID=360587174c497ea5dfa6fcb0e0012e2 [consulté le 18 mai 2011].
- Lussac, S. (2011b) 'New Regionalization for a New Regional Leader? The Role of Azerbaijan in the Southern Caucasus' in De Waële, J-M., et Ivan, R., ed. *New Regionalism or No Regionalism? Emerging Regionalism in the Black Sea Area*, Londres : Routledge.
- Lussac, S. (2011c) 'What Regionalization in the South Caucasus?' in Komatsu, H., Karasar, S., Dadabaev, T., et Kurmangaliyeva-Ercilasun, G., ed. *Central Eurasian Studies: Past, Present and Future*, Istanbul : Maltepe University, 131-142.
- Manoli, P. (2010) 'Where Is Black Sea Regionalism Heading?', *Southeast European and Black Sea Studies*, 10(3), 323-339.
- Qoraboyev, I. (2010) 'From Central Asian regional integration to Eurasian integration space? – Changing dynamics of post-Soviet regionalism' in Vinokurov, E., ed. *EDB Eurasian Integration Yearbook 2010*, Almaty : Eurasian Development Bank, 206-232.
- Today.az (2011a) 'Georgian parliament ratifies agreement on new loan for Baku-Tbilisi-Kars railway', [en ligne], disponible sur : <http://www.today.az/news/business/87243.html> [consulté le 1er juin 2011].

- **La corruption**

- Andvig, J. C. (1999) *Corruption in the former USSR countries and international oil business in Azerbaijan*, Oslo : NUPI.
- Andvig, J. C. (2002) 'Transition from socialism: the corruption heritage', *NUPI Working Paper*, 636, disponible sur : <http://english.nupi.no/Publications/Working-Papers/2004-2000/Transition-from-socialism-the-corruption-heritage> [consulté le 25 septembre 2008].

- Cheloukhine, S., et King, J. (2007) 'Corruption networks as a sphere of investment activities in modern Russia', *Communist and Post-Communist Studies*, 40, 107-122.
- Cheloukhine, S. (2008) 'The roots of Russian organized crime: from old-fashioned professionals to the organized criminal groups of today', *Crime, Law, and Social Change*, 50(3-4), 353-374.
- Kostanyan, A. (2003) 'La corruption dans le Caucase du Sud', *Le Courrier des Pays de l'Est*, 1032, 47-55.
- Maximenkov, L., et Namiesniowski, C. (1994) 'Organized Crime in Post-Communist Russia - A Criminal Revolution?', *CSIS Commentary*, 48, disponible sur : <http://www.csis-scrs.gc.ca/pblctns/cmmntr/cm48-eng.asp> [consulté le 17 février 2010].
- Transparency International (2010) *Corruption Perceptions Index 2010*, Berlin : Transparency International.
- Vaksberg, A. (1991) *The Soviet Mafia. A Shocking Exposé of Organized Crime in the USSR*, Londres : Weidenfeld & Nicolson.
- Zinnbauer, D., Dobson, R. et Despota, K., ed. (2009) *Global Corruption Report 2009. Corruption and the Private Sector*, Cambridge (UK) : Cambridge University Press, Transparency International.

- **Les dynamiques politiques intérieures**

- Abbasov, S. (2010) 'Civil Society in Azerbaijan: Under Fire but Still Resisting', *Caucasus Analytical Digest*, 12, 13-15.
- Abbasov, S. (2011a) 'Azerbaijan: Is Fatullayev's Release Related to Eurovision Preparation', *Eurasianet.org*, disponible sur : <http://www.eurasianet.org/node/63567> [consulté le 28 mai 2011].
- Abbasov, S. (2011b) 'Azerbaijan: Baku Hopes Bryza Appointment Can Reinvigorate Relations', *Eurasianet.org*, disponible sur : <http://www.eurasianet.org/node/62654> [consulté le 4 janvier 2011].
- Charles, R. (2010) 'Religiosity in Armenia, Georgia and Azerbaijan', *Caucasus Analytical Digest*, 20, 2-4.
- Chiaberashvili, Z., et Tevzadze, G. (2005) 'Power Elites in Georgia: Old and New' in Fluri, P. H., et Eden, C., ed. *From Revolution to Reform: Georgia's Internal Struggle with Democratic Institution Building*, Vienne : National Defence Academy and Bureau for Security Policy, 187-207.
- Coppieters, B., Darchiashvili, D. et Akaba, N., ed. (2000) *Federal Practices. Exploring Alternatives for Georgia and Abkhazia*, Bruxelles : Presses de l'Université Libre de Bruxelles.
- Coppieters, B. (2001) 'The Politicisation and Securitisation of Ethnicity: the Case of the Southern Caucasus', *Civil Wars*, 4(4), 73-94.
- Cornell, S. (2001) 'Democratization Falts in Azerbaijan', *Journal of Democracy*, 12(2), 118-131.

- Di Puppò, L. (2009) 'The Externalization of JHA Policies in Georgia: Partner or Hotbed of Threats?', *Journal of European Integration*, 31(1), 103-118.
- Dragadze, T. (1996) 'Azerbaijan and the Azerbaijanis' in Smith, G., ed. *The Nationalities Question in the Post-Soviet Space*, Londres, New York : Longman, 269-290.
- Dubien, A. (2011a) 'Mamedov, Zia', *Eurasia Intelligence Report*, 14, 13.
- Fluri, P. H., et Lortkipanidzé, S. (2006) 'Georgian Security Sector Governance After the Rose Revolution' in Fluri, P. H., et Darchiashvili, D., ed. *After Shevardnadze. Georgian Governance After the Rose Revolution*, Genève : DCAF, 1-18.
- Gahramanova, A. (2009) 'Internal and External Factors in the Democratization of Azerbaijan', *Democratization*, 16(4), 777-803.
- Genté, R. (2007) 'Quel avenir pour le culte de la personnalité au Turkménistan ?', *Le Courrier des Pays de l'Est*, 1063, 80-82.
- Gould, J. A., et Sickner, C. (2008) 'Making market democracies? The contingent loyalties of post-privatization elites in Azerbaijan, Georgia and Serbia', *Review of International Political Economy*, 15(5), 740-769.
- Guliyev, F. (2005) 'Post-Soviet Azerbaijan. Transition to Sultanistic Semiauthoritarianism? An Attempt at Conceptualization', *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, 13(3), 393-435.
- Guliyev, F. (2010) 'Political Elites in Azerbaijan. Who Makes Policies and How', in *Open Project Workshop "Political elites and oil elites in Azerbaijan and Kazakhstan"*, Brême, 3 décembre 2010, 9 p.
- Heinrich, A. (2010) 'The Formal Political System in Azerbaijan and Kazakhstan. A Background Study', *Arbeitspapiere und Materialien – Forschungsstelle Osteurop*, 107, disponible sur: http://edoc.bibliothek.uni-halle.de/servlets/MCRFileNodeServlet/HALCoRe_derivate_00004257/fsoap107.pdf [consulté le 31 juillet 2011].
- Heinrich, A. (2011) 'The Formal Political System in Azerbaijan', *Caucasus Analytical Digest*, 24, 2-5.
- Helly, D. (2004) 'Azerbaïdjan 2003. La démocratie sacrifiée', *Le Courrier des Pays de l'Est*, 1041.
- Heradstveit, D. (2001a) 'Democratic development in Azerbaijan and the role of the Western oil industry', *Central Asian Survey*, 20(3), 261-288.
- Heradstveit, D. (2001b) 'Local Elites Meet Foreign Corporations. The examples of Iran and Azerbaijan', *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 32, disponible sur : <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/textes32/heradsveit.pdf> [consulté le 4 février 2009].
- Heyerdahl, T. (1995) 'The Azerbaijan Connection. Challenging Euro-Centric Theories of Migration', *Azerbaijan International*, 3(1), 60-61.
- ICG (2004) *Saakashvili's Ajara Success: Repeatable Elsewhere in Georgia?*, Tbilissi, Bruxelles: International Crisis Group.

- ICG (2004b) *Azerbaijan: Turning Over a New Leaf?*, Bakou, Bruxelles: International Crisis Group
- ICG (2005b) *Azerbaijan's 2005 Elections: Lost Opportunity*, Bakou, Bruxelles: International Crisis Group.
- ICG (2008) *Azerbaijan: Defence Sector Management and Reform*, Bakou, Tbilissi, Bruxelles: International Crisis Group.
- ICG (2010) *Azerbaijan: Vulnerable Stability*, Bakou, Tbilissi, Istanbul, Brussels: International Crisis Group.
- ICG (2011) *Georgia: The Javakheti Region's Integration Challenges*, Tbilissi, Erevan, Bruxelles: International Crisis Group.
- Jones, S. F. (2006) 'The Rose Revolution: A Revolution without Revolutionaries?', *Cambridge Review of International Affairs*, 19(1), 33-48.
- Lohm, H. (2007) 'Javakheti after the Rose Revolution: Progress and Regress in the Pursuit of National Unity in Georgia', *ECMI Working Paper*, 38, disponible sur : http://www.ecmicaucasus.org/upload/publications/working_paper_38.pdf [consulté le 28 novembre 2008].
- Mathey, R. (2008) 'Azerbaïdjan 2007. Futur émirat du Caucase ?', *Le Courrier des Pays de l'Est*, 1065.
- News.az (2010) 'Preliminary list of deputies elected to Milli Majlis', [en ligne], disponible sur : <http://www.news.az/articles/politics/26241> [consulté le 23 janvier 2011].
- ODIHR (2011) *Republic of Azerbaijan Parliamentary Elections 7 November 2010. OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report*, Varsovie : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau pour les Institutions Démocratiques et les Droits de l'Homme.
- Wheatley, J., et Zürcher, C. (2008) 'On the Origin and Consolidation of Hybrid Regimes. The State of Democracy in the Caucasus', *Taiwan Journal of Democracy*, 4(1), 1-31.
- Wikileaks (2010b) 'President Ilham Aliyev - Michael (Corleone) on the Outside, Sonny on the Inside', [en ligne], disponible sur : http://46.59.1.2/cable/2009/09/09BAKU749.html#help_1 [consulté le 4 décembre 2010].
- Ziyadov, T. (2007) 'Azerbaijan' in Starr, S. F., ed. *The New Silk Roads: Transport and Trade in Greater Central Asia*, Washington, DC : Central Asia-Caucasus Institute.

- **L'économie**

- Banque Mondiale (2010) 'Armenia Private Sector Development', Washington, DC : Banque Mondiale.
- Ismayilova, K. (2011) 'Azerbaijani President's Daughters Tied To Fast-Rising Telecoms Firm', *Radio Free Europe/Radio Liberty*, disponible sur : <http://www.rferl.org/articleprintview/24248340.html> [consulté le 27 juin 2011].

- Khachatryan, H. (2011) 'Foreign Investments in Armenia: Influence of the Crisis and other Peculiarities', *Caucasus Analytical Digest*, 28, 17-19.
- Kucera, J. (2011) 'Azerbaijan: Baku's Satellite Deal Sends Armenian Diaspora Groups into Orbit', *Eurasianet.org*, disponible sur : <http://www.eurasianet.org/node/63437> [consulté le 27 mai 2011].
- Meissner, H. (2011) 'Informal Politics in Azerbaijan: Corruption and Rent-Seeking Patterns', *Caucasus Analytical Digest*, 24, 6-9.
- Minassian, G. (2008) 'L'Arménie, avant-poste russe au Caucase ?', *Russie.NEI.Visions*, 27, disponible sur : http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=4943&id_provenance=97&style=big [consulté le 5 mai 2011].
- Nassibli, N. (2004) 'Azerbaijan: Policy Priorities towards the Caspian Sea' in Akiner, S., ed. *The Caspian. Politics, Energy and Security*, Oxon, New York : RoutledgeCurzon, 157-180.
- OWRPO (2008) *Water-pipe Oguz-Qabala-Baku. Initial research on the evaluation of socio-economic efficiency*, Bakou : Oil Workers' Rights Protection Organization.
- Petric, B. (2002) *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris : PUF.
- Wikileaks (2010c) 'US embassy cables: Who owns what in Azerbaijan', [en ligne], disponible sur : <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/245758> [consulté le 13 décembre 2010].

• **Ouvrages généraux**

- Altstadt, A. L. (1992) *The Azerbaijani Turks: power and identity under Russian rule*, Stanford : Hoover Institution Press.
- Avioutsikii, V. (2005) *Géopolitique du Caucase*, Paris : Armand Colin.
- Beroutchachvili, N., et Radvanyi, J. (2010) *Atlas Géopolitique du Caucase*, Paris : Editions Autrement.
- Cornell, S. (2011) *Azerbaijan since Independence*, New York : M.E. Sharpe.
- De Tinguy, A. (2009) 'Un espace postsoviétique en pleine mutation' in Jaffrelot, C., et Lequesne, C., ed. *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris : Presses de Sciences Po, 85-93.
- De Waal, T. (2010) *The Caucasus: an Introduction*, New York : Oxford University Press.
- Goltz, T. (1998) *Azerbaijan Diary: A Rogue Reporter's Adventures in an Oil-Rich, War-Torn Post-Soviet Republic*, Armonk : M.E. Sharpe.
- Herzig, E. (1999) *The New Caucasus. Armenia, Azerbaijan, and Georgia*, Londres : Chatham House.
- Hoesli, E. (2006) *A la conquête du Caucase*, Paris : Editions des Syrtes.
- Ismailov, E., et Papava, V. (2006) *The Central Caucasus. Essays on Geopolitical Economy*, Lulea : CA&C Press.
- Jonson, L. (2001) 'The New Geopolitical Situation in the Caspian Region' in Chufrin, G., ed. *The Security of the Caspian Sea Region*, New York : SIPRI, Oxford University Press, 11-32.

- Lussac, S. (2010a) *Géopolitique du Caucase. Au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, Paris : Editions Technip.
- Serrano, S. (2007) *La Géorgie. Sortie d'empire*, Paris : CNRS Editions.

Les acteurs extérieurs

- Les Etats-Unis

- Azerbaijan Today (2004) 'Why USA is Unhappy about Reforms in SOCAR?', *Azerbaijan Today*, 13, 8.
- Baban, I., et Shiriyevev, Z. (2010) 'The U.S. South Caucasus Strategy and Azerbaijan', *Turkish Policy*, 9(2), 93-103.
- Baran, Z., et Smith, R.A. (2007) 'The Energy Dimension in American Policy towards the Black Sea Region', *Southeast European and Black Sea Studies*, 7(2), 265-274.
- Brzezinski, Z. (1998) *The Grand Chessboard: American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, New York : Basic Books.
- Cornell, S., et al. (2004) 'Regional Security in the South Caucasus: The Role of NATO', disponible sur : http://www.silkroadstudies.org/docs/publications/OLD/NATO_FINAL.pdf [consulté le 25 septembre 2008].
- Croissant, M. P. (1997) 'U.S. Interests in the Caspian Sea Basin', *Comparative Strategy*, 16(2), 353-367.
- Forsythe, R. (1999) 'The Politics of Oil in the Caucasus and Central Asia', *Adelphi*, 300.
- Goble, P. (2008) 'The United States and GUAM: From Tactic to Partnership', *Central Asia and the Caucasus. Journal of Social and Political Studies*, 3-4, disponible sur : <http://www.ca-c.org/journal/2008-03-eng/15.shtml> [consulté le 12 septembre 2008].
- Goltz, T. (2010) 'Bad Blood in Baku. The angry ally Obama can't afford to lose.', *Foreign Policy*, disponible sur : http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/06/11/bad_blood_in_baku?print=yess&hidecomments=yes&page=full [consulté le 13 juin 2010].
- Grjébine, T. (2008) 'L'influence des groupes d'intérêts ethniques sur la politique étrangère américaine', *Raisons politiques*, 1(29), 39-57.
- Iseri, E. (2009) 'The US Grand Strategy and the Eurasian Heartland in the Twenty-First Century', *Geopolitics*, 14(1), 26-46.
- Jafalian, A. (2003) 'L'évolution de la politique américaine dans la région de la mer Caspienne. De Clinton à Bush', *Annuaire Français de Relations Internationales*, 4, 532-545.
- Jaffe, A. (2001) 'US Policy towards the Caspian Region: Can the Wish-List be Realized?' in Chufirin, G., ed. *The Security of the Caspian Region*, New York : SIPRI, Oxford University Press, 136-150.

- Jofi, J. (1999) *Pipeline Diplomacy: The Clinton Administration's Fight for Baku-Ceyhan*, thèse non publiée (Master), Princeton University.
- Kauzlarich, R. D. (2001) 'Time for Change? U.S. Policy in the Transcaucasus', disponible sur : <http://tcf.org/publications/pdfs/pb241/Kauzlarich.pdf> [consulté le 5 mai 2011].
- Nanay, J. (1998) 'The U.S. in the Caspian: The Divergence of Political and Commercial Interests', *Middle East Policy*, 6(2), disponible sur: http://www.mepc.org/journal_vol6/nanay.html [consulté le 6 août 2007].
- Neumann, J. (2008) 'With Georgia, Russia at war, where's Condoleezza Rice?', *Countdown to Crawford. The Last Days of Bush Administration*, 2011 (12 août 2008), Blog.
- Nichol, J. (2007) *Armenia, Azerbaijan, and Georgia: Security Issues and Implications for U.S. Interests*, Washington, DC : CRS Report for Congress.
- RFE/RL (2008) 'Rice: Russia Should Help Resolve, Not Stoke, Georgia Tensions', *Radio Free Europe/Radio Liberty*, disponible sur : http://www.rferl.org/content/Rice_Russia_Should_Help_Resolve_Not_Stoke_Georgia_Tensions/1182835.html [consulté le 7 avril 2010].
- Solomon, J., et Jacoby, M. (2008) 'U.S. Criticized Over Preconflict Actions', *The Wall Street Journal*, disponible sur : <http://online.wsj.com/article/SB121849038690431223.html> [consulté le 16 août 2008].

- **La Russie**

- Allison, R. (2009) 'The Russian Case for Military Intervention in Georgia: International Law, Norms and Political Calculation', *European Security*, 18(2), 173-200.
- Antonenko, O. (2004) 'Russia's Policy in the Caspian Sea Region: Reconciling Economic and Security Agendas' in Akiner, S., ed. *The Caspian. Politics, Energy and Security*, Oxon, New York : RoutledgeCurzon, 244-262.
- Chaudet, D., Parmentier, F., et Pélopidas, B. (2009) *When Empire Meets Nationalism. Power Politics in the US and Russia*, Farnham : Ashgate.
- Dubien, A. (2011b) 'La Russie propose des véhicules blindés « Tigre » à l'Azerbaïdjan', *Eurasia Intelligence Report*, 16, 15.
- Easter, G., M. (2008) 'The Russian State in the Time of Putin', *Post-Soviet Affairs*, 24(3), 199-230.
- Genté, R. (2011) 'Le réveil des Tcherkesses de Misrata', *Visions cartographiques*, 2011(18 juillet 2011), Blog.
- Grigoryan, M. (2010) 'Russia Signs Base Lease Extension with Armenia', *Eurasianet.org*, disponible sur : <http://www.eurasianet.org/node/61780> [consulté le 28 octobre 2010].
- Jobert, V. (1993) *La fin de l'U.R.S.S. et la crise d'identité russe*, Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne.

- Kjaernet, H. (2009) 'Azerbaijani-Russian Relations and the Economization of Foreign Policy' in Overland, I., Kjaernet, H., et Kendall-Taylor, A., ed. *Caspian Energy Politics*, Londres : Routledge, 150-161.
- Laruelle, M. (2001) 'Le néo-eurasisme russe. L'empire après l'empire ?', *Monde russe*, 42(1), 71-94.
- Lo, B. (2002) *Russian Foreign Policy in the Post-Soviet Era. Reality, Illusion and Mythmaking*, New York : Palgrave Macmillan
- Vinatier, L. (2008) 'La Russie en Azerbaïdjan. Un échec diplomatique', *EurOrient*, 28, 31-52.

- **La Turquie**

- Agence France Presse (2011) 'Turquie: attentat contre un gazoduc', [en ligne], disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/08/12/97001-20110812FILWWW00252-turquie-attentat-contre-un-gazoduc.php> [consulté le 12 août 2011].
- Baran, Z. (2008) 'Turkey and the Wider Black Sea Region' in Hamilton, D., et Mangott, G., ed. *The Wider Black Sea Region in the 21st Century: Strategic, Economic, and Energy Perspectives*, Washington, DC : Centre for Transatlantic Relations, 87-102.
- BBC (2010) 'Armenia suspends normalisation of ties with Turkey', [en ligne], disponible sur: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8636800.stm> [consulté le 22 avril 2010].
- Bilener, T. (2007) 'Les détroits, atout stratégique majeur de la Turquie', *Annuaire Français de Relations Internationales*, 8, 740-756.
- Bozkurt, A. (2011) 'Turkey, Azerbaijan cooperate on win-win economic and trade deals', *Sunday's Zaman*, disponible sur : <http://www.todayszaman.com/news-252174-turkey-azerbaijan-cooperate-on-win-win-economic-and-trade-deals.html> [consulté le 31 juillet 2011].
- Davutoğlu, A. (2008) 'Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007', *Insight Turkey*, 10(1), 77-96.
- De Waal, T. (2011b) 'Turkey and Armenia: A Second Chance?', *Turkish Policy Quarterly*, 9(4), 75-80.
- Gültekin, B. (2002) *Les enjeux de l'ouverture de la frontière turco-arménienne. Les contacts transfrontaliers entre la Turquie et l'Arménie*, Istanbul : Institut Français d'Etudes Anatoliennes.
- Gültekin, B. (2003) *Atteindre la Caspienne. Les relations économiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan*, Istanbul : Institut Français d'Etudes Anatoliennes.
- Hürriyet (2011a) 'Turkey, Georgia introduce passport-free travel', *Hürriyet Daily News*, disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=passport-free-travel-regime-begins-with-georgia-2011-05-30> [consulté le 14 juillet 2011].
- ICG (2009) *Turkey and Armenia: Opening Minds, Opening Borders*, Istanbul, Erevan, Bakou, Bruxelles: International Crisis Group.

- Jenkins, G. (2008) 'Turkey Caught in a Dilemma over South Ossetia', *Eurasia Daily Monitor*, 5(153), disponible sur : http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=33879 [consulté le 11 août 2008].
- Karaosmanoglu, A. (2001) 'Turkey's Objectives in the Caspian Region' in Chufrin, G., ed. *The Security of the Caspian Sea Region*, New York : Oxford University Press.
- Kardas, S. (2010) 'Turkey: Redrawing the Middle East Map or Building Sandcastles?', *Middle East Policy*, disponible sur : <http://www.mepc.org/journal/middle-east-policy-archives/turkey-redrawing-middle-east-map-or-building-sandcastles> [consulté le 21 avril 2010].
- Kardas, S. (2011) 'Turkish-Azerbaijani Cooperation and Nabucco: Testing the Limits of the New Turkish Foreign Policy Rhetoric', *Turkish Studies*, 12(1), 55-77.
- Lussac, S. (2011a) 'L'impossibilité du hub énergétique : la Turquie face aux limites de sa politique gazière', *EurOrient*, 34.
- Minassian, G. (2010) 'Turquie - Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?', *Note de la FRS*, 08/10 disponible sur : <http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/notes/2010/201008.pdf> [consulté le 2 novembre 2010].
- Morris, R., et Welton, T. (2010) *Turkey*, Londres : Wood Mackenzie.
- Ohanyan, A. (2007) 'On Money and Memory: Political Economy of Cross-Border Engagement on the Politically Divided Armenia-Turkey Frontier', *Conflict, Security & Development*, 7(4), 579-604.
- Roberts, J. (2010) 'Turkey as a Regional Energy Hub', *Insight Turkey*, 12(2), 39-48.
- Robins, P. (1993) 'Between Sentiment and Self-Interest: Turkey's Policy toward Azerbaijan and the Central Asian States', *Middle East Journal*, 47(4), 593-610.
- Torbakov, I. (2008) 'The Georgia Crisis and Russia-Turkey Relations', *The Jamestown Foundation*, disponible sur : <http://www.jamestown.org/uploads/media/GeorgiaCrisisTorbakov.pdf> [consulté le 4 juillet 2011].
- Vinatier, L. (2009) 'Between Russia and the West: Turkey as an Emerging Power and the Case of Abkhazia', *China and Eurasia Forum Quarterly*, 7(4), 73-94.
- Winrow, G. (2009) 'Turkey, Russia and the Caucasus: Common and Diverging Interests', *Chatham House Briefing Paper*, disponible sur : <http://www.chathamhouse.org.uk/publications/papers/view/-/id/797/> [consulté le 22 novembre 2009].
- Yildiz, T. (2010a) 'Turkey's Energy Economy and Future Vision', *Turkish Policy Quarterly*, 9(2), 13-18.
- Yildiz, T. (2010b) 'Turkey's Energy Policy, Regional Role and Future Energy Vision', *Insight Turkey*, 12(3), 33-38.
- Zeyrek, D. (2003) 'Ultimatum to Prime Minister', *Radikal*, 13 avril 2003, 3.

- **L'Union européenne**

- Alieva, L. (2006) 'EU and South Caucasus', *CAP Discussion Paper*, disponible sur : http://www.cap.lmu.de/download/2006/2006_Alieva.pdf [consulté le 28 mars 2011].
- Chaban-Delmas, J. (1989) Jumelage Bordeaux-Bakou [Lettre], 25 septembre 1989. Bordeaux : Archives de Bordeaux.
- Cornell, S., et Starr, S. Frederick (2006) 'The Caucasus: A Challenge for Europe', *Silk Road Paper*, disponible sur : <http://www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/0606Caucasus.pdf> [consulté le 15 décembre 2006].
- Denison, M. (2009) 'The EU and Central Asia: Commercialising the Energy Relationship', *EUCAM Working Paper*, 2, disponible sur : <http://www.fride.org/publication/637/the-eu-and-central-asia-commercialising-the-energy-relationship> [consulté le 28 mars 2011].
- Forsberg, T. (2010) 'The EU as a Peace-Maker in the Russo-Georgian War', in ECPR, ed. *Cinquième Pan-European Conférence on EU Politics*, Porto, 23-26 juin 2010, Bologne : John Hopkins University, 13 p.
- Helly, D. (2001) 'Un corridor de transport Asie-Europe : TRACECA, l'Union européenne et sa Route de la Soie', *Courrier des Pays de l'Est*, 1019, 52-64.
- Helly, D. (2003a) *L'action extérieure de l'Union européenne dans le Caucase du Sud 1992-2002*, thèse non publiée (Doctorat), Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- Helly, D. (2003b) 'Rethinking the West: Convergence and Divergence between EU and US Foreign Policy in the South Caucasus', disponible sur : http://aei.pitt.edu/6502/1/001522_1.PDF [consulté le 14 juillet 2010].
- Lussac, S. (2010c) 'Ensuring European Energy Security in Russian 'Near Abroad'. The Case of the South Caucasus', *European Security*, 19(4), 607-625.
- Lussac, S. (2010d) 'La sécurité énergétique de l'Union européenne : l'exemple du gaz', *Europ-info*, disponible sur : <http://europ-info.eu/La-securite-energetique-de-l-Union.html> [consulté le 29 juin 2010].
- Lussac, S. (2010h) 'The EU-Azerbaijan Association Agreement', *CACI Analyst*, disponible sur : <http://www.cacianalyst.org/?q=node/5376/print> [consulté le 22 juillet 2010].
- Lussac, S. (2011d) 'Channelling EU's Influence in the South Caucasus: How Azerbaijan Undermines EU's Normative Power', in *Conférence annuelle de BASEES*, Cambridge (UK), 4 avril 2011, 19.
- Lynch, D. (2003) 'Vers une stratégie de l'Union ?', *Cahiers de Chaillot*, 65, 173-199.
- Nuriyev, E. (2007) 'EU Policy in the South Caucasus. A View from Azerbaijan', *CEPS Working Document*, 272, disponible sur : http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/arbeitspapiere/SWP_RP_Nuriyev_ks.pdf [consulté le 28 mars 2011].
- Simao, L. (2011) 'The Eastern Partnership and EU-Azerbaijan Relations', *ADA Biweekly*, 4(5).

Données statistiques

- Azstat (2011) 'Azerbaijan in Figures', [en ligne], disponible sur : <http://www.azstat.org/publications/azfigures/2011/en/018.shtml> [consulté le 14 mai 2011].
- BMI (2007) *Azerbaijan. Annual Data*. Tableau Excel, Business Monitor International, 10 octobre 2008.
- BP (2011a) *Statistical Review of World Energy*, Londres : BP.
- BP (2011b) 'Business Update. 2010 Full Year Results', [Présentation Powerpoint en ligne], disponible sur : <http://www.bp.com/genericarticle.do?categoryId=9029616&contentId=7067613> [consulté le 4 mars 2011].
- BTC Project Directorate (2011) 'BTC Crude Oil Pipeline Project Directorate', [en ligne], disponible sur : <http://www.btc.com.tr/eng/directorate.html> [consulté le 22 juin 2011].
- Bureau de l'Historien (2011) 'Visits by Foreign Leaders of Azerbaijan', [en ligne], disponible sur : <http://history.state.gov/departmenthistory/visits/azerbaijan> [consulté le 14 mai 2011].
- Burgansky, A., et Davletshin, I. (2010) *Oil & Gas Yearbook 2010. Oil & Gas Russia*, Moscou : Renaissance Capital.
- Cambridge Energy Research Associates (2011) *Eurasia Gas Export Outlook*. Tableau Excel, CERA, 14 mai 2011.
- CIA World Factbook (2010) 'Net Migration Rate. Country Comparison to the World', [en ligne], disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2112.html> [consulté le 19 Novembre 2010].
- Eurostat (2011) 'Extra-EU trade by partner', [en ligne], disponible sur : <http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/submitViewTableAction.do> [consulté le 16 mai 2011].
- Geostat (2011) 'Georgian Imports and Exports by Countries', [en ligne], disponible sur : http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p_id=137&lang=eng [consulté le 15 mai 2011].
- Ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan (2011) 'Bilateral Relations', [en ligne], disponible sur : http://mfa.gov.az/eng/index.php?option=com_content&task=view&id=552&Itemid=123 [consulté le 14 mai 2011].
- SOCAR Représentation en Géorgie (2011) 'Azerbaijan-Georgia Friendship', [en ligne], disponible sur : <http://www.representation.ge/page.php?lang=eng&page=03> [consulté le 14 mai 2011].

Liste des illustrations

Liste des tableaux

Tableau 1. L'AIOC en septembre 1994	31
Tableau 2. Le consortium Shah Deniz en juin 1996	32
Tableau 3. Les voies d'exportation d'hydrocarbures dans le Caucase du Sud	39
Tableau 4. Coûts de construction de l'oléoduc BTC selon l'étude de faisabilité de l'AIOC en 1997 (en millions de dollars US)	119
Tableau 5. La répartition du financement de l'oléoduc BTC	120
Tableau 6. Le coût total de transport d'un baril au sein d'un oléoduc principal d'exportation (en dollars US)	139
Tableau 7. Les taxes de transit des Etats de transit pour les oléoducs BTC et WREP (en dollar américain)	241
Tableau 8. Le calcul des revenus pétroliers des gisements ACG	324
Tableau 9. Les liens forts et faibles de l'Azerbaïdjan au sein de la configuration sud-caucasienne	343

Liste des graphiques

Graphique 1. Le mode de fonctionnement de l'AIOC	97
Graphique 2. L'agencement du consortium BTC	99
Graphique 3. La stratégie de BP vis-à-vis des ONG	124
Graphique 4. Les relations emblématiques au sein du réseau sociotechnique de transport du pétrole azerbaïdjanais	330
Graphique 5. Taxonomie des entreprises en cours de diversification	332
Graphique 6. L'Azerbaïdjan, Etat emblématique au sein de la configuration sud-caucasienne	345

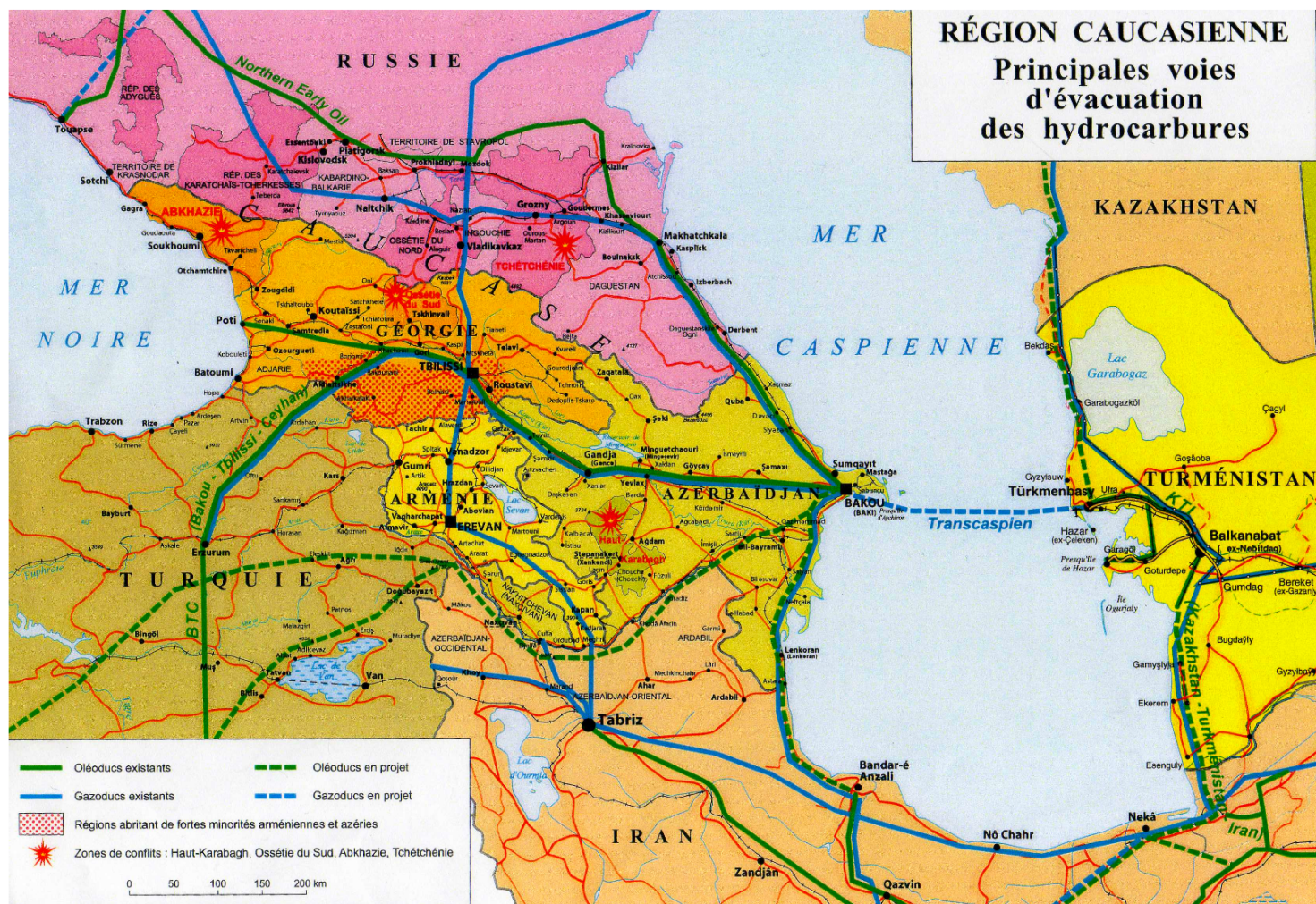
Table des annexes

ANNEXE 1 : CARTES.....	445
ANNEXE 2 : PRESENTATION DU TRAVAIL DE TERRAIN.....	451
ANNEXE 3 : LE MODE DE FINANCEMENT D'UNE ACE	460
ANNEXE 4 : LA HIERARCHIE DES ACCORDS SUR L'OLEODUC BTC	461
ANNEXE 5 : L'ICONOGRAPHIE DE HEYDAR ET ILHAM ALIYEV EN AZERBAÏDJAN.....	462
ANNEXE 6 : LA STRUCTURE DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE AZERBAÏDJANAISE	465
ANNEXE 7 : CHRONOLOGIE.....	466

Annexe 1 : Cartes

Le Caucase du Sud

(Source : Division géographique de la Direction des Archives du ministère français des Affaires étrangères)



Les enjeux énergétiques et territoriaux en Géorgie

(Source : Le Monde Diplomatique)



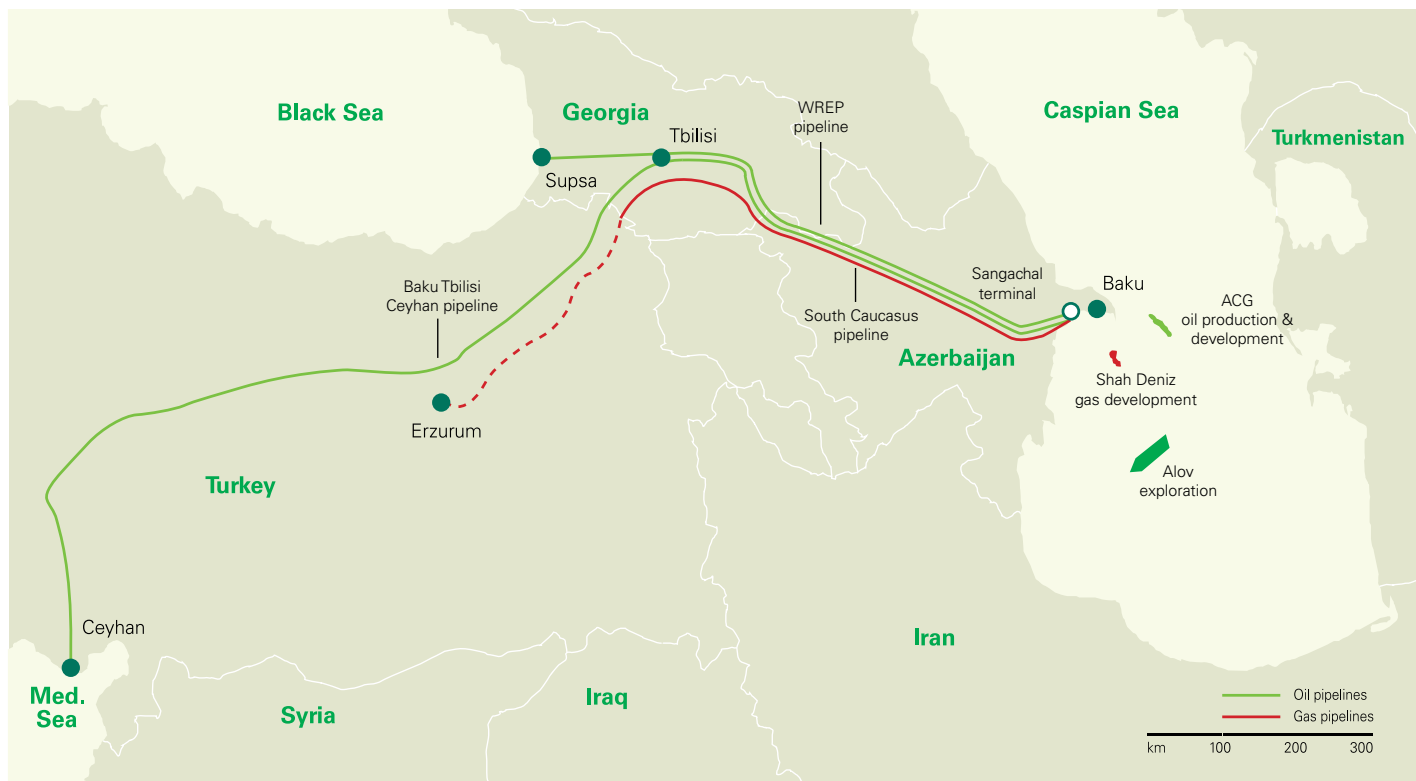
L'Azerbaïdjan

(Source : Division géographique de la Direction des Archives du ministère français des Affaires étrangères)



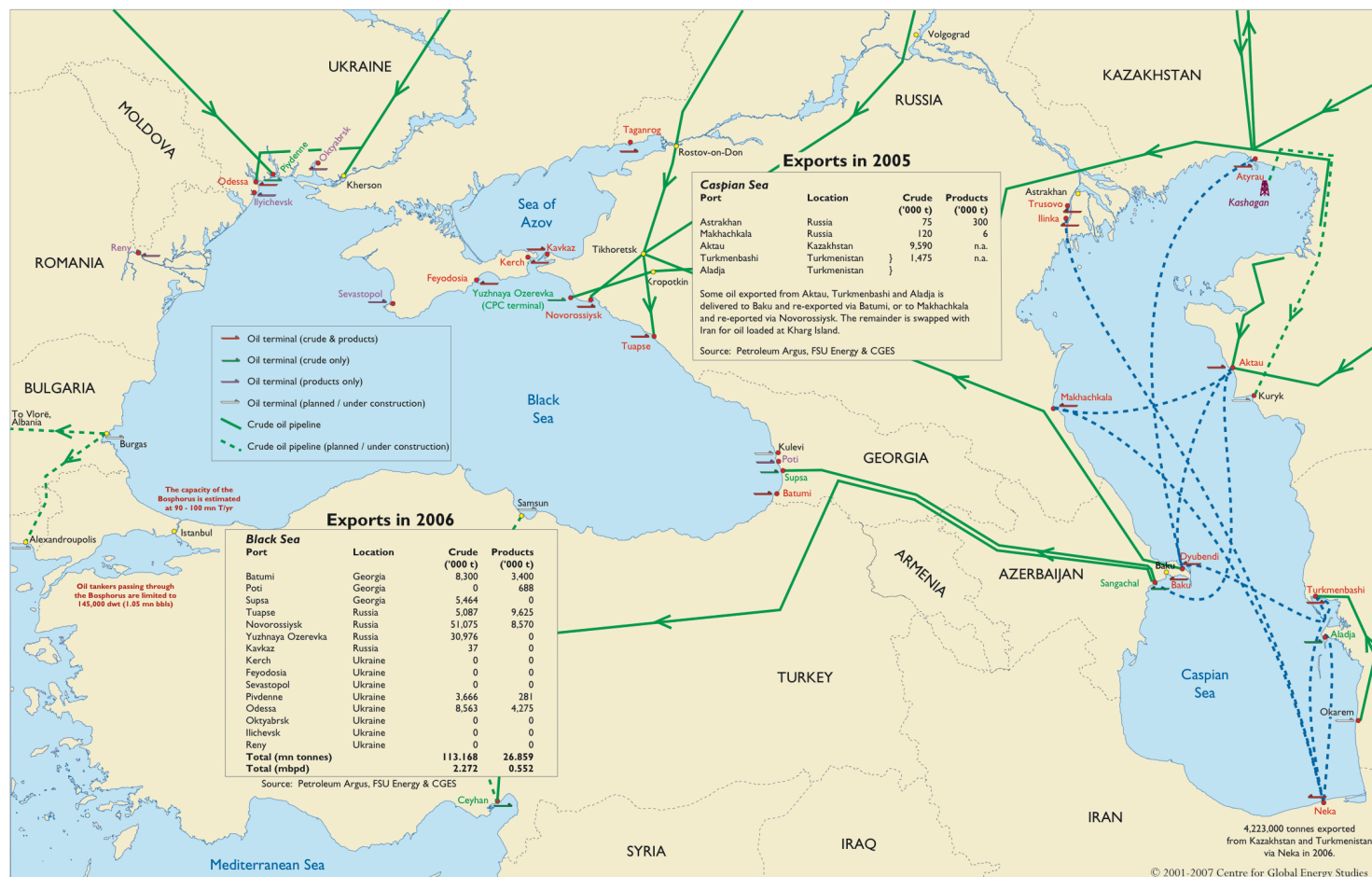
Le système complexe de transport des hydrocarbures azerbaïdjanaïs

(Source : BP)



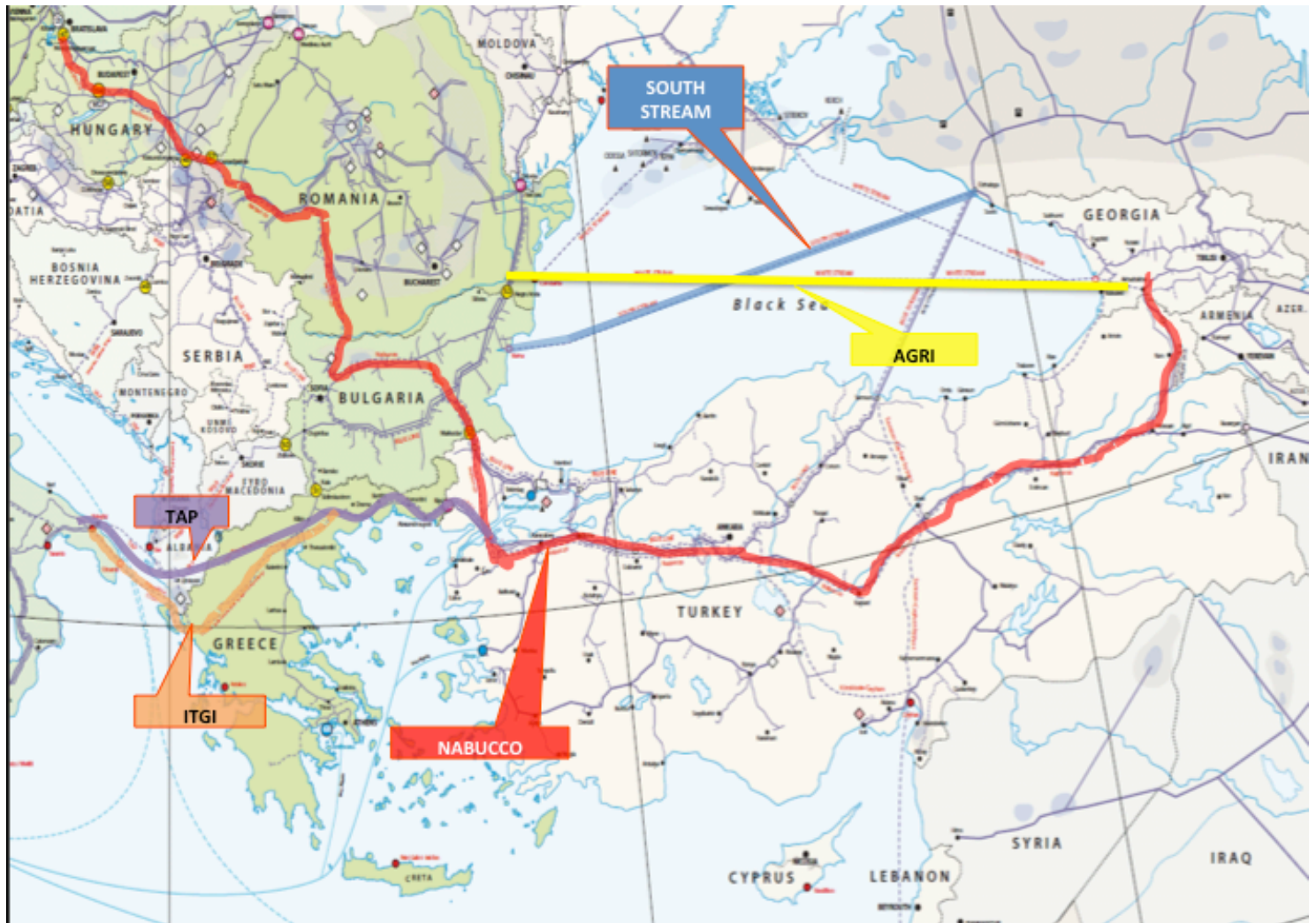
Le transport pétrolier dans la Caspienne et en mer Noire

(Source : Centre for Global Energy Studies)



Les projets de transport de gaz azerbaïdjanais

(Source : Google Maps)



Annexe 2 : Présentation du travail de terrain

Séjours de terrain

Numéro de l'entretien	Lieu de l'entretien	Date de l'entretien	Titre de la personne interrogée
1	Norvège	21 septembre 2009	Ancien directeur d'unité d'une NOC
2	Etats-Unis	22 avril 2010	Ancien diplomate américain
3	Azerbaïdjan	8 juillet 2009	Ancien président d'une NOC
4	Azerbaïdjan	10 juillet 2009	Ancien président d'une NOC
5	Turquie	18 mars 2009	Ancien diplomate turc
6	Par téléphone	12 juin 2010	Ancien président d'une TNOC
7	Par téléphone	10 mai 2010	Ancien vice-président d'une TNOC
8	Royaume-Uni	19 février 2010	Ancien directeur général adjoint d'une TNOC
9	Par téléphone	13 mai 2010	Ancien vice-président d'une TNOC
10	Par courriels	19 mai 2010	Ancien vice-président d'une TNOC
11	Royaume-Uni	5-7 août 2010	Ancien directeur général pour la Caspienne d'une TNOC
12	Par téléphone	17 mai 2010	Ancien vice-président d'une TNOC
13	Royaume-Uni	11 février 2010	Ancien diplomate britannique
14	Etats-Unis	15 avril 2010	Ancien vice-président d'une TNOC
15	France	11 février 2009	Directeur pour la zone Caspienne d'une TNOC
16	Azerbaïdjan	8 juin 2011	Directeur d'une firme juridique
17	Par téléphone	20 avril 2010	Ancien président d'une TNOC
18	Norvège	16 novembre 2009	Ancien directeur Azerbaïdjan d'une TNOC
19	Royaume-Uni	24 février 2010	Directeur du service Infrastructures pétrolières et gazières d'une IFI

20	Royaume-Uni	4 mars 2010	Ancien haut responsable d'une organisation internationale
21	Par téléphone	26 mai 2010	Ancien consultant d'une NOC
22	Royaume-Uni	11 février 2010	Ancien représentant d'une TNOC en Azerbaïdjan
23	Géorgie	2 avril 2009	Ancien juriste d'une NOC
24	Géorgie	7 avril 2009	Responsable d'une TNOC en Azerbaïdjan
25	Azerbaïdjan	9 juin 2011	Ancien haut responsable d'une NOC
26	Par téléphone	24 mai 2010	Ancien directeur commercial d'une TNOC
27	Azerbaïdjan	28 janvier 2011	Diplomate azerbaïdjanais
28	Turkménistan	27 mai 2011	Trader dans la Caspienne
29	Azerbaïdjan	24 juin 2009	Ancien représentant d'une TNOC en Azerbaïdjan
30	Azerbaïdjan	21 janvier 2011	Directeur d'une ONG au Caucase du Sud
31	Géorgie	9 mars 2011	Directeur des relations extérieures d'une TNOC en Géorgie
32	Par téléphone	30 juin 2010	Ancien directeur d'une NOC
33	Par téléphone	27 mai 2010	Ancien président d'une TNOC
34	Norvège	16 novembre 2009	Ancien diplomate norvégien
35	Turquie	9 mars 2009	Directeur adjoint d'une NOC
36	Norvège	16 octobre 2009	Ancien directeur d'une TNOC en Géorgie
37	Etats-Unis	13 avril 2010	Ancien directeur des affaires extérieures d'une NOC en Azerbaïdjan
38	Azerbaïdjan	2 juillet 2009	Ancien vice-président d'une TNOC
39	Azerbaïdjan	21 janvier 2011	Directeur commercial d'une NOC
40	Norvège	16 octobre 2009	Ancien vice-président d'une NOC

41	Turquie	16 mars 2010	Vice-président d'une TNOC
42	Azerbaïdjan	18 janvier 2011	Diplomate norvégien
43	Azerbaïdjan	9 juillet 2009	Négociateur d'une NOC
44	Azerbaïdjan	1 ^{er} juillet 2009	Directeur d'une TNOC en Azerbaïdjan
45	Turquie	15 mars 2010	Ancien diplomate turc
46	Etats-Unis	6 avril 2010	Diplomate américain
47	Turquie	18 mars 2010	Ancien haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie
48	Turquie	12 mars 2009	Ancien directeur d'une NOC
49	Turquie	18 mars 2010	Ancien président d'une NOC
50	Turquie	10 mars 2009	Haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie
51	Azerbaïdjan	24 juin 2009	Directeur d'une TNOC en Azerbaïdjan
52	Turquie	10 mars 2009	Directeur des affaires extérieures d'une TNOC
53	Azerbaïdjan	22 juin 2009	Directeur d'une TNOC en Azerbaïdjan
54	Azerbaïdjan	6 juillet 2009	Haut fonctionnaire azerbaïdjanais
55	Turquie	18 juin 2009	Ancien haut fonctionnaire turc
56	Norvège	22 octobre 2009	Ancien directeur des affaires extérieures d'une TNOC en Azerbaïdjan
57	Norvège	6 octobre 2009	Ancien responsable RSE d'une TNOC
58	Par téléphone	20 juillet 2010	Ancien responsable RSE d'une TNOC
59	Turquie	14 mars 2009	Ancien directeur d'une NOC
60	Turquie	6 mars 2009	Directeur des relations publiques d'une NOC

61	Turquie	14 mars 2009	Expert environnemental
62	Etats-Unis	12 avril 2010	Ancien diplomate américain
63	Royaume-Uni	4 mars 2010	Responsable d'ONG britannique
64	Turquie	17 mars 2010	Ancien responsable RSE d'une TNOC
65	Etats-Unis	9 avril 2010	Spécialiste environnemental d'une IFI
66	Royaume-Uni	4 août 2009	Ancien consultant environnemental
67	Royaume-Uni	5 mars 2010	Ancien consultant auprès d'une ONG britannique
68	Par téléphone	12 mars 2010	Ancien responsable RSE d'une TNOC
69	Géorgie	27 mars 2009	Directeur d'une ONG sud- caucasienne
70	Géorgie	31 mars 2009	Ancien consultant
71	Etats-Unis	22 avril 2010	Directeur d'une institution financière pour le développement
72	Géorgie	6 avril 2009	Ancien directeur d'une NOC
73	Azerbaïdjan	17 janvier 2011	Ancien président d'une ONG sud- caucasienne
74	Azerbaïdjan	23 juin 2009	Officier RSE d'une TNOC
75	Géorgie	3 avril 2009	Ancien haut fonctionnaire géorgien
76	Géorgie	26 mars 2009	Responsable d'une ONG sud- caucasienne
77	Géorgie	8 mars 2011	Ancien dirigeant d'une entreprise géorgienne
78	Etats-Unis	8 avril 2011	Ancien diplomate américain
79	Par téléphone	10 mai 2010	Ancien diplomate américain
80	Etats-Unis	16 avril 2010	Diplomate américain
81	Géorgie	31 mars 2009	Consultant pour une NOC
82	Etats-Unis	7 avril 2010	Economiste d'une IFI

83	Turquie	22 mars 2009	Spécialiste environnemental d'une IFI
84	Royaume-Uni	3 mars 2010	Conseiller d'une ACE
85	Par téléphone	1 ^{er} juin 2010	Ancien consultant d'une ONG transnationale
86	Turquie	24 novembre	Directeur d'une NOC
87	Etats-Unis	14 avril 2010	Ancien directeur d'une ONG transnationale
88	Turquie	6 mars 2009	Directeur RSE d'une TNOC
89	Royaume-Uni	2 mars 2010	Directeur d'une ONG britannique
90	Turquie	8 décembre 2010	Directeur d'une ONG transnationale
91	Royaume-Uni	10 août 2009	Directeur d'une ONG transnationale
92	Royaume-Uni	4 août 2009	Ancien Point de contact pour les Principes directeurs
93	Turquie	2 décembre 2010	Ancien diplomate turc
94	Turquie	9 mars 2009	Directeur d'une NOC
95	Par téléphone	23 juillet 2010	Ancien négociateur d'une TNOC
96	Azerbaïdjan	7 juin 2008	Président d'une TNOC
97	Royaume-Uni	24 février 2010	Ancien vice-président d'une TNOC
98	France	17 décembre 2008	Analyste énergie senior dans une organisation internationale
99	Belgique	12 février 2009	Haut responsable d'une organisation internationale
100	Par téléphone	7 mai 2010	Ancien haut fonctionnaire américain
101	Par téléphone	23 avril 2010	Ancien haut fonctionnaire américain
102	Etats-Unis	15 avril 2010	Ancien directeur d'une TNOC
103	Etats-Unis	14 avril 2010	Ancien diplomate américain
104	Etats-Unis	8 avril 2010	Chercheur d'un <i>think tank</i> américain
105	Azerbaïdjan	30 juin 2009	Ancien directeur d'une entreprise de transport de pétrole
106	Azerbaïdjan	22 janvier 2011	Ancien diplomate azerbaïdjanais

107	Belgique	15 décembre 2008	Haut fonctionnaire européen
108	Belgique	8 janvier 2009	Ancien responsable de TRACECA
109	Azerbaïdjan	8 juillet 2009	Vice-président d'une NOC
110	France	21 juin 2011	Haut fonctionnaire américain
111	Turkménistan	26 mai 2011	Haut responsable d'une banque internationale
112	Géorgie	31 mars 2009	Coordinateur des programmes d'une TNOC en Géorgie
113	Belgique	8 janvier 2009	Haut fonctionnaire européen
114	Par téléphone	17 juin 2010	Directeur pour les affaires européennes d'une NOC
115	Azerbaïdjan	19 janvier 2011	Diplomate européen
116	Belgique	4 juin 2010	Responsable des affaires européennes d'une TNOC
117	Turquie	25 novembre 2010	Consultant d'une NOC en Turquie
118	Turquie	19 mars 2010	Directeur général d'une NOC
119	Turquie	22 novembre 2010	Juriste turc
120	Turquie	15 janvier 2011	Ancien coordinateur général d'une NOC
121	Belgique	2 juin 2010	Haut fonctionnaire européen
122	Azerbaïdjan	8 juillet 2009	Vice-président adjoint d'une NOC
123	Royaume-Uni	2 mars 2010	Diplomate norvégien
124	Géorgie	31 mars 2009	Ancien Président sud-caucasien
125	Etats-Unis	14 avril 2010	Ancien consultant d'une TNOC
126	Géorgie	7 avril 2009	Directeur général adjoint d'une NOC
127	Etats-Unis	16 avril 2009	Diplomate azerbaïdjanais
128	Etats-Unis	13 avril 2010	Chercheur d'une université américaine
129	Géorgie	8 mars 2011	Responsable d'une entreprise de fret ferroviaire
130	Géorgie	9 mars 2011	Diplomate azerbaïdjanais
131	Azerbaïdjan	7 juin 2011	Directeur d'une NOC

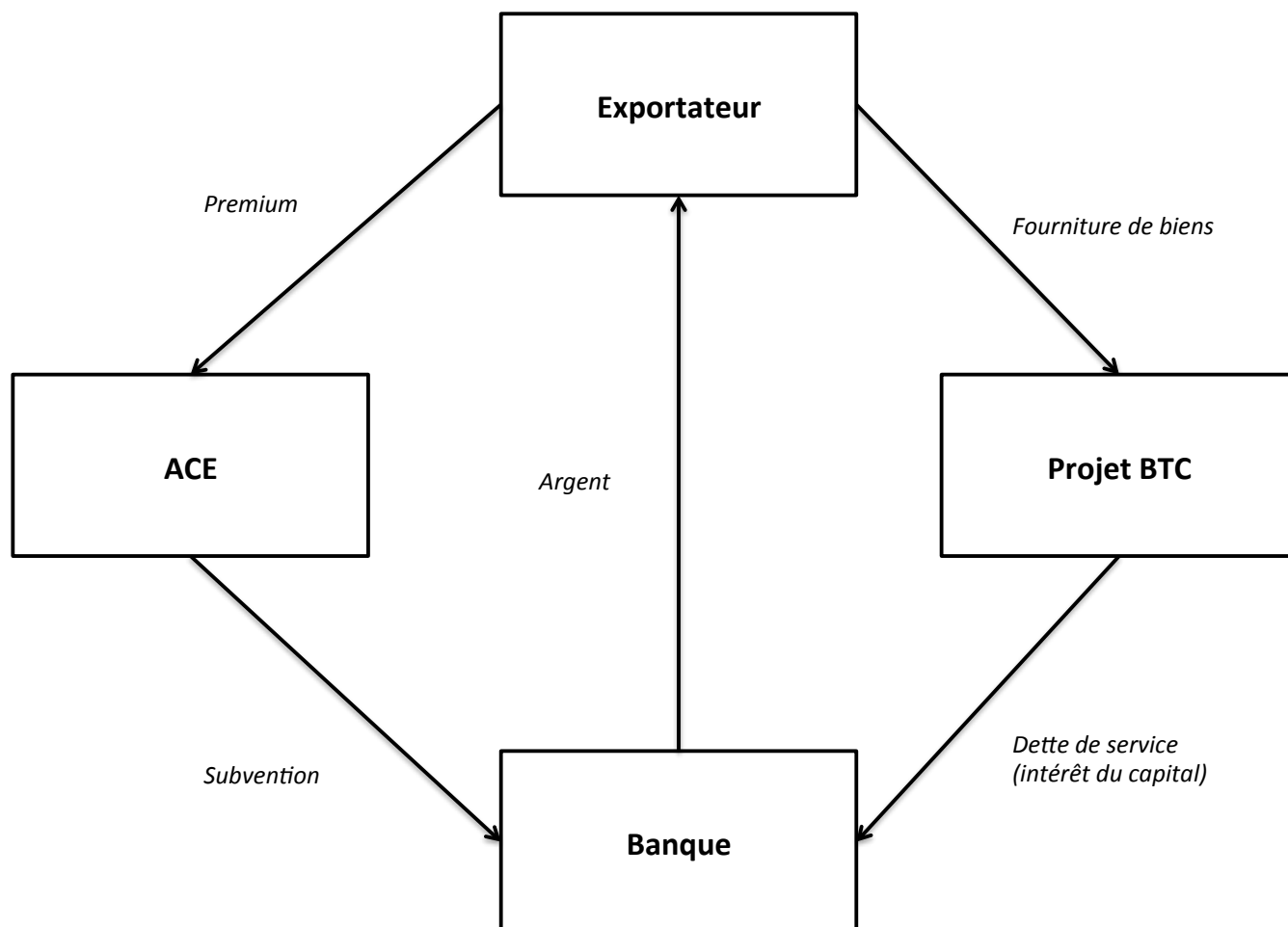
132	Royaume-Uni	3 mars 2010	Consultant énergétique
133	Turquie	10 mars 2009	Ancien conseiller à la présidence de la République turque
134	Turquie	19 mars 2010	Directeur d'une NOC
135	Géorgie	2 avril 2009	Directeur d'une NOC
136	Azerbaïdjan	19 janvier 2011	Directeur d'une TNOC
137	Etats-Unis	8 avril 2010	Responsable de chambre de commerce
138	Belgique	12 février 2009	Directeur adjoint de section d'une organisation internationale
139	Belgique	8 janvier 2009	Secrétaire général adjoint
140	Grèce	26 mai 2009	Consultant d'INOGATE
141	Grèce	26 mai 2009	Responsable d'INOGATE
142	Etats-Unis	16 avril 2010	Haut fonctionnaire américain travaillant sur l'énergie
143	Belgique	4 juin 2010	Diplomate européen
144	Royaume-Uni	26 février 2010	Fonctionnaire géorgien
145	Par téléphone	29 mars 2010	Diplomate norvégien
146	Norvège	13 octobre 2009	Diplomate norvégien
147	Azerbaïdjan	22 janvier 2011	Directeur d'une NOC
148	Par courriels	5 juillet 2010	Haut fonctionnaire français
149	Turquie	1 ^{er} février 2011	Président d'une chambre de commerce turque
150	Azerbaïdjan	17 janvier 2011	Haut responsable d'une entreprise azerbaïdjanaise
151	Azerbaïdjan	30 juin 2009	Diplomate européen
152	Azerbaïdjan	29 juin 2009	Diplomate turc
153	Azerbaïdjan	18 janvier 2011	Fonctionnaire azerbaïdjanais
154	Royaume-Uni	2 mars 2010	Diplomate norvégien
155	Royaume-Uni	1 ^{er} mars 2010	Diplomate azerbaïdjanais
156	Royaume-Uni	1 ^{er} mars 2010	Diplomate azerbaïdjanais

157	Royaume-Uni	4 mars 2010	Responsable d'ONG azerbaïdjanaise
158	Azerbaïdjan	1 ^{er} juillet 2009	Diplomate américain
159	Azerbaïdjan	2 juillet 2009	Directeur d'une NOC
160	Azerbaïdjan	19 janvier 2011	Vice-président d'une TNOC
161	Turquie	10 janvier 2011	Directeur d'une entreprise turque
162	Turquie	27 janvier 2011	Directeur d'un consortium
163	Turquie	15 mars 2010	Diplomate américain
164	Azerbaïdjan	21 janvier 2011	Diplomate américain
165	Turquie	13 mars 2009	Haut fonctionnaire du ministère turc du Transport
166	France	11 juin 2010	Diplomate azerbaïdjanais
167	Azerbaïdjan	2 juillet 2009	Représentant d'une TNOC
168	Turquie	19 mars 2010	Haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie
169	France	12 avril 2008	Promoteur d'un projet de gazoduc
170	Belgique	12 février 2009	Diplomate français
171	Belgique	3 juin 2010	Diplomate allemand
172	Belgique	4 juin 2010	Haut fonctionnaire européen
173	Belgique	3 juin 2010	Haut fonctionnaire européen
174	Etats-Unis	6 avril 2010	Diplomate américain
175	Azerbaïdjan	3 juillet 2009	Directeur général d'une TNOC
176	Norvège	23 septembre 2009	Haut fonctionnaire norvégien travaillant sur l'énergie
177	Turquie	25 novembre 2010	Diplomate britannique
178	Turquie	25 janvier 2011	Diplomate européen
179	Belgique	15 décembre 2008	Haut responsable d'une organisation internationale
180	Turquie	25 janvier 2011	Chercheur turc
181	Turquie	12 mars 2009	Diplomate turc
182	Turquie	18 mars 2010	Diplomate français
183	Azerbaïdjan	21 janvier 2011	Diplomate azerbaïdjanais

Au cours de cette recherche, 22 entretiens n'ont pas été cités. S'ils n'ont pas apporté une plus-value au récit de la thèse, ils ont en revanche été d'une grande aide pour contextualiser la recherche. Ils sont donc mentionnés ci-dessous :

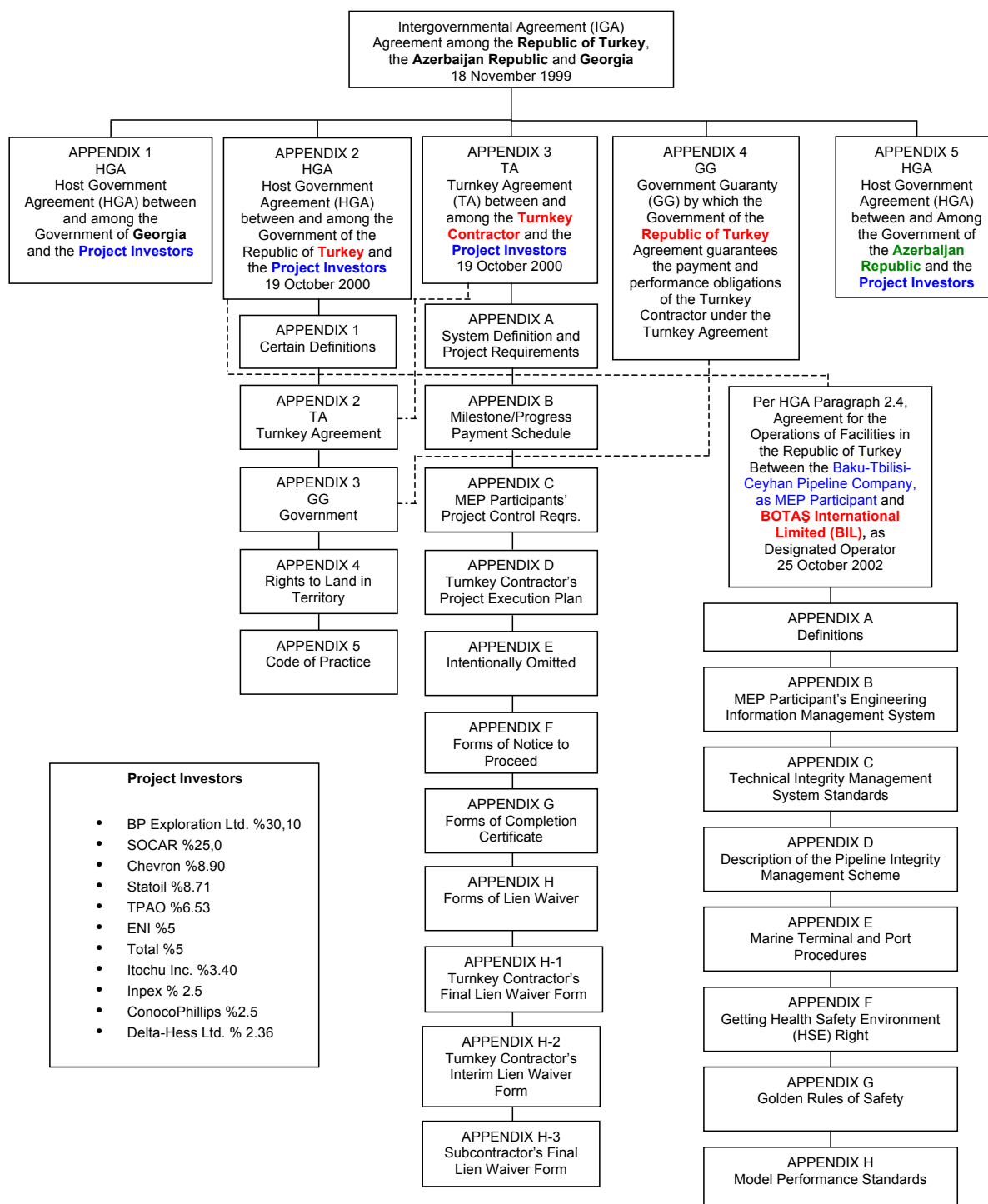
Lieu de l'entretien	Fonction	Date
Géorgie	Chercheur britannique	3 avril 2008
Azerbaïdjan	Expert d'une NOC	5 juin 2008
France	Officier d'une entreprise de sécurité privée	16 octobre 2008
Par téléphone	Ancien négociateur d'une entreprise parapétrolière	23 octobre 2008
Turquie	Chargé de projet d'une ONG transnationale	9 mars 2009
Turquie	Directeur d'un think tank	9 mars 2009
Géorgie	Directeur d'une chambre de commerce	1 ^{er} avril 2009
Géorgie	Diplomate géorgien	1 ^{er} avril 2009
Géorgie	Directeur d'une chambre de commerce	4 avril 2009
Géorgie	Haut fonctionnaire européen	7 avril 2009
Grèce	Responsable chez INOGATE	26 mai 2009
Azerbaïdjan	Diplomate britannique	25 juin 2009
Azerbaïdjan	Responsable à l'USAID	1 ^{er} juillet 2009
Azerbaïdjan	Ancien diplomate français	2 juillet 2009
Turquie	Analyste chez une TNOC en Turquie	16 mars 2010
Turquie	Directeur général adjoint d'une TNOC en Turquie	18 mars 2010
Turquie	Haut fonctionnaire turc travaillant sur l'énergie	22 novembre 2010
Turquie	Diplomate turc	23 novembre 2010
Turquie	Diplomate américain	23 novembre 2010
Turquie	Diplomate azerbaïdjanais	24 novembre 2010
Turquie	Diplomate turc	24 novembre 2010
Géorgie	Responsable d'une ONG transnationale	7 mars 2011

Annexe 3 : Le mode de financement d'une ACE



Annexe 4 : La hiérarchie des accords sur l'oléoduc BTC

BTC PROJECT, MAIN EXPORT PIPELINE (MEP) SYSTEM, AGREEMENTS AND APPENDICES COLLECTIVELY PROJECT AGREEMENTS



Annexe 5 : L'iconographie de Heydar et Ilham Aliyev en Azerbaïdjan



« Le futur avec confiance et enthousiasme » à Bakou (2008)

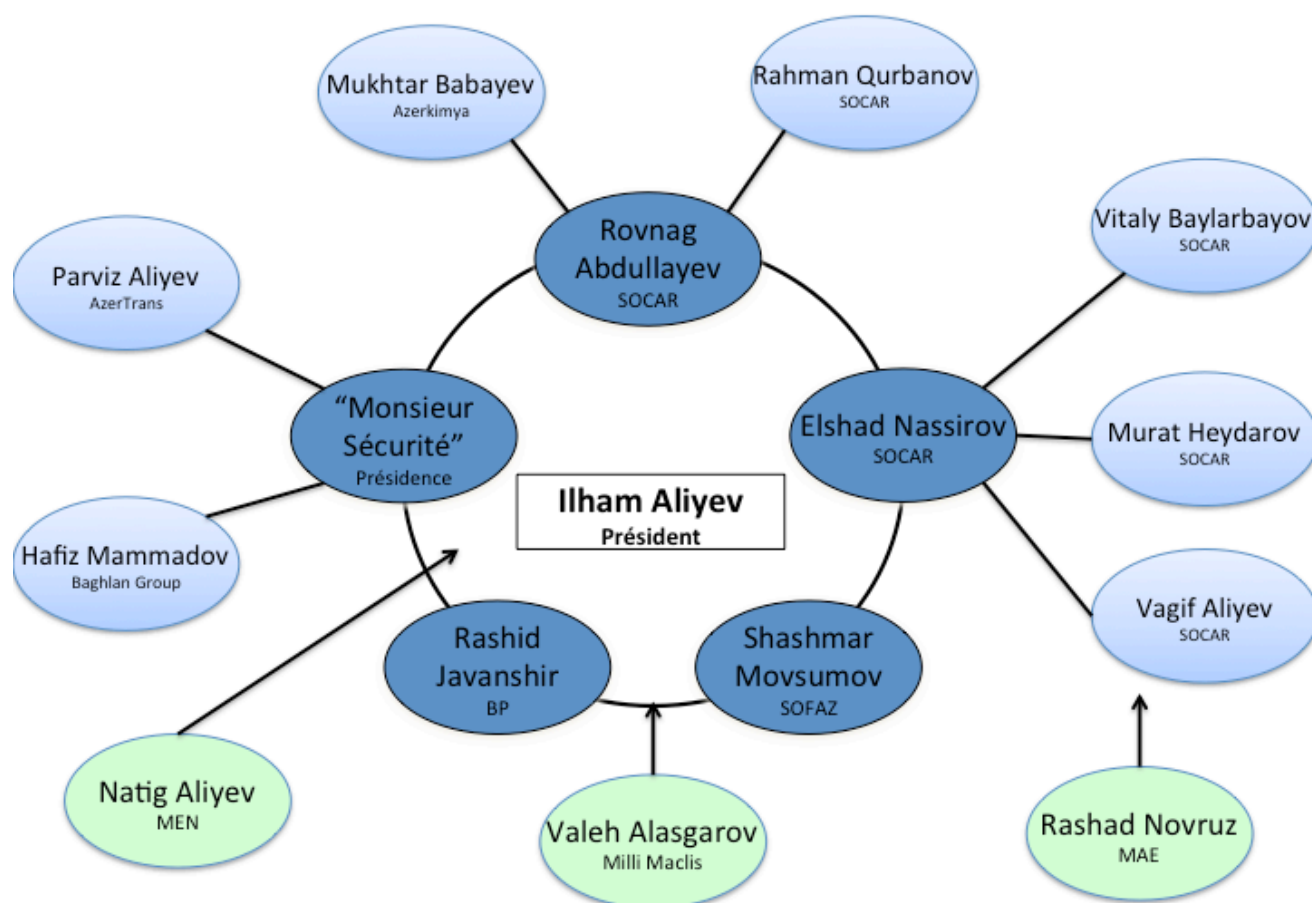


La frontière entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie (Régis Genté, 2004).



Une affiche de Heydar Aliyev dans le centre de Bakou (Sami Siva, 2011)

Annexe 6 : La structure de la politique énergétique azerbaïdjanaise



Légende :

Les cellules bleu foncé désignent le premier cercle de pouvoir autour d'Ilham Aliyev.

Les cellules bleu clair désignent les membres du second cercle. Les lignes noires démontrent à qui du premier cercle ils sont rattachés.

Les cellules vertes désignent les intervenants extérieurs. Seuls Natig Aliyev et Valeh Alasgarov viennent en soutien du premier cercle. Rashad Novruz n'intervient qu'après de SOCAR.

Annexe 7 : Chronologie

Chronologie de la configuration sud-caucasienne après la catastrophe fondatrice

1988

- 12 juin** Sécession de l'Oblast autonome du Haut-Karabagh : début du conflit
- 26-29 février** Des Arméniens sont massacrés par des Azéris lors d'un pogrom à Sumgaït (Azerbaïdjan)

1989

- Mai** Ramco Energy arrive à Bakou
- Novembre** Les forces géorgiennes marchent sur Tskhinvali, « capitale » de l'Ossétie du Sud

1990

- 19-20 janvier** Des centaines de manifestants azerbaïdjanais sont tués à Bakou par les troupes soviétiques
- Octobre** Un consortium, composé de BP, Ramco et Statoil, se voit officieusement promettre le droit de développer le gisement d'Azéri par l'Azerbaïdjan
- Décembre** Le Soviet Suprême géorgien abolit l'autonomie de l'Ossétie du Sud

1991

- Janvier** Début de la guerre entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud
- Avril** Amoco soumet une offre pour développer le gisement d'Azéri
- 9 avril** Indépendance de la Géorgie
- 26 mai** Zviad Gamsakhourdia devient président de la Géorgie
- Juin** L'Azerbaïdjan octroie le droit de négocier exclusivement un contrat d'exploration et d'exploitation d'Azéri à Amoco et McDermott
- 30 août** Indépendance de l'Azerbaïdjan
- 2 septembre** Les députés arméniens du Haut-Karabagh proclament unilatéralement l'indépendance de leur territoire
- 21 septembre** Ayaz Moutalibov devient le premier président de l'Azerbaïdjan indépendant
- 23 septembre** Indépendance de l'Arménie
- Octobre** Levon Ter-Petrossian devient président de l'Arménie indépendante
- 18 octobre** Le Soviet Suprême d'Azerbaïdjan adopte la Loi constitutionnelle d'Indépendance, qui sert de document de base à la Constitution de 1978
- 9 novembre** La Turquie est le premier Etat à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan
- 20 novembre** Süleyman Demirel devient Premier Ministre en Turquie
- 22 décembre** L'Union soviétique est officiellement dissoute

1992

- 6 janvier** Les premiers fonctionnaires de la Commission européenne se rendent au Caucase du Sud
Gamsakhourdia est renversé par la Garde nationale géorgienne ; Chevardnadzé accède au pouvoir
- Février** Pennzoil et Ramco obtiennent le droit de négocier exclusivement l'exploration et l'exploitation du gisement en eaux profondes de Gouneshli
- 26-27 février** Entre 200 et 1 000 Azerbaïdjanais sont massacrés par les forces arméniennes à Khodzjali
- 6 mars** A. Moutalibov est forcé à la démission par la *Milli Maclis*
- Mai** Le Front Populaire met en échec la tentative de retour au pouvoir d'A. Moutalibov
- 7 juin** Eltchibey est élu président de l'Azerbaïdjan ; Heydar Aliyev n'a pas été autorisé à se présenter car il a plus de 65 ans
- 24 juin** La Géorgie et l'Ossétie du Sud signent un accord de cessez-le-feu
- Août** Le président du Soviet Suprême d'Abkhazie annonce sa volonté de rejoindre la CEI, proclamant de

	<i>facto</i> l'indépendance de l'Abkhazie
Septembre	BP et Statoil obtiennent le droit exclusif de négocier l'exploration du gisement de Chirag
24 octobre	Le président Eltchibey crée SOCAR par décret et en confie la présidence à son conseiller, Sabit Bagirov
	Le Congrès américain vote la Loi de soutien à la liberté et sa Section 907
Novembre	SOCAR, BOTAS, BP, Pennzoil et Amoco signent un accord sur le financement d'études de faisabilité d'oléoducs au départ de Bakou jusqu'à Batoumi, Ceyhan et Novorossiysk
	Bill Clinton devient président des Etats-Unis
Décembre	Signature entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie d'un protocole « sur le développement des relations parlementaires »
1993	
Mars	Ankara et Bakou signent un accord privilégiant la construction d'un oléoduc Bakou-Ceyhan
Avril	La Turquie ferme sa frontière avec l'Arménie en soutien à l'Azerbaïdjan
16 mai	Süleyman Demirel devient président de la Turquie
Juin	SOCAR décide d'unifier les gisements d'Azéri, de Chirag et de Gouneshli
9 juin	Eltchibey invite Heydar Aliyev à Bakou pour négocier avec Surat Husseynov, qui marche sur la capitale azerbaïdjanaise
11 juin	Le président azerbaïdjanais Eltchibey octroie à un consortium composé d'Amoco, de BP, de McDermott, de Pennzoil, de Statoil, de TPAO et d'Unocal le droit de développer le gisement d'Azéri
13 juin	Eltchibey fuit au Nakhitchevan et Heydar Aliyev prend le pouvoir
23 juin	Heydar Aliyev annule l'accord pétrolier du 11 juin 1993.
25 juin	Tansu Çiller devient Premier Ministre en Turquie
Juillet	Heydar Aliyev nomme Marat Manafov négociateur en chef du PSA pour les gisements ACG
Automne	Les forces géorgiennes sont contraintes de se retirer d'Abkhazie
Octobre	L'Azerbaïdjan et la Russie, représentée par son ministre de l'Energie, reconnaissent un secteur azerbaïdjanais en mer Caspienne
Novembre	Marat Manafov invite tous les négociateurs pour une session de travail en Slovaquie. C'est sa dernière rencontre avec les TNOC
19 novembre	Lors d'une visite du ministre russe de l'Energie à Bakou, Lukoil se voit promettre 10% des gisements ACG par Heydar Aliyev
1994	
Février	Heydar Aliyev rencontre la Reine d'Angleterre Elizabeth II lors d'une visite d'Etat au Royaume-Uni
Printemps	Amoco et BP se partagent la présidence de l'AIOC
14 mai	L'Abkhazie et la Géorgie signent un cessez-le-feu
Juillet	L'Arménie et l'Azerbaïdjan signent un cessez-le-feu sous l'égide du Groupe de Minsk
Eté	Dernière phase de négociations du PSA pour les gisements ACG
5 septembre	Le PSA pour les gisements ACG est finalisé aux Etats-Unis
20 septembre	Signature à Bakou du « Contrat du Siècle »
Fin septembre	Surat Husseynov essaie de prendre le pouvoir en Azerbaïdjan
Octobre	Les entreprises signataires du Contrat du Siècle organisent l'AIOC à Houston
Décembre	La Russie lance une offensive contre la république séparatiste de Tchétchénie : début de la première guerre
12 décembre	La <i>Milli Maclis</i> vote le PSA pour les gisements ACG. L'AIOC est officiellement créé

1995	
5 janvier	Entrée en service de l'AIOC
Février	Heydar Aliyev réunit Terry Adams, Natig Aliyev, Valeh Alasgarov et Ilham Aliyev pour les informer que l' <i>early oil</i> azerbaïdjanais doit emprunter à la fois la NREP et la WREP
	La Géorgie et la Turquie signent un protocole confidentiel sur l'importance géopolitique de la WREP
Printemps	SOCAR revend 50% de sa part dans l'AIOC à Exxon et à TPAO
	Le Premier Ministre turc Tansu Ciller crée une cellule spéciale pour promouvoir l'utilisation de la WREP pour transporter le pétrole azerbaïdjanais
Mars	L'AIOC débute ses études sur la faisabilité de l'utilisation de la WREP, notamment en Adjarie
	R. Javadov tente de renverser Heydar Aliyev à la tête de l'Azerbaïdjan
Juin	BP, Statoil et TPAO signent un accord préliminaire avec SOCAR sur le développement du gisement de Shah Deniz
31 août	L'AIOC, la Géorgie et SOCAR signent un protocole de compréhension, sans obligation contractuelle, sur la mise en œuvre de la WREP
Octobre	Zbigniew Brzezinski porte une lettre du Président américain Clinton à Heydar Aliyev pour le convaincre de soutenir la WREP
9 octobre	L'AIOC se prononce pour l'utilisation de la NREP et de la WREP pour exporter l' <i>early oil</i>
1996	
Hiver	Itochu rejoint l'AIOC
6 mars	Mesut Yilmaz devient Premier Ministre en Turquie, en remplacement de Tansu Çiller. Le poste de Coordinateur national des <i>pipelines</i> et la cellule qu'il dirige sont supprimés
8 mars	L'Azerbaïdjan et la Géorgie signent la « Déclaration de Tbilissi sur la paix, la sécurité et la coopération dans la région du Caucase »
4 juin	L'Azerbaïdjan et six entreprises signent le PSA sur le gisement de Shah Deniz
Juillet	L'AIOC signe le contrat sur la réhabilitation de la WREP
Août	Le Congrès américain vote la Loi de sanctions contre l'Iran et la Libye La première guerre de Tchétchénie prend fin
Septembre	L'AIOC et Transneft signent un contrat sur l'utilisation de la NREP pour transporter l' <i>early oil</i> azerbaïdjanais
Novembre	Bill Clinton est réélu président des Etats-Unis
1997	
	Rasul Guliyev, ancien président de la <i>Milli Maclis</i> , doit s'exiler aux Etats-Unis en raison d'accusations de corruption
1^{er} janvier	La France devient co-présidente du Groupe de Minsk
Septembre	Un premier groupe de travail MEP (Azerbaïdjan-AIOC) est établi
Octobre	La NREP entre en service : elle transporte les premiers volumes produits sur la plateforme Chirag 1
Novembre	La BERD est engagée pour gérer le financement post-projet de la WREP
	Un groupe de travail sur le BTC est établi en Géorgie
11 novembre	Terry Adams, Heydar Aliyev et Ilham Aliyev célèbrent la mise en production de la plateforme pétrolière de Chirag 1
1998	
Janvier	Le président arménien Ter-Petrosian démissionne
Février	Terry Adams quitte l'AIOC
Avril	La Charte de l'Energie entre en vigueur
11-13 avril	La Turquie présente une étude de faisabilité de l'oléoduc BTC à SOCAR lors d'une réunion à Bakou

Avril	Le Traité de la Charte de l'Energie entre en vigueur
24 avril	Le groupe de travail turc sur la mise en œuvre de l'oléoduc BTC est officiellement créé
26 avril	Lors d'une réunion avec ses homologues géorgien et turc à Trabzon, le président azerbaïdjanais Heydar Aliyev se prononce officiellement en faveur de l'oléoduc BTC
15 mai	Les groupes de travail de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie se réunissent officiellement pour la première fois à Istanbul. Un protocole sur la réunion régulière de ces groupes est signé
Juillet	BP fore un premier puits d'exploration sur le gisement de Shah Deniz
Août	Amoco et BP fusionnent
8 septembre	Conférence à Bakou sur la « Restauration de la Route de la Soie » : TRACECA devient une institution régionale
Octobre	L'Azerbaïdjan, les Etats-Unis, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et la Turquie signent la Déclaration d'Ankara en soutien à l'oléoduc BTC
Novembre	La Turquie appelle ses citoyens et ses entreprises à boycotter BP : TUPRAS cesse d'approvisionner une raffinerie possédée par BP
Décembre	David Woodward prend la présidence de l'AIOC
1999	
Janvier	La Turquie cesse ses appels au boycott de BP
Printemps	La Turquie propose à BP de construire l'intégralité de l'oléoduc BTC
Mars	Le Congrès américain vote la Loi de Stratégie sur la Route de la Soie, qui détermine la politique étrangère des Etats à destination de l'Asie centrale et du Caucase du Sud
	Astana mandate Chevron, Mobil et Shell pour réaliser des études de faisabilité sur la construction d'un oléoduc transcasprien entre le Kazakhstan et Bakou
17 avril	La WREP entre à son tour en service
Mai	Découverte du gisement de Shah Deniz
27 mai	Les groupes de travail sur l'oléoduc BTC s'accordent sur la signature d'un accord clé en mains pour la construction du <i>pipeline</i> en Turquie
Juin	La Commission européenne propose à la Grèce et à la Turquie d'interconnecter leurs réseaux de transport gazier
22 juin	L'UE signe des APC avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie au Luxembourg
22 juillet	INOGATE se voit renforcé par la signature d'un Accord parapluie sur le cadre institutionnel pour l'établissement de systèmes de transport interétatique de pétrole et de gaz
Août	BP rachète ARCO
Octobre	BP se prononce en faveur de l'oléoduc BTC
27 octobre	La seconde guerre de Tchétchénie éclate
	Le Premier Ministre, le président du Parlement et trois députés arméniens sont assassinés en pleine session du Parlement arménien
18 Novembre	L'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie signent un IGA sur l'oléoduc BTC
	En marge du Sommet de l'OSCE, l'Azerbaïdjan, les Etats-Unis, la Géorgie, le Turkménistan et la Turquie se prononcent sur la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et la Turquie. Opposée au projet, Bakou obtient que ce gazoduc puisse également transporter du gaz azerbaïdjanais
Décembre	Heydar Aliyev crée le SOFAZ par décret
2000	
5 janvier	Le Directoire du Projet BTC est créé pour mettre en œuvre l'oléoduc BTC en Turquie
28 avril	Lors d'une réunion des groupes de travail à Washington, la Géorgie accepte le HGA sur l'oléoduc BTC
Mai	ERM est mandatée pour mesurer les impacts environnementaux des constructions de l'oléoduc BTC

	et du gazoduc BTE
	La seconde guerre de Tchétchénie prend officiellement fin
9 mai	Lors d'une réunion des groupes de travail à Istanbul, l'Azerbaïdjan accepte le HGA sur l'oléoduc BTC
21 mai	La Grande Assemblée de Turquie ratifie l'IGA sur l'oléoduc BTC
26 mai	La <i>Milli Maclis</i> ratifie à son tour l'IGA sur l'oléoduc BTC
29 mai	Le Parlement géorgien ratifie l'IGA sur l'oléoduc BTC
12 juin	Lukoil annonce qu'elle souhaite que sa part de pétrole produite par les gisements ACG soit transportée par la NREP
Juillet	Découverte du gisement de Kashagan au Kazakhstan BOTAS lance des appels d'offres sur l'ingénierie de la construction de la section turque de l'oléoduc BTC
24-25 août	Les groupes de travail se réunissent à Washington avec les partenaires financiers pour étudier le financement de l'oléoduc BTC
Octobre	Signature des HGA sur l'oléoduc BTC en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie
Novembre	Le groupe de travail géorgien et BP entame à Londres des discussions sur le tracé de l'oléoduc BTC en Géorgie George W. Bush est élu président des Etats-Unis
16 novembre	L'étude des impacts environnementaux de la construction de l'oléoduc BTC débute en Azerbaïdjan
Décembre	L' <i>Export-Import Bank</i> et l'OPIC prennent part aux discussions sur le financement de l'oléoduc BTC
11-15 décembre	Le groupe de travail géorgien et BP se réunissent une seconde fois à Bakou pour préciser les conditions de mise en œuvre de l'oléoduc BTC en Géorgie
2001	
25 janvier	Le groupe de travail géorgien rencontre BP à Londres, en présence de diplomates américains, au sujet des conditions de mise en œuvre de l'oléoduc BTC en Géorgie
26 janvier	L'élargissement des membres du projet BTC est envisagé lors d'une réunion à Istanbul
27 janvier	David Woodward présente le projet de mise en œuvre de l'oléoduc BTC en Géorgie à E. Chevardnadze
31 janvier	BP approuve le tracé de l'oléoduc BTC en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie
Mars	Le Secrétariat de la Charte de l'Energie crée une Force opérationnelle de conseil juridique pour élaborer des accords-modèles de HGA et d'IGA
12 mars	L'Azerbaïdjan et la Turquie signent un IGA sur le gazoduc BTE
13 mars	Le consortium Shah Deniz et la Turquie signent deux contrats d'achat-vente du gaz issu de la première phase de production de Shah Deniz
Avril	Madjid Karimov est nommé ministre pour l'Energie et les Carburants en Azerbaïdjan
27 avril	Ramco se retire d'Azerbaïdjan et vend sa part dans l'AIOC à Delta Hess, Devon Energy et Unocal
30 avril	SOCAR contacte Alberta Energy, Chevron, Conoco, Texaco et Total pour qu'elles rejoignent le projet BTC
Mai	Le Parlement turc vote la Loi sur le marché du gaz naturel
21 mai	L'entreprise Bechtel obtient le contrat d'ingénierie de détail de l'oléoduc BTC en Azerbaïdjan et en Géorgie BP, l'Azerbaïdjan et la Géorgie débutent des négociations trilatérales sur la mise en œuvre du gazoduc BTE
Juin	Les ESIA pour l'oléoduc BTC débutent
20 juin	Devon Energy se retire du projet BTC
Juillet	Des frégates iraniennes menacent un navire de BP en train d'explorer le gisement d'Araz-Alov-Sharg

Août	Le plan de développement complet des gisements ACG est validé
30 août	La Banque mondiale menace de suspendre son aide à la Géorgie si celle-ci ne demande pas une taxe de transit plus élevée pour le gazoduc BTE
29 septembre	L'Azerbaïdjan et la Géorgie signent l'IGA sur le gazoduc BTE et des accords de 20 ans sur le transit, le transport et la vente du gaz azerbaïdjanais
Novembre	Le gouvernement turc établit l'EMRA pour appliquer la Loi sur le marché du gaz naturel
31 novembre	L'AIOC octroie six contrats pour le développement total des gisements ACG
19 décembre	BP annonce avoir contacté la BERD, la SFI et les ACE au sujet du financement de l'oléoduc BTC
2002	
Janvier	La construction du terminal pétrolier de Sangachal débute
	Les Etats-Unis suspendent la Section 907 de la Loi de soutien à la liberté
21 février	L'Azerbaïdjan et le consortium Shah Deniz signent un HGA sur le gazoduc BTE
	La Grèce et la Turquie signent un protocole de compréhension sur la construction d'un gazoduc entre les deux pays
Mars	BP propose à l'entreprise italienne ENI de rejoindre le projet BTC
14 mars	Le consortium Shah Deniz et la Géorgie signent un HGA sur le gazoduc BTE
Avril	ENI rejoint le projet BTC
18 avril	Lukoil annonce qu'elle ne prendra pas part au projet BTC
	L'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie signent un Accord de sécurité à Trabzon
30 avril	Les entreprises membres du projet BTC annoncent qu'elles financeront 30% de l'oléoduc avec des capitaux propres
Avril	Les Etats-Unis lancent le programme GTEP
4 juin	L'OPIC annonce qu'elle alloue 3 millions de dollars pour évaluer le risque politique autour de l'oléoduc BTC
13 juin	Total rejoint le projet BTC
25 juin	BOTAS, Bulgargaz et Transgaz signent un protocole trilatéral sur l'approvisionnement de l'Europe de l'Est en gaz caspien
26 juin	BOTAS, Bulgargaz, MOL, OMV et Transgaz signent un nouveau protocole sur le transport de gaz caspien vers l'Europe de l'Est
31 juillet	Heydar Aliyev promulgue un décret demandant au SOFAZ d'assumer le financement de la part de SOCAR dans le projet BTC
1^{er} août	BTC Co est officiellement créé
	BP soumet les versions définitives des ESIA aux autorités de régulation en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie
Septembre	BTC Co soumet des demandes officielles de financement aux IFI et aux ACE
Octobre	Le consortium Nabucco est formé
Novembre	Lukoil revend ses parts dans les gisements ACG
18 novembre	Après plusieurs années d'instabilité politique en Turquie, l'AKP arrive au pouvoir, ouvrant une période d'au moins trois succès électoraux consécutifs
30 novembre	La Géorgie délivre, laborieusement, à BTC Co le permis environnemental sur l'oléoduc BTC. Celui-ci devra même être signé à nouveau le 2 décembre
Décembre	Le gazoduc Blue Stream entre en service
2003	
Janvier	La construction de l'oléoduc BTC débute
Février	La construction du gazoduc BTE est entérinée
Printemps	Amnesty International met en cause dans un rapport la gestion régulatoire de l'oléoduc BTC par BP

14 mars	Recep Tayyip Erdoğan devient officiellement Premier Ministre en Turquie
Avril	Des ONG britanniques déposent une plainte contre le soutien du gouvernement britannique à l'oléoduc BTC auprès du Point de contact britannique pour les Principes directeurs de l'OCDE
Mai	L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Russie s'accordent sur la délimitation de leurs frontières en mer Caspienne
Juin	Des représentants d'ACE et d'IFI visitent le chantier de l'oléoduc BTC
7 juillet	L'UE nomme un Représentant spécial pour le Caucase du Sud
23 juillet	L'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie signent un Protocole trilatéral de sécurité relatif à l'oléoduc BTC
Octobre	Le ministère azerbaïdjanais des Télécommunications annule le contrat d'ExxonMobil et Statoil avec l'entreprise de communications Telekom
15 octobre	Ilham Aliyev est élu président de la République d'Azerbaïdjan
Septembre	Au terme d'un dialogue entre Amnesty International et BP est adopté un Accord sur les droits de l'homme autour du BTC
Novembre	Le vote du conseil d'administration de la Banque mondiale sur le financement du projet BTC est reporté sous la pression des ONG Le Parlement européen invite la Commission européenne à intégrer les Etats sud-caucasiens dans sa future politique de voisinage à destination de l'Europe de l'Est
23 novembre	« Révolution des Roses » en Géorgie : le président Chevardnadzé démissionne
Décembre	Ankara et Athènes signent un IGA sur l'Interconnexion gazière Turquie-Grèce
12 décembre	Heydar Aliyev décède dans un hôpital à Cleveland
2004	
Janvier	Mikheil Saakachvili devient président de la Géorgie
1^{er} janvier	L'UE accueille dix nouveaux Etats-membres, pour la plupart issus de l'ancien Pacte de Varsovie
Février	Les IFI et les ACE annoncent qu'elles vont financer l'oléoduc BTC
Mars 2004	M. Saakachvili se rend en Azerbaïdjan ; Ilham Aliyev lui demande le retour de « Monsieur GIOC » en Géorgie
Avril	Lancement du Processus de Prague pour résoudre le conflit du Haut-Karabagh
24 avril	Pour son premier voyage en tant que président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev se rend en Turquie Le programme américain GTEP est remplacé par le SSOP en Géorgie
Mai	La justice azerbaïdjanaise condamne lourdement les personnes qui ont participé aux protestations en faveur de la démocratie en octobre 2003
6 mai	L'Adjarie repasse sous le contrôle de Tbilissi après 13 années d'indépendance <i>de facto</i>
14 juin	Les trois Etats sud-caucasiens sont intégrés dans la PEV
Juillet	La construction de l'oléoduc BTC est arrêtée pendant deux semaines dans la vallée de Borjomi
Août	Un nouveau cessez-le-feu entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud entre en vigueur
Octobre	La construction du gazoduc BTE débute BP et la Géorgie signent un protocole bilatéral de sécurité sur le Corridor énergétique Est-Ouest AzerTrans et ExxonMobil signent un accord sur le transport de la part de pétrole issue des gisements ACG appartenant à la TNOC par la voie ferrée Bakou-Batoumi
Novembre	George W. Bush est réélu président des Etats-Unis
13 novembre	A la suite de la conférence interministérielle sur l'énergie à Bakou, l'Initiative de Bakou (« INOGATE+ ») est lancée
Décembre	L'aéroport de Marnéouli, remis aux normes par la Turquie, est inauguré

2005	
Mars	SOCAR annonce un plan ambitieux d'augmentation de la production gazière sur dix ans
25 mai	L'oléoduc BTC est inauguré à Bakou
Octobre	Le ministre azerbaïdjanais de la Santé Ali Insanov est arrêté pour avoir fomenté un coup d'Etat contre Ilham Aliyev
	Les frères Farhad et Rafiq Aliyev sont également arrêtés pour corruption, évasion fiscale et conspiration de coup d'Etat
	Le programme européen TRACECA refuse de financer le projet de voie ferrée BTK
Novembre	La Grèce et l'Italie signent un accord intergouvernemental sur le gazoduc Poséidon (partie de l'ITGI)
	Rovnag Abdullayev est élu à la <i>Milli Maclis</i>
Décembre	Gazprom décide d'appliquer les prix « européens » du gaz à l'égard des Etats post-soviétiques
	La Cour économique d'Azerbaïdjan transfère l'intégralité de la propriété d'AzPetrol International Holding à Ibrahim Mammadov
	Ilham Aliyev décide de remanier SOCAR : Rovnag Abdullayev en devient le président et Elshad Nassirov le vice-président pour les investissements et le marketing
	Natig Aliyev est nommé ministre de l'Energie et de l'Industrie
2006	
Janvier	Gazprom fait part de son intention d'augmenter les prix du gaz pour les républiques sud-caucasiennes au niveau européen
1^{er} janvier	Gazprom coupe l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine
4 janvier	Gazprom et l'Ukraine parviennent à un règlement de la crise
22 janvier	Le gazoduc Mozdok-Tbilissi explose, privant de gaz Tbilissi et l'ouest de la Géorgie
Avril	L'Arménie et Gazprom conclue un accord dans le domaine de l'énergie
Juin	L'UE annonce dans une communication du Conseil européen sa volonté de diversifier son approvisionnement énergétique
16 juin	L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan signent l'Accord d'Almaty : Astana s'engage à fournir 500 000 bpj à l'oléoduc BTC à partir de 2008
Juillet	L'armée géorgienne reprend le contrôle des gorges de Kodori
13 juillet	L'oléoduc BTC est solennellement inauguré à Ceyhan
Septembre	David Woodward est remplacé par Bill Schrader à la tête de BP Azerbaïdjan
Novembre	L'Ossétie du Sud proclame unilatéralement son indépendance
7 novembre	L'Azerbaïdjan et l'UE signent un protocole de compréhension dans le domaine de l'énergie
Décembre	David Woodward est remplacé à la tête de BP Azerbaïdjan par Bill Schrader
15 décembre	Le gazoduc BTE est inauguré
20 décembre	Le Congrès américain vote la Loi de ré-autorisation Import-Export de 2006, interdisant la Banque d'Import-Export de financer le projet de voie ferrée BTK
2007	
Janvier	L'Azerbaïdjan accorde un prêt de 220 millions de dollars à la Géorgie pour financer la portion géorgienne de la voie ferrée BTK
1^{er} janvier	La Bulgarie et la Roumanie rejoignent l'UE
Mars	Le gazoduc Iran-Arménie est inauguré
Avril	L'Azerbaïdjan entame les livraisons de gaz en provenance de Shah Deniz à la Turquie
11 avril	L'UE lance l'initiative de la Synergie de la mer Noire, réunissant les pays riverains, les Etats sud-caucasiens, la Grèce et la Moldavie
Juillet	Le gouvernement turc annonce la privatisation de 51% de PETKIM
	La Grèce, l'Italie et la Turquie signent un IGA sur le projet ITGI

4 juillet	Les premiers volumes de gaz du gisement de Shah Deniz parviennent en Turquie
16 juillet	Naissance du marché global du gaz selon le cabinet CERA
Août	L'administrateur géorgien des zones géorgiennes de l'Ossétie du Sud est attaqué par des miliciens sud-ossètes
Novembre	L'Azerbaïdjan et BP signent un Protocole de sécurité relatif aux infrastructures énergétiques sur le territoire azerbaïdjanais
Novembre	Des manifestations sont brutalement réprimées en Géorgie
18 novembre	BP et l'Azerbaïdjan signent à leur tour un protocole de sécurité sur le Corridor énergétique Est-Ouest
21 novembre	L'Interconnexion gazière Turquie-Grèce est inaugurée
21 novembre	Le début de la construction de la voie ferrée BTK est célébré à Marabda (Géorgie)
2008	
Janvier	M. Saakachvili est élu président de Géorgie
Février	EGL et Statoil forment une <i>joint-venture</i> pour mettre en œuvre le projet de gazoduc TAP
6 février	Serge Sarkissian devient président d'Arménie
6 février	KazMunaiGas acquiert 100% du terminal pétrolier de Batoumi
Printemps	SOCAR et le SOFAZ demandent à BP de passer de la seconde à la troisième phase de partage des revenus pétroliers des gisements ACG, ouvrant une crise larvée entre l'Azerbaïdjan et la TNOC
Mars	Au terme d'un processus obscur, SOCAR, en partenariat avec Turcas, achète 51% de PETKIM
Avril	L'Azerbaïdjan et la Turquie commencent à renégocier les contrats d'achat-vente du gaz de Shah Deniz
Mai	TCO signe avec BTC Co un accord d'utilisation de l'oléoduc BTC pour une durée de trois ans
Mai	SOCAR inaugure le terminal pétrolier de Kulevi
Juin	Le Conseil européen se prononce en faveur de la mise en œuvre du Partenariat Oriental
1^{er} juillet	La frontière entre l'Abkhazie et la Géorgie est fermée
3 juillet	Le prix du baril de Brent atteint 146,08 dollars
5 août	L'oléoduc BTC explose dans le secteur d'Erzincan (Turquie) à la suite d'un sabotage attribué au PKK
7 août	La Géorgie attaque l'Ossétie du Sud
9 août	Des roquettes russes tombent près de la WREP
9 août	Un deuxième front est ouvert en Abkhazie dans la guerre russo-géorgienne
12 août	La Géorgie et la Russie acceptent un cessez-le-feu
24 août	Une mine explose le long de la voie ferrée Bakou-Batoumi, causant sa fermeture pour six semaines
26 août	La Russie reconnaît les indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud
1^{er} septembre	Lors d'un sommet extraordinaire, le Conseil européen rappelle officiellement son soutien au Partenariat Oriental
6 septembre	Le président Abdullah Gül se rend en Arménie à l'occasion du match de football Arménie-Turquie
17 septembre	L'AIOC doit fermer la plateforme d'Azéri central en raison d'une fuite de gaz
17 septembre	KazMunaiGas et SOCAR s'accordent pour transporter 500 000 bpj par l'Azerbaïdjan
Octobre	Le président américain George W. Bush écrit à J.M. Barroso et à N. Sarkozy pour les informer de la volonté du Turkménistan de vendre son gaz à l'Europe
15 octobre	Ilham Aliyev est réélu président de l'Azerbaïdjan
Novembre	Barack Obama est élu président des Etats-Unis
14 novembre	SOCAR et le ministère géorgien de l'Energie signent un accord de cinq ans sur la fourniture de gaz
Décembre	SOCAR crée SOCAR Trading à Genève
14 décembre	SOCAR remporte l'appel d'offres sur la privatisation des réseaux de distribution du gaz en Géorgie

2009

Janvier	La Bulgarie signe un accord avec l'Azerbaïdjan pour recevoir du gaz à partir de 2010
7 janvier	Gazprom coupe à nouveau l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine
27 janvier	Lors du Sommet de Budapest sur le projet Nabucco, la Commission européenne s'engage à fournir 250 millions d'euros pour la réalisation de ce projet
Février	Le commandant de l'armée de l'air azerbaïdjanaise, Rahil Rzayev, est assassiné à Bakou SOCAR et Total signent un PSA sur le gisement en eaux profondes d'Absheron
Mars	L'Allemagne obtient que les 250 millions d'euros promis à Nabucco soient partagés entre tous les projets du Corridor gazier Sud La Grèce annonce qu'elle va acheter entre 1 et 3 bcm de gaz azerbaïdjanais par an à partir de 2010
27 mars	Gazprom et SOCAR signent un protocole de compréhension sur la fourniture de gaz azerbaïdjanais à la Russie
Avril	Les travaux d'agrandissement de la capacité de transport de l'oléoduc BTC s'achèvent Le président américain Obama décide de restructurer l'organisation de la politique étrangère américaine en Eurasie L'Arménie et la Turquie s'engagent sur une feuille de route sur la reprise de leurs relations Ilham Aliyev refuse de participer au sommet de l'Alliance des Civilisations à Istanbul pour protester contre le rapprochement turco-arménien
Mai	Le Premier Ministre turc Erdoğan se rend à Bakou pour réchauffer les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie
7 mai	L'UE lance le Partenariat oriental à Prague
30 juin	L'Azerbaïdjan et la Russie signent un accord sur la livraison de 0,5 bcm de gaz azerbaïdjanais par an pendant cinq ans
Juillet	Anne Derse quitte son poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Azerbaïdjan
13 juillet	L'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Turquie signent un IGA sur le gazoduc Nabucco
10 octobre	L'Arménie et la Turquie signent à Zurich deux protocoles sur l'établissement et le développement de leurs relations diplomatiques
Novembre	Adnan Hajizade et Emin Milli sont condamnés à des peines d'emprisonnement en raison de la publication d'une vidéo sur <i>You Tube</i> se moquant d'Ilham Aliyev
Décembre	Bahar Energy Ltd et SOCAR signent un accord d'exploration de restauration et de production pour les champs de Bahar et Qum-Daniz Le gazoduc Turkménistan-Chine est inauguré Les négociations sur l'achat, la vente et le transit du gaz azerbaïdjanais sont arrêtées après que SOCAR a refusé une offre avantageuse de BOTAS Le Traité de Lisbonne entre en vigueur au sein de l'UE

2010

1^{er} janvier	SOCAR débute les livraisons de gaz à Gazprom au Daghestan
Mars	Devon Energy vend ses parts dans l'AIOC à BP Par décret, Ilham Aliyev place Azerkimya sous l'autorité de SOCAR
Avril	Le président américain Obama nomme Matthew Bryza ambassadeur américain en Azerbaïdjan Le Sommet du Nucléaire se tient à Washington, en l'absence d'Ilham Aliyev mais en présence du Premier Ministre turc et des présidents arménien et géorgien
22 avril	Le Parlement arménien suspend la ratification des protocoles sur le rapprochement turco-arménien
26 avril	L'Azerbaïdjan et la Turquie signent un protocole confidentiel sur le transit du gaz azerbaïdjanais
Mai	L'Azerbaïdjan achète son premier satellite de communications, pouvant également être utilisé à des

	fins militaires
Juin	La Commission européenne prend en charge une médiation entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan sur la délimitation de leurs frontières territoriales
7 juin	L'Azerbaïdjan et la Turquie signent un protocole de compréhension sur la vente et le transit du gaz azerbaïdjanais
Juillet	Le gazoduc Iran-Turquie est endommagé par une attaque attribuée au PKK
Octobre	BP et SOCAR signent un PSA pour le champ de Shafag-Asiman
Novembre	Mukhtar Babayev, président du conseil de surveillance d'Azerkimya, est élu à la <i>Milli Maclis</i>
	SOCAR et la compagnie iranienne NIGEC signent un accord sur la livraison de gaz azerbaïdjanais en Iran
	Les deux bloggeurs azerbaïdjanais sont finalement libérés
Décembre	Le PSA pour le gisement de Shah Deniz est étendu à cinq années supplémentaires (jusqu'en 2036)
29 décembre	Après une carence de 18 mois, un nouvel ambassadeur américain en Azerbaïdjan (Matthew Bryza) est nommé
2011	
13 janvier	L'Azerbaïdjan et l'UE signent à Bakou une Déclaration conjointe sur le Corridor gazier Sud
20 février	Le quotidien britannique <i>The Guardian</i> publie un article sur les « coûts réels » du projet Nabucco. Des tensions éclatent entre BP et la Commission européenne
Mai	Le journaliste azerbaïdjanais Eynur Fatullayev est libéré après quatre années de détention
14 mai	L'Azerbaïdjan remporte le concours 2011 de l'Eurovision
25 mai	La journée de promotion du projet de gazoduc South Stream à la Commission européenne tourne au fiasco
24 juin	Le sommet trilatéral de Kazan sur la résolution du conflit du Haut-Karabagh échoue
Juillet	SOCAR augmente sa participation dans STEAS, qui possède 51% de PETKIM
	SOCAR accroît sa part dans les gisements ACG
Septembre	Total annonce avoir trouvé un potentiel gazier de plusieurs milliards de mètres cubes dans le gisement d'Absheron
1^{er} octobre	L'appel d'offres pour le gazoduc amené à transporter le gaz de la deuxième phase de production de Shah Deniz est clos
Automne	Le consortium Shah Deniz annonce le gazoduc choisi pour transporter les nouvelles ressources de gaz azerbaïdjanais